

CONFÉRENCE DES INTELLECTUELS  
ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE

DAKAR 21 - 26 MAI 1996

THÈME

FIN DE L'HISTOIRE ET PERSPECTIVE  
DE DÉVELOPPEMENT : L'AFRIQUE  
DANS LE TEMPS DU MONDE

Par  
Sémou Pahié GUEYE

Département de Philosophie  
Université Cheikh Anta Diop

Dakar

CONFERENCE DES INTELLECTUELS  
ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE

DAKAR 21 - 26 MAI 1976

THEME :

FIN DE L'HISTOIRE ET PERSPECTIVE  
DE DEVELOPPEMENT : L'AFRIQUE  
DANS LE TEMPS DU MONDE

Par

**Semou Pathé GUEYE**

Département de Philosophie  
Université Cheikh Anta Diop

Dakar

# Fin de l'Histoire et perspective de développement l'Afrique dans le Temps du Monde

par

Semou Pathe GUEYE  
Departement de Philosophie  
Universite Cheikh Anta DIOP  
DAKAR

---

## Introduction

*Face a l'evolution actuelle du monde, faite de bouleversements de toutes sortes et de radicales mises en question qui posent, dans des termes parfois inedits, le probleme du devenir des societes et celui de la place des peuples dans les temps a venir, l'Afrique peut-elle encore nourrir raisonnablement l'espoir de rattraper l'histoire ou, a tout le moins, d'eviter une marginalisation consideree par beaucoup aujourd'hui comme son destin le plus probable ?*

A bien des egards, le contexte dans lequel nous sommes appeles aujourd'hui a formuler et a essayer de resoudre cette question, est different de celui des annees 60, premieres annees d'"independance"

En effet, lorsqu'il y a une trentaine d'annees, Rene Dumont, dans *l'Afrique noire est mal partie*, doutait que nos pays nouvellement independants se fussent engages dans la bonne voie quel tolle n'avait suscite une telle opinion, dont le scepticisme avait quelque chose d'incongru dans le contexte de douce euphorie et d'optimisme qui prevalait a l'epoque ! Quelques decennies plus tard une intellectuelle africaine, Axelle Kabou, au terme d'une analyse qui certainement n'est pas totalement exempte de faiblesses, pourra parler de "refus" du developpement sans choquer ni indigner autant d'Africains que ne le fit le celebre agronome francais<sup>1</sup> C'est qu'entre les deux prises de position, de longues et dures annees de verite se sont ecoulees, des annees qui ont vu les immenses espoirs places naguere dans la reconquete de notre dignite et de notre souverainete s'effondrer les uns apres les autres, a la faveur des rendez-vous manques dont on ne compte plus le nombre Aujourd'hui, c'est un avenir autrement incertain qui se profile a l'horizon pour nos peuples et l'Afrique, dans sa longue marche pour la quete du bonheur et de la liberte, voit les handicaps de plus en plus lourds, s'accumuler sur son chemin Nous en citerons trois -il y en a probablement plus- qui semblent compromettre gravement cette quete

**Premierement** L'enthousiasme des annees 60 pendant lesquelles nos peuples qui venaient de prendre en main leur destin pouvaient se sentir profondement motives par la richesse des perspectives historiques qui s'ouvraient devant eux, et par la conscience massivement vecue d'avoir un monde nouveau a batre, a fondu au fur et a mesure a la faveur de politiques d'edification nationale qui ont pratiquement deceu toutes les attentes qu'elles avaient suscitees L'horizon de ce fait semble plus nuageux que jamais, et la demobilisation de nos peuples est d'autant plus grande surtout depuis la mise en oeuvre des "politiques d'ajustement", qu'ils ont le sentiment que tous les sacrifices consentis ne serait-ce que pour rendre leur quotidien plus vivable l'ont ete en pure perte

**Deuxiemement** La crise des modeles de developpement qui servaient de paradigmes aux politiques de construction nationale -capitaliste et socialiste- qui se rejoignent dans leur incapacite a tenir les promesses dont ils etaient senses être porteurs selon leurs adeptes respectifs, laisse desormais perplexes nos peuples sur la question de la meilleure voie a emprunter pour l'avenement d'une societe qui realiserait pleinement leurs aspirations a mieux vivre<sup>2</sup> Cette situation debouche sur une crise de perspective et d'orientation, d'autant plus grave pour l'avenir du Continent que la propension y est deja tres forte au niveau des elites dirigeantes, d'appréhender les problemes dans le court terme et d'essayer de les resoudre au "cas par cas" Le pilotage a vue et le bricolage dans la conduite des affaires publiques trouvent donc la un terrain de predilection pour s'installer et prosperer, au grand dam de populations pratiquement livrees a elles-mêmes dans la recherche de meilleurs lendemains<sup>3</sup>

**Troisiemement** Les mutations qui se deroulent actuellement dans le monde, par leur rythme epoustouflant mais aussi par la nature et l'ampleur des defis nouveaux qu'elles posent a l'humanite, semblent avoir pris de court une Afrique qui, dans la mise a jour de sa propre histoire, etait deja en retard de plusieurs adaptations necessaires C'est ainsi que notre Continent se trouve confronte avec la dramatique necessite de devoir vivre plusieurs epoques en la même, et d'evoluer au rythme forcement inegal de temporalites differentes, dont chacune lui pose des problemes historiques specifiques appelant des reponses tout aussi specifiques Par nos façons de penser et d'agir, et par les moyens dont nous disposons pour repondre aux defis quotidiens de notre propre existence, nous ne sommes pas encore tout a fait sortis du Moyen-Âge que le XXI siecle, dans tous ses atours "post-modernes", frappe deja a nos portes

On a donc naturellement beaucoup plus de mal a savoir aujourd'hui le meilleur bout par lequel prendre les choses pour denouer l'echevau complexe des problemes de toutes sortes et de tous les âges qui constituent le lot de notre present D'ou, dans notre marche historique, des tâtonnements et des hesitations qui, a une epoque ou tout s'accelere et ou personne ne nous attend, aggravent d'autant l'immense retard que sous bien des egards nous accusons deja sur les autres

Et ces trois handicaps -qui ne sont certainement pas les seuls- pesent deja lourdement sur la possibilite, les modalites et les perspectives de la prise en charge de notre propre destin La necessite même de cette prise en charge se fraye difficilement un chemin dans les consciences et les comportements de tous les jours, dans le cadre d'une evolution mondiale aux allures d'apocalypse qui amene certains, qui n'ont pas peur des mots, a parler tout bonnement de "la fin de l'histoire"

### Qu'est-ce que la "fin de l'histoire" ?

Cette notion de "fin de l'histoire"<sup>4</sup> a ete replacee ces dernieres annees au centre des debats intellectuels depuis la parution d'un article de Francis Fukuyama devenu, a la faveur des discussions qu'il a suscitees et des reflexions complementaires qu'elles ont suggerees a l'auteur, un livre intitule *La fin de l'histoire et le dernier homme*

Il y a "a boire et a manger" dans ce livre, et ce n'est certainement pas dans ses pages que les specialistes d'histoire de la philosophie trouveront la lecture la plus fidele des auteurs qui y sont convoques presque au pas de charge et dans le cadre de raccourcis interpretatifs a couper pratiquement le souffle N'empêche ! Sa these centrale, qui commence a être bien connue, est cependant suffisamment audacieuse pour meriter le rappel en quelques mots

Avec l'effondrement du camp socialiste dont l'existence entretenait jusque-la l'illusion d'une alternative au capitalisme, ce serait désormais le triomphe définitivement assuré de la démocratie libérale et de son pendant naturel, l'économie de marché. Ces derniers délimiteraient donc maintenant et pour toute l'éternité, le cadre naturel d'évolution des sociétés, ce qui disqualifierait par la même occasion l'idée de "progrès" telle qu'elle était héritée des Lumières et reprise à leur compte par les grandes philosophies de l'histoire du XIX siècle, de Hegel à Marx, c'est-à-dire la perspective téléologique d'une marche des peuples vers un "plus" projeté en avant d'eux, et dont l'atteinte réaliserait leur idéal de bonheur et de liberté. L'homme lui-même se trouverait, pour les mêmes raisons, condamné pour ainsi dire à concevoir sa propre réalisation dans les limites rigoureusement tracées par ce nouveau cadre historique et par les conditions qu'elles déterminent pour la pensée et l'action.

Certes un regard plus attentif, moins "idéologique", jeté sur le vaste champ des mutations qui s'opèrent devant nos yeux révélerait une pluralité d'enjeux, donc une surdétermination de sens que seule une lecture trop pressée de récupérer l'histoire et de l'enrôler dans son propre combat peut feindre de ne pas voir.

Mais notre propos ici n'est pas de discuter cette thèse, d'autant plus contradictoire en elle-même d'ailleurs que, tout en proclamant la disqualification définitive de toute ambition de totalisation de l'histoire, elle ne se prive nullement cependant d'en faire autant en essayant d'enfermer dans un schéma unique d'explication, la diversité des évolutions en cours et l'extraordinaire multiplicité des perspectives qu'elles ouvrent à l'analyse théorique<sup>5</sup>.

En vérité ce que de façon très imparfaite essaie de suggérer la notion de fin de l'histoire c'est un extraordinaire cocktail de crises historiques dont chacune, à sa manière et à son niveau propre, reflète les tendances générales de l'évolution actuelle du monde dans ses ambiguïtés et ses contradictions, et dans l'allure souvent iconoclaste de ses remises en question. Il en découle une situation d'autant plus difficile à penser rationnellement qu'elle semble se jouer de toutes nos procédures familières de rationalisation : une situation à laquelle il est d'autant plus difficile d'assigner un <<sens>>, qu'elle semble nous intégrer brutalement dans une temporalité "hors sens" qui serait ouverte même sur l'horizon d'un "non sens" radical.

Car ce qui se laisse entrevoir à travers la notion de "fin de l'histoire" c'est d'abord cela : l'idée selon laquelle l'histoire ne poursuit plus aucun but dont la réalisation finale serait sa raison d'être, tout ce qui advient ici et maintenant, tout ce que nous pouvons faire ici et maintenant n'ayant de "sens" qu'au regard de ce but projeté à la "fin".

*C'est donc la crise du sens de l'histoire.* Devant la tournure apparemment absurde en tout cas intellectuellement déroutante à bien des égards que prennent la succession et l'enchaînement des événements dans le monde contemporain l'histoire que Hegel et ses successeurs considéraient comme le lieu par excellence d'effectuation de la rationalité ["tout ce qui est réel est rationnel tout ce qui est rationnel est réel"] semble être "tombée sur la tête" en laissant le monde dériver dangereusement vers la déraison et la dérision. Et puisqu'il n'y aurait plus rien à attendre d'une telle histoire, ainsi devenue sans raison et sans finalité, il ne nous resterait plus qu'à vivre le présent tel qu'il se donne à nous, tant bien que mal, plutôt mal que bien en nous laissant convaincre par Nietzsche dont l'immense éclat de rire suscite par l'illusion totalisatrice des philosophes de l'histoire prend ici tout son sens, que "jamais un coup de dés n'abolira le hasard".

C'est aussi et dans le même mouvement, *une crise du sujet historique*. Par là on peut entendre le fait que, devant la 'trahison des clercs'<sup>6</sup>, l'épuisement du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière (dont la survie même est rendue problématique par la révolution scientifique et technologique) et la demobilisation des peuples, il semble qu'il n'y ait plus désormais aucune force capable de prendre en charge la transformation du monde d'en assumer la direction et d'en assurer le succès final.

C'est également la crise de ce qu'avec les théoriciens de l'École de Francfort (notamment Horkheimer et Adorno dans *La Dialectique de la raison*) on appelle *rationalité instrumentale*. Cette crise traduirait l'impasse d'une raison qui, parce qu'orientée essentiellement vers la domination de la nature, aurait progressivement perdu son rôle émancipateur, pour se transformer en instrument de domination de l'homme par l'homme, notamment par la libération de toutes sortes de pouvoirs maelfiques incontrôlables par celui-ci, qui devient étranger à lui-même dans le monde de ses propres œuvres et se transforme en une chose parmi les choses. Cette crise traduirait également la prise de conscience du caractère auto-suicidaire d'une "civilisation" qui, pour avoir privilégié l'Avoir par rapport à l'Être, au fur et à mesure, relegue l'homme à l'arrière-plan, en même temps qu'elle a considérablement contribué à compromettre les chances d'un "développement durable" notamment en saccageant littéralement le patrimoine écologique de l'humanité. C'est ainsi que le postulat fondamental de la "modernité", selon lequel l'humanité gagne automatiquement en bonheur et en liberté en proportion des progrès réalisés par la raison dans ses efforts pour élucider les mystères du monde, forger les instruments de la transformation de la nature et accroître les richesses matérielles, est de plus en plus perçu comme une illusion fatidique à laquelle certains n'hésitent plus à imputer les diverses formes de totalitarisme et de régression à la barbarie qu'a connues notre siècle.

C'est par ailleurs la *crise des dispositifs traditionnels* (politique, idéologique, économique, social) de régulation et d'encadrement des sociétés. État, idéologies et "appareils idéologiques d'État" (partis, syndicats, École, Famille), ainsi que celle des systèmes de valeurs et de représentation qui servaient de fondement, de légitimation et de justification aux différents consensus qui assuraient la cohésion des sociétés et leur équilibre.

C'est enfin la *crise des pouvoirs traditionnels* (politique, militaire, sacré, etc.) avec l'apparition et le développement exponentiel, grâce à la révolution technologique dans les domaines de l'information et de la communication, de "nouveaux pouvoirs" fondés sur la maîtrise des moyens de production et de diffusion des savoirs de pointe, des idées et des images<sup>7</sup>.

C'est l'ensemble de ces crises donc, et la façon dont elles bouleversent notre existence quotidienne, bousculent nos conceptions et nos habitudes, redefinissent les conditions et les critères d'efficacité de notre action et tiennent même en échec, dans une certaine mesure, notre volonté, qui donne le sentiment, quelque peu dur à vivre, que le monde est en train de basculer au-delà du temps, emportant avec lui non seulement nos espoirs et nos illusions, mais aussi tous les repères qui jusqu'ici permettaient de nous identifier et de nous orienter.

Nous serions donc entrés ainsi dans l'ère de la grande incertitude, du chaos positif et de l'absolue complexité, une ère où se brouilleraient dramatiquement nos lignes de démarcation familières entre le rationnel et l'irrationnel, entre le réel et l'imaginaire, voire entre le bien et le mal, dans un processus dont la rapidité même condamnerait d'avance à la vanité toute tentative d'en rendre compte dans une vision cohérente et systématique qui se voudrait définitive et totalisante.

Ainsi donc irait le monde dans lequel il s'agit, pour l'Afrique de travailler aujourd'hui à se forger un destin –un dessein– qui la remette au diapason de l'histoire universelle

Evidemment le diagnostic de toutes les crises reperees plus haut part de l'Occident, de ses realites et de ses problemes. On pourrait donc croire qu'il ne nous concerne nullement

Ce serait la une illusion dangereuse. Une illusion, dans la mesure ou c'est bien sur cette planete Terre que se situe l'Afrique et non sur une autre galaxie. On voit donc mal ou et comment on pourrait eriger une "ligne maginot" qui ferait de notre Continent une sorte de sanctuaire protege de toutes les evolutions qui agitent aujourd'hui un monde devenu de plus en plus interdependant ou les situations et les problemes qu'elles creent s'imbriquent et interagissent de façon de plus en plus inextricable. Dangereuse, dans la mesure ou elle nous ferait perdre de vue la maniere dont, dans des termes specifiques, chacune de ces crises interpelle l'Afrique et pose devant elle des tâches dont la resolution conditionne directement son avenir

En realite chacune des grandes interrogations suscitees par ces differentes crises peut avoir une traduction concrete en Afrique. On peut rapidement le montrer

La crise du sens de l'histoire S'il est vrai qu'il n'y a plus rien à attendre d'une histoire qui serait devenue sans but et sans finalite, y aurait-il encore un sens pour nos peuples que d'aspirer à un "developpement" qui se projetterait à l'horizon de leurs efforts et de leur sacrifice comme la promesse d'un futur qui pourrait leur apporter tout ce que le present leur refuse aujourd'hui ? Faudrait-il qu'ils s'accommodent donc une fois pour toute de la fin de non recevoir opposee jusqu'ici par l'histoire à la realisation de leurs legitimes aspirations au bonheur et à la liberte, en se contentant desormais comme Sisyphé de rouler éternellement leur rocher sans espoir et sans rien en attendre ?

La crise du sujet historique S'il est vrai qu'il n'y a plus dans le monde de force capable d'impulser une dynamique porteuse de renouveau, de l'orienter de façon coherente et de mobiliser les peuples autour de sa realisation sur quoi et sur qui l'Afrique pourrait-elle alors compter pour engager et gagner son combat pour un avenir meilleur ?

La crise de la rationalite instrumentale Si la mise en oeuvre inconsiderée de la science et de la technique a eu, sur l'environnement, des consequences qui compromettent gravement la perspective d'un developpement humain durable, faudrait-il, pour notre Continent, renoncer à celles-ci, pour echapper au risque de leur eventuel derapage, ou faudrait-il au contraire concevoir des modalites propres à l'Afrique et adaptees à ses conditions specifiques, de developpement et d'utilisation de cette science et de cette technique ? Quelles seraient, le cas echeant, ces modalites ? Ou encore faudrait-il, tout simplement, jeter aux orties la raison et ses produits, pour être dans le vent d'un irrationalisme dont on a cherche pendant longtemps à nous faire croire qu'il était notre principal atout, dans ce "monde defunt des machines et des canons" ?

La crise des pouvoirs et des dispositifs traditionnels de legitimation, de regulation, d'encadrement et de gestion des societes Est-il encore possible d'inventer pour notre propre compte et conformement à nos propres realites, de nouveaux dispositifs susceptibles de garantir autrement aux societes africaines l'harmonie, l'equilibre et un nouveau dynamisme createur ainsi qu'a

leurs membres l'épanouissement personnel, la plus large autonomie individuelle possible et la protection de leur identité ?

La crise des ideologies enfin Faudrait-il considerer, compte tenu de l'echec des ideologies locales que furent la Negritude, le Panafricanisme, l'"African Personality", l'Authenticite, le Socialisme African, le Consciencisme, etc , qu'il n'est plus besoin de concevoir pour l'Afrique de nouvelles "utopies concretes" (au sens d'E Bloch) qui seraient porteuses d'une mystique susceptible de mobiliser de nouveau les populations du Continent pour leur propre liberation ?

Il n'est nullement question, dans les limites de cet article, de pretendre pouvoir aborder chacun de ces problemes et de leur trouver des reponses. Nous pouvons cependant esquisser brievement quelques pistes de reflexion qu'ils suggerent

C'est d'abord la necessite de repenser notre rapport a notre propre patrimoine historique et culturel. Car dans un monde aux prises avec des evolutions qui brouillent si facilement les reperes et mettent en peril les identites (surtout celles qui ont ete fragilisees comme les nôtres) cela nous permettrait incontestablement de disposer en permanence d'un socle solide auquel nous pourrions nous arrimer de tout notre être pour resister aux tempêtes de l'Histoire

Mais que faut-il donc entendre par-la ?

Qu'il s'agit d'abord de "decomplexer" une fois pour toute, notre vision du passe, en nous laissant convaincre que l'Afrique n'a pas ete que ce Continent "sans histoire" qui n'aurait ete capable de s'integrer a l'histoire du monde qu'a la remorque des autres<sup>8</sup>. Au moment ou ici et la, on cherche a prendre pretexte de notre retard pour distiller insidieusement en nous le doute sur nos propres capacites et pour nous desarmer psychologiquement devant l'ampleur des tâches qui nous attendent nous rappeler et rappeler en permanence aux autres la brillante contribution que l'Afrique naguere a apportee a l'enrichissement de la civilisation humaine n'est apres tout qu'une simple mais importante question de verite. Car reflechissons un peu a l'immensite des epreuves auxquelles notre Continent a du faire face de la traite des Negres qui lui a arrache des dizaines de millions de ses bras les plus valides (et on a vu tout ce qu'ils ont pu apporter a leur Continent de deportation), aux longs siecles de colonisation directe et indirecte, qui ne l'ont pas seulement depouille de ses ressources naturelles les plus precieuses mais ont aussi dramatiquement etouffe l'expression de son genie createur au nom d'une mystificatrice "mission civilisatrice de l'Occident". Avoir, durant tout ce temps d'epreuves porte sur ses epaules pratiquement le poids du monde et nourri de ses mamelles genereuses ceux qui se gaussent aujourd'hui de la situation qu'ils ont pour une part essentielle creee, avoir donc endure tout cela et rester encore debout, n'est-ce pas la preuve d'une capacite de resistance et de depassement qui en dit long sur tout ce que l'Afrique aurait pu faire, et qu'elle pourra certainement faire demain pour peu que ses fils sachent clairement et fassent au mieux ce qu'ils ont a faire ?

Et penser ainsi n'a evidemment comme nous le verrons plus loin rien a voir avec un nombrilisme historique et culturel qui nous fermerait au reste du monde. c'est plutôt se mettre en condition psychologique pour pouvoir tirer profit du dynamisme propre de notre histoire et nous laisser porter par elle avec force et assurance dans notre marche vers le futur

Mais c'est ensuite cesser de porter cette histoire comme un fardeau, comme une fatalite qui justifierait tous les renoncements et toutes les capitulations. Car sans que cela ne temoigne d'une quelconque propension a l'autoculpabilisation ou a l'autoflagellation nous devrions pouvoir aussi dire que tout ce qui nous est arrive, l'est pour une part non negligeable par notre faute<sup>9</sup>. En effet

l'Histoire, a vrai dire, ne paye les peuples que pour leur peine. On y récolte ce qu'on y a semé. Osons donc nous regarder en face pour essayer de mesurer le poids de notre propre responsabilité dans la situation actuelle de notre Continent, en essayant par exemple de répondre clairement aux questions suivantes. Travaillons-nous aujourd'hui autant qu'il faudrait pour pouvoir nous hisser au même niveau historique que les autres ? Faisons-nous preuve, autant qu'eux envers eux-mêmes, de rigueur et d'exigence envers nous-mêmes ? Est-il raisonnable, au moment où tout urge pour tout le monde, et où personne ne nous attendra, que nous soyons si prodigues de notre temps, si prompts à le gaspiller ? N'est-ce pas simplement autosuicidaire que de dilapider nos biens et nos richesses à des futilités comme c'est souvent le cas, en ne comptant parfois que sur la "générosité" de moins en moins évidente (et qui n'a jamais été désintéressée) des autres pour construire notre avenir ? Et la corruption ? Et l'irrespect à l'égard des biens publics ? Et le laxisme dans la gestion de ces biens ? Sont-ce bien là les meilleurs comportements pour conduire nos peuples vers des lendemains qui chantent ?

Il s'agit en un mot de "reconstruire" notre rapport au passé, c'est-à-dire de le revivre de façon non plus passive mais créatrice, en partant de ce qu'il a pu être objectivement en bien et en mal, pour l'exploiter au mieux de nos intérêts actuels et dans la perspective d'un meilleur positionnement dans le monde de demain. Y réussir exige des préalables dont le premier nous semble être d'ordre méthodologique.

Une restitution convenable du passé qui serait susceptible de nous le faire revivre de façon créatrice a de ce point de vue des exigences qu'il faut savoir mesurer. Elle ne saurait nullement limiter son ambition à restaurer l'image de nos "grandes figures" et l'éclat réel ou presumer de leurs faits et gestes passés, ou à exalter à satiété des "valeurs traditionnelles" auxquelles il ne resterait plus que le mérite d'avoir existé, car elle se rendrait ainsi incapable de mettre en lumière les facteurs de dynamisme et de créativité présents dans l'épaisseur et la profondeur des situations historiques passées. De ce fait, elle ne nous en apprendrait finalement que peu de choses pouvant alimenter et fortifier en permanence notre identité dans ses dramatiques confrontations avec la "mondialité". Or là réside un enjeu capital qu'il convient d'explicitier.

Lorsqu'on observe l'évolution contemporaine du monde, deux tendances entre autres se détachent très nettement.

L'une de ces tendances que l'apparition des "autoroutes de l'information" va accentuer et accélérer, découle de l'explosion des moyens d'information et de communication qui ont, comme il est devenu banal de le dire depuis Mac Luhan, transformé le monde en un "village planétaire"<sup>10</sup> à l'intérieur duquel les idées et les valeurs circulent et se transforment radicalement au contact les unes des autres. Elle constitue une caractéristique majeure de notre époque : la "mondialité". Celle-ci s'impose désormais comme une donnée de fait qui affecte fondamentalement le contenu et l'orientation des rapports actuels entre les États, entre les Sociétés, entre les Peuples, entre leurs cultures spécifiques et leurs identités respectives. Dans un contexte où la "virtualité" s'impose de plus en plus comme une manière de vivre notre vie quotidienne, cette tendance réduit d'autant notre emprise sur le monde et peut-être notre volonté de le transformer.

Mais en même temps que cette "mondialité", et peut-être en réaction contre elle, une seconde tendance se dégage tout aussi nettement : l'explosion de l'affirmation identitaire (sous différentes formes, ethniques, régionalistes, religieuses, etc.) en tant qu'expression de l'aspiration de plus en plus forte à retrouver ses propres marques, dans une évolution mondiale dont nous avons déjà dit qu'elle tendait à les effacer. C'est au regard de cette aspiration précisément qu'une bonne

lecture de notre histoire prend tout son sens Reapprendre à être pleinement ce que nous sommes en nous ressourçant à la substance vivante de notre histoire –ce qui presuppose que celle-ci ne nous legue pas que de glorieuses “momies”– nous permettrait assurément d'affronter dans les meilleures conditions cette “mondialité”, non pas pour la vivre passivement, mais comme des sujets capables de créer en permanence des valeurs nouvelles susceptibles de diversifier et d'enrichir son contenu, en contribuant ainsi à en faire un véritable “rendez-vous du donner et du recevoir” Au contraire une approche simplement necrophagique de notre passé risquerait de nous enfermer dans un nombrilisme nostalgique qui nous figerait dans l'invocation d'un Âge d'or révolu –si tant est qu'il ait jamais existé– en nous marginalisant davantage dans le monde en train de se faire

Faut-il ajouter que c'est généralement à une mauvaise restitution du passé, donc à un mauvais rapport à ce passé, que nous devons souvent la recrudescence de tant de phénomènes hautement préjudiciables à notre marche en avant comme le chauvinisme ethnique, le régionalisme, le tribalisme et autres formes d'intolérance et d'exclusion dont l'Afrique n'a d'ailleurs plus le monopole ?

Quand le passé enferme sur soi-même au lieu d'ouvrir sur l'Autre, quand il finit par nous faire considérer par nous-mêmes, non plus comme des hommes à part entière, participant en tant que tels de l'universalité de la condition humaine, mais plutôt comme des hommes entièrement à part, frileusement emmitouffés dans une identité qui ne vivrait plus que par elle-même et pour elle-même, l'Autre devient facilement une menace, et la violence contre lui apparaît tout aussi facilement comme le meilleur moyen d'assurer sa propre place au Soleil<sup>11</sup>

Deuxième préalable pour nous réapproprier convenablement notre passé après celui d'ordre méthodologique que nous venons d'indiquer c'est celui, mal formulé peut-être ainsi de la production en Afrique du savoir et du discours *sur* l'Afrique

Il ne s'agit pas de refuser aux non-Africains le droit de penser sur l'Afrique, de parler de l'Afrique encore que, s'ils le font ils soient tenus à un minimum d'objectivité et de respect Certains du reste y arrivent fort bien et il faut leur en rendre hommage Il ne s'agit pas non plus de valider d'avance tout savoir, tout discours sur l'Afrique, pour la seule raison qu'ils seraient produits par un Africain même si ce dernier devait croire pouvoir faire fi des exigences universellement reconnues de validité des savoirs et de recevabilité des discours

Mais il est un fait qui dure déjà à notre grand détriment, et qui pour cette raison devrait à notre avis cesser au plus vite C'est que pour l'essentiel et après plusieurs décennies d'indépendance c'est à travers le regard de l'Autre à travers un savoir et un discours généralement produits ailleurs sur eux et pour eux que les Africains continuent d'appréhender les réalités de leur propre Continent Les raisons de ce détour par l'Autre pour aller de nous-mêmes à nous-mêmes sont certes faciles à comprendre Elles résident pour l'essentiel dans l'appropriation par l'Occident des grands moyens de production et de diffusion du savoir ainsi que celle des principaux réseaux et relais de collecte et diffusion de l'information D'où la faible amplification, voire les tentatives pures et simples d'étouffement et même de discrédit organisé, des savoirs et des discours produits de façon autonome en Afrique surtout s'ils tendent à rectifier sur tel ou tel aspect l'image de plus en plus délibérément tronquée largement répandue sur notre Continent

Or l'enjeu ici aussi est de taille Reprendre le contrôle de la production et de la diffusion du savoir et du discours sur nous-mêmes constitue en effet une condition importante, non seulement pour pouvoir poser au reste du monde nos propres questions, mais aussi mesurer à l'aune de nos propres préoccupations de nos propres critères et surtout de nos propres priorités les questions que

les autres nous posent et surtout la pertinence des réponses qu'ils nous proposent (et parfois nous imposent)

Il y va de la responsabilité particulière des intellectuels Africains qui doivent, dans cette perspective, montrer certainement beaucoup plus d'exigences envers eux-mêmes, non seulement en allant de façon plus audacieuse à l'assaut des cimes du savoir, dans tous les domaines, mais aussi à force de constance et de rigueur dans le travail, en acquérant dans leurs domaines respectifs, la qualification et la maîtrise des problèmes nécessaires pour conférer un maximum de crédibilité universelle aux productions théoriques africaines<sup>12</sup>

Mais il y va beaucoup plus encore de la responsabilité des États, plus interpellés que jamais par l'urgente nécessité de s'engager de façon plus déterminée qu'ils ne le font aujourd'hui dans l'édification en Afrique d'une puissante base autonome de production et de diffusion de savoirs et de connaissances. Ce qui, on ne devrait jamais se lasser de le rappeler, serait impossible sans la mise en œuvre de politiques conséquentes d'éducation, de formation et de recherche scientifique et technique. Certes il faut, pour ce faire, des moyens et des moyens de plus en plus importants, et dans notre situation actuelle, cela apparaît un peu comme la "quadrature du cercle"

Car, sauf à s'en reporter à l'"aide" de plus en plus hypothétique, et jamais désintéressée des bailleurs de fonds, on voit mal comment nos pays pourraient venir à bout de cette question sans la formation en quantité et qualité suffisantes, mais aussi sans l'utilisation rationnelle aux places qu'il faut d'hommes et de femmes capables d'inventer des ressources et des moyens, de les gérer de façon à la fois efficace et efficiente, de concevoir et de mettre en œuvre les stratégies nécessaires à la solution des problèmes que pose notre environnement naturel et social, d'anticiper intellectuellement ceux que nous réserve le futur et de nous préparer déjà à les affronter dans les meilleures conditions.

Mais une autre question resterait à résoudre, celle de la perspective qui compte tenu de son importance, nous semble appeler aussi quelques réflexions.

### Savoir ou l'on va

Qui ne sait pas où il va, va sûrement à sa perte. Sans une mise en perspective claire de nos actions, dans le cadre d'un projet cohérent prenant rigoureusement en compte les aspirations légitimes de nos populations pour formuler les voies et moyens pouvant les satisfaire, notre Continent risquerait de continuer d'errer comme une barque sans port dans l'Océan de l'Histoire. Nous devons donc savoir et pouvoir dire clairement ce que nous voulons faire de l'Afrique, dire de quelle Afrique nous voulons. D'autres nous reprocheront sans doute d'être quelque peu anachronique, à l'ère présumée de la "fin des idéologies", de vouloir réintroduire par la bande des querelles idéologiques qu'ils prétendent révolues. Ce seront les mêmes peut-être qui nous reprocheront aussi de nous remettre incorrigiblement à "faire des théories" alors que l'heure serait d'après eux, aux approches concrètes, pragmatiques prenant les problèmes au cas par cas et tels qu'ils se présentent, pour leur apporter des solutions ici et maintenant en laissant l'avenir "entre les mains du Bon Dieu".

Voudrait-on nous faire croire que la "pensée unique" qui se répand actuellement dans le monde et juge tout sous l'angle des critères du libéralisme et des intérêts d'un capitalisme devenu momentanément triomphant sans avoir, à l'expérience, apporté aucune réponse aux inquiétudes majeures de l'humanité, n'est pas de l'"idéologie" mais plutôt de la "science" ? Alors qu'au sens

rigoureusement scientifique du terme toute théorie a au moins une double fonction, essentielle pour quiconque refuse de vivre dans les ténèbres et la passivité, celle d'expliquer rationnellement et de prévoir voudrait-on, contre toute évidence, nous faire admettre que la situation que vit actuellement notre Continent, et celle qui se profile à son horizon, sont devenues d'une clarté telle qu'elles rendraient désormais superflue et même désuète toute démarche tendant à les scruter attentivement par la pensée afin d'identifier rigoureusement les problèmes que nous pose la construction de notre avenir pour pouvoir les formuler et les résoudre de façon pertinente ?

Ceux qui disent cela ne le disent nullement pour notre bien et leur objectif coule de source continuer à concevoir pour nous des idéologies et à nous façonner des théories qu'ils nous vendraient par la suite comme des prêt-à-porter intellectuels destinés à nous dispenser de penser par nous-mêmes et pour nous-mêmes au futur et à la façon dont nous devrions nous y prendre pour le conformer aux légitimes aspirations de nos populations<sup>13</sup>

De ce point de vue, si on n'y prend garde, les "politiques d'ajustement structurel", qui sont tout sauf des politiques de "développement", mais de simples politiques de survie –et encore !– après nous avoir conduit à l'enlisement aux plans économique et social, risquent de tuer tout bonnement la réflexion théorique sur notre Continent. Avec l'arrogance bien connue de la "loi du plus fort" elles ne permettent plus en effet aucune mise en question des présupposés théoriques et de l'orientation idéologique qui les sous-tendent, en nous enfermant dans l'alternative qui n'en est pratiquement pas une, entre les accepter béatement comme paroles de Coran ou d'Évangile et les répéter sans vergogne comme le nec plus ultra de la pensée économique et sociale, ou alors se taire pour ne pas paraître idiots ou rétrogrades. Ce qui nous menace ainsi, à terme, c'est l'engourdissement de notre faculté critique, avec la disqualification, par anticipation, de toute démarche qui à partir d'autres présupposés théoriques et idéologiques, chercherait à juger, au regard de leurs résultats tangibles la pertinence et le bien-fondé des options qui nous sont si dogmatiquement imposées aujourd'hui comme les seules à pouvoir assurer notre salut et garantir notre avenir.

Nous ne pouvons donc pas, sans dommage, nous laisser impressionner par un tel terrorisme intellectuel ni non plus limiter notre nécessaire résistance à l'orchestration d'une chorale de pleureuses en nous lamentant à l'infini sur notre liberté intellectuelle bafouée. Il s'agit plutôt de se retrousser les manches en prenant à bras le corps dans leur immensité et leur complexité, les problèmes théoriques que nous pose aujourd'hui le devenir de notre Continent, en ouvrant donc ainsi un nouvel espace d'expression à notre pensée, non seulement pour la sauver de la "goulag-isation" mais aussi pour lui restaurer sa totale latitude de concevoir des réponses alternatives aux situations que nous vivons ainsi que des stratégies endogènes de mise en œuvre de ces réponses.

C'est précisément sous ce rapport que la réactivation du débat théorique autour de la question des voies et des stratégies de développement révèle tous ses enjeux et revêt pour nous une importance tout à fait capitale.

Edifiés, aussi bien par l'expérience de nos propres échecs, que par ce que nous avons appelé plus haut la crise des modèles théoriques de développement, nous avons en principe maintenant une meilleure idée du fossé qui peut exister entre le possible et le désirable. Il s'agit en tournant résolument le dos à la fois au romantisme de certaines de nos vues antérieures mais aussi au défaitisme auquel nous convient certains sous prétexte de "réalisme", de nous fonder sur la nouvelle sagesse ainsi acquise, pour nous risquer à de nouvelles "utopies" susceptibles de prendre la relève de nos défunctes idéologies locales. Et de telles utopies auraient d'autant plus de chances d'orienter

efficacement l'action, de liberer l'energie de nos peuples et de les mobiliser qu'elles s'appuieraient a la fois sur l'analyse sans autocomplaisance aucune de nos faiblesses et sur la prise en compte des atouts dont malgre l'apparence, nous continuons de pouvoir nous prevaloir, en transcendant par ailleurs les clivages artificiels ou subalternes qui nous empêchent aujourd'hui de concentrer toute notre attention sur l'essentiel l'avenir de l'Afrique

C'est sous ce rapport qu'a nos yeux, un concept de developpement qui puisse etre reellement profitable a nos peuples devrait integrer dans sa definition et prendre en compte dans les politiques chargees de le realiser un certain nombre d'exigences parmi lesquelles on pourrait sans pretendre a l'exhaustivite<sup>14</sup> indiquer celles qui suivent

- ◆ *un environnement mondial plus propice au developpement* parce que fonde sur des relations plus equilibrees entre les Etats et les Nations sur le renforcement de la souverainete des peuples et de leur contrôle sur les moyens politiques economiques, sociaux et culturels de leur promotion donc sur la suppression des mecanismes actuels de spoliation et d'exploitation (deterioration des termes de l'echange dette etc ) qui en empêchant ces peuples de jouir pleinement de leurs ressources et du fruit de leur travail finissent par les decourager et les demobiliser
- ◆ *un contexte international de paix* qui implique, au niveau continental l'extinction de tous les foyers de tension pour permettre aux Etats de consacrer a l'accomplissement des taches essentielles de developpement les precieux moyens gaspilles aujourd'hui a des fins d'armement voire de surarmement
- ◆ *la stabilite politique et institutionnelle* de nos Etats et l'instauration en leur sein d'un climat de paix civile fonde sur un minimum de consensus autour des questions essentielles conditionnant le devenir de nos pays
- ◆ *une refonte radicale de la structure et du fonctionnement* de nos Etats tels qu'ils nous ont ete legues par le pouvoir colonial dans la double perspective de renforcer leur capacite d'orienter et de coordonner harmonieusement les activites et les initiatives nationales en matiere de developpement mais aussi de mieux asseoir leur autorite sur une plus grande proximite avec les citoyens et une meilleure aptitude a repondre a leurs besoins et a leurs attentes
- ◆ *une façon nouvelle de concevoir et de faire la politique* qui non seulement mettrait au centre de ses preoccupations le citoyen et ses problemes mais aussi viserait a developper sans cesse et a renforcer ses capacites d'autonomie et d'initiative politique c'est-a-dire en faisant de lui le veritable sujet (au sens actif) conscient et responsable du jeu politique
- ◆ *une meilleure integration* aux niveaux sous-regional regional voire continental de nos moyens et de nos ressources donc de nos politiques nationales de developpement et une plus grande solidarite dans la prise en charge de nos interets communs tant il est vrai qu'aucun de nos Etats pris a part n'a aujourd'hui aucune chance de pouvoir s'en sortir tout seul
- ◆ *une gestion rationnelle rigoureuse et efficace* des ressources materielles et humaines disponibles dans le cadre d'institutions politiques economiques et sociales sur lesquelles pourrait s'exercer de maniere effective et permanente le *contrôle democratique des citoyens*
- ◆ *une volonte plus affirmee et une demarche plus audacieuse* d'appropriation des acquis de la Revolution scientifique et technologique et de valorisation de la matiere grise africaine

- ✦ le dépassement de la logique perverse essentiellement quantitativiste et ‘court-termiste’ des politiques d’ajustement structurel vers des politiques économiques et sociales intégrant la nécessaire recherche de la croissance dans une perspective plus globale *d’épanouissement total de l’homme*
- ✦ une prise en compte beaucoup plus sérieuse, moins folklorique des *logiques culturelles* à l’œuvre dans les systèmes de valeurs et de représentations forgées tout au long de l’histoire de nos peuples et qui, à côté d’exigences et de valeurs modernistes encore insuffisamment ou mal assimilées continuent de déterminer fortement les comportements quotidiens des acteurs politiques économiques et sociaux notamment ceux du monde rural qui constituent encore l’écrasante majorité de nos populations ,
- ✦ l’élaboration de stratégies appropriées d’*implication* et de *mobilisation* massive des populations, surtout les femmes et les jeunes notamment par une plus grande *responsabilisation* et un meilleur ‘intérêt’ dans l’accomplissement des tâches de développement
- ✦ la promotion de la *justice sociale*, par et pour un partage plus équitable des richesses créées en proportion de la quantité et de la qualité du travail fourni par chacun dans la création de ces richesses dans le cadre d’un *environnement social* organisé sur des bases susceptibles de libérer l’énergie et la créativité de chaque individu et de lui garantir un plein épanouissement

### Penser concrètement la démocratie

Apparaissent donc ainsi comme étroitement liés aux exigences inhérentes à la perspective d’un développement durable et profitable pour nos populations celle de la démocratie elle-même. Elle s’inscrit au cœur des mutations en cours comme la grande question de notre époque, comme une tendance à la fois universelle et irréversible de l’évolution des sociétés contemporaines. Pour l’Afrique elle-même dont le retard est imputable pour une bonne part aux modes de gestion inefficaces et antidémocratiques qu’elle a endurés de longues années durant elle constitue assurément une opportunité historique exceptionnelle à saisir pour se reprendre en charge avec rigueur et esprit de responsabilité et pour réamorcer une dynamique nouvelle et se mettre à l’heure et au rythme de notre Temps. Il est heureux d’ailleurs que notre Continent poussé à la fois par des conditions d’époque mais aussi par les nécessités internes de son propre développement semble prendre une mesure de plus en plus exacte de cet impératif historique de la démocratie, même si les expériences entreprises dans ce sens ne sont pas toujours selon les pays totalement exemptes d’hésitation d’ambiguïtés et même parfois de velléités de résistance et de remises en cause des modestes acquis déjà enregistrés. Mais l’essentiel de ce point de vue est à notre avis, que la bonne direction ait été à tout le moins entrevue et que la bonne tendance ait été amorcée. Le succès au bout du compte ne peut cependant être considéré comme totalement assuré qu’à un certain nombre de conditions parmi lesquelles nous soulignerons particulièrement celle d’une remise en perspective théorique correcte des phénomènes et processus démocratiques<sup>15</sup>

En effet si encore une fois la démocratie peut et doit être considérée comme une exigence universelle tant par ses principes et par les valeurs qui l’inspirent que par sa finalité qui est l’affirmation pleine et entière de la liberté et de la dignité de l’homme en tant qu’homme elle ne se vit cependant et ne se pratique que dans le contexte de sociétés concrètes culturellement et historiquement spécifiées par des hommes concrets se ressentant dans leurs comportements comme

dans leurs mentalités de ces déterminations culturelles et historiques. Il s'agit là, nous semble-t-il, d'une simple évidence qu'il serait à la limite inutile de rappeler si, sans doute pour éviter de prêter le flanc au reproche de "culturalisme", certains n'en faisaient pas si peu cas dans leur approche théorique de la question. C'est le cas de l'approche purement institutionnelle et normative dont les tenants ne semblent pas être loin de croire qu'il suffit de décliner l'"universalité" des principes, valeurs et institutions démocratiques pour avoir une démocratie 'en chair et en os'. Or en s'enfermant dans cette perspective purement ontologique, qui consiste à raffiner à l'infini, et selon les disciplines sollicitées, la réponse à la question "Qu'est-ce que la démocratie?", le risque est grand de perdre de vue ce qui, à nos yeux, constitue la question autrement décisive parce qu'eminemment pratique : celle de savoir *comment des hommes concrets, vivant dans des situations tout aussi concrètes, en tenant compte des déterminations socioculturelles de toutes sortes qui agissent au sein de leurs sociétés, appréhendent et appliquent ces principes, normes et valeurs démocratiques à travers leur pratique quotidienne en tant que citoyens*.

Si la finalité vers laquelle tend la transition démocratique reste donc bien celle de la mobilisation massive de nos populations dans les processus historiques en cours pour qu'elles en soient les véritables 'sujets', les véritables forces motrices, un renversement de notre perspective nous semble s'imposer, dont nous pourrions attendre au moins trois "bienfaits

D'abord, il nous permettrait de voir si notre histoire et notre culture ne recèlent pas des valeurs et des pratiques endogènes susceptibles de constituer notre propre contribution à l'enrichissement du concept universel de démocratie. Il pourrait nous permettre ensuite, une fois exhumées ces valeurs et pratiques endogènes et leur actualité établie par une analyse critique sans complaisance et par leur confrontation avec les exigences objectives de la vie moderne, d'inventer à partir d'elles, et pour notre propre compte, des démarches politiques qui, tout en pouvant sans aucun abus de langage se dire "démocratiques", n'en reflèteront pas moins le génie culturel propre de nos peuples et leur propre expérience historique. Mais surtout elle pourrait nous permettre d'éviter ce qu'on pourrait considérer comme une fâcheuse conséquence à laquelle expose tout naturellement une approche qui resterait essentiellement institutionnelle et normative : la tendance qui consiste de la part de ceux qui, parce qu'éduqués, comprennent et assimilent le sens des définitions qu'on leur propose, à tailler la démocratie à la mesure de leurs propres convenances politiques tout en prétendant d'ailleurs parler et agir au nom de tous et dans l'intérêt de tous. La majorité des populations se trouve ainsi mise hors jeu dans le débat démocratique : elle y assiste en spectatrice d'autant plus indifférente parfois qu'il porte rarement sur les préoccupations qu'elle ressent elle-même comme étant les plus brûlantes. Pour tout dire, cette approche peut conduire à la démobilisation de ceux qui, malgré tout et en dernière instance "font" l'histoire, au moment où précisément la nature et l'ampleur des défis à relever posent la nécessité vitale de leur implication et de leur mise en mouvement massive.

## Conclusion

À la question de savoir s'il était encore possible de concevoir pour notre Continent un avenir qui soit autre que cette marginalisation à laquelle semblent le conduire fatalement ses difficultés avérées à avancer au rythme actuel du monde et à s'élever à la hauteur de ses exigences, on pourrait répondre par l'affirmative. C'est en tout cas ce que nous avons essayé de montrer tout au long de notre réflexion.

Certes, une telle réponse est loin d'être évidente compte tenu de la façon dont l'afropessimisme, fort de nos impasses et de nos échecs actuels mais aveuglé aussi à tout ce qu'il nous

reste encore possible de faire pour le surmonter, a tendance a gagner les esprits y compris ceux de bon nombre d'Africains pour y distiller un scepticisme d'autant plus pernicieux qu'il pretend relever du realisme et du bon sens

Il est significatif cependant a notre avis, lorsqu'on essaie de comprendre le fondement reel d'un tel scepticisme de constater qu'il ne met nullement en cause nos potentialites naturelles encore immenses comme tout le monde le sait, même si elles ont ete serieusement entamees par des siecles de pillage colonial puis neocolonial. Il ne peut non plus, sauf a relever d'un racisme primaire, viser la qualite de nos ressources humaines puisque malgre le retard considerable accuse dans leur mise en valeur force est de constater qu'il n'y a aujourd'hui aucun domaine du Savoir quelque "pointu" soit-il ou ne brille une intelligence africaine prouvant ainsi et a tout le moins que nous ne souffrons d'aucun handicap "ontologique" qui pourrait condamner irremediablement notre Continent a demeurer l'eternelle lanterne rouge de l'Histoire. Il serait par ailleurs injuste que l'afropessimisme puisse se prevaloir de nos difficultes en matiere de politique economique et sociale pour nous destiner ineluctablement a une telle fin. Car, apres tout les raisons de ces difficultes sont parfaitement assignables. Elles sont a chercher certes dans l'incompetence et l'incurie avec lesquelles les elites qui avaient la charge de nos Etats les ont geres, mais aussi dans la complicité agissante dont elles avaient reussi a beneficier de la part d'"amis" étrangers qui trouvent plus commode aujourd'hui de se defausser totalement sur eux et d'adopter la posture somme toute confortable de vertueux donneurs de leçons de "bonne gouvernance" apres les avoir "conseillees" des annees durant et souvent maintenues au pouvoir contre la volonte de leurs peuples. A tout le moins, les responsabilites sur ce point ne peuvent donc être que partagees.

Les raisons qui pourraient donner a douter legitiment de nous sont donc a chercher ailleurs et la question essentielle qu'elles nous posent celle dont la solution correcte conditionne precisement tout notre avenir c'est celle de notre aptitude a definir un nouveau rapport au monde susceptible de modifier radicalement notre attitude face a nous-mêmes et aux autres dans un sens susceptible de nous reinsérer dans la dynamique de l'evolution contemporaine. Il y a donc de ce point de vue un prix a payer si nous tenons du moins a ce que la fin proclamee de l'Histoire ne soit pas pour nous l'histoire programmee de notre propre fin mais plutôt le signal d'une aurore qui serait pour notre Continent promesse de renaissance et espoir d'une salutaire reintegration au Temps du monde.

Et ce prix est somme toute a notre portee, a condition que nous sachions le mesurer avec rigueur et realisme mais aussi avec serenite et que nous fassions montre de toute la determination necessaire pour l'acquitter entierement. Cela suppose que nous apprenions a nous liberer psychologiquement d'une certaine vision de notre propre histoire passee et presente d'en extirper tout ce qu'elle pourrait comporter de facteurs d'inhibition et de demoralisation pour nos peuples afin de pouvoir restaurer leur dynamisme createur et leur restituer l'initiative historique dans l'accomplissement de leur propre destin. Cela suppose aussi une autre liberation celle-ci essentiellement d'ordre intellectuel, pour que nous puissions penser par nous-mêmes et pour nous-mêmes avec cette assurance et cette confiance que pourrait nous procurer le sentiment d'avoir renoue les fils rompus de notre identite propre, inventer a nos propres frais mais aussi pour notre propre compte les voies et les modalites d'une meilleure presence au monde et engager sous de meilleures auspices la construction de notre futur. Et cette double liberation psychologique et intellectuelle ne peut reellement produire ses effets qu'a la condition sans doute que les rapports qui regissent actuellement le monde changent de nature et fonctionnent sur d'autres bases, mais aussi et surtout a la condition que notre Continent accepte de s'engager avec plus de determination et d'esprit de suite en faveur de la democratie. Une telle democratie au demeurant n'aurait de chance

de mobiliser reellement nos populations qu'en sachant descendre du "ciel" des institutions au "sol raboteux" de la vie reelle de ces populations, pour prendre pleinement en compte leurs problemes leurs preoccupations, leurs besoins et leurs aspirations tels qu'elles les vivent au jour le jour et elle ne pourrait pretendre être "concretement universelle" que dans la mesure ou elle aurait appris a s'accommoder de tout ce qui, dans notre histoire et nos propres cultures, pourrait être integre sans difficulte a sa propre finalite, qui est de promouvoir et de garantir la jouissance de l'integralite des libertes et des droits de l'homme en tant qu'Homme

Cela suppose enfin exigence et rigueur a tout point de vue, dans notre propre façon d'être et d'agir, dans la façon de gerer nos biens et nos societes mais aussi dans celle de gerer nos rapports aux autres, en sachant nous ouvrir resolument a eux sans nous perdre nous-mêmes

Cette voie, qui n'est certes pas celle de la facilite, est en tout cas la voie royale qui a porte aux premieres loges de l'Histoire, les peuples qui ont accepte de l'emprunter C'est la ou elle conduit que le Soleil pourra briller aussi pour l'Afrique, et l'horizon qu'elle projette devant elle n'est assurement pas cette Terre promise que Moise ne voit qu'au moment de sa mort

## Notes

1 L'expérience semble avoir malheureusement donné raison à René Dumont à en juger par l'échec de toutes les stratégies de développement qui ont été mises en œuvre en Afrique depuis les "independances"

2 Evidemment, pour ce qui est de l'Afrique, il faudrait pouvoir faire la part de ce qui est imputable, dans ces échecs, à la façon dont ces modèles ont été appliqués ici et non, sans aucun effort véritable d'élaboration théorique permettant de décider de leur opérationnalité dans le contexte sociohistorique africain, le peu qui a été fait dans ce sens n'ayant pas été pris en compte par ailleurs dans les politiques de développement

3 Ce phénomène s'est aggravé avec la mise en œuvre des politiques de "désengagement de l'Etat" pratiquées dans le cadre de la mise en œuvre des "plans d'ajustement" inspirés par les dogmes néolibéraux. Sous les prétextes de rendre l'Etat plus efficace en le déchargeant des problèmes de gestion économique qui ne seraient pas de son ressort, et de "responsabiliser les producteurs", les structures nationales d'encadrement du monde rural qui ont été mises en place dans des pays comme le Sénégal ont été démantelées et les "programmes agricoles" qui permettaient d'assurer aux paysans à crédit les semences, les engrais et le petit matériel ont été supprimés. Le résultat ne s'est pas fait attendre. L'agriculture qui devait servir de locomotive au développement de nos pays est plongée dans une crise profonde entraînant non seulement le dépeuplement des campagnes au profit de villes devenues de plus en plus inhabitables, mais aussi le marasme général de l'économie nationale et une pauvreté de plus en plus massive.

4 Cette notion est assez familière aux lecteurs de Hegel et de Marx dans la mesure où elle a occupé, et occupe toujours d'ailleurs, une place importante dans l'interprétation du sens et de la portée de leur œuvre. La place qu'elle occupe dans la réflexion sur l'évolution du monde contemporain traduit bien le profond sentiment d'inquiétude et d'angoisse qui a gagné les consciences et les porte à formuler, dans des termes apocalyptiques, le devenir actuel du monde. Nous avons essayé ailleurs de montrer comment la philosophie se ressentait tout particulièrement de cette préoccupation, avec la place qu'elle occupe notamment dans les débats philosophiques le thème du "dépassement" et la profusion du préfixe post- (cf "La problématique du dépassement de la philosophie. Réflexion sur le statut contemporain de la philosophie" dans les *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines* de l'Université C. A. Diop de Dakar N° 25 1995)

5 Depuis la parution de l'article, puis de l'ouvrage de Fukuyama, les élections qui ont eu lieu dans la plupart des pays qui se réclamaient du socialisme donnent à tout le moins, à réfléchir sur cette thèse. Elles ont tendance en effet à ramener au pouvoir, moyennant parfois de légers ravalements de façade idéologique, les partis communistes. Il est certes prématuré à notre avis d'en déduire que les quelques années d'expérience de libéralisme ont suffisamment édifié les populations de ces pays sur la supériorité du socialisme. Mais un minimum d'humilité intellectuelle exige que cette tendance soit intégrée dans l'analyse, ne serait-ce que pour atténuer le triomphalisme des tenants du capitalisme tel qu'il se dégage en particulier des thèses de Fukuyama.

6 Cette expression est de Julien Benda dont elle porte le titre d'un ouvrage célèbre. Nous l'utilisons ici un peu dans le sens de ce qu'il est convenu d'appeler (à tort à notre avis) le "silence des intellectuels" en renvoyant à l'attitude de ces derniers qui semblent avoir renoncé à leur mission d'élucidation théorique du sens de l'histoire et d'orientation de l'action des peuples.

7 Sur cette transformation du statut du Savoir dans les sociétés contemporaines, nous renvoyons aux analyses développées par Jean François LYOTARD dans *La condition post-moderne* (et dans d'autres publications qui en ont re-précisé les thèses) et dans les *Nouveaux pouvoirs* d'Alvin Toffler

8 On va plus loin aujourd'hui, en affirmant purement et simplement, calculs économiques à l'appui que l'Afrique est devenue "inutile" puisque son élimination de la carte des Continents ne changerait rien dans la marche du monde. Il ne resterait plus alors qu'à trouver un nouveau Führer suffisamment décidé, pour appliquer la "solution finale" et procéder à la "purification ethnique" qui permettrait de débarrasser l'humanité des "sous-hommes" que nous serions devenus

9 Cette idée d'une responsabilité partagée, qui procède d'une vision interne, critique de l'Africain sur l'Afrique, fait actuellement son chemin. Elle traverse en filigrane les analyses développées par Axelle Kabou dans son ouvrage cité en référence bibliographique. Elle se traduit aussi à travers une tendance récente dans l'historiographie africaine à mettre l'accent, plus qu'on ne le faisait dans le passé, au rôle des Africains eux-mêmes dans la traite des Nègres

10 La notion de "village planétaire" répétée à satiété aujourd'hui à la suite de Mac Luhan est une notion "idéologique" par excellence. Elle part en effet d'une donnée incontestable, la tendance à la disparition, grâce à la révolution intervenue dans les domaines de l'information et de la communication, de la distance "physique" et culturelle entre les États et les Nations. Mais elle occulte en même temps une autre tendance tout aussi incontestable, à savoir celle qui voit le fossé s'agrandir de plus en plus entre les "palais" du Nord et les "chaumières" du Sud

11 Les exemples du Rwanda en Afrique, et des nouveaux États issus du démembrement de l'ex-Yougoslavie en Europe sont là pour prouver les horreurs auxquelles peut conduire une telle conception de l'identité fermée sur elle-même.

12 Il faudrait aussi que ces intellectuels aient à cœur le souci de mettre leur expertise d'abord et avant tout au service de l'Afrique, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas. Partant des conditions de travail ou de rémunération nettement en deçà de ce qu'elles devraient être que nos États, faute de moyens ou tout simplement par aveuglement, assurent à l'expertise locale celle-ci préfère souvent, si elle le peut, s'exiler vers des "cieux" plus avantageux ou alors s'investir sur place pour exécuter au service des bailleurs de fonds, des "projets" et des "recherches" qui ne vont pas toujours dans le sens des intérêts du Continent

13 Cette situation n'accuse principalement que les intellectuels africains eux-mêmes qui soit par pure paresse intellectuelle, soit par l'absence d'une tradition théorique bien ancrée ont tendance à se confiner dans des attitudes de simples consommateurs et de vulgarisateurs d'idées conçues ailleurs

14 Nous avons abordé d'autres aspects de cette question dans notre article auquel nous nous permettons de renvoyer, intitulé "Science, Culture et Développement" (références indiquées dans la bibliographie de la présente réflexion)

15 D'autres aspects de la transition démocratique ont été abordés par nous entre autres, dans nos articles suivants "Les maladies infantiles du parlementarisme pluraliste du bon usage de la démocratie" (dans *Democraties*, mensuel africain d'analyses politiques publié à Dakar Nos 1, 2 et 3 Nouvelle Série 1995), "Partis politiques et Démocraties" (dans *Démocratie africaine* revue éditée par l'Institut Africain pour la Démocratie en Collaboration avec l'UNESCO, N° 2 1995 Dakar)

## References bibliographiques

ADORNO (T) *La Dialectique de la Raison*  
(en collaboration avec Horkheimer),  
Paris Editions Gallimard, 1974

ADORNO (T) *La Dialectique negative*,  
Paris Editions Payot 1978

AKE (C) "*Approches et orientations sociopolitiques pour le Developpement durable en Afrique*",  
dans *Afrique 2000*, Revue africaine de politique internationale publiee par l'Institut panafricain de  
relations internationales N° 22, juillet, août, septembre 1995

ALBERTINI (J M) *Mecanismes du sous-developpement*,  
Paris Editions ouvrieres, 1981

AMIN (S) "*Aux origines de la catastrophe economique de l'Afrique*",  
dans *Afrique et Developpement*, revue trimestrielle du Conseil pour le Developpement de la  
Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), vol XX N° 1, 1995

APTER (D E) *Pour l'Etat Contre l'Etat*,  
Paris *Economica*, 1988

BADIE (B) *L'Etat importe L'occidentalisation de l'ordre politique*  
Paris, Fayard 1992

BARRY (B) "*Regards Croises sur la crise africaine*",  
dans *Afrique et Developpement*, Vol XIX N° 3, 1994

BIDIMA (J G) *Theorie Critique et modernite negro-africaine - De l'Ecole de Francfort a la  
"Docta Sps Africana"*  
Paris Publications de la Sorbonne, 1993

BOURGEON (H) *L'Afrique malade du management*,  
Paris Editions Jean Picollee, 1984

BOWAO (C) "*La mondialite en question*", communication presentee a la 8e Assemblee Generale  
du CODESRIA tenue a Dakar en juillet 1995

BRAUDEL (F) *Civilisation materielle, Economie et Capitalisme, T 3, Le Temps du Monde*  
Paris Editions Armand Colin, 1979

COPANS (J) *La longue marche de la modernite africaine*  
Paris, Editions Karthala 1990

COQUERY-VIDROVITCH (C) *Afrique noire permanences et ruptures*  
Paris, Payot, 1985

CORM (G) *Le nouveau desordre economique Aux racines des echecs du developpement*,  
Paris, Karthala, 1986

DIAKITE (T) *L'Afrique malade d'elle-même*,  
Paris, Karthala, 1986

DHOMBRES (J) *Science et anti-science*,  
dans *Impact*, Revue trimestrielle publiee par l'UNESCO, N° 151, 1988

DIOP (C A) *Nations negres et culture*,  
Paris, Presence Africaine, 1954

DIOP (C A) *Civilisation et Barbarie*,  
Paris, Editions Presence Africaine, 1981

DIOP (C A) *L'Unite Culturelle de l'Afrique Noire*,  
Paris, Editions Presence Africaine, 1982

DREWERMANN (E) *Le progres meurtrier*,  
Paris, Editions Stock, 1993

ELUNGU (P E A) *Tradition africaine et rationalite moderne*  
Paris, Editions l'Harmattan, 1987

ETOUNGA-MANGUELLE (D) *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?*  
Paris, Editions Nouvelles du Sud, 1990

FARUQUI (A M) "Science du Nord, science du Sud plaidoyer pour un rapprochement"  
*Impact* N° 151, 1988

FINKELKRAUT (A) *La defaite de la Pensee*,  
Paris, Editions Gallimard, 1987

FUKUYAMA (F) *La Fin de l'Histoire et le Dernier homme*,  
Paris, Editions Flammarion, 1992

GUEYE (S P) "La crise du marxisme - Mythe et/ou realite"  
dans *La Nouvelle Revue Internationale* (Prague),  
N° 4, 1988

GUEYE (S P) "La situation actuelle du marxisme"  
dans *Les Recherches Internationales*, Paris, 1991

GUEYE (S P) "Science, Culture et Developpement en Afrique noire",

Bulletin du CODESRIA N° 2/1995

GUISSE (Y M) *Tradition culturelle et développement*,  
Dakar, IFAN, 1987

HABERMAS (J) *Le discours philosophique de la modernité*,  
Paris, Editions Gallimard, 1988

HANDY (P S) "L'Afrique dans le sillage de la théorie du Chaos",  
dans *Afrique 2000*, N° 19, 1994

HAZOUME (A T) et (E G) *Afrique, avenir en sursis*,  
Paris, Editions Grasset, 1988

HENRY (M) *La barbarie*,  
Paris, Editions Grasset, 1987

KABOU (A) *Et si l'Afrique refusait le développement ?*,  
Paris, Editions l'Harmattan, 1991

KANYANA (M) "La recolonisation mentale, phase terminale d'une Afrique "malade""  
dans *Afrique 2000*, N° 22, juillet, août, septembre, 1995

KODJO (E) *Et demain l'Afrique ?*,  
Paris Editions Stock, 1988

KODJO (E) *L'Occident du déclin au défi*  
Paris Editions Stock 1988

KOUSSIGAN (G A) *Afrique révolution ou diversité des possibles*,  
Paris Editions l'Harmattan, 1985

LADRIERE (J) *Les enjeux de la rationalité*,  
Paris Editions Aubier Montaigne/UNESCO, 1977

LATOUR (B) *Nous n'avons jamais été modernes - Essai d'Anthropologie Symétrique*,  
Paris Editions de la Découverte 1991

LEVI-STRAUSS (CL) *Race et Histoire*,  
Paris, Editions Denoel, 1966

LYOTARD (J F) *La condition post-moderne*,  
Paris, Editions de Minuit, 1979

MAPPA (S) (Sous la direction de) *Les deux sources de l'exclusion Economisme et Replis  
identitaires*,  
Paris Karthala, 1981

ROSTOW (W W) *Les étapes de la croissance*

72

Paris, Editions du Seuil, 1963

RURIHOSE (N) (Sous la direction de ) *L'Antiderive de l'Afrique en Desarroi le Plan d'action de Lagos*,  
Presse Universitaires du Zaire, 1985,

THOMAS (L V) "*L'ideologie dans les problemes de developpement*"  
dans *Presence Africaine*, N° 63

TOFFLER (A) *Les nouveaux pouvoirs*,  
Paris, Librairie Generale Française, 1992

TOURAINÉ (A) *Critique de la modernite*,  
Paris, Editions Fayard, 1992

UREVBU (A) "*Sciences, Technologie et valeurs africaines*",  
dans *Impact*, N° 151

**CONFERENCE DES INTELLECTUELS  
ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE**

DAKAR 21 - 26 MAI 1996

**THEME :**

**NECESSITE D'UNE VOLONTE  
POLITIQUE ECLAIREE SUR L'UNION  
ECONOMIQUE SALVATRICE**

\*\*\*\*\*

**NADIM MICHEL KALIFE**

Economiste Togolais

Bureau d'études en "Politique Économique"

Communication de Nadim Michel KALIFE

\*\*\*\*\*

à la Conférence Internationale des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique  
sur le Thème. "Quelle place pour l'Afrique dans le Monde du XXIème siècle ?"

-----

**Nécessité d'une volonté politique éclairée pour l'Union économique salvatrice**

\*\*\*\*\*

L'Appel de Me Abdoulaye WADK invite l'intellectuel africain  
à s'interroger sur le POURQUOI de l'échec de l'Afrique et sur les MOYENS de nous en sor-  
tir à l'entrée dans le XXIème siècle

Au lendemain des Indépendances africaines Le Prix Nobel  
de l'économie, Gunnar MYRDAL, donnait l'Afrique comme le grand gagnant de la croissance  
économique de cette 2nde moitié du XXème siècle, il pensait que les pays du Sud-Est asia-  
tique subiraient le handicap économique de leurs traditions ancestrales conservatrices  
tandis que l'Afrique, ayant assimilée la mentalité occidentale, pourrait mieux dynamiser  
son devenir économique en exploitant ses immenses ressources naturelles. Rien n'en fut

Nos Tenors politiques ont pris l'habitude d'attribuer nos  
échecs économiques à la détérioration des termes de l'échange. Certes ce n'est-il  
pas faux, mais il demeure incomplet et statique il ignore la dynamique du développement  
économique qui se compose d'une dialectique entre les pressions de l'environnement inter-  
national et les moyens d'agir de l'intérieur. L'Appel lancé par WADE aux Intellectuels  
africains n'est rien d'autre, que de chercher à comprendre nos erreurs du passé pour in-  
fléchir notre devenir sans plus nous laisser aller à la dérive. A travers notre prise de  
conscience rationnelle du cheminement de nos jeunes nations nées de la décolonisation,  
nous pourrions redonner espoir à nos populations désabusées de tout l'indépendance poli-  
tique d'abord, et la dévaluation monétaire ensuite, n'ont pas amélioré leur sort qui n'a  
cessé de se détériorer depuis 35 ans. Il suffit d'observer l'évolution du taux de chômage  
depuis nos indépendances pour réaliser que nos politiques économiques n'ont pu réaliser  
le mieux-être de nos populations. Parallèlement, la marginalisation économique de l'Afrique  
et son isolement politique dans le concert des nations, font de notre continent le seul  
qui ait reculé par rapport aux 4 autres. Il est le plus mal enclavé, sans autre perspec-  
tive de pouvoir redémarrer qu'à la condition préalable d'effacer sa dette démesurée et  
maladroïtement accumulée avec la complicité criminelle de nos bailleurs de fond-

Jusqu'à présent nos structures économiques résultent de l'ancien  
Pacte Colonial qui correspondait à l'entrée de l'Afrique dans les courants d'échanges  
capitalistes Internationaux. Son Indépendance politique des années 1960 n'a pas été suivie  
d'une transformation profonde de ses structures, comme cela aurait dû se faire, pour lui  
permettre un nouveau départ avec une rationalité adaptée sur une complémentarité équi-  
librée avec les pays avancés au lieu de continuer à subir leur loi d'airain confinant l'Afr-  
ique au rôle de producteur primaire et de consommateur de produits manufactures en Occiden-

La Renaissance de l'Afrique ne pourrait se réaliser que si les gouvernants africains font confiance aux intellectuels africains, en leur offrant les moyens de réfléchir sur le devenir de leurs pays respectifs. La solution à nos maux doit sortir de nous-mêmes, avec l'aide extérieure certes, mais sans nous laisser guider par elle, comme cela s'est toujours passé jusqu'ici de façon subjugée. Il s'agira de savoir nous prendre en charge, sans nous contenter des recriminations du passé, en cherchant à tirer le meilleur profit de nos faibles moyens actuels. Or cet objectif ne peut être atteint que par l'union de nos forces et moyens, et à travers un grand marché régional qui offre à nos opérateurs économiques l'assurance de trouver des débouchés suffisants à leurs productions pour leur permettre d'amortir leurs équipements et rentabiliser leurs investissements. Cela créerait une puissance dynamique pour la création d'emplois, générant des revenus et un pouvoir d'achat croissant, qui permettrait à terme de faire de notre ensemble régional un interlocuteur respectable dans les négociations internationales. Il suffit de penser comment les pays européens ruinés par la 2<sup>de</sup> Guerre Mondiale, après avoir vécu de l'aumône du Plan Marshall, ont pu devenir en 30 ans la première puissance économique du monde, grâce à la réalisation de leur union économique.

Or nous constatons que nos dirigeants politiques ne semblent pas pressés de réaliser l'U.E.M.O.A, en mettant 26 mois pour convoquer leur 1<sup>ere</sup> réunion depuis leur décision historique du 11 janvier 1991 de créer cette union économique, alors que l'union monétaire existe déjà depuis 1962. Nous disposons de cet avantage exceptionnel de l'existence de notre monnaie commune, sans en mesurer l'ampleur. Il suffirait d'une volonté politique d'ouvrir nos petits marchés entre eux et d'encadrer nos jeunes industries naissantes jusqu'à leur maturité, pour générer un mouvement extraordinaire d'investissements privés qui créerait des emplois à répétition dans l'ensemble de la zone U.A.

Tant que la monnaie commune du Franc CFA était cantonnée dans sa destination première léguée par l'ancienne puissance coloniale et dirigée depuis le centre du Trésor Français face à 14 pays divisés et sans politique économique harmonisée en restant rattachée à une parité fixe durant 50 ans avec une monnaie forte d'un pays à structures économiques différentes, cette monnaie commune constituait un lourd handicap pour une croissance équilibrée des pays membres. Cela explique en grande partie, pourquoi les pays africains de la zone Franc ont subi une baisse de 40% de leur revenu par tête entre 1986 et 1993, jusqu'à ce que le Gouvernement BALLADUR se décide à opérer la dévaluation brutale de 50% du Franc CFA, sans que cette chirurgie ne soit accompagnée des bonnes mesures d'accompagnement interne, faute de prise de conscience suffisante de leurs responsabilités par les gouvernements africains médusés. L'histoire économique de cette région CFA ne se serait pas déroulée de la sorte si nos gouvernants avaient fait confiance à nos intellectuels qualifiés depuis l'Indépendance, de façon à savoir gérer notre monnaie et, partant, notre croissance économique qui en dépend. Une intelligence proprement africaine se serait développée pour adopter un modèle de croissance mieux adapté à nos réalités. Cela aurait évité les dérives totalitaires suicidaires que l'Afrique a du subir à la différence des pays d'Asie du Sud Est non moins distorsionnaires. L'économie africaine ne serait pas marginalisée et méprisée par les investisseurs internationaux sérieux.

Cette absence de prise de conscience de notre être et de notre devenir jusqu'ici, nous permet de surprendre le F.M.I et la Banque Mondiale en leur déclarant stoïquement que les pays africains de la zone Franc subissent depuis déjà 50 ans les rigueurs que les Accords de Maastricht imposent aux riches pays européens, et sans que les moins riches d'entre eux ne puissent les appliquer... Pauvres de nous, qui n'avons pas besoin de tout cela avant l'heure. C'est ce qui nous a, en partie, privé de la course dans la compétitivité internationale, laissant les pays d'Asie du Sud-Est occuper seuls le terrain, alors que nous aurions pu devenir l'arrière pays industriel de l'Europe en nous spécialisant dans les produits manufacturés à forte intensité de main d'œuvre à bon marché. Le défaut d'ignorer nos cadres intellectuels dans les prises de décision de nos dirigeants nous a laissé au dernier rang de perdants, dans la division internationale du travail. Nous en sommes réduits à subir les Diktats des Institutions (étrangères) de Bretton Woods sans être capables de leur présenter, d'un commun accord, un plan de rechange digne de confiance. L'Afrique est à nouveau colonisée au niveau institutionnel, puisque nos lois de finances sont dictées par le F.M.I de même que notre code des investissements et nos tarifs douaniers ou fiscaux. Que nous reste-t-il de la souveraineté nationale si ce n'est la politique politicienne visant à s'emparer du pouvoir politique par des jeux habiles ou fourbes, éloignant la jeunesse des idéaux républicains de servir nos populations. C'est encore là une grave menace pour la stabilité politique de l'Afrique du XXIème siècle, champ d'action de ces nouvelles générations.

La réalisation de l'Union Economique mettrait la politique économique rationnelle au premier rang des soucis de nos gouvernants, qui seraient tous soumis à la supra-nationalité des décisions communes ainsi qu'à la Cour de Justice communautaire. Cela faciliterait l'avènement de l'Etat de Droit tant souhaité et attendu par nos populations et par nos bailleurs de fonds qui nous apporteront une aide accrue et plus efficace.

L'Union Economique contribuerait à résorber les tensions ethniques en renforçant le sentiment national pour conquérir les marchés des autres pays membres de l'Union, au lieu de s'entre-déchirer pour se partager le petit marché national. Par ailleurs, les régions défavorisées bénéficieraient de l'aide communautaire en vue d'égaliser les conditions sociales à travers l'ensemble de l'Union. Une solidarité politique renforcerait le sentiment multinational d'appartenir à la même communauté nous serions amenés à nous définir comme "AFRICAINS" et non seulement en tant que ressortissant de tel pays créé artificiellement par les "conquistadors" de l'expansion coloniale européenne de la fin du XIXème siècle, au gré de leurs errements en brousse et de leurs crises de malaria.

La prise de conscience des intérêts vitaux de nos populations par les impératifs socio-économiques imposés aux pays membres, nous amènerait à généraliser l'assurance-maladie en faveur de tous les travailleurs déclarés. Cela aurait pour effet de soulager les maux de nos populations résultant du renchérissement excessif des médicaments le lendemain de la dévaluation du 11 janvier 1994. Il en résulterait une pression sociale des travailleurs du secteur informel pour amener leurs employeurs à les déclarer et, donc, à se dévoiler et à rejoindre le giron fiscal de la nation, procurant de la sorte plus de

recettes fiscales à l'Etat il en résulterait une possibilité d'alléger l'imposition trop lourde que subit le secteur formel actuel, qui étouffe sous la pression fiscale abusive depuis 1980. C'est aussi cela qui avait fait fuir les investisseurs étrangers vers des lieux plus cléments des pays d'Asie du Sud-Est. Une nouvelle fiscalité intérieure harmonisée dans toute l'Union attirerait encore plus les entreprises créatrices d'emplois et génératrices de richesses du travail. Une nouvelle confiance dans l'avenir économique de l'Union contribuerait à une dynamique rêvée de la croissance économique, offrant le bonheur de travailler à nos populations, actuellement désempêchées par les déceptions de l'indépendance et par les P A S imposés par le F M I depuis 19 ans, sans résultats probants.

Notre Union économique faisant notre force avec la contribution de nos propres intellectuels à l'élaboration de nos politiques économiques autorégulées et auto-centrées, nous serions en mesure de protéger nos industries naissantes comme l'avaient fait avant nous, durant des décennies, les U.S.A, le Japon, les pays d'Europe, les pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que tous les Nouveaux Pays Industriels. Nous pourrions obtenir de l'O.M.C (Organisation Mondiale du Commerce) un moratoire de 20 ans, pour instaurer un Tarif Extérieur Commun propice au développement de nos entreprises de production qui ne peuvent pas encore affronter la concurrence internationale. Cela se négocie, si nous sommes unis, face aux organismes internationaux dirigés par les égoïsmes des pays les plus avancés. Notre tissu industriel ne pourrait survivre et se développer que s'il entretenait un véritable réseau d'échanges entre toutes les branches de l'économie de l'Union. Pour cela, il faut une vraie politique industrielle intégrant les pays membres dans une solidarité structurelle à l'image des "Trusts" américains ou des "zaibatsu" japonais, qui arrivent à se fournir et tout à travers leurs affiliés, garantissant des débouchés à tout le groupe intégré. Notre Union devrait s'inspirer de ces exemples pour les adapter dans le contexte africain, avec l'aide de nos intellectuels qu'il faut promouvoir et stimuler dans leur travail.

L'ère du pouvoir solitaire et des conseillers exclusivement politiques devrait faire place à un pouvoir politique transparent et contrôlé par de hautes institutions constitutionnelles, si l'on veut que l'Afrique du XXIème siècle ne soit plus marginalisée et foulée aux pieds des grandes puissances, sans pouvoir diriger son destin. Pour cela, il faut que nos dirigeants politiques tirent les leçons de l'échec des 35 ans d'indépendance de l'Afrique, en écoutant nos intellectuels dévoués à la cause des populations africaines, sans esprit carriériste ou basement matérialiste.

Il faut faire vite, car le XXIème siècle n'est dans moins de 4 ans.

Nadim Michel KALIFE, économiste togolais

5

**COMMUNICATION DE M HABIB OUANE  
CONSEILLER SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CNUCED A LA  
CONFERENCE DES INTELLECTUELS ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE  
DAKAR, LE 21 MAI 1996**

**L'AFRIQUE DANS LA CITE GLOBALE A L'AUBE DU TROISIEME  
MILLENAIRE PARAMETRES EXTERNES DU  
DECOLLAGE ECONOMIQUE**

Les politiques de liberalisation auxquelles l'Afrique n'a pas échappé ont graduellement élargi l'espace économique effectivement utilisable par les producteurs et les investisseurs encourageant ainsi un processus de mondialisation de l'économie internationale. L'unification des marchés a été impulsée par la conjonction de plusieurs facteurs : l'émergence d'acteurs économiques nouveaux plus puissants - les entreprises transnationales et les marchés financiers - mais aussi la liberalisation des échanges suite à la conclusion des accords du Cycle d'Uruguay. Dans tous les pays - à quelques exceptions près - les transactions extérieures ont été un élément clé des stratégies de liberalisation destinées à accroître l'efficacité de la répartition des ressources et, ce faisant, renforcer le dynamisme de l'économie. En outre, les accords du GATT ont entraîné une expansion des débouchés commerciaux grâce aux appréciables réductions des barrières tarifaires et non-tarifaires, donnant ainsi une forte impulsion à la compétition économique et commerciale entre les nations. Ces phénomènes se sont accompagnés d'une réduction tendancielle de l'aide publique au développement qui est concomitante à l'augmentation exponentielle des flux financiers privés (investissements directs étrangers et investissement de portefeuille) du Nord vers le Sud, en particulier l'Asie et l'Amérique latine. Les flux privés font l'objet d'une compétition effrénée entre pays en développement sans oublier l'Europe Centrale et Orientale.

Le début du troisième millénaire, celui de la mondialisation, sera une ère de compétition acharnée entre nations de prééminence d'acteurs privés dans la gestion de l'économie mondiale de codification croissante des règles du jeu en matière de commerce international et de rarefaction des flux financiers publics vers les PVD. La fin des contrôles des changes, les innovations financières et le progrès dans la transmission de l'information font qu'un marché financier mondial s'est mis en place et fonctionne en temps réel. L'émergence de grandes entreprises en structures de réseaux mondiaux et la transmission instantanée et universelle de la nouvelle matière première stratégique de cette fin de siècle qu'est l'information représentent des dynamismes nouveaux qui incitent à croire que l'on marche vers l'unité mondiale.

Face à ces nouvelles perspectives quel sort est réservé à l'Afrique et comment devra-t-elle se positionner dans la nouvelle division internationale du travail en gestation? En d'autres termes, quel sera le rôle de l'Afrique dans l'économie mondialisée ou les principaux ingrédients de la compétitivité des nations seront l'avantage technologique et la capacité d'attirer les flux financiers privés d'investissement et de participer aux réseaux mondiaux de production et de flux d'information.

L'Afrique doit reagir a ces defis inherents a l'evolution de son environnement economique international. Pour entamer cette réflexion, on procedera a un survol du phenomene de la marginalisation qui est souvent presente comme une caracteristique du continent africain. En outre les differentes composantes de l'environnement economique externe qui vont prevaloir pour le decollage de l'Afrique seront examinees du point de vue des contraintes et des opportunités. Enfin une esquisse de strategie africaine sera elaboree pour permettre au continent de maîtriser l'evolution des parametres externes de son decollage economique.

## I L'Afrique et la Marginalisation

La marginalisation du continent africain peut être evaluee a l'aune de plusieurs parametres : sa participation a l'evolution des flux financiers notamment les investissements directs etrangers, et investissements de portefeuille, sa part dans les echanges mondiaux et dans les flux technologiques ainsi que dans l'innovation scientifique et technologique.

### A Les Investissements Directs Etrangers (IDE) en Afrique

La valeur totale des IDE vers l'Afrique a augmente d'une moyenne annuelle de 1,7 milliards de dollars en 1981-1985, vers une moyenne de 3 milliards de dollars entre 1986-1990.<sup>1</sup> Au debut des annees 1990 les flux vers l'Afrique ont stagne en depit d'une augmentation tendancielle des flux vers d'autres regions du monde en developpement. Au debut de la decennie 1990, la part de l'Afrique dans les flux d'IDE vers les PVD est passee a 5% - au lieu de 11% a la fin de la decennie 1980 -, consacrant ainsi la marginalisation graduelle du continent dans ce domaine.

Les faibles flux d'IDE vers l'Afrique et une quasi absence d'investissements de portefeuille au debut des annees 1990 (tandis que les deux types de flux vers l'Asie et l'Amerique latine augmentaient) ont distingue de façon defavorable le continent par rapport a d'autres regions du monde en developpement du point de vue de la structure du financement externe. Tandis que les flux financiers prives ont depasse les flux publics en Amerique latine et en Asie, l'Afrique pour sa part continue de dependre de dons et de prêts publics. En outre, les flux prives vers l'Afrique representent seulement 12% de l'ensemble des flux de capitaux vers ce continent. A-t-on suffisamment remarqué que la combinaison de l'apparition d'un marche mondial unifie de l'argent et des performances economiques des pays en developpement d'Asie et d'Amerique Latine a permis que les flux de capitaux prives dans leur direction aient plus que decuple dans la periode 1985-1995, s'etablissant a 105 milliards de dollars par an soit le double de l'aide publique au developpement elle-même en declin? Il s'agit la d'un exemple d'acceleration du processus de developpement que les efforts publics de solidarite n'auraient pas permis de realiser.

Du point de vue de la structure, les flux d'investissements vers l'Afrique sont concentres et determines par les 9 pays exportateurs de petrole<sup>2</sup> du continent qui ont absorbe plus de 4/5 des flux vers l'Afrique dans les annees 1980 et 2/3 au debut des annees 1990. Toutefois, certains pays africains non-producteurs de petrole comme le Ghana, le Maroc, le Zimbabwe et le Botswana ont

<sup>1</sup> Voir CNUCED "Foreign Direct Investment in Africa", UNCTAD/DTCI/19 1995

<sup>2</sup> Il s'agit de pays comme le Nigeria | Egypte | Algérie | Angola | la Lybie etc

aussi enregistré une hausse relative des flux d'IDE pendant les dernières années

Les tendances ci-dessus sont déterminées par une série de facteurs qui ont inhibé l'exploitation du potentiel de développement de l'Afrique : l'étroitesse des marchés, une faible croissance économique, l'absence d'infrastructure, le niveau relativement élevé de l'endettement et l'absence de main d'œuvre qualifiée et de capacité technologique adéquate. La lenteur des conversions dette - prise de participation et des programmes de privatisation a aussi contribué à renforcer la tendance. Ces deux derniers phénomènes ont pour effet de subventionner dans une certaine mesure les IDE. En Amérique latine par exemple les conversions de dettes en prise de participation et les programmes de privatisation ont contribué pour plus de 26% aux flux d'IDE entre 1988 et 1993.

#### B La faiblesse Structurelle du Commerce Extérieur Africain

Les caractéristiques structurelles des transactions externes de l'Afrique sont la dépendance excessive à l'égard des exportations de matières premières de rentes et l'existence de contraintes en matière d'offre de produits. Ces deux facteurs constituent une barrière à l'expansion des produits primaires traditionnels et non-traditionnels ainsi qu'à l'efficacité de la production destinée à la substitution des importations. La mondialisation a contribué à renforcer ces contraintes de l'offre car l'Afrique a perdu le monopole de ses marchés traditionnels et a eu du mal à accroître sa part du marché mondial pour les produits de base à travers une expansion des débouchés alternatifs.

La dépendance excessive à l'égard des exportations de matières premières a empêché l'Afrique de tirer profit des opportunités offertes par la libéralisation et la mondialisation. Les prix de ces produits de base sont non seulement plus instables que ceux des articles manufacturés, mais ils ont aussi eu tendance à baisser en termes réels pendant les dernières décennies. En plus, la nécessité de vendre de façon compétitive sur un marché en baisse affecte les producteurs de produits primaires au plan micro-économique, la production primaire dans les pays pauvres étant sujette à l'inélasticité des prix. La dématérialisation des systèmes de production dans les pays développés a aussi contribué à aggraver le phénomène de dévalorisation des matières premières dans les échanges mondiaux. En effet, il faut actuellement beaucoup moins d'acier pour produire une voiture et les produits synthétiques de substitution sont légers. En outre, la faiblesse des capacités technologiques, la modicité des compétences entrepreneuriales, de marketing ont inhibé le potentiel d'exportation du continent.

#### C La Réduction de l'Aide Publique au Développement (APD)

En regard de son incapacité d'attirer les investissements directs étrangers et d'autres flux financiers privés, les pays africains continuent de dépendre de façon significative de l'APD. Or, depuis 1991 l'APD a décliné de façon substantielle en termes réels. Le ratio APD/P N B pour les pays donateurs du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE a baissé à 0,3 pour cent, le plus bas depuis plus de deux décennies. En outre, les pays d'Europe de l'Est ont cessé de fournir de l'APD tandis que ceux de l'OPEP ont réduit de façon substantielle leur aide suite à la détérioration de leur situation financière.

Les perspectives en matière d'APD ne sont guère brillantes, notamment à cause de la prétendue fatigue des pays donateurs, de la perte de soutien public ainsi que l'imperatif de la réduction des dépenses publiques dans les pays développés. Qui plus est, dans le monde entier, le volet social de programmes d'ajustement structurel est trop souvent sous-financé, parce que les pays industriels continuent à ne pas donner à cette fonction de coopération sociale la priorité qui lui revient dans un monde unifié en dépit des engagements du Sommet de Copenhague.

Les tendances ci-dessus mentionnées renforcent les risques de marginalisation de l'Afrique à l'aube du troisième millénaire. Faut-il que les espoirs de voir les dynamismes de la mondialisation servir à l'avènement d'un monde unifié ne soient que chimère pour notre continent? Nous devons chercher inspiration chez un illustre Auvergnat, Blaise Pascal «il faut parier». L'Afrique doit prendre ce pari mobilisateur pour assumer les dynamismes ambivalents de la mondialisation (opportunités de croissance et risque d'exclusion), afin qu'ils concourent à l'avènement d'un continent plus dynamique. Ce projet exige de mieux maîtriser les ressorts de son environnement externe dans la cité globale.

## II Les Paramètres Externes du Decollage Economique de l'Afrique

La mondialisation implique de multiples défis au décollage économique de l'Afrique. Ces défis portent sur l'évolution du système commercial multilatéral, sur la primauté croissante des flux financiers privés dans les rapports Nord-Sud - au détriment des flux publics - ainsi que l'exacerbation de la compétition comme mécanisme d'allocation et de répartition des richesses entre continents et entre les nations à l'échelle planétaire. Il s'agit là des principaux ingrédients d'un système économique en gestation où facteurs d'intégration et de marginalisation sont à l'œuvre.

### A L'Evolution du Systeme Commercial Multilateral

Les négociations commerciales multilatérales du Round d'Uruguay ont rendu plus complexe le processus d'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. En effet, ces accords ont élargi le champ d'application des disciplines commerciales multilatérales en couvrant de nouveaux domaines tels que les services, la propriété intellectuelle, les investissements et l'agriculture. Par conséquent, l'application de ces accords par les pays africains va entraîner des coûts transitoires substantiels inhérents à l'adaptation institutionnelle aux nouvelles "règles du jeu" ainsi qu'à la perte relative d'autonomie en matière de politique commerciale et industrielle nationale. En outre, l'accord sur l'agriculture va entraîner - à cause de la baisse des subventions - une augmentation graduelle des charges financières pour les pays importateurs nets de céréales dont la plupart sont africains. L'accord sur la propriété intellectuelle va soumettre à sanction commerciale toute tentative d'imitation ou de contrefaçon des processus de production ou des produits protégés par un brevet ou une marque de fabrique. L'on se souvient quel rôle important l'absence de règles strictes en matière de propriété intellectuelle a joué dans le décollage économique de l'Asie du Sud-Est en particulier.

En outre, la baisse généralisée des tarifs douaniers et de certaines barrières non-tarifaires a pour effet d'entraîner une érosion des préférences commerciales dont l'Afrique jouissait au titre du Système des Préférences Généralisées (SPG) et de la Convention de Lomé. À titre d'exemple, dans les pays industriels, l'entrée en franchise pour les produits passera de 20 à 43 pour cent des

importations totales tandis que les droits moyens ponderes en fonction des echanges appliques aux importations de produits industriels en provenance de toutes sources diminueront de 40 pour cent, passant de 6,3 à 3,7 pour cent. C'est dire que les preferences africaines se multilateraliseront d'avantage et le continent sera de plus en plus expose a la concurrence avec d'autres pays en developpement plus performants d'Asie et d'Amerique latine. Or c'est le degre d'internationalisation des economies nationales des pays en developpement -a travers l'essor du commerce et de l'investissement- qui va determiner leurs performances dans l'economie mondialisee. A cet egard il est inquietant de constater que la part du commerce exterieur dans le PIB de l'Afrique sub-saharienne reste largement en deça de son niveau d'il y a vingt ans.

Tout porte a croire que la tendance a une codification croissante des "regles du jeu" ira en se renforçant apres la prochaine Conference Ministerielle de l'OMC qui aura lieu en decembre 1996 a Singapour. En effet, il est question de saisir cette occasion pour renforcer le dispositif reglementaire dans les domaines suivants: le commerce et l'environnement, le commerce et la concurrence, le commerce et l'investissement et eventuellement le commerce et les normes sociales. Si ces perspectives devaient être concretisees, il est certain que l'environnement commercial externe de l'Afrique sera plus complexe et laissera moins d'espace d'autonomie aux Etats du continent en matiere de politique economique nationale, qu'il s'agisse des investissements, de l'environnement, de la concurrence ou des lois sociales. En outre, cette tendance a la codification va rencherir d'avantage les coûts financiers, humains, institutionnels et reglementaires inherents a une adaptation au nouveau systeme commercial multilateral en gestation.

Il convient de rappeler que l'evolution du systeme commercial multilateral comporte aussi des opportunités d'expansion des debouches commerciaux decoulant du demantelement partiel du dispositif de protection a l'echelle planetaire. Toutefois, cette expansion ne profitera qu'aux pays en developpement qui sauront ameliorer leur competitivite systemique en attirant les investisseurs etrangers grâce a l'existence d'un environnement macro-economique et institutionnel stable ainsi qu'une infrastructure physique adequate. La disponibilite d'une main-d'oeuvre qualifiee sera bien entendu un atout appreciable. Enfin, les pouvoirs publics devront disposer d'une masse critique de personnel et d'operateurs economiques bien impregnee du contenu des accords commerciaux et determinee a accompagner les entreprises dans leurs efforts pour exploiter les nouvelles opportunités commerciales decoulant de la liberalisation des echanges mondiaux. Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements africains devront faire un meilleur usage des programmes de cooperation technique et de formation disponibles au sein de la CNUCED, de l'OMC et du Centre du Commerce International (CCI). Il s'agit aussi de reinventer l'Etat en Afrique en le rendant plus efficace et plus alerte quant a la maîtrise des parametres externes inherents au systeme commercial multilateral en gestation. Il sera ainsi en mesure d'orchestrer des synergies entre l'action publique et les initiatives privees en vue d'une competitivite systemique fondee non pas sur des facteurs conjoncturels comme la hausse des cours des produits primaires mais plutôt sur des avantages comparatifs de nature structurelle et technologique. Cette "utopie directrice" s'impose car l'ere des preferences commerciales et presque revolue!

## B Une nouvelle Approche en matiere d'Investissements Directs Etrangers (IDE) en Afrique

L'Afrique doit inverser la tendance a la baisse des IDE et de portefeuille destines au continent. Pour ce faire, la communaute internationale devra equilibrer la logique de la competition avec celle de la solidarite. Le grand defi a cet egard consiste a organiser une symbiose systemique entre les pouvoirs publics et le secteur prive en Afrique mais aussi dans les pays developpes et dans les pays en developpement avances pour reorienter une partie des flux financiers vers notre continent. En effet, une etude recente<sup>3</sup> de la CNUCED a montre que le potentiel de rentabilite des investissements directs en Afrique est plutot eleve. Toutefois certains facteurs comme le niveau de developpement, la taille du marche, la qualite de l'infrastructure physique et de telecommunication et la productivite de la main d'oeuvre, ont tendance a inhiber les flux d'IDI vers l'Afrique. Pour un continent riche en ressources naturelles, plus de la moitie des IDE en Afrique a ete orientee vers des activites fondees sur l'exploitation de ces ressources. Il y a donc lieu d'accroitre les performances du continent comme terre d'accueil des IDE dans les secteurs manufacturiers, les services et les infrastructures bien que le caractere non-commercialisable de la plupart des services implique que l'investissement dans ce secteur soit principalement destine aux marches nationaux. L'imperatif de l'integration regionale / sous-regionale revet une importance capitale pour attirer les IDE dans ce secteur ainsi que celui des articles manufacturiers et des infrastructures. A cet egard, l'Afrique doit developper, sur une base sous-regionale ou regionale avec l'appui technique des institutions financieres internationales, des projets du type "Build Operate-Transfer" (BOT) qui representent l'un des mecanismes actuels les plus surs d'acceder aux financements prives pour renforcer les infrastructures physiques du continent.

En outre, une forte volonte politique, dans les pays partenaires au developpement de l'Afrique, s'impose pour accorder des incitations speciales aux entreprises souhaitant investir en Afrique. Ces incitations pourraient jeter les bases d'un nouveau traitement differentiel dont les modalites pratiques restent a definir. Le traitement differentiel en matiere d'IDE en Afrique pourrait aussi porter sur l'assistance des partenaires au developpement pour la collecte et la diffusion d'informations sur les opportunités d'investissement et les legislations aupres des entreprises du Nord, ainsi que la formation d'une main d'oeuvre qualifiee et la promotion d'une reglementation facilitant les flux d'IDE. Enfin l'Afrique doit saisir les nouvelles opportunités d'investissement provenant des "pays émergents" d'Asie et d'Amerique Latine qui ont l'avantage de susciter plus facilement la creation d'entreprises conjointes avec des partenaires africains. Les opportunités sont largement recensees dans des banques de donnees deja existantes notamment au sein de l'ONUDI ou du G15.

## III Eléments d'Une Strategie de Maîtrise des Parametres externes

Les flux financiers prives ont supplante les flux publics vers le Tiers Monde exception faite de notre continent. L'Afrique doit se preparer a prendre part a ce processus qui represente l'une des caracteristiques fondamentales de la globalisation. Pour ce faire, les ingredients du succes resident dans une maîtrise rapide des technologies de l'information, une meilleure adequation formation-emploi, le renforcement de l'integration regionale / sous-regionale, non seulement pour

<sup>3</sup> Voir CNUCED Foreign Direct Investments in Africa op cit

la production industrielle, la diversification verticale et horizontale des produits de base et des services mais aussi pour la creation d'un espace legislatif et reglementaire harmonise en vue de surmonter les handicaps de l'etrottesse des marches et des dissonances en matiere de conditions d'accueil des IDE

Les nouvelles contraintes externes inherentes a l'evolution du systeme commercial multilateral dont l'espace s'elargit au fil des annees, imposent au continent un vigoureux effort de developpement de competences dans ce domaine en vue de mieux apprehender le contenu des obligations contractuelles sans omettre d'en assurer la diffusion reguliere aupres des operateurs economiques africains et proceder aux mutation institutionnelles et reglementaires au plan national. Pour eviter que la liberalisation des echanges n'engendre une desindustrialisation en Afrique, les pouvoirs publics doivent accorder une importance particuliere au developpement des entreprises et de l'esprit d'entreprise

A cause des transformations structurelles du commerce international, les progres rapides des technologies de telecommunication et de l'information repoussent les limites des possibilites de commercialisation des services qui constituent les postes du commerce exterieur et de l'investissement direct etranger dont la progression est la plus rapide. L'Afrique doit donc saisir rapidement les nouvelles opportunités d'exportation en particulier les services a longue distance et a coefficient de main-d'oeuvre relativement eleve notamment le traitement des donnees, la programmation des logiciels, les services professionnels etc. Il est a noter qu'a eux seuls, les services de ce type pourraient permettre aux pays en developpement de doubler leurs exportations de services commerciaux. En outre la baisse des coûts de telecommunications et des techniques de l'information pourrait permettre a notre continent de brûler les etapes de developpement technologique, et de secreter de nouveaux gisements de competitivite. N'oublions pas que c'est a Bombay que Swissair gere son systeme de reservation

Pour relever les defis technologiques et informationnels inherents a la globalisation, l'Afrique doit lancer un programme ambitieux de renforcement des capacites technologiques avec comme axe prioritaire la "strategie du raccourci". Chacun sait quelles ont ete les differentes etapes qui ont mene l'Occident d'une economie agraire a l'ere de l'informatisation que nous connaissons actuellement. L'Afrique ne peut plus se permettre de suivre un tel parcours et doit progresser par des "sauts de grenouille" ("leap-frogging strategy"). Ceci implique la maîtrise rapides des technologies de communication, la multiplication des banques de donnees scientifiques et technologiques la mise en oeuvre d'un programme massif de diffusion des technologies de l'information notamment l'informatique dans les systemes educatifs, de la recherche et les entreprises. A l'ere du commerce electronique qui tend a supprimer les distances entre les partenaires, tous les Etats africains doivent a moyen-terme disposer de "poles commerciaux" ("Trade Points"). Ceux-ci, crees par la CNUCED, sont d'un d'acces relativement aise et utilisent les technologies de l'information en etant relies au Reseau Mondial des Pôles Commerciaux destine a reduire les coûts des transactions commerciales internationales pour les pays en developpement, evitant ainsi leur exclusion de l'Infrastructure Globale de l'information et du reseau Internet en particulier

Ces différents domaines doivent représenter les axes prioritaires de la politique économique nationale et internationale du continent s'il veut maîtriser les paramètres externes de son décollage à l'aube du troisième millénaire

\*\*\*\*\*

L'Afrique est à la croisée des chemins car elle doit sécréter des innovations économiques, sociales et institutionnelles plus audacieuses pour prendre la place qui lui revient dans la cité globale en gestation. Notre continent n'a pas pu tirer profit des mutations économiques technologiques et institutionnelles qui ont été l'apanage de cette fin de siècle à cause d'un déficit d'anticipation couplé avec un déficit de solidarité en matière de coopération internationale pour le développement. Eu égard à la mondialisation, il s'agit à présent de mieux appréhender l'évolution des paramètres externes dans sa complexité croissante en vue de jeter les bases d'une stratégie d'anticipation et d'adaptation constante fondée sur l'accès à l'information, au savoir-faire et sur leur diffusion systématique auprès des décideurs et des entreprises qui deviennent par la force des choses les partenaires obligés d'une renaissance de l'Afrique à l'instar des pays d'Asie du Sud-Est. L'un des ingrédients majeurs de la réussite de ces derniers a été la combinaison stratégique d'une intervention sélective de l'État dans la sphère économique, de concert avec les entreprises, avec une parfaite maîtrise et une utilisation judicieuse des paramètres externes notamment du dispositif institutionnel qui a sous-tendu la coopération internationale pour le développement ainsi que les investissements directs étrangers. L'Afrique doit donc à son tour réhabiliter le savoir et s'engager résolument dans la voie d'une maîtrise de l'information au sens large la nouvelle matière première stratégique du troisième millénaire. Le capital humain plutôt que les matières premières représente la clé de la réussite d'une telle entreprise.<sup>4</sup> La coopération internationale pour le développement de l'Afrique pourra être axée sur cet impératif de promotion du capital humain en vue d'assurer l'intégration du continent dans l'économie mondiale et ce faisant, atténuer l'interdépendance asymétrique dont il est l'objet dans ses relations avec le reste du monde.

<sup>4</sup> Il est frappant de constater que des pays comme Singapour et la Corée du Sud ne disposent ni de pétrole ni de gaz ou de produits tropicaux comme le café ou le cacao

**COMMUNICATION DE M HABIB OUANE**  
**CONSEILLER SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CNUCED A LA**  
**CONFERENCE DES INTELLECTUELS ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE**  
**DAKAR, LE 21 MAI 1996**

**L'AFRIQUE DANS LA CITE GLOBALE A L'AUBE DU TROISIEME**  
**MILLENAIRE PARAMETRES EXTERNES DU**  
**DECOLLAGE ECONOMIQUE**

Les politiques de liberalisation auxquelles l'Afrique n'a pas echappe ont graduellement elargi l'espace economique effectivement utilisable par les producteurs et les investisseurs encourageant ainsi un processus de mondialisation de l'economie internationale. L'unification des marches a ete impulee par la conjonction de plusieurs facteurs : l'emergence d'acteurs economiques nouveaux plus puissants - les entreprises transnationales et les marches financiers - mais aussi la liberalisation des echanges suite a la conclusion des accords du Cycle d'Uruguay. Dans tous les pays - a quelques exceptions pres - les transactions exterieures ont ete un element cle des strategies de liberalisation destinees a accroître l'efficacite de la repartition des ressources et ce faisant, renforcer le dynamisme de l'economie. En outre, les accords du GATT ont entraine une expansion des débouchés commerciaux grâce aux appreciables reductions des barrieres tarifaires et non-tarifaires, donnant ainsi une forte impulsion a la competition economique et commerciale entre les nations. Ces phenomenes se sont accompagnés d'une reduction tendancielle de l'aide publique au developpement qui est concomitante a l'augmentation exponentielle des flux financiers prives (investissements directs-etrangers et investissement de portefeuille) du Nord vers le Sud, en particulier l'Asie et l'Amerique latine. Les flux prives font l'objet d'une competition effrenee entre pays en developpement sans oublier l'Europe Centrale et Orientale.

Le debut du troisieme millenaire, celui de la mondialisation, sera une ere de competition acharnee entre nations, de preeminence d'acteurs prives dans la gestion de l'economie mondiale de codification croissante des regles du jeu en matiere de commerce international et de rarefaction des flux financiers publics vers les PVD. La fin des contrôles des changes, les innovations financieres et le progres dans la transmission de l'information font qu'un marche financier mondial s'est mis en place et fonctionne en temps reel. L'emergence de grandes entreprises en structures de reseaux mondiaux et la transmission instantanee et universelle de la nouvelle matiere premiere strategique de cette fin de siecle qu'est l'information representent des dynamismes nouveaux qui incitent a croire que l'on marche vers l'unite mondiale.

Face a ces nouvelles perspectives quel sort est reserve a l'Afrique et comment devra-t-elle se positionner dans la nouvelle division internationale du travail en gestation? En d'autres termes, quel sera le rôle de l'Afrique dans l'economie mondialisee ou les principaux ingredients de la competitivite des nations seront l'avantage technologique et la capacite d'attirer les flux financiers prives d'investissement et de participer aux reseaux mondiaux de production et de flux d'information.

L'Afrique doit reagir a ces defis inherents a l'evolution de son environnement economique international. Pour entamer cette reflexion, on procedera a un survol du phenomene de la marginalisation qui est souvent presente comme une caracteristique du continent africain. En outre les differentes composantes de l'environnement economique externe qui vont prevaloir pour le decollage de l'Afrique seront examinees du point de vue des contraintes et des opportunités. Enfin, une esquisse de strategie africaine sera elaboree pour permettre au continent de maitriser l'evolution des parametres externes de son decollage economique.

## I L'Afrique et la Marginalisation

La marginalisation du continent africain peut être evaluee a l'aune de plusieurs parametres : sa participation a l'evolution des flux financiers notamment les investissements directs etrangers et investissements de portefeuille, sa part dans les echanges mondiaux et dans les flux technologiques ainsi que dans l'innovation scientifique et technologique.

### A Les Investissements Directs Etrangers (IDE) en Afrique

La valeur totale des IDE vers l'Afrique a augmente d'une moyenne annuelle de 1,7 milliards de dollars en 1981-1985, vers une moyenne de 3 milliards de dollars entre 1986-1990<sup>1</sup>. Au debut des annees 1990 les flux vers l'Afrique ont stagne en depot d'une augmentation tendancielle des flux vers d'autres regions du monde en developpement. Au debut de la decennie 1990, la part de l'Afrique dans les flux d'IDE vers les PVD est passee a 5% - au lieu de 11% a la fin de la decennie 1980 -, consacrant ainsi la marginalisation graduelle du continent dans ce domaine.

Les faibles flux d'IDE vers l'Afrique et une quasi absence d'investissements de portefeuille au debut des annees 1990 (tandis que les deux types de flux vers l'Asie et l'Amerique latine augmentaient) ont distingue de façon defavorable le continent par rapport a d'autres regions du monde en developpement du point de vue de la structure du financement externe. Tandis que les flux financiers prives ont depasse les flux publics en Amerique latine et en Asie, l'Afrique pour sa part continue de dependre de dons et de prêts publics. En outre, les flux prives vers l'Afrique representent seulement 12% de l'ensemble des flux de capitaux vers ce continent. A-t-on suffisamment remarque que la combinaison de l'apparition d'un marche mondial unifie de l'argent et des performances economiques des pays en developpement d'Asie et d'Amerique Latine a permis que les flux de capitaux prives dans leur direction aient plus que decuple dans la periode 1985-1995, s'etablissant a 105 milliards de dollars par an soit le double de l'aide publique au developpement elle-même en declin? Il s'agit la d'un exemple d'acceleration du processus de developpement que les efforts publics de solidarite n'auraient pas permis de realiser.

Du point de vue de la structure, les flux d'investissements vers l'Afrique sont concentres et determines par les 9 pays exportateurs de petrole<sup>2</sup> du continent qui ont absorbe plus de 4/5 des flux vers l'Afrique dans les annees 1980 et 2/3 au debut des annees 1990. Toutefois, certains pays africains non-producteurs de petrole comme le Ghana, le Maroc, le Zimbabwe et le Botswana ont

<sup>1</sup> Voir CNUCED Foreign Direct Investment in Africa UNCTAD/DTCI/19 1995

<sup>2</sup> Il s'agit de pays comme le Nigeria | Egypte | Algerie | Angola | la Lybie etc

aussi enregistre une hausse relative des flux d'IDE pendant les dernières années

Les tendances ci-dessus sont déterminées par une série de facteurs qui ont inhibé l'exploitation du potentiel de développement de l'Afrique : l'étroitesse des marchés, une faible croissance économique, l'absence d'infrastructure, le niveau relativement élevé de l'endettement et l'absence de main d'œuvre qualifiée et de capacité technologique adéquate. La lenteur des conversions dette - prise de participation et des programmes de privatisation a aussi contribué à renforcer la tendance. Ces deux derniers phénomènes ont pour effet de subventionner dans une certaine mesure les IDE. En Amérique latine par exemple les conversions de dettes en prise de participation et les programmes de privatisation ont contribué pour plus de 26% aux flux d'IDE entre 1988 et 1993.

#### B La faiblesse Structurelle du Commerce Extérieur Africain

Les caractéristiques structurelles des transactions externes de l'Afrique sont la dépendance excessive à l'égard des exportations de matières premières de rentes et l'existence de contraintes en matière d'offre de produits - Ces deux facteurs constituent une barrière à l'expansion des produits primaires traditionnels et non-traditionnels ainsi qu'à l'efficacité de la production destinée à la substitution des importations. La mondialisation a contribué à renforcer ces contraintes de l'offre car l'Afrique a perdu le monopole de ses marchés traditionnels et a eu du mal à accroître sa part du marché mondial pour les produits de base à travers une expansion des débouchés alternatifs.

La dépendance excessive à l'égard des exportations de matières premières a empêché l'Afrique de tirer profit des opportunités offertes par la libéralisation et la mondialisation. Les prix de ces produits de base sont non seulement plus instables que ceux des articles manufacturés, mais ils ont aussi eu tendance à baisser en termes réels pendant les dernières décennies. En plus, la nécessité de vendre de façon compétitive sur un marché en baisse affecte les producteurs de produits primaires au plan micro-économique, la production primaire dans les pays pauvres étant sujette à l'inélasticité des prix. La dématérialisation des systèmes de production dans les pays développés a aussi contribué à aggraver le phénomène de dévalorisation des matières premières dans les échanges mondiaux. En effet, il faut actuellement beaucoup moins d'acier pour produire une voiture et les produits synthétiques de substitution sont légions. En outre, la faiblesse des capacités technologiques, la modicité des compétences entrepreneuriales, de marketing ont inhibé le potentiel d'exportation du continent.

#### C La Réduction de l'Aide Publique au Développement (APD)

En regard à son incapacité d'attirer les investissements directs étrangers et d'autres flux financiers privés, les pays africains continuent de dépendre de façon significative de l'APD. Or, depuis 1991, l'APD a décliné de façon substantielle en termes réels. Le ratio APD/PNB pour les pays donateurs du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE a baissé à 0,3 pour cent, le plus bas depuis plus de deux décennies. En outre, les pays d'Europe de l'Est ont cessé de fournir de l'APD, tandis que ceux de l'OPEP ont réduit de façon substantielle leur aide suite à la détérioration de leur situation financière.

Les perspectives en matière d'APD ne sont guère brillantes, notamment à cause de la prétendue fatigue des pays donateurs, de la perte de soutien public ainsi que l'imperatif de la réduction des dépenses publiques dans les pays développés. Qui plus est, dans le monde entier, le volet social de programmes d'ajustement structurel est trop souvent sous-financé, parce que les pays industriels continuent à ne pas donner à cette fonction de coopération sociale la priorité qui lui revient dans un monde unifié en dépit des engagements du Sommet de Copenhague.

Les tendances ci-dessus mentionnées renforcent les risques de marginalisation de l'Afrique à l'aube du troisième millénaire. Faut-il que les espoirs de voir les dynamismes de la globalisation servir à l'avènement d'un monde unifié ne soient que chimère pour notre continent? Nous devons chercher inspiration chez un illustre Auvergnat, Blaise Pascal «il faut parier». L'Afrique doit prendre ce pari mobilisateur pour assumer les dynamismes ambivalents de la mondialisation (opportunités de croissance et risque d'exclusion), afin qu'ils concourent à l'avènement d'un continent plus dynamique. Ce projet exige de mieux maîtriser les ressorts de son environnement externe dans la cité globale.

## II Les Paramètres Externes du Décollage Economique de l'Afrique

La mondialisation implique de multiples défis au décollage économique de l'Afrique. Ces défis portent sur l'évolution du système commercial multilatéral, sur la primauté croissante des flux financiers privés dans les rapports Nord-Sud - au détriment des flux publics-, ainsi que l'exacerbation de la compétition comme mécanisme d'allocation et de répartition des richesses entre continents et entre les nations à l'échelle planétaire. Il s'agit là des principaux ingrédients d'un système économique en gestation ou facteurs d'intégration et de marginalisation sont à l'oeuvre.

### A L'Evolution du Systeme Commercial Multilateral

Les négociations commerciales multilatérales du Round d'Uruguay ont rendu plus complexe le processus d'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. En effet ces accords ont élargi le champ d'application des disciplines commerciales multilatérales en couvrant de nouveaux domaines tels que les services, la propriété intellectuelle, les investissements et l'agriculture. Par conséquent l'application de ces accords par les pays africains va entraîner des coûts transitionnels substantiels inhérents à l'adaptation institutionnelle aux nouvelles "règles du jeu" ainsi qu'à la perte relative d'autonomie en matière de politique commerciale et industrielle nationale. En outre, l'accord sur l'agriculture va entraîner - à cause de la baisse des subventions - une augmentation graduelle des charges financières pour les pays importateurs nets de céréales dont la plupart sont africains. L'accord sur la propriété intellectuelle va soumettre à sanction commerciale toute tentative d'imitation ou de contrefaçon des processus de production ou des produits protégés par un brevet ou une marque de fabrique. L'on se souvient quel rôle important l'absence de règles strictes en matière de propriété intellectuelle a joué dans le décollage économique de l'Asie du Sud-Est en particulier.

En outre, la baisse généralisée des tarifs douaniers et de certaines barrières non-tarifaires a pour effet d'entraîner une érosion des préférences commerciales dont l'Afrique jouissait au titre du Système des Préférences Généralisées (SPG) et de la Convention de Lomé. À titre d'exemple, dans les pays industriels, l'entrée en franchise pour les produits passera de 20 à 43 pour cent des

importations totales tandis que les droits moyens pondérés en fonction des échanges appliqués aux importations de produits industriels en provenance de toutes sources diminueront de 40 pour cent, passant de 6,3 à 3,7 pour cent. C'est dire que les préférences africaines se multilatéraliseront d'avantage et le continent sera de plus en plus exposé à la concurrence avec d'autres pays en développement plus performants d'Asie et d'Amérique latine. Or c'est le degré d'internationalisation des économies nationales des pays en développement - à travers l'essor du commerce et de l'investissement - qui va déterminer leurs performances dans l'économie mondialisée. À cet égard il est inquiétant de constater que la part du commerce extérieur dans le PIB de l'Afrique sub-saharienne reste largement en deçà de son niveau d'il y a vingt ans.

Tout porte à croire que la tendance à une codification croissante des "règles du jeu" ira en se renforçant après la prochaine Conférence Ministérielle de l'OMC qui aura lieu en décembre 1996 à Singapour. En effet, il est question de saisir cette occasion pour renforcer le dispositif réglementaire dans les domaines suivants : le commerce et l'environnement, le commerce et la concurrence, le commerce et l'investissement et éventuellement le commerce et les normes sociales. Si ces perspectives devaient être concrétisées, il est certain que l'environnement commercial externe de l'Afrique sera plus complexe et laissera moins d'espace d'autonomie aux États du continent en matière de politique économique nationale qu'il s'agisse des investissements, de l'environnement, de la concurrence ou des lois sociales. En outre, cette tendance à la codification va rencherir d'avantage les coûts financiers, humains, institutionnels et réglementaires inhérents à une adaptation au nouveau système commercial multilatéral en gestation.

Il convient de rappeler que l'évolution du système commercial multilatéral comporte aussi des opportunités d'expansion des débouchés commerciaux découlant du démantèlement partiel du dispositif de protection à l'échelle planétaire. Toutefois, cette expansion ne profitera qu'aux pays en développement qui sauront améliorer leur compétitivité systémique en attirant les investisseurs étrangers grâce à l'existence d'un environnement macro-économique et institutionnel stable ainsi qu'une infrastructure physique adéquate. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée sera bien entendu un atout appréciable. Enfin, les pouvoirs publics devront disposer d'une masse critique de personnel et d'opérateurs économiques bien imprégnée du contenu des accords commerciaux et déterminée à accompagner les entreprises dans leurs efforts pour exploiter les nouvelles opportunités commerciales découlant de la libéralisation des échanges mondiaux. Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements africains devront faire un meilleur usage des programmes de coopération technique et de formation disponibles au sein de la CNUCED, de l'OMC et du Centre du Commerce International (CCI). Il s'agit aussi de reinventer l'État en Afrique en le rendant plus efficace et plus alerte quant à la maîtrise des paramètres externes inhérents au système commercial multilatéral en gestation. Il sera ainsi en mesure d'orchestrer des synergies entre l'action publique et les initiatives privées en vue d'une compétitivité systémique fondée non pas sur des facteurs conjoncturels comme la hausse des cours des produits primaires mais plutôt sur des avantages comparatifs de nature structurelle et technologique. Cette "utopie directrice" s'impose car l'ère des préférences commerciales est presque révolue!

## B Une nouvelle Approche en matiere d'Investissements Directs Etrangers (IDE) en Afrique

L'Afrique doit inverser la tendance a la baisse des IDE et de portefeuille destines au continent. Pour ce faire, la communaute internationale devra equilibrer la logique de la competition avec celle de la solidarite. Le grand defi a cet egard consiste a organiser une symbiose systemique entre les pouvoirs publics et le secteur prive en Afrique mais aussi dans les pays developpes et dans les pays en developpement avances pour reorienter une partie des flux financiers vers notre continent. En effet, une etude recente<sup>3</sup> de la CNUCED a montre que le potentiel de rentabilite des investissements directs en Afrique est plutot eleve. Toutefois certains facteurs comme le niveau de developpement, la taille du marche, la qualite de l'infrastructure physique et de telecommunication et la productivite de la main d'oeuvre, ont tendance a inhiber les flux d'IDE vers l'Afrique. Pour un continent riche en ressources naturelles, plus de la moitie des IDE en Afrique a ete orientee vers des activites fondees sur l'exploitation de ces ressources. Il y a donc lieu d'accroitre les performances du continent comme terre d'accueil des IDE dans les secteurs manufacturiers, les services et les infrastructures bien que le caractere non-commercialisable de la plupart des services implique que l'investissement dans ce secteur soit principalement destine aux marches nationaux. L'imperatif de l'integration regionale / sous-regionale revet une importance capitale pour attirer les IDE dans ce secteur ainsi que celui des articles manufacturiers et des infrastructures. A cet egard, l'Afrique doit developper, sur une base sous-regionale ou regionale avec l'appui technique des institutions financieres internationales, des projets du type "Build Operate-Transfer" (BOT) qui representent l'un des mecanismes actuels les plus surs d'acceder aux financements prives pour renforcer les infrastructures physiques du continent.

En outre, une forte volonte politique, dans les pays partenaires au developpement de l'Afrique, s'impose pour accorder des incitations speciales aux entreprises souhaitant investir en Afrique. Ces incitations pourraient jeter les bases d'un nouveau traitement differentiel dont les modalites pratiques restent a definir. Le traitement differentiel en matiere d'IDE en Afrique pourrait aussi porter sur l'assistance des partenaires au developpement pour la collecte et la diffusion d'informations sur les opportunités d'investissement et les legislations aupres des entreprises du Nord, ainsi que la formation d'une main d'oeuvre qualifiee et la promotion d'une reglementation facilitant les flux d'IDE. Enfin l'Afrique doit saisir les nouvelles opportunités d'investissement provenant des "pays émergents" d'Asie et d'Amérique Latine qui ont l'avantage de susciter plus facilement la creation d'entreprises conjointes avec des partenaires africains. Les opportunités sont largement recensees dans des banques de donnees deja existantes notamment au sein de l'ONUDI ou du G15.

## III Eléments d'Une Stratégie de Maîtrise des Paramètres externes

Les flux financiers prives ont supplante les flux publics vers le Tiers Monde exception faite de notre continent. L'Afrique doit se preparer a prendre part a ce processus qui represente l'une des caracteristiques fondamentales de la globalisation. Pour ce faire, les ingredients du succes resident dans une maîtrise rapide des technologies de l'information, une meilleure adéquation formation-emploi, le renforcement de l'intégration regionale / sous-regionale, non seulement pour

<sup>3</sup> Voir CNUCED "Foreign Direct Investments in Africa" op cit

la production industrielle, la diversification verticale et horizontale des produits de base et des services, mais aussi pour la creation d'un espace legislatif et reglementaire harmonise en vue de surmonter les handicaps de l'etrottesse des marches et des dissonances en matiere de conditions d'accueil des IDE

Les nouvelles contraintes externes inherentes a l'evolution du systeme commercial multilateral, dont l'espace s'elargit au fil des annees, imposent au continent un vigoureux effort de developpement de competences dans ce domaine en vue de mieux apprehender le contenu des obligations contractuelles sans omettre d'en assurer la diffusion reguliere aupres des operateurs economiques africains et proceder aux mutation institutionnelles et reglementaires au plan national. Pour eviter que la liberalisation des echanges n'engendre une desindustrialisation en Afrique, les pouvoirs publics doivent accorder une importance particuliere au developpement des entreprises et de l'esprit d'entreprise

A cause des transformations structurelles du commerce international, les progres rapides des technologies de telecommunication et de l'information repoussent les limites des possibilites de commercialisation des services qui constituent les postes du commerce exterieur et de l'investissement direct etranger dont la progression est la plus rapide. L'Afrique doit donc saisir rapidement les nouvelles opportunités d'exportation en particulier les services a longue distance et a coefficient de main-d'oeuvre relativement eleve notamment le traitement des donnees, la programmation des logiciels, les services professionnels etc. Il est a noter qu'à eux seuls, les services de ce type pourraient permettre aux pays en developpement de doubler leurs exportations de services commerciaux. En outre la baisse des coûts de telecommunications et des techniques de l'information pourrait permettre a notre continent de brûler les etapes de developpement technologique, et de secreter de nouveaux gisements de competitivite. N'oublions pas que c'est a Bombay que Swissair gere son systeme de reservation

Pour relever les defis technologiques et informationnels inherents a la globalisation, l'Afrique doit lancer un programme ambitieux de renforcement des capacites technologiques avec comme axe prioritaire la "strategie du raccourci". Chacun sait quelles ont ete les differentes etapes qui ont mene l'Occident d'une economie agraire a l'ere de l'informatisation que nous connaissons actuellement. L'Afrique ne peut plus se permettre de suivre un tel parcours et doit progresser par des "sauts de grenouille" ("leap-frogging strategy"). Ceci implique la maîtrise rapides des technologies de communication, la multiplication des banques de donnees scientifiques et technologiques, la mise en oeuvre d'un programme massif de diffusion des technologies de l'information notamment l'informatique dans les systemes educatifs, de la recherche et les entreprises. A l'ere du commerce electronique qui tend a supprimer les distances entre les partenaires, tous les Etats africains doivent a moyen-terme disposer de "pôles commerciaux" ("Trade Points"). Ceux-ci, crees par la CNUCED, sont d'un d'acces relativement aise et utilisent les technologies de l'information en etant relies au Reseau Mondial des Pôles Commerciaux destine a reduire les couts des transactions commerciales internationales pour les pays en developpement, evitant ainsi leur exclusion de l'Infrastructure Globale de l'information et du reseau Internet en particulier

Ces différents domaines doivent représenter les axes prioritaires de la politique économique nationale et internationale du continent s'il veut maîtriser les paramètres externes de son décollage à l'aube du troisième millénaire

\*\*\*\*\*

L'Afrique est à la croisée des chemins car elle doit sécréter des innovations économiques, sociales et institutionnelles plus audacieuses pour prendre la place qui lui revient dans la cité globale en gestation. Notre continent n'a pas pu tirer profit des mutations économiques technologiques et institutionnelles qui ont été l'apanage de cette fin de siècle à cause d'un déficit d'anticipation couplé avec un déficit de solidarité en matière de coopération internationale pour le développement. Eu égard à la mondialisation, il s'agit à présent de mieux appréhender l'évolution des paramètres externes dans sa complexité croissante en vue de jeter les bases d'une stratégie d'anticipation et d'adaptation constante fondée sur l'accès à l'information, au savoir-faire et sur leur diffusion systématique auprès des décideurs et des entreprises qui deviennent par la force des choses les partenaires obligés d'une renaissance de l'Afrique à l'instar des pays d'Asie du Sud-Est. L'un des ingrédients majeurs de la réussite de ces derniers a été la combinaison stratégique d'une intervention sélective de l'État dans la sphère économique, de concert avec les entreprises, avec une parfaite maîtrise et une utilisation judicieuse des paramètres externes notamment du dispositif institutionnel qui a sous-tendu la coopération internationale pour le développement ainsi que les investissements directs étrangers. L'Afrique doit donc à son tour réhabiliter le savoir et s'engager résolument dans la voie d'une maîtrise de l'information au sens large, la nouvelle matière première stratégique du troisième millénaire. Le capital humain plutôt que les matières premières représente la clé de la réussite d'une telle entreprise.<sup>4</sup> La coopération internationale pour le développement de l'Afrique pourra être axée sur cet impératif de promotion du capital humain en vue d'assurer l'intégration du continent dans l'économie mondiale et ce faisant, atténuer l'interdépendance asymétrique dont il est l'objet dans ses relations avec le reste du monde.

<sup>4</sup> Il est frappant de constater que des pays comme Singapour et la Corée du Sud ne disposent ni de pétrole ni de gaz ou de produits tropicaux comme le café ou le cacao

## LES SYSTEMES EDUCATIFS EN AFRIQUE

En lisant le document portant appel aux intellectuels et hommes de culture de Monsieur le Ministre Abdoulaye Wade, je me suis trouvé devant un extraordinaire dilemme

Maître Wade y soutient à juste titre que le monde évolue vers la dévalorisation des frontières et des Etats, que les relations multilatérales y supplantent les relations bilatérales, que les avancées de la science et de la technologie y rendent l'homme contemporain de sa propre histoire

Mais d'un autre côté, il somme les intellectuels africains de tenter le pari de se réapproprier la capacité de déterminer leur propre avenir

A priori, le défi semble relever de l'impossible

- Au moment où les pays africains jettent un regard désabusé sur leur parcours économique, politique et culturel et constatent sans complaisance que leurs appareils économiques prétinent, que leur édifice politique se lézarde et risque parfois l'effondrement, que leur système éducatif et de formation est souvent en panne

- Au moment où les pays développés s'engagent dans une ère de bouleversements technologiques déqualifiant sans cesse les techniques de production et condamnant à l'uniformisation les modes de consommation et même les comportements sociaux,

- Au moment où les nouvelles technologies rendent dérisoires les dotations naturelles en ressources matérielles,

- Au moment où les avancées technologiques et de diffusion des grandes firmes condamnent les économies africaines à l'ouverture sur le marché mondial,

- Au moment où les vieux procédés de protection d'ordre juridique, politique ou administratif ne sont plus de mise,

La réduction de l'espace et du temps ne semble autoriser aucune velleité de se singulariser, et encore moins de s'autonomiser

Heureusement le document de Maître Wade aménage tout de même à cette réflexion, qu'il appelle de tous ses voeux, une petite sortie de secours

L'Afrique dispose toutefois d'un « stock » de ressources humaines culturelles, morales et d'expertise qu'elle se doit d'exploiter, et, c'est ce volet dont nous voudrions discuter dans cette modeste contribution à la conférence

Comment faire pour que ce « stock » péniblement acquis devienne, selon les termes des économistes, un véritable flux et contribue à l'autonomie de décision, préalable à une place honorable de l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle

Ce « stock » est certainement le résultat d'un système éducatif et de formation qu'il est indispensable de soumettre à une évaluation objective

Du fait même de son existence, ce « stock » plaide pour quelques aspects positifs du système

Mais la difficulté de sa mobilisation et de sa valorisation dénote des grandes failles qui emcellent aussi bien la formation du système que son développement

A partir de l'expérience algérienne, qui n'est certainement pas représentative de tous les systèmes africains, mais dans laquelle peuvent se retrouver un grand nombre parmi eux, on peut relever des éléments positifs et d'autres négatifs

## **I) Les aspects positifs :**

Il convient de reconnaître que bon nombre de pays africains ont consenti de louables efforts pour leurs systèmes éducatifs

La part du budget de l'Etat consacré à l'éducation et à la formation est dans bien des cas acceptable, sinon plus

L'effort de construction d'infrastructures a aussi été dans certains pays convenable et dans d'autres, très important

Le taux de scolarisation a parfois évolué de façon satisfaisante, sinon remarquable

La coopération étrangère, sur place ou par détachement, a beaucoup contribué à l'effort de formation

La coopération entre Etats africains a eu aussi sa part, modeste certes, mais non négligeable

Ainsi, lentement mais sûrement, les cadres nationaux ont pris progressivement en main les destinées de leur pays, et jouent de plus en plus un rôle prépondérant dans le fonctionnement des institutions

Cependant, ces résultats appréciables par leur dimension quantitative ne mettent pas à l'abri des critiques, un système éducatif et de formation, souvent édifié dans la précipitation imposée par la désaffection des anciens « maîtres » et souffrant de défauts de fonctionnement devenus, par le temps, des vices structurels »

## **II) Les aspects négatifs**

Dans la plupart des pays africains, le système éducatif a été confié dès l'indépendance à un personnel de « fortune » non qualifié et chargé malgré lui d'une lourde mission dont il n'avait pas toujours conscience

Le besoin en cadres a instauré la nécessité d'orienter le meilleur produit du système vers des études longues et a perpétué, pour un temps assez long, le recrutement des moins bons par le système éducatif

Parallèlement, les possibilités de formation sur le tas, de perfectionnement et de recyclage, quand elles existaient, n'ont jamais été à la hauteur des véritables besoins de ces volontaires malgré eux

La faiblesse de la formation des formateurs a considérablement handicapé le système éducatif dans les pays africains

La seconde faille réside dans le recours obligé au personnel coopérant. Si celui-ci s'est acquitté honorablement de ses tâches, les résultats ne pouvaient, par nature, être à la mesure de ses efforts et de sa sincérité

Les différences culturelles, les distances historiques et parfois idéologiques et les écarts dans la perception même de la vie, ont soumis les enseignés à des déchirements internes qui, dans bien des pays africains, ont abouti à des crises existentielles, un quart de siècle en général après les indépendances, terme du rendement d'un système d'éducation

La troisième faille est observée dans le caractère dérisoire du soutien documentaire et informationnel du système éducatif. L'indigence des bibliothèques, l'absence d'une politique du livre, l'irrégularité, sinon la rupture, avec l'information scientifique et technique et la faiblesse de la production locale en la matière, ont réduit dans les pays africains l'enseignement de la science à l'enseignement de son histoire

La quatrième faille est illustrée par la surcharge démographique imposée à un système naissant, et fragilisé par les moyens matériels et son encadrement humain

Le contact enseignant-enseigné, au départ délicat par le manque d'assurance pédagogique de l'encadreur, était compliqué par la responsabilité d'un effectif exorbitant

*Le plus noble des métiers était ainsi réduit à l'accomplissement pénible d'une tâche routinière*

La cinquième faille touche au système d'évaluation, fortement altéré par l'importance des contingents à former et la vitesse de leur accroissement

La nécessité de désengorger les paliers successifs du système a poussé à l'adoption de la méthode des quotas dans l'admission d'un degré de l'enseignement à un autre

De même, cette méthode s'est imposée au passage à l'université par la faiblesse du rendement de l'enseignement secondaire

Ainsi non seulement les critères de connaissance et de compétence étaient pratiquement abandonnés, mais s'introduisait subrepticement une grave iniquité dans la progression entre les contingents, et même à l'intérieur des contingents d'enseignés

*L'effort n'était plus payant*

La sixième faille est constituée par l'inexistence de réseaux permanents de recherche en tout domaine, et notamment en pédagogie, en dépit de l'existence de chercheurs isolés et de professionnels de grande expérience

Cette défaillance n'est évidemment pas propre au domaine pédagogique, mais elle est particulièrement lourde de conséquences quand on admet que le système éducatif et de formation est l'investissement le moins incontournable lorsqu'on aspire à décider de son propre avenir

La septième faille est cette inexplicable autonomie du système éducatif par rapport au reste de son environnement. La relation était rompue, non seulement avec

l'environnement économique, mais le système évoluait en solitaire même, par rapport aux institutions culturelles et aux organisations sociales

Le manque d'ancrage dans le corps social a fini par condamner le système éducatif à s'ériger en un appareil désincarné et sans âme

*Le système éducatif a assuré un enseignement, mais a-t-il éduqué ?*

Et c'est peut-être là tout le fondement du problème

Et c'est là aussi qu'il faudrait certainement chercher les possibilités de solution

### **III) Le fond du problème .**

Bien que différentes, toutes les définitions de l'éducation finissent par se rejoindre sur l'essentiel

Les économistes y voient à la fois un investissement et une consommation. Un investissement en ce sens qu'elle est une dimension essentielle de la formation du capital, de son renouvellement et de sa croissance. Une consommation en ce sens qu'elle répond à une demande sociale et participe à sa redéfinition.

Les politiques y voient l'influence des générations qui détiennent le savoir sur les générations montantes, en vue d'assurer leur participation à la vie sociale.

Les historiens et les sociologues y voient l'ensemble des méthodes et moyens par lesquels une société transmet sa culture et ses objectifs de génération en génération, pour assurer sa pérennité et son développement.

Les professionnels y voient une œuvre de développement des capacités naturelles, intellectuelles et morales.

Mais tous s'accordent pour reconnaître que l'éducation consiste à apprendre à l'enseigné à user de ses capacités physiques et intellectuelles pour être utile à lui même et à sa société

Dès lors, l'éducation est avant tout un contrat qui régit les relations entre trois parties l'enseigné, l'enseignant et la société, représentée par les pouvoirs publics

Un contrat qui définit les prérogatives et les obligations de chacune des parties

Un contrat qui induit la responsabilité et définit les termes de son évaluation

L'éducation reposera ainsi sur la pédagogie de la réussite, une pédagogie qui sacralise à la fois l'effort et la vertu et qui les confond dans l'amour

L'amour de la chose bien faite, le désir de mieux faire, l'acceptation du défi, et donc de l'autre et de la différence

La pédagogie qui ouvre la voie à la compétition saine et donc à l'innovation

Il ne s'agit pas bien sûr de rechercher l'idéal, car toutes les recommandations qui viendraient dans cet esprit courent le risque de demeurer de simples déclarations d'intentions. Le risque d'être des listes de vœux pieux qui nous emprisonneraient, encore une fois, dans une rhétorique stérile sans attache avec une réalité qui est en train de se faire sans nous

Il ne s'agit pas non plus de se contenter d'un possible indigent qui risque de perpétuer notre retard et qui n'offrirait aucune raison d'enthousiasme aux nouvelles générations

Le tout est de trouver le juste milieu

Un juste milieu qui ne peut être que la résultante de la redéfinition des rôles de chacune des parties à l'oeuvre d'éducation et de formation

En premier lieu, l'Etat dans les pays africains doit réintégrer sa véritable mission de puissance publique et de régulateur de la vie sociale, en levant les contraintes d'une présence administrative qui limite les initiatives et bloquent les énergies

L'expérience a prouvé que les fonctions d'orientation et de planification des objectifs ne nécessitent nullement la conduite impérative des actions. Celle-ci génère au contraire la dépendance et l'assistanat et annihile tout enthousiasme

En second lieu, l'enseignant ne doit pas être considéré comme l'agent d'une relation salariale, protectrice et rassurante peut-être, mais qui limiterait irrémédiablement son initiative et dévaloriserait son rôle. Il doit être partie d'un contrat qui le responsabiliserait devant l'enseigné et devant la société et lui permettrait de tirer profit de ses capacités ou de pâtir de son incompétence

En troisième lieu, la responsabilité de l'enseigné doit être engagée dans sa propre formation, sa soumission aux règles de l'effort et de la compétition doit être entraînée par une culture ambiante qui implique toute la société

Ces principes doivent être étayés par des moyens et des méthodes de mise en oeuvre que seule la pratique peut arrêter

C'est à ce prix que le système éducatif dans les pays africains peut retrouver sa véritable substance

L'échec ou les faibles résultats des nombreuses réformes entreprises par les pays africains au niveau des méthodes d'enseignement, de l'organisation des études, des programmes, des systèmes d'évaluation, le prouvent largement

Le développement de la connaissance scientifique commence par la capacité d'agencer rationnellement et durablement les moyens disponibles aux fins recherchées

**Et c'est là, la condition première de toute indépendance véritable.**

N'est-ce pas là, la réponse à nos interrogations d'aujourd'hui pour que l'Afrique assure sa place dans le XXI<sup>e</sup> siècle

Mohammed ABBOU

## **DISCOURS DU PROFESSEUR DJEFLAT AU NOM DES PARTICIPANTS**

**Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre d'Etat, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences, chers Collègues, chers étudiants.**

C'est un grand honneur pour moi de parler au nom des participants à cette Conférence Internationale des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique. J'espère être à la hauteur de cette tâche et être fidèle aux sentiments partagés par toute la Communauté intellectuelle Africaine réunies ici à Dakar

Le projet de création de l'Université du Futur Africain, concrétise une aspiration de toutes les femmes et tous les hommes de science et de culture du Continent.

Il concrétise un rêve, en l'occurrence, celui de la mise en commun des capacités et des compétences, l'unification de la vision et de la démarche, l'implantation effective d'une formation de haut niveau en Afrique qui soit à la mesure des défis du XXI<sup>e</sup> siècle

**Monsieur le Président, Monsieur le Ministre d'Etat,**

Nous sommes réunis dans cette Conférence pour réfléchir aux voies et moyens que doit adopter l'Afrique pour relever les multiples défis du XXI<sup>e</sup> siècle dont la question de la science et la technologie occupe la première place

La pose de la première pierre de l'Université du Futur Africain est un acte de foi fondateur qui matérialise cette volonté de pénétrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle non plus en tant que consommateur de savoir et de technologie mais comme producteur de connaissance et acteurs des grands bouleversements qui s'annoncent à l'échelle planétaire

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre d'Etat, les intellectuels ici réunies voudraient saluer cette initiative louable et s'en font des défenseurs convaincus

Il n'y a rien d'étonnant à cela que cette initiative émane du Sénégal terre de « Téranga » et l'un des grands berceaux de la culture africaine

Permettez moi, au nom de tous les participants de vous exprimer et au peuple sénégalais tous nos remerciements pour cette heureuse initiative, et pour votre accueil et hospitalité et de souhaiter la pleine réussite à cette œuvre grandiose

**Merci!**

**INTERNATIONAL CONFERENCE OF AFRICAN  
INTELLECTUAL AND SCHOLARS**

**PANAFRICAN COORDINATION OF AFRICAN  
INTELLECTUALS AND SCHOLARS**

-==oOo==-

**PROJECT ON THE IMPLEMENTING INSTITUTIONS**

Based on the wish expressed by many participants, we believe it is absolutely necessary to set up institutions to implement our decisions

In this respect, the present project uses the notion of coordination which precludes hierarchy and the notion of delegate, a person who wields no powers other than the ones we will have vested upon him

## SECTION I - PANAFRICAN NETWORK

The Convention includes a management and a base comprised of the General Assembly of its members

### I- MANAGEMENT

The Coordination of African Intellectuals and Scholars is managed by the following bodies

#### 1 The Delegate General

Elected by the Conference, the Delegate General is the spokesperson of the Coordination. He is the representative of the Coordination which he manages with the assistance of the Panafrican Council

#### 2 The Panafrican Council

It is composed of five members elected on the basis of one member per African sub-region

- North Africa
- West Africa
- Central Africa
- East Africa
- Southern Africa

However, the first five members of the Council are appointed by the Constituent Conference of Dakar

## II- THE PANAFRICAN COORDINATION

It is the General Assembly of Intellectuals and Scholars which meets at least once every three years

### SECTION II - SECONDARY NETWORKS

In each country, a Department or Council body shall created

#### 1 The National Coordination of African Intellectuals and Scholars

This Coordination is organized as follows

##### a) Delegate General

Elected by the National Coordination for a three-year(3) term, the Delegate General is the spokesperson of the Coordination. He is the representative of the Coordination which he manages with the assistance of the National Council

##### b) National Council

The National Council of the Coordination is composed of five (5) members elected for a three-year (3) term. They assist the Delegate General in the implementation of his (her) mandate

##### c) General Assembly

The Coordination summons its members to attend the General Assembly, at least once a year

There are other bodies for action and sensitization, especially in universities and between universities

## **2 University Co-ordination**

**A University Co-ordinating body comprising lecturers, research fellows and students with the same supervisory institutions shall be set up in each University**

### **a) Delegate General**

**Elected by the University Co-ordinating Body, the Delegate General shall act as the spokesman of the Co-ordinating Body which he shall represent and administer with the assistance of the National Council**

### **b) University Co-ordinating Council**

**It shall comprise five members elected by the General Assembly It shall serve as the Advisory Board to the Delegate General**

### **c) General Assembly**

**The University Co-ordination shall convene its members to General Assembly Sessions at least once a year**

## **3 Inter-University Co-ordination**

**In countries having several universities, an Inter-University Co-ordinating Body comprising the same supervisory institutions shall be set up**

### **a) Delegate General**

**Elected by the Inter-University Co-ordination, the Delegate General shall act as the spokesman of the Co-ordination which he shall represent and administer with the assistance of the Inter-University Co-ordination**

### **b) The Inter-University Co-ordinating Council**

**It shall comprise five members elected by the General Assembly to serve as the advisory board to the Delegate General**

**c) The General Assembly**

The members of the Inter-University Co-ordinating Body shall meet at least once a year

**II- SUB-REGIONAL NETWORKS**

At the Sub-regional level the Panafican Co-ordinating Body shall include Sub-Regional Coordinations known as follows

- the Co-ordinating Body of North Africa Intellectuals and Scholars,
- The Co-ordinating Body of ECOWAS Intellectuals and Scholars,
- The Co-ordinating Body of Central Africa Intellectuals and Scholars,
- The Co-ordinating Body of East Africa Intellectuals and Scholars,
- The Co-ordinating Body of Southern Africa Intellectuals and Scholars,

Each Sub-Regional Co-ordinating Body shall be organized as follows

**a) The Delegate General**

Elected by the Sub-Regional Co-ordinating Body, the Delegate shall be the spokesman of the Co-ordinating Body. He shall represent and lead it with the support of the Sub-Regional Council

**b) The Sub-Regional Council**

It shall include a member of each country of the sub-region. It shall assist the Delegate

**c) The General Assembly**

The members of the Sub-Regional Co-ordinating Body may meet in a General Assembly

#### **4 Sub-Regional Inter-University Co-ordinating Body**

The Sub-Regional Inter-University Co-ordinating Body shall be composed of the intellectuals and scholars of the sub-region

It shall be organized as follows

##### **a) Delegate General**

Elected by the Sub-Regional Co-ordinating Body for a term of three years, he shall lead and manage the Co-ordinating Body with the support of the National Council

##### **b) Sub-Regional Inter-University Council**

It shall include a member from each country of the sub-regional and shall be the organ of the Council of the Delegate General

##### **c) General Assembly**

The members of the Sub-Regional Inter-University Co-ordinating Body shall meet in a General Assembly at least once every other year

## REPORT OF COMMISSION I

### AFRICAS'S RELATIONS WITH THE DEVELOPED WORLD HISTORICAL BACKGROUND AND ASSESSMENT

Commission I worked in 3 sub-commissions on wednesday 22nd May 1996 It was presided by Professor Archie Mafeje

The Commission deplored the fact that in some cases a number of organizational problems made it impossible to conduct in depth debates (documents on certain written presentations particularly those that introduced the discussions, were not made available in good time , moreover, the lenght or time allocated for discussions was too short)

Since the debates were not exhaustive, the Commission recommends that a Finalization and Review Committee be set up after the Conference

- Sub-Commission I deliberated on the "History of Africa From The Origins to Modern Times" In this regard, it heard 3 presentations entitled

- "Precolonial Civilizations", by Prof Massamba LAM of IFAN, Cheikh Anta DIOP University of Dakar

"Slavery and Colonization", by Prof Mbaye GUEYE of Cheikh Anta DIOP University of Dakar

- "African Creativity", by Mr Daniel CISSE of Côte d'Ivoire

Prof Massamba LAM recalled Africa's substantial contribution to the birth and development of humanity in both the prehistoric and historic eras

The Continent witnessed brilliant civilizations which came into contact with other cultural, economic and political zones

Trading activities were organized in two directions from Africa to other parts of the world on the one hand, and from other parts of the world to Africa, on the other hand

During this historical era, Africa's destiny was never determined by external factors. The watershed dawned in the 15th Century when goods were stowed from the Continent to capitalist markets and the Slave Trade began to flourish

- Professor Mbaye GUEYE reviewed the procedure whereby the Slave Trade was conducted. He highlighted the specific features of the Atlantic Slave Trade and pointed out its detrimental effects at the socio-economic and political levels

The Atlantic Trade took away from Africa a substantial portion of its dynamic forces. It reightened the contradictions within the African societies and aggravated relations among the various ethnic and political communities

In his presentation, Prof Daniel CISSE tried to illustrate Africa's creativity which had earlier on been introduced by Prof LAM

His contribution also helped in shedding light on the turning point associated with the Slave Trade and Western colonization in particular

Sub-Commission II deliberated on "Managing African Independence". It heard presentations on

- "The Failures of Development Policies Sources and Responsibilities - Blockage and Outcome of Cooperation" - by Bernard Founou and Ben Hamouda Hakim

- "Violence in Africa-State Violence - Political violence and Inter-ethnic Violence" by E Osaghah

Chris J Bakwesegha of OAU also discussed "Conflict Prevention and Management"

In their presentation, Bernard Founou and Hakim Ben Hamouda dwelt on the outcome of the implementation of economic development policies and experiments on nation-building. The two presentations covered two phases

The 1st phase spanned the period from 1960 to 1980 - 1985 i.e. the independence or Bandung era, i.e. the era of euphoria

The 2nd phase covered the interval between the mid - 80s and the present time which they referred to as the era of adjustments and transitions

In the first phase, some attempts were made towards executing nationalist projects marked by a certain voluntarism since the economic model consisted in setting up substitute industries based on nationalist considerations

These projects were financed with earnings from the mining industry and agricultural surpluses

Part of the external funding was realized. The process was accelerated in the 2nd phase and this led to the contracting of loans at high interest rates and exorbitant debt service levels

The result was an economic failure. The process of political modernization through the creation of a Nation-State also failed and this finally gave rise to a new patrimonial State that underwent intense pressures from the grassroots

The 2nd phase was marked by adjustments and deregulation. The State embarked on a disengagement process and put an end to subsidies granted to the enterprises. The resources dwindled and the main failure appeared to lie in the fact that efforts were not made to negotiate an integration in world economy

Political protest became more virulent, and National Conferences and other forms of political transition became the order of the day

The presenters Eghosa, Osaghae and Chris Bakwesegha approached the issue of violence from two viewpoints

• Professor Eghosa, after speaking of violence from a conceptual and systemic viewpoint, defined it as the use of force resulting from a set of economic, socio-political and cultural factors

Concerning violence in Africa he gave explanation pointing out the important role of colonial experience (an undertaking of conquest and plunder) The state structures that accompanied colonization were not reformed at the time of independence. In addition, there were cultural facts that permitted the outburst of violence

6 The second speaker Professor Chris Bakwesegha talked about the contribution of OAU to conflict management and prevention. This organization has set up a body of arrangements and instruments for the prevention and management of conflicts

These arrangements and instruments have been readjusted in the light of experience and realities on the ground. Thus as a result of emergence and exacerbation of inter-ethnic conflicts, they have received as much consideration - if not more - as in State conflicts

In conclusion, the settlement of conflicts is not the exclusive responsibility of governments. Civil society has a role to play in the elaboration and implementation of solutions. He assigns an important role to intellectuals because of their ability to analyze and collect data, to analyze and disseminate ideas that are conducive to peace

In the final analysis, good governance, justice and the democratic spirit must be developed

Subcommission 3 heard

- The presentation by Professor Eboue Of the OAU on the Stakes in Cultural Development in Africa , and
- A presentation of Professor Assane SYLLA and by Attorney Abdoulaye WADE on the New Forms of Racism and finally
- A presentation bearing on the Cultural Impact of Colonization by Mamadou DIOUF, Secretary-General of CODESRIA

Professor Eboue's presentation enabled the participants to learn about the attempts made at the continental level to develop cultural policies which are supposed to help African people preserve their identity and promote their emancipation in its many forms. It highlighted the difficulties encountered in implementing those policies, and made recommendations in view of reorienting procedures, while stressing the necessity for stronger public will at the government level.

The presentations by Professor Assane SYLLA and Attorney Abdoulaye WADE on new forms of racism permitted everyone to place these new theories in the context of attempts at neocolonial reconquests. They revealed the weakness of the pseudo-scientific theories of these new theorists of racism.

- Mamadou DOUF's contribution looked backwards to the sources and reasoning of the colonial approach to culture. The colonial project was economic first of all, its cultural application permitted it to plant doubt in the minds of Africans about their capacity to control their own destiny.

Professor DIOUF described new trends in cultural expression, especially popular trends. bringing back local narration, self-reliance, etc

In his presentation, Professor Assane SYLLA revealed how statistics were used abusively by Richard J Herntein and Charles Murray in their attempts to prove the intellectual inferiority of Blacks compared to Whites and Asians

Abdoulaye WADE showed that there are new factors in the context of the publication of these theses, i e , the context of the failure of African government as they confront the problems of developing and building Africa and running the risk of having our youth bombarded by feeling of guilt and discouragement

He dismantled Mr Bernard Lugan's theories whereby the latter insists on the absence of history for Africans, removes the taint of guilt from the West regarding its involvement in the black slave trade and failure of post colonial policies

Attorney WADE ended his text by launching an appeal for human solidarity

Discussions within the sub-Commissions revealed diverging points of view or concerns regarding the harmonizations process (monogenetic or polygenetic thesis), the place of Africa in the development of mankind, the role of violence in history, the impact of the slave trade, the incidence of cultural factors in the economic stagnation of Africa

The plenary session of the commission helped complete and enrich the reports of the sub-commissions with a view to systematising the recommendations of commission I

- The recommendations primarily centered around the place and role of African intellectuals in the analysis of the destinies of Africa in the past, present and future

- The Commission urged African intellectuals to conduct refined and sharp analyses precluding of any simplistic approach to African solutions

It called for awareness not only of factors of unity and solidarity in the day-to-day life and aspirations of Africans but also of factors of diversity, of varying intensity in the emergence of such or such phenomenon (for instance, the issue of the slave trade which was not experienced to the same degree in all African regions)

It called for a sound ordering of internal and external factors with regard to the assessment and appraisal of the destiny of Africa. In this respect, and specifically concerning the slave trade, a case was made for the capital mode of production which was a determining factor in the intensification and systematisation of the slave trade. When the same mode of production chose to release the labour forces, it ascribed to them another status within the colonial system.

- The Commission recommended that African intellectuals further assume their role in systematising African cultural identity in space and time.

It encouraged both intellectuals and states to take further cognizance of the studies and recommendations developed by governmental, panafrikan and inter-governmental agencies as well as by NGO's on cultural exchanges, the promotion of cultural industries, mutually supportive cooperation etc.

The specific case of Africans of the Diaspora should draw the attention and interest of both intellectuals and states.

A substantial support should be given to pioneers trying, in some parts of the world, to promote an awareness of the African heritage of populations who have been, over a very long period, severed from their roots by the racist and proslavery colonial system. Those populations are presently dealing with old racist theories but also with new ones developed elsewhere and reformulated within African communities.

The Conference calls the attention of intellectuals to the need to be aware of both the external and internal constraints which hinder the emancipation of African peoples

Backward or supposedly scientific afro-pessimistic theses tend to increase the number of marginalised populations whom some quarters would like to confine within the group of people by passed and forgotten by the development process

- The Commission believes that one of the best ways to fight the new racisms is, on one hand, to circulate the appropriate works of competent, objective and serious Africans scholars and africanists and on the other, to develop an appropriate educational strategy to the service of African people

- This education programme should be based on African languages, specially in its early stages

The same educational programme, while calling on the skills of professionals in the formal educational system, should diversify and expand its human resources by putting to good account the expertise of African women and elderly people

The Commission agreed to the fact that African intellectuals will only make a determining contribution to the renaissance of Africa by joining issue with the African masses, by being truly aware of their real needs and concerns, by involving them in the elaboration, formulation and implementation of economic, social and cultural development projects

- In this regard, the Commission called upon the Dakar Conference to produce a declaration specifically meant for intellectuals urging them to become truly organic intellectuals committed to positive social changes likely to usher in more democracy, social justice and economic progress

- Finally, the Commission called upon African intellectuals and urged them to be further involved in the prevention and

management of conflicts in Africa, to more openly and more responsibly play a part in the political arena by giving precedence and priority to the higher interests of the African populations while being open and sensitive to the beats and pulses of the global village

Africa must recover her true status in the world, the very place and status bestowed and vested upon her by her past, the richness of her cultural traditions, her economic wealth and her geo-strategic position

The Rapporteur  
Dr Babacar DIOP

REPUBLIC OF SENEGAL  
One People - One Goal - One Faith

-----

THE UNIVERSITY OF THE FUTURE AFRICA

U F A

CEREMONY FOR LAYING THE FOUNDATION STONE  
AND INAUGURATION OF THE MONUMENT

DAKAR, MAY 24 1996

ADDRESS

by

HIS EXCELLENCY ABDOULAYE WADE  
SENIOR MINISTER OF STATE IN THE PRESIDENCY OFFICE

Mr President of the Republic of Senegal,

You kindly entrusted me with the task of designing and realising the University of Future Africa to be built on this renowned place where was erected the Ecole Normale William Ponty (William Ponty Teachers' College) in the colonial period for the training of senior public servants, teachers and those who received their a basic training before pursuing further studies to become African doctors

Allow me then, Mr President, to express my appreciation of this token of your trust in me

As you said, Mr President, this University will be not a Senegalese, but an African institution as it is meant to be open to young people from all african countries

If I begin by addressing you, Mr President, it is also to avoid misunderstanding about this project African opinion knows well enough our purpose which is but to bring our contribution, as Senegalese, to the encounter of the african peoples for the building and progress of our Continent

On the contrary, foreign opinion might believe that Senegal is trying to commit the other countries to this project, albeit and noble one This is far from the truth, once again This is a Senegalese initiative that we deliberately open to all the young people of all african countries

With this option, I brought the issue before the Conference of African Intellectuals and Scholars which is now taking place in Dakar

I can tell you, Mr President, that the participants warmly welcomed this idea They have discussed it thoroughly, examining the content and ways of implementing it

I can even tell you that many of them have already claimed the right to be involved in the design and realisation of the project, and have firmly promised to make their expertise available to the project which is a remarkable expression of Africa's ambition for the 21st century

12

Mr President,

I would now like to give the participants and the guests some information about the future stages of the realisation of the project

Excellencies,

MM Participants,

Ladies and Gentlemen,

With regard to the designing and implementation of the project, my Department is working with the Texas International Education Consortium, TIEC, an American non-profit private company grouping 32 state universities of Texas, USA and whose objective is to promote higher education and to contribute to various experiments in the development of new Universities of international standard in the world. In this respect, TIEC designed the University Al Akhawayn of Ifrane in Morocco which basically operates with the same principles as our future University

TIEC, which groups close to 25,000 academics and researches in its 32 universities is able to fully implement complex and large-scale projects and can on the other hand, mobilize human resources and skills available in other American or international universities

Based on the draft agreement which I will submit for your consideration, TIEC would conduct feasibility studies in accordance with the guidelines agreed upon between this organisation and our country

I would also like to recall that the University will be a private institution endowed with a legal framework giving the state the opportunity to determine the level of its involvement within the future higher education institution

The other major options relate to the following principles

1 - We determined that it was possible to call upon private investment with respect to building and operation contracts

Consequently, at all levels, from the building to the management stages, the private sector will be involved to ensure the implementation of the project and beyond that, the self-funding of the operation

2 - University housing will be constructed according to private funding plans set up by managerial firms. Some student housing can be constructed in Rufisque or Bargny to contribute to the development of these communes

Moreover, some countries have manifested their intention to construct a university housing area or an amphitheatres which will bear their names

3 - After construction, we have opted for the principle of self-financing for the operation

of the management of the guest houses that would receive visiting personalities and professors, and restaurants that would be operated by a private company

All the furniture for the university will be fabricated locally by local companies

Student transport will be contracted out in the same manner, while vehicle and equipment will be ensured by under maintenance contracts with private companies

The companies could be put in contact with professional schools training youths in corresponding fields in view of dynamic synergistic interaction

- The university will have a hospital which will operate on the basis of self-management and will offer its research laboratories and training for nurses, health personnel and refresher courses for doctors

- A concessionary contract will be granted to a private firm for the cultivation and supply of all the farm products required to feed the university

All of its activities will have direct impact on the economic and social environment employment, diverse services, side effects

- Consulting services Just like all the performing universities in the United States, the UFA will provide consulting services to local private firms, to multinational corporations, to economic or financial african institutions and to international organizations

Young africans, ensured by education on an international level, will no longer need to go to Europe or North America for their training In addition, the relatively low cost will even attract students from advanced countries will benefit from the social environment and the climate

Mister President, Ladies and Gentlemen, we have sketched the broad outlines of our options for the construction and operation of the University of Future Africa

With your support and with the participation of the intellectuals and scholars of Africa, we will meet the challenge

REPUBLIC OF SENEGAL  
One People - One Goal - One Faith

-----

THE UNIVERSITY OF THE FUTURE AFRICA

U F A

**CEREMONY FOR LAYING THE FOUNDATION STONE  
AND INAUGURATION OF THE MONUMENT**

DAKAR, MAY 24 1996

ADDRESS

by

HIS EXCELLENCY ABDOULAYE WADE  
SENIOR MINISTER OF STATE IN THE PRESIDENCY OFFICE

Mr President of the Republic of Senegal,

You kindly entrusted me with the task of designing and realising the University of Future Africa to be built on this renowned place where was erected the Ecole Normale William Ponty (William Ponty Teachers' College) in the colonial period for the training of senior public servants, teachers and those who received their a basic training before pursuing further studies to become African doctors

Allow me then, Mr President, to express my appreciation of this token of your trust in me

As you said, Mr President, this University will be not a Senegalese, but an African institution as it is meant to be open to young people from all african countries

If I begin by addressing you, Mr President, it is also to avoid misunderstanding about this project African opinion knows well enough our purpose which is but to bring our contribution, as Senegalese, to the encounter of the african peoples for the building and progress of our Continent

On the contrary, foreign opinion might believe that Senegal is trying to commit the other countries to this project, albeit and noble one This is far from the truth, once again This is a Senegalese initiative that we deliberately open to all the young people of all african countries

With this option, I brought the issue before the Conference of African Intellectuals and Scholars which is now taking place in Dakar

I can tell you, Mr President, that the participants warmly welcomed this idea They have discussed it thoroughly, examining the content and ways of implementing it

I can even tell you that many of them have already claimed the right to be involved in the design and realisation of the project, and have firmly promised to make their expertise available to the project which is a remarkable expression of Africa's ambition for the 21st century

Mr President,

I would now like to give the participants and the guests some information about the future stages of the realisation of the project

Excellencies,

MM Participants,

Ladies and Gentlemen,

With regard to the designing and implementation of the project, my Department is working with the Texas International Education Consortium, TIEC, an American non-profit private company grouping 32 state universities of Texas, USA and whose objective is to promote higher education and to contribute to various experiments in the development of new Universities of international standard in the world. In this respect, TIEC designed the University Al Akhawayn of Ifrane in Morocco which basically operates with the same principles as our future University

TIEC, which groups close to 25,000 academics and researches in its 32 universities is able to fully implement complex and large-scale projects and can on the other hand, mobilize human resources and skills available in other American or international universities

Based on the draft agreement which I will submit for your consideration, TIEC would conduct feasibility studies in accordance with the guidelines agreed upon between this organisation and our country

I would also like to recall that the University will be a private institution endowed with a legal framework giving the state the opportunity to determine the level of its involvement within the future higher education institution

The other major options relate to the following principles

1 - We determined that it was possible to call upon private investment with respect to building and operation contracts

Consequently, at all levels, from the building to the management stages, the private sector will be involved to ensure the implementation of the project and beyond that, the self-funding of the operation

2 - University housing will be constructed according to private funding plans set up by managerial firms. Some student housing can be constructed in Rufisque or Bargny to contribute to the development of these communes

Moreover, some countries have manifested their intention to construct a university housing area or an amphitheatres which will bear their names

3 - After construction, we have opted for the principle of self-financing for the operation

- of the management of the guest houses that would receive visiting personalities and professors, and restaurants that would be operated by a private company

All the furniture for the university will be fabricated locally by local companies

Student transport will be contracted out in the same manner, while vehicle and equipment will be ensured by under maintenance contracts with private companies

The companies could be put in contact with professional schools training youths in corresponding fields in view of dynamic synergetic interaction

- The university will have a hospital which will operate on the basis of self-management and will offer its research laboratories and training for nurses, health personnel and refresher courses for doctors

- A concessionary contract will be granted to a private firm for the cultivation and supply of all the farm products required to feed the university

All of its activities will have direct impact on the economic and social environment employment, diverse services, side effects

- Consulting services Just like all the performing universities in the United States, the UFA will provide consulting services to local private firms, to multinational corporations, to economic or financial african institutions and to international organizations

Young africans, ensured by education on an international level, will no longer need to go to Europe or North America for their training In addition, the relatively low cost will even attract students from advanced countries will benefit from the social environment and the climate

Mister President, Ladies and Gentlemen, we have sketched the broad outlines of our options for the construction and operation of the University of Future Africa

With your support and with the participation of the intellectuals and scholars of Africa, we will meet the challenge

# Les Grandes Communautés politiques et économiques du 21<sup>e</sup> siècle. Quelle place pour l'Afrique ?

---

Par Edem KODJO

Mesdames et Messieurs

L'essayiste et historien anglais, Arnold Toynbee, s'interrogeant sur la naissance et la mort des civilisations, décrivait leur évolution en termes de défi et de riposte au défi ("Challenge and response")

Quant à la fin de la glâciation, les riches prairies du Sahara et du Proche-Orient firent place à des déserts, des communautés d'éleveurs refusèrent de disparaître, s'enfoncèrent dans les vallées malsaines du Nil et de l'Euphrate et se mirent à drainer, à endiguer, à irriguer les marécages pour les transformer en champs cultivés

Ainsi, émergent les civilisations de l'Égypte et de Chaldée. De même, les Mayas durent défricher la forêt vierge avant de bâtir les cités du Yucatan. Les Incas installèrent leurs temples et leurs palais sur les hauts plateaux, très inhospitaliers, des Andes. Les Achéens surmonterent l'obstacle de l'espace maritime et édifièrent la brillante civilisation hellénique du bassin de l'Égée. Les Turcs subirent le choc effroyable de l'invasion des Mongols, parvinrent à survivre et, un demi-siècle plus tard, amorcèrent la construction de l'empire Ottoman.

On pourrait, à suivre A. Toynbee, multiplier ainsi les exemples de civilisation qui ont pris leur essor à la suite de réponses appropriées à des défis. Plus grande est la difficulté, plus puissant devient le stimulant, pensait-il. Les civilisations sont mortelles, mais une civilisation ne décline que parce qu'elle le veut bien, parce qu'elle se laisse aller, soit par résignation, soit en dormant sur ses lauriers.

Cette brève référence à Toynbee et à sa fresque historique, pour affirmer combien est décisive la volonté des hommes, leur détermination dans l'action, dans le cheminement historique des peuples. Ceci me paraît être plus qu'une conviction, une vérité. On n'aura jamais de cesse d'affirmer que le cours des choses humaines ne relève pas de la fatalité, tant la pente naturelle dans les sociétés en difficulté et c'est le cas de l'Afrique, est de se résigner à la fatalité.

Les êtres humains font leur histoire dans les conditions déterminées certes, mais ils la font. Ils sont à la fois acteurs, témoins et victimes de l'histoire. À quelles conditions les peuples africains dont on conviendra aisément qu'ils ont été plutôt victime de l'histoire et particulièrement ces dernières décennies pourront-ils s'affirmer comme acteurs capables d'anticiper leur devenir dans un contexte planétaire où les défis à relever sont autrement plus nombreux et plus rudes ? C'est pour tenter de répondre à cette question qu'autant de sommets sont ici réunies. Comment ne pas s'en réjouir et saluer cette initiative louable à tous égards.

Nombreux sont les témoins de cette fin de siècle qui y voient l'annonce d'une ère nouvelle tant par la portée, la multiplicité que la complexité des défis qui y sont posés. Comparés aux problèmes qu'elle connaît aujourd'hui, les défis que devait affronter l'humanité il y a plus d'un siècle, paraissent être comme le souligne le célèbre historien contemporain Paul Kennedy, une métaphore.

La photographie de notre monde actuel nous fait voir, en effet, une planète troublée et fracturée où des courants planétaires entrent en contradiction dialectique avec des forces traditionnelles locales telles que les États-nations, ou le gouffre qui sépare les pays pauvres aux ressources technologiques et scientifiques limitées, des pays riches où s'opèrent l'explosion technologique, s'accroît dangereusement, ou pour la première fois, les problèmes de sécurité des États et des nations ne se posent plus seulement en termes militaires mais aussi en termes démographiques, écologiques, identitaires, ou la pression sans précédent exercée sur les ressources de la terre et les dégâts environnementaux interpellent toute conscience humaine et nous rappellent opportunément que nous sommes tous sur le même bateau, la planète terre recouverte par une mince pellicule de vie, une et interdépendante.

Ces transformations majeures et rapides qui surviennent en ce siècle finissant ne vont pas cependant sans remise en cause, elles entraînent une redistribution des cartes dans le système international et des grands retournements. Les États-nations modernes d'Europe sont relativement récentes. Pendant des générations cependant, les hommes y ont été formés à l'idée qu'il existe une correspondance exacte entre État, nation, territoire, patrie, langue et culture.

Ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la mondialisation remet en question ces certitudes et bien d'autres. Venue de l'extraordinaire mutation des sciences et des technologies et de leur application dans des domaines aussi divers que le transport, le commerce, l'informatique, les télécommunications, etc, la mondialisation crée une véritable révolution logistique, fait imploser les contraintes du temps, éclater les frontières géographiques et politiques, ouvre l'espace mondial à la circulation des informations et des biens, bref, ébranle partout la cohérence des systèmes nationaux. Gauthier définit cette mondialisation comme 'un ensemble de tendances non achevées allant dans le sens d'une unification graduelle des règles, valeurs et objectifs régissant

l'économie et de leur insertion dans un système mondial. Les technologies nouvelles internationalisent l'économie et changent la manière dont les entreprises opèrent. Et les principaux créateurs et contrôleurs des technologies sont de plus en plus des acteurs transnationaux comme les grandes entreprises multinationales ou les grandes banques dont la qualité première n'est pas toujours la responsabilité, tant s'en faut.

Parce que de dimension transnationale, les forces du changement échappent de plus en plus au contrôle des gouvernements, ce qui conduit par ailleurs au rôle accru des organisations et des accords internationaux. De fait, la mondialisation, incontestablement, marque une étape majeure de l'histoire scientifique, économique et politique de l'humanité, et la globalisation de l'économie mondiale apparaît comme le fait dominant de cette fin de siècle.

Les vieilles nations ont vite compris qu'aucune d'entre elles ne peut s'approprier seule, les puissants systèmes qu'elles rassemblent et rassemblent. Aux enjeux et défis posés par la mondialisation, elles ont répondu par les regroupements et la mise en commun des souverainetés observées ces dernières décennies. Il s'agit d'une stratégie d'affirmation susceptible de les inscrire dans les grands mouvements et les grandes tendances de la mondialisation. Impossible en effet, de rester indifférent aux puissants effets de la mondialisation. Fidèle à la logique prométhéenne, elles tentent de les maîtriser dans le sens de leurs intérêts.

L'Union européenne s'est mise en route avant même que la mondialisation ne produise tous les effets que l'on connaît aujourd'hui. Quinze États-nations abandonnent une partie de leur souveraineté traditionnelle en échange d'unité économique et politique plus grande. À en croire l'analyste politique américain, le professeur Samuel P. Huntington, "La Communauté européenne, si elle devait parvenir à une cohésion politique, aurait une population, des ressources, une richesse économique une

technologie et une force militaire réelle et potentielle qui en feraient la première puissance du XXI<sup>e</sup> siècle "

L'on sait que cette évolution souhaitable pour l'Europe pose dans la pratique une multitude de problèmes et de défis qui sont loin d'être gagnés. Il n'empêche que si l'Europe parvenait en effet à consolider son unité, son rôle dans le monde s'affirmerait davantage et son rayonnement se maintiendrait. Ce n'est donc pas un hasard si elle consacre aujourd'hui l'essentiel de son énergie à la réalisation de ce grand dessein.

L'accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique quoique porté sur des fins essentiellement commerciales, répond à la même préoccupation : relever au mieux les défis de la mondialisation. Le pilote tout désigné de ce vaste espace de libre-échange reste bien entendu les États-Unis. Regardons maintenant vers l'Asie-orientale et l'Asie du Sud-Est : une puissante communauté de destin se bâtit autour de l'axe Pékin-Tokyo, illustration par excellence des bouleversements et redistributions en cours. La carte économique mondiale a basculé sur son socle et de nouvelles puissances économiques émergent, concurrençant fortement les puissances économiques traditionnelles.

Certes, l'Europe, le Japon et les États-Unis restent les trois grands centres du pouvoir technologique et politique de ce nouveau monde éclaté. Les mutations rapides en cours préfigurent cependant l'émergence de nouveaux pôles de commandement de la politique mondiale, à tout le moins une révision des ambitions hégémoniques des uns et des autres. À l'occasion de l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qui s'est achevée à la mi-octobre l'année dernière, l'une des principales firmes d'investissement mondiales, Michael HOWELL, spécialiste américain de l'anticipation, n'a-t-elle pas annoncé une nouvelle composition du G7 avec dans l'ordre la Chine, le Japon, Taiwan, la Russie,

l'Allemagne et l'Inde ?

Quel que soit le bien-fondé de ces anticipations, force est de reconnaître qu'elles traduisent les incertitudes nées des nouvelles dynamiques. A eux seuls, les pays d'Asie de l'Est ont, selon de récentes estimations, un total de réserves de change supérieur à celui du Groupe des sept actuel, et ils accapareront 40% des flux des capitaux émanant du secteur privé. Quand on sait que dans les années 60, la Corée du Sud, par exemple, avait un PNB identique à celui du Ghana, comment ne pas voir là une véritable révolution. Bref, ou que l'on regarde aujourd'hui, on observe l'émergence de stratégies d'alliance visant à combattre les périls du nouvel ordre mondial en gestation.

Quelle place pour l'Afrique dans ce monde à la recherche de nouveaux équilibres ? Le continent africain vit plus dramatiquement que les autres régions du monde les contradictions et les périls de ce siècle finissant. L'Afrique contemporaine découvre la culture mondiale et subit les assauts de la mondialisation en même temps qu'elle est confrontée à l'exigence du renforcement des Nations dans des cadres régionaux. Elle doit plus que tout autre, concilier les tendances contradictoires de la mondialisation et de la fragmentation, le nationalisme politique et le cosmopolitisme économique. Si la mondialisation semble abolir les frontières, elle n'abolit ni les nations, ni les cultures, ni les héritages patrimoniaux et scientifiques. Sur le plan économique, le monde tend à une intégration de plus en plus accélérée. Au plan politique cependant, les choses apparaissent moins évidentes. L'Etat-nation même affaibli au cours des dernières décennies reste le lieu primordial d'identité pour la plupart des peuples de ce siècle.

La réalité de la nation en Afrique, aussi bien dans le passé qu'à l'époque contemporaine, reste problématique. Engagé dans un processus de maturation, qui est

loin d'être parvenu à son terme, les États-nations en Afrique, doivent d'ores et déjà se préparer à affronter les périls du XXI<sup>e</sup> siècle, où la direction prise par l'économie mondiale va en sens inverse des préoccupations d'identité nationale ou régionale

De fait, l'Afrique est très mal outillée dans l'état actuel des choses pour affronter les enjeux du prochain siècle. Après trois décennies d'indépendance, le continent se trouve aujourd'hui encore plus que par le passé en situation de dépendance quasi totale. Je ne voudrais pas revenir sur le constat d'échec qui autorise à dire que notre continent est dans une situation dramatique exceptionnelle. Le Président Olusegun Obasanjo a résumé la situation en disant que si l'on compare les transformations survenues dans le monde ces dernières décennies, les performances du Japon et des nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud avec ce qui se passe en Afrique, "il est difficile de croire que nous vivons dans la même période historique"

Et pourtant, nous sommes bien dans le même monde ! La révolution technologique en matière de communication et de télécommunication nous le fait sentir chaque jour. Le monde n'a jamais été aussi présent dans les nations qu'à notre époque aux défis planétaires et c'est précisément pour cela que la marginalisation de l'Afrique est insupportable, inadmissible et requiert un sursaut collectif des Africains pour y faire face.

Tout d'abord, il importe que chaque Africain prenne conscience de la gravité du sort de l'Africain dans le monde, des mutations qui secouent la planète, des rapports de forces géopolitiques et géostratégiques qui s'élaborent et ne perde jamais la foi au destin de l'Afrique. Les peuples du monde, s'ils le choisissent, peuvent répondre positivement aux défis que leur impose l'évolution du monde. Les peuples africains à l'instar des peuples asiatiques n'en font pas exception. Il n'y a pas d'autre voie aujourd'hui que celle des vastes réformes internes engagées visant à aboutir à

l'industrialisation et à l'unité du continent. Le contexte mondial marqué par la fin de la guerre froide et la nécessité de reprise économique est somme toute favorable aujourd'hui plus qu'hier au renforcement et à l'extension des nombreuses tentatives d'intégration régionale.

Les États africains ont tissé entre eux, en effet, des liens particuliers de coopération en vue d'une intégration régionale. Parmi les organisations régionales les plus viables l'on peut retenir l'Union du Magreb arabe au Nord créée en 1989, la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA, 1994), la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et de l'Afrique (ZEP, 1981), la Communauté pour le développement de l'Afrique Australe (SADC, 1981 et 1991).

Le sommet de l'OUA en juin 1991 à Abuja (Nigeria) a adopté un traité constitutif d'une Communauté économique panafricaine devant être réalisée par étapes d'ici à l'an 2025. Enfin, une des toutes dernières initiatives significatives est l'adoption par l'OUA, au sommet du Caire (Égypte) tenu en juin 1993, d'un Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits, chargé d'anticiper, de prévenir et de résoudre les conflits intra-africains et inter-africains.

Toutes ces tentatives sont le signe que l'Afrique change et que les mentalités évoluent, elles indiquent l'énorme potentiel intellectuel et institutionnel que les États africains peuvent malgré tout mobiliser dans leurs efforts de renouveau politique et de relance économique.

Ces efforts doivent être soutenus Libérer et fédérer toutes les énergies potentielles, encourager et favoriser les éléments moteurs de la nouvelle Afrique Telles sont les missions impératives que doivent s'assigner toutes les forces de progrès à l'échelle du continent

L'Afrique, c'est une superficie de 30 310 000km<sup>2</sup>, constituée de climats, de végétations variées, à la flore et à la faune diversifiées L'Afrique, c'est aussi une variété culturelle, religieuse et sociale sans commune mesure avec ce qu'on retrouve ailleurs et qui rompt avec l'uniformisation culturelle en cours et dont on ne mesure pas encore tous les dangers L'affirmation de la démocratie et du droit n'est plus l'exception dans ce continent qui détient toujours d'énormes ressources stratégiques et qui est fort d'une population de plus de 700 millions d'habitants dont plus de la moitié est jeune Il s'agit là de ressources inestimables

Peut-on, doit-on laisser cette Afrique-là choir dans la misère et se désintégrer par manque de volonté politique, par manque de conscience ? L'Afrique doit prendre part au développement mondial Le monde actuel mérite d'être repensé en tenant compte de cet impératif On ne pourra parler de progrès de notre humanité sans cela Et pour ce faire, il faut la mobilisation de tous, à commencer par celle des Africains eux-mêmes

Les nouvelles élites africaines doivent consolider les efforts entrepris pour faire de l'Afrique un partenaire dans le système international La promotion de la démocratie et de l'Etat de droit respectueux des libertés humaines et d'un développement centré sur l'homme, la valorisation du rôle de la femme comme facteur premier d'intégration sociale la poursuite des réformes sur le plan économique, la rigueur sans détour dans la gestion des affaires publiques et une gouvernance appropriée sont autant de mesures devenues incontournables et dont il faut absolument réussir la mise en œuvre

Il importe tout autant de parachever les actions visant à redessiner le cadre macro-économique susceptible de soutenir le développement économique du continent et de l'intégrer au commerce international. Force est d'admettre qu'en ce domaine, les diverses tentatives quoique louables, sont encore largement en dessous des résultats escomptés. Les Africains devront redoubler d'effort et d'imagination pour relever, à la hauteur des exigences du XXI<sup>e</sup> siècle, le défi de l'union, ils le pourront d'autant plus qu'ils auront fait progresser la démocratie et l'Etat de droit dans chacun de leurs Etats, car une démocratie authentique est source de paix, et comme l'a rappelé le Secrétaire général de l'ONU, Monsieur Boutros BOUTROS-GHALI, lors du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA au Caire (Egypte), "La démocratie est le chaînon manquant entre la paix et le développement". La démocratie suppose aussi la participation accrue des masses populaires à la vie des Etats qui ne doivent pas s'aliéner leur peuple mais en faire leur source réelle et vivante d'inspiration. C'est assurément ce support des masses populaires aux institutions régionales qui garantirait le mieux leur performance future, et c'est peut-être ce qui a le plus manqué. L'implication active des mouvements de jeunes, de femmes, de travailleurs, des opérateurs économiques permettra d'envisager le progrès vers une intégration accélérée. C'est dans l'esprit des peuples africains eux-mêmes que doivent germer et s'épanouir la coopération, le sens de la solidarité et de l'union.

La reorganisation en cours de la géopolitique mondiale doit susciter en Afrique un mouvement national et collectif de survie. Le processus de démocratisation à la fois bien compris et bien mené avec la priorité accordée à l'industrialisation reste la voie de salut pour les peuples africains qui n'ont été que trop longtemps comprimés par des forces asservissantes, locales et extérieures.

CONFERENCE INTERNATIONALE DES INTELLECTUELS AFRICAINS

DAKAR Du 21 au 25 mai 1996

ELEMENTS POUR UNE CRITIQUE DE LA RAISON NATIONALISTE EN

AFRIQUE

AJUSTEMENT, ETHNISME ET MOUVEMENTS SOCIAUX

HAKIM BEN HAMMOUDA

## INTRODUCTION

L'ideal moderniste qui a forge le conscience nationaliste et la praxis dans la post-colonie a été influence par la raison positiviste classique qui a dominé la pensee occidentale depuis le 19ieme siecle. Cet ideal deterministe se fiait a la capacite de l'homme arme de science et de technique a transformer ses conditions d'existence et a exercer sa maîtrise sur une nature automate et un temps lineaire. Cet ideal rationaliste va marquer la premiere elite nationaliste issue du mouvement de liberation nationale, et sera au centre du projet de construction de l'Etat-nation en Afrique. Ce premier projet fera de l'Etat le centre de sa tentative de modernisation politique et economique. Or, ce projet sera remis en cause avec la crise de l'Etat-nation et l'echec de l'experience de modernisation. Cette crise sonnera le glas de ce projet, qui sera remplace par une nouvelle problematique de modernisation faisant de la democratie et du marche les outils privilegies de son action. De nouveau, l'echec des experiences d'ajustement et la restauration autoritaire en Afrique ont annonce la crise de cette nouvelle tentative de modernisation.

Au-dela de la ~~de~~structuration des formes concretes du processus de modernisation, la crise que connaissent les pays africains est celle de la raison classique deterministe, qui a domine la reflexion theorique et la praxis dans la post-colonie. Il s'agit d'une remise en cause de son caractere metaphysique qui fait de la modernite occidentale un absolu a atteindre. Cette crise est egalement la crise de l'economisme du modele moderniste, qui soumet la vie sociale aux imperatifs economiques.

Enfin cette crise est une remise en cause de la vision teleologique du modele moderniste qui considere "que les lois de l'histoire, souligne S Amin, s'imposent d'une maniere implacable et expriment le deploiement progressif du progres"<sup>1</sup>

Dans cette contribution, nous chercherons a examiner la succession des deux tentatives de modernisation en Afrique La premiere qui couvre la periode post-coloniale des independances jusqu'au milieu des annees 80 fera l'objet de la premiere section La deuxieme tentative de modernisation ouverte des le milieu des annees 80 avec l'application des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et la liberalisation des systemes politiques fera l'objet de la deuxieme section Pour chaque tentative de modernisation, nous etudierons les volets economiques et politiques Cet examen nous permettra de verifier l'hypothese de la crise de la raison moderniste et deterministe et de souligner la necessite de construire un paradigme alternatif dans la reflexion et la praxis dans le Tiers-Monde et plus particulierement en Afrique

## I Etat et economie dans la post-colonie jusqu'au milieu des annees 80

Dans cette premiere section, nous examinerons la premiere tentative de modernisation en Afrique post-coloniale Cette experience sera etudiee dans ses dimensions politique et economique afin d'en saisir les enjeux et de comprendre les limites

### 1 La construction de l'Etat-nation et son monopole sur la societe

Les elites nationalistes dans le Tiers-Monde sont nees au

---

<sup>1</sup> S Amin, L'ideologie et la pensee sociale l'intelligensia et la crise du developpement, Africa Development, vol XIX, n°1, 1994, p 3

debut du 19ieme siecle sur la base d'une contestation de la fragmentation de l'espace politique local entre un espace moderne ouvert aux colons, et a quelques intermediaires locaux issus du systeme d'enseignement moderne, et un espace traditionnel regi par d'autres modes de soumission et de gestion du politique qui concernent l'ensemble des populations locales. Bien entendu, les situations different d'un pays a un autre compte-tenu du statut juridique formel qu'avait la presence coloniale<sup>2</sup>, du caractere plus ou moins developpe des traditions etatiques locales<sup>3</sup> et des differences dans la gestion et l'organisation du politique dans la metropole<sup>4</sup>. Mais au-dela de ces divergences, les populations locales appartenaient globalement au champ politique moderne et continuaient à subir la domination et la suprematie des chefs traditionnels.

En Afrique, le mouvement national moderniste va se fixer comme premier objectif la contestation de cette fragmentation de l'espace politique et exiger une plus grande participation des populations locales a l'espace moderne. Cette contestation va se

---

<sup>2</sup> A ce niveau, on distingue les regimes juridiques du protectorat de ceux de la colonisation. Dans un pays ou la presence coloniale etait régie par le regime du protectorat, les autorites coloniales avaient l'obligation de maintenir en place les structures politiques traditionnelles. Par contre, pour le regime de la colonisation, les autorites étrangères avaient une plus grande marge de liberte.

<sup>3</sup> A ce propos, certains pays arabes disposaient a l'arrivee de la colonisation de structures d'un Etat-nation relativement anciennes (ex Maroc, Tunisie, Egypte, Algerie). Ces structures etatiques ont, par moment, constitué des noyaux de resistance a la presence coloniale, et ont surtout facilite le processus de construction de l'Etat-nation post-colonial qui s'est limitee, dans la plupart des cas, a une modernisation des structures existantes.

<sup>4</sup> Les autorites coloniales se sont, dans la plupart des cas, limitees a exporter leur propre modeles d'organisation politique dans leurs colonies. Ainsi, le systeme des partis a domine les colonies françaises, celui du communautarisme les colonies belges, celui de la hierarchisation et de la distinction de classes sociales les colonies anglaises. Ces modes d'organisation politique importés du temps de la colonisation ont nettement influence les modeles de construction post-coloniaux.

radicaliser apres la deuxieme guerre mondiale L'ensemble des mouvements de liberation vont considerer que l'acces a la modernite politique, envisagee de plus en plus par les elites politiques nationalistes comme une alternative a une organisation politique traditionnelle en crise, passe obligatoirement par l'indépendance politique

Ainsi, la survivance et la reconstruction de l'espace politique moderne deviennent les principaux objectifs des elites nationalistes dans la post-colonie Ces elites, influencees par l'ideal classique et modernisateur europeen, consideraient que la poursuite du travail de modernisation politique et de rationalisation des structures economiques passaient par l'adoption du modele de l'Etat-nation comme forme d'organisation politique Mais au-dela de l'influence de l'ideologie modernisatrice europeenne, l'Etat-nation etait la forme d'organisation et de gestion du politique qui dominait le monde tant capitaliste que socialiste En effet, en depit des divergences politiques et ideologiques, l'image d'un Etat fort et centralisateur, assurant par le biais de pactes sociaux la convergence des interets contradictoires des differentes couches sociales, et intervenant dans la regulation des activites economiques, dominait le champ de la reflexion politique D'autre part, l'Etat-nation pouvait mettre a profit l'idee de nation pour construire son univers de legitimisation En effet, "la nation a servi, souligne M Diouf, de mode de legitimisation a la production d'un discours identitaire et a la fabrication d'institutions et d'appareils devant servir a sa realisation"<sup>5</sup>

Enfin, les relations internationales a la sortie de la seconde guerre mondiale ont ete reagancees sur la base de relations et de rapports entre nations souveraines organisees sous la forme d'Etat-nations La souverainete n'exclut pas les rapports de domination, et l'ordre international de l'apres-

---

<sup>5</sup> M Diouf, Le clientelisme, la "technocratie et apres?", M C. Diop, Senegal- Trajectoire d'un Etat, CODESRIA, Dakar 1992, p 247

guerre bi-polaire, est domine par les Etats-Unis pour le monde capitaliste, et par l'ex-URSS pour le bloc de l'Est

Ainsi, apres les independances, la construction de l'Etat-nation devient dans l'ensemble des pays africains l'objectif des pouvoirs post-coloniaux. Cette forme d'organisation de la societe devait permettre a ces pays de depasser les appartenances et les allegiances multiples des populations pour les unifier dans un cadre ou l'exercice et la legitimisation du pouvoir s'effectuent sur des bases nationales. Par ailleurs, dans un contexte de relations internationales a-symetriques et de division du monde en deux camps durant la guerre froide, la construction des Etats-nations dans le Tiers-Monde ne sera pas une simple operation formelle de structuration et d'institutionnalisation des espaces independants. En effet, la construction de l'Etat-nation dans le Sud dissimule une dimension politique importante, dans la mesure ou ce processus s'inscrit dans une demarche d'autonomisation du Tiers-Monde, et d'une volonte d'independance par rapport par rapport aux deux blocs. Ainsi, prenait forme l'Etat de Bandoung nationaliste et modernisateur qui s'est fixe comme objectif le renouvellement des structures politiques, et la construction d'economies coherentes et capables de satisfaire les besoins fondamentaux des populations.

Durant les premieres annees de l'independance, on va assister a un developpement rapide et a une extension des spheres d'influence des Etats dans la plupart des pays africains. Or, ce processus de construction de l'Etat-nation, apres un court intermede democratique, s'est accompagne d'une forte limitation de l'espace politique, et sa monopolisation par l'Etat et les partis uniques au pouvoir. Ainsi, l'Etat supplante l'ensemble des acteurs et des institutions sociaux herites de la lutte anti-coloniale, et s'installe au coeur de l'espace politique et social local. Il s'etablit ainsi comme le vecteur du changement et de la modernisation politique et sociale. Cette monopolisation etait justifiee, par l'heterogeneite religieuse, ethnique ou sociale des populations locales. Dans cette perspective, la lutte contre le

sous-développement, expliquait le discours dominant, exigeait une unification et une mobilisation de l'ensemble des composantes de la population autour de l'Etat, agent neutre et missionnaire de la modernité. Ainsi, l'Etat tente d'édifier son hégémonie sur le champ politique et social, et cherche à assujettir l'ensemble des acteurs sociaux à son action.

Or, en contrepartie d'une allégeance politique, l'Etat s'engage dans un processus de développement économique et social afin de satisfaire les besoins fondamentaux des populations. Il s'agit, dans ce contexte, d'un compromis où l'adhésion des gouvernés est déterminée par l'évolution des capacités distributives de l'Etat. Par ce compromis, les populations cédaient leurs droits politiques, en contrepartie de la satisfaction de leurs droits économiques et sociaux. Ce pacte social n'est pas, comme nous le remarquons, fondé sur les principes de l'égalité politique et de la représentation caractéristiques de la modernité politique, dont pourtant se réclament les Etats postcoloniaux d'Afrique. De ce point de vue, les ressources perçues servaient à acquiescer la soumission et l'obéissance de la population. "C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, souligne A. Mbembe, dans certains discours publics, ces créances étaient assimilées sinon à des faveurs, du moins à des privilèges"<sup>6</sup>. Ainsi, produit d'une vision déterministe et modernisatrice de l'Etat post-colonial, la monopolisation de l'exercice du pouvoir et sa centralisation se sont accomodées d'une population locale à travers l'engagement de garantir les droits économiques et sociaux en contrepartie de la soumission politique.

Ce pacte social et cette allégeance au moins formelle des populations en contrepartie des droits économiques et sociaux sont des conditions essentielles de la stabilité politique dans la plupart des pays sous-développés. En effet, le désengagement

---

<sup>6</sup> A. Mbembe, Un économie de prédation. Les rapports entre la rareté matérielle et la démocratie en Afrique subsaharienne, Foi et développement, n°241, mars-avril 1996, p. 4

de l'Etat de la sphere de satisfaction des besoins dans les annees 80 suite a l'application des programmes d'ajustement structurel, comme nous le verrons plus loin, va rompre les conditions de cette stabilite politique. En effet, en dépit des engagements democratiques de la plupart des pays du Sud, on assiste depuis la fin des annees 90 a une montée de l'autoritarisme politique de la part des Etats que les programmes de stabilisation amènent a une plus grande rigueur, et a un desengagement de plus en plus marqué de la satisfaction des besoins fondamentaux. Dans ce contexte, c'est dans les pays qui n'ont pas maîtrisé et "réussi", selon les normes de la Banque Mondiale et du FMI, leur programme de stabilisation, que paradoxalement, les marges democratiques sont les plus importantes. Cette convergence entre l'échec de la stabilisation et la permanence du discours et de la praxis démocratique peut trouver, selon les pays, des éléments d'explication. Pour certains pays c'est le refus de desengagement de la part de l'Etat qui explique la dérive des déficits internes et externes. Pour d'autres, l'éclatement de ces déficits a conduit progressivement a une extinction de l'Etat et a une régression rapide de son contrôle sur l'espace et la société, augmentant ainsi les marges de liberté des acteurs de la société civile.

Cependant, en dépit de ces aménagements, l'Etat post-colonial n'a jamais pu imposer son hégémonie sur les sociétés, et de nombreuses fractions de la population n'ont pu être capturées par l'Etat. Dans cette perspective, les universités dans en Afrique sont devenues des lieux privilégiés de la contestation de la monopolisation du champ politique. En effet, "la contestation étudiante, précise M. C. Diop, révélait, dans sa remise en cause de l'université, des enjeux la dépassant car s'ouvrant a d'autres canaux de l'expression politique et attaquant la structure du pouvoir et les fondements de la domination"<sup>7</sup>. Cette contestation a entraîné une répression qui s'est traduite par une opposition violente entre l'Université et

---

<sup>7</sup> M. C. Diop, Le syndicalisme étudiant pluralisme et revendication, M. C. Diop (1994), op cit , p 440

les pouvoirs

Cette contestation du pouvoir a été incarnée également par les élites intellectuelles radicales dans les années 70, qui refusaient la capacité du projet nationaliste et modernisateur à construire une économie auto-centrée et un modèle démocratique et moderne dans la gestion du politique. Cette contestation a nourri dans certaines régions du Tiers-Monde des mouvements de guérilla armée.

Cependant, bien qu'imperceptibles, les plus importantes contestations de l'Etat vont provenir d'une population prétendument soumise à son action modernisatrice. Face au renforcement de l'encadrement de l'Etat post-colonial, les populations urbaines et rurales ont développé des stratégies de résistances. En effet, "la construction de l'Etat contemporain, souligne J -F Bayart, doit être pensée à la fois comme recherche hégémonique de la part des groupes sociaux prétendant à la domination, et comme produit partiel de l'action des autres groupes sociaux considérés comme dominés. C'est ce double mouvement que j'ai conceptualisé en termes de "totalisation" et de "de-totalisation" et dans les interstices duquel s'échafaude éventuellement la démocratie"<sup>8</sup>

Ces stratégies de contestation, basées essentiellement sur l'entraide et la mobilisation des solidarités familiales ou claniques, cherchent à trouver des mécanismes de régulation économique et de socialisation alternatives à celles imposées par l'Etat. La mobilisation des solidarités infra-étatiques (régionales, religieuses, ethniques) trouve des échos au sein des appareils de l'Etat qui, en dépit de son discours modernisateur, ne s'est pas totalement débarrassé du fait communautaire, et reste traversée par ces tentations de repli.

---

<sup>8</sup> J -F. Bayart, *La revanche des sociétés africaines*, J -F Bayart, A Mbembe et C Toulabor, Le politique par le bas en Afrique noire Contributions à une problématique de la démocratie, Karthala, Paris 1992, p 83

identitaire. Ainsi, en dépit d'une soumission formelle en contrepartie de la satisfaction des besoins fondamentaux, les populations urbaines et rurales pervertissent, de manière insidieuse, faite de pressions amicales et communautaires, la logique de construction de l'Etat moderne

Cette alteration des principes modernes est d'autant plus importante que les Etats ont, après un intermède relativement court, renoué avec les formes traditionnelles d'exercice du pouvoir. En effet, le fait infra-etatique (régional, ethnique) qui a traversé le mouvement national, et a influencé la construction de l'Etat post-colonial, réapparaît et marginalise la matrice moderne de gestion politique. La survivance et la reproduction des formes neo-patrimoniales constituent une constante dans l'exercice du pouvoir dans l'ensemble des nouvelles entités territoriales africaines. Cette caractéristique distingue les sociétés capitalistes développées, des sociétés du Tiers-Monde, du point de vue des rapports Etat-Société et trouve ses fondements dans la différenciation théorique effectuée par M. Weber entre les systèmes de domination traditionnels, charismatiques, et les systèmes légaux et rationnels<sup>9</sup>. Dans cette perspective, le système traditionnel se caractérise par une forte centralisation du pouvoir et son exercice par une personne en vertu de la tradition. En effet, la légitimité du système traditionnel "s'appuie, selon M. Weber, sur le caractère sacré de dispositions transmises par le temps et les pouvoirs du chef. Le détenteur du pouvoir (ou divers détenteurs du pouvoir) est déterminé en vertu d'une règle transmise. On lui obéit en vertu de la dignité personnelle qui lui est conférée par la tradition"<sup>10</sup>. Dans ce sens, la domination patrimoniale, vocable utilisé pour désigner le système politique des pays où l'autorité politique se différencie de l'autorité domestique, "repose, précise J.-F. Médard, sur un pouvoir personnel qui s'appuie sur

---

<sup>9</sup> Voir M. Weber, Economie et société, Paris, Librairie Plon, 1971

<sup>10</sup> M. Weber op cit p 232

un melange de tradition et d'arbitraire"<sup>11</sup>

Parallelement a cette personnalisation du pouvoir, le systeme patrimonial se distingue par des rapports d'allegiances personnels tisses entre l'autorite politique et les individus. En effet dans les systemes patrimoniaux "on n'obeit pas, ecrit M Weber, a des reglements, mais a la personne appelee a cette fin par la tradition ou par le souverain que determine la tradition"<sup>12</sup>

La personnalisation du pouvoir, ainsi que les rapports d'allegiances personnelles, se traduisent dans les systemes patrimoniaux par l'absence d'autonomie entre l'Economique et le Politique, dans la mesure ou l'autorite politique "considere tous les pouvoirs du seigneur et ses droits economiques comme autant de chances economiques privees qui ont ete appropriees"<sup>13</sup>. A partir de la, l'acces au pouvoir politique devient dans les societes traditionnelles le moyen privilegie d'enrichissement et de differenciation sociale.

En definitive, le projet moderniste de l'Etat post-colonial est depouille de ses vertus de rationalisation de l'ordre politique. En effet, conteste d'une maniere directe par des franges importantes de la petite bourgeoisie estudiantine et intellectuelle, et d'une façon plus insidieuse par les populations urbaines et rurales, l'Etat post-colonial a rapidement renoue avec la norme traditionnelle et patrimoniale de gestion du pouvoir basé sur une appropriation privee des richesses materielles, et leur distribution sur la base d'allegiances personnelles. Ainsi, l'ideal moderniste de l'Etat se trouve remis en question. Plus les oppositions se

---

<sup>11</sup> J -F Medard, L'Etat neo-patrimonial en Afrique noire, in J -F Medard (sous la direction), Etats d'Afrique noire-Formations, mecanismes et crise, Paris, Kharthala 1991

<sup>12</sup> M Weber, op cit , p 232

<sup>13</sup> M Weber, op cit , p 244

renforçaient, plus l'Etat se repliait sur ses bases sociales infra-etatiques, et consolidait son caractère patrimonial. Cette crise de l'Etat moderne a été accentuée au début des années 80 par la crise économique qui diminuait ses capacités d'intervention, et rompait à la même occasion les bases du pacte social passé avec les populations. Ainsi, leur soumission formelle risquait de se transformer en une opposition ouverte qui pouvait emporter les fondements de l'Etat moderne. Dans cette perspective, on a enregistré dès le début des années 80, l'émergence d'une société civile qui cherchait à construire l'autonomie de la société par rapport à l'Etat. Cette crise de l'Etat moderne et sa contestation se trouvent confortées par la conditionnalité démocratique imposée dès le milieu des années 80 par les bailleurs de fonds internationaux.

## 2 La tentative de modernisation économique dans la post-colonie en Afrique

Dans l'étude des économies africaines il est possible de distinguer globalement quatre modalités de mise en place du projet de modernisation nationaliste de Bandoung :

- le mode agro-exportateur,
- le mode minier,
- le mode à rente pétrolière,
- le mode en voie d'industrialisation.

Nous n'avons pas l'intention d'examiner tous les modèles d'accumulation distingués en détail, mais nous chercherons à présenter leurs principales caractéristiques afin de saisir et de mieux comprendre la dynamique de croissance en Afrique Subsaharienne dans les années 70 et son épuisement dans les années 80.

### A Le mode agro-exportateur

Le mode d'accumulation agro-exportateur concerne les economies africaines specialisees dans les cultures de rente. Dans ces economies l'agriculture occupe une place importante tant dans la creation des richesses que dans l'emploi total. Par ailleurs, l'industrie occupe une place marginale et y est tres peu developpee. Dans ce mode d'accumulation les rapports pre-capitalistes et l'economie de subsistance sont predominants.

La specialisation dans les cultures de rente et la part elevee de ces cultures dans les recettes d'exportation font que ces pays sont soumis a des fortes fluctuations conjoncturelles. Or, compte tenu de leur place dans l'economie internationale (faible part du marche mondial), ces economies subissent une integration dominee et passive, et ne peuvent par consequent inflechir les evolutions des cours internationaux. Ces economies sont caracterisees par un faible degre de coherence interne et une large extraversion des structures productives qui peuvent constituer un obstacle, et bloquer le processus d'accumulation du capital.

#### Faible coherence interne et extraversion des structures productives

En effet, l'agriculture d'exportation est faiblement liee a l'appareil productif national. La transformation locale des produits exportes exige un recours important a l'etranger pour les biens d'equipement. Le developpement industriel est limite a quelques industries de biens de consommation finale et l'industrie est faiblement liee dans ses economies a l'agriculture. Les rares outillages agricoles sont fabriques par des artisans et des forgerons. Par ailleurs, la quasi-inexistence d'industries chimiques se traduit par une forte importation d'engrais qui est de plus en plus limitee par la baisse des recettes d'exportation.

La faible articulation entre l'agriculture et l'industrie se traduit par une faible productivité agricole et donc par la faiblesse du surplus agricole. Le secteur vivrier de l'agriculture est destiné essentiellement à l'auto-consommation et les impératifs de maintien d'une forte population paysanne dans les campagnes se traduisent par un système de prix relatifs qui assurent tout au plus une reproduction à l'identique de l'agriculture. Dans cette perspective, la crise du monde paysan dans ces économies n'est pas aussi profonde que dans le reste des économies africaines, ce qui entraîne le maintien d'une forte population rurale et un faible degré d'urbanisation. Par ailleurs, la faiblesse des revenus paysans ne permet pas un développement important de l'industrie dont l'essentiel de la production est destinée au milieu urbain.

Dans ces conditions, il est difficile d'envisager un développement d'une industrie d'import-substitution tant que l'effort de modernisation de l'agriculture et du développement du revenu paysan n'a pas été envisagé. D'autre part, le développement d'un secteur industriel de promotion des exportations nous paraît difficile à mettre en place dans ces économies compte-tenu de l'absence de collectifs ouvriers et de discipline de travail, de l'éloignement des marchés capitalistes et de la concurrence des pays du Sud-Est Asiatique. Dans cette perspective, la seule stratégie viable du point de vue économique en matière de développement industriel est celle qui aura pour objectif l'amélioration de la productivité agricole de manière à accroître les revenus paysans, et permettre ainsi un élargissement ultérieur du marché pour l'industrie.

#### Croissance et crise dans les modes agro-exportateurs

La désarticulation des structures productives et le faible surplus dégagé rendent les rythmes d'accumulation dans ces économies fortement dépendants du marché international et de l'évolution des cours des produits agricoles. Cependant, en dépit de leur fragilité, ces économies ont connu durant la décennie 70

un rythme d'accumulation relativement soutenu Il s'agit pour nous de comprendre, a travers l'examen du mode de regulation, les mecanismes et les enchainements qui ont permis a ces economies une relative stabilite dans les annees 70

D'abord, au niveau interne, l'Etat a joue un rôle important en matiere de developpement economique et social En effet, l'Etat est intervenu dans les annees 70 dans la mise en place des infrastructures economiques et sociales, le developpement industriel et le maintien du secteur exportateur en depit de l'instabilite des cours par le biais des caisses de stabilisation des recettes. Dans cette perspective, les recettes d'exportation et l'aide etrangere permettaient a l'Etat de maintenir un niveau eleve d'investissement, entraînant un rythme soutenu de la croissance

D'autre part, au niveau externe, les recettes d'exportation permettaient a ces economies d'assurer un deficit tolerable des echanges exterieurs et d'acquérir les inputs necessaires a une premiere transformation des cultures d'exportation et des biens de consommation destinés aux couches urbaines

Ainsi, il apparait clairement que la logique et la dynamique d'accumulation dans ces economies sont determinees par le secteur exportateur Le revirement des cours des produits exportes au debut des annees 80 s'est traduit de maniere automatique dans le processus d'accumulation de ces economies a travers une baisse de l'investissement et une chute de la croissance economique

Cette baisse des recettes d'exportation est liee

- a l'evolution des cours relatifs des cultures d'exportation qui se traduit par une deterioration des termes de l'echange,
- a la concurrence entre pays du Tiers-Monde et a l'eclatement des accords internationaux tels que l'accord

sur le café suite à l'émergence de nouveaux producteurs,

- au développement dans les pays capitalistes développés de produits de substitution

La baisse des cours a par ailleurs entraîné un dérèglement des enchaînements et mécanismes qui ont assuré dans les années 70 une relative stabilité du processus d'accumulation. En effet, au niveau interne, si l'État avait dans les années 70 les moyens financiers d'une forte intervention dans le développement économique et social et pouvait gérer le déficit public par la rente que lui procurait ces exportations, le retournement de la conjoncture au début des années 80 a entraîné une rupture de cet équilibre interne.

D'autre part, la baisse des recettes d'exportation s'est traduite par une aggravation du déséquilibre externe. Donc la crise dans les modes d'accumulation agro-exportateurs trouve ses origines dans la faiblesse des dynamiques internes de développement (desarticulation et dépendance du rythme d'accumulation de facteurs externes suite à la faiblesse du surplus et une forte dépendance vis-à-vis du marché mondial

En effet, la faiblesse des dynamiques internes rend les rythmes et la nature de l'accumulation largement déterminés par l'extérieur. Cette crise est aggravée dans ces économies par un développement récent et encore limité de l'urbanisation qui s'est traduit par un relèvement des prix relatifs des cultures vivrières par rapport aux cultures d'exportation. Cette évolution, si elle se confirme, risque d'accroître les difficultés des cultures d'exportation, et par conséquent de ses modes d'accumulation.

Notons qu'on enregistre dans ces économies à partir de 1984 une légère reprise de la croissance économique qui, compte-tenu du faible degré de cohérence interne, se traduit par une forte demande d'importation pour la consommation et l'investissement, et risque par conséquent d'aggraver le déséquilibre externe.

Cette reprise n'est pas le produit d'une rupture radicale dans la logique de ces modeles, dans la mesure ou elle est basee sur une acceleration de l'endettement exterieur et sur un accroissement des exportations pour faire face a une chute de leur pouvoir d'achat

### B Le mode minier

Le mode d'accumulation minier concerne les economies africaines specialisees dans l'exportation de matieres premieres minieres non strategiques. Ce mode d'accumulation presente par certains aspects de fortes similitudes avec le mode agro-exportateur. La premiere similitude concerne le poids écrasant de l'agriculture dans les economies minieres et la place marginale de l'industrie. Par ailleurs, ces economies, compte tenu de l'importance des recettes liees a l'exportation miniere dans les exportations totales, sont fortement dependante de l'evolution des cours des matieres premieres sur le marche mondial. D'autre part, ces economies sont caracterisees par une forte desarticulation des structures productives et la faiblesse du surplus degage pour la reproduction du proces d'accumulation. Ces caracteristiques sont a l'origine d'une tendance permanente au blocage de l'accumulation dans ces economies.

Le secteur minier n'exerce aucun effet d'entraînement sur l'appareil productif local, et il est totalement lie au marche mondial. Ce secteur exige un recours regulier a l'etranger pour importer les equipements necessaires et la totalite de sa production est destinee a l'exportation.

Par ailleurs, l'industrie est tres peu developpee et les quelques unites industrielles implantees dans ces economies sont orientees vers la fourniture de biens de consommation finale pour le secteur urbain.

Cependant, a la difference des economies agro-exportatrices,

l'agriculture dans les économies minières connaît une crise profonde qui se traduit par une paupérisation croissante des paysans. Les origines de cette crise sont doubles

- d'abord la faible articulation entre l'agriculture et l'industrie ne permet pas à l'agriculture de se moderniser, d'accroître le niveau de sa productivité et par conséquent d'améliorer les revenus paysans,
- ensuite les stratégies de développement dans ces économies ont toujours favorisé, à travers les mécanismes de prix, un transfert important de surplus de l'agriculture vers l'industrie. Ce transfert s'est traduit par une baisse de la production agricole et donc un affaiblissement des moyens nécessaires à la modernisation de l'agriculture.

Les conséquences immédiates\* de la crise de la paysannerie dans ces économies sont le phénomène de l'exode rural et une explosion urbaine ainsi qu'une accélération de l'importation de produits alimentaires qui viennent peser sur le déficit externe.

Dans cette perspective, la faiblesse des dynamiques internes et le caractère relativement bas du surplus interne dégagé font que le rythme d'accumulation dans ces économies, comme c'est le cas pour le mode agro-exportateur, dépend largement de facteurs externes et plus particulièrement de l'évolution des cours des matières premières.

Le mode de régulation des économies minières est basé sur des principes analogues à celui des économies agro-exportatrices. En effet, au niveau interne, on a une forte intervention de l'Etat dans tous les domaines économiques, sociaux et politiques. Cette intervention a été facilitée dans les années 70 par une relative revalorisation des matières premières exportées par ces économies qui a permis un accroissement des recettes d'exportation et par conséquent le maintien d'un rythme de croissance relativement soutenu.

Par ailleurs, au niveau de l'équilibre externe la rente minière permettait à ces économies d'importer les équipements nécessaires au secteur exportateur ainsi que les produits alimentaires suite à l'incapacité de l'agriculture à répondre aux besoins de la population. Cet examen nous permet de saisir le caractère fortement dépendant de l'accumulation dans ces pays de la conjoncture internationale. Cette tendance se manifeste clairement au tournant des années 80 où le retournement des cours des matières premières se traduit par une stagnation de la croissance et une forte chute de l'investissement. Dans cette perspective, le revirement de la conjoncture ne fait que renforcer une tendance inhérente à ce mode au blocage de l'accumulation résultat de la fragilité des dynamiques internes

Cette chute des cours des matières premières a entraîné un dérèglement des principes qui ont assuré une relative stabilité de l'accumulation dans les années 70. Ainsi, on a assisté à un accroissement important du déficit des paiements extérieurs. Confrontées à une grave récession économique au début des années 80, ces économies ont accéléré le volume des exportations pour faire face à la chute des cours ainsi qu'au financement externe (aide et endettement) dans l'objectif d'une relance de l'activité économique. Cependant, la reprise de la croissance à partir de 1984 entraîne un renforcement des contradictions générées par ce mode d'accumulation. Ainsi, cette reprise, compte-tenu de la faiblesse de la cohérence interne de l'appareil productif, se traduit par une forte demande d'importation pour l'investissement et la consommation et accentue par conséquent le déséquilibre des paiements extérieurs.

### C Le mode à rente pétrolière

L'insertion de ces modes d'accumulation (Gabon, Nigeria, et à un degré moindre Congo et Angola) dans l'économie internationale est largement déterminée par les exportations pétrolières qui représentent une part importante des recettes

d'exportation. Durant la décennie 70, l'accroissement rapide des prix du pétrole a entraîné, dans ces économies une accélération de la croissance économique et une augmentation rapide de l'investissement permettant le développement d'une industrie pétrochimique, et plus généralement une forte croissance industrielle. La dynamique industrielle amorcée dans ces économies, financée par une forte rente pétrolière, avait pour objectif la structuration d'un tissu industriel articulé, et de diminuer ainsi la dépendance vis-à-vis des recettes d'exportation. Ainsi, à une logique d'accumulation dominée et totalement intégrée au marché mondial, ces économies ont cherché, à travers un effort d'industrialisation important, à développer les dynamiques internes de manière à assurer au régime d'accumulation les bases de son autonomie.

Cependant, si l'industrie a bénéficié d'un apport considérable de moyens financiers, l'agriculture a été totalement abandonnée, entraînant une forte crise paysanne et un mouvement d'exode rural important. Par ailleurs, l'effort de développement industriel avait pour objectif la fourniture de biens de consommation pour les couches urbaines, et était très peu orienté vers l'agriculture. Ainsi, démunie en moyens financiers et incapable de se moderniser sur la base du développement industriel, l'agriculture s'est trouvée rapidement marginalisée dans ces économies.

En dépit de ces difficultés, la forte rente pétrolière dont disposaient ces économies dans les années 70, a permis une relative stabilité du processus d'accumulation et le fonctionnement des principes de sa régulation. Ainsi, au niveau externe, le relèvement des prix du pétrole a permis d'accroître la capacité d'importation de ces économies, et d'acquiescer les biens d'équipement et les actifs technologiques nécessaires à l'industrialisation ainsi que les biens alimentaires pour la consommation finale. Au niveau interne, la rente pétrolière a permis à l'État d'accélérer le développement industriel et d'assurer gratuitement un certain nombre de services sociaux tels

que l'education et la sante ainsi que des grands projets de prestige qui n'avaient aucune justification economique

Or, tres rapidement un certain nombre de contraintes sont venues peser sur le proces d'accumulation, et ont ete a l'origine de l'apparition des premiers signes d'essoufflement de ces modes d'accumulation. Ainsi, l'approfondissement de la crise de l'agriculture a entraîne une forte baisse de la productivite agricole, exigeant un recours a l'etranger pour satisfaire les besoins alimentaires de la population. D'autre part, l'effort d'industrialisation entame dans les annees 70 a necessite une forte importation de technologies de la part de ces economies qui, en l'absence d'une capacite locale de maîtrise, s'est traduite par une dépendance technologique vis-a-vis de l'étranger. Enfin, ces economies ont connu durant les annees 70 une transformation importante des structures de consommation des produits de luxe, et un accroissement de l'inadequation entre la production locale et le besoin social.

L'ensemble de ces contraintes ont entraîné un dysfonctionnement de l'équilibre externe et s'est traduit par un large recours a l'endettement externe pour faire face aux disequilibres des paiements externes. L'action de ces contraintes était d'autant plus importante que le debut des annees 80 a coincide avec une chute des cours du petrole, et par consequent une nette diminution de la rente petroliere. Cette chute s'est traduite par une baisse brutale de l'investissement et un effondrement de la croissance economique dans ces pays.

Pour faire face a cette crise et devant la necessite de maintenir une capacite d'importation, resultat de l'absence d'une coherence productive interne, ces economies ont abandonne progressivement toute logique productive, et sont enfermées dans une logique de rente. Ainsi suite a la chute des cours et pour faire face aux imperatifs de remboursement de la dette, la production petroliere est poussee a l'extrême, et les exportations de petrole deviennent exclusives.

Ainsi, la crise de ces modes d'accumulation trouve son origine dans l'echec de la tentative de diversification et de renforcement des structures industrielles amorces dans les annees 70 et l'incapacite de développer des rapports cohérents agriculture/industrie de maniere a satisfaire les besoins de la population Cet echec s'est traduit par un accroissement de la desarticulation et de l'extraversion des structures productives dans ces economies, et par une dependance plus accrue du marche mondial et principalement des cours du pétrole

#### D Le mode en voie d'industrialisation

Ce mode d'accumulation concerne les economies depourvues de matieres premieres substantielles, et qui ont connu par rapport aux autres economies africaines une croissance industrielle relativement forte dans la decennie 70. La strategie d'industrialisation adoptee par ces economies est une strategie d'import-substitution, et les industries developpees sont des industries de biens de consommation finale destines essentiellement aux couches urbaines. Parmi ces industries, on peut noter la presence d'industries alimentaires comme les minoteries, les boulangeries industrielles, les brasseries ou des industries de transformation de matieres premieres telles que les huileries, les sucreries, les conserveries de fruits et légumes, les usines de traitement de cafe. Par ailleurs, l'industrie textile a connu dans ces economies, suite a une protection douaniere elevee et une aide non negligeable de l'Etat, un developpement important. D'autre part, on a note la construction dans les annees 70 de quelques unites siderurgiques grâce au developpement des acieries électriques de petites dimensions. Enfin, on peut egalement enregistrer le developpement d'autres activites industrielles telles que la fabrication du petit materiel agricole, d'articles de quincaillerie, d'industries de peintures et vernis, des ateliers mecaniques et de montage.

Cependant, le developpement industriel dans ces economies est fortement dependant de l'etranger. Cette dependance se

manifeste a travers un recours massif a l'etranger pour l'acquisition des elements necessaires a la mise en place de ce processus productif et pour son financement En effet, compte-tenu d'une faible articulation du tissu industriel, la croissance de ce secteur exigeait un recours a l'exterieur pour les matieres premieres, la technologie et les biens d'equipement necessaires Par ailleurs, devant la faiblesse du surplus degage et l'incapacite du secteur bancaire local a financer ce developpement industriel, le financement externe constituait la seule source de financement de l'accumulation dans ces economies La croissance industrielle dans ces economies dans les annees 70 a ete assuree par trois principaux acteurs<sup>14</sup>

- le secteur de la petite et moyenne industrie contrôle par des nationaux et limite a l'artisanat et aux ateliers de reparation

- le secteur industriel detenu par les FTN qui constitue le prolongement direct des grandes maisons de commerce colonial qui ont creés des filiales productives sur place pour échapper a la protection douanière mise en place par les pouvoirs locaux a l'indépendance Ce secteur est totalement extraverti dans la mesure ou il importe tous les inputs necessaires a son processus productif, et n'a pas developpe une politique d'integration nationale Ce secteur beneficie dans le cadre de la strategie d'import-substitution d'une position de monopole

- Le secteur d'Etat qui couvre la production d'energie, le transport et quelques segments d'industrie lourde Ce secteur, dont le developpement est necessaire a la valorisation du capital au moins pour le secteur contrôle par les FTN, est largement subventionne par l'Etat qui n'a pu maintenir son aide que grâce à l'aide internationale et a l'endettement international

En depit des contradictions propres a ce mode

---

<sup>14</sup> voir G Grellet, Les structures economiques de l'Afrique Noire, Paris, PUF, 1982

d'accumulation, les economies africaines ayant adopte ces strategies de developpement ont pu maintenir un rythme de croissance assez soutenu dans les annees 70 grâce a la jonction de mecanismes et d'enchainements de regulation particuliers. En effet, au niveau interne, l'Etat a joue un rôle important dans le developpement industriel soit d'une maniere directe a travers la creation d'entreprises industrielles publiques ou d'une façon indirecte en assurant les conditions necessaires à la valorisation du capital. L'Etat a assure ces fonctions par le biais de l'endettement international dans le cadre de l'economie de credit international qui prevalait dans les annees 70.

Par ailleurs, l'investissement direct opere par les FTN, l'endettement et l'aide ont permis a ces economies de maintenir une capacite d'importation de biens d'equipement et de produits alimentaires necessaires a ce regime d'accumulation. Cependant, des la fin des annees 70 les contradictions soulevees par ce regime d'accumulation sont devenues importantes et leur gestion de plus en plus difficile. Parmi ces contradictions on peut mentionner

- la crise de l'agriculture et de la paysannerie en effet le developpement industriel s'est effectue dans ces economies aux depens de l'agriculture, et le systeme de prix relatifs a favorise un transfert du surplus de l'agriculture vers l'industrie. Cette situation s'est traduite par un affaiblissement du revenu paysan et un exode rural massif de la campagne vers la ville. Or ce depart des paysans en l'absence de progres significatifs de la productivité, a entraîne une baisse de la production agricole et une dependance alimentaire de plus en plus importante vis-a-vis de l'exterieur,

- la faiblesse de l'articulation agriculture/industrie qui n'a pas entraîne une amelioration de la productivite agricole et du revenu paysan. Du coup l'industrie s'est heurtee à un marche urbain relativement etroit et les entreprises n'ont pas pu utiliser leurs pleines capacites de production,

- la nature du développement industriel qui ne concernait que l'industrie légère qui avait très peu d'effets d'entraînement sur le reste de l'économie et n'a pas permis l'emploi de l'offre additionnelle de main d'oeuvre due à l'exode rural et à la croissance démographique,

- le tissu industriel étant fortement désarticulé, la croissance de ce secteur produit ses effets d'entraînement à l'extérieur et se traduit par une hausse des importations,

- un recours massif à l'étranger pour l'importation des actifs technologiques nécessaires au développement industriel qui, en l'absence d'une capacité locale de maîtrise, s'est traduit par une forte dépendance technologique vis-à-vis des FTN,

- un secteur bancaire local cantonné dans une logique de rentier qui n'a joué aucun rôle dans le financement du développement. D'où un recours massif au financement externe et plus particulièrement à l'endettement pour réunir les moyens nécessaires au développement industriel,

- le rôle des FTN qui n'a pas favorisé l'intégration nationale des activités industrielles à travers l'importation de tous les biens nécessaires à la production et a privé les pays africains de moyens financiers importants par le jeu des prix de cession interne ou le rapatriement des profits

L'ensemble de ces contradictions a entraîné le dysfonctionnement de l'équilibre externe et un recours de plus en plus massif à l'endettement international. L'action de ces contraintes était d'autant plus importante qu'elle coïncidait au niveau international par le passage de l'économie de crédit international à l'économie d'endettement international et l'éclatement de la crise de la dette. Cette conjoncture a entraîné une crise profonde de ces régimes d'accumulation qui s'est manifestée à travers une chute brutale de l'investissement et de la croissance dans les années 80. Confrontées à la crise

de la dette, ces economies ont accelere le rythme de progression de leurs exportations et diminue leurs importations pour degager un excedent necessaire au remboursement de la dette Cette situation s'est traduite pour certaines economies par l'apparition de flux nets negatifs à partir de 1984

En definitive la crise de ces modes d'accumulation reside dans un developpement industriel desarticule dont les rythmes de croissance dependent de l'exterieur Ainsi le retournement de la conjoncture internationale et le passage à une economie d'endettement international n'ont joué qu'un rôle de catalyseur des contradictions internes de ces economies dont l'aiguisement a entraîné le blocage de ces modes d'accumulation

L'etude des differents modes d'accumulation nous a permis de nous rendre compte de la grande différenciation des economies africaines et des specificités de chaque regime d'accumulation Cependant, en depit de ces differences, cet examen nous a laisse percevoir certaines convergences et de dégager des éléments communs a la crise des economies africaines Plus particulierement, les economies africaines après trois décennies d'indépendance n'ont pas réussi a initier une dynamique de developpement autocentre et a réduire la dependance de leur dynamique de croissance par rapport a la conjoncture internationale des produits de base En effet, les resultats économiques de l'Afrique Subsaharienne sur l'ensemble des trois decennies de developpement ont ete médiocres comparés a ceux des autres regions du Tiers-Monde Mais en dépit de ces difficultés, les economies africaines ont pu maintenir dans les années 70 une relative stabilite des dynamiques d'accumulation alors que les années 80 ont ouvert une periode de transitions differences en Afrique

Ainsi, des le debut des années on va assister a l'essoufflement de la premiere tentative de modernisation en Afrique avec la crise des modeles d'accumulation et la contestation de l'Etat-nation C'est dans ce contexte qu'on va

assister a la mise en place de la nouvelle experience de modernisation au milieu des annees 80

## II Etat et economie dans la nouvelle tentative de modernisation

Dans cette section, nous nous interesserons d'une maniere critique aux volets politiques et économiques de la nouvelle experience de modernisation entamee au milieu des annees 80 avec la liberalisation du systeme politique et l'application des Programmes d'Ajustement Structurel

### 1 Crise de l'Etat-nation et echec de l'idéologie moderniste

L'Etat post-colonial connaît depuis le debut des annees 80 une situation de crise profonde. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Tout d'abord, l'affaiblissement du referent moderniste et l'accentuation du repli de l'Etat sur ses bases infra-etatiques (régionales, ethniques ou claniques) a réduit sa sphere de legitimisation et sa pretention d'être une force d'unification de la pluralite des composantes des societes africaines. Ce recul de la part de l'Etat sur son ideal nationaliste et moderniste s'est traduit par l'emergence d'une double contestation. D'abord, les autres composantes ethniques ou regionales de plus en plus marginalisees dans les institutions de l'Etat, se mobilisent pour contester le monopole du politique. D'ailleurs, une grande partie des mouvements et partis politiques qui vont apparaître apres la liberalisation des systemes politiques dans les annees 80, vont se constituer sur des bases infra-nationales. Par ailleurs, la mobilisation et la contestation des pouvoirs en place aura une forte connotation ethnique ou regionaliste. Ainsi, les candidats aux differentes elections, même ceux se reclamant de la societe civile, s'appuient sur leurs bases ethniques comme argument ultime pour battre leurs concurrents.

Parallèlement à la mobilisation des appartenances et des solidarités claniques dans la contestation de l'Etat moderne, on enregistre à la fin des années 70 et au début des années 80, l'émergence d'un mouvement démocratique dans l'ensemble des pays africains qui conteste l'autoritarisme de l'Etat et son emprise sur la société. En effet, on assiste durant cette période à un recentrage du débat politique sur la problématique de construction de sociétés civiles et contre-pouvoirs à la domination et à l'hégémonie d'une partie de l'élite nationaliste sur l'Etat. Ainsi, on a vu apparaître et se multiplier une série d'associations et de partis dont l'objectif est la défense des droits de l'homme, et surtout la pluralité et la liberté d'expression. Ce discours renoue avec la tradition moderniste européenne du 19<sup>ème</sup> siècle en considérant qu'on ne peut pas réduire la modernité à un simple processus de modernisation des structures politiques et économiques. Ainsi, la crise de l'Etat-nation est analysée par ce courant comme le résultat du caractère inachevé de la modernité et le processus de modernisation devrait dans cette logique s'accompagner par une revalorisation de l'individu et une plus grande prise en considération de ses droits.

Cette contestation de l'Etat-nation s'est renforcée par la crise économique du milieu des années 80 et la réduction des moyens financiers de l'Etat. L'accroissement des déficits budgétaires et les exigences de stabilisation ont amené les Etats à réduire fortement leurs dépenses et leurs investissements. La réduction de la sphère formelle d'activité suite au désengagement de l'Etat s'est traduite par un accroissement de la marginalisation et un rétrécissement de l'espace de modernité. L'augmentation du monde de la marginalité et l'accès de plus en plus limité à la satisfaction des besoins de base de la population a entraîné une rupture du pacte social du début des années 70, et la contestation du monopole du politique par l'Etat.

D'autre part, on assiste dès la fin des années 80 à une

exigence de liberalisation des systemes politiques en Afrique de la part des grandes puissances et des organisations internationales Cet impératif démocratique s'est accentué depuis la chute du mur de Berlin et la disparition de l'ex-bloc socialiste, entraînant l'argument de la menace communiste que brandissait les régimes autoritaires en Afrique lorsqu'on évoquait les problèmes des droits de l'homme La conditionnalité démocratique fera son apparition dans la pratique des bailleurs de fonds, et obligera les Etats à une plus grande ouverture politique dans le Tiers-Monde

Ainsi, on assiste dès la fin des années 80 à une forte contestation de l'Etat moderne qui perd progressivement sa légitimité dans les pays sous-développés Cependant cette contestation de l'Etat épouse les contours de l'ambivalence sociale dans le Sud En effet, il coexiste d'un côté, le monde de la "modernité"<sup>15</sup> constitué par l'ensemble des organisations, des associations socio-professionnelles et des partis politiques composant ce qui l'est convenu d'appeler aujourd'hui, "la société civile", et d'un autre côté le monde de la "marginalité"

Le monde de la modernité exprime sa contestation de l'Etat dans l'espace politique démocratique Cette contestation trouve ses fondements dans une analyse particulière de l'origine de la crise de la modernité dans le Tiers-Monde En effet, pour ce courant, la rationalisation des structures économiques et sociales s'est trouvée bloquée par le néo-patrimonialisme des structures politiques et le caractère communautaire des rapports sociaux D'un côté, la personnalisation du pouvoir politique et sa non-séparation avec l'économique ont réduit l'efficacité des structures productives modernes, et ont affaibli par conséquent ces économies D'un autre côté, la persistance des rapports sociaux communautaires a bloqué l'épanouissement de l'individu et sa participation à la modernisation de ces sociétés Ainsi,

---

<sup>15</sup> Ce terme a été utilisé par A El-Kenz, Le mouvement social et les forces politiques dans l'Algérie des années 90, Forum du Tiers-Monde, Dakar, 1994

la crise de la modernité provient de son caractère tronqué. Le projet moderne devrait alors se poursuivre et s'approfondir dans le sens d'un renforcement de la rationalité par un retour du sujet. Ce projet introduit sur la scène intellectuelle la problématique de la citoyenneté sensée dépolitiser l'identitaire.

Du point de vue politique, ce projet s'exprime dans le combat démocratique et de luttes pour le respect des droits de l'Homme. Ce courant se base sur la contestation du partage des tâches des années 60 et 70 entre l'Etat qui dominait le politique, et la société civile qui se réduisait à la satisfaction des besoins. Cette contestation ne concerne nullement l'Etat mais s'attaque à son monopole du politique. Il s'agit donc d'un désir de résurgence de la société civile dans le politique. Ce combat démocratique se double d'une lutte pour le respect des libertés individuelles afin de s'affranchir du poids du communitarisme des rapports sociaux.

Face à cette société moderne, se dresse le monde de la marginalité nettement plus important du fait de la croissance de l'exclusion. Cette contre-société est constituée par les populations exclues du mode de produire et de consommer moderne, et installées dans les nouveaux espaces urbains. Ce monde a donné lieu à l'émergence de mouvements sociaux et donne lieu à un discours politique radical qui conteste la légitimité de l'Etat moderne<sup>16</sup>. Cette délégitimation trouve ses fondements, en plus de l'exclusion sociale, dans la renaissance de l'idéologie traditionnelle qui conteste la légitimité de l'Etat.

La crise de l'Etat-nation au début au milieu des années 80 et sa délégitimation va donner lieu à une nouvelle tentative de modernisation qui s'inspirera d'une partie des critiques adressées par l'élite moderniste à l'Etat. Cette critique considérera que l'échec de la tentative de modernisation dans le

---

<sup>16</sup> M. Mamdani, T. Mkandawire et E. Wamba-dia-Wamba, *Social movements and democracy in Africa*, P. Wignaraja, New social movements in the south, Zed books, Londres 1993.

Tiers-Monde est le resultat de la forte presence de l'Etat dans la regulation de l'ordre politique et dans la gestion de l'economie. Cette intervention s'est traduite par la repression et le clientelisme au niveau politique et par l'inefficacite de l'action economique. Pour faire face a cette crise, les tenants de cette analyse proposait un nouveau saut dans la modernite qui impliquerait un desengagement de l'Etat de la gestion du politique et de l'economique.

C'est dans ce contexte qu'on va enregistrer le declassement de l'elite moderniste nationaliste au profit d'une nouvelle elite technocratique et gestionnaire. Cette nouvelle elite qui va progressivement dominer l'appareil d'Etat dispose de l'appui des institutions internationales et des bailleurs de fonds. Elle jouera un rôle important dans la gestion des programmes d'ajustement structurel.

Cette elite se demarquera de l'ancienne elite nationaliste qui avait structure un projet politique, et avait fait de l'action politique son domaine privilegie d'intervention. Or, pour la nouvelle elite technocratique le domaine d'expertise se limite au conseil economique et technique. Il s'agit avec la montee de cette nouvelle elite d'une devalorisation du politique qui n'a pas ete en mesure de moderniser les structures sociales et de privilegier l'expertise economique afin d'accelerer le mouvement de rationalisation de l'economie et d'accelerer son evolution vers la modernite. D'autre part, les sources de legitimisation de l'Etat ont nettement change avec l'avenement de la nouvelle elite. En effet, avec l'essoufflement de l'argument de la lutte de liberation nationale et de l'integration economique et sociale des populations, la garantie de l'enrichissement privee par la creation d'entreprises et le developpement de la competitivite nationale et internationale deviennent les credos des nouvelles elites. Ainsi l'integration sociale et la solidarite de la communaute nationale avec ses elements les plus demunis qui constituaient les sources de legitimisation des anciennes elites ne sont plus a l'ordre du jour.

L'avènement des nouvelles élites se traduit par une forte coupure avec les idéaux et les objectifs des anciennes élites nationalistes qui avaient dominé l'Etat-nation dans la post-colonie. Cependant, en dépit de ces divergences, la nouvelle élite reste marquée par le même idéal déterministe et irréversible de la science classique. En effet, au niveau économique, la confiance placée dans l'Etat pour ses vertus modernisatrices est dorénavant située dans le marché. Ainsi, le désengagement de l'Etat et la généralisation des mécanismes marchands dans la gestion de l'économie assurera, selon les nouvelles élites, obligatoirement une progression rapide de la post-colonie vers la modernité économique. D'autre part, l'introduction du multipartisme dans la gestion de la politique devait amener ces sociétés sans heurts sur les chemins de la démocratie libérale. Le temps de la post-colonie est encore une fois le lieu de l'écoulement linéaire et paisible des lois de la modernité économique et politique.

Or, depuis le milieu des années 90, l'observateur de la post-colonie ne peut que constater l'échec de la nouvelle modernité des années 80 et de l'incapacité de son couple démocratie et marché, à proposer une alternative à l'ordre de l'Etat-nation en crise. En effet du point de vue politique, on assiste depuis quelques années à la fermeture de l'intermède démocratique et à une restauration de l'autoritarisme politique avec la bénédiction des bailleurs de fonds au nom du maintien de la stabilité nécessaire au fonctionnement de l'économie<sup>17</sup>. D'autre part, les programmes d'ajustement structurel se sont soldés dans la plupart des cas par une maîtrise relative des grands équilibres, et un échec dans la mise en place d'une nouvelle dynamique de croissance liée à une insertion dans le

---

<sup>17</sup> Voir à ce propos M. Diouf, Libéralisations politiques ou transitions démocratiques perspectives africaines, Communication à la huitième assemblée générale du CODESRIA, Dakar 26 juin -2 juillet 1995

mouvement de mondialisation

2 Echec de l'ajustement et essoufflement de la nouvelle tentative de modernisation

L'Afrique est la région du Tiers-Monde où on a enregistré le plus grand nombre d'applications de Programme d'Ajustement Structurel (PAS) depuis le début des années 80. En effet, trente cinq pays d'Afrique Subsaharienne ont mis en application 162 programmes d'ajustement avec la Banque Mondiale et/ou le FMI, depuis 1981. Durant la même période seuls 126 PAS ont été appliqués dans le reste du Monde<sup>18</sup>. Certains pays africains ont appliqué plusieurs PAS. Ainsi le Sénégal et le Togo ont eu quatre PAS, alors que le Malawi, la Côte d'Ivoire et la République Centrafricaine en ont eu trois chacun. La fréquence de l'application de ces programmes n'est pas sans lien avec l'aggravation des difficultés financières et les crises des paiements extérieurs de ces pays, qui les amènent à négocier de nouveaux programmes<sup>18</sup> pour bénéficier de reechelonnements de dette et de nouveaux prêts à l'appui des réformes. Certains pays ont essayé de mettre fin aux PAS à cause des graves tensions sociales qu'ils génèrent (Sénégal en 1984, Mali en 1986 et en 1987). Or l'arrêt de ces PAS s'est traduit par la cessation immédiate de toute assistance financière internationale, ce qui a amené ces pays à rétablir très rapidement ces programmes d'ajustement structurel. Cette situation a conduit certains économistes à qualifier l'adhésion des pays africains aux PAS comme "tactique". En effet, l'ensemble des régimes politiques africains, ainsi que les experts sont persuadés de l'incapacité des PAS à répondre aux difficultés des économies africaines. Or la conditionnalité de l'assistance financière internationale à l'application des PAS a conduit les pays africains à adhérer à ces programmes sans grande conviction.

<sup>18</sup> Voir CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement, 1993, Genève 1993

Après une forte dépression au début des années 80 (voir tableau n°1), les taux de croissance économique se sont améliorés dans la seconde moitié de la décennie avant de se ralentir de nouveau dès le début des années 90. Ainsi selon les estimations de la CEA, la croissance du PIB n'a progressé que de 1% en 1993 alors qu'elle était nulle en 1992. Sur la période 1990-1993 la CEA estime la croissance moyenne du PIB à 1,3% ce qui signifie que le revenu par habitant a baissé selon les mêmes estimations à un rythme annuel de 1,3%, et que la population africaine s'enfonce de plus en plus dans la pauvreté. Ces résultats sont d'autant plus médiocres qu'ils contrastent avec les rythmes de croissance enregistrés dans le reste du Tiers-Monde et estimés à 5,5% en 1993, ce qui a entraîné une progression du revenu par habitant de plus de 3%. Cette dépression économique "rappelle, selon le rapport de la CEA, avec force que les faiblesses structurelles et les vulnérabilités extrêmes qui ont été à l'origine de la crise économique africaine sont toujours là et qu'à moins de s'attaquer résolument aux principaux obstacles à la croissance, les gouvernements et peuples d'Afrique risquent de perdre la décennie des années 90 comme ils ont perdu celle des années 80"<sup>19</sup>

Ce faible niveau de croissance économique résulte du déclin de la production minière et de la chute brutale des prix réels des produits de base agricoles dont les économies africaines restent, comme nous l'avons souligné, étroitement dépendantes. Concernant la production minière, elle est en baisse depuis 1991. Par ailleurs les prix des minerais et des métaux ont chuté de 15,9% en 1993 contre 2,7% en 1992. Pour les produits de base agricole on note une baisse des cours sur les marchés internationaux depuis le début des années 1980. Certes en 1994 on a enregistré une hausse des cours des produits de base suite à l'annonce par certains producteurs de leurs intentions de coordonner leurs politiques d'offre internationale.

---

<sup>19</sup> CEA, Rapport économique sur l'Afrique 1994, Addis Abeba, Ethiopie, 1994

Tableau n° 1 Taux de croissance du P I B Industriel en Afrique en %

Periode	Taux de croissance
1970 - 1980	5,5
1980 - 1984	- 2,5
1984 - 1987	0,4

Source O I T "L'ajustement un deficit pour l'Afrique",  
Geneve, 1989

Le ralentissement de la croissance et la deterioration des conditions d'accès aux marchés internationaux se sont traduits par une baisse des recettes d'exportation des pays africains. En effet, en 1993 ces recettes s'établissaient à 73,3 milliards de dollars soit une baisse d'environ 0,2% par rapport à 1992. En même temps la valeur des importations a légèrement progressé ce qui a entraîné un approfondissement du déficit de la balance courante des pays africains.

La production agricole a enregistré des résultats plus encourageants que les autres secteurs économiques. En effet, la production céréalière globale a, selon les estimations de la FAO, progressé de 4% en 1993, se situant ainsi à 80,3 millions de tonnes. Par ailleurs la production de manioc a connu une augmentation de 12%. Mais en dépit de ces résultats, on a enregistré de graves crises alimentaires dans certains pays en conflit comme le Rwanda, le Burundi, le Soudan, l'Angola, le Mozambique, ou l'Erythrie et l'Ethiopie.

Le ralentissement de la croissance des produits a entraîné le maintien d'un niveau élevé d'inflation. Ainsi depuis le début de la décennie 90, l'Afrique a connu un taux d'inflation annuel moyen estimé à 35%. Les dévaluations successives expliquent également la vigueur de cette spirale inflationniste.

Au niveau de la dette extérieure, l'encours global a augmenté en 1993 de 2,4% pour atteindre 285,4 milliards de dollars. Ainsi le rapport de la dette extérieure au PIB est passé de 89,6% à 95,9% entre 1992 et 1993. Durant la même période, même si le ratio du service de la dette a légèrement baissé, le rapport de la dette aux exportations a progressé. Cette situation s'est traduite par une progression des arriérés au titre du service de la dette pour l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne.

L'ensemble de ces resultats et de ces performances economiques demontrent le caractere inapproprié des PAS pour repondre aux besoins et aux blocages des economies africaines. A ce propos, la CEA rappelle dans son rapport de 1994 que l'application des PAS n'a pas aide les economies africaines a se "degager des limites etroites des structures economiques exigues heritees de la colonisation ni a diversifier leur economie en depassant le systeme de monoculture -arachide, cafe ou cacao-  
 "20

### Conclusion

Cette contribution nous a permis de saisir l'echec des deux tentatives de modernisation en Afrique dans ses dimensions economique et politiques. Mais plus qu'une crise economique et politique, il s'agit de la crise de la raison nationaliste et modernisatrice qui a domine la praxis des Etats africains depuis les independances. Cette crise exige une rupture epistemologique avec cet ideal et la construction d'une nouvelle raison scientifique dans l'etude des problemes du developpement. Cette nouvelle raison doit privilegier l'indetermination, le hasard et l'imprevu. Il s'agit de saisir le non-equilibre et de privilegier l'instabilite. Cette nouvelle perspective theorique nous permet de percevoir le mouvement contradictoire d'ordre et de desordre, de construction et de deconstruction a l'oeuvre dans les societes sous-developpees. Dans cette perspective, le chaos et la non-linearite peuvent être envisages comme des aspects de l'instabilite dynamique des societes sous-developpees.

La prise en consideration de ces aspects nous permet egalement de decouvrir la complexite du temps historique dans la post-colonie et son caractere pluriel qui ne peut se reduire a un ecoulement tranquille et lineaire des lois historiques. Le

---

<sup>20</sup> CEA, op cit , p 1

mouvement irregulier et a-periodique du temps nous laissent envisager des ruptures et des bifurcations dans l'histoire de la post-colonie ce qui signifie que les possibilites historiques sont encore ouvertes devant ces societes

En definitive, la crise de l'ideal classique dans l'etude du developpement a rendu l'emergence d'une nouvelle rationalite basee sur une ecoute poetique de l'agitation et des vagues dans l'ecoulement du temps de la post-colonie. Cette nouvelle science est encore embryonnaire, et se limite a quelques articles analytiques sans s'etre saisie du domaine des propositions et des politiques du developpement

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

Un Peuple Un But - Une Foi

---

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

---

**CONFERENCE INTERNATIONALE DES  
INTELLECTUELS ET HOMMES DE CULTURE  
D'AFRIQUE**

**Thème**

**Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXIème siècle ?  
La réponse des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique**

---

**Allocution d'ouverture**

de

**Son Excellence Monsieur Abdou DIOUF**

Président de la République du Senegal

---

Merdien President  
21 - 26 Mai 1996

129

Un éminent intellectuel africain à qui on annonçait la tenue de cette conférence aurait répondu **“Une conférence de plus !”**

Un autre aurait été plus caustique en rétorquant “Aux maladies qui sont en train de détruire l’Afrique, le paludisme, le choléra, le sida, nous devrions ajouter d’autres que nous sécrétons par notre manque de discernement la conférencite, la colloquite, la séminarite, la table-rondite, etc qui riment d’ailleurs avec méningite et autres “ites”

Et d’ajouter “les Asiatiques ne font ni conférence, ni séminaire, ni colloque , ils travaillent”

C’est vrai, mais il est aussi vrai que la situation actuelle de l’Afrique et les antécédents qui l’ont générée ne sont pas comparables à ceux de l’Asie

Mais avant d’aller plus loin, laissez-moi vous souhaiter la bienvenue au Sénégal, terre africaine qui se veut espace de rencontres et d’échanges

Le thème de la présente conférence n’est-il pas déjà une rupture avec tout qui s’est fait jusqu’ici ?

**“Quelle place pour l’Afrique dans le monde du XXIème siècle ?  
La réponse des intellectuels et hommes de culture d’Afrique et de sa diaspora”.**

Il ne s’agit donc pas de nous lamenter sur notre passé, ni de nous abandonner à la contemplation de l’image idyllique que nous nous en faisons pour combler je ne sais quel déficit ou complexe, encore moins de continuer à nous débattre dans cette espèce de glu dans laquelle nous nous sommes empêtrés, mais de lever la tête et de regarder plus loin

Et de nous dire que là-bas, devant nous, plus loin que le sable mouvant qui s’oppose à notre progression, plus loin que le ciel orageux

sous lequel nous peinons, plus loin que l'horizon qui bouche notre vue, plus loin que tous les obstacles qui entravent notre marche, il y a une éclaircie arrosée par une lumière bleue et limpide vers laquelle courent les nations et où nous avons notre place

Quelle place ? Comment y arriver en partant non pas d'ailleurs mais d'ici, en prenant en considération nos forces et nos faiblesses, nos potentialités, et aussi l'environnement international dont nous ne sommes pas les seuls déterminants ?

A cette question brûlante, les hommes et femmes d'Afrique de la famille des intellectuels mandés en ces lieux sont sommés de répondre

Dans l'**Appel aux intellectuels et hommes de culture** qui a été la rampe de lancement de l'idée de la Conférence, il est expliqué très clairement les observations et les considérations qui ont été à la base de la convocation de ces assises

Aussi longtemps que l'on remonte dans l'histoire de nos rapports avec l'Occident, y lit-on <sup>en</sup> <sup>en</sup> substance, l'Afrique a été déterminée de l'extérieur

L'esclavage, la colonisation et la période post-indépendance ont été des périodes pendant lesquelles notre sort a été plus imposé par des facteurs externes que nous ne l'avons déterminé et voulu. S'il ne saurait y avoir le moindre doute pour l'esclavage et la colonisation, on pourrait, par contre, s'interroger pour la période post-indépendance

Mais quels que soient les résultats controversés de la gestion de nos indépendances, une chose au moins est sûre : l'Afrique a substantiellement amélioré la qualité de ses ressources humaines au point qu'elle jouit actuellement d'un important stock de compétence et d'expertise

La première originalité de cette conférence est que, par delà les appareils d'Etat plus ou moins libres, elle ait rassemblé des intellectuels et hommes de culture, écrivains, artistes, poètes d'Afrique, c'est à dire finalement des hommes libres, libres par la pensée

La deuxième originalité est qu'elle s'adresse à leurs connaissances et à leur imagination, pour les convier à anticiper le monde du XXIème siècle qui s'annonce

On vous demande donc de dépasser le contingent, sans l'ignorer, et de mettre en oeuvre cette faculté d'anticipation qui est l'un des attributs essentiels de l'homme Or, grâce à Dieu, les peuples africains sont des peuples imaginatifs

La troisième originalité, c'est que vous êtes l'Afrique et que, par vous, l'Afrique refuse de se laisser pousser inexorablement par les forces exogènes vers des plages qu'elle n'aura pas choisies A travers vous, l'Afrique veut, par un acte de volonté, choisir, par avance, sa place dans le monde de demain

J'ai dit choisir

Pour choisir, il faut être libre Or les intellectuels, dignes de ce nom du moins, sont libres

Enfin, quatrième originalité, l'Afrique vous demande, non pas de lui indiquer une place de rêve dont nous nous apercevrons vite de l'inaccessibilité dès le réveil, mais une place à notre portée, sous certaines conditions du moins, avec l'indication des chemins réalistes pour y accéder

En partant de nos ressources naturelles et humaines dont il faudra préciser les conditions d'optimisation de la gestion, et en tenant compte du contexte international appréhendé en termes d'échange et de coopération, bilatérale ou multilatérale, quel est le meilleur chemin

pour l'Afrique d'arriver à cette place que vous lui aurez choisie dans le concert des nations ?

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Vous voyez bien que cette conférence n'est pas une conférence de plus. Si on ne devrait qu'en faire une avant la fin de ce siècle, elle devrait être celle-ci. Elle se sera produite une fois et ce sera la dernière avant que l'humanité n'entame le troisième millénaire. Lorsqu'elle sera terminée, il s'agira de piloter le navire Afrique sur le chemin que vous aurez défini et dans les conditions météorologiques du parcours.

C'est pourquoi, vous n'avez pas le droit de manquer la présente occasion.

En venant ici vous avez accepté de remplir la haute mission que l'Afrique vous confie, non pas l'Afrique officielle mais l'Afrique des masses, l'Afrique des profondeurs, l'Afrique qui réside dans le cœur de chacun de nous et dont les pulsions se confondent avec les nôtres, dans une parfaite symbiose.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Je voudrais à présent évoquer deux événements de portée exceptionnelle dans le cadre de la présente conférence.

Le **forum des étudiants et des jeunes** va réunir une vingtaine de jeunes face à une vingtaine de participants sélectionnés parmi les plus connus en vue d'un dialogue de générations. Les élèves et étudiants ont été choisis dans les différents établissements scolaires du Sénégal et dans nos Universités.

Les jeunes vivent et vivront une époque que notre génération et celles qui nous ont précédé leur auront préparée. En quelque sorte, nous sommes comptables de l'Afrique que nous leur aurons léguée.

Qu'avons-nous fait pour les jeunes ? Quelle Afrique avons-nous reçue de nos prédécesseurs et quelle Afrique allons-nous leur laisser ?

Je suis sûr que ce dialogue qui est une première mondiale provoquera chez chaque Africain la prise de conscience salutaire pour nos peuples, parce que prise de conscience de l'importance de l'enjeu et de l'étendue de notre responsabilité

Le deuxième événement, c'est que nous allons poser la première pierre et inaugurer la stèle et le monument de l'**Université du Futur Africain** que nous avons décidé d'édifier sur l'emplacement de l'ancienne école William Ponty à Sébikotane, près de Dakar

Cette dernière fut la plus grande école fédérale du système colonial français où ont été formées des générations de cadres de l'Afrique francophone dont certains, par la suite, sont devenus, après l'indépendance, les premiers Chefs d'Etat africains

L'Université que nous voulons créer sera non pas une Université sénégalaise mais africaine, comme son nom l'indique

Sa vocation est de former les jeunes africains, provenant cette fois de tous les pays du continent, pour leur permettre de vivre dans le monde à venir, avec les mêmes instruments et la même formation que leurs homologues des pays développés. En bref, leur assurer un niveau international de connaissances et de formation

A cet effet, grâce à la technologie des satellites et des systèmes de communication, l'Université du Futur Africain sera connectée avec les grandes universités d'Occident, de façon que les étudiants puissent suivre en temps réel les cours dispensés dans ces universités

Les études de la mise en place de l'Université qui accueillera quelques 10 000 étudiants dans les cinq premières années de son fonctionnement sont déjà très avancées

Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique, je vous demande de soutenir ce projet d'**Université du Futur Africain** qui permettra la formation de nos enfants sans déplacement à l'étranger, mais avec des résultats équivalents. En un mot, elle formera les Africains qui seront parmi les meilleurs concepteurs et les meilleurs bâtisseurs de l'Afrique de demain.

Avec les difficultés auxquelles se heurte actuellement le développement de l'Afrique, nombreux sont ceux qui étaient au bord du découragement. Mais voilà que, par votre présence et votre détermination, se manifeste encore, la vérité profonde que l'Afrique et les Africains recèlent un potentiel inépuisable de créativité et de capacité à surmonter les obstacles.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

**"Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXIème siècle ?"**

L'Afrique attend votre réponse

J'ai demandé au Ministre d'Etat, **Maître Abdoulaye WADE**, de présider la Conférence au nom du Sénégal pays hôte.

En souhaitant plein succès à vos travaux, **je déclare ouverte la Conférence Internationale des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique sur le thème :**

**Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXIème siècle ?  
La réponse des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique**

Je vous remercie de votre attention.

**RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

---

**CONFERENCE INTERNATIONALE DES INTELLECTUELS ET  
HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE**

-----  
Dakar, les 21 et 26 Mai 1996  
-----

CONTRIBUTION DU PROFESSEUR ALASSANE SALIF N'DIAYE  
REPRESENTANT SON EXCELLENCE MONSIEUR HENRI KONAN BEDIE  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

• Commission N° 2 : ANTICIPATIONS

---

**MESDAMES ET MESSIEURS,**

APPARTENIR AU MONDE, ÊTRE CITOYEN DU MONDE SUPPOSE D'ABORD QUE L'ON EXISTE, AVEC SON IDENTITÉ, AVEC SES PRINCIPES ET SES VALEURS, AVEC CE QU'IL EST CONVENU D'APPELER NOTRE AFRICANITÉ

L'AFRICANITE, C'EST NOUS POSER PAR RAPPORT AUX AUTRES CELA EST BIEN PUISQUE NOUS NOUS AFFIRMONS VIS-A-VIS DE LA NÉBULEUSE INTERNATIONALE. AFRICANITE VEUT DIRE EXISTENCE RÉELLE, SIGNATURE, IDENTITÉ, DIFFÉRENCE, SUPPLÉMENT D'HUMANISME

LE THÈME DE LA CONFÉRENCE EXIGE, À MON AVIS, QUELQUES CLARIFICATIONS QUE JE VAIS ESSAYER D'ÉTABLIR TOUT EN ACCEPTANT D'EMBLÉE QU'ELLES PUISSENT FAIRE L'OBJET DE DÉBATS

- QU'EST-CE QU'UN INTELLECTUEL ? QUE RECOUVRE LE CONCEPT D'ÉLITE INTELLECTUELLE ?

- L'INTELLECTUEL AFFIRME-T-IL, DANS SES CHOIX, DANS SON COMPORTEMENT, DANS L'ANALYSE QU'IL FAIT DU COURS DE LA VIE, DANS SES DÉCISIONS, SON APPARTENANCE À LA SOCIÉTÉ AFRICAINE ?

VOYEZ-VOUS ET DÈS LE DÉPART, CONVIENDRAIT-IL DE NOUS DONNER LE CADRE DE CETTE PERTINENTE CONFÉRENCE

JE VOUDRAIS, AVEC VOTRE PERMISSION, ME SITUER À L'AUBE DE L'EXERCICE DE NOTRE SOUVERAINETE NATIONALE LA TRAME DE NOTRE SOCIÉTÉ, IL Y A TRENTE CINQ (35) ANS, ÉTAIT TISSÉE PAR L'ADMINISTRATION COLONIALE, NOS MÉDECINS, NOS INGÉNIEURS, NOS PROFESSEURS, NOS TECHNICIENS ÉTAIENT DES EXPATRIÉS PARMIS LESQUELS RARES ÉTAIENT LES NATIONAUX

CE SONT CES "CADRES", CES INTELLECTUELS C'EST-A-DIRE CEUX QUI PENSAIENT ET QUI ORIENTAIENT L'ACTION, LA METTAIENT EN OEUVRE, L'ÉVALUAIENT, LA SUIVAIENT, C'ÉTAIT CEUX-LÀ QUI ASSURAIENT LA LOURDE RESPONSABILITÉ DE DÉFINIR ET DE FORGER NOTRE DESTIN

L'ÉCOLE, LE COMMERCE, LA MONNAIE COMME LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT (AGRICULTURE NOTAMMENT) ÉTAIENT "ENCADRES" PAR LE COLON

A L'INDÉPENDANCE, UN GIGANTESQUE EFFORT DE FORMATION A ÉTÉ DÉPLOYÉ D'UNE PART POUR MULTIPLIER LES ÉCOLES DE BASE, LES LYCÉES ET COLLÈGES, L'UNIVERSITÉ ET LES GRANDES ÉCOLES, LES RESSOURCES HUMAINES FURENT LA PRÉOCCUPATION FONDAMENTALE DES DIRIGEANTS DE

NOS PAYS , D'AUTRE PART, POUR METTRE EN SITUATION LES PRODUITS DE L'ÉCOLE, C'EST-A-DIRE RESPONSABILISER CEUX QUI ÉTAIENT INVESTIS DE SCIENCE ET DE CONNAISSANCE

L'INTELLECTUEL EN AFRIQUE, PARCE QUE PRODUIT DU PEUPLE, DEVAIT ÊTRE PRÈS, VOIRE ÊTRE DANS CE PEUPLE À QUI IL DEVAIT SERVIR DE GUIDE, D'EXEMPLE, DE RÉFÉRENCE, PARCE QUE LUI, SAVAIT

LA DOCTRINE ÉTAIT FORTEMENT HUMANISTE LE CADRE DEVAIT, DANS L'ACTION DE DÉVELOPPEMENT, DONNER UN PEU DE SA SCIENCE ET DE SA CONNAISSANCE À CEUX-LÀ DONT LA SUEUR LUI A PERMIS DE SE HISSER, D'APPRENDRE ET DE CONNAÎTRE

L'INTELLECTUEL EST D'AUTANT PLUS HAUT QU'IL SAIT SE RABAISSE AU NIVEAU DU PEUPLE, POUR, AVEC LUI, AMORCER ET VIVRE L'ASCENSION DE TOUS VERS LE PROGRES

DEUX AUTRES DÉCENNIES ONT ETÉ VÉCUES APRÈS LES ANNÉES 1970 DONT JE VIENS DE DRESSER LE TABLEAU

LA DECENNIE 1980-1990 FUT RUDE L'ÉGOÏSME INTERNATIONAL, TRADUIT NOTAMMENT DANS LA MANIÈRE ÉHONTÉE DE TRAITER DE LA VALEUR DES MATIÈRES PREMIÈRES , LE CYNISME AFFICHÉ FACE AU LABEUR DE NOS PAYSANS QUI PRODUISAIENT TOUJOURS PLUS EN GAGNANT DE MOINS EN MOINS, NOUS PLONGÈRENT DANS CE QU'IL FUT CONVENU D'APPELER LA CRISE

OR, L'AFRIQUE DOIT PRODUIRE ELLE AUSSI ET S'INSERER DANS LES CIRCUITS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX L'AFRIQUE PEUT PRODUIRE POUR PARTICIPER À LA COMPÉTITION MONDIALE DANS LES ÉCHANGES ELLE DEMEURE HELAS, HORS COURSE DU FAIT QUE LES COMPÉTENCES SONT, SUR PLACE, SOUS-EXPLOITÉES LES HOMMES ET LES FEMMES DE CE CONTINENT, FORMÉS DANS LES UNIVERSITÉS LES PLUS PRESTIGIEUSES DU MONDE SONT SUR LE CONTINENT, DES EXILÉS INTÉRIEURS

LA CRISE ÉTAIT RÉELLE, SÉVÈRE, DESARMANTE LES AJUSTEMENTS INTERNES, N'Y PURENT RIEN ET C'EST DANS CE CONTEXTE QUE LE REMÈDE AUX MAUX DE L'AFRIQUE, DONC DE LA CÔTE D'IVOIRE, FUT D'ALLER A LA CÉLÉBRATION DE LA DÉMOCRATIE, ET À LA MISE EN OEUVRE D'UNE SOLUTION EXTERNE LA DEVALUATION

LES CONFLITS POLITIQUES ET DEPUIS PEU LE TRIBUT DE L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE SE TRADUISENT DANS DES GUERRES SOUS-RÉGIONALES ET RÉGIONALES QUI DÉTOURNENT LES POPULATIONS DES CHAMPS ET DES USINES, DONNANT RAISON À CEUX QUI PENSENT QUE L'AFRIQUE NE PEUT PAS S'EN SORTIR SANS L'AIDE MASSIVE DE L'EXTÉRIEUR

ONT EN EFFET BONNE CONSCIENCE CEUX QUI, FACE A LA DÉGRADATION DE LA SITUATION ET AU RECU L DU NIVEAU DE VIE, ÉCHAFFAUDENT DES PLANS ET PROGRAMMES

- D'AIDE EN MATIÈRE DE SANTÉ , POUR LUTTER CONTRE LE SIDA ET LE PALUDISME DONT LES RAVAGES SONT PATENTS AU NIVEAU DES POPULATIONS ,

- D'AIDE DANS LE DOMAINE DES INDUSTRIES AVEC DES USINES CLES EN MAIN QUI, PARCE QU'ENTRETENUES PAR DES TECHNICIENS D'AILLEURS ET TRIBUTAIRES DES PIÈCES DE RECHANGE À IMPORTER, VIVENT LA VIE D'UNE PROGRAMMATION D'INTÉRÊTS SAVAMMENT ÉTUDIÉS ,

- D'AIDE ALORS QU'EN MAINS CAS, CELLE-CI DOIT OBLIGATOIREMENT TRANSITER PAR DES SOCIÉTÉS, O N G OU ADMINISTRATIONS DU NORD, N'AYANT AUCUN RAPPORT DE PARTENARIAT AVEC LEURS HOMOLOGUES DU SUD

ALORS, SONT SAUVES LES CONSCIENCES "LE BESOIN D'AFRIQUE" COMME DIRAIT L'ECRIVAIN !

OR, LES PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE SONT ARCHI CONNUES OR, DES HOMMES FORMES ET BIEN FORMÉS A L'ÉCOLE OCCIDENTALE EXISTENT, SONT DISPONIBLES

OR, DANS PLUS DE JUSTICE ET DE SOLIDARITÉ, L'AFRIQUE PEUT CONTRIBUER EN PRODUISANT ET EN PROPOSANT AU MONDE

L'AFRIQUE POSSÈDE DES FEMMES ET DES HOMMES QUI PEUVENT LA PLACER À L'HEURE DU MONDE

LES ANALYSES DES INTELLECTUELS DOIVENT ÉTABLIR CETTE VERITE QUE SEULS NOUS AVONS NOTRE DESTIN ENTRE NOS MAINS

IL PARAÎT QUE L'AFRIQUE EST SURPEUPLÉE IL PARAÎT QUE TROP DE BOUCHES DANS CE CONTINENT, ATTENDENT LA FARINE DU CIEL

MAIS, REGARDONS-Y D'UN PEU PLUS PRÈS

A LA FIN DU XVIIEME SIÈCLE, UN HOMME SUR CINQ AU MONDE, VENAIT D'AFRIQUE IL FAUDRA ATTENDRE L'AN 2025 POUR QUE CETTE PROPORTION SE RETROUVE DANS LE MONDE

L'AFRIQUE A DES TERRES L'AFRIQUE A DES CERVEAUX ET DES BRAS L'AFRIQUE MANQUE UNIQUEMENT DE TECHNOLOGIES CONFISQUÉES AU NORD ET DES MOYENS FINANCIERS QUE LES ÉQUILIBRES D'AUJOURD'HUI LUI INTERDISENT

QUE L'HUILE NE SOIT PAS MISE SUR LE FEU DANS NOS CONFLITS ARMES SOUS REGIONAUX ET RÉGIONAUX ALORS, LES CHAMPS REVERDIRONT, LA MOISSON SERA LÀ ET CE SERA AUSSI LA FIN DES PARACHUTAGES DU BLÉ

QUE LE PALMIER À L'HUILE, LE CAFÉ, LE CACAO, SOIENT SCIENTIFIQUEMENT EXPLORÉS, TRAVAILLÉS, PAR DES TECHNICIENS MODERNES, IN-SITU, EN AFRIQUE, PAR DES AFRICAINS DISPOSANT DE LABORATOIRES BIEN ÉQUIPÉS, CE SERA À N'EN POINT DOUTER LE DÉBUT DE LA PRÉSENCE DE L'AFRIQUE DANS LA RECHERCHE DES SOLUTIONS À L'ALIMENTATION DU MONDE

LE RIZ, LE MAIS, LE SORGHO, LE MIL DOIVENT REVIVRE EN AFRIQUE OU LA DICTATURE DU BLÉ ENTRAÎNE PRESQU'IRRÉMÉDIABLEMENT LA MARGINALISATION DE CES CÉRÉALES AUTOCHTONES

L'AFRIQUE PEUT SE NOURRIR ELLE PEUT MÊME NOURRIR LE MONDE IL FAUT, POUR CE FAIRE, QUE LE MONDE DES DÉCISIONS LA LAISSE LIBRE D'ALLER AUX CHAMPS, AVEC SES MILLIERS DE PAYSANS, DE CHERCHEURS, D'AGRICULTEURS, DE DISTRIBUTEURS, DE COMMERCANTS

REVENONS A LA CULTURE QUI EXPLOSE EN CETTE FIN DE SIÈCLE AVEC DES TECHNOLOGIES QUI LA SERVENT

LES INDUSTRIES CULTURELLES TRÔNENT AU NORD POUR ORDONNER LES FAITS ET RÉALITÉS CULTURELS EN AFRIQUE

MAIS, LA TÉLÉVISION, LA RADIO, LES AUTOROUTES DE L'INFORMATION, LES MULTIMÉDIAS ET LES FIBRES OPTIQUES, LES CÂBLES ET AUTRES SATELLITES ACCORDENT-ILS EN DÉFINITIVE QUELLE PLACE AUX CRÉATIONS ENDOGENES ?

L'UNIFORMISATION MENACE LES INTERÊTS ORDONNENT, DICTENT LA CONSOMMATION S'AMPLIFIE

C'EST DANS LA CULTURE, DANS LA MISE EN PHASE ENTRE CULTURE ET TECHNOLOGIES, QUE SE TROUVERA LE PROGRÈS, C'EST-À-DIRE, LES SOLUTIONS AUX ASPIRATIONS PROFONDES DES POPULATIONS

L'ENVIRONNEMENT, SA SAUVEGARDE ET SA GESTION RATIONNELLE CONSTITUENT POUR LE 21ÈME SIÈCLE, UN DÉFI

DANS CETTE MOBILISATION MONDIALE, POUR RENDRE LE MONDE VIABLE, APRÈS MONTRÉAL, LA HAYE, PARIS, LONDRES ET RIO, QUE DEMANDE-T-ON EN DÉFINITIVE A L'AFRIQUE ? DE PRÉSERVER SES FORÊTS TROPICALES, DE RÉDUIRE SES CONSOMMATIONS EN CHLOROFLUORO CARBONES ET EN HALONS , DE NE POINT S'ENGAGER DANS LE DÉVELOPPEMENT POUR ASSURER

L'APPROVISIONNEMENT EN OXYGÈNE DES AUTRES QUELS TRAVAUX MODERNES SUR L'ENVIRONNEMENT SONT ENTREPRIS, RÉALISÉS EN AFRIQUE AVEC LA RÉELLE PARTICIPATION DES AFRICAINS COMPÉTENTS EN LA MATIÈRE

L'ENVIRONNEMENT DOIT ÊTRE SAUVEGARDÉ L'AFRIQUE QUI SE SITUE EN ZONE TROPICALE ET INTER-TROPICALE ET QUI DISPOSE DE LA MAJORITE DES RESSOURCES DU PATRIMOINE MONDIAL, DOIT, GRÂCE À LA SCIENCE D'AUJOURD'HUI, PARTICIPER EN SE DÉVELOPPANT, C'EST-À-DIRE AUSSI GÉRER LES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT

AVONS-NOUS UNE ÉCOLE ? C'EST LE DÉBAT PERMANENT EN AFRIQUE QUE PRODUIT NOTRE ÉCOLE MOULÉE AU MOULE DU COLONISATEUR ? QU'AVONS-NOUS ENTREPRIS DEPUIS TRENTE (30) ANS, POUR NOUS DONNER UNE ÉCOLE NATIONALE, CELLE QUI, PENSÉE POUR PROCURER AUX DIFFÉRENTS SECTEURS DU DÉVELOPPEMENT LES PROFILS LES PLUS APTES, S'EST ADAPTÉE AU TEMPS

NOTRE UNIVERSITE EST-ELLE OPÉRANTE ? DISONS OPÉRATIONNELLE ? CONTINUERONS-NOUS À FAIRE CHEZ NOUS EN AFRIQUE, LA GUERRE DE LA RECHERCHE DE L'HONNÊTE HOMME DONT LE RÔLE CONSISTERAIT À ÉTABLIR SES LUMIÈRES DANS LES SALONS ICI ET AILLEURS ?

LE MAÎTRE N'EST-IL PAS CHEZ NOUS, MORT ? MORT SI L'ON EN CROIT LA DICTATURE EXERCÉE DEPUIS QUELQUES ANNÉES PAR L'ÉLÈVE, AVEC LA COMPLICITÉ ET LA TROP BIENVEILLANTE COMPRÉHENSION DE CERTAINS PARENTS ?

NOTRE ÉCOLE N'EST-ELLE PAS EN TRAIN DE TOLERER, VOIRE DE SUBIR LA MÉDIOCRITÉ ?

DISONS-LE TOUT NET, TROP DE FORMATEURS NE SE PREOCCUPENT-ILS PAS BEAUCOUP PLUS DE POLITIQUE POLITICIENNE QUE DE LA NOBLE MISSION QUI LEUR EST ASSIGNÉE ?

IL N'Y PAS PAS DE CRISE DE L'ÉCOLE EN VÉRITÉ IL Y A DES CRISES DE SOCIÉTÉS QUI ONT POUR CAISSE DE RÉSONANCE, L'ÉCOLE CELA EST VALABLE PARTOUT, DANS LE MONDE ET C'EST LA BONNE COMPRÉHENSION DE CET ETAT DE CHOSES, LA RESPONSABILISATION DES CONSCIENCES DES UNS ET DES AUTRES, QUI MAINTIENT L'ÉCOLE, DANS SON RÔLE ET DANS SA HAUTE MISSION ET CHEZ NOUS, L'ÉCOLE DOIT EXISTER POUR NOTRE JEUNESSE ET POUR SA SAINTE FORMATION

NOTRE DÉBAT DOIT AUSSI S'INTÉRESSER À LA SANTÉ TROIS MILLIONS D'AFRICAINS MEURENT CHAQUE ANNÉE DU PALUDISME SUR LES 400 MILLIONS DE PERSONNES DANS LE MONDE QUI SONT SENSIBLES À LA MALADIE OUI DU PALUDISME ET NON POINT DU SIDA QU'IL FAUT JUGULER

PLUS DE DIX MILLIONS D'ENFANTS MEURENT DE CARENCES NUTRITIONNELLES ET DE MALADIES DIARRHEIQUES

L'ARGENT COMME L'ATTENTION, SURTOUT LORSQU'ILS NOUS SONT CONSEILLÉS DE L'EXTERIEUR, DU NORD, CONFISQUENT NOS ÉNERGIES DANS LE COMBAT CONTRE LES "MALADIES MODERNES" SIDA, HYPERTENSION ARTERIELLE, CANCERS DES SEINS OU DE L'UTÉRUS CELA EST BIEN ET LA LUTTE DOIT EMBRASSER LARGE

MAIS, EN AFRIQUE, C'EST ENCORE ET SURTOUT DU PALUDISME QUE NOUS MOURONS LA MALADIE, CETTE MALADIE PEUT ÊTRE AUJOURD'HUI CONSIDÉRÉE COMME LE VÉRITABLE INDICATEUR DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

ELLE EST INVALIDANTE QUAND ELLE NE TUE PAS ELLE EST ONÉREUSE POUR ÊTRE TRAITÉE PARCE QUE HÉLAS, LA MÉDECINE ET LA PHARMACOPÉE TRADITIONNELLE QUI PEUVENT, À MOINDRE COÛT SOIGNER, SONT ÉTOUFFÉES PAR L'ARSENAL DES PRODUITS D'ENTREPRISES PUISSANTES PHARMACEUTIQUES DU NORD

LE PALUDISME ET C'EST UN PEU CYNIQUE, OFFRE UN MARCHÉ DE PLUS DE DEUX MILLIARDS DE MALADES ACTUELS OU POTENTIELS GUÉRIR, ERRADIQUER FERA PERDRE UN IMPORTANT MARCHÉ ET BEAUCOUP D'ARGENT

LE COLOMBIEN MANUEL PATARROYO NOUS OFFRE UN VACCIN CONTRE LE PALUDISME IL EST, CE VACCIN, L'ESPOIR DE TOUTE L'HUMANITÉ DES ZONES INTERTROPICALES, DEPUIS L'AMÉRIQUE JUSQU'À L'ASIE EN PASSANT PAR L'AFRIQUE

C'EST UN RUDE COMBAT NON PAS POUR LE SEUL PROFESSEUR PATARROYO MAIS POUR TOUS LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

MANUEL PATARROYO SERA LE LOUIS PASTEUR DU 21ÈME SIÈCLE NOUS DEVONS L'AIDER À LE DEVENIR, CONTRE L'ADVERSITÉ

LE DÉBAT SE CRISTALLISE ALORS SUR LA PLACE QUE NOUS ACCORDONS À NOTRE RECHERCHE SCIENTIFIQUE "HORS DE LA RECHERCHE, POINT DE SALUT" LA RECHERCHE EST LA PORTE QUI OUVRE SUR LES SOLUTIONS À TOUS NOS PROBLÈMES DE SOCIÉTÉ

L'AGRICULTURE, LA MÉDECINE, LA CULTURE, LA SOCIOLOGIE, LA GEOGRAPHIE ET L'HISTOIRE, LES MATHÉMATIQUES ET LA PHYSIQUE, ENFIN TOUT

QUE FAISONS-NOUS, QUE DISONS-NOUS DE L'INEXISTENCE DE NOTRE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ? DES HOMMES EXISTENT, DE QUALITÉ, FORMÉS DANS LES UNIVERSITÉS LES PLUS PRESTIGIEUSES DU MONDE RESSOURCES HUMAINES PARFOIS SOLLICITÉES PARTOUT DANS LE MONDE (LA FUIE DES CERVEAUX, TEL EST LE NOM CONFÉRÉ AU PHÉNOMÈNE)

DEBATTONS DONC POUR SAVOIR SI NOUS FAISONS L'EFFORT INTERNE, POUR EXISTER DANS CE DOMAINE, AVANT DE COOPÉRER EN SAUVEGARDANT NOS INTÉRÊTS

L'AFRIQUE, AUJOURD'HUI, EST EN ÉTAT DE MARGINALISATION IL S'AGIT DE LA SURVIE DES PEUPLES NOMBREUX DONT LE RÔLE CONSISTERA À CONSOMMER EN PAYANT DE PLUS EN PLUS CHER

QUELLES PROPOSITIONS PEUVENT SORTIR DE NOS RÉFLEXIONS À CE SUJET ?

NOUS N'AURONS PAS, RASSUREZ-VOUS, L'ÉCRIN DU DÉVELOPPEMENT OFFERT SUR UN COUSSIN DE VELOURS PAR LES AUTRES

NOUS CONNAÎTRONS DES SUEURS, DES LARMES ET DES PRIVATISATIONS, DES SOUFFRANCES ET DES FIÈVRES SOCIALES, POUR NOUS PROCURER NOTRE ÉCRIN ET L'HISTOIRE VEUT QUE NOUS NOUS BATTIONS POUR EXISTER

FINIES LES JÉRÉMIADES SUR LA TRAITE DES NÈGRES FINIS LES INCANTATIONS, PLEURNICHEMENTS ET AUTRES SOUPIRS SUR L'ÉPOQUE COLONIALE

L'HISTOIRE EXPLIQUERA , L'HISTOIRE JUGERA ET L'AFRIQUE N'EN SORTIRA QUE PLUS GRANDIE

REGARDOÛNS DONC L'AVENIR ! NE TENDONS PAS LA MAIN SCULPTÉE DES NERVURES DE NOS ARTÈRES EXSANGUES ! BATTONS-NOUS, CHACUN À SA PLACE SACHONS TOUT SIMPLEMENT DIRE NON DÈS LORS QUE NOUS RÉALISONS QUE LES INTERÊTS DE NOS PAYS NE SONT POINT PRIS EN COMPTE

L'AFRIQUE SERA LA TERRE DE RECONCILIATION DES PEUPLES, PROPHÉTISAIT FEU FÉLIX HOUPHOUET-BOIGNY C'EST UN PEU LA MISSION QU'IL ASSIGNE A LA CÔTE D'IVOIRE

L'ELITE INTELLECTUELLE, COMME CHACUN ICI LE VOIT, EST INVESTI D'UNE LOURDE RESPONSABILITÉ

- CELLE D'ENTREtenir LE DEBAT NATIONAL, RÉGIONAL ET MONDIAL, DANS LA VÉRITÉ ET DANS LA SERÉNITÉ ,

- CELLE D'ÉCLAIRCIR L'OPINION AU REGARD DES RÉALITES DU MONDE ,

- CELLE D'ENTRAÎNER TOUS NOS PEUPLES VERS LES LUMIÈRES DE LA CONSTRUCTION DE NOS NATIONS, DU PROGRES ET DE L'EXISTENCE, C'EST-A-DIRE AUSSI ENTRAÎNER À PARTICIPER A LA VIE DU MONDE

L'AFRIQUE PEUT-ELLE GERER  
UNE STRATEGIE AUTONOME DE DEVELOPPEMENT  
AU XXIE SIECLE ?

MBaya KANKWENDA

Mai 1996

PLAN DU DOCUMENT.  
-----

Introduction

1 LE CONTEXTE DE L'AFRIQUE AU XXIE SIECLE

1 1 Le contexte international

1 2 Le contexte interne

2 QUEL DEVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE DU XXIE SIECLE ?

2 1 Les objectifs

2 2 Les enjeux

3 STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT POUR LE XXIE SIECLE

3 1 Les éléments

3 2 Les moyens

3 3 Gestion de la stratégie de développement

CONCLUSION

## Introduction.

La situation de l'Afrique est très préoccupante aujourd'hui. Elle s'annonce catastrophique ou presque pour demain si les tendances globales actuelles sont laissées à elles-mêmes ou si seulement des demi-mesures sont mises en oeuvre. Si au cours des décennies 60 et 70 des grands espoirs étaient placés dans l'amorce d'un processus de développement, la décennie 80 a été celle des désillusions et des frustrations. Théories et pratiques de développement sont en questionnement. On crie avec raison au naufrage du continent, mais avec plus de bruit que d'action véritable de sauvetage, au point que celui sur qui pèse la menace (le continent africain), est plutôt abassourdi et paralysé dans ses efforts propres.

On avait espéré alors que la décennie 90 devrait être celle au cours de laquelle non seulement on allait rattraper la période perdue des années 80, mais surtout aider à préparer un avenir plus prometteur pour le prochain siècle, et ce au profit d'une population qui atteindra en 2020, plus de deux fois celle de l'Europe, pays de l'Est compris.

Face à la gravité de la crise africaine, nombreux sont ceux - individus et surtout institutions -, qui se sont penchés sur cette situation et ont eu le mérite soit de mettre en garde, soit de proposer des solutions et autres stratégies de sortie. Différents fora ont été organisés, parallèlement avec la production des études et rapports continuellement alimentés par l'évolution quotidienne de la situation dans la majorité des pays africains. En particulier les institutions multilatérales ont multiplié leurs productions, initiatives et programmes sur l'Afrique.

La multiplicité de documents et de réunions sur l'Afrique au cours de la dernière décennie, le plus souvent à l'initiative de partenaires extérieurs, est devenue paralysante pour le continent. Jamais un continent n'a été aussi submergé par la production étrangère sur lui-même. Les choses se passent comme s'il était refusé aux Africains le droit de se définir un avenir, et de montrer jusqu'où ils peuvent aller seuls, pour être vraiment partenaires.

De sorte qu'au-delà du poids de la crise dans sa triple dimension politique, économique et sociale, l'Afrique en porte une autre, celui de la prédication dans le tunnel. En effet, la multitude des prophètes du bonheur dont elle a suivi les enseignements sans jamais voir les lueurs du bout du tunnel pèse également sur le continent dans sa recherche de voie de sortie de crise et surtout du développement économique et social.

Il faut donc revenir intellectuellement à l'entrée du tunnel, et par là requestionner les enseignements reçus et les pratiques suivies. Il s'agit d'une opération de "purification", de remise en cause ou du moins de réexamen du sens du développement après lequel l'Afrique court, des stratégies et instruments de sa mise en oeuvre et du rôle des différents acteurs. Etat, entreprise, populations, et coopération extérieure. L'amorce d'une nouvelle démarche fructueuse ne peut se faire

valablement que si ce requestionnement est mené de front, dans un discours réapproprié par l'Afrique

C'est pourquoi il faut saluer l'heureuse initiative du Gouvernement sénégalais d'organiser cette Conférence Internationale sur la "place de l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle", et de convier les intellectuels africains d'y réfléchir et trouver des réponses qui soient porteuses pour l'avenir du continent. Il s'agit là d'un véritable défi pour les intellectuels et hommes de culture africains.

Il m'a été demandé ou suggéré dans ce contexte de contribuer à l'introduction de la discussion sur le sous-thème de la **problématique de stratégies et gestion autonomes du développement pour l'Afrique du siècle prochain**

Pour cela, j'ai divisé cette présentation en trois parties après un bref rappel des grandes lignes du contexte de l'Afrique au cours de cette décennie et celui qui s'annonce pour le siècle prochain, le papier examine le contenu et l'entendement qu'il faut avoir du développement de l'Afrique au prochain siècle, non pas comme résultante des tendances actuelles, mais plutôt comme objectifs d'un développement repensé et maîtrisé, avant de discuter de sa stratégie de gestion autonome

## 1 LE CONTEXTE AFRICAIN DU XXI<sup>e</sup> SIECLE

-----

### 1.1 Le contexte international

-----

La question étant amplement discutée dans une autre commission de cette conférence, je me limiterai à un commentaire sur quelques caractéristiques essentielles de ce contexte

Il y a d'abord ce que tout le monde appelle le processus de **mondialisation** croissante de l'économie, en tant qu'intégration des marchés des biens et des services, des capitaux et sans doute bientôt du facteur travail, et finalement des investissements. Mais la mondialisation va au-delà de l'internationalisation de l'économie. Elle englobe aussi l'internationalisation des forces et modèles politiques, sociaux et culturels ainsi que le processus de prise de décision dans ces domaines.

Les sociétés transnationales avec leurs immenses réseaux financiers, d'approvisionnement, de production et de commercialisation, sont devenues de grandes puissances qui régissent le processus de mondialisation dans ses différentes dimensions.

Les notions d'espace national, économique ou autre, et des pouvoirs qui y sont liés sont de plus en plus érodées et sans substance pour la définition des politiques de développement, en particulier pour les pays comme ceux d'Afrique.

Le renforcement de la **"dictature économique collective du Nord"**, sur l'échiquier mondial. Les rapports de force sont certes inégaux à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle, mais cette inégalité est croissante. En effet, le système actuel ne reconnaît ni "démocratie économique" au niveau international, ni droit économique des peuples, c'est-à-dire droit de produire et d'échanger dans le monde sur des bases justes. Bien au contraire, les grandes puissances qui, non seulement ne sont pas

prêtes à accepter des changements fondamentaux de l'ordre établi dans les relations et structures économiques qu'elles dominent à leur profit, mais elles s'efforcent en plus de consolider ce rapport de force et intégrer le reste du monde dont l'Afrique, à leur équation économique de base. Le principe d'un Ordre Economique International fait d'équité et d'équilibre a été et sera toujours combattu avec force par les puissances du Nord.

Il en résulte une tendance au renforcement des instruments et institutions qui vont dans le sens de cette équation comme la nouvelle OMC, ou les IBW qui tiennent lieu de secrétariat économique et financier de ce dispositif. On notera qu'il s'agit justement des institutions qui non seulement sont destinées à consolider le pouvoir hégémonique du Nord dans le processus de mondialisation, mais aussi des institutions au sein desquelles l'inégalité dans la prise de décision est consacrée. Par contre les instruments ou institutions qui ont un penchant pour des stratégies alternatives en faveur du monde en développement et de l'Afrique, et qui ne sont pas soumises à l'inégalité de poids dans la prise de décisions se voient de plus en plus menacées dans leur existence, et elles risquent de ne plus peser dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est le cas de certaines agences ou système des NU.

La montée du **néo-libéralisme conservatiste** qui fait que le développement lui-même disparaît comme catégorie ou préoccupation dans les politiques économiques et sociales. C'est le grand retour au principe de la somme des 1 égale 1. En effet, et sans doute à la faveur de l'effondrement de l'empire soviétique, la tendance dominante dans les pays du Nord prône "un désengagement marqué du gouvernement de la gestion des affaires économiques et sociales, les privatisations et la dérèglementation, de substantielles réductions de l'impôt sur le revenu, et le démantèlement de l'Etat providence".

Le rôle redistributeur de l'Etat, qui taxe les citoyens les plus aisés (et les entreprises) pour octroyer des subventions aux pauvres (et aux consommateurs des services de base) est battu en brèche. On assiste à un retour au modèle du laisser-faire du XIX<sup>e</sup> siècle selon lequel les gouvernements ne font qu'établir et appliquer les règles et laissent les intervenants libres de leurs actions. L'Etat fait fonction d'agent de police qui veille à l'application du code de la route, sans s'immiscer dans les affaires des propriétaires des véhicules et sans s'inquiéter de savoir si les besoins de transport de la société dans son ensemble sont satisfaits "(1)".

Ce courant déjà évident dans les politiques d'ajustement structurel en Afrique, tend à occulter pour le continent, la question fondamentale du développement en tant que sécurité humaine et sociale pour tous dans les domaines économique, social et politique. Ce contexte qui tend à réduire fortement ou affaiblir le rôle de l'Etat africain et à prêcher l'efficacité du marché au détriment de l'efficacité du développement, est celui de l'Afrique de demain.

Le principe de **compétitivité** sur le marché mondial devient de plus en plus le principe guide et la seule référence ou le seul critère de la production au niveau national. Or "pour faire face à la compétition, non seulement les entreprises s'internationalisent, mais elles tendent également, par un jeu

soutenu d'alliances, à constituer de gigantesques structures oligopolistiques à l'échelle mondiale, qui échappent aux normes nationales, et se jouent même de la responsabilité des gouvernements et des parlements nationaux. De telle sorte que le contrat social qui permettait à l'Etat d'assurer la protection des citoyens en leur garantissant le droit au travail, l'égalité des chances, la protection contre les risques individuels et sociaux, n'est plus de mise aujourd'hui. Son maintien est assimilé à une perte de compétitivité économique " (2)

Par ailleurs même dans la théorie des jeux, on sait plus ou moins qui part gagnant. En conséquence, le ring unique dans lequel le poids lourd du Nord et le poids plume de l'Afrique ont les mêmes chances et sont soumis aux mêmes règles est un discours pour voiler le tarzanisme économique du Nord.

La lutte acharnée pour le contrôle scientifique et technologique (i) des autoroutes de l'information, (ii) des ressources de la nature et de l'environnement, (iii) de l'espace et de ses ressources, et enfin (iv) des techniques de pointe pour remplacer les matières premières de base. Les sciences et les technologies sont généralement cumulatives. Les sciences et les technologies du XXI<sup>e</sup> siècle vont donc se construire sur les bases actuelles dans les différents pays et régions du monde. Compte tenu aussi du fait que les progrès scientifiques et technologiques sont de plus en plus rapides, le contexte de développement international de l'Afrique au prochain siècle est donc de plus en plus exigeant et même angoissant pour le continent.

La marginalisation croissante de l'Afrique. D'abord dans les courants des échanges (commerce mondial) du fait notamment de la diminution structurelle de la demande des biens africains dans les pays du Nord, et de la baisse de la capacité d'importation de l'Afrique pour des raisons compréhensibles. Ensuite dans les mouvements de capitaux en général et en particulier dans les investissements, dans la mesure où l'étroitesse du marché africain, le niveau relativement élevé des risques et des coûts de production notamment pour ce qui est des infrastructures de base, sont autant de facteurs peu incitatifs qui s'ajoutent sans doute à d'autres.

Cette marginalisation atteint naturellement la production des biens et services où les oligopoles auront tout à dire avec des arguments aussi bien politiques qu'économiques, fort de leurs économies d'échelle. Dans le même ordre d'idées, la production du savoir scientifique et technologique est, et sera aussi un autre domaine stratégique de marginalisation du continent.

A ce tarzanisme économique du siècle prochain, il faut ajouter le processus effectif et les projets de **formation de grands ensembles régionaux**, notamment dans les zones les plus dynamiques en termes économiques comme l'Amérique du Nord, l'Europe et la zone du Forum de Coopération Economique Asie-Pacifique avec les Etats-Unis d'Amérique en son sein.

Ces grands ensembles apparaissent plutôt comme instruments de règlement de conflits internes dans le partage des avantages de la mondialisation de l'économie entre pays membres du groupement économique. En même temps ils sont instruments de renforcement de la compétitivité collective vis-à-vis des non membres et de leurs groupements.

C'est pourquoi l'Afrique, qui n'a même pas un groupement économique digne de ce nom, apparaît ainsi comme le maillon faible de la chaîne de relations économiques mondiales qui font prospérer les forts et écrasent les pauvres

Enfin, le contexte international de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle apparaît ainsi comme un **monde complexe, incertain et angoissant**. Un tel sentiment s'explique par la situation de crise économique et sociale du continent, la chute de la demande des produits de base et des termes d'échange de l'Afrique, la baisse des investissements étrangers, la vitesse des progrès scientifiques et technologiques qui donnent des vertiges aux pays en développement, le poids de la dette extérieure, les pressions sociales et politiques internes et externes, le besoin quasi chronique de ressources qui oblige le pauvre à se soumettre aux lois et conditionalités du plus riche, une certaine impuissance face à un environnement économique non maîtrisé, et enfin la réduction de la marge de manoeuvre autonome pour les dirigeants et décideurs politiques et économiques

## 1 2 Le contexte interne

-----

Sur le plan interne, la situation actuelle de l'Afrique peut être caractérisée par les trois principaux traits suivants

- **Un développement en crise** qui comme nous l'avons analysé ailleurs (3), est une crise globale, aussi bien économique que socio-politique. En tant que crise économique, il s'agit d'une crise du modèle d'accumulation actuel en Afrique, modèle qui est arrivé dans une impasse, incapable de se reproduire, ni de donner naissance par lui-même à un modèle de rechange

En effet, que ce soit dans les pays miniers ou agricoles, ce modèle est marqué par la primauté de la fonction d'exportation des matières premières comme fonction principale, sans base d'accumulation interne solide qui puisse lui venir en aide ou atténuer sa chute lorsqu'il est en crise. Dans la mesure où les pays africains n'ont pas la maîtrise du circuit de réalisation extérieure du surplus économique provenant de cette fonction, même cette base d'accumulation reste précaire et étriquée.

Il en résulte que sur le plan socio-politique, la survie du modèle entraîne entre autres conséquences, la limitation de la base sociale du développement, et de préoccupations sociales et humaines du développement. C'est pourquoi, en dépit et au-delà des différences de coloration idéologique, tout le continent était tenu en mains par des régimes politiques forts, à quelques exceptions et nuances près, parce qu'il s'agissait des composantes politiques d'un même modèle de développement économique, d'un même mode d'insertion dans l'économie mondiale.

L'amenuisement ou le tarissement de la principale base d'accumulation suite notamment à la détérioration continue des termes de l'échange, la chute de la production d'exportation ou de la rentabilité de ce secteur, la crise de l'endettement, tout cela ne permet plus de faire fonctionner le modèle. Il entre en crise par manque d'autre source d'accumulation. La crise actuelle de l'Afrique est donc une crise des structures économiques et des structures politiques qui les ont soutenues et gérées

Bien que l'on ait salué et continue à saluer quelque relance économique ici ou là, la situation globale est celle d'un continent en crise

- **Un double processus de libéralisation économique et politique** Dans un contexte de crise et sous la double contrainte interne et externe, les structures économiques se sont engagées dans une dynamique de libéralisation profonde justifiée par les pressions pour libérer le potentiel créatif des individus, et laisser au secteur privé la marge la plus large pour "faire ses affaires", par le tarissement du maigre surplus interne que l'Etat ne pouvait plus générer dans les entreprises publiques et autres mécanismes d'appropriation mis en place, et enfin par les exigences des politiques de stabilisation et d'ajustement

Sur le plan politique, les régimes se sont mis, très souvent à leur corps défendant, et donc avec des fortunes et des convictions inégales, dans la danse de la démocratisation. C'est donc une période plus ou moins de turbulences dites de la transition sans que la direction de la transition soit clairement définie, et encore moins ses étapes

En réalité, la crise a entraîné la remise en cause non pas seulement des politiques de relance ou de développement mises en oeuvre et le mode de leur élaboration, mais plus profondément celle du modèle de développement dans sa double composante économique et socio-politique. Mais le processus de démocratisation en Afrique a volontairement limité cette contestation à la réclamation de participation populaire au processus de prise de décisions politiques ou de politiques économiques. La démocratisation est apparue simplement comme la reconnaissance dans les limites plus ou moins contrôlées de l'exercice du pluralisme politique, syndical et médiatique, avec l'objectif de soulever le couvercle d'une marmite en ébullition pour faire passer l'air et contenir l'explosion globale

- **Absence de cadre paisible et stable qui donne sa chance au processus de développement** En effet, des conflits armés et violences de toute sorte sont devenus le lot quotidien d'environ le tiers du continent. Aucune action de développement n'est possible dans un contexte d'instabilité politique, de déliquescence de l'Etat, d'insécurité des populations ou de violences politiques

L'exclusion de fractions importantes de la société des avantages du pouvoir politique, économique, financier ou militaire, souvent sur des bases religieuses, ethniques ou raciales ont plongé nombre de pays africains dans des crises politiques violentes ou non, mais qui bloquent tout effort d'élaboration ou de mise en oeuvre d'une quelconque politique de développement

Tel est présenté brièvement - d'autres commissions en ont fait l'objet spécifique de leurs discussions -, le contexte international et interne de notre continent à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle. Une Afrique aussi meurtrie ou affaiblie, peut-elle penser une stratégie autonome pour son développement ?

Comment alors faire le compte de ses atouts économiques, sociaux, politiques et culturels et surtout comment les faire

valoir dans un tel contexte ? Comment oser penser se définir une voie de développement sur base de ses atouts nationaux ou régionaux, et des opportunités que l'analyse autonome peut montrer, si tant est qu'on a encore une autonomie de production de connaissance sur son pays ou sur sa région ?

N'est-il pas plus facile d'abandonner des tentatives de définition de politiques de développement national et régional, au profit d'une simple adaptation/intégration nationale et régionale des économies africaines au marché mondial et au processus de globalisation, quand bien même le gain qu'on en tirerait en termes de développement humain serait incertain ?

Ce qui par ailleurs, est la condition sine qua non des politiques " d'aide " à l'Afrique aujourd'hui, où les dirigeants, poussés par le "réalisme du pauvre", se préoccupent plus de l'approbation de leurs politiques par les donateurs que de la mise en place de politiques qui répondent aux besoins de leurs peuples

C'est cela le grand défi de l'Afrique d'aujourd'hui et du siècle prochain oser se définir un objectif de développement du continent dans le monde du XXIe siècle et la stratégie de sa gestion autonome

## 2 QUEL DEVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE DU XXIIE SIECLE ?

-----

Le développement on le sait, concerne l'avenir et le devenir des peuples et des pays Il implique des transformations de structures et de rapports A ce titre il constitue un terrain privilégié d'affrontements d'intérêts des groupes et des pays qui se manifestent sur le plan théorique, idéologique, économique, politique, social et culturel, et ce aussi bien au niveau interne qu'externe Les divergences, parfois profondes sont donc inévitables Mais si la cause commune est celle du développement de l'Afrique, il faut que la volonté réelle de la faire triompher prime chez les uns et les autres

De ce fait, la définition de la place de l'Afrique et des objectifs de son développement au XXIe siècle doivent tenir compte de la volonté politique et des politiques économiques des principaux partenaires de l'Afrique qui marquent l'évolution de l'économie mondiale En effet, les pays et à travers eux les continents sont en train de se positionner en vue du rôle qu'ils entendent jouer sur l'échiquier international au siècle prochain La préparation du développement à long terme de l'Afrique doit donc tenir compte du devenir de l'Europe, principal partenaire économique du continent, mais aussi de l'Amérique et de l'Asie, tel que ce devenir se dessine aujourd'hui au travers des redéploiements en cours

En d'autres termes, dans l'interdépendance à la fois inévitable et indispensable des continents au prochain siècle, il faudra se convenir, c'est-à-dire dialoguer sur le rôle de l'Afrique, qui soit un rôle de développement et non d'appendice de l'économie mondiale Par ailleurs c'est le contenu de ce développement qui peut indiquer ou guider le choix des stratégies et autres instruments de politique appropriés

## 2 1 Les objectifs

-----

Compte tenu des caractéristiques économiques et socio-politiques du modèle actuel du développement en Afrique (4), les efforts pour l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle doivent viser non pas la sortie de la crise africaine, mais plutôt de poser les fondements d'un autre modèle de développement économique et social endogénéisé, c'est-à-dire basé sur une fonction d'accumulation interne consciente solide, et sur un élargissement de la base sociale du développement. Il s'agit là de deux principes-guides pour la définition du développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle.

L'internalisation de la base d'accumulation signifie que la fonction principale se réalise sur le marché national, sous-régional ou régional, et que les secteurs base de l'accumulation sont en rapport non pas d'extorsion de valeurs, mais d'échange de surplus avec les autres secteurs en vue d'assurer un développement soutenu.

L'élargissement de la base sociale du développement signifie non pas seulement l'établissement des rapports d'accumulation consciente, c'est-à-dire d'échanges de surplus entre les différentes composantes de la population au travers des secteurs économiques qu'elles représentent, mais leur pleine participation au processus du développement aussi bien dans sa dimension économique que socio-politique.

Basés sur ces principes, les objectifs du développement du continent au prochain siècle sont les suivants :

### 2 1 1 Une croissance économique auto-entretenu et endogène

Une telle croissance repose sur des ressorts internes qui sont des secteurs tournés vers les marchés locaux et/ou régionaux.

Ce qui exige d'une part, la transformation et la réorientation profonde des structures de production ( dans l'agriculture, l'industrie, les mines, les infrastructures économiques et sociales), de celles de consommation, et enfin des capacités humaines et institutionnelles en Afrique.

Ce qui exige d'autre part, que les pays africains soient toujours capables d'identifier et de privilégier dans leurs politiques de développement, les secteurs porteurs de la croissance à chaque étape historique du processus du développement, compte tenu de l'évolution économique et sociale dans le monde et en particulier du processus de mondialisation.

Il ne s'agit certes pas de prôner ici une voie de développement autarcique africaine. L'interdépendance est inévitable et indispensable. Mais il n'y a interdépendance que s'il y a un certain degré d'autonomie. L'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle ne peut plus compter sur l'avantage comparatif des matières premières que la technologie moderne remplace de plus en plus, ni continuer à être simplement consommatrice d'une technologie et des biens et services venus d'autres continents, et qu'elle pourra de moins en moins payer. Et elle ne peut pas non plus se condamner à une sous-utilisation de ses propres ressources naturelles et humaines. Sans abandonner la fonction

d'exportation, l'Afrique doit parvenir à la maîtrise de cette dernière dans l'optique du renforcement de l'endogenéité de son développement

### **2.1.2. L'amélioration du bien être des populations et la lutte contre la pauvreté.**

Le degré de pauvreté réelle en Afrique, dans l'entendement que le Rapport Mondial sur le Développement Humain lui donne, est beaucoup plus élevé et plus profond que ne le laisse entendre les moyennes nationales de PNB par habitant. Par ailleurs l'Afrique est le seul continent pour lequel la pauvreté s'annonce grandissante pour le siècle prochain.

C'est pourquoi l'exigence de l'équité dans la croissance en Afrique n'est pas une simple préoccupation de charité ou de mouvement démocratique à la mode. C'est le contenu et l'essence même du développement humain durable, c'est-à-dire sa finalité ultime.

Les transformations qu'il exige portent non pas seulement sur l'internalisation économique du développement, mais aussi sur les structures socio-politiques correspondantes. Le drapeau du nouveau modèle de développement ne peut plus être porté par le même type de complicité socio-politique que celui du modèle actuel. La lutte pour la qualité de la vie des populations en dépend. C'est à ce titre que la couverture des besoins économiques et physiques (alimentation, habillement, logement) et sociaux (éducation, santé et nutrition, eau potable et assainissement, emploi) de base peut être assurée à la majorité de la population.

Ce faisant, il faut en même temps réussir l'élargissement de la base sociale du développement. Ce qui signifie d'une part que la croissance soutenue doit être l'affaire de tous, communautés de base et directions administratives ou politiques, monde rural et urbain, Etat et opérateurs privés. Chaque catégorie doit être partie prenante et se sentir concernée. Ce qui signifie d'autre part que la société met en place des mécanismes de libération de la pensée et de la parole, de suppression des obstacles et autres facteurs de paralysie de la créativité des individus et des communautés, et de décentralisation économique et politique.

## **2 2 Les enjeux**

-----

La mise en oeuvre d'un tel processus de développement passe toujours par le relèvement de certains défis qui pèsent sur ce type de dynamique, mais qui constituent aussi des victoires que l'Afrique doit remporter sur elle-même. Ce sont les enjeux à long terme du développement du continent. Parmi eux on peut citer les principaux suivants :

### **2 2 1 Une croissance démographique vertigineuse**

La croissance démographique de l'Afrique - qui se situe à quelques 3 % par an y compris pour les premières décennies du siècle prochain -, est une voie à double sens. Dans son sens aller, elle est porteuse de progrès économique et social, car par définition la croissance de la population est une exigence pour

le développement, et elle est synonyme d'augmentation de bras pour la production et d'élargissement du marché pour les producteurs, indépendamment de leur qualité. Dans son sens retour, elle constitue un frein à l'augmentation de la part de chacun si la croissance économique n'est pas plus élevée, car elle augmente les bouches à nourrir, mobilise une partie de l'énergie de la société qui devait être consacrée aux tâches de production, représente dans les conditions de pauvreté, une menace pour l'environnement, accélère la croissance urbaine avec sa cohorte de problèmes sociaux et d'exigences en investissements.

Mais toute médaille a son revers et il faut éviter de ne voir que le retour de la voie. La densité démographique de l'Afrique même par superficie de terre arable n'inspire aucune inquiétude par rapport aux autres continents. C'est pourquoi ce serait une erreur de généraliser pour le continent un raisonnement de type statique. La croissance en Afrique n'atteindra jamais X %, donc la part de chacun va diminuer parce que la population croît de Y %. En conséquence au lieu de jouer sur la croissance de la production et les autres variables du développement, il faut plutôt procéder à la réduction de la population par les différentes techniques de contrôle des naissances ou autres moyens similaires.

L'enjeu pour l'Afrique, c'est de trouver et gérer l'équilibre nécessaire entre l'exigence pour le développement que lui impose la croissance démographique, et la maîtrise de l'accroissement de la pauvreté ou mieux l'élimination de cette dernière, et ce, à chaque phase de son développement. Car si la croissance démographique est une exigence de développement, le développement lui-même est porteur de contrôle sinon de limitation des naissances.

Il n'y a donc pas de généralisation abusive à faire, mais il faut plutôt examiner attentivement dans chaque pays et surtout dans chaque sous-région, les voies et moyens de maîtriser cet équilibre. Sinon au rythme où vont les tendances de croissance de ces deux variables, l'Afrique est réellement menacée de famine et de misère généralisée. D'où la nécessité pour chaque pays, de se définir une politique et des programmes conséquents en matière de population et d'en assurer l'exécution en vue de respecter l'équilibre et d'éviter tout dérapage dangereux.

## 2 2 2 La démocratisation de la société

Une des leçons majeures à tirer de l'évolution de la situation socio-économique en Afrique, corroborée d'ailleurs par celle des pays de l'Est -Européen et aussi sur d'autres continents est que la démocratisation de la société est non seulement une exigence du développement, mais elle en fait partie intégrante. La socialisation de la base du développement ne peut se comprendre autrement.

La démocratisation développe l'esprit d'émulation et de compétitivité, libère le potentiel créatif des populations, met des garde-fous à toute centralisation abusive de la pensée, du pouvoir et des richesses, assure un auto-contrôle social, stimule le progrès économique et social et veille à la prise en main par la société de son propre devenir.

Elle implique l'ouverture du débat, la transparence dans la gestion de la chose publique, la liberté d'opinion et de son

expression, ainsi que la séparation des pouvoirs. Toutes les sociétés totalitaires, qu'elles soient de type libéral ou socialiste se sont montrées stérilisantes, et constituent de ce fait un frein au progrès économique et social, même si par moments elles réussissent à mettre les populations au pas et à réaliser quelque croissance économique. À la longue - et ce temps est variable -, les peuples embrigadés vont se démobiliser et la crise va éclater.

Je distingue ici le processus actuellement en cours en Afrique dont l'essence est plutôt ce que j'appelle "la démocratisation de l'ajustement", et le processus de "socialisation du développement", utopique sans doute pour certains, mais que je considère alors comme l'essence de la démocratisation de la société dont il est question ici.

Si les deux processus peuvent avoir des ressemblances, elles sont cependant bien différentes. Dans le premier cas, l'acceptation plus apparente que réelle du pluralisme politique, syndical et médiatique est plutôt de l'adaptation ou uniformisation des systèmes socio-politiques à la mondialisation de l'économie. La logique est celle du maintien/consolidation du modèle actuel de développement axé sur l'intégration dans les échanges mondiaux dont on ne conteste ni la nature ni les formes. Le pluralisme tel qu'il s'implante dans beaucoup de pays africains aujourd'hui, semble être destiné à donner à certains l'occasion de se défouler, et aux autres l'illusion de participer au processus de prise de décisions de politique économique et sociale, et donc de se sentir engagés.

Dans le deuxième cas, la logique du processus donne priorité aux intérêts de la collectivité nationale ou sous-régionale, impliquant une soumission des rapports avec l'extérieur aux priorités nationales ou sous-régionales, le dialogue social collectif et permanent entre les principaux intérêts des groupes composant la collectivité, et surtout la responsabilité du pouvoir à tous les niveaux vis-à-vis de lui-même et de ses mandants (5).

La notion de "gouvernance", avec ce qu'elle implique dans la nature et l'organisation du pouvoir politique et de ses institutions, la qualité et le rôle de ses instruments, ainsi que la nature et le mode de fonctionnement des relations entre les sociétés politique et civile, trouve sa place dans cet enjeu.

### 2 2.3 La science et la technologie

Le développement repose sur le savoir et le savoir-faire, ainsi que sur les progrès réalisés dans ce domaine. C'est en cela que la maîtrise de la science et de la technologie constituent une clef pour le développement à long terme de l'Afrique. La science et la technologie ne sont pas un luxe pour le continent. Elles ont un rôle décisif à jouer pour l'Afrique de demain, en tant qu'instrument indispensable et levain dans tout processus de développement.

L'endogénéisation de la dynamique du développement passe par celle de la science et de la technologie. Il s'agit pour l'Afrique non pas seulement de se tenir informée des progrès scientifiques et technologiques réalisés ailleurs, mais surtout de maîtriser la connaissance de ses propres problèmes de développement, de mettre régulièrement au point des instruments

techniques adaptés, et aussi de savoir s'investir dans les technologies du futur pour la solution de ces problèmes à chaque étape du processus de développement

C'est ici qu'apparaît l'éternel problème de la division internationale du travail qu'il ne serait ni utile, ni réaliste d'ignorer ou oublier. En effet, l'Afrique ne peut assurer son développement en restant maintenue dans un rôle qui la rend de plus en plus receveur et de moins en moins donneur de quelque chose d'indispensable, qui en fait réellement un partenaire des autres continents. Et l'Afrique ne peut jouer un tel rôle ou se frayer un chemin vers ce rôle que si elle s'investit dans le développement de la science et de la technologie.

Il ne s'agit certes pas de demander simplement aux partenaires industrialisés de l'Afrique de lui réserver une place ou une fraction déterminée des activités économiques "développantes" ou considérées comme telles. Le continent doit plutôt déployer des efforts pour s'assurer une place de partenaire et non d'enfant porté au siècle prochain. Ce qui implique que l'Afrique développe son génie créateur pour s'affirmer comme donneur et partenaire indispensable par la valorisation de ses nombreuses et diverses capacités naturelles et humaines.

D'où la nécessité pour l'Afrique de s'assurer des secteurs ou champs de compétitivité internationale pour le futur par des initiatives dans des domaines qui sont à sa portée, en termes de produits ou de savoir-faire, aussi bien pour défendre et développer son marché intérieur que pour avoir accès au marché extérieur.

L'enjeu de la science et de la technologie est primordiale pour l'Afrique. C'est pourquoi il faut revoir la maigre place que les pays africains dans leur ensemble réservent à la recherche scientifique et technologique. C'est pourquoi l'Afrique doit être capable de lancer des programmes significatifs de promotion de la science et de la technologie au service du développement, soit au niveau national, soit surtout au niveau sous-régional et régional. Bien que l'expérience en cours avec les institutions régionales de recherche technologique de la CEA soit décevante en termes de viabilité et de valorisation africaines de leurs produits (cas du CRAT à Dakar ou de l'ARCEDEM à Ibadan), il s'agit là d'un domaine où la coopération interafricaine doit se développer à l'avenir.

#### 2 2 4 L'environnement

Une des batailles qu'il faut engager et gagner est celle de la protection de l'environnement et de la régénération des ressources naturelles pour les générations actuelles et futures. L'Afrique est immensément riche d'une faune et d'une flore exceptionnelles qui en font une réserve pour l'humanité. Les ressources naturelles de l'environnement sont à l'Afrique ce que la forêt est aux peuples chasseurs, la rivière aux peuples pêcheurs et le grenier aux peuples agriculteurs. Les détruire ou les laisser détruire revient à détruire et le cadre de vie des peuples africains, et la base première de tout effort de développement qui se veut durable sur ce continent.

Cependant, l'accroissement démographique dans la pauvreté est

une menace pour l'environnement Car la destruction de l'environnement n'est pas seulement un problème d'ignorance ou d'imprudence, c'est surtout une conséquence de la lutte quotidienne pour la survie Or l'environnement africain doit être une source inépuisable de la vie, et de la vie de bonne qualité

Et ce n'est pas par la création des parcs et réserves, la mise en oeuvre des règlements et autres appareils policiers de protection pour les besoins du tourisme, de la science ou de l'amour de la nature seulement, que l'on peut sauvegarder l'environnement et assurer la vie aux générations futures en Afrique, si les générations actuelles sont complètement démunies et condamnées à surexploiter l'environnement Mais c'est plutôt en assurant à ces dernières ou mieux en les engageant dans un processus de croissance soutenue et équitable, que le discours sur la protection de l'environnement peut réussir L'Afrique de demain sera nue au propre comme au figuré si une telle croissance n'est pas réussie aujourd'hui

Le domaine de l'environnement est l'un de ceux où l'interdépendance internationale doit être réaffirmée avec force Car contrairement à la dialectique du contraste et de la déculpabilisation qui fait reposer la responsabilité de la détérioration de l'environnement africain sur les seules épaules des africains, le monde industrialisé partage largement cette responsabilité Cette dernière apparaît aussi bien dans l'exploitation de type pillage qu'il fait des ressources naturelles du sol et du sous-sol en Afrique, dans la tendance à faire de l'Afrique une poubelle internationale, que dans la pollution et les autres perturbations qu'il cause à l'environnement tant sur le territoire des pays industrialisés eux-mêmes que sur celui des pays africains

Faut-il rappeler ici que dans la compétition pour le contrôle des ressources de la nature, l'environnement reste un des secteurs clés du devenir du monde au XXI<sup>e</sup> siècle, et qu'en conséquence l'Afrique qui en est si bien pourvue, devrait avoir la maîtrise de la gestion de cet enjeu du développement

### **3. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT POUR LE XXI<sup>e</sup> SIECLE**

-----

Atteindre au siècle prochain le développement dont le contour et le contenu sont ainsi définis et en maîtriser les enjeux est la question de base de toute stratégie autonome La présente section va en présenter les éléments, discuter de ses moyens et en examiner le mode de gestion

#### **3 1 Les éléments.**

-----

##### **3 1 1 Les éléments transversaux de la stratégie**

##### **- Une gestion publique saine et efficiente**

Le développement est un processus dans lequel public et privé sont partenaires Mais dans la mesure où l'Etat est responsable aussi bien de l'orientation de la société que du cadre des activités de développement, sa propre gestion est d'une

importance particulière pour ces activités Si l'efficience du privé est essentiellement financière, celle de l'Etat, tout en étant essentiellement sociale, ne devrait pas porter préjudice à la première

Dans cet ordre d'idées, deux principes peuvent guider l'action de l'Etat un minimum de discipline de l'entreprise privée dans le secteur public, et l'instauration d'une administration de développement ( à la fois partenaire et guide de l'administré ) et non essentiellement de police économique, fiscale ou juridique comme aujourd'hui

Au-delà de ces deux principes, cet élément de la stratégie couvre trois composantes, le rapport public/privé, l'accroissement de la production et de la productivité, et l'allocation des ressources

En ce qui concerne la première composante, il faut noter d'abord que le développement d'un pays ou d'un continent n'est pas reductible au développement des affaires dans ce pays ou ce continent les deux sont souvent en conflit sur nombre de paramètres importants du développement économique et social Par ailleurs, le développement est d'essence politique, et il a une connotation volontariste qu'il serait erroné de perdre de vue, pour en faire simplement une résultante du marché C'est pourquoi il ne peut être question de généralisation abusive du principe du tout marché comme voie unique de développement sûr et durable C'est dire qu'il faut être à l'écoute du marché sans nécessairement le suivre à la lettre L'exemple d'une croissance soutenue, avec un taux supérieur à 10 % que la Chine réalise depuis plusieurs années consécutives, en maintenant son orientation d'économie de marché socialiste, devrait pouvoir inspirer nombre de décideurs en Afrique Et aucun puissant du Nord n'ira imposer des programmes d'ajustement à la Chine même si'il veut prêter de l'argent à ce pays Il n'y a pas de raison de penser qu'une Afrique unie ne peut pas avoir les mêmes performances

L'Etat est en effet garant de l'intérêt général et de ce fait responsable du cadre de développement économique et social d'un pays le privé ou le marché ne sont pas porteurs de développement par vocation, mais y concourent dans certaines conditions Dans d'autres ils sont créateurs de pauvreté, de chômage, de sans logis, etc Du reste l'intervention de l'Etat a été déterminante dans la prospérité du privé sur d'autres continents, y compris les nouveaux Etats industriels de l'Asie aujourd'hui présentés comme modèles Les formes et modalités de cette intervention (subventions, détaxations, protection ) pour assurer un marché et garantir la promotion des privés nationaux ont varié selon les périodes, mais il n'y a pas de raison de les interdire systématiquement aux Etats africains

Le slogan " moins l'Etat et mieux l'Etat " devra guider la mise en oeuvre de cette stratégie L'entendement qu'il faut en avoir est que l'Etat devrait limiter ses interventions à quelques secteurs stratégiques et promouvoir un partenariat de développement avec le secteur privé, les communautés de base, et les autres composantes de la société civile De plus dans les quelques secteurs ainsi choisis pour son intervention, l'Etat doit être efficace et efficient

Par ailleurs, il est des domaines où seul l'Etat est du moins

dans un premier temps capable de réaliser certains investissements et d'y intéresser les privés par après. Les résultats que l'Afrique a atteints au cours des trois décennies passées dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures économiques, etc ne pouvaient être possibles sans l'intervention de l'Etat. Du reste, l'Etat colonial avait assumé ces fonctions sans perdre ni dans l'efficacité de la gestion, ni dans la promotion du secteur privé. Les Etats africains doivent donc savoir jouer sur les deux tableaux : marché et satisfaction des besoins du développement humain, privé et public, initiatives individuelles et une certaine maîtrise de la marche collective vers le bien-être pour tous.

En ce qui concerne la seconde composante - accroissement de la production et de la productivité -, il s'agit de diversifier la production et d'augmenter la capacité productive de l'Afrique en direction de la demande nationale, sous-régionale et régionale. Cet élément de la stratégie implique un renforcement des capacités en ressources humaines, un recours à la science et aux techniques les mieux adaptées, mais aussi les plus dynamiques, une coopération interafricaine dans ces domaines, et la promotion des marchés nationaux et sous-régionaux.

La troisième composante - allocation efficace des ressources -, comprend la création d'un environnement propice à l'investissement et surtout à l'investissement productif par les opérateurs économiques, le relèvement du taux de formation brut de capital fixe, et l'orientation de ces investissements au détriment des dépenses improductives, mais en direction des secteurs productifs ou de soutien à la production, et des secteurs sociaux conformes à l'objectif de croissance auto-entretenu et équitable. Elle implique de veiller constamment à la rentabilité économique (et pas nécessairement financière) des investissements publics et à la répartition adéquate des revenus en vue d'une part, de relancer la demande nationale ou régionale, et de l'autre d'y répondre par des investissements appropriés.

#### **- L'intégration des économies africaines au niveau national et sous-régional.**

Le morcellement des économies africaines pèse comme une contrainte sur le développement du continent. C'est pourquoi la mise en oeuvre du processus de leur intégration est une nécessité pour l'Afrique de demain. Elle comprend l'intégration des marchés sans doute, mais aussi celle des structures de production (ou du moins leur harmonisation), et celle des infrastructures économiques (réseaux routiers, ferroviaires et électriques, centres de recherche scientifique et technologique) et sociales (Universités et centres d'excellence, centres de santé spécialisés, etc).

Si les pays africains ont fait peu de progrès dans ce domaine en dehors des vœux politiques, c'est d'abord parce qu'il n'y a pas encore de contraintes véritables ainsi ressenties au niveau interne ou externe. Dans un contexte où l'intégration est plutôt portée par les sphères politiques que par les intérêts économiques, il est difficile de faire des progrès rapides et tangibles. Les nationalismes et les bureaucraties se combinant

aux jeux des forces externes ont stérilisé les organisations sous-régionales

L'intégration doit être portée par des intérêts économiques solides par exemple le développement du capital industriel, financier ou commercial, et ce dans un secteur donné ou de manière générale, et qui se sent de plus en plus à l'étroit dans les limites des frontières locales ou nationales. De ce fait il est porteur et demandeur de l'intégration. Il en est aussi l'agent et l'acteur qui lui donne substance. Les arrangements formels en termes d'organisations institutionnelles, juridiques et autres viennent en réponse à cette demande et ont alors plus de chance de réussite rapide. C'est pourquoi le rôle du secteur privé est important sinon fondamental dans le processus d'intégration, les efforts en Afrique doivent en tenir compte.

Approfondir aujourd'hui le dialogue et le processus commencé dans le Traité d'Abuja entre pays africains fait partie de l'exigence de la construction de l'autonomie collective qui est indispensable au développement de l'Afrique de demain. Chaque sous-région devrait donc se définir un programme approprié d'intégration économique à la lumière des objectifs de développement du continent au prochain siècle, du potentiel de la sous-région, de ses opportunités, etc. Des questions à la fois politiques et pratiques à résoudre porteront notamment sur le choix des pôles économiques sous-régionaux et régionaux, l'élaboration des programmes sectoriels, sous-régionaux et régionaux d'intégration, la définition des clés de répartition des coûts des projets sous-régionaux d'intégration, la mise en place des structures d'exécution et des instruments de financement, etc, et au-dessus de tout cela, les formes et modalités d'intervention du secteur privé africain dans le processus afin qu'il joue pleinement son rôle intégrateur dans la direction tracée par les autorités.

Face au processus de mondialisation et de formation de grands ensembles économiques entre pays économiquement puissants, l'Afrique, continent de pays économiquement faibles, n'a pas d'autre choix que d'y répondre par l'accélération de son processus d'intégration économique.

#### **- La compétitivité internationale**

L'économie mondiale, bien qu'en mouvement, est une donnée incontournable pour l'Afrique. Le continent doit savoir compter avec elle. C'est pourquoi il ne peut être question ni de se couper du système économique mondial, ni simplement d'envisager de le faire, et l'Afrique n'en a pas les moyens, dans le contexte de mondialisation en cours.

Cependant, l'économie mondiale n'est pas le marché parfait du rêve des classiques, même si le néo-libéralisme triomphant veut le laisser croire. Ses catégories ne peuvent toutes être modèles ou références pour les pays africains parce que l'économie mondiale étant devenue un terrain où les intérêts des différents pays ou des différents continents sont en conflit, ses catégories sont l'expression des rapports de force dans le système économique international.

La stratégie pour l'Afrique consisterait plutôt à développer

sa capacité d'utilisation de l'économie mondiale en fonction des exigences d'une croissance endogénéisée, durable et équitable. C'est pourquoi l'Afrique doit développer sa capacité créative en vue de passer progressivement du rôle d'exportateur de matières premières brutes que lui assigne le rapport de force actuel, à celui d'exportateur de produits et savoirs-faire spécifiques, de l'avantage comparatif dû à la nature, à l'avantage comparatif dû à l'effort et à la créativité. Il est bien entendu que dans ce processus de transition, la nature et le degré d'ouverture des portes et fenêtres sur l'économie mondiale doivent être appréciés à chaque phase. Ce qui est d'ailleurs la pratique même entre économies industrialisées.

Cette stratégie exige donc pour l'Afrique de développer ce qu'on appelle " l'entrepreneuriat technologique ". Avec le processus de mondialisation, " les progrès technologiques rapides en sciences de l'information, microélectronique, robotique, sciences biomédicales, spaciologie et autres domaines de pointe s'accroissent et modifient considérablement nos modes de vie. Les marchés de ces technologies connaissent de même une croissance accélérée " (6). Comment les pays africains peuvent-ils suivre un tel mouvement et prétendre le rattraper quand ils sont encore pris dans les méandres de la lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement, la croissance économique et l'accès aux services sociaux de base? Comment le penser quand on sait que la science et la technologie sont cumulatives et ont donc tendance à se développer plus vite lorsqu'elles s'appuient sur des infrastructures et le savoir existants, en termes d'universités techniques, de laboratoires et centres de recherche, de réseaux techniques, de financements, etc. ?

Ces difficultés soulignent encore plus la nécessité pour l'Afrique de développer l'entrepreneuriat technologique comme force de la croissance économique, de positionnement dans le processus de mondialisation, et de lutte contre la pauvreté pour un développement humain durable. D'où la nécessité de recherches coopératives entre pays africains, de négociations de licences, de formation d'entreprises technologiques conjointes, etc.

La mondialisation est un processus de changements rapides dans le monde et l'Afrique doit pouvoir développer sa stratégie de maîtrise de son insertion dans ce processus. De ce point de vue, la notion de " produits uniques " (7) peut être une source d'inspiration. Il s'agit de produits obtenus à partir de sources de matières premières "uniques", ou rares et qui sont peut-être assez abondantes en Afrique. Ces produits peuvent aussi l'être du fait des connaissances traditionnelles ou modernes développées en Afrique, etc. Ces produits peuvent couvrir différents secteurs de production : alimentation, pharmacologie, bio-chimie, etc. Ils peuvent venir de la promotion et l'amélioration de produits existants sur place en Afrique, d'un processus local de recherche et développement, de l'acquisition de nouvelles techniques dans la fabrication ou l'emballage de produits empruntés ailleurs, mais auxquels la combinaison des inputs locaux permet d'obtenir de nouveaux produits, etc. L'Afrique a sans doute un potentiel prometteur des "produits uniques" qu'il faut découvrir et faire valoir notamment par un réexamen de l'utilisation de matériaux abondants et peu onéreux dans les différents secteurs de la vie sociale.

## - La consolidation des capacités humaines et institutionnelles

L'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle doit être capable par elle-même de produire le savoir sur elle et sur son devenir, de penser la direction de son développement et les voies de sa mise en oeuvre, et de se doter des hommes, des institutions et de l'organisation conséquente pour cela

On assiste aujourd'hui au règne de ce que j'ai appelé ailleurs les "marabouts du développement" en Afrique (8) La production du savoir sur l'Afrique, la définition des politiques globales et sectorielles pour sortir de la crise ou simplement pour développer le continent, la formulation des programmes de coopération, la mise en oeuvre des projets de développement, la négociation des financements, tout cela est devenu un terrain fructueux d'un nouveau type de commerce, le commerce du développement en Afrique

Ce commerce est exercé par un réseau important comprenant aussi bien les institutions de BW que certaines autres coopérations bilatérales et multilatérales, ainsi que les cabinets-conseils ou bureaux d'études et même les ONGs Le diagnostic de la maladie du développement en Afrique, la prescription des traitements et des modes de leur administration sont devenus de la responsabilité de ceux qui prêtent l'argent à l'Afrique

Il n'y a plus un gouvernement africain qui n'exécute pas un programme de gestion macro-économique ou d'ajustement sectoriel élaboré par les institutions de BW ou sur leur inspiration, même dans les domaines où elles n'ont pas l'autorité voulue ou le mandat statutaire L'Afrique est devenue agence d'exécution de ses bailleurs de fonds pour les politiques de son développement Lorsqu'un pays ou tout un continent perd le droit de produire le savoir sur lui-même, de penser le contenu et l'orientation de son développement, et de se définir les stratégies et programmes de mise en oeuvre appropriés, du fait de ses faiblesses techniques et financières, il y a peu de chance qu'il ait une place au soleil du XXI<sup>e</sup> siècle

C'est devenu un terrain de lutte cruciale les politiques des bailleurs de fonds sont celles d'intégration à la mondialisation dans une position d'appendice du système mondial L'Afrique doit lutter contre une telle dynamique et se doter des capacités qui lui permettent de formuler ses politiques de développement, de les défendre, et de chercher les moyens de leur mise en oeuvre, avec un certain degré d'autonomie, au lieu de se contenter des politiques qui peuvent avoir l'approbation et le financement de ses bailleurs du Nord

Cette capacité comprend non pas seulement celle des ressources humaines et institutionnelles, mais aussi le renforcement des mécanismes de leur fonctionnement efficace et efficient, l'organisation des rapports fonctionnels, la retention de ces capacités et, au-dessus de tout ce dispositif technique, la capacité de la direction politique de développement

### 3 1 2 Les éléments sectoriels

Les études montrent que notre continent est le seul où la pauvreté ira grandissante et qu'un pauvre sur trois dans le monde sera africain. Pour renverser une telle tendance, l'Afrique du prochain siècle doit être capable de nourrir son monde, de l'habiller, de le loger, de le soigner et de l'éduquer. Il faut donc des stratégies sectorielles conséquentes.

Deux principes peuvent guider la formulation et la mise en oeuvre des stratégies sectorielles. D'abord le choix des secteurs base de la croissance économique et les mécanismes de transfert de surplus pour le développement des autres secteurs dans le modèle d'accumulation qui est défini. C'est ici le lieu de s'assurer non pas seulement des chances de croissance économique durable, mais aussi de sa distribution équitable au profit d'un développement humain durable. D'où le deuxième principe, la satisfaction des besoins économiques et sociaux de base, et donc l'amélioration de l'indice de développement humain.

Sur cette base, on peut esquisser les grandes lignes des stratégies sectorielles, au moins pour les secteurs économiques clefs

#### - L'agriculture

C'est sans doute un lieu commun, mais on ne peut s'empêcher d'y revenir, car la base de tout développement économique et social de l'Afrique est son agriculture, au sens large du terme. L'objectif régional prioritaire est un taux de croissance qui lui permettra au XXI<sup>e</sup> siècle, de couvrir les besoins alimentaires de l'Afrique, et sans doute un taux plus élevé encore pour les pays à haut potentiel agricole. Le deuxième objectif c'est d'être la base du développement industriel du continent. La fameuse révolution verte ne peut se faire sans l'industrialisation de l'agriculture africaine. C'est la seule manière non pas seulement d'augmenter la productivité de ce secteur et de libérer les ressources pour d'autres, mais c'est aussi la seule manière de faire de l'agriculture une véritable base du développement.

Pour que l'agriculture joue ce rôle, il faut des mesures concrètes touchant le statut foncier là où c'est nécessaire, le renforcement de la productivité agricole, la recherche agronomique tournée vers les cultures vivrières et d'approvisionnement industriel, la formation et la vulgarisation agricoles, la mise au point des techniques culturales et des technologies appropriées en matière de travaux agricoles et post-agricoles, les infrastructures économiques et sociales adéquates, le système des prix, le crédit agricole et le système de commercialisation.

La mise en oeuvre d'une telle stratégie doit être envisagée dans sa globalité avec tous ces éléments non pas seulement au niveau national, mais aussi au niveau sous-régional.

#### - L'industrie

L'Afrique doit marcher sur ses deux pieds. Le développement de l'agriculture est lié à celui de l'industrie dans un rapport dialectique, les deux secteurs s'entraînant l'un l'autre.

Il s'agit d'abord d'une industrie basée en premier lieu sur

la demande nationale et sous-régionale Cette demande n'est pas celle qui résulte d'un modèle d'import substitution répondant aux besoins de consommation urbaine actuelle comme source principale d'orientation, mais plutôt celle qui est dictée principalement par les besoins de l'agriculture africaine, les structures de consommation nouvelles découlant du choix des besoins essentiels ou de base des populations, et des besoins propres de la phase d'industrialisation concernée

Des mesures et modalités concrètes de la mise en oeuvre de cette stratégie devraient être examinées au niveau national et sous-régional l'harmonisation des structures de production, l'intégration de l'environnement économique, le système d'incitation, la formation appropriée dans les domaines techniques et de gestion, le recours aux technologies à la fois dynamiques et adaptées au contexte économique, social et culturel de l'Afrique

Il s'agit ensuite d'une industrie compétitive, car c'est dans ce secteur en particulier que l'Afrique doit s'affirmer aussi bien sur le marché national, régional qu'international Savoir découvrir les créneaux porteurs, mettre à contribution ses capacités créatrices et innovatrices est autant la composante que la voie la mieux indiquée pour la stratégie de développement industrielle en Afrique

Enfin, il faut aussi intégrer à cette approche, la problématique de la promotion de la petite, et moyenne industrie ainsi que de la micro-entreprise industrielle du secteur informel La crise économique de l'Afrique a mis au jour l'une des facettes du potentiel créatif des communautés de base, et qui s'est exprimé dans le dynamisme et la capacité d'adaptation de l'informel

En plus de la création d'emplois fussent-ils précaires, le secteur informel a su se faire une place dans sa réponse au marché local, c'est-à-dire être compétitif C'est pourquoi favoriser l'éclosion de la micro-entreprise informelle et en faire une base d'émergence des PMI est une composante de la stratégie d'industrialisation de l'Afrique

#### **- Les mines et l'énergie**

Ce secteur a joué avec l'agriculture d'exportation, un grand rôle dans les péripéties de la croissance et de la crise des économies africaines Il a su être à la fois source des espoirs et/ou des folies, mais aussi l'objet des rapports économiques conflictuels entre le Nord et le Sud C'est pourquoi la stratégie de développement de l'Afrique dans ce secteur doit être très prudente

Les études sont concordantes les perspectives du marché mondial des matières premières ne sont pas encourageantes pour l'Afrique, aussi bien du point de vue du volume de la demande que des prix offerts Or dans beaucoup de cas, l'exploitation minière est au stade de la roche mère Ce qui occasionne de très gros investissements pour l'augmentation de la production, que ce soit en termes de renouvellement d'équipements ou d'extension des exploitations Il est à craindre dans les conditions actuelles de crise et notamment de celle de l'endettement, que l'Afrique ne puisse trouver des ressources pour développer ce secteur tout

en mettant l'accent sur les secteurs d'endogénéisation de la croissance

C'est pourquoi l'Afrique devrait se limiter à rationaliser la gestion de ce secteur, accroître sa rentabilité, maintenir au moins le niveau de la production, envisager les possibilités de transformation locale et de sous-traitance industrielle autour de l'industrie minière - l'industrie minière doit faire des petits -, et enfin créer les conditions pour stimuler les investissements privés africains dans le secteur minier

Quant à l'énergie, la stratégie sectorielle doit être celle de l'électricité villageoise en vue d'ouvrir les possibilités de transformations des structures, et de libérer le potentiel créateur des opérateurs des PME/PMI, du secteur informel et des communautés de base, et bien sûr aussi de protéger l'environnement. Une exploitation sous-régionale de certaines sources d'énergie électrique existantes, hydrauliques ou autres, doit être un des objectifs de cette stratégie, en liaison avec celle de développement industriel

#### **- Les infrastructures économiques et sociales**

Secteur à la fois d'appui et d'accompagnement indispensable aux autres stratégies sectorielles, les infrastructures constituent un des maillons faibles des structures économiques en Afrique. Sans nier les efforts qui ont été déployés et les réalisations dans ce domaine, il y a lieu d'affirmer que l'Afrique a encore beaucoup à faire pour se faire doter des infrastructures appropriées en vue de la croissance endogène et durable

Il s'agit de disposer des infrastructures économiques de désenclavement de l'arrière-pays, d'intégration de l'espace et des marchés au niveau national et sous-régional, et de réponse technique appropriée aux demandes et besoins de progrès des entreprises. Ces infrastructures comprennent les réseaux de transports routiers, ferroviaires et aériens, ainsi que les réseaux électriques et de télécommunications. Elles comprennent aussi les centres de recherche scientifique et technologique. Sur le plan social, il s'agit de disposer des infrastructures qui assurent la qualification et la bonne santé des ressources humaines

Il ne suffit pas de créer ces infrastructures, encore faut-il disposer de la capacité de maintenance nécessaire pour leur fonctionnement au bénéfice des programmes sectoriels qu'elles appuient, et du développement économique et social en général. Car si ce n'est pas le cas, les infrastructures peuvent devenir un goulot d'étranglement sérieux pour l'ensemble de la machine économique

#### **- Les secteurs sociaux**

Investir dans l'homme et lui assurer un niveau décent d'accès aux services sociaux de base est une composante prioritaire du processus de développement dont il assure la durabilité. C'est pourquoi la stratégie dans ce domaine recouvre deux préoccupations globales majeures : l'éducation et la santé

En ce qui concerne l'éducation, il s'agit d'abord de relever le niveau général de l'instruction par les moyens scolaires et extra-scolaires, et aussi d'augmenter en nombre et en qualité les

qualifications professionnelles et techniques requises pour les besoins des différentes actions de développement. En effet le niveau général d'alphabétisation est encore bas en Afrique, et pire pour certains pays, il est en déclin au cours de ces dernières années. Les risques d'une Afrique "d'illettrés" n'ont pas manqué d'être envisagés pour le prochain siècle si les choses ne changent pas rapidement. Et les programmes de coopération technique qui se justifient officiellement par cet état de choses ne semblent pas avoir résolu le problème depuis plusieurs dizaines d'années d'assistance. Ils se sont perpénués. Or le caractère soutenu et durable de la croissance dépend de l'investissement que la société réalise dans ce domaine. Sartre ne disait-il pas qu'une société décide du nombre de ses morts par le type d'allocation de ressources qu'elle fait au secteur de la santé.

Mais il s'agit aussi de la valorisation des ressources humaines ainsi formées. En effet, c'est un gaspillage et en tout cas contreproductif de former les compétences et ne pas savoir les maintenir et les utiliser individuellement ou institutionnellement au bénéfice du développement de l'Afrique. Le paradoxe actuel est que le continent pillule de compétences variées et de hautes qualités et qu'il en exporte même, alors qu'en même temps les gouvernements recourent à l'assistance technique, soit par choix complice, soit par obligation de l'aide liée.

Du point de vue de la santé, il faut l'entendre au sens large, comprenant bien sûr la santé physique et mentale classique, mais aussi la santé génésique, la nutrition et l'accès à l'eau potable. Le problème pour l'Afrique est d'améliorer le niveau général des conditions sanitaires et hygiéniques des populations en leur facilitant l'accès aux soins de santé primaires. Ce qui exige de relever le taux d'encadrement médical sans doute, mais surtout de promouvoir des programmes et campagnes de formation et d'information des communautés de base sur les règles générales d'hygiène, de salubrité, d'alimentation équilibrée et de santé familiale et publique. Tout en développant les programmes de médecine préventive, l'Afrique devra aussi "démédicaliser" la santé et promouvoir la capacité des populations d'être responsables de leur santé.

### 3 2 Les moyens

Le raisonnement classique décrète que le développement est fonction de la croissance économique, elle-même fonction de l'investissement en capital. En conséquence l'Afrique, pauvre en capitaux doit développer son secteur d'exportation pour gagner des capitaux et de ce fait elle doit être "assistée" par ceux qui ont des capitaux. D'où toute la panoplie des "aides" au développement avec sa cohorte de contraintes pour le développement du continent.

Sans nier l'importance des capitaux - intérieurs et extérieurs - pour le développement à long terme de l'Afrique, il y a cependant lieu de revoir la relation. Le développement est avant tout le résultat du travail humain, du capital humain, utilisant plusieurs ressources parmi lesquelles les ressources financières. Partant de ce raisonnement, il faut distinguer les

ressources que l'Afrique doit mobiliser pour sa stratégie de développement à long terme et donner priorité à celles qui lui permettent de renforcer son autonomie collective

### 3.2 1 Les ressources internes.

Elles comprennent

- Les ressources humaines celles-ci constituent la première force de transformation des structures économiques et sociales, autant qu'elles sont agents et bénéficiaires de ces transformations dans tout processus de développement Il faut leur donner le rôle primordial qu'elles ont, savoir les valoriser et les mobiliser dans le sens du développement souhaité Le processus de socialisation du développement présenté ci-dessus, les stratégies aussi bien transversales que sectorielles en tant que dispositif de libération du potentiel créatif des individus et des communautés, de décentralisation et de participation, tout cela n'est possible et réalisable que grâce aux ressources humaines de l'Afrique, qui constituent de ce fait le premier atout important à la disposition des pays africains Même le capital financier est créé par l'homme, et il faut donner à ce dernier les possibilités et les opportunités de le créer en Afrique

- Les ressources naturelles du sol et du sous-sol l'Afrique en possède variées et souvent en abondance Ce n'est pas le lieu de les recenser ici Mais l'Afrique n'en a pas toujours la maîtrise au niveau de la production, de la valorisation et de la commercialisation pour pouvoir en faire la base d'une croissance endogène, ou du moins une source de surplus substantiel mobilisable pour le financement du développement

Par ailleurs, non seulement une bonne partie de ces ressources n'est pas encore exploitée, mais celles qui le sont n'obéissent pas toujours à un cadre cohérent de croissance durable Enfin ces ressources sont peu transformées localement en Afrique, même pour des utilisations dans les petites industries rurales ou urbaines Les efforts à mener dans le cadre de la mobilisation des ressources naturelles de l'Afrique sont donc et devraient être étudiés minutieusement au niveau national et sous régional

- Les ressources financières les capacités d'auto-financement pour les investissements d'un certain niveau ne sont pas négligeables en Afrique Après tout combien d'entrepreneurs européens, indo-pakistanaïens, libano-syriens, etc, ont débarqué mains nues dans nombre de pays africains, mais sans doute avec la malignité de leur savoir-faire, et ont constitué des fortunes colossales en terre africaine ? C'est que le potentiel et l'effectivité de ressources financières en Afrique n'est pas à négliger Le problème pour l'Afrique est de savoir mobiliser ces ressources, canaliser les possibilités de développement qu'elles représentent et gérer leur utilisation conformément aux besoins de chaque phase de développement

- Les moyens institutionnels l'Afrique dispose sans doute

des moyens techniques institutionnels de direction et de gestion du développement Ces moyens n'ont pas toujours eu le succès qu'ils méritent dans le processus de développement de l'Afrique au cours de ces dernières années Ils doivent à leur tour être repensés, renforcés et mobilisés pour qu'ils soient efficaces et efficients dans le processus du développement du continent au siècle prochain

### 3 2 2 Les ressources externes

- Les ressources publiques elles comprennent les dons en espèces ou en nature (y compris la coopération technique), les prêts, ainsi que les transformations ou annulations de dettes Tout cela est généralement présenté comme aide au développement, donnant la connotation solidarité internationale et sens d'humanisme même au commerce d'argent, et parfois cachant le calcul politique dont l'aide peut être porteuse

Comme tout le monde le sait, et à l'exception de quelques cas en particulier pour les situations de catastrophes naturelles ou sociales, l'aide en nature n'a pas que des effets positifs sur le développement de l'Afrique Ceci est dû notamment au manque de programmation et à la déficience de la gestion de cette aide aussi bien par les pays africains "bénéficiaires" que par les pays donateurs (9)

Quant à l'aide en capital, elle appelle quelques remarques L'Afrique est aujourd'hui exportateur net de capitaux Si les partenaires sont réellement engagés au titre de l'aide au développement de l'Afrique, il faut qu'ils l'augmentent sinon il n'y a pas de raison pour l'Afrique de recourir aux ressources financières publiques externes Or depuis l'effondrement de l'empire soviétique, la fin de la guerre froide et les impératifs du positionnement au XXI<sup>e</sup> siècle ont orienté les capitaux publics et privés du Nord vers l'Europe de l'Est et l'Asie et ce mouvement s'annonce ascendant Entretiens les calculs montrent que les besoins en capitaux de l'Afrique augmentent, passant de 22 milliards de dollars US au début de la décennie à plus de 30 milliards aujourd'hui Et les africains continuent de plaider leur cause auprès de leurs bailleurs ou partenaires, les suppliant de ne pas oublier le continent noir On n'est pas loin de la mendicité Et comme le disait Mr Julius Nyerere, on ne respecte pas un mendiant, surtout s'il est valide

Pour celle ( aide ) qui arrive et arrivera en Afrique, outre l'exigence de conditions concessionnelles, il faut qu'elle évite de se lier à la conditionnalité d'un ajustement structurel autre que celui exigé par la stratégie esquissée ici

- Les capitaux privés ils sont devenus plus exigeants encore à l'égard de l'Afrique Il n'est plus facile de les attirer par des zones franches, des législations fiscales libérales, des codes d'investissements ou l'existence d'une ressource ou d'un facteur de production bon marché Cela ne suffit plus Les choses sont devenues plus complexes encore pour l'Afrique, considérée aujourd'hui comme un terrain à haut risque Jusqu'où l'Afrique devra t-elle faire des concessions pour attirer les capitaux extérieurs privés vendre le continent entier ? Par ailleurs faire des bonnes affaires en Afrique n'est

pas nécessairement synonyme de développement et les africains doivent y être attentifs dans leur quête des investissements extérieurs

Le problème est de savoir dans quelle mesure une stratégie autonome de développement telle qu'esquissée ici, peut avoir l'appui des partenaires de l'Afrique, et bénéficier de leur aide publique croissante et conséquente, et aussi des investissements extérieurs privés ? Il y a des raisons d'en douter et c'est cela qui doit convaincre les africains de compter d'abord sur le potentiel énorme de leurs ressources internes et de mettre en oeuvre des politiques de leur mobilisation et de leur valorisation. C'est cela qui attirera aussi bien les aides que les investissements privés étrangers

### 3 3 Gestion de la stratégie de développement

-----

La gestion du développement est un processus par lequel les responsables du pays créent et sont capables de maintenir un environnement économique, social et politique dans lequel les principaux acteurs du développement et parmi eux les différentes composantes de la société civile, peuvent réaliser les activités et atteindre les objectifs de développement que la société s'est fixés de manière efficace et efficiente (10). Elle comprend la capacité d'anticiper, de planifier stratégiquement le futur et tracer l'orientation à suivre pour atteindre les objectifs, de mobiliser les ressources effectives et potentielles, d'organiser la marche dans la mise en oeuvre de la stratégie, ainsi que la capacité de pouvoir gérer continuellement le changement

#### 3 3.1 Anticipation et planification stratégique du futur

On ne gère pas une stratégie du développement, même si elle était d'intégration plate au processus de mondialisation de l'économie de marché en naviguant à vue. Gouverner c'est prévoir dit-on. Les gouvernants africains devront donc développer au niveau national et sous-régional des capacités de construction d'une vision commune du futur, partagée par la société nationale ou sous-régionale selon le cas

Anticiper ce n'est pas seulement entrevoir le futur tel qu'il se dessine compte tenu de l'analyse de la dynamique nationale, régionale et mondiale, c'est surtout se définir sur cette base le futur régional que l'on veut construire. Ceci devrait être une fonction de gestion du développement reconnue socialement et instituée comme telle

Cette fonction consisterait à réfléchir sur le futur, comprendre les changements et processus en cours ou prévisibles leur nature et leurs formes, le pourquoi et le comment des changements, leur impact sur le pays, la sous-région et l'Afrique entière, les relations entre les différentes forces de changement, les raisons et le degré de résistance aux ou d'insertion dans le changement et les conséquences sur le pays ou la région, etc., et de manière générale, la conduite des études de prospective et de scénarios de long terme

Les instruments pour cette fonction sont les institutions conventionnelles de planification qu'il faut reorienter en outils

de planification et de gestion stratégique, les équipes d'études futuristes ou des unités d'intelligence stratégique à promouvoir surtout au niveau régional, mais dont le rôle est pleinement intégré dans le processus de prise de décisions sur les politiques de développement

### 3 3 2 Tracer le chemin ou définir l'orientation

Cette fonction couvre d'abord ce qui a été présenté jusque là dans ce papier collecter l'information économique et sociale sur l'Afrique et le monde et savoir la stocker, analyser la situation continentale et mondiale pour pouvoir se définir l'orientation et les objectifs du modèle de développement que l'on veut construire, en cerner les défis, et surtout concevoir la stratégie appropriée

Ensuite les stratégies indiquées pour atteindre le développement à long terme de l'Afrique doivent être traduites en instruments opérationnels. Autrement dit, ces stratégies prennent corps en termes de politiques et programmes de développement, c'est-à-dire en mesures concrètes d'application et en programmes d'action réformes, investissements, gestion courante, etc

Ces instruments opérationnels peuvent être macro ou sectoriels, mais ils ne peuvent être définis de manière abstraite ou théorique. Ils doivent être étudiés, en face aux situations concrètes nationales ou sous-régionales, en fonction des objectifs de développement certes, mais aussi de chaque phase de la marche sur le chemin tracé

Enfin, tracer le chemin, c'est aussi indiquer les nécessaires séquences de la marche, les étapes de la mise en oeuvre, et savoir les revoir continuellement compte tenu des changements dans l'environnement et des résultats atteints dans la mise en oeuvre de la stratégie

### 3 3 3 Mobiliser les ressources et organiser la marche

Organiser la marche vers le développement est une autre fonction importante de la gestion. Il s'agit de connaître les ressources dont on dispose ou peut disposer, de connaître les acteurs et définir leurs rôles respectifs, d'identifier les obstacles et autres freins, et enfin de mobiliser aussi bien les ressources que les acteurs dans le sens de la mise en oeuvre de la stratégie et conformément à ses différentes séquences

Gérer le développement c'est donc savoir mobiliser les ressources ci-dessus identifiées et de les utiliser comme facteurs et agents des changements souhaités, et ceci de manière efficace et efficiente. Mais c'est aussi définir les rôles des acteurs identifiés et s'assurer que chaque catégorie d'acteurs remplit son rôle et que l'ensemble de la dynamique est coordonné. Ces acteurs sont l'Etat africain, dont il faut redéfinir le rôle dans ce processus, l'entreprise africaine, la société civile et en particulier les communautés de base, et les partenaires extérieurs. Je ne vais pas m'étendre sur ces questions puisqu'elles font l'objet spécifique de discussions dans d'autres sous-commissions de cette conférence (11). J'aimerais simplement souligner que le véritable partenariat entre les acteurs devrait

être le mot clef dans leurs relations

**- Le nouvel Etat africain.**

Agent principal du processus de transformation des structures, l'Etat est avant tout le centre de conception d'un projet de société politique et civile et de sa mise en oeuvre. A ce titre il a des responsabilités aussi bien économiques que politiques.

Sur le plan économique, il faut réaffirmer son rôle et son droit de direction et de maîtrise du processus de développement. Il a une fonction et un large pouvoir d'orientation et de stimulation sur l'ensemble de l'activité économique surtout dans le contexte de faiblesse de l'entreprise privée africaine, qui n'a pas encore assumé les tâches de croissance comme dans d'autres continents. Un secteur privé créateur a besoin d'un Etat créateur et vice-versa.

Sur le plan politique de même, une société créatrice a besoin d'un Etat créateur et vice versa. Car, si comme au cours des dernières années et même encore aujourd'hui, l'Etat africain étouffe systématiquement les élans de créativité pouvant jaillir spontanément des différentes composantes sociales, il finit toujours par bloquer les chances de développement économique et social. L'Etat devra donc restructurer ses rapports avec la société civile en vue de restituer à celle-ci son potentiel de créativité. La socialisation du développement se ressent aussi dans les rapports de l'Etat avec sa société civile.

**- L'entreprise africaine**

L'entreprise africaine est d'abord une entreprise, et de ce fait elle doit obéir à la logique de l'accumulation, sans quoi elle ne peut ni exister ni porter ce nom. Elle sera donc caractérisée par le souci d'optimisation dans l'utilisation des ressources (facteurs), la recherche du profit maximal, l'esprit d'innovation en vue de maintenir la compétitivité, la prévision et le goût du risque.

Mais les modalités opérationnelles de toute entreprise, les formes et les niveaux de production et de réalisation de surplus varient avec les phases de développement de l'économie de marché et les composantes culturelles de la société civile. C'est en cela que l'entreprise américaine diffère de l'entreprise européenne ou japonaise, et que l'entreprise des années vingt n'est pas celle d'aujourd'hui.

L'entreprise africaine ne peut donc être simplement une transposition calquée de l'entreprise occidentale d'aujourd'hui prise comme modèle de référence, sans étude de ses conditions d'insertion dans la société africaine actuelle. Sur le plan socio-culturel, on peut noter en Afrique (i) la connotation familiale ou lignagère de la production et de la jouissance de la richesse et même de l'appropriation des moyens de production, (ii) la possibilité d'utilisation d'une main-d'oeuvre familiale ou lignagère dans un rapport qui n'est pas toujours contractuel ni pleinement salarial, (iii) la prise en charge en retour de certains frais sociaux non liés directement au fonctionnement de l'entreprise, (iv) la chaleur dans la relation humaine qui exige de l'employeur ou du chef une attitude teintée de convivialité et de solidarité dans les relations avec les travailleurs, etc.

Le problème pour l'entreprise africaine est de savoir

insérer les exigences fondamentales de l'accumulation à ce contexte socio-culturel, ou mieux de savoir utiliser ce cadre pour la réussite de son objectif, dans les conditions économiques et technologiques de son environnement

#### - Les populations et leurs communautés de base

Le développement économique et social ne s'apporte pas de l'extérieur, il se construit de l'intérieur, s'internalise et s'endogenéise. Autant l'Afrique doit se développer elle-même, avec éventuellement l'assistance extérieure, autant les populations doivent construire leur développement, en s'appuyant sur l'Etat et d'autres acteurs internes

Il n'appartient donc pas aux Etats africains d'apporter le développement à leurs populations. L'expérience a montré dans ce domaine l'inefficacité des programmes et projets de développement initiés d'en haut et ou de l'extérieur

Différentes formes de participation collective et de responsabilisation des groupements, des associations et autres composantes de la société civile doivent être encouragées et soutenues dans leurs efforts de maîtrise du processus de développement. Elles doivent en être à la fois acteurs et bénéficiaires. Il faudra en particulier valoriser le rôle des associations des femmes et des jeunes

La jeunesse de la population du continent dans un contexte de grand essor démographique constitue un défi pour les pouvoirs politiques, à la fois par l'ampleur des attentes et les limites des réponses qui peuvent être apportées. Ceci, lié à la faiblesse d'ouverture des régimes politiques, renforce le potentiel de détérioration sociale en Afrique. Pourtant les jeunes sont porteurs d'un autre potentiel, celui de changement dans le sens du progrès économique et social, à cause notamment de la faiblesse de leurs liens avec le milieu traditionnel, de leur réceptivité aux transformations structurelles et de l'exigence de démocratie ou d'ouverture générale vers l'avenir qui caractérise toute jeunesse

C'est pourquoi gérer le développement dans l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est aussi savoir saisir l'opportunité de l'atout que représente la jeunesse de la population africaine, qu'il faut mobiliser dans un projet de société répondant aux exigences d'équité sociale, d'ouverture au progrès économique, d'esprit de démocratie et de dignité nationale

#### - Les partenaires extérieurs

Personne ne peut objectivement nier le besoin de l'aide au développement pour l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais l'expérience d'une Afrique qui en a bénéficié depuis plus de trente ans, et qui malgré tout est entrée dans une crise sans précédent, doit inviter à la réflexion. Ce ne sont pas seulement les africains qui sont responsables de l'échec. Ceux qui ont financé et soutenu techniquement, politiquement et parfois militairement les politiques mises en oeuvre en Afrique sont coresponsables.

L'aide s'est installée en un système qui s'auto-entretient, et qui de ce fait ne peut plus être considérée comme de l'aide au développement. Son besoin augmente de plus en plus. A quoi a-t-elle servi alors ? On peut aussi se demander dans ces conditions quel jour elle va prendre fin ? L'Afrique ne peut se condamner à être continuellement assistée ou "aidée" par les autres. Il faut donc repenser l'aide au développement. sa

philosophie, sa nature, ses formes, ses modalités, les raisons et les moments d'y recourir, ses conditions et sa programmation

Mais organiser la marche c'est aussi savoir gerer le changement, renforcer les forces et facteurs d'accélération du changement selon les séquences définies, résoudre le problème des forces et facteurs de résistance au changement, et faire du changement l'oeuvre et le produit de tous par le dialogue/palabre, la participation des différentes composantes de la société, l'engagement de tous ceux qui sont concernés, etc Gerer le changement c'est enfin savoir se donner les instruments de changement dont on ne dispose pas, en termes de capacité individuelle et institutionnelle, d'organisation et mécanismes fonctionnels, etc

### CONCLUSION

-----

En terminant ce propos, j'ai le sentiment d'avoir répété des choses connues, d'avoir remâché des généralités d'intellectuels sans prise sur la réalité, et cela m'a amené à me poser la question de la portée de mon texte et de cette conférence

D'abord sur ce papier J'ai voulu discuter de la gestion d'une stratégie de développement autonome de l'Afrique dans le contexte du processus de mondialisation au XXIe S, et du mouvement de double libéralisation politique et économique d'un continent marginalisé sur l'échiquier mondial Il est vrai que beaucoup de choses ont déjà été dites et redites, mais sérieusement ou sournoisement, combattues par les forces politiquement et économiquement dominantes Elles ont été très souvent tournées en dérision par ceux qui ont refusé et continuent de refuser à l'Afrique le droit de produire le savoir et le savoir-faire sur lui-même Faudrait-il abandonner la lutte et s'incliner devant la théorie et la doctrine du plus fort? Car après tout, le domaine du développement est un terrain de luttes entre forces et intérêts politiques et économiques au niveau national et surtout international Les intérêts des pays et des continents sont en jeu

J'ai donc choisi de reprendre la même lutte d'intellectuel, mais dans le contexte de la problématique de cette conférence Il ne s'agissait pas pour moi - un individu - de formuler une politique de développement de l'Afrique en termes opérationnels concrets, mais d'indiquer sur base de la situation d'ensemble du continent telle qu'elle s'annonce au siècle prochain, les conditions de base pour la définition d'une telle politique en termes opérationnels, et alors par des institutions africaines appropriées C'est pourquoi aussi, je ne me suis pas donné la peine de vous encombrer de chiffres si parlant pourtant, et que tout le monde connaît par ailleurs

La deuxième question concerne la portée de cette conférence Je dois dire qu'elle a été très bien accueillie par les intellectuels et hommes de culture africains Il était temps, à la veille du XXIe siècle, que les intellectuels africains, se voulant au service du continent et de leurs peuples, se posent la question du devenir de leur continent et y tentent des réponses

Il était temps en effet que ne fût-ce que par moments que l'on voudrait historiques, le discours soit réapproprié par les africains Car c'est un droit fondamental de penser et décider de son devenir, le reste des actions et efforts n'étant que la concrétisation de ce qui est défini dans l'exercice de ce droit

Mais c'est ici qu'il y a un risque majeur, celui d'un autre exercice d'intellectuels, heureux et satisfaits de pouvoir parler et soulager leurs consciences, convaincus de leur mission de dire aux responsables politiques ce qu'ils croient que ceux-ci ne connaissent pas, et qui finalement ajoute à la confusion des productions, études et rapports existants, aux prédications des prophètes et aux prescriptions des marabouts du développement en Afrique

Les intellectuels africains continuent de prêcher mais la portée de leur discours est peu évidente Ils n'ont ni la force politique et sociale, ni la puissance économique qui leur permettraient de faire passer leur message Ils n'ont pas d'organisations qui leur donne le poids nécessaire dans le processus de prise de décisions sur les questions de politiques de développement Les programmes d'ajustement structurels ont réussi à passer pour politique de développement et appliqués dans toute l'Afrique, simplement parce qu'ils étaient une condition d'accès aux ressources (pourtant prêts et non dons) d'un plus puissant et dont l'Afrique a besoin, alors que le CAPRAS de la CEA, bien qu'adopté par les hauts responsables africains, n'a jamais pu voir un début de réalisation

Il se pose donc le problème de conditions et de chances d'un nouveau discours sur une stratégie autonome de développement de l'Afrique, et par là, le problème d'identification des forces porteuses d'un tel discours et les possibilités de sa mise en oeuvre Plus exactement, lorsque les intellectuels et hommes de culture africains tentent une réponse ou même répondent à la question "quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ?" et esquissent une stratégie pour "inventer notre futur", à qui s'adressent-ils ? Aux dirigeants politiques qui peuvent superbement ignorer cela, revendiquant leur sens de réalisme politique contre le rêve utopique des intellectuels ?

La proposition de construire une société africaine ou mieux des sociétés africaines - il n'y a pas une mais plusieurs Afriques -, sur base des économies en croissance soutenue et assurant une vie décente à la majorité en offrant des opportunités à ceux qui ne sont pas encore prospères, et ce dans un processus participatif de socialisation du développement, cette proposition requiert en effet des forces porteuses qu'il faut identifier, sensibiliser et mobiliser Dans cette perspective, l'existence des courants de pensée actifs et dynamiques en Afrique peut y contribuer et les intellectuels ont un rôle à jouer dans ce sens

Mais au-dessus de tout cela, la mise en oeuvre d'une stratégie autonome de développement requiert un autre leadership africain

L'Afrique a eu des leaders pour sa libération du joug colonial, c'est-à-dire des dirigeants qui avaient une vision nationale du devenir politique du pays, et qui mobilisaient leurs peuples autour des idéaux de cette vision De ce fait ils se sentaient à des degrés divers, des responsabilités à l'égard de leurs peuples dans le sens du bénéfice social et économique de

l'indépendance La génération des dirigeants politiques de l'indépendance, quelque soit leur idéologie, avaient donc pour la plupart une carapace de meneurs de peuples vers un objectif de progrès collectif, même si les fortunes ont été inégales C'est pourquoi, les quinze à vingt premières années des indépendances ont été des années de progrès économique et social pour l'Afrique les taux de croissance économiques comme les réalisations dans le secteur social - éducation et santé - ont été notables au cours de cette période

Pour être soutenu, cet effort exigeait un autre type de leadership, le leadership du développement, après celui de la libération politique, dont la mission historique pouvait être considérée comme terminée C'est le grand défi de cette conférence et au-delà d'elle de l'Afrique du XXIe siècle trouver les voies et moyens d'éclosion et de renforcement des leaders du développement, ceux qui incarnent une autre vision du développement qui puisse permettre à l'Afrique de faire face aux défis actuels et futurs de la socialisation du développement, dans sa conception et son opérationnalisation

Il faut faire renaître le "rêve africain" Cette renaissance nécessite un nouveau modèle de pensée positive pour appréhender ce qui est faisable, compte tenu des ressources humaines et naturelles du continent, dans le contexte de la mondialisation Cette renaissance requiert une nouvelle vision du développement national et régional fondée sur ce que sont et seront les attentes, les aspirations et les espoirs des générations actuelles et futures en Afrique (12)

C'est en cela que je prêche un rêve utopique, au sens noble du terme C'est-à-dire un rêve inscrit dans le champ du possible, auquel on croit fermement et pour lequel on doit se battre et continuellement se battre afin qu'il puisse devenir réalité un jour Car je sais que toute stratégie autonome de développement de l'Afrique au XXIe siècle sera combattue par le Nord sous différents prétextes, pour le danger qu'elle représente de limiter le marché et l'aire de contrôle de ce dernier, et aussi pour ce qu'elle signifie comme positionnement de l'Afrique en tant que sujet pensant son mode d'insertion dans le processus de mondialisation

## REFERENCES

-----

- (1) KHOR, M , L'ONU plus nécessaire que jamais dans un monde plus interdépendant que jamais, in PNUD/CTPD, Coopération Sud, New York, 1996, p 8
- (2) BRITO, J , Planification stratégique pour un développement humain durable, ronéo, Futurs africains, Abidjan, Octobre 1995, p 2
- (3) KANKWENDA, M , Crise économique, ajustement et démocratie en Afrique, in CODESRIA, Processus de démocratisation en Afrique, Dakar 1995
- (4) KANKWENDA, M Que faire pour le développement à long terme de l'Afrique ? Matériaux pour un consensus
- (5) PNUD, Pour un renouveau de la planification du développement en Afrique, Document de synthèse, ronéo, New York, 1991
- (6) LALKAKA, R , L'entrepreneuriat technologique, nouvelle force de la croissance économique, in PNUD/CTPD, Coopération Sud, op cit p 27
- (7) BEN-DAK, J , Une approche catalytique au développement de produits uniques dans le Sud, in PNUD/CTPD, Coopération Sud, op cit p 33
- (8) KANKWENDA, M , Marabouts et marchands du développement en Afrique, in Bulletin du CODESRIA, Dakar, 1994
- (9) UNDP, Rethinking technical cooperation, New York, 1993
- (10) BRITO, J , Planification stratégique pour un op cit
- (11) KANKWENDA, M , Que faire pour le développement à long terme op cit
- (12) JOHNSON-SIRLEAF, E , Le défi de la génération actuelle de dirigeants africains, Communication à la Conférence des Ministres Africains de l' Economie, des Finances et du Plan, Ouagadougou, Janv 1996

---

# Problématique culturelle et développement en Afrique noire esquisse d'un renouveau théorique

Marc-Louis Ropivia  
Professeur invité  
Département de géographie  
Université Laval

adresse actuelle,  
Université de Libreville  
Directeur du CERUEP  
B P 2827  
Libreville  
GABON

## Résumé

Les théoriciens du développement en général et du développement de l'Afrique en particulier après avoir ressaisi les divers types de causes et élaboré différentes stratégies pour sortir les États africains du sous-développement, se trouvent aujourd'hui dans une impasse face à un afro-pessimisme grandissant. Quelles sont les nouvelles problématiques, les nouvelles perspectives conceptuelles et méthodologiques qui permettraient d'aborder en ce début du troisième millénaire le problème du développement en Afrique et de déboucher sur des approches ou solutions moins utopiques? Trois notions essentielles (changement des mentalités, gestion rationnelle du temps et des ressources, accroissement de la productivité) pourraient constituer le fil conducteur vers une nouvelle vision du devenir de l'Afrique.

**Mots clés** Culture, développement, changement des mentalités, productivité, gestion du temps, ressources, intellect

## Abstract

After a long reflection on the causes and strategies for leading African countries out of a state of underdevelopment, development theorists in general and Africanists in particular have become overwhelmed by a growing afro-pessimism. What are the new questions, new theoretical and conceptual approaches and methods that are being formulated on the dawn of the 21st century for addressing in a less utopian manner the problem of African development? Three fundamental concepts — attitudinal changes, rational management of time and resources, and increased productivity — are presented as a possible key to a new vision of the future of Africa.

**Key Words** Culture, development, attitudinal change, productivity, time management, resources, intellect

---

## PROLEGOMENES

Le paradigme de l'imperialisme, avec son canevas théorique et conceptuel (centre périphérie échange inégal dépendance), a constitué pendant plus d'un quart de siècle, en tant que facteur explicatif et causal du sous-développement, l'ossature de toutes les théories et réflexions sur le développement

Son originalité est d'avoir mis l'accent sur les facteurs historiques et exogènes qui culpabilisent l'Occident dans la production du sous-développement dans le Tiers-monde

Sans nier l'éclairage fondamental que ce paradigme a apporté dans la compréhension des origines du sous-développement, il importe cependant, au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle et du III<sup>e</sup> millénaire d'intégrer un nouveau paradigme, le paradigme de la culture en essayant de montrer aussi quel est aujourd'hui le poids des facteurs endogènes et des acteurs internes dans la perpétuation du sous-développement. En d'autres termes la question est de savoir si on ne décèle pas dans les sociétés, chez les peuples du Tiers-monde en général et de l'Afrique noire en particulier des comportements, des attitudes et des carences plus nombreuses sinon aussi importantes pour faire perdurer le sous-développement que la spoliation économique que l'on a attribuée à l'Occident

Après avoir examiné attentivement les comportements quotidiens et les habitudes saisonnières des élites et des masses africaines dans leur relation au progrès à la modernité et à la tradition il apparaît que la problématique du *changement des mentalités* peut constituer le point de départ d'un renouvellement de la théorie du développement

Le développement peut être entendu comme le produit d'un ensemble de performances nationales individuelles ou collectives résultant de l'augmentation de la productivité. Mais que serait la *productivité* sans une utilisation rationnelle et optimale du temps? Or, n'est-ce pas dans la compréhension singulière de cette notion et dans l'usage archaïque de ce phénomène que les sociétés africaines n'ont pas su opérer la mutation intellectuelle qui eut pu les propulser vers le développement?

L'Afrique noire a donc besoin d'un véritable ajustement culturel (Manguelle, 1991) et d'un véritable reajustement intellectuel. Et cette nouvelle culture, produit d'une révolution intellectuelle africaine propédeutique à l'élan vers le développement, doit être essentiellement entendue comme une culture du temps de la productivité de la haute performance et de la compétitivité

Dans le champ planétaire et unifié de l'économie mondiale, dans le système moderne des relations internationales, il ne saurait y avoir de temps africain spécifique, singulier, sous le fallacieux prétexte que l'Afrique, en respectant ses valeurs culturelles, pourrait se développer à son propre rythme. Cette dernière

---

position marginaliserait notamment l'Afrique subsaharienne et la confinerait à un exceptionnalisme dangereux. Il s'agit là d'une vision utopique qui conduirait à oublier que le temps moderne, comme l'affirme Jean-Louis Servan-Schreiber, est unique, rythmé et encombré. —

Unique puisque au millième de seconde, presque toute la planète est synchronisée : seuls changent, selon les fuseaux, les chiffres des heures. Mais le top horaire est désormais identique sur la terre comme dans l'espace.

Rythmé parce que toutes les habitudes sociales nous enserrant dans un réseau dont les mailles sont chiffrées en temps. Nous obéissons aux horaires de travail, des réunions et des repas, d'ouverture des services et des magasins, des informations du matin ou du film télévisé du soir, des départs des trains ou des fêtes du dernier né.

Encombré car pour subsister matériellement dans cette société complexe, nous avons dû devenir plus performants que nos prédécesseurs. Cet accroissement considérable de notre productivité implique de faire tenir davantage d'activités dans le temps unique qui nous est alloué.

Bien que l'usage du temps constitue aujourd'hui le phénomène de comportement primordial sur lequel il est urgent d'agir afin d'endiguer le sous-développement, il n'en demeure pas moins que la transformation globale des mentalités est l'attitude fondamentale qui déclenche les réflexes individuels ou collectifs du développement. Les mentalités retardent également du fait de l'adhésion des citoyens à une philosophie négative, sorte de sous-culture gangrenant le subconscient collectif, professée par une élite dégénérée, ainsi que du fait de la participation des élites à une acculturation perpétuée par la conception prétendument universelle des besoins économiques de l'Occident. On pourrait encore ajouter le manque de mobilisation effective de toute la population active en raison, notamment, des préjugés négatifs et des tabous tenaces qui pèsent sur certaines catégories sociales comme les femmes.

Une vision synthétique de la nouvelle problématique culturelle du développement peut être schématisée comme suit :

L'interprétation que l'on donne à ce schéma est la suivante : C'est par le changement des mentalités que l'on doit aboutir à l'accroissement de la productivité. Le préalable est qu'il faut remédier en amont aux facteurs culturels du sous-développement avant d'envisager en aval les scénarios et stratégies du développement. Sans pour autant avoir la prétention de dresser un inventaire exhaustif des facteurs culturels qui constituent un obstacle au développement, il n'en demeure pas moins que la trilogie retenue en amont définit de manière pertinente notre problématique et devient le fil conducteur de la présente étude.

---

## LA DIMENSION TEMPORELLE LE SOUS-DEVELOPPEMENT EST UNE DYSHARMONIE DE TROIS SYSTEMES HORLOGERS

À l'observation attentive des rythmes d'activités et de l'usage du temps dans la plupart des sociétés africaines et cela dans un grand nombre d'États, il apparaît clairement que le sous-développement résulte de la dysharmonie de trois systèmes horlogers essentiels : l'horloge biologique des citoyens, l'horloge socio-économique de la nation et l'horloge culturelle des sociétés traditionnelles. Ces différentes horloges sont définies par des temps ou périodes d'activités.

### 1 HORLOGE BIOLOGIQUE DES CITOYENS

L'horloge biologique est celle qui rythme les fonctions ou l'activité métabolique et somatique de l'homme en tant qu'être vivant. Le temps biologique se caractérise par des périodes de veille diurnes, durant lesquelles l'homme est censé exercer toutes sortes d'activités vitales. Il se caractérise également par des périodes de sommeil, nocturnes, au cours desquelles l'organisme a besoin de repos. Le respect strict de cette alternance activité/repos est le fondement même de toute productivité socio-économique. Malheureusement dans les sociétés modernes, l'homme a perturbé son horloge biologique par toutes sortes de contretemps quotidiens qui sont autant de prolongements de la période de veille et de réductions de celle de repos ou de sommeil. C'est particulièrement en Afrique noire, où les rejoissances (retraits de deuils, mariages, anniversaires) et les loisirs quotidiens (boîtes de nuit, discothèques) peuvent durer toute la nuit, que l'homme ne peut jouer, le lendemain au travail, de toutes ses facultés. Contraint de se reposer le jour par nécessité physiologique de récupération, il inverse progressivement son horloge biologique et amoindrit ainsi sa productivité : d'ou retards, absences quotidiennes et faible rendement dans les lieux de travail.

### 2 HORLOGE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA NATION

C'est elle qui rythme l'ensemble des activités socio-économiques d'une communauté nationale. Chaque nation obéit à des rythmes d'activités journaliers, hebdomadaires, mensuels, annuels ou saisonniers, liés à sa propre évolution technologique et qui, à l'intérieur des horloges planétaires universelles, fondent son harmonie interne et façonnent sa spécificité par rapport à d'autres nations. Ces rythmes d'activités subdivisent l'horloge socio-économique en différents temps : temps de travail, des loisirs, de repos et des services personnels.

### Le temps de travail

Il est évident que sa mauvaise gestion ralentit considérablement la productivité. D'abord, son mauvais usage accroît l'intensité et la lenteur des migrations pendulaires. En Afrique, en dépit de l'extension phénoménale des

---

agglomérations urbaines et de l'accroissement des distances qui en résulte il s'effectue encore au cours de la même journée, trop de déplacements entre le lieu de travail et le lieu de résidence. Cette énorme perte de temps est occasionnée par de nombreux facteurs parmi lesquels

- l'obligation de sieste (le battement étant de trois heures entre midi et la reprise d'après midi),
- l'absence de structures de restauration et de gardiennage des enfants au voisinage des lieux de travail,
- la récupération des enfants dans les établissements scolaires, là où les pouvoirs publics n'ont pas su organiser le ramassage scolaire ou les transports en commun.

De plus, la circulation est ralentie par de longs embouteillages parce que le maillage routier interurbain est souvent moins dense que le parc automobile. Cela diminue énormément la durée du temps de travail et les horaires ne sont point respectés. Pour les raisons déjà évoquées, la présence effective au bureau dans les administrations publiques et parapubliques africaines s'amenuise considérablement. C'est ainsi que les horaires de 8h00 à 12h00 se transforment en 9h00 à 11h30 et ceux de 15h00 à 18h00 deviennent de 16h00 à 17h30. Alors, l'Afrique noire peut-elle réellement surmonter le sous-développement en quatre heures de travail effectif? Ajoutons à cette interrogation le fait que certains pays ont décrété la demi-journée ou la prétendue journée continue, épaississant ainsi le scepticisme sur l'efficacité des administrations africaines.

### Les temps des loisirs et de repos

Il y a d'abord les loisirs urbains quotidiens qui ruinent physiologiquement l'individu et ses capacités de travail. Du fait de l'interruption de certaines activités (puisqu'on peut danser et boire jusqu'au matin sept jours sur sept) par manque de réglementation dans la plupart des cas mais aussi par manque de conscience professionnelle à tous les niveaux de la pyramide administrative la spirale de l'absentéisme pour cause de maladie devient donc hallucinante. Les bureaux vont jusqu'à fonctionner avec un agent sur deux.

En deuxième lieu, il faut dire que les temps des loisirs et de repos (congés annuels, week-ends, jours fériés) n'obéissent pas à une logique de relaxation en raison de l'absence de structures internes de vacances. Néanmoins, il s'amorce ici un début de rythmes nationaux saisonniers, car de nombreux fonctionnaires préfèrent prendre leurs congés annuels durant la période des cultures. Ainsi, à cause des bas salaires et de la faiblesse des allocations de départ en congé, le temps de repos est-il remplacé par celui des plantations comme source immédiate d'approvisionnement alimentaire et ultérieure de revenus.

---

Le résultat est que le fonctionnaire et l'ouvrier africain ne se reposent pas suffisamment pour reemmagasiner le volume d'énergie nécessaire au renouvellement de la force de travail. Ainsi, par manque de vitalité d'une grande part de sa population active dû à la mauvaise utilisation du temps des loisirs et de repos, il s'installe une léthargie collective qui fait du tertiaire africain le moins productif de la planète. Cette première conclusion peut encore être vérifiée dans la gestion du temps des services.

### Le temps dans les services

Il est opportun d'introduire ici une notion centrale qui conditionne à la fois le changement des mentalités et l'augmentation de la productivité à cause de ses repercussions dans la gestion du temps : celle de discipline collective.

En fait, une société développée ou qui aspire au développement se distingue à sa capacité autonome et spontanée à s'imposer une discipline collective dans l'usage du temps en général et dans les services en particulier.

Nul ne contredira qu'il y a un gain énorme de temps lorsque les gens se mettent dans une file d'attente selon l'ordre d'arrivée plutôt que lorsqu'ils se disputent indéfiniment la priorité.

Emprunter l'autobus, le bateau ou le train, acheter un timbre à la poste, percevoir un chèque dans une banque, acheter un billet de transport dans une compagnie de voyages, occuper un siège dans un avion de lignes intérieures, se faire examiner dans un dispensaire ou dans les services externes d'un hôpital public constituent le plus souvent de véritables disputes qui ne manquent pas de tourner au véritable pugilat. Il s'agit d'actes quotidiens qui se font souvent dans le brouhaha de fouies excitées et cela dans l'arrogance insouciance ou l'indifférence railleuse des agents des services publics ou privés.

Ces derniers eux-mêmes, loin de maximiser le temps aux fins d'accroissement de leurs rendements, ne sont organisés qu'en fonction d'une perte excessive du temps. Des secrétaires discourtoises d'administrations publiques ou privées faisant languir leurs clients qui, innocemment, attendent d'elles un accueil et des explications courtoises, un seul guichet de banque pour servir deux à trois centaines de personnes en une seule matinée, vendre des billets à deux centaines de voyageurs à cinq minutes avant l'heure de départ, un seul médecin pour consulter quatre à cinq dizaines de patients en une matinée : voilà le lot quotidien des manifestations de la sous-organisation du temps et des services en Afrique. Avec toutes ces anomalies constatées, comment un secteur tertiaire peut-il être productif, compétitif lorsque des fonctionnaires ou autres employés doivent passer une matinée à la banque ou à l'hôpital, acheter un titre de transport en deux heures, rater l'avion pour réservation non tenue, voyager avec deux heures de retard sur l'horaire prévu. Nous sommes là dans le cercle vicieux et l'engrenage de la non-productivité chronique caractéristiques du sous-développement. En Afrique, il n'y a pas de tertiaire moteur du développement.

---

## L'HORLOGE CULTUELLE DES SOCIÉTÉS TRADITIONNELLES

Dans les sociétés traditionnelles et, toujours de nos jours en milieu rural cette horloge est le chronomètre qui organise les cycles de la vie culturelle et rituelle

L'horloge culturelle se subdivise en temps de rites occasionnels (funérailles, mariages, naissances, danses profanes, etc.) et en temps de cultes saisonniers (cérémonies initiatiques, cultes religieux, cultes de purification, etc.) Partout en Afrique noire cette horloge pose un problème d'inadaptation dans les contextes du temps de travail modernes

### Le temps des funérailles

En voulant à tout prix transposer en milieu urbain le mode traditionnel de gestion des funérailles, sans tenir compte de la complexité de ses rythmes et méthodes d'organisation et sous prétexte d'éviter la déperdition des valeurs culturelles ancestrales, on perturbe l'horloge socio-économique en la plongeant constamment dans l'improductivité. D'abord le cortège funéraire freine la circulation, crée des embouteillages, retarde les usagers de la route et entraîne l'absentéisme de la grande masse des parents et amis qui vont prendre part à la cérémonie d'inhumation. Puis, selon les sociétés, les us et coutumes, l'ensemble de la période de deuil, dans certains pays, peut aller jusqu'à un mois au cours duquel chaque jour est une veillée jusqu'à l'aube sans se préoccuper de la fatigue qui viendrait envahir les gens et anéantir la force de travail d'organismes déjà affaiblis par toutes les formes de stress urbain modernes. Paradoxalement, dans de nombreux États africains des citoyens pétris de cultures nationales semblent avoir pris conscience de l'importance du temps dans la gestion moderne des activités socio-économiques et ont commencé à faire fonctionner des entreprises funéraires avec toute leur panoplie de services qui permettent d'alléger les rituels traditionnels. C'est sans doute une manière de montrer que l'on peut adapter les mentalités traditionnelles à l'organisation sociétale moderne. Cependant il y a encore de nombreuses résistances à cette lente évolution.

### Le temps des mariages

Le mariage urbain moderne, à l'état civil, se révèle être la plus belle synthèse de gâchis énorme de temps, d'argent et d'énergie. Il est d'abord la projection en ville des moments de jouissances traditionnelles dans toute leur durée, leur environnement familial et leurs agapes. Il est aussi le mimétisme de la symbolique des festivités de mariage des sociétés bourgeoises d'Europe dans ce qu'elles comportent de splendeur. Malheureusement, les citoyens africains dans leur ensemble ne semblent pas avoir compris que les festivités du mariage dans nos sociétés traditionnelles étaient assumées par l'organisation communautaire, tandis qu'en ville la famille au sens large intervient de moins en moins. Avec ses fastes imités d'Europe et sa forte convivialité émanant du système traditionnel de parenté le mariage à l'état civil moderne est l'une des sources de dépenses à fonds

---

perdus des citoyens africains. La relation entre temps et argent est trop directe. On dilapide ainsi, en un mois de préparatifs, ce que l'on aura réussi à épargner en 10 ans! Alors *quid* de l'investissement dans les États africains?

#### REINTERPRETER LE DEVELOPPEMENT

À la lumière des analyses précédentes, on peut inférer que la dys-harmonie des systèmes horlogers caractéristiques du sous-développement se manifeste à travers un certain nombre de discordances. En effet, comment concilier, par exemple, les horaires du temps de travail avec les exigences de la gestion traditionnelle des funérailles en milieu urbain? Ou encore comment concilier les heures de travail avec les abus des loisirs quotidiens? Comment comprendre qu'une perte de temps chronique dans le secteur des services puisse rendre nos administrations publiques et notre secteur tertiaire efficaces et performants?

Dans les conditions actuelles, on peut constater qu'il n'existe pas de coïncidence entre l'horloge biologique des citoyens et l'horloge socio-économique de la nation, que l'horloge culturelle des sociétés traditionnelles perturbe l'horloge socio-économique de la nation et que cette dernière, en raison des perturbations dont elle est l'objet, se trouve aussi en situation de dysfonctionnement. C'est dans cette vision que réside l'un des fondements essentiels de la perpétuation du sous-développement.

Le développement serait, au contraire, l'effort permanent qu'une collectivité se doit d'accomplir pour adapter l'horloge biologique de ses membres ainsi que l'horloge culturelle et rituelle de l'ensemble de ses composantes aux exigences devenues universelles de l'organisation sociale moderne et du mode de production dominant. En d'autres termes, le développement est cette quête perpétuelle d'homogénéisation des trois systèmes horlogers essentiels, qui inscrit dans le subconscient individuel et collectif l'idée irréversible de progrès dans les domaines de la pensée et de la production des biens matériels vitaux pour l'existence humaine.

Après la dimension temporelle, il importe d'analyser un autre fondement essentiel dont l'impact négatif sur les mentalités a rendu vain tout effort vers le développement.

#### LA DIMENSION IDÉOLOGIQUE ET INTELLECTUELLE L'AFRIQUE, FOSSOYEUSE DE SA PROPRE INTELLIGENTSIA

##### LA PRODUCTION DU DISCOURS «INTELLECTICIDE»

Les États africains sont aujourd'hui les lieux de production, par l'élite au pouvoir et par une classe d'intellectuels dégénérés, d'une sous-culture se muant peu à peu en idéologie antinationale, antipopulaire et antiprogressiste.

---

C'est en interprétant, en decryptant les pseudo doctrines, les slogans, les adages dictons et proverbes professés par l'élite dirigeante en Afrique noire que l'on peut mieux comprendre l'infécondité intellectuelle des gouvernants africains en matière de stratégies du développement. On peut aussi, à partir de cette même exégèse, comprendre pourquoi, *grosso modo*, dans l'ensemble des États africains, la médiocrité a remplacé l'excellence, que celle-ci soit devenue elle-même un facteur de nuisibilité sociale pour celui qui en a le mérite et que la banalité a eu à prendre le pas sur l'exceptionnel. Il s'est agi, depuis plus d'un quart de siècle de la part de l'élite dirigeante et intellectuelle associée, de comportements tendant à juguler peu à peu la compétence, à étouffer toute forme de liberté d'expression et à justifier ou légitimer toute forme illicite d'appréciation des revenus de la nation.

Chronologiquement, les premiers slogans sont franchement «libéricides» et «intellecticides» car les élites dirigeantes se prononcent partout unanimement contre ce qu'elles appellent les «idéologies importées». Démocratie et socialisme sont les principaux concernés. Du même coup le totalitarisme par le biais du parti unique, s'installe. L'intelligentsia [de gauche] est muselée par une chasse aux sorcières parfois sanglante. En lieu et place de ces idéologies soi-disant importées les nervis du pouvoir secretent une pseudo-doctrine de retour aux sources ou de recours aux traditions. La mode de l'authenticité fait son apparition. En tant que philosophie de gouvernement et d'administration publique, elle se traduit partout par des nationalisations, entendons par là l'accession rapide et prématurée d'une première génération d'universitaires (insuffisants en nombre) aux commandes des rouages de l'État et de l'économie. L'incompétence et la médiocrité sont partout le fruit de cette politique de nivellement par le bas, qui prend partout des dénominations nationales. C'est l'époque de la zairisation, de l'ivoirisation, de la gabonisation, etc., avec, comme point d'orgue, la désorganisation totale des structures administratives et des sociétés d'État léguées par la colonisation. Tel est le bilan de la première faillite de l'élite dirigeante et intellectuelle associée dans les États africains postcoloniaux.

Afin de mieux parachever la confiscation des structures de l'État postcolonial, les premières élites universitaires, devenues politiques, décrètent un deuxième slogan «l'État n'a pas besoin de docteurs». Dans certains États africains cette philosophie antiprogressiste se traduit immédiatement par des coupures massives de bourses à ceux des étudiants qui sont parvenus en troisième cycle d'études supérieures, notamment au niveau du doctorat. À partir de tels slogans néfastes, c'est au compte-gouttes que l'Afrique doit former ses élites de haut niveau. Des lors, l'intellectuel africain authentique est condamné à ne plus rien prouver. La moindre velleité de compétence, d'excellence, recevra, presque de l'ensemble de l'opinion nationale conditionnée, la réponse la plus triviale du genre «mais qu'est-ce qu'il veut prouver là encore?». Et si jamais il s'avise de démontrer qu'il est capable de compétence, alors il est affublé de «dangereux» et, dans ce cas, il porte atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État. De tous les pôles actuels en développement du globe, l'Afrique noire et l'Amérique latine sont à peu près les seuls où la doctrine de la sécurité nationale repose essentiellement sur le fait que l'intellectuel est dangereux pour le développement de la nation et que

---

l'intelligentsia dans son ensemble est le grand ennemi intérieur qu'il faut éradiquer afin de donner à la nation la stabilité sociopolitique qui lui convient

Les deuxièmes slogans du type «budgetaire» évidemment favorisés par la prégnance de l'idéologie de l'authenticité sont puisés par l'élite dirigeante et intellectuelle associée dans les vieux fonds des cultures africaines. C'est le genre «le mouton broute là où il est attaché». Sans nul doute, cet adage justifie le pillage de l'État par ceux des fonctionnaires ayant des responsabilités de gestion des régions financières. Tout aussi important est son corollaire «pour que le mouton broute, il faut qu'il soit attaché». Avec ce deuxième complément, chaque jeune cadre veut être nommé à une fonction où il jouit de prérogatives de gestion. On assiste donc à la multiplication injustifiée des régions financières à la prolifération des caisses parallèles des systèmes informels d'imposition directement gérés par les agents qui prélèvent. Bref, c'est la fin des trésoreries générales publiques africaines comme structures d'unicité des caisses de l'État.

On peut dire, en définitive, que plus d'un quart de siècle de non-participation des masses et des élites de confiscation de la créativité et de l'initiative par des pouvoirs totalitaires a eu pour résultat de créer une situation d'anomie dans le fonctionnement des rouages administratifs des États africains. La conséquence de cette anomie généralisée est sans conteste l'emprise de l'aide et le diktat des bailleurs de fonds internationaux, c'est-à-dire l'aumône internationale se substituant à une pensée et une stratégie du développement produites par des acteurs endogènes.

#### LA PLACE DE L'INTELLECT DANS LE FAÇONNEMENT D'UNE MENTALITÉ DE DÉVELOPPEMENT

Une nation peut-elle se développer sans élite? C'est là une question à laquelle la plupart des gouvernants africains évitent de répondre avec clarté. Même en plein cœur des utopies égalitaristes marxistes (ex URSS et Chine), l'on a pensé que la formation d'une élite intellectuelle était un passage obligé sur la voie du développement. À l'approche du XXI<sup>e</sup> siècle, il est temps que les gouvernants d'Afrique noire et singulièrement eux réalisent que le capital humain dans sa dimension intellectuelle est l'un des atouts les plus importants du décollage économique.

Une nation qui aspire au développement doit valoriser trois modes d'expression de l'intelligence.

Elle se doit de posséder un *brain trust* national. Ce dernier peut être défini comme la masse critique des intelligences à partir de laquelle une nation peut compter sur elle-même pour résoudre de manière autonome ses propres problèmes de développement.

Elle doit s'efforcer d'organiser un *brain drain*. Il s'agit de l'immigration des cerveaux, en d'autres termes, c'est le drainage vers le territoire national des

---

meilleures elites mondiales qui doivent y trouver les conditions optimales d'exercice de leurs professions. C'est de cette maniere qu'elles s'investiront pleinement dans les taches du developpement. Le *brain drain* constitue l'apport exterieur essentiel en capital humain qui garantit les echanges d'idees avec l'exterieur. En ce sens, il est l'une des conditions d'un veritable transfert de technologie.

Enfin, elle doit favoriser un vaste *brain storming*, c'est le bouillonnement des intelligences. Autrement dit, c'est ce brassage libre des idees a partir duquel les differentes composantes de l'intelligentsia nationale rivalisent d'innovations, de modeles de scenarios et de strategies sur le developpement de la nation. Le *brain storming*, en tant que phenomene national d'effervescence intellectuelle, doit reposer sur un substrat democratique qui garantit le libre exercice de la creativite. Il est en quelque sorte le prelude a une veritable revolution intellectuelle qui impulserait un phenomene de mutation des esprits dont tout processus de developpement a besoin.

Ces trois elements pourraient constituer trois commandements d'ordre intellectuel (Parker 1991) s'adressant avant tout aux elites dirigeantes, et qui il importe de mettre rapidement en oeuvre afin de donner aux intelligentsia d'Afrique l'autonomie intellectuelle necessaire a la prise en charge du developpement dans un contexte de normes reconnues aujourd'hui comme universelles.

## LA DIMENSION CULTURELLE, ALIÉNATION CULTURELLE ET ÉTIOLEMENT DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE AFRICAINE

### L'ENTENDEMENT DE LA NOTION DE RESSOURCE COMME POINT FOCAL DE LA THEORIE DU DEVELOPPEMENT

En lisant la quatrieme partie intitulee «les ressources et le pouvoir» dans son ouvrage consacre a la «geographie du pouvoir», on constate que l'analyse de Raffestin postule une nouvelle conception du developpement a travers sa formulation de la notion de «ressource». Celle-ci, selon Raffestin, decoule d'un processus relationnel dont les elements sont «un acteur (A), une technique mediatisee par le travail (r) et une matiere (M)», d'ou la formulation  $ArM \rightarrow P$ . Ce P correspond a «l'ensemble des proprietes ou ressource».

Nous venons de voir que l'avènement des proprietes ou utilites des elements naturels est pose comme le resultat d'une relation qui engage un acteur a exercer son savoir (sa pratique, sa technicite) sur une matiere au depart inerte. Dans ce cas, il faut d'abord entendre qu'une utilite est un phenomene singulier dont l'origine est un besoin prealablement identifie. Alors pourquoi donc une communaute doit-elle se contenter d'utilites determinees ailleurs en dehors d'elle et qui ne correspondent pas a ses besoins reels? Pourquoi une communaute ne peut-elle pas creer de nouvelles utilites en fonction de ses besoins intrinseques?

---

Ces questions signifient tout simplement que les facultés créatrices des hommes peuvent s'exercer de manière variée et illimitée sur la même matière première. En fait la découverte des utilités semble elle aussi si illimitée que d'autres alternatives au type et au nombre actuel de besoins sont possibles et ce surtout de la part de populations qui disposent de matières premières abondantes à condition bien sûr qu'elles reconnaissent d'abord qu'elles ont des besoins intrinsèques indépendants de ceux qui leur furent transmis par le modèle de développement dominant. Or à l'heure actuelle, il est indéniable que ce sont les États du tiers monde qui détiennent le plus grand potentiel de matières premières dont ont besoin les pays industrialisés. Il est donc capital de rappeler à l'intention des élites dirigeantes des pays en développement que le développement ou la puissance des États n'a cessé d'être, avant toute autre chose, qu'une pensée intellectuelle qui s'exerce sur un substrat matériel et qui vise à transformer l'environnement physique et social d'une communauté. Cela voudrait simplement dire que toute collectivité dispose en son territoire des moyens matériels de son développement et surtout en ses individus des capacités intellectuelles de le façonner et de l'assumer. Les moyens matériels et les capacités intellectuelles ne peuvent s'agencer harmonieusement pour produire le développement que si, et seulement si, la collectivité entière a foi en elle-même et en ses aspirations de progrès.

Il nous semble désormais d'une extrême nécessité d'insister sur le fait que toutes les communautés humaines du globe sont naturellement dotées en intelligence et que les matières premières ne demandent finalement qu'une intervention intellectuelle mue par des besoins précis, pour être matérialisées en utilités spécifiques. Ces dernières *a priori* n'étant pas identiques à l'échelle du globe. Notre insistance s'adresse surtout aux communautés des pays en développement qui demeurent subjuguées par les variables que privilégie le modèle de développement dominant. En principe, aucune communauté humaine ne devrait se prévaloir du fait d'être plus ou moins favorisée qu'une autre, étant donné que le développement procède du libre exercice collectif des facultés d'imagination créatrice de chaque communauté sur son patrimoine environnemental. Cette opinion est également partagée par J.-J. Servan-Schreiber, lorsqu'il affirme

Entre un homme né en Europe centrale et un homme né à Tokyo à Calcutta à Paris, à Lagos ou à Jérusalem, il n'y a aucune différence qui vaille. Chacun possède en lui la même force dont peuvent jaillir le jour ou il est «le dos au mur», des facultés d'invention illimitées.

Tel est aussi en filigrane, le sens du message livré par Claude Raffestin. Nous lui devons en effet, d'avoir souligné que «les propriétés des ressources sont inventées par les hommes». Nous sommes donc enclins à considérer qu'en principe toutes les communautés humaines, sinon tous les États de la planète, disposent des mêmes atouts au développement. À chacun avec ses matières premières d'inventer, selon ses besoins, ses propres ressources. Le recours à Raffestin nous permet encore dans le même temps de déduire que ce qui, en dernière analyse, explique le développement, d'une part, et le sous-développement, d'autre part est moins une question d'inégale distribution en matières premières ou en ressources (ces dernières ne pouvant d'ailleurs exister dans la nature) qu'une question de «génie

---

de la mise en valeur», ce dernier pouvant alors se définir comme la capacité d'une collectivité, selon ses besoins naturels et intrinsèques, de façonner l'utilité de telle ou telle matière première, donc sa capacité de concevoir sa propre technique et de créer sélectivement, à partir de son patrimoine environnemental, les propriétés des ressources dont elle entend user à une période donnée de son histoire. Les ressources des uns ne peuvent être celles des autres et la technique des autres ne peut devenir la nôtre.

Nous affirmons finalement que la différence entre l'état de sous-développement et celui de développement d'une communauté réside dans le juste ou le mauvais usage par ses membres de son propre génie de la mise en valeur.

#### LA REVISION DE LA CONCEPTION DES PRODUITS DE BASE

En fait, cette nouvelle problématique des ressources se pose en termes de rupture structurelle avec le modèle d'extraversion économique. Cette rupture est avant tout une rupture intellectuelle parce qu'il s'agit de rompre avec l'univers des perceptions courantes, dans la manière de concevoir les notions de «cultures dites industrielles et de cultures vivrières». Il est évident que si l'on excepte les cultures non comestibles comme les plantes tinctoriales, les latex, le jute, etc., rien dans l'éventail des cultures comestibles ne permet *a priori* de préjuger de l'industrialité d'une culture sur une autre. Les cultures comestibles dites aujourd'hui industrielles n'ont reçu ce qualificatif qu'à partir du moment où elles ont constitué une avidité exotique qui s'est progressivement muée en besoin de consommation courante en Occident. Cette mutation s'est opérée à partir des grandes découvertes. La plupart de ces cultures étaient tropicales et ont donné, après transformation industrielle, soit des produits de remplacement d'une meilleure qualité, soit des composés nouveaux qui ont suscité des goûts jusque-là inhabituels en Europe, surtout. L'Europe s'est donc mise à spécialiser les pays coloniaux dans les plantations de cultures telles que la canne à sucre, le café, le cacao, l'arachide, etc. La notion de culture comestible industrielle n'a donc de signification que par rapport à un besoin de consommation strictement occidental à l'origine et universalisé dans l'ensemble du globe par le système économique dominant. L'appétit de l'Occident s'est en partie bâti au détriment de celui des pays de la périphérie, dans la mesure où la généralisation des plantations des cultures dites industrielles a entraîné, en raison de l'accaparement des meilleures terres aux fins d'un lucre nouveau, le recul des cultures dites vivrières dans la majorité des pays du tiers monde. Des lors, la notion de culture vivrière est chargée d'un préjugé négatif et n'a cessé de symboliser une économie attardée. Mais au fait, qui prétendrait que la canne à sucre ou le cacao sont des cultures plus industrielles que le manioc ou la banane ? Tout d'abord, l'Africain précolonial ignorait le sucre de canne ou le chocolat. Il suçait la première et continuait de la sucer : cela signifie que c'est pour lui une culture vivrière. Il ne cultivait pas l'ananas pour l'exporter mais pour le consommer et utiliser les vertus textiles de ses fibres : ce dernier élément est d'ordre industriel, mais l'ananas était pour lui, avant tout, une culture vivrière. On peut donc considérer aujourd'hui que toute culture comestible, dès lors qu'elle a satisfait sous sa forme brute sa fonction d'autosubsistance initiale, voit grâce aux

---

techniques de l'industrie moderne, ses surplus affectés à la transformation alimentaire aux fins d'une longue conservation, pour parer aux éventuelles pénuries et satisfaire à la demande extérieure. À ce titre, le manioc est aussi une culture industrielle, puisqu'après transformation, il fournit du tapioca, de la farine, de l'amidon et peut donner un distillat utilisable dans l'industrie des boissons. Il l'est donc, au même titre que la tomate, le blé et autres légumes et céréales comestibles dans les pays industrialisés de l'hémisphère nord, aujourd'hui emballés et vendus dans les supermarchés du monde entier.

En définitive, l'opposition cultures vivrières/cultures industrielles n'est que le reflet d'une vision véhiculée par l'idéologie dominante. Les premières sont entachées de mépris, afin qu'elles se perpétuent dans la pesanteur de l'attardement qui fait que leurs producteurs ne leur découvrent aucune propriété industrielle nouvelle qui viendrait modifier l'ordre alimentaire mondial existant. Les deuxièmes, par contre, correspondent à une vision égoïste et idéologique nécessaire au maintien de la suprématie des pays industrialisés sur les autres.

D'un point de vue idéologique, la révision proposée façonne le nationalisme économique et suscite une rupture avec l'extraversion. À un niveau encore plus pratique, à savoir celui du terrain, cette révision permettra de reconvertir les meilleures terres à des cultures telles que le mil, le sorgho, le fonio, la banane, l'igname, la patate douce, le manioc, le taro. Et ce ne sont point les débouchés qui viendraient à manquer à ces produits. D'abord l'Afrique elle-même atteindrait bien vite son autosuffisance alimentaire, puis exporterait ses surplus vers d'autres continents. Les usages industriels existants et à venir de ces cultures dites essentiellement vivrières ne tarderaient pas à en stimuler la production à plus grande échelle. Il ne faudrait pas se leurrer : le monde actuel a et aura toujours besoin de sorgho pour la préparation d'une vodka, de bananes pour les farines, soupes et industries de boissons. Dans ce dernier domaine, l'Afrique elle-même aura à gagner en retournant à sa grande prouesse de bières et d'alcools naguère préparés à partir de ses produits vivriers et depuis interdits par la colonisation pour ne pas gêner l'expansion des industries de boissons métropolitaines. Il resterait encore suffisamment de terres pour produire, dans des proportions raisonnables, de la canne à sucre, du cacao, du café, du coton, car après tout l'Afrique elle-même a aussi plus besoin de ces produits que de hévéa.

## CONCLUSION

Au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle, il semble opportun d'entreprendre une révision théorique qui conduirait à compléter l'outillage analytique du sous-développement.

En fait, toute thérapie n'est efficace que si, au départ, on identifie clairement les symptômes du mal. Par le paradigme ancien, la théorie du sous-développement reste unijambiste et l'Occident seul en porte le fardeau. Cette manière de voir continue de servir d'alibi et de masquer un autre pillage, non plus

## LA PROBLEMATIQUE CULTURELLE DU CHANGEMENT DES MENTALITÉS (Approche psychique et intellectuelle du développement)

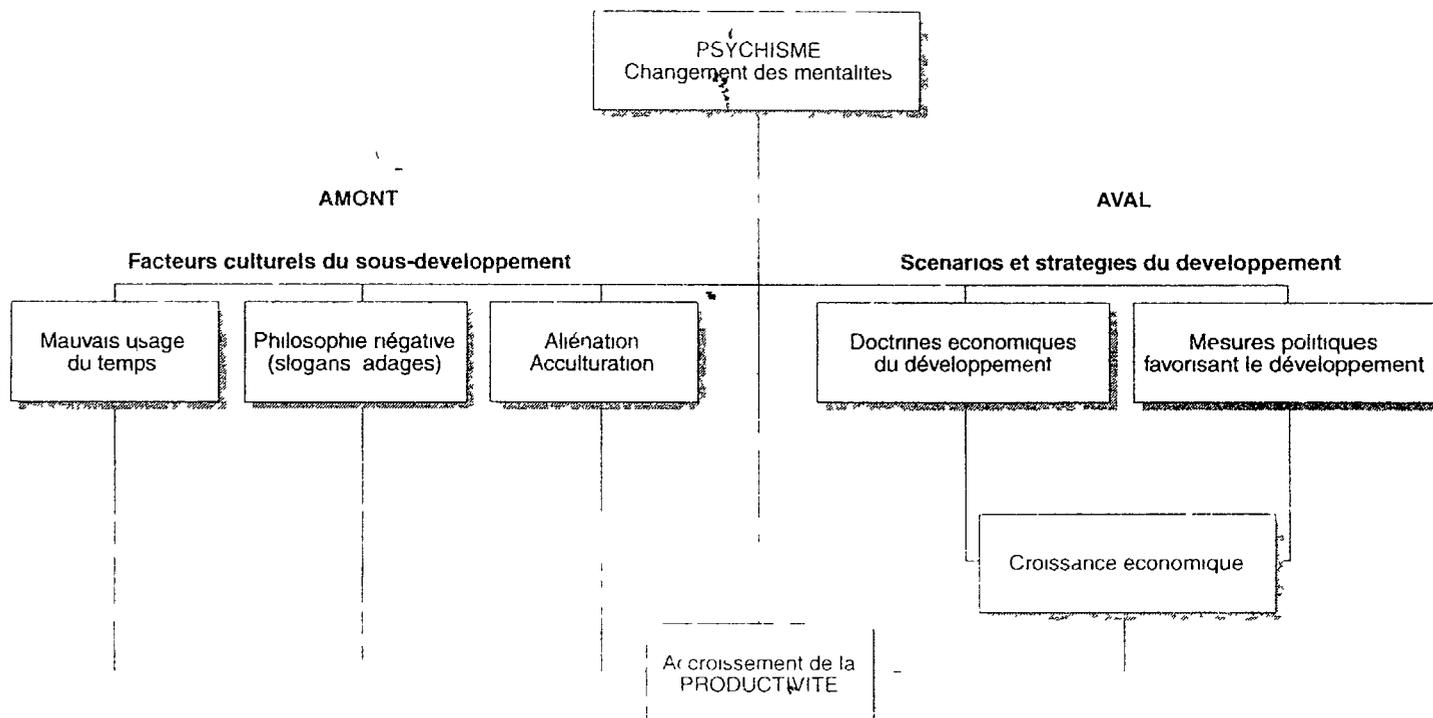


Figure 1

192

---

par l'Occident, mais par les élites dirigeantes constituant le pouvoir neopatrimonial (Medard, 1991) dans les Etats du tiers monde en general et de l'Afrique en particulier. En introduisant le paradigme de la culture, on fait accéder la théorie du sous-développement au stade de la bipédie, en attribuant l'autre moitié des responsabilités du sous-développement aux acteurs internes des pays en développement.

La problématique culturelle indique d'emblée que l'un des moteurs essentiels du développement est le changement de mentalité. Or, le développement lui-même est un phénomène de transformation qualitative et de croissance généralisée.

Et le rôle des intellectuels africains doit désormais être décisif dans l'accomplissement de cette révolution culturelle et intellectuelle. C'est pourquoi il importe de considérer cette contribution comme une pédagogie de la croissance fondée sur une augmentation de la productivité et une recherche de la haute performance, résultant elles-mêmes d'un processus de changement des mentalités axé sur une utilisation optimale du temps, une réinterprétation du rôle des intellectuels et une révision de la conception de la notion de ressource (Figure 1).

#### BIBLIOGRAPHIE

- BRASSEUL J (1989) *Introduction à l'économie du développement* Paris Armand Colin  
DIAKITE, T (1986) *L'Afrique malade d'elle-même* Paris Khartala  
ÉTRILLARD G et SUREAU F (1983) *A l'est du monde* Paris Fayard  
MAMADOU DIA (1991) Développement et valeurs culturelles en Afrique subsaharienne  
*Finances et développement* 28(4) 10-13  
MANGUFI LE, D F (1991) *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?*  
Ivry sur Seine Ed. Nouvelles du Sud  
MEDARD J F (1991) (Études réunies et présentées par) *Etats d'Afrique noire : formations  
mécristes et crise* Paris Khartala  
PARKER E (1994) *Objectif 10 : la croissance* Paris Criterion  
RAFFESTIN C (1980) *Pour un géographe du pouvoir* Paris Litec  
SERVAN SCHREIBER J J (1980) *Le défi mondial* Montreal Select  
SERVAN SCHREIBER J L (1993) *L'art du temps* Paris Fayard (Coll. Marabout)

(Acceptation définitive en juillet 1995)

193

# BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

CONFERENCE DES INTELLECTUELS ET HOMMES DE  
CULTURE D'AFRIQUE DAKAR, 21-26 MAI 1996

Sous commission 3 L'Etat africain au XXIe siècle

**THEME** Effets a long-terme de la privatisation et de la liberalisation sur  
l'économie africaine du XXIe siècle secteur public et secteur privé

**P D BITOUMBOU**

**Economiste Supérieur, Banque Africaine de Développement**

Les vues et interpretations exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et  
pas necessairement celles de la Banque Africaine de Developpement

Le présent papier se propose d'apporter quelques éléments de réflexion sur le thème suivant. "Effets à long terme de la privatisation et de la libéralisation sur l'économie africaine du XXIème siècle: secteur public et secteur privé". Ce thème est traité dans le cadre de la sous-commission 3 · L'Etat africain au XXIème siècle.

Ce papier n'a pas pour ambition de présenter une étude exhaustive de la question. Il se contente d'ouvrir un champ d'hypothèses qui pourraient aider à stimuler la réflexion et à mettre en relief des pistes pour des recherches plus approfondies. Essayer d'évaluer les effets à long-terme de la privatisation et de la libéralisation sur l'économie africaine revient en réalité à essayer de dégager les perspectives et les contraintes de développement du secteur privé et des marchés concurrentiels du continent au XXIème, siècle, à partir de l'utilisation des instruments de la privatisation et de la libéralisation.

En Afrique, c'est depuis une quinzaine d'années que la privatisation et la libéralisation économique ont été présentées dans les programmes d'ajustement structurel comme deux des principales voies pour promouvoir l'entreprise privée et développer des marchés concurrentiels. L'idée sous-jacente à cette approche est que les entreprises parapubliques inefficaces qui avaient proliféré dans les activités économiques du continent non seulement avaient grevé gravement les maigres ressources des Etats, provoqué la crise du système bancaire mais aussi et surtout évincer les investisseurs privés notamment en engendrant par leurs actions un alourdissement du coût du crédit. Le "sur -développement" du secteur des entreprises publiques est perçu comme un obstacle majeur à l'extension du secteur privé. La privatisation vise donc à réduire notablement l'ampleur de l'intervention directe de l'Etat dans les activités productives, ce faisant elle permet d'élargir l'espace économique du secteur privé à partir d'une opération de transfert total ou partiel à des actionnaires privés des parts détenues par l'Etat dans les entreprises publiques.

Hormis la réduction du déficit budgétaire qu'elle peut permettre de réaliser, d'autres avantages économiques sont avancés pour vendre l'idée de la privatisation. (i) le renforcement de l'efficacité et de la performance des entreprises; (ii) le développement d'une industrie compétitive offrant des prestations meilleures aux consommateurs, (iii) la saine répartition du pouvoir au sein de l'entreprise, (iv) la possibilité dans certains cas d'éviter les nombreux effets sociaux et économiques d'une simple fermeture de l'entreprise; (v) un meilleur accès aux ressources, au savoir-faire et aux marchés qui permettent la croissance, et (vi) l'obtention du meilleur prix possible à la vente. Quant à la libéralisation de l'économie, elle vise à permettre la réforme des structures d'incitation de sorte que les prix et l'affectation des ressources soient davantage déterminés par le marché.

## Les enseignements de l'expérience de la privatisation en Afrique

Après plus d'une décennie de mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel, quels enseignements peut-on tirer de l'impact des mouvements de privatisation et de libéralisation dans le développement du secteur privé et des marchés concurrentiels en Afrique ? Seuls ces enseignements pourraient nous permettre de mieux dégager les perspectives et contraintes du développement du secteur privé et de la régulation économique par les mécanismes du marché, à l'aube du troisième millénaire.

Il est évident que l'ampleur des privatisations a varié d'un pays à l'autre aussi bien au niveau du nombre et du poids économique des entreprises concernées que des secteurs dans lesquels elles menaient leurs activités. Il n'est pas nécessaire, au regard de l'objectif visé par cette note, d'essayer de rendre compte dans le détail des progrès réalisés dans le cadre de la privatisation au niveau de chacun des pays africains. Ce qu'il convient d'indiquer c'est qu'il a existé d'importantes différences entre les pays tant au niveau des modalités pratiques de la privatisation, des priorités établies que de la volonté politique manifestée pour mettre en oeuvre cette politique.

Toutes les études effectuées sur l'ampleur de la privatisation tant par les chercheurs indépendants que par les institutions financières de développement ( Banque Mondiale, Fonds Monétaire International) s'accordent à reconnaître que la privatisation des entreprises publiques en Afrique a obtenu des résultats très modestes.

Dans son étude intitulée "*L'ajustement en Afrique*", la Banque Mondiale fait l'évaluation globale de la privatisation en ces termes : *Les données disponibles sur les entreprises publiques sont limitées et décourageantes : ces entreprises ne sont pas nettement moins nombreuses qu'autrefois .. Un petit nombre de pays seulement ont renoncé à plus de 40 % de leurs entreprises publiques. Et la moitié n'ont privatisé qu'avec une extrême lenteur.. Quelques pays ont développé leur secteur public... Ce qui est plus important, c'est que le nombre des entreprises éliminées du portefeuille public donne une idée exagérée de l'ampleur des privatisations Les grandes entreprises qui déterminent le gros des actifs publics - compagnies aériennes, chemins de fer, sociétés minières et compagnies assurant un service public - n'ont généralement pas été privatisées.*

Par ailleurs, d'une façon générale, malgré les proclamations et adhésions de principe dans les documents et discours officiels, le mouvement de désengagement de l'Etat des activités économiques directes a été marqué par une extrême lenteur. Très peu d'études ont été menées jusqu'ici pour essayer d'évaluer l'impact quantifiable des retombées économiques des privatisations dans les pays dans lesquels elles ont été effectuées. Cette absence d'intérêt pour l'évaluation de l'impact économique et financier des privatisations tient probablement à leur trop faible étendue. Cependant, il est bien évident que la privatisation des entreprises publiques non rentables a permis de soulager les budgets des Etats concernés, voire d'assurer des rentrées de revenus additionnels représentant les produits des cessions. Par contre, il n'est pas certain que, dans de nombreux cas, la privatisation aura permis un accroissement de l'efficacité économique. En effet, souvent, du fait de l'étroitesse des marchés des économies africaines, la privatisation a permis tout simplement de remplacer un monopole public par un monopole privé. Ce faisant, elle était loin de créer les

conditions propices au développement d'un secteur privé dynamique et efficient évoluant dans un espace économique caractérisé par la concurrence

L'Afrique apparaît comme la région en développement où le processus de privatisation et de libéralisation de l'économie a enregistré les résultats les plus faibles. Quelles sont donc les contraintes qui ont empêché les autorités d'entreprendre avec succès les programmes de privatisation qu'elles ont "acceptés" d'insérer dans leur programme d'ajustement structurel ?

## Les obstacles entravant la réussite des privatisations

Les études récentes permettent d'avancer une série d'obstacles qui entravent l'essor du secteur privé par le truchement de la politique des privatisations

### 1. Le caractère externe de l'initiative des privatisations

En Afrique, l'idée d'initier des programmes de privatisation est venue de l'extérieur notamment des bailleurs de fonds internationaux dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel. Les programmes d'ajustement structurel visait entre autre à réduire le rôle que l'Etat africain avait joué dans la production et la régulation économique. C'est à ce rôle prépondérant de l'Etat qu'était imputé les médiocres résultats économiques enregistrés par les pays africains depuis les années 70. Cette idée fortement soutenue par les bailleurs des fonds n'était malheureusement pas le fruit d'une réflexion approfondie de l'histoire économique du continent et prenant en compte les spécificités du rôle de l'Etat en Afrique, spécificités qui découle de sa genèse historique.

Cette absence de réflexion approfondie et préalable au lancement de l'idée des privatisations explique la non prise en compte d'un certain nombre de spécificités régionales. Par exemple, cela n'est sans conséquences pour le processus de

privatisation que d'ignorer qu'en Afrique, en général, la propriété d'Etat s'est développée en l'absence d'un secteur privé local plutôt que contre lui.

La privatisation telle qu'elle a été initiée dans la plupart des pays supposait le préalable selon lequel il existe de nombreux entrepreneurs dotés de l'expertise et de capitaux requis pour venir occuper les créneaux laissés vides par le désengagement de l'Etat des activités productives

L'approche de la privatisation préconisée n'a pas tenu compte du fait que dans certains pays, la régulation économique par l'Etat avait un caractère néo-patrimonial qui ne pouvait que rendre illusoire tout désengagement de ce même Etat des activités qui lui permettait d'opérer une accumulation des richesses à des fins privées.

Les lenteurs et les résistances constatées dans l'exécution des programmes de privatisation ont des fondements politiques complexes inhérents à l'utilisation faite du secteur parapublic dans les mécanismes de reproduction des groupes sociaux gestionnaires de l'Etat. Ces mécanismes de reproduction portent la marque des spécificités propres à l'Etat africain où la ligne de démarcation entre le bien public et le bien privé ne se caractérise pas par sa clarté et sa fixité.

## 2. Le caractère prématuré du lancement du mouvement de privatisation

D'une façon générale, le mouvement de privatisation et de libéralisation a été lancé trop prématurément au regard de l'état de maturation des autres composantes des programmes d'ajustement structurel et des réformes institutionnelles initiées en Afrique. Malgré la mise en oeuvre des PAS et des réformes, l'environnement économique est resté peu favorable notamment au développement de l'entreprise privée. Les Etats ont été encouragés à mener d'importantes réformes sans disposer pour autant de ressources, notamment concessionnelles, nécessaires à la réalisation de leurs objectifs. Faute de ressources par exemple, l'investissement public n'a pas été suffisant pour financer les infrastructures de base et a

assurer le développement des ressources humaines Il en est résulté une élévation des coûts des activités économiques non propice au développement de l'investissement du secteur privé.

L'expérience historique a montré que les investisseurs privés ne commencent à s'intéresser à des nouvelles opportunités que lorsqu'un certain nombre de conditions sont déjà remplies. marchés concurrentiels et efficaces, institutions de soutien fiables, bonnes conditions d'approvisionnement en matières premières et autres intrants, systèmes financiers développés et compétitifs, marché national d'une taille raisonnable, fiabilité des arrangements contractuels. Or dans le cas de l'Afrique très rares sont les pays qui ont réussi à remplir ces conditions. Autrement dit les insuffisances structurelles inhérentes à la nature sous-développée de la plupart des économies africaines ont constitué des entraves sérieux au processus de privatisation.

### 3. L'absence de soutien de l'opinion publique interne

En initiant les programmes de privatisation, les bailleurs de fonds ont sous-estimé l'ampleur des coûts sociaux transitoires à court-terme qu'ils pouvaient entraîner (indemnités de licenciements, grèves, marchandages politiques) L'absence de réels débats et réflexions publics sur les avantages à long terme de la privatisation et l'absence de transparence dans les procédures utilisées ont conforté l'opinion publique dans son opposition à cette initiative de désengagement de l'Etat des entreprises productives perçues comme les fruits de hautes conquêtes sociales. Le fait que souvent seuls des investisseurs privés étrangers réussissent à être retenus sur les listes de repreneurs de ces éléments du "patrimoine national" constitue une circonstance aggravante supplémentaire. Cette absence d'adhésion d'une large frange de la population au programme de privatisation est un élément qui a contribué fortement à réduire son rythme de réalisation.

### 4. La pénurie d'entrepreneurs africains

Au nombre des contraintes majeures qui expliquent les résultats mitigés de la privatisation figurent en bonne place la pénurie d'entrepreneurs africains dotés d'une expertise, de capitaux suffisants et désireux de mener des activités dans une logique de marché faite de risques. L'étroitesse de la base capitaliste de la plupart des économies africaines n'a pas permis de produire à une échelle significative une catégorie d'entrepreneurs capables de prendre des risques financiers en s'exposant à la compétition internationale. Dans de nombreux pays, les groupes d'entrepreneurs qui peuvent se targuer de disposer d'une surface financière significative se sont développés à l'ombre de l'Etat dans des rapports de complicité entre le secteur privé et le secteur parapublic. L'inaptitude de cette catégorie d'entrepreneurs à jeter les bases d'un secteur privé dynamique et compétitif est tout simplement structurelle. C'est cette inaptitude qui explique, entre autres, la prédominance des capitaux non africains au niveau de nombreuses entreprises privatisées. Ainsi donc dans l'expérience récente de l'Afrique, la thèse sous-jacente à l'utilisation de la privatisation pour la promotion du développement du secteur privé, selon laquelle il y a toujours des entrepreneurs capables de combler l'espace dégagé suite au désengagement de l'Etat ne pouvait pas se vérifier pour des raisons structurelles tenant aux spécificités de fonctionnement de l'économie de marché dans la région et aux tares d'une bonne partie de l'entreprenariat africain.

## Quelles conditions préalables remplir pour réussir la privatisation ?

A partir de cet examen rapide des contraintes de l'expérience récente de la privatisation en Afrique, quelle réévaluation doit être faite des programmes de privatisation pour qu'ils puissent contribuer à développer l'entreprise privée africaine dans les décennies à venir

Etant donné que les problèmes de privatisation varient d'un pays à l'autre, l'objectif ici n'est pas de présenter des orientations exhaustives mais d'exposer à grands traits les principales orientations qui pourraient être applicables à un grand nombre de pays.

1) La réussite de la privatisation passe d'abord par une étude approfondie de la spécificité du rôle de l'Etat dans l'économie. Il convient de ne pas perdre de vue que l'apparition de l'Etat moderne africain n'est pas le produit de la maturation d'un processus socio-politique interne aux sociétés africaines. Les relations entre l'Etat africain et l'économie tout comme les relations du même Etat et la société sont nécessairement le reflet de processus historiques complexes où s'entremêlent les valeurs culturelles africaines et les effets de la domination coloniale. Tout effort tendant à analyser l'action de l'Etat africain post-colonial doit porter tout d'abord sur la compréhension des conditions sociales et historiques qui ont déterminé et continue de déterminer cet Etat. Les spécificités de l'Etat africain ne sauraient être négligés sans dommage pour la qualité de l'analyse

ii) L'intériorisation du processus de conceptualisation de la privatisation et la transparence avant et pendant la mise en oeuvre du programme sont des conditions incontournables pour obtenir l'adhésion large des populations

iii) L'ordre de priorités des réformes économiques et politiques doit être déterminé sérieusement pour éviter que la privatisation ne soit compromise par l'absence des conditions préalables nécessaires. L'environnement économique et politique devrait être suffisamment favorable avant de déclencher le processus de privatisation. Ce processus devrait être conduit à un rythme mesuré de manière pragmatique et graduelle. C'est la réalité du terrain qui doit dicter le rythme et non les considérations idéologiques. Par exemple, il est évident que l'intégration économique régionale peut seule permettre d'atteindre l'échelle suffisante à partir de laquelle le secteur manufacturier africain peut tirer pleinement profit de la privatisation. Privatiser des entreprises industrielles et les exposer immédiatement à la concurrence est tout simplement "suicidaire" pour le continent. C'est de la désindustrialisation garantie.

iv) Dans le contexte actuel de concurrence acharnée pour la mobilisation de ressources financières, sans le développement préalable de marchés de capitaux régionaux et une revitalisation du système bancaire, il serait impossible pour la privatisation de s'appuyer sur des entrepreneurs africains compétitifs à l'échelle

internationale.

v) Sans l'accroissement significatif des ressources concessionnelles en faveur des pays à faible revenu d'Afrique, il sera pratiquement impossible pour les Etats de contribuer efficacement à la réduction des coûts élevés des activités économiques résultant du sous-développement des infrastructures.

vi) L'adoption d'une nouvelle culture et d'une nouvelle éthique en matière de gestion administrative est également une condition nécessaire à la réussite de la privatisation. Le processus de libéralisation politique qui a cours en Afrique donne des motifs d'espoir car il a créé un environnement plus favorable à l'amélioration de la gestion des affaires publiques. L'adoption d'une nouvelle culture et d'une nouvelle éthique en matière de gestion des affaires publiques est également l'élément qui créera les conditions de la stabilité politique et de la stabilité des orientations de l'Etat, conditions sans lesquelles l'accroissement significatif de l'investissement privé serait impossible en Afrique.

En conclusion provisoire, il n'est pas paradoxal de soutenir que les leçons découlant des expériences passées en matière de privatisation des entreprises publiques semblent plaider en faveur de la constitution d'administrations économiques performantes dans le continent. Le développement du secteur privé n'est pas incompatible avec le renforcement du rôle de l'Etat dans la création des conditions nécessaires pour que les mécanismes et les forces du marché puissent occuper une place décisive dans la régulation économique. Toutes les études le montrent, les succès économiques remportés par d'autres régions en développement n'auraient pas été possibles sans les actions menées par ces administrations économiques très performantes. Compte-tenu des conditions historiques de naissance de l'Etat post-colonial africain, il ne sera pas aisé de réussir une telle mutation des structures étatiques, mais le pari n'est pas impossible. Il est important de souligner que les changements intervenus sur la scène politique africaine portent toutes les potentialités de l'émergence d'institutions d'un type nouveau, à moyen et long terme.

Le principe général selon lequel la privatisation et les



**STRATEGIES D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE POUR LE  
DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AFRIQUE \***

(Conférence Internationale des Intellectuels et Hommes de Culture  
d'Afrique Quelle Place pour l'Afrique dans le Monde du XXIe Siècle?  
Dakar, 21-25 Mai 1996)

Dr Ousmane KANE  
Directeur Exécutif Adjoint et  
Directeur Exécutif a.1  
du Centre Régional Africain  
de Technologie

---

*\* Les points de vues exprimés ici n'engagent que l'auteur et non son institution*

# S O M M A I R E

I	INTRODUCTION	1
II	SITUATION ET PROBLEMATIQUE DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE	4
	1) Politique Scientifique et Technologique	4
	2) Structures de Recherche et Liaison Recherche-Développement	5
	3) Structures de Production	6
	a) Potentiel Industriel et Manufacturier	6
	b) Configuration du Tissu Industriel	7
	c) Difficultés Spécifiques du Secteur Manufacturier	8
	c-1 Financement	9
	c-2 Facteurs Structurels	9
	c-3 Facteurs Humains	9
	c-4 Facteurs Techniques	10
	4) Spécificités du Marché et Habitudes de Consommation	10
	5) Partenariat et Coopération Scientifique et Technique	11
	a) Coopération Internationale et Inter-Régionale	12
	b) Coopération Intra-Africaine	12
III	PERSPECTIVES ET ELEMENTS DE STRATEGIE	13
	1) Pouvoirs Publics et Stratégie Nationale d'Innovation Technologique	14
	a) Généralités	14
	b) Cadre Structurel	14
	c) Développement des Ressources Humaines	15
	d) Autres Mesures	16
	2) Institutions de Recherche-Développement	16
	3) Structures de Production	18
	4) Marche et Habitudes de Consommation	18
	5) Partenariat et Coopération Scientifique et Technique	19
IV	CONCLUSION	20
V	BIBLIOGRAPHIE	22
VI	PRINCIPALES ABREVIATIONS	25
VII	ANNEXES	27

## I. INTRODUCTION

Le processus de développement technologique d'un pays ou d'une région ne saurait être un phénomène passif, de simple transfert ou de diffusion de procédés, de produits ou de machines. Il doit plutôt correspondre à une volonté d'acquisition d'un savoir-faire ou d'une infrastructure technologique appropriée, librement choisie et destinée à répondre à des besoins clairement définis.

A cet égard, alors que s'intensifie le phénomène de globalisation et que l'économie mondiale est de plus en plus entraînée par les innovations scientifiques et technologiques, notamment marquées par les progrès spectaculaires des technologies de l'information, l'Afrique, comme le fait remarquer la CEA (1993), "continue d'être préoccupée par sa simple survie, par le besoin qu'ont ses populations d'assurer quotidiennement leur subsistance. Marquant de plus en plus le pas dans tous les domaines d'activité, la population africaine risque concrètement d'être lâchée et reléguée dans un ghetto d'arriération économique avec des possibilités restreintes".

Cette situation procède, en grande partie, du retard technologique de notre continent, eu égard à la faiblesse de son potentiel scientifique et technique. Comme établi par l'UNESCO et plusieurs Organisations Internationales, la Recherche et l'ensemble du processus d'innovation technologique jouent, en effet, un rôle privilégié en ce qu'ils constituent les éléments moteurs de l'accroissement de la performance économique, elle-même génératrice d'emplois, de bien-être et de sécurité. Ils sont dès lors essentiels dans l'amélioration du niveau de vie d'une Nation (OCDE, 1984, CNUCED, 1991) et doivent ainsi faire l'objet d'une politique vigoureuse et d'une attention particulière, de la part des pouvoirs publics, des entreprises comme de la population, pour une véritable traduction des acquis technologiques en termes de développement économique et social.

En outre, l'essence économique d'une technologie est déterminée par son caractère marchand et son aptitude à générer des biens ou des services répondant adéquatement aux besoins des populations. Elle constitue ainsi l'élément majeur de rentabilité et, partant, la principale préoccupation d'une entreprise.

A cet égard, il convient de noter que l'opportunité technologique, la structure du secteur industriel et manufacturier et la spécificité du marché constituent le trépied majeur des facteurs de performance innovatrice et entre lesquels doit s'instaurer une interaction permanente.

L'opportunité technologique procède essentiellement du potentiel scientifique et technique du pays et notamment de la capacité de Recherche-Développement. Quant au secteur industriel et manufacturier, son importance est capitale pour l'exploitation des "paquets technologiques" générés par la Recherche-Développement et leur transformation en biens ou en services répondant aux besoins des consommateurs. Ces derniers dont la taille et la structure caractérisent le marché doivent, à leur tour, orienter les programmes de recherche.

ainsi que les critères de production des entreprises

Ainsi, une bonne stratégie d'innovation technologique doit simultanément se préoccuper de ces trois facteurs pour leur offrir un cadre et un environnement favorables, dans lesquels chacun peut se développer convenablement

En outre, la liaison Recherche-Développement et, plus particulièrement, l'innovation technologique nécessitent l'intervention de plusieurs opérateurs et requièrent une approche intégrée, multisectorielle et pluridisciplinaire

Cette approche, de type systémique et participatif, devra notamment considérer les aspects scientifiques et techniques, générateurs des "paquets technologiques" mais aussi tenir compte des paramètres économiques, sociaux et culturels des populations ciblées

Elles procèdent ainsi à la fois d'un ensemble de paramètres, d'ordre politique et structurel, impliquant les Pouvoirs Publics et de facteurs spécifiques, inhérents aux Institutions de Recherche, aux Structures de Développement mais aussi aux exigences du marché, liées aux habitudes de consommation des populations locales. Ces différents niveaux constituent les "opérateurs" de l'innovation technologique entre lesquels doivent s'établir de véritables "ponts", instaurant un courant permanent d'échanges, de concertation et d'interaction

Par ailleurs, la globalisation, l'interdépendance et la libéralisation de l'économie mondiale, dans le contexte des dispositions de l'URUGUAY Round qui regissent étroitement les flux technologiques (UNIDO, 1995-I), imposent aux entreprises la nécessité d'être compétitives pour sauvegarder et accroître leur part du marché. Pour préserver leurs performances, ces entreprises, qu'elles soient de service ou de production, se doivent ainsi d'utiliser des technologies de plus en plus économiques, efficaces et respectueuses de l'environnement. Il est dès lors impératif, pour leur survie et leur essor, que ces entreprises s'engagent dans un processus permanent d'innovation technologique (UNIDO, 1995-II) car celle-ci fait l'objet d'une concurrence effrénée, eu égard au rôle prépondérant qu'elle joue dans les gains de productivité des entreprises (près de 50% en Amérique, MEST, 1987)

Ce processus d'innovation technologique doit, en outre, se concevoir dans le contexte global d'un pays ou d'une sous-région et, à ce titre, faire l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics. Le progrès technologique d'une nation ou d'une région ne se fait, en effet, ni automatiquement ni au gré du hasard mais doit faire l'objet d'une planification et d'une gestion soigneuses, intégrant à la fois l'éducation, la recherche, le transfert de technologies, la propriété industrielle, la promotion des entreprises locales, etc

Ainsi, l'accroissement et l'intégration à l'échelle sous-régionale et régionale des capacités technologiques de l'Afrique doivent constituer des éléments moteurs de la stratégie de développement économique et social de notre continent, face aux défis majeurs qui l'interpellent car l'instauration du nouvel ordre mondial qui

caractérise le crépuscule du 20ème siècle est de plus en plus technologique. Il importe des lors que les Etats africains fassent de la Technologie la première des priorités, pour assurer un développement intégral et durable a notre continent.

Ainsi, par exemple, face aux mutations et aux enjeux majeurs entraînés par les Technologies de pointe, singulièrement dans le domaine de l'Information, il est impérieux et urgent, pour tout gouvernement, de mettre en oeuvre une politique Scientifique et Technologique Volontariste, accordant une large part au renforcement des potentiels, a la coopération et à l'intégration Sous-Regionale et Régionale des capacités et stratégies Scientifiques et Technologiques. A cet égard l'Afrique ne manque pas d'atouts pour conjurer l'Afro-pessimisme, grâce notamment à la richesse de ses ressources humaines et naturelles, a la solidarité Internationale, à la détermination et à la volonté politique de ses dirigeants.

Ces derniers, en souscrivant au Plan d'Action de Lagos (OUA, 1980) et à diverses Résolutions spéciales de l'OUA et de la CEA, ont, en effet, fréquemment réaffirmé leur volonté politique d'utiliser la Science et la Technologie comme bases de développement endogène et auto-entretenu du continent. Cette volonté est encore confortée par la création par l'OUA, avec le concours du Centre Régional Africain de Technologie (CRAT) et de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), du prix Cheikh Anta Diop, attribue annuellement et destiné à stimuler les capacités inventives et innovatrices dans l'ensemble du continent (OUA, 1991-I). Il en est de même de l'adoption du traité instituant la Communauté Economique Pan-Africaine (OUA, 1991-II) auquel sera annexé un protocole spécial sur la Science et la Technologie. En outre, l'on assiste dans plusieurs pays à l'érection de Ministères de plein exercice, charges de la Recherche Scientifique et Technique.

Cependant, malgré tous ces efforts, il nous faut constater, particulièrement au Sud du Sahara, que la liaison de la Recherche au Développement est encore bien timide en Afrique et se heurte à plusieurs goulots d'étranglement. Ainsi, les systèmes d'exploitation et de valorisation de nos ressources naturelles se caractérisent par de faibles performances, imputables essentiellement a l'insuffisance du niveau d'utilisation des "paquets technologiques". Ce qui, naturellement, affecte la modernisation, la rationalisation et l'efficacité des systèmes de traitement, en amont comme en aval de la production et contribue largement a pérenniser le déficit de la Région, notamment dans les domaines agricole, vivrier et en biens d'équipement.

Cette situation critique procède, certes, des séquelles de l'héritage colonial, de l'incidence de plusieurs facteurs exogènes tels les aléas bio-climatiques (perils acridien et aviaire, sécheresse, désertification, etc ) ou de la conjoncture internationale (détérioration des termes de l'échange, fluctuations monétaires, crise énergétique, endettement, etc ) mais aussi et surtout, de divers facteurs endogènes. Ces derniers relèvent notamment de la gestion stratégique des affaires publiques et sont responsables du retard et de la dépendance technologiques, à l'origine d'un handicap majeur pour l'Afrique.

Ainsi, ce continent, contrairement aux autres régions en développement, telle l'Asie, dépend encore largement de l'extérieur pour la satisfaction de ses besoins de base et doit importer presque tous les biens industriels, notamment les biens de production agricole et agro-alimentaire. Il en résulte une forte hémorragie de devises ou l'accroissement considérable de la dette extérieure, responsable du grave déséquilibre de la balance commerciale de la quasi totalité des États.

A la faveur de cette étude, nous tenterons de situer la problématique de l'innovation technologique en Afrique avant d'en dégager les principaux éléments de stratégie susceptibles, à notre sens, de promouvoir le développement durable dans notre continent.

## II SITUATION ET PROBLEMATIQUE DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE

La grande timidité de l'innovation technologique en Afrique, particulièrement au Sud du Sahara, procède à la fois de l'absence d'une véritable stratégie nationale de liaison Recherche-Développement incombant aux Pouvoirs Publics mais aussi des obstacles spécifiques observés au niveau des Institutions de Recherche, des Structures de Production (entreprises et industries) et du Marché (consommateurs). En outre, de nombreux obstacles gênent encore la coopération scientifique et technique dans ce continent.

### 1) Politique Scientifique et Technologique

La mise en œuvre d'une stratégie d'Innovation Technologique doit s'articuler au sein d'une véritable politique Scientifique et Technologique, elle-même devant être une composante majeure de la politique globale de développement économique et social d'un pays. À ce titre, elle constitue une des responsabilités fondamentales des pouvoirs publics. Elle doit ainsi être incorporée aux Plans Nationaux de développement, notamment à travers leurs composantes sectorielles (ex agriculture, industrie, santé, etc.)

À cet égard, des progrès notables ont été observés depuis CASTAFRICA I car plusieurs pays se sont dotés d'un cadre institutionnel de la politique Scientifique et Technologique Nationale (Ministère de Plein Exercice, Conseil National, Délégation ou Direction Nationale, etc.)

Cependant, il est regrettable de constater que ces organes directeurs chargés de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique scientifique et technologique nationale, sont généralement peu opérationnels. Leur efficacité et leurs performances sont, en effet, considérablement affectés par l'insuffisance de leur autorité transministérielle ainsi que des ressources tant humaines que financières et matérielles mises à leur disposition pour les rendre véritablement performants, en vue d'atteindre les objectifs qui leur sont assignés.

De même, l'impact réel de ces organes directeurs sur l'orientation et la promotion des activités globales de R&D effectuées dans des institutions dépendant d'autres tutelles hiérarchiques, avec un financement autonome est, nécessairement, bien limité

## 2) Structures de Recherche et Liaison Recherche-Développement

Les capacités de Recherche-Développement et, d'une manière générale, le potentiel Scientifique et Technique de l'Afrique, sont parmi les plus faibles du monde, comme l'illustrent les statistiques de l'UNESCO (1994), reflétées par les figures 1, 2 et 3

Ainsi, par exemple, la part du PNB consacrée par l'Afrique au financement des activités de R&D est dérisoire (0,25%), comparativement aux autres régions en développement (0,4% pour l'Amérique Latine, 2,05% pour l'Asie et 1,38% pour l'Océanie) et surtout aux régions développées (2,21% pour l'Europe et 2,87% pour l'Amérique du Nord)

Cette situation dénote l'insuffisance de la prise de conscience de l'importance primordiale de ce secteur dans le processus endogène de développement économique et social. Il en résulte que les institutions nationales de Recherche-Développement sont peu nombreuses et ne disposent généralement pas de capacités suffisantes de mise au point, d'adaptation ou d'évaluation des technologies répondant adéquatement aux besoins spécifiques locaux, notamment aux exigences pratiques de l'exploitation industrielle et commerciale. L'efficacité de la R&D requiert, en effet, la disponibilité de ressources appropriées, tant humaines que matérielles, financières et informationnelles.

Ainsi, comme cela a été illustré par l'UNESCO (1987 b), ce manque de ressources fait aussi que la productivité de la Recherche scientifique en Afrique au sud du Sahara, exprimée en termes de citations et de publications dans les journaux internationaux, est très marginale et ne contribuerait que pour 0,32% de la masse globale de la littérature scientifique mondiale contre 0,96% pour l'Amérique Latine et 2,86% pour l'Asie. Cette contribution serait en outre très disproportionnée entre les Etats car, à eux seuls, le Nigéria et le Kenya totaliseraient 45% de l'apport africain au Sud du Sahara (exceptée l'Afrique du Sud)

Par ailleurs, compte tenu des difficultés économiques et financières que traversent les Pays, il est encore plus inquiétant de constater que les ressources publiques consacrées à la S-T et à la R-D accusent à présent une nette tendance à la baisse, allant de pair avec la politique de "désengagement" de l'Etat ou de privatisation, sous l'effet des plans d'ajustement structurel.

Cependant, malgré ces difficultés, plusieurs résultats ont été mis au point par la recherche africaine, particulièrement dans les domaines agronomique et agro-alimentaire. Mais leur traduction en termes de développement est particulièrement timide car, comme nous l'avons évoqué, les institutions africaines

de R&D, déjà en nombre très réduit et aux ressources très limitées (personnel, équipement, infrastructure, budget de fonctionnement), ne disposent généralement pas de structures fonctionnelles et efficaces d'information, de vulgarisation et de démonstration sur ces acquis. Elles sont ainsi, le plus souvent, incapables de définir aux promoteurs potentiels et avec la célérité requise toutes les spécifications technico-financières et les modalités pratiques d'exploitation industrielle, artisanale ou commerciale de ces acquis, eu égard aux spécificités socio-économiques et culturelles nationales.

Cette situation procède également de l'inadéquation de certains programmes de recherche par rapport aux préoccupations immédiates des entreprises et entraîne un manque de concertation, de communication et de coopération entre l'industrie et la Recherche. Ce qui explique également la très faible réceptivité des opérateurs économiques ainsi que leur participation financière dérisoire sinon inexistante à l'effort national de recherche.

Ce cloisonnement réciproque entre les institutions de Recherche et les structures de développement est surtout manifeste dans les Universités francophones qui, généralement, ne disposent pas de services de vulgarisation/valorisation des résultats de la recherche.

Notons enfin le conformisme et le manque d'esprit d'innovation liés à l'adoption de toute nouvelle technologie qui caractérisent plusieurs chefs d'entreprises en Afrique.

### 3) Structures de Production

L'Afrique, notamment au Sud du Sahara, est aujourd'hui la seule région du monde en développement où la sous-alimentation chronique accuse une tendance à la hausse (figure 4). Ce continent est aussi l'une des régions les moins industrialisées du globe, eu égard aux performances très limitées des systèmes de production, de préservation, de valorisation et d'exploitation de nos ressources agricoles et naturelles.

#### a) **Potentiel Industriel et Manufacturier**

Avec une valeur ajoutée manufacturière la plus faible, comme le révèle la figure 5 (UNIDO, 1995-III), l'Afrique est aujourd'hui l'une des régions les moins industrialisées du globe, bien qu'étant parmi celles qui recèlent le plus de ressources naturelles.

Par exemple, en 1980, le secteur industriel n'intervenait que pour 9,8% du PIB de l'Afrique et, comparativement à la production mondiale, la part de ce continent, fondée sur la valeur ajoutée, n'était que de 0,9%, contre 2,7% pour l'Asie du Sud-Est et 6% pour l'Amérique Latine (UNESCO, 1987 a).

Bien que demeurant encore faible, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB total de la région est en légère hausse, s'élevant en moyenne à 10,6% durant

la période 1990 -1992 (CEA, 1993 a) et à 15,2% pour la période 1992-1994 (CEA, 1995)

Aujourd'hui, le tissu industriel de l'Afrique se caractérise donc globalement par un faible potentiel, tant au niveau des infrastructures, des biens d'équipement que des ressources humaines techniques mais aussi et surtout, par un retard et une forte dépendance technologiques, en grande partie responsables du handicap qui pèse sur le continent

Face à cette situation, alors que de multiples défis continuent d'interpeller le développement de l'Afrique (malnutrition, famine, endettement, instabilité socio-politique, fuite de capitaux, marginalisation, etc ), les années 80 ont été proclamées "Décennie du Développement Industriel de l'Afrique" sous l'égide de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI. L'objectif en était de mobiliser un engagement politique ainsi qu'un appui financier et technique accrus en vue d'accorder une plus grande attention à l'industrialisation comme base du développement économique et de la transformation sociale (CEA, 1993 b)

La tâche étant inachevée, les objectifs n'étant pas atteints, les problèmes s'étant intensifiés, les années 1990 ont, à leur tour, été proclamées "Deuxième Décennie du Développement Industriel de l'Afrique". A mi-parcours, le bilan en est plutôt mitigé, particulièrement pour l'Afrique Sub-Saharienne. Ainsi, selon la CEA (1995), "le secteur reste caractérisé par des faiblesses structurelles telles que la faible productivité, la sous utilisation des capacités et l'insuffisance des investissements industriels, une forte dépendance à l'égard des matières premières, de la technologie et d'autres intrants essentiels de sources extérieures, l'obsolescence des machines et le mauvais entretien des équipements"

Quant au traité portant création de la communauté économique Pan-Africaine, il a aussi été signé à ABUJA (OUA, 1991) pour promouvoir une approche sous régionale de la problématique de l'intégration économique du continent. Cependant son entrée en vigueur, retardée par sa non ratification par plusieurs Etats, n'est intervenue que plus de trois ans après sa signature.

#### b) Configuration du Tissu Industriel

La configuration des entreprises industrielles opérant en Afrique, surtout au Sud du Sahara, ne favorise pas, le plus souvent, l'innovation technologique.

Ainsi, plusieurs des structures industrielles existantes datent de l'époque coloniale et sont des filiales de maisons mères implantées à l'étranger (Europe) et dotées de leurs propres structures de recherche dont les résultats sont transmis aux filiales. Leurs programmes de traitement visent davantage l'écoulement des productions métropolitaines en Afrique (ex minoteries, brasseries, industries laitières, etc) ou l'exploitation des ressources naturelles du continent présentant de l'intérêt pour la Métropole (arachide, café, cacao, coton, bois, phosphate, minerai, etc) que la mise en valeur des produits de base locaux destinés à satisfaire en priorité les besoins des populations autochtones (cultures vivrières

comme le mil, le sorgho, le manioc, l'igname ou le plantain , etc )

Cette situation se traduit par le manque de réceptivité des industries de la région et explique en grande partie la faible innovation technologique à partir des résultats de la Recherche locale Par ailleurs, plusieurs entreprises africaines souffrent de mauvaises conception et exécution des projets industriels car celles-ci ne tiennent pas toujours le plus grand compte des besoins réels ou des intérêts des populations locales ou encore des spécificités socio-économiques des pays concernés C'est le cas notamment pour beaucoup d'investissements publics pour lesquels des usines livrées "clé en main" n'ont pas connu le succès escompté car le rôle de maître d'ouvrage a été assumé par un partenaire étranger, tout à la fois maître d'oeuvre - bailleur de fonds - fournisseur d'équipement - Assistant Technique - formateur et gestionnaire (ONUDI, 1993)

Ainsi, la plupart de ces industries s'avèrent aujourd'hui surdimensionnées et ne fonctionnent qu'avec un faible taux d'utilisation des capacités installées, comme l'illustre le tableau I Ce qui, naturellement, outre les gaspillages, renchérit les coûts de production et de maintenance et les rend inaptes à supporter la concurrence des produits analogues importés

\*Tableau I Taux d'Utilisation (%) des Capacités Installées pour certaines Industries Implantées en Afrique Sub-Saharienne

TYPES D'INDUSTRIES	BENIN	COTE D'IVOIRE	SENEGA L
SUCRE	10	-	-
BOISSONS GAZEUSES	10	50	-
PEINTURES - VERNIS - ENDUITS	10	-	-
PATES ALIMENTAIRES	30	-	-
HUILES BRUTES	-	-	32
HUILES RAFFINEES	-	50	-
JUS ET CONSERVES DE FRUITS ET LEGUMES	-	33	-
CONSERVES DE POISSONS	-	-	25
PRODUITS LAITIERS	-	30	-

\* Source ONUDI (1993)

c) Difficultés Spécifiques du Secteur Manufacturier

Le Processus d'innovation technologique en Afrique est sérieusement affecté par les difficultés typiques que rencontre le secteur manufacturier Celles-ci relèvent,

en particulier, de problèmes de financement, de facteurs structurels, humains, techniques et conjoncturels

### **c-1 Financement**

L'accès des promoteurs africains au crédit bancaire est souvent très difficile et les taux d'intérêt pratiqués localement sont généralement très élevés. Ce qui, avec la volonté de désengagement de l'Etat, en cours dans la plupart des pays, ne facilite pas le financement des projets même si leur rentabilité est établie par les études de factibilité. En outre, plusieurs entreprises traversant des difficultés conjoncturelles ne trouvent pas toujours l'assistance financière nécessaire à leur réhabilitation. D'autres n'arrivent pas à mener à terme le plan d'investissement requis pour leur croissance ou leur diversification.

Soulignons enfin la reticence des capitaux étrangers, malgré un code des investissements généralement très favorable dans la plupart des Etats, eu égard principalement à l'instabilité politique qui caractérise les régimes de la grande majorité des pays africains.

Ainsi, la préférence de ces capitaux semble à présent aller vers les pays asiatiques et surtout vers les pays de l'Est, de l'ex bloc communiste.

### **c-2 Facteurs Structurels**

Dans la quasi totalité des Etats, l'on constate l'absence, l'insuffisance ou l'inadéquation de politique ou de stratégie gouvernementale spécifique à l'innovation technologique, associant pleinement et favorisant les opérateurs économiques locaux. Ainsi, il existe rarement des structures chargées spécialement de la valorisation des acquis de la Recherche et dotées de ressources appropriées (genre ANVAR en France). De même, les mesures incitatives sont rares et les procédures administratives, devant conduire à l'agrément des entreprises, souvent longues et harassantes. Il en est de même de l'hyper-règlementation pour l'acquisition des terrains, la législation du travail, la détermination des prix, la fiscalité, etc. Tout ceci se faisant dans un contexte d'ajustement structurel, avec son corollaire de libéralisation des marchés intérieurs, alors que la production locale résiste mal, sur son propre terrain, à la concurrence étrangère.

### **c-3 Facteurs Humains**

L'industrialisation de l'Afrique souffre beaucoup de l'insuffisance de cadres techniques compétents (Ingénieurs, Agents de maîtrise, Techniciens) pour le fonctionnement, la maîtrise, la maintenance et la gestion des outils technologiques. Ainsi, le management des entreprises et le marketing des produits, tenant compte de l'évolution dynamique du couple produit/marché n'obéissent pas toujours aux impératifs de rigueur, de dynamisme et de clairvoyance nécessaires à la croissance de chaque entreprise.

De même, les négociateurs africains des contrats de transfert de technologie n'ont pas toujours les compétences à la fois techniques et juridiques ainsi que l'expérience requise face à leurs interlocuteurs américains, européens ou même asiatiques qui, eux, sont rompus aux subtilités des tractations internationales. Il en résulte ainsi des choix technologiques inappropriés et à des conditions souvent désavantageuses.

#### **c-4 Facteurs Techniques**

La fabrication manufacturière de la région est souvent confrontée à divers obstacles parmi lesquels on peut noter les éléments suivants

- Irrégularité et cherté de l'approvisionnement en intrants de production (carburant, eau, électricité, matières premières, emballages, etc) liées à l'importance des taxations,
- Insuffisances et coût excessif des Services (telecommunications, transport et distribution, stockage ou entreposage, maintenance des équipements, etc),
- Insuffisance ou inexistence des capacités locales de fabrication de biens d'équipements ou de pièces de rechange, en vue de la réparation des équipements (le plus souvent importés),
- Obstacles monétaires liés aux fréquents changements de parité (dévaluation) et aux difficultés de transfert des devises souvent nécessaires à l'accès aux marchés extérieurs pour les approvisionnements

#### **4) Spécificités du Marché et Habitudes de Consommation**

Les coûts d'exploitation, généralement très élevés, affectent la compétitivité des produits locaux qui résistent mal à la concurrence étrangère, même sur les marchés nationaux (ex rizeries, conserves alimentaires, industries laitières, céréalières, halieutiques, etc)

Par ailleurs, les habitudes de consommation sont souvent extraverties et ne sont pas toujours en adéquation avec la production des matières premières locales. Ainsi, dans le secteur agro-alimentaire, en particulier, l'on assiste souvent au traitement de matières premières importées, pour satisfaire les besoins de consommation locale (ex industries laitières, minoteries, boulangeries, biscuiteries, brasseries, etc). Par contre, dans certains cas où l'industrie traite des produits locaux, tels les produits halieutiques, elle oriente sa production vers les marchés extérieurs (ex conserveries, farines de poissons).

Il convient également de relever l'étroitesse des marchés nationaux, eu égard à la rigidité des barrières douanières, ainsi que la faiblesse du pouvoir d'achat des populations dont le revenu moyen par habitant dépasse à peine 300 Dollars E U,

car la grande majorité des pays (33 sur 48) sont classés parmi les P M A (ONU, 1995)

#### 5) Partenariat et Coopération Scientifique et Technique

Le progrès scientifique et technologique suppose un immense partage de connaissances et de savoir-faire. A cet égard, l'entretien d'un courant d'échanges d'informations ou d'expériences, par exemple sur les méthodes ou les résultats de recherche, revêt une importance primordiale, non seulement pour favoriser l'avancement et la diffusion des connaissances mais aussi pour promouvoir l'amélioration des relations et de la compréhension entre les peuples.

En outre, au delà du caractère universel de la science et de la technologie, plusieurs impératifs sont à la base de la nécessité de promouvoir une coopération Scientifique et Technologique sous-régionale, régionale et internationale. L'on relève parmi ceux-ci :

- Dans un contexte de crise économique, la précarité des potentiels Scientifiques et Technologiques nationaux, la complémentarité des filières (ex : céréalière, horticole, pastorale, halieutique, etc.) en fonction des caractéristiques écologiques (ex : zone sahélienne, equato-guinéenne, côtière, équatoriale, etc.) et l'étroitesse des marchés nationaux commandent d'éviter les duplications et d'optimiser les ressources Humaines, Matérielles et Financières,
- La globalisation de l'économie mondiale, eu égard aux dispositions de l'Uruguay Round ou du GATT (OMC) et à l'avènement de grands ensembles ou espaces économiques régionaux (ex : Union Européenne, ALENA, ASEAN, OEA, CEPA)
- L'incidence de problèmes dont la solution ne peut être trouvée que par une approche collective, nécessitant la mobilisation de toute la communauté scientifique, régionale ou internationale (ex : les problèmes d'environnement, de Météorologie ou de certaines pandémies comme le SIDA)

En Afrique, l'OUA et la CEA, par l'adoption du plan d'Action de LAGOS (OUA, 1980) et par la mise en oeuvre du traité instaurant la Communauté Economique Africaine (OUA, 1991-II), auquel sera annexé un protocole spécial sur la Science et la Technologie, ont clairement manifesté leur volonté de promouvoir la coopération Scientifique et Technique Intra-africaine, Régionale et Internationale. C'est, au demeurant, à cette dynamique que répond la création en 1977, du CENTRE REGIONAL AFRICAIN DE TECHNOLOGIE avec le principal mandat de promouvoir le développement et la coopération technologiques du Continent, par une approche collective et concertée des Etats africains.

Cependant, bien que la nécessité d'une coopération internationale en matière de Science et de Technologie soit généralement reconnue, les résultats observés sont

loin d'être à la mesure des espoirs attendus, eu égard au nombre d'Institutions créées sur le plan International (figure 6) et Régional Africain (figure 7) ainsi que des initiatives prises à cet effet

a) Coopération Internationale et Inter-Régionale

L'avènement d'un nouvel ordre mondial, de plus en plus technologique, conférant puissance (économique, militaire) et prestige aux Nations technologiquement les plus avancées, se traduit par une concurrence effrénée pour l'Invention et l'Innovation Technologiques. Celles-ci font, dès lors, l'objet d'une protection sévère (Brevets) restreignant leur utilisation. Ainsi, l'esprit de compétition prend de plus en plus le pas sur celui de coopération.

Par ailleurs, la vague de libéralisation, de désengagement de l'Etat et de privatisation qui déferle dans toutes les régions du monde, favorise l'émergence de multinationales privées, dotées de leurs propres structures de Recherche ou finançant sous contrats des équipes de recherche publiques. Or, ces multinationales sont davantage préoccupées par leurs intérêts que par des actions de solidarité ou de partage des connaissances Scientifiques et Technologiques.

b) Coopération Intra-africaine

Parmi les nombreux obstacles affectant la Coopération Scientifique et Technique Intra-africaine, l'on peut relever

- La vivacité des micro-nationalismes qui se traduit par la mise en oeuvre de politiques de développement scientifique et technique auto-centrées et aboutissant à la création, dans chaque pays, de structures propres de Recherche, alors que celles-ci ne disposent même pas du potentiel minimal pour fonctionner correctement ,
- L'attitude à l'égard de la Science et de la Technologie des populations comme de plusieurs décideurs, faisant considérer la Science et la Technologie non pas comme des instruments nécessaires à la satisfaction de leurs besoins primaires (alimentation, Energie, etc ) comme à leur sécurité, leur bien-être et leur confort mais comme des éléments "mystiques" ou de "luxe" pour l'Afrique, particulièrement pour la Recherche ,
- Le manque, dans la plupart des Etats, de vision et d'option pour une politique volontariste, allant au delà des déclarations d'intention et conférant, effectivement, à la Science et à la Technologie des ressources et un rôle majeur dans le processus de développement économique et social ,
- Les politiques Scientifiques et Technologiques mises en oeuvre dans la plupart des Etats sont souvent considérées comme des activités à part et ne sont pas véritablement intégrées aux plans nationaux

de développement économique et social ni systématiquement incorporées dans les programmes de coopération bilatérale ou multilatérale ,

- Les barrières linguistiques ou frontalières (visas) et les difficultés de déplacement ou de communication entre les différents pays, eu égard à la précarité des réseaux routier, ferroviaire, naval ou aérien et des systèmes de Télécommunication ou des organes de publication. Ce qui, avec le manque de ressources financières et les insuffisances des programmes médiatiques de vulgarisation de masse, se traduit par un grand isolement des chercheurs et Scientifiques, un cloisonnement réciproque des structures de Recherche par rapport à celles de production et, en conséquence, un manque d'intérêt de la part des pouvoirs publics comme des populations,
- L'absence de données fiables sur le potentiel Scientifique et Technologique de la plupart des pays, les doubles-emplois, les chevauchements de missions et le manque d'optimisation et de gestion rationnelle des ressources disponibles qui caractérisent la plupart des Institutions Nationales, sous-regionales et régionales de même que l'imprécision de la définition des objectifs Nationaux sont souvent des facteurs qui affectent la coopération Scientifique et Technologique Inter-africaine

### III PERSPECTIVES ET ELEMENTS DE STRATEGIE

Le transfert et l'innovation de technologies, de la Recherche vers le Développement, qu'il soit artisanal ou industriel, ne saurait être un phénomène passif, de simple diffusion de procédés, de produits ou de machines. Il doit plutôt correspondre à une volonté d'acquisition et de domestication d'un savoir-faire et d'une infrastructure technologique appropriés, librement choisis et destinés à répondre à des besoins clairement définis.

Ainsi le choix judicieux d'une technologie visant à résoudre un problème spécifique, d'ordre économique, social ou culturel, en fonction des intérêts supérieurs du pays, requiert des compétences affirmées tant pour l'identification des besoins que pour les différentes étapes de l'acquisition, de la maîtrise, de l'innovation et de la gestion de cette technologie.

Aussi, les éléments de stratégie qu'il nous semble opportun d'esquisser s'adressent à la fois aux pouvoirs publics, responsables de la politique nationale d'innovation technologique, aux Centres de Recherche-Développement générateurs des "paquets technologiques", aux structures de développement assurant l'exploitation de ces technologies pour la production de biens ou de services aux consommateurs. Enfin, nous dégagerons certaines perspectives pour le partenariat et la coopération scientifique et technique en Afrique.

## 1) Pouvoirs Publics et Stratégie Nationale d'Innovation Technologique

### a) Généralités

La mise en oeuvre d'une stratégie nationale d'innovation technologique requiert au préalable un inventaire exhaustif des potentialités agro-sylvo-pastorales halieutiques et minières ainsi que l'identification précise des besoins qualitatifs et quantitatifs des marchés visés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays

Par la suite, la programmation et la planification des réalisations industrielles devront impliquer les opérateurs économiques et être souples, de manière à permettre des réajustements structurels en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et sociale à l'échelle nationale, régionale ou internationale

Dans un monde de plus en plus concurrentiel où la connaissance devient synonyme de développement, une politique vigoureuse de mise en valeur des innovations technologiques doit être de rigueur. Cette politique devra constituer l'un des axes majeurs de la stratégie nationale de développement scientifique et technologique, elle-même s'intégrant harmonieusement dans la politique globale de développement économique et social du pays. La Recherche et l'innovation Technologique devraient ainsi être systématiquement prises en compte dans les plans nationaux de développement, notamment à travers des objectifs spécifiques de leurs composantes sectorielles (ex : auto-suffisance alimentaire pour l'agriculture, satisfaction énergétique pour l'industrie, éradication de telle ou telle maladie pour la santé, etc.)

### b) Cadre Structurel

La mise en oeuvre de la politique nationale d'innovation technologique requiert un cadre structurel approprié, comprenant notamment

- Un Organe décisionnel suprême, arrêtant les options fondamentales du pays en matière de Science et Technologie et de Recherche-Développement. Il serait placé sous l'autorité directe du Chef de l'Etat ou du Premier Ministre,
- Un Organe Directeur Central, à vocation opérationnelle, doté de ressources, d'autorité et de pouvoirs transministériels suffisants pour assumer efficacement la mission de conception, de formulation, d'impulsion, de planification, de coordination, de mise en oeuvre et d'évaluation de la politique nationale en matière de Recherche Scientifique et Technique et surtout d'Innovation Technologique. A cet égard, l'érection d'un Ministère de plein exercice doit être recommandée,
- Un Organe Consultatif, comprenant des structures régulières de large concertation, associant à l'action gouvernementale celle des entreprises de développement des secteurs public, parapublic et privé, des groupements

de consommateurs ainsi que des Institutions de R-D et de formation scientifique et technique. De telles structures pourraient être les Conseils Interministériels, les Commissions Consultatives Nationales, les Comités Régionaux (CRD) ou Départementaux (CDD) de Développement spécialement consacrés à la Recherche Scientifique et Technique. Ces structures devraient se réunir fréquemment et leurs décisions ou recommandations faire l'objet d'une meilleure exécution, d'un plus grand suivi et d'une évaluation plus stricte,

- Une structure relais, permanente et autonome, de valorisation des résultats de Recherche, du genre ANVAR (Agence Nationale de Valorisation de la Recherche en France) ou KTEC "Kansas Technology Enterprise Corporation". Celle-ci s'occuperait notamment des volets information, vulgarisation, démonstration et Marketing, ainsi que de consultation ou étude de faisabilité et d'incubation ou de pépinières de techno-entreprises, notamment dans le cadre de Technopoles ou de Technoparcs

### c) Développement des Ressources Humaines

La stratégie nationale d'innovation technologique devrait également accorder une priorité à la formation technique et au développement des ressources humaines en mesure de gérer les diverses technologies et d'appréhender leurs implications techniques, économiques, juridiques et socio-culturelles. L'avènement des technologies modernes ou de pointe en Afrique nécessite des efforts sérieux et globaux de formation d'un personnel hautement spécialisé (chercheurs, ingénieurs, techniciens), capables d'aider à assurer la promotion commerciale des résultats de la recherche et des produits finis dans les meilleures conditions techniques, économiques, sociales et écologiques.

Le développement des ressources humaines doit cependant obéir aux objectifs et priorités rigoureuses du plan de développement économique et social du pays et répondre ainsi aux besoins spécifiques du secteur agro-alimentaire. La disponibilité alimentaire globale devant être accrue tant par l'augmentation de la production que par la réduction des pertes post-recolte et la valorisation des denrées, la formation doit ainsi intéresser l'aval comme l'amont de la production. Elle doit notamment viser des spécialisations en agronomie (génétique, phytopathologie, pédologie, éco-physiologie, etc.), en génie civil (hydraulique rurale et urbaine), en zootechnie (santé animale, embouche, etc.), en ichtyologie (aquaculture) en technologies agro-alimentaires post-recolte (stockage, entreposage, conditionnement, transformation, transport, etc.) et en nutrition (rations alimentaires, diétothérapie, etc.). Il s'agira aussi de revaloriser l'enseignement technique et d'introduire à tous les niveaux des cours d'initiation à la propriété industrielle et à l'informatique.

En outre, les chefs d'entreprises devront être des gestionnaires, avertis des règles modernes de management, alliant le dynamisme, la clairvoyance et la rigueur. Des spécialistes en marketing devront également être formés. L'expertise locale devra enfin être développée pour assurer la réparation et la maintenance des

installations ainsi que pour réaliser les adaptations nécessaires à certains équipements importés, pour accroître leur performance dans le traitement des produits locaux (ex decortiqueuses à mil ou à sorgho, éplucheuses de patate-douce, d'igname ou de manioc, dénoyauteuse de mangue, etc )

d) Autres Mesures

Il s'agit notamment de promouvoir les éléments suivants

- Renforcement des ressources physiques, financières et informationnelles des Institutions de R-D ,
- Avènement d'un statut spécial adapté a la spécificité de la R-D, en permettant une grande souplesse de gestion des Centres de Recherche et en garantissant de bonnes perspectives de carrière au personnel scientifique et technique de R&D pour éviter leur migration vers d'autres secteurs plus sécurisants ,
- Promotion, au sein du gouvernement, des mesures de nature a favoriser l'accroissement de la consommation des produits locaux (ex campagnes de sensibilisation, taxes à l'importation des produits concurrents) ainsi que les mesures d'encouragement des opérateurs économiques à investir dans la valorisation des ressources locales notamment par l'exploitation des acquis de la recherche endogène (ex Création d'un fonds de garantie spécial destiné à couvrir les pertes eventuelles, facilité d'accès au crédit bancaire, allégement des procédures administratives, exonérations fiscales et douanières, etc ) ,
- Organisation de prix, décernés par le Chef de l'Etat et destinés a stimuler les capacités inventives et innovatrices au niveau national ,
- Education "Technologique" et sensibilisation du grand public à l'égard de la Science et de la Technologie comme générateurs de bien être social et économique d'un pays, de manière à promouvoir un changement des mentalités et des attitudes ,
- Organisation de voyages d'études technologiques en faveur des chercheurs ou des Jeunes ainsi que des manifestations de masse axées sur la Science et la Technologie (salons, foires, Technoparcs, etc ) , et
- Promotion du partenariat et de la coopération inter-institutionnelle en matière de R&D et de promotion industrielle aux niveaux national, sous-regional et international

2) Institutions de Recherche-Développement

L'utilisation des résultats de recherche par les structures de production doit être la finalité de tout programme de recherche appliquée ou orientée Dès lors, le

chercheur, surtout universitaire, tout en formant des étudiants-chercheurs et en poursuivant certaines Recherches fondamentales, à moyen ou long terme, doit déployer des efforts pour trouver une solution à des problèmes ponctuels et pressants de l'entreprise qui, en retour, pourrait financer ses recherches

Il convient, en effet, d'arriver au décloisonnement de la Recherche à l'égard des structures de développement Pour cela, les éléments suivants méritent d'être considérés

- Les Programmes de Recherche devraient, dans une grande mesure, répondre aux préoccupations spécifiques et immédiates du développement et comporter systématiquement un volet "Vulgarisation des résultats" et même "Marketing" Ainsi, ces programmes doivent procéder selon une approche pluridisciplinaire, intégrée et participative Leur exécution devrait ainsi étroitement impliquer les bénéficiaires potentiels (producteurs primaires, transformateurs artisans ou industriels) ,
- Des cadres adéquats de communication et de promotion de l'innovation, notamment, d'information, de vulgarisation, de démonstration et même de marketing doivent être créés ou renforcés à l'intention des opérateurs économiques, notamment du secteur privé ,
- Le chercheur africain devrait de plus en plus "sortir de son laboratoire" et son curriculum devrait intégrer d'autres dimensions (ex socio-economie, communication, etc) pour l'aider à mieux tenir compte de son environnement physique et humain

Par ailleurs, les institutions de R-D devraient s'atteler à l'incubation de techno-entreprises pour la promotion de l'innovation technologique à partir des Unites Pilotes et de Démonstration (UPD) L'optimisation de ces UPD pourrait en faire de véritables rampes de lancement de PME/PMI ayant pour vocation de valoriser et de commercialiser les acquis technologiques de la R&D

Au delà des services de bureau (téléphone, télécopie, etc), l'Incubateur est essentiellement destiné à soutenir les nouvelles entreprises grâce aux services de Recherche-Développement, d'innovation technologique, de Marketing, de contrôle de qualité, d'Etude de faisabilité, etc

Il s'agit essentiellement d'accroître la valeur ajoutée locale par l'intégration de la Technologie aux préoccupations des promoteurs potentiels Ainsi, la vulgarisation technologique, la formation et l'ensemble des facteurs qui entravent le développement des petites et moyennes entreprises/industries sont prises en compte avec l'implication à la fois des bailleurs de fonds, des entrepreneurs, des agences de financement et des responsables nationaux du développement de PME/PMI L'incubation de Techno-entreprises, permet ainsi de réduire les risques encourus par les différents partenaires et peut servir de modèle et de cadre d'innovation technologique

Pour des secteurs spécifiques, rigoureusement choisis et obéissant à certains objectifs majeurs de développement (ex Autosuffisance et Sécurité alimentaires, maîtrise de certains secteurs stratégiques, etc ), l'organe Directeur de la Politique S-T nationale devrait ainsi parrainer la création de pépinières ou d'incubateurs d'entreprises à haute portée technologique

Ce parrainage pourrait notamment s'exercer dans le cadre de Technopoles, assurant un interface entre la Recherche avancée et le développement Les secteurs à retenir pourraient ainsi principalement concerner certaines Technologies de pointe telles les Biotechnologies, les Nouveaux Matériaux, les Télécommunications et Technologies de l'Information, les énergies alternatives, la lyophilisation, etc )

### 3) Structures de Production

Pour de meilleures perspectives d'utilisation des acquis de la Recherche par les Entreprises de production, plusieurs mesures, d'ordre politique et de portée générale, dont celles évoquées précédemment, devront être prises par les pouvoirs publics En plus de celles-ci, il nous semble opportun de relever les éléments suivants

- Mise en place, au sein des entreprises, d'une "cellule d'innovation technologique" qui se tiendrait "à l'écoute" des Centres de Recherche correspondants et aurait une emprise directe sur les processus de fabrication ou de production de l'Entreprise ,
- Organisation, à l'intention des chercheurs et étudiants oeuvrant dans les secteurs analogues ou connexes, de visites ou de "stages en entreprises" ,
- Implication dans le processus de financement de certaines recherches dont les résultats pourraient s'avérer profitables, à court ou moyen terme ,
- Envisager des stratégies de regroupement ou de fusion d'entreprises dans l'optique de l'intégration africaine sous-régionale et régionale , et
- Contribution à la mise en oeuvre de "Technopoles", assurant un interface entre la recherche avancée et le développement, notamment pour la diffusion de Technologies hautement performantes et à grande valeur ajoutée (ex Biotechnologies, nouveaux matériaux, télécommunication, énergies alternatives, etc )

### 4) Marché et Habitudes de Consommation

Les habitudes de consommation, particulièrement dans le domaine alimentaire ont progressivement dévié vers certains produits importés et demeurent aujourd'hui difficiles à reorienter sur les produits de substitution mis au point par la Recherche-Développement nationale, à partir des ressources locales équivalentes (ex cas du pamble et du "riz de maïs" au Sénégal)

Il serait ainsi judicieux d'envisager des mesures de nature à favoriser l'accroissement de la consommation des produits locaux (ex campagnes de sensibilisation, utilisant notamment les langues nationales, non subvention ou taxes à l'importation des produits concurrents, etc )

A cet égard, des mesures devant permettre de réduire les coûts d'exploitation (ex facteurs techniques ou intrants de production) et de lever les barrières douaniers dans le cadre des ensembles sous-régionaux (ex CEDEAO, CEEAC, SADC, UMA, etc ) seraient également les bienvenues

##### 5) Partenariat et Coopération Scientifique et Technique

Les principaux éléments de stratégies qu'il nous semble opportun de mettre en oeuvre en Afrique pour promouvoir la coopération Sous-Régionale, Régionale et Internationale en matière de Science et Technologie portent sur les aspects et mécanismes suivants

- Application par chaque pays des dispositions prévues par le Traité d'ABUJA, notamment pour l'Intégration économique Sous-Régionale et régionale, en mettant l'accent sur la coordination et l'harmonisation des capacités et stratégies nationales de développement Scientifique et Technologique ,
- Mettre en oeuvre des systèmes d'information Scientifique et Technologique spécialisés, connectés aux réseaux mondiaux (INTERNET) et disposant de bases de données fiables et actualisées sur le potentiel Scientifique et Technologique, les programmes et les résultats de Recherche en cours dans chaque pays ,
- Promouvoir la gestion de la coopération Scientifique et technologique selon une approche intégrationniste, impliquant les structures de production comme de commercialisation du secteur privé et sous-tendue par des actions structurantes ou des programmes mobilisateurs, notamment dans le cadre des ensembles politico-économiques (CEDEAO, UEMOA, CEEAC, SADC, etc ) et à travers les organisations Techniques spécialisées (CRAT, ORAN, ARCEDEM, etc ) ou les réseaux associatifs. Ces derniers pouvant opérer sur une base Institutionnelle (AUA, CORAF, ANSTI, etc ), disciplinaire (sociétés savantes en Physique, biologie, Mathématique, etc ), thématique (Biotechnologie, Post-Recolte, etc ) corporatiste (Ingenieurs Agronomes, Pédiatres, Nutritionnistes, etc ) Ces réseaux seront également dotés de leurs propres systèmes et organes d'information (revues, bulletins, etc ),
- Dynamiser les Instances de concertation africaine (ex CAMI, CONFEMEN, etc ) pour harmoniser les positions des différents pays au sein des organisations Internationales oeuvrant dans le domaine Scientifique et Technique (UNESCO, ONUDI, FAO, UE/ACP, etc )

- Promouvoir l'ouverture et la solidarité avec les autres régions du monde en développement (Asie, Amérique Latine, Monde arabe) ou développé (Europe, Amérique du Nord), notamment en vue du développement des ressources Humaines ou de l'acquisition de Technologies spécifiques ou de capitaux. A cet égard, il convient de considérer l'Intervention des Scientifiques et Technologues africains de la diaspora, installés dans les pays développés ou africains-américains, notamment dans le cadre d'organisations non gouvernementales comme le CONSTITUENCY FOR AFRICA (CFA) qui a récemment signé un protocole d'accord cadre de coopération Scientifique et Technique avec le CRAT

#### IV CONCLUSION

La présente étude nous a permis d'aborder la situation générale ainsi que la problématique de l'innovation technologique dans le contexte africain avant d'envisager les perspectives et les grandes lignes de la stratégie qu'il nous semble utile à mettre en oeuvre pour promouvoir cette innovation dans notre Continent

Il en ressort que l'amorce d'une véritable dynamique de transformation technologique, au service du développement économique et social durable de l'Afrique peut, certes, tirer un grand bénéfice de l'importation et de l'adaptation de technologies étrangères. Cependant, elle doit relever d'une conception plus active, fondée sur une stratégie d'innovation technologique par la valorisation et l'exploitation des acquis de la recherche locale

A cet égard, la timidité des politiques mises en oeuvre, l'insuffisance des capacités globales de Recherche, la faiblesse et la configuration du tissu industriel de même que les nombreuses difficultés que rencontre le secteur manufacturier et l'extraversion des habitudes de consommation des populations sont autant de facteurs qui gênent l'innovation technologique en Afrique

L'on relève aussi le manque de concertation et de coopération entre les différents opérateurs de l'innovation technologique, surtout entre les structures de recherche et celles de production

Ainsi, la performance des entreprises africaines, singulièrement dans le secteur agro-alimentaire, est très affectée par la faiblesse de la valorisation et de l'exploitation commerciale des acquis technologiques de la recherche endogène. De ce fait, pour relever les multiples défis qui l'interpellent avec la globalisation et la libéralisation économiques résultant des accords de l'URUGUAY Round, l'Afrique, à l'instar des nouveaux pays industrialisés de l'Asie, doit mettre en oeuvre des stratégies vigoureuses de promotion scientifique et technologique

A cet égard, il serait impérieux d'accroître les ressources globales allouées aux organes directeurs et structures de planification stratégique de la Science et Technologie et surtout aux institutions de R-D pour les rendre capables

d'impulser la génération de "paquets technologiques" et leur exploitation rationnelle par les entreprises locales pour la résolution de problèmes spécifiques et pour atteindre des objectifs bien définis de développement durable (ex sécurité alimentaire) dans le pays ou dans la région

Il serait aussi judicieux de prendre des mesures énergiques d'encouragement des opérateurs économiques à investir dans la valorisation des ressources locales notamment par l'exploitation des acquis de la Recherche endogène et dans le cadre de petites et moyennes entreprises et industries

Malgré le risque réel de marginalisation, l'Afrique dispose de plusieurs atouts pour conjurer l'Afro-pessimisme, grâce à la richesse de ses ressources naturelles, à la solidarité et coopération internationales, aux initiatives de partenariat et surtout à la détermination et à la volonté politique de ses dirigeants, encore réaffirmées par l'entrée en vigueur du traité portant création de la Communauté Economique Pan-Africaine. Mais le prix en sera une option ferme et résolue pour l'accroissement des capacités scientifiques et technologiques et pour une politique volontariste d'innovation technologique dont les fondements, articulés principalement sur les PME/PMI, seront le gage de tout développement durable, parce qu'endogène et auto-entretenu

## V. BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDROS, N (1993) - Estimations de la Sous-Alimentation Chronique dans les Pays en Développement IN "Etude sur l'Economie Mondiale", Nations Unies, New York
- CEA (1987) - Survey of Economic and Social Conditions in Africa, 1985-1986, E/ECA/CM 13/3
- CEA (1993 a) - Rapport Economique sur l'Afrique 1993  
Doc E/ECA/CM 19/3
- CEA (1993 b) - Objectifs stratégiques pour le développement Socio-économique de l'Afrique dans les années 90 Doc E/ECA/CM 19/4
- CEA (1993 c) - Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique et de la deuxième décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique  
Doc E/ECA/CM/19/14
- CEA (1995) - Rapport sur la Situation Economique et Sociale en Afrique, 1995, E/ECA/CM 21/3
- CNUCED (1991) - Recueil de Questions Concernant le Transfert et le Developpement de la Technologie dans les Pays en Developpement - UNCTAD/ITP/TEC/4
- DE HEMPTINE, Y et al (1985) - Inventaire du potentiel scientifique et Technologique de l'Afrique de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) Analyse de donnees, UNESCO, Paris
- DRAGNE, J (1988) - Le Rôle du Gouvernement dans l'encouragement de l'innovation technique aperçu de la situation française Doc I N P I
- IDRC (1990) - The Global Research Agenda A South-North Perspective
- KANE, O (1988) - Le developpement des ressources humaines pour la recherche-développement en Afrique situation et éléments de strategie  
Seminaire-Atelier CRDI "Méthodes d'approche du développement des ressources humaines en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Maghreb dans le contexte de la Recherche-développement"  
Yaounde, Cameroun 2-5 Fevrier 1988
- KANE, O (1990) - La liaison Recherche-Developpement du Secteur Agro-Alimentaire en Afrique Problematique et éléments de Stratégie (Journées

d'Etudes Agronomiques "Développement Agricole et Agro-alimentaire Problématiques et Formations Supérieures" AUPELF/UREF, Montpellier 2-4 Mai 1990

- KANE, O (1992) - Impact de la Recherche Scientifique et Technologique sur le Développement d'un pays Rôle et Responsabilité de l'Organe de Coordination de la Politique Scientifique et Technologique (Conférence prononcée à l'Université Nationale du Rwanda à Butare, dans le cadre d'une consultation effectuée pour l'UNESCO, à l'occasion des Etats Généraux de la Recherche Scientifique et Technologique au Rwanda 8 - 9 Avril 1992)
- KANE, O (1995) - Coopération Internationale en Science et Technologie Experience du CRAT et Perspectives pour l'Afrique (2e Biennale des Sciences et Technologies AFRISTECH 95, Dakar, 11-16 Décembre 1995)
- KARL, Wolfgang Menck/WOLFGANG, Gmelin (1986) - Promotion of Technology Policy and Science Management in Africa - The Results of a DSE Conference Programme on the Promotion of Science and Technology for Development
- MEST, (1987) - INNOV-ACTION - La stratégie en matière de sciences et de la Technologie Ministère d'Etat-Science et Technologie, Canada
- OCDE (1984) - Spécialisation et compétitivité des industries manufacturières de haute, moyenne et faible intensité de R-D Tendances générales Document de Travail N° 4 D S T I, Paris
- ONU (1995) - Priorité Afrique Résumé des Travaux du Groupe de Personnalités de Haut Niveau sur le Développement de l'Afrique
- ONUDI (1993) - Programme Sous-Régional de la deuxième IDDA pour l'Afrique de l'Ouest (PSRAO) Doc PPD 241 (SPEC) 30 Mars 1993 Réunion Sous-Régionale de suivi sur la promotion de la coopération industrielle en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la décennie du développement industriel de l'Afrique Abidjan, Côte-d'Ivoire, 14-18 Juin 1993
- OUA (1980) - Plan d'Action de Lagos pour le Développement de l'Afrique 1980-2000 Lagos, Nigéria
- OUA (1991-I) - Résolution CM/RES 1324 (L III) sur l'attribution des médailles d'or aux inventeurs africains 53ème Session du Conseil des Ministres 25 Février - 1er Mars 1991
- OUA (1991-II) - Traité instituant la Communauté Economique Africaine Abuja, Nigéria, Juin 1991

- SHARIF, N (1985)- Management of Technology Transfer and Development UN-  
ESCAP  
Regional Centre for Technology Transfer
- UNESCO (1987/a) - Statistiques relatives à la Recherche Scientifique et au  
Développement expérimental en Afrique CASTAFRICA II/REF 2  
- Deuxième conférence des Ministres chargés de l'application de la  
science et de la technologie au développement en Afrique, Arusha,  
République-Unie de Tanzanie, 6-15 Juillet 1987 - CASTAFRICA  
II/REF 1
- UNESCO (1987/b) - CASTAFRICA II - Trends in the Development of Science and  
Technology in Africa in particular since CASTAFRICA I  
Deuxième Conférence des Ministres Chargés de l'Application de la  
Science et de la Technologie au Développement en Afrique,  
Arusha, République-Unie de Tanzanie 6-15 Juillet 1987 -  
CASTAFRICA II/Ref 1
- UNESCO (1987/c) - Programme spécial d'aide a l'Afrique dans les domaines de la  
recherche scientifique et technologique et de la recherche-  
développement Deuxième conférence des ministres chargés de  
l'application de la Science et de la technologie au développement  
en Afrique, Arusha, République Unie de Tanzanie, 6-15 Juillet  
1987-CASTAFRICA II/REF 6
- UNESCO (1993) - World Science Report
- UNESCO (1994) - Annuaire Statistique
- UNIDO (1995-I) - The Uruguay Round Agreements, Impact on Technology Flows, 6th  
African-Ties Meeting, International Conference Centre, Port Louis,  
Mauritius, 21-23 November 1995, Working Paper No 4
- UNIDO (1995-II) - Technology Management and Competitiveness at the Enterprise  
Level, 6th African-Ties Meeting, International Conference Centre,  
Port Louis, Mauritius, 21-23 November 1995, Working Paper No  
6
- UNIDO (1995-III) - Industrial Development - Global Report 1995  
Executive Summary
- WAYNE S , BROWN AND ROY ROTHWELL (1986) - Entrepreneurship and  
Technology World Experiences and Policies  
Ed Longman

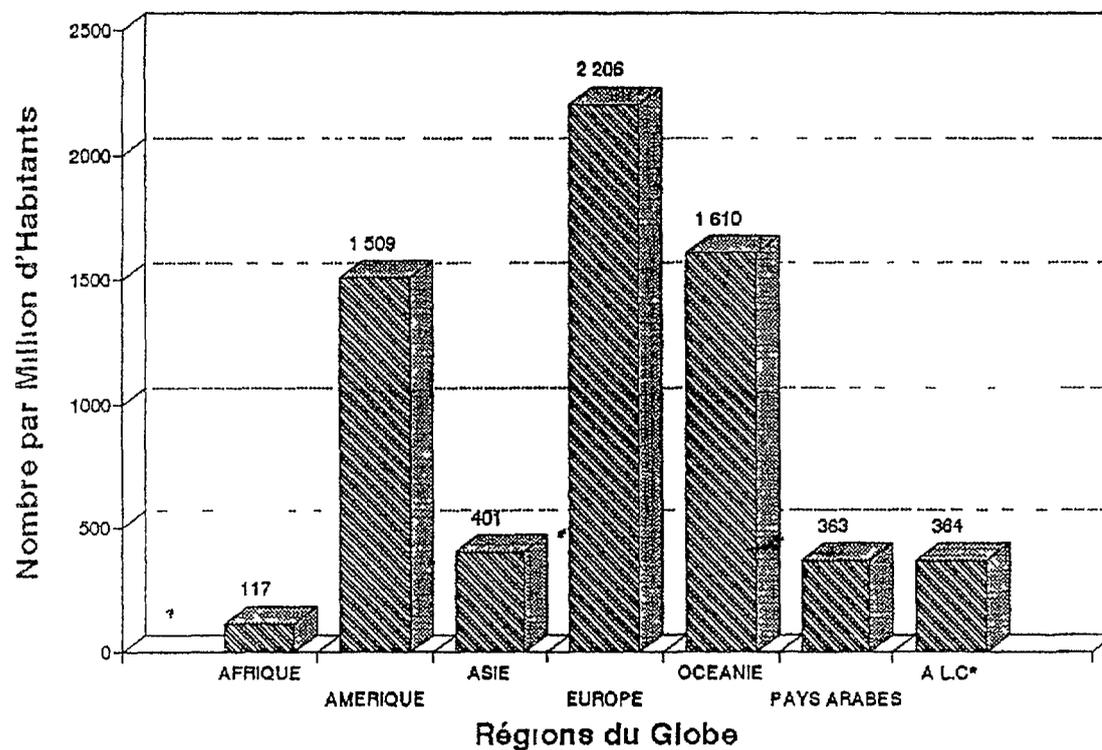
## VI. PRINCIPALES ABREVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ADRAO	Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest
ALENA	Accord de Libre Echange Nord Américain
ANSTI	Réseau Africain des Institutions Scientifiques et Techniques
ANVAR	Agence Nationale de Valorisation de la Recherche (France)
ARCEDEM	Centre Regional Africain de Conception et de Fabrication Techniques
ASEAN	Association des Nations du Sud-Est Asiatique
AUA	Association des Universités Africaines
AUPELF	Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française
CAMI	Conférence des Ministres Africains de l'Industrie
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communaute Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communaute Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEPA	Communauté Economique Pan-Africaine
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CONFEMEN	Conférence des Ministres de l'Education Nationale
CORAF	Conférence des Responsables des Organismes de Recherche Agronomique en Afrique
CRAT	Centre Régional Africain de Technologie
CRDI	Centre de Recherche pour le Développement International

	(Canada)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GATT	Accord General sur les Tarifs Douaniers et le Commerce
OAPI	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OEA	Organisation des Etats Américains
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ORAN	Organisation Régionale Africaine de Normalisation
PMA	Pays les Moins Avances
SADC	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UREF	Université des Reseaux d'Expression Française

## FIGURES

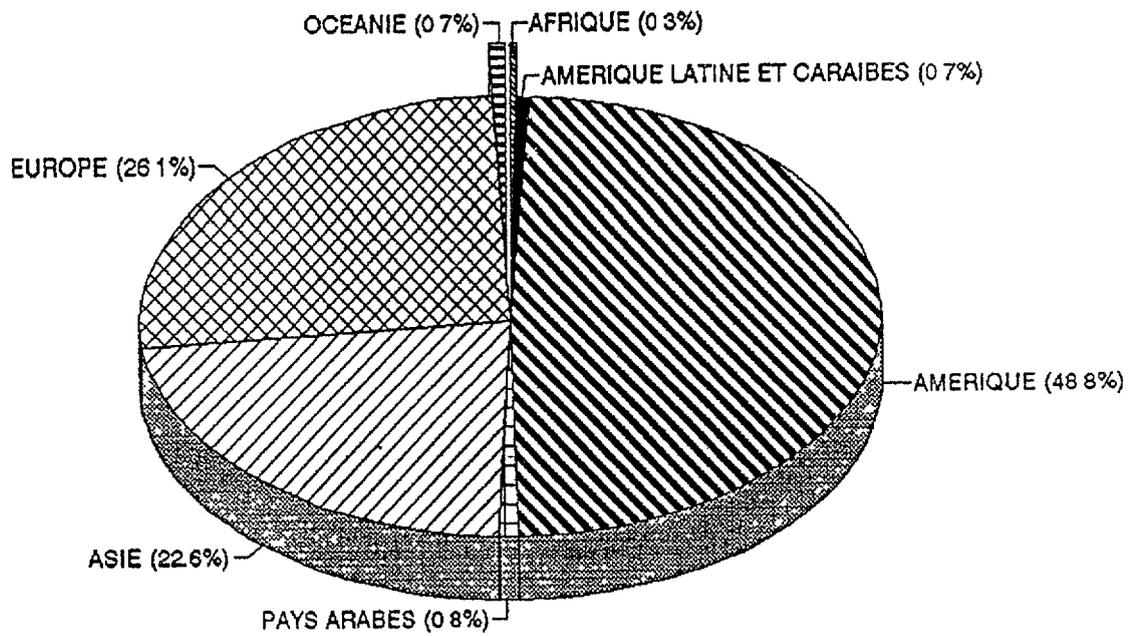
- 1 Nombre de Scientifiques et Ingénieurs de R-D en 1990
- 2 Pourcentage de Depenses Consacrées à la R-D en 1990
- 3 Dépenses de R-D en % du PNB en 1990
- 4 Estimations de la Sous Alimentation Chronique dans les Pays en Developpement
- 5 Taux de Croissance et Parts de la Valeur Ajoutée Manufacturière (VAM) dans les Régions du Monde, 1970 - 1995
- 6 Institutions de Coopération Internationale en S-T
- 7 Institutions Regionales Africains de Coopération S-T



A.L.C.\* Amérique Latine et Caraïbes

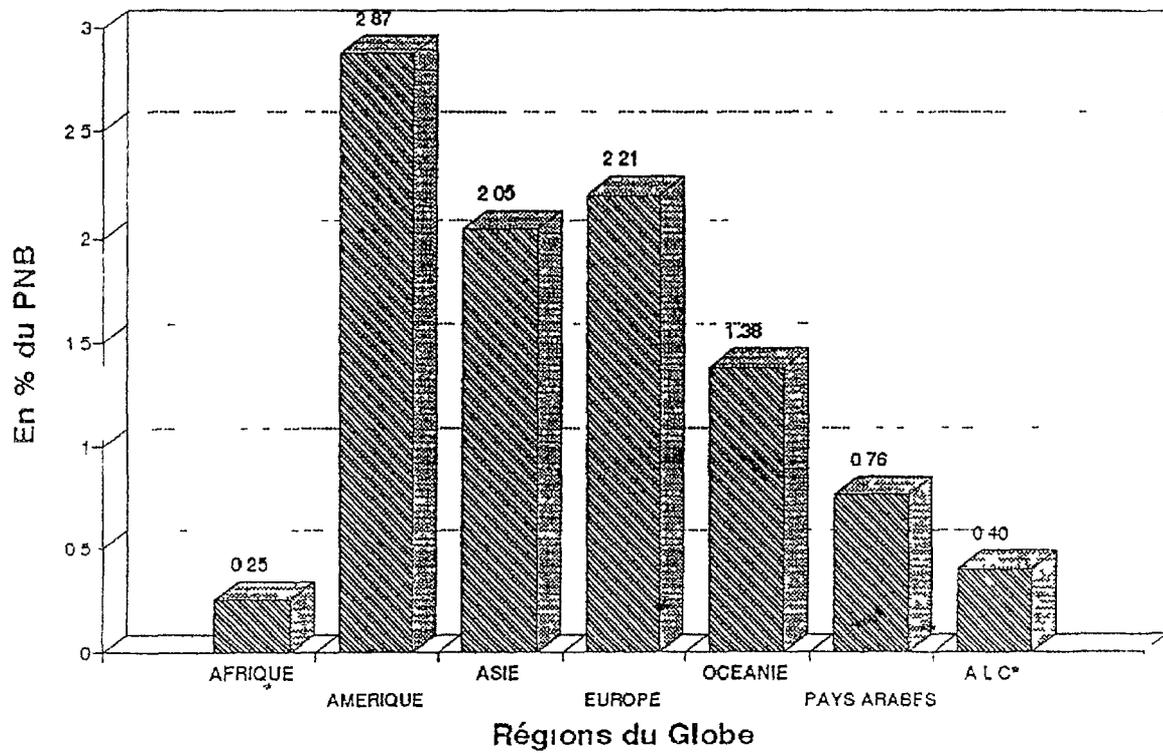
**Figure 1** Nombre de Scientifiques et Ingénieurs de R-D en 1990

Source UNESCO (1994) *Annuaire Statistique*



**Figure 2 Pourcentage de Dépenses consacrées à la R-D en 1990**

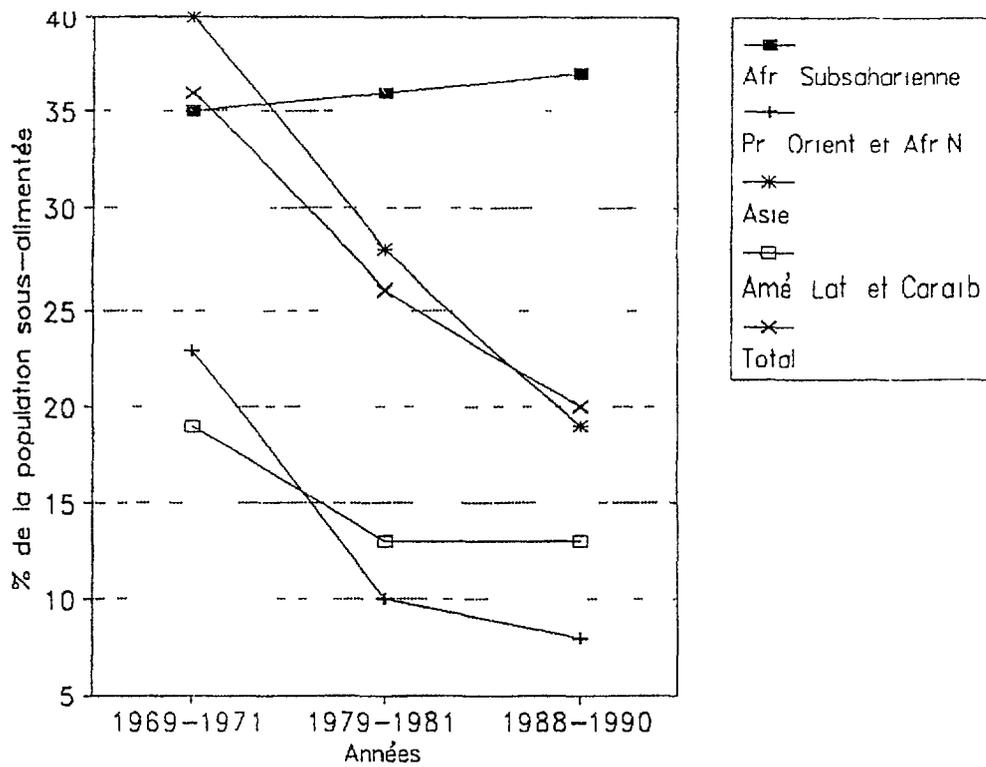
Source UNESCO (1994) - *Annuaire Statistique*



A.L.C.\* Amerique Latine et Caraïbes

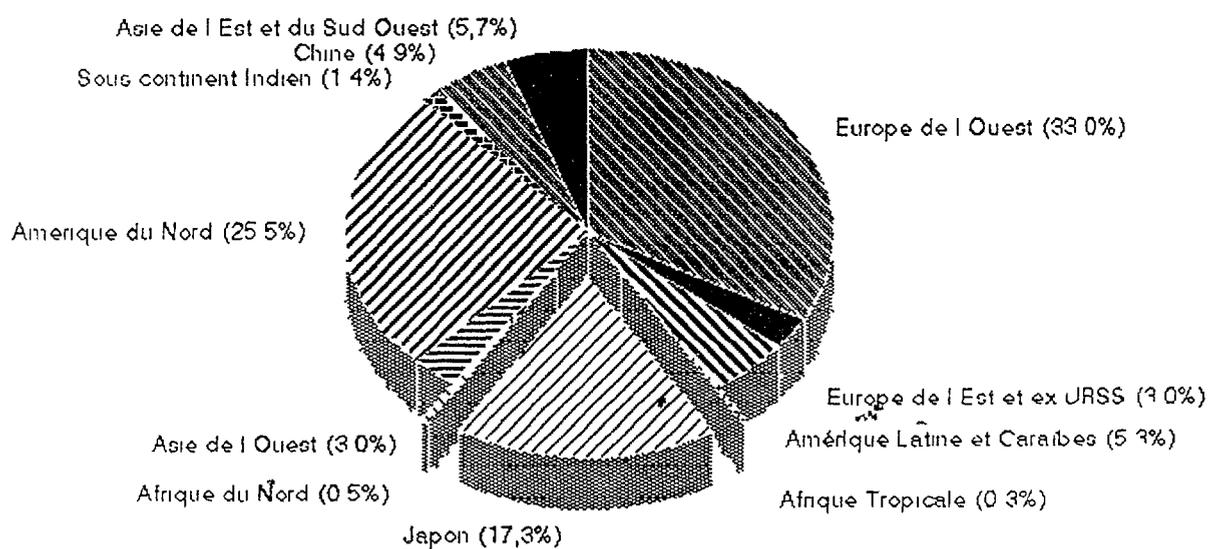
**Figure 3 Dépenses de R-D en % du PNB en 1990**

Source UNESCO (1994) - Annuaire Statistique



**Figure . 4 Estimations de la Sous Alimentation Chronique\* dans les Pays en Développement**

Source Nikos Alexandros, IN "Etude sur l'Economie Mondiale 1993, Nations Unies New York



**Figure 5 . Taux de Croissance et Parts de la Valeur Ajoutée Manufacturière (VAM) dans les Régions du Monde, 1970 - 1995**

Source "Industrial Development Global Report 1995", Executive Summary, Unido, 1995

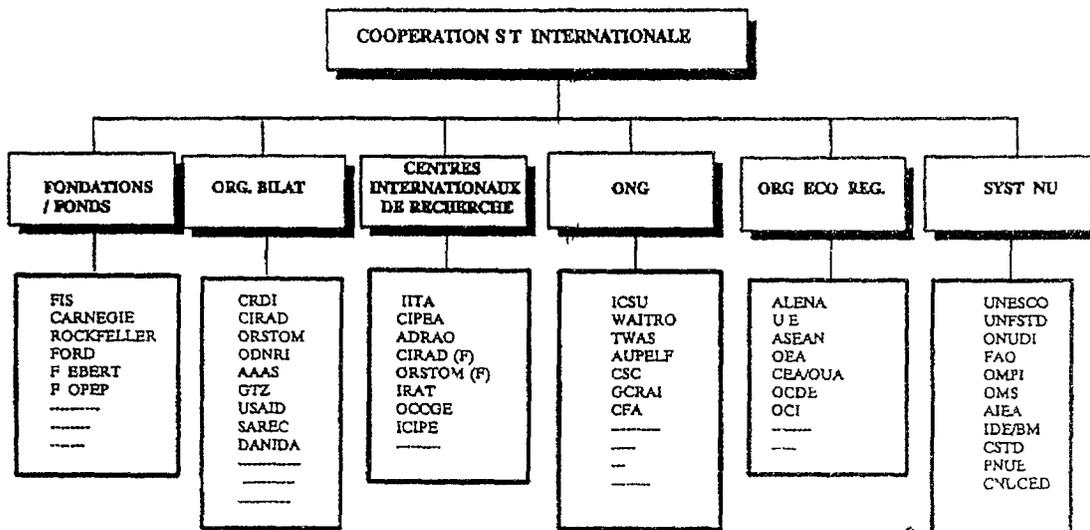


Figure 6 Institutions de Cooperation Internationale en S-T

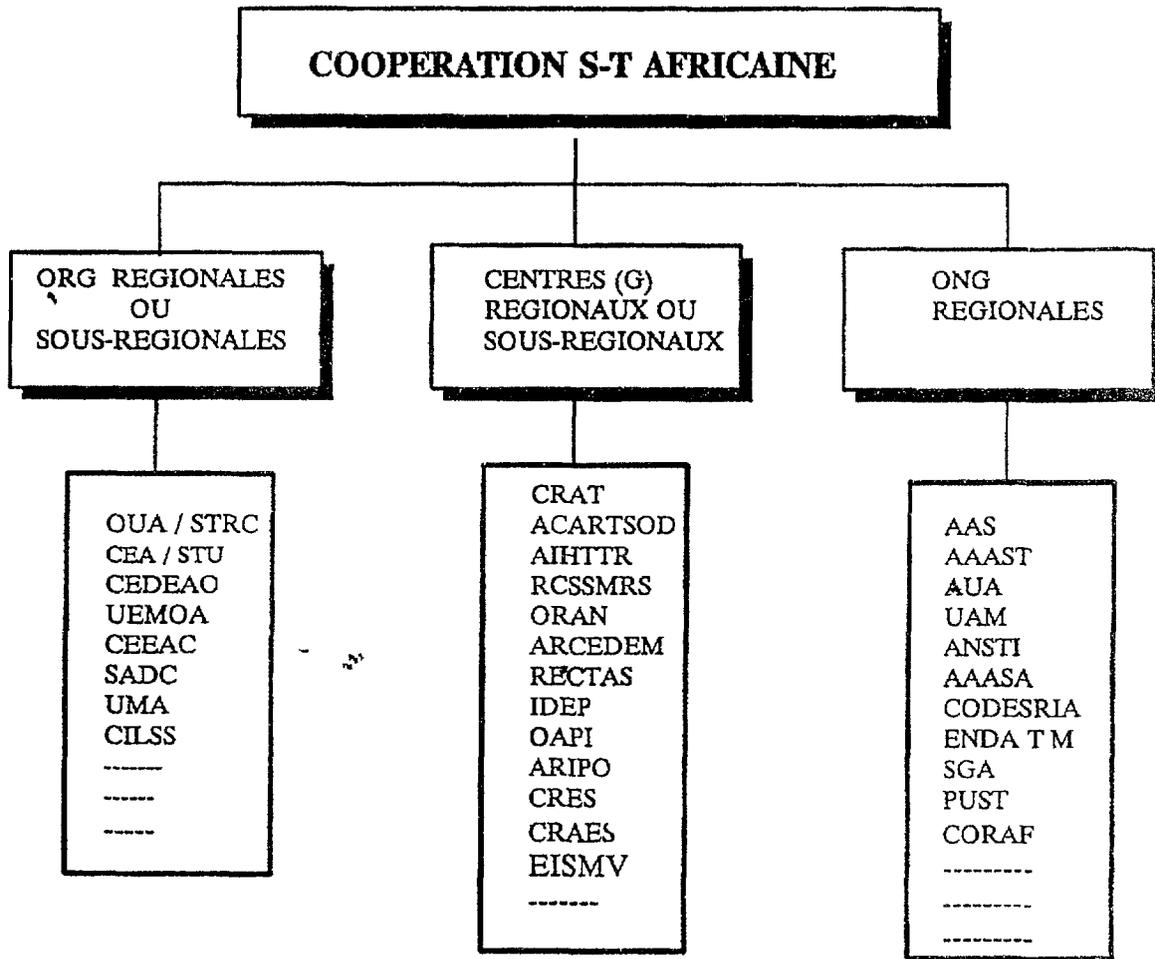


Figure 7 Intitutions Régionales Africains de Coopération S-T

CONFERENCE INTERNATIONALE DES  
INTELLECTUELS ET HOMMES DE  
CULTURE D'AFRIQUE

---

THEME:

L'ETAT ET LA SOCIETE EN AFRIQUE AU XXIe s:  
UN RENOUVELLEMENT DES PROBLEMATIQUES

Par:  
Pr. Fidèle Pierre NZE-NGUEMA (Ph.D)  
Université Omar BONGO  
Libreville - CERGEF

## INTRODUCTION

Chercher à comprendre un phénomène social, c'est tenter de mettre en évidence ses visées profondes, ses données fondamentales. Faute d'une impossible science globale, l'on est amené à solliciter l'éclairage de plusieurs disciplines. La sociologie, la science politique et l'histoire seront convoquées, ici, en vue de comprendre la complexité des rapports de l'Etat à la société, à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle en Afrique. La dynamique de ces rapports s'inscrit ici dans la perspective des régionalismes récurrents qui mettent en équation l'implacable raison d'Etat.

Dans cette perspective, "l'exigence déontologique" nous fait obligation, en tant que sociologue, d'explicitier le système de valeurs à l'enseigne duquel s'inscrit pareille réflexion. Il s'agit en fait de relever que l'existence humaine est traversée par des tendances contradictoires qui consistent, en l'occurrence, à tisser des liens et à s'assurer dans le même mouvement que ces liens n'entravent pas notre liberté. "Cette quête des liens de liberté, les individus et les groupes l'ont en partage

L'intérêt sociologique d'une telle postulation réside ici dans le constat selon lequel au sein des sociétés contemporaines, en Afrique en particulier, les collectivités humaines sont tentées de se défaire des liens tissés par une certaine histoire et d'en façonner de nouvelles. Ainsi des multiples tentatives de désintégration des structures institutionnelles par les régionalismes infra-étatiques. Pour analyser ce phénomène, notre schéma théorique prend appui sur quatre paradigmes<sup>(1)</sup>

- la dissolution du lien social, que l'on pourrait encore appeler "déliance" ou désintégration,
- "les expériences de création institutionnelle et les transitions" qui constituent des projets de "reliance" ou projets d'intégration,
- "la genèse des nouvelles formes de sociabilité" qui renvoient aux procès de "reliance" considérés également comme des procès d'intégration,
- la recomposition du niveau "Mésos" - qui représente les structures de "reliance" ou d'intégration entre le micro et le macro-sociologique

Les régionalismes infra-étatiques participent de ce dernier niveau, car ils se situent entre le lignage, et ce que l'on appelle improprement l'ethnie, et la société globale. En rigueur, il convient de reconnaître que ces régionalismes revêtent une double dynamique : une dynamique centrifuge qui oeuvre à la désintégration du niveau macro, et une autre centripète qui vise à recréer les liens historiques entre

nationalités, liens qui ont été niés d'abord par la balkanisation, et ensuite par les États territoriaux issus des indépendances

Interpréter l'expérience des régionalismes infra-étatiques comme une structure de reliance "meso", suppose que l'on situe telle expérience à travers le nationalisme territorial qui succède au nationalisme ouest africain<sup>(2)</sup> et ce, en trois temps . la genèse du nationalisme ( avec la lutte contre le colonialisme et plus tard les tentatives de regroupements sous-régionaux), la vie du nationalisme (avec l'accession à l'indépendance) et la mort du nationalisme (avec l'émergence des régionalismes infra-etatiques)

a) Le nationalisme constitue, avant les indépendances, un projet de reliance, car l'ambition avouée des uns et des autres était de réaliser une meilleure intégration des différentes parties du continent. Toutefois, la dynamique fédérative AOF-AEF ne saurait être assimilée à une telle perspective car, elle ne recherchait rien moins qu'à minimiser les coûts d'exploitation par la métropole de ces colonies

b) Les indépendances consacrent la mutation de l'idée de nationalisme parce que les procès de reliance que sont les États territoriaux semblent devoir inaugurer des formes nouvelles de sociabilité. Ces dernières ne visent certes pas la restauration de l'homogénéité ethnique des territoires mais l'espace d'identification se restreint désormais à un simple territoire. Cet espace ne porte plus sur le continent (comme ce fut le cas avec le panafricanisme)

c) Les structures méso du régionalisme infra-etatique, qui renvoient à la quête de l'homogénéité ethnique, sont génératrices d'un processus de désintégration de l'Etat territorial hérité de la colonisation

Les observations qui suivent permettent de prendre la mesure de cette dynamique, elles appellent une démarche d'exposition en trois étapes .

- I- Observations empiriques les faits
- II- Outils d'analyse les concepts
- III- Réflexion théorique une interprétation)

## I - OBSERVATIONS EMPIRIQUES · LES FAITS

### I-1 - La balkanisation de l'Afrique de la négation à la cristallisation des identités nationales

#### I-1-1 La négation des identités ou la déliance/désintégration de l'Afrique

Le retour à l'histoire ancienne vérifie en Afrique l'existence de l'idée de nation entendue comme la conscience d'appartenance d'une collectivité humaine à un territoire et à un système socio-politique hiérarchisé. Pour exprimer leur refus de cette évidence historique, les ethnologues et administrateurs coloniaux, substituent à la réalité de la nation celle de leur propre projection sur la réalité africaine qu'ils dénomment tour à tour «race» ou «tribu», et enfin ethnies, terme que l'on pense moins péjoratif que les deux précédents. En dépit du ravalement terminologique, il s'agit bien pour ces théoriciens d'affecter au continent une spécificité sociologique qui renvoie exclusivement au droit du sang.

Une telle inférence occulte volontairement le fait que le continent présente bien des groupements sociaux dont la médiation est non point la parenté mais l'histoire, une histoire fondée sur un vécu commun, à l'intérieur d'un territoire, aux frontières plus ou moins définies, mais auquel ils auront fini néanmoins par donner une personnalité.

La sociologie politique recuse toutefois cette assise sociologique que l'histoire semble conférer par anticipation à l'État territorial, comme nous le verrons plus loin avec les concepts de proto-nations qui fixeront la réalité politique post-coloniale (I I-outils d'analyse · les concepts)

Au dix-neuvième siècle, l'Afrique est le théâtre de nouveaux systèmes de gouvernement, les théocraties. Ces dernières sont l'œuvre de souverains guerriers et entrepreneurs qu'ils opposent à l'entreprise coloniale. Il s'opère dès lors une mutation institutionnelle fondamentale : le règne des autocraties fondées sur le charisme du souverain succède à celui des pouvoirs à base tribo-patriarcale.

"Sur les débris de ces formations", la partition coloniale donne le jour, dès la fin du dix-neuvième siècle au moins, à des «États coloniaux». Le pouvoir colonial inaugure dans l'esprit de conquête, un régime de dictature aux antipodes du libéralisme économique et politique de la métropole : ici la suprématie militaire rime avec le dirigisme économique et la discrimination politique entre sujets et colonisateurs avec l'interdiction des idées subversives.

Les deux décennies qui s'étirent entre 1882 et 1902 marquent les vingt ans qui ont fait l'Afrique d'aujourd'hui. Ces deux décennies plantent, avec le triste épisode de la conférence de Berlin (1884), le décor de la balkanisation du continent : des nationalités, plusieurs fois centenaires, allaient ainsi devenir des poussières de populations éparpillées par-delà les frontières fixées par la colonisation.

*"L'imagination idéologique"* de la colonisation naît ainsi, en même temps que l'identité sociologique des peuples, leur identité politique. *"L'Afrique fut perçue non pas comme continent, donc en tant qu'unité de géographie physique, mais comme notion politique, culturelle, c'est-à-dire en tant qu'unité historique fondée sur les concepts du savoir occidental"* <sup>(3)</sup>

#### I-1-2 la cristallisation des identités comme projet de reliance/intégration

La balkanisation de l'Afrique sert toutefois de vecteur d'identification nationaliste. Cela tient du paradoxe, en effet, que les classes moyennes occidentalisées, qui se substituent désormais aux chefs coutumiers se portent à la défense de leur identité nationale, nationalisme dont l'émergence, signalons-le au passage, tient également de la révolution des transports et de l'urbanisation du début du XX<sup>e</sup>s, qui favorise le brassage des populations.

L'idéologie des nouveaux interlocuteurs africains s'exprime à travers une double modalité - le groupe dit de Casablanca, identifié au nationalisme radical, vise l'indépendance immédiate du continent, - le groupe dit de Monrovia, assimilé au nationalisme modéré, milite pour une réforme en douceur des liens de sujétion, en un mot pour le maintien des liens privilégiés avec l'ancienne métropole. Cette effervescence nationaliste prépare l'avènement des indépendances en même temps que la restauration d'un empire informel européen dont la mission consiste toujours à gérer avec la collaboration des nouvelles élites, le destin des peuples du continent. Les nouveaux nationalismes africains amènent donc au jour et les indépendances formelles, et l'Empire informel des anciennes métropoles.

L'Europe était hantée par la perspective des charges récurrentes d'un empire formel. Elle allait donc se résoudre, volens nolens, à accorder l'indépendance aux colonies. Les considérations mercantiles l'emportent davantage ici sur les raisons morales et chrétiennes. La solution de "l'Empire informel" devait s'imposer de nouveau, qui consistait à exploiter les ressources des pays colonisés *"sans en assumer ni le coût ni la responsabilité, ni affronter la réprobation internationale"* <sup>(4)</sup>

Quelqu'instructif que pourrait être l'effort d'identification des postulats sous-jacents aux stratégies de restauration de l'emprise des

anciennes puissances, il n'est pas indiqué de s'y atteler dans le cadre de cette réflexion. Remarquons néanmoins que cette restauration emprunterait quatre axes complémentaires. Idéologique : les indépendances octroyées reconduisent les valeurs des métropoles, institutionnel : la coopération se substitue à la colonisation, structurel : les métropoles conservent intact leur pouvoir face aux anciennes colonies, fonctionnel : la répartition des rôles reste inchangée.

L'Empire informel, simple remake de Berlin, s'affirme à travers les diktats des anciennes-nouvelles métropoles. Cet empire prospère ainsi au sein d'une multitude d'États dont la déliquescence programmée (avec les indépendances formelles) se vérifie aujourd'hui dans le drame des régionalismes infra-étatiques.

## I-2 - L'Etat territorial des indépendances formelles aux régionalismes infra-étatiques

### I-2-1 Les indépendances formelles comme procès de reliance/intégration

Les indépendances octroyées à la majorité des États de l'Afrique tropicale et centrale, au cours de la décennie 1957-1968, consacrent le principe de l'intangibilité des frontières défini à Berlin.

Pour la zone tropicale, la dynamique est impulsée par le Ghana qui conjugue manifestations de rue, grèves générales et boycotts politiques. La zone centrale britannique est confrontée à la violence des colons blancs, qui optent pour la fuite en avant avec la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Rhodésie. Le Bechuanaland, le Basutoland et le Swiziland, également territoires sous domination britannique, accèdent cependant à l'indépendance entre 1966 et 1968, de même que la Guinée équatoriale alors colonie de l'Espagne franquiste. Le Portugal de Salazar livre un combat d'arrière-garde contre ses trois colonies qui conquièrent leur indépendance par les armes en 1974-1975.

Cette dynamique, comme on peut le constater, n'est ni uniforme ni globale. L'accession des États francophones à la souveraineté internationale - exception faite de Djibouti (1977) - précède de vingt ans celle du Zimbabwe et de la Namibie. Trente ans pour accéder à l'indépendance et non trente ans d'indépendance ! Indépendance dont le caractère formel est révélateur, nous venons de le signaler, de l'emprise de structure de l'Empire informel des anciennes métropoles.

Au demeurant, la configuration des nouveaux États ne répond pas davantage à la complexité de la réalité socio-politique de l'Afrique pré-coloniale. Elle consacre la balkanisation amorcée à Berlin et l'application de la doctrine de cette balkanisation de l'A O F et de l'A E F.

selon laquelle "les territoires coloniaux existants doivent être le cadre minimal pour les nouvelles nations africaines"<sup>(5)</sup> D'ou le caractère particulièrement factice que revêtent ici, plus qu'ailleurs, les notions de nationalité et de frontière

Enfin, les Etats territoriaux en se découplant du pays réel redéfinissaient une double stratégie pour créer la nation la diabolisation des régionalismes issus "d'entités culturelles anciennes rigidifiées par la fixation coloniale au territoire" et le recours de l'État au parti unique, fondé sur le charisme du «père de la nation» La première stratégie est bien la preuve manifeste de la vision fallacieuse d'une Afrique constituée sur la base d'*Etats tribalement homogènes*

Et alors que les anciennes métropoles réussissent à sauvegarder l'ensemble de leurs privilèges, les élites africaines, qui avaient été tentées par l'aventure du grand large, le nationalisme, vont revenir très tôt d'un voyage dont elles avaient accoutumé pourtant à célébrer les vertus libératrices Constat d'une illusion ? Plutôt conclusion sur un parcours dont les sirènes auraient poussé trop loin la romance dans le vide, le vide du suicide politique Cette soudaine défiance pour le nationalisme s'accompagne d'un retour d'affection pour la "realpolitik" qui puise dans les légitimes revendications populaires les prétentions d'une élite en mal de visibilité sociale Élite qui, néanmoins, proclame, croix de bois, croix de fer, n'oeuvrer que pour la sauvegarde de l'Unité nationale Dissonance cognitive ? Disons plus simplement que "la déchirure du tissu social" vérifie bien dans le cas d'espèce le postulat dynamique selon lequel le réel est essentiellement traversé de contradictions Ces contradictions connaissent donc un caractère dramatique avec la cristallisation des régionalismes infra-étatiques

### I-2-2 Les régionalismes et la désintégration de l'État-nation

Loin de se réjouir de la richesse de leur diversité culturelle, les élites en Afrique n'auront de cesse de faire le lit des irrédentismes régionaux Ces régionalismes infra-étatiques fragilisent chaque jour un peu plus le mur d'espérance créé par le souffle du nationalisme dont les peuples attendaient que tous ses enfants, les mains tendues, recollent les morceaux brisés du vase d'Abomey pour emprunter à la belle métaphore de nos anciens La dignité de l'Afrique que les élites proclamaient avoir été bafouée par l'ordre ancien aurait-elle été restaurée depuis ? Rien n'est moins sûr

Relevons que le principe de l'intangibilité des frontières impose par la colonisation et adopté par l'O U A dès 1963, a permis, de contenir la violence des guerres civiles et des conflits ethniques Il n'a pu empêcher la récurrence des conflits entre pouvoir central et dissidences régionales

Toutefois, le modèle de "l'État territorial" semble montrer ses limites. Certes le dogme de l'intangibilité des frontières n'est pas encore radicalement mis en cause par le phénomène des régionalismes infranationaux au point d'entraîner l'éclatement irréversible des États post-coloniaux (comme c'est le cas en Yougoslavie et, dans une moindre mesure, en Éthiopie). Il demeure cependant que des forces centrifuges bouleversent, quant au fond, l'organisation de l'espace et de la société en Afrique, accélèrent les flux migratoires et le fonctionnement réel des marchés. Ces forces centrifuges désignent ici des pressions identitaires, des dynamiques d'autonomie et de différenciation, et les multiples formes d'expression d'ethno-régionalisme.

La carte politique du continent subit également des transformations autour d'axes régionaux et internationaux.

Ainsi, l'importance sociale et économique qu'acquiert désormais les frontières témoigne, si besoin était, du poids politique que revêt le phénomène. Celles-ci ne délimitent plus seulement le cadre territorial des États, elles revêtent désormais une dimension interne, nous avons cité en particulier certaines régions du Zaïre vis-à-vis de l'Angola, des pays des grands Lacs, de l'Ouganda et du Sud Soudan. Dès lors la quête d'autonomie n'est plus exclusive à quelques régions, à quelques espaces intermédiaires, "poches géographiques", elle semble la caractéristique la mieux partagée par un très grand nombre de pays.

Une telle appréhension trouve bien sa justification dans les quelques faits suivants, tirés de la réalité du continent.

- le Congo belge (devenu depuis Zaïre) fera face, en 1960 et de nouveau en 1977, aux tentatives de sécession du Katanga, actuel Shaba, et de la région du Kivu. Une double tentative, qui doit être appréciée à la fois comme un procès de relance/intégration pour les groupes qui revendiquent un territoire ethniquement homogène et le début de la désintégration de l'État territorial.

- Le Nigéria n'échappe pas aux sirènes du régionalisme infranational. Entre 1967 et 1970 la guerre du Biafra contribue à mettre en équation les fondements de l'autorité centrale.

- L'Angola, en dépit des sacrifices consentis pour la guerre de libération nationale, devra subir les conséquences tragiques des luttes fratricides des trois mouvements de libération en présence : le FNLA de Roberto Holden, le MPLA d'Agostino Neto, et l'UNITA de Jonas Savimbi.

- Au Cameroun, l'Extrême-Nord, à les yeux de Chimène pour le Nigeria. Ici, les Kotokos anglophones visent la création d'une structure d'intégration qui consomme, mutatis mutandis, la désintégration de la structure de l'État territorial. Anxieux à la perspective de se voir dépouillés de certains de leurs pouvoirs, les

Kotokos comptent sur leurs voisins et (frères) du Bornou State pour s'approprier "une bande de terre finalement très convoitée" convoitise partagée par les arabes choas qui, faute d'une réforme des chefferies ou d'un redécoupage des circonscriptions administratives, envisageraient une double alliance : Arabes choas-Libyens ou Arabes choas-Tchadiens pour la création d'un État islamique du Sahel. Cette tentative de reliance semble devoir également consacrer a contrario la désintégration des fondements de l'État camerounais, les harcèlements qui s'exercent contre les Bamilékéés se situent également dans cette logique.

- Au Tchad, l'est et le nord subissent la séduction de la Libye, malgré la bande d'Aouzou, et le centre celle du Soudan et du monde arabe, en reconnaissance, pense-t-on, des origines de l'Islam tchadien qui remonteraient à l'Arabie Saoudite

- L'actualité nous fait obligation d'évoquer "les massacres à répétition" au Burundi et au Rwanda, deux pays enfermés dans un cycle de violences qui n'en finit pas et dont les revendications infra-régionales servent également ici de trame de fond. Les pasteurs tutsi (15% au Burundi et 9% au Rwanda) et les paysans hutus (plus de 80% au Burundi et 90% au Rwanda) vivent une cohabitation socio-politique heurtée depuis l'invasion hamitique. Affrontements qui gagnent en horreur en dépit de la fondation du royaume Kitara et des dynasties des derniers siècles. En dépit également de l'unité linguistique - le kirundi au Burundi et le kinyarwanda au Rwanda - et d'une culture qui puise aux mêmes références - le culte des ancêtres, le culte du bétail. La cohabitation n'a pas été plus heureuse sous le protectorat allemand (1907), le mandat (1923) et la tutelle belges (1946)

Au Burundi l'avènement du multipartisme en 1992 qui amène au pouvoir, pour la première fois, un Hutu (le président Ndayaye) remet en cause l'hégémonie séculaire de la communauté Tutsi (800 000 sur 5 356 000 hab) soutenue par les colonisations successives et protégée par une armée composée uniquement d'éléments tutsis

Au Rwanda le multipartisme qui voit le jour en 1991 renforce le pouvoir des Hutus au sommet de l'État depuis l'autonomie politique de 1959 (avec Grégoire Kayibanda). Pour reconquérir un pouvoir qui lui échappe, le peuple tutsi (650 000 sur 7 100.000 hab) déclenche une rébellion dans le nord du pays qui mine jusqu'aux fondements de l'État. La revendication du peuple tutsi dans ces deux pays remet, en effet, en cause l'existence même du pouvoir central puisqu'elle s'articule autour d'un projet commun - la constitution d'un empire tutsi "comme les Serbes rêvent de Byzance"<sup>(6)</sup>. Nous sommes également ici en présence d'une structure méso dont l'ambition d'intégration se heurte à la réalité de l'État-nation menacé de ce fait de désintégration dans son existence même

Le rappel de ces observations empiriques n'a pour objectif ni d'entreprendre une pénultième moralisation de la colonisation ni de jeter l'opprobre sur les élites africaines. Il vise davantage à situer ces faits dont dépend, pour une large part, le devenir collectif des peuples du continent. L'interprétation de ces observations empiriques appelle, au préalable, une mise en relief des outils d'analyse qui en constituent la trame conceptuelle.

## II- OUTILS D'ANALYSE LES CONCEPTS

Le phénomène des régionalismes représente un vaste champ d'observation pour l'analyse sociologique et politique, voire historique. L'histoire contemporaine vérifie, nous venons de le montrer, la récurrence des remises en cause des frontières héritées du partage de l'Afrique en 1884 par les puissances coloniales. L'Afrique subsaharienne se présente comme un espace continental progressivement et diversement atomisé.

Pour l'époque coloniale, les forces centrifuges de cet éclatement sont désignées, entre autres, par les concepts de balkanisation, de scramble (Cornevin), de dilatation, de contraction, et de segmentarité (Jean-Loup Amselle).

La période post-coloniale n'épargne pas davantage les peuples des confusions institutionnelles qui nient le pays réel pour des structures étatiques qui reposent sur des fondements sociologiques irréels. Ainsi, les États qui se substituent à l'administration coloniale seront-ils considérés comme des proto-nations (J Ziegler) ou comme de simples fictions sociologiques. La réalité du continent est bien celle d'un éclatement hérité de l'histoire, et devenu dirimant par la volonté normative des différents acteurs successifs. L'État colonial et l'État post-colonial ont entraîné la désorganisation des groupes sociaux primaires dont le lignage, la famille, le village. Groupes qui avaient la charge de la socialisation des futurs adultes. L'irrédentisme des régionalismes infra-étatiques se présente comme le contre-écho à cette "chronique d'une déliquescence programmée des groupes sociaux primaires".

En un mot, la société est traversée tour à tour par des forces centrifuges et une dynamique de désintégration.

- sur la partie visible du puzzle, c'est la désintégration communautaire consécutive au bouleversement par l'État colonial puis post-colonial de l'ordonnement des groupes sociaux. Groupes qui espéraient de l'État qu'il apporte, en compensation de ces bouleversements, les avantages anticipés d'une croissance partagée.

- Sur la partie invisible du puzzle, la désintégration institutionnelle à travers laquelle la société met en équation l'emprise

d'un État, désormais honni. Ces deux formes de désintégration sont toutes grosses de la promesse formelle de faire le bonheur de la société.

Le phénomène de la désintégration interpelle de plus en plus toute la communauté, à cause du caractère dramatique et radical de ses convulsions. Pour être un concept idoine à la réalité analysée, le mot désintégration gagnerait toutefois en précision si on lui substituait le concept paradigmatique de DE-LIANCE.

Cette innovation conceptuelle vise à souligner qu'il s'agit ici principalement de la "rupture des liens humains fondamentaux, qui rattachaient la personne à une partie ou à l'ensemble des systèmes dont elle fait partie". Cette déliance n'est pas que sociale. L'on s'en doute, quoique seul l'aspect social nous intéresse car il permet de saisir les manifestations uniquement dans le champ des liens sociaux. Il importe par ailleurs de faire l'économie de la dimension pathologique qui peut s'attacher à ce terme, afin de ne retenir que son substantif dérivé sur le modèle d'alliance, c'est-à-dire le verbe dé-lie et "qui signifie fondamentalement, "se libérer de liens". Ce verbe renvoie ainsi à l'idée de liberté, de libération voire de progrès (s'affranchir des liens à la nature ou à la société qui obèrent notre liberté). La déliance peut donc désigner tout à la fois la désintégration, et la désaliénation.

La volonté de récupérer sa liberté et de se retrouver dans son groupe n'exclut pas des moments de solitude, "de nostalgie de la sécurité". Ces périodes de flottement sont propices à l'émergence de nouvelles sociabilités qui s'expriment par le "désir de re-liance, d'être re-lie, lié à nouveau et lié autrement".

La re-liance constitue l'antithèse de la déliance, elle renvoie comme elle à une expression multiple : sociale, psychologique, ontologique, cosmique. Elle peut être définie comme "*l'acte - ou l'état qui en résulte - de recréer des liens, d'établir ou de rétablir une liaison entre des acteurs sociaux séparés, dont l'un au moins est une personne, de réunir, mettre et remettre en rapport ou en communication des acteurs distincts, disjoints ou isolés*" (').

La notion de médiation, de système médiateur s'impose également, parce qu'elle apporte toute sa dimension sociologique au propos, elle rend compte, de ce que les acteurs sociaux sont mêlés à la fois par des liens directs (qui les font tenir ensemble) et indirects qui les re-lient par un ou des systèmes médiateurs ("une institution sociale, un système culturel, de signes ou un système de représentations collectives"). La dimension sociologique du concept de reliance peut ainsi s'apprécier à travers trois dimensions :

- comme médiatisation ou procès de reliance, le concept désigne un processus d'institutionnalisation des médiations qui fait tenir ensemble une collectivité humaine.

- comme médiation, ou structure de reliance, il s'agit alors d'un système, plus ou moins institutionnalisés, qui relie les acteurs sociaux entre eux,

- en tant que produit, il exprime le lien de reliance entre les acteurs sociaux, lien façonné par le ou les systèmes médiateurs

La notion de reliance joue, à ce titre, un rôle cardinal au niveau social et culturel qui retient notre attention

- l'enjeu social identifie la lutte du groupe, soucieux de renouer les liens sociaux mis à mal par le processus de désintégration communautaire,

- l'enjeu culturel signifie la volonté collective de créer un autre "modèle" de reliance, humaine et communautaire fondé sur l'échange des solitudes reconnues et acceptées "le désir de reliance féconde le rêve communautaire"

### III- REFLEXION THÉORIQUE UNE INTERPRÉTATION

Il nous faut interpréter ces observations empiriques et les comprendre, la notion de "temps" déjà suggérée au début de ce propos revêt pour ce faire une importance centrale

L'expérience des régionalismes infra-étatiques se déploie en trois temps. Nous en avons déjà évoqué deux, le premier celui de la désintégration communautaire et des carences de reliance (par les États colonial et post-colonial), et le deuxième, celui de la désintégration institutionnelle qui témoigne du désir de reliance et du rêve des nationalités de bâtir un monde de justice à travers leur quête d'identité. Le projet politique et culturel des régionalismes est contestation des liens hérités de la coloniale et affirmation de nouveaux liens qui n'en sont pas vraiment, car il s'agit d'identités socio-culturelles et politiques qui ont fait l'objet de banalisation.

Le troisième temps peut s'apprécier en termes de contre-reliance car il s'agit de la création d'une structure communautaire comme ce fut le cas avec le Biafra par exemple. La contre-reliance au niveau culturel et socio-politique s'identifie bien à une structure de reliance symbolique pour des "subversifs" en rupture de ban sociétaire. Les manifestations extérieures dont la restauration des pratiques culturelles locales témoignent des liens qui "relient" ces contestataires de l'État territorial. La structure communautaire est envisagée à ce titre comme le lieu de référence et d'inspiration des membres qui souhaitent "traduire leurs aspirations en actes, leurs rêves en réalité". *"Le projet communautaire, dans cette perspective, est un projet de reliance à trois niveaux : culturel et ontologique (élaborer un nouveau modèle de société, une nouvelle éthique de liens sociaux), psychologique (épanouir le Moi dans le Nous), social (découvrir la pratique de nouveaux liens*

*sociaux, la dynamique de groupe, la vie en groupe)*" (8) En un mot la structure de reliance serait comme un "îlot de transition"

Notre propos ne peut scruter les multiples étapes qui jalonnent ces expériences de contestation et de revalorisation des groupes sociaux aux prises avec la logique négatrice et banalisante des États territoriaux. Qu'il suffise à notre attention de rappeler que les causes efficientes de l'émergence des régionalismes c'est d'abord cette politique des États qui nie le pays réel. Les causes apparentes et par conséquent secondaires résident quant à elles dans la volonté des groupes sociaux de recouvrer leur identité bafouée.

La solution de l'historien(9) qui propose la construction d'une Afrique supranationale analogue à l'Europe ne peut dès lors prendre souche, si telle était la voie du salut pour les principaux acteurs, que si et seulement si les métropoles coloniales et les États territoriaux acceptent enfin d'intégrer la variable nationalité comme une dimension centrale dans les stratégies d'édification de l'État de la Nation en Afrique

Toutefois la réalisation de ces stratégies au cours du XXI<sup>e</sup> siècle doit prendre en compte trois incertitudes critiques majeures

La configuration du contexte international, la gouvernance et le processus de démocratisation, l'évolution de l'intégration régionale

#### La configuration du contexte international

Pourquoi la configuration du contexte international?

L'Afrique dans le contexte de la mondialisation qui s'annonce, se présente comme l'un des pôles les plus fragiles sur l'échiquier international. La mondialisation a pour corollaire d'une part le libéralisme sans frontière d'autre part, un espace de communication sans territoire. En effet avec la mondialisation émerge un capitalisme qui pourrait ramener l'Afrique à la situation dans laquelle elle s'empêtre actuellement avec les impératifs de la dette extérieure dont les intérêts cumulés paraissent ne jamais pouvoir être épongés. Et avec les autoroutes de l'information la tentation est grande de rappeler les risques de domination politique mondiale que ces nouveaux médias vont continuer à imposer dans les relations Nord-Sud. Car ces netoyens sont absolument indifférents aux signes d'identification traditionnels que sont la nationalité, l'appartenance ethnique, la religion, le sexe et l'enracinement géographique. Dans cette civilisation de l'esprit dans le cyberspace, l'état perd ainsi toute légitimité il cesse d'être le fondement du pouvoir, de l'autorité et de l'identité.

Ainsi donc l'évolution internationale ne peut être profitable à l'Afrique, en particulier dans les relations de l'état à la société, que si et seulement si cette évolution reste articulée sur l'objectif d'une configuration

geopolitique plus équilibrée C'est-à-dire une configuration géographique qui intègre une interdépendance négociée entre les différentes composantes de la scène internationale et une réelle régionalisation au plan intérieur

C'est à cette régionalisation que renvoie la deuxième incertitude critique majeure la gouvernance et le processus de démocratisation politique

Pour la gouvernance et le processus démocratique . le nouveau paysage politique issu des conférences nationales se caractérise depuis cinq ans par l'émergence du multipartisme, du pluralisme des syndicats et de la liberté de la presse Tous ces indicateurs de tendance constituent des avancées non négligeables dans la perspective de la restauration d'un état de droit et d'une société démocratique

Mais ces ferments d'espoir ne doivent pas faire perdre de vue qu'il existe des menaces potentielles susceptibles de remettre en cause, à tout instant, cette nouvelle dynamique

Les menaces, c'est la fragilité de la culture démocratique, les menaces ce sont les forces d'inertie dont l'impact, si l'on n'y prend garde, peut être devastateur sur le processus démocratique en cours en Afrique Ainsi de la nature des luttes syndicales, dont les dérapages peuvent être à la source de graves troubles socio-politiques Une mauvaise approche de la lutte politique qui la transformerait en champ de bataille clos, peut également contribuer à la remise en cause de la sérénité du climat politique, gage de liberté et de paix sociale S'ouvre alors l'exploitation politicienne de la diversité ethno-regionale laquelle cesse d'être un enrichissement mutuellement fécond pour les communautés humaines en présence, pour devenir le terrain d'élection de toutes les surenchères et anathèmes Les guerres de libération tribale ont tôt fait de remplacer dans certains pays d'Afrique les guerres de libération nationale

De même faut-il craindre l'intégrisme religieux, un péril rampant qui semble, à terme menacer toute l'Afrique

La configuration des relations entre l'état et la société en Afrique dépendra, pour une bonne part également de la dynamique de l'intégration régionale, qui constitue la troisième incertitude critique majeure

### L'intégration régionale

L'UMUOA à l'ouest et la CEMAC au centre, entre autres, témoignent en effet de la volonté des hommes d'État d'asseoir une réelle coopération entre pays africains Cette intégration régionale ou sous régionale a l'avantage non seulement d'ouvrir un large marché de biens et de services mais aussi d'idées nouvelles. Elle constitue un facteur non négligeable dans l'émergence d'un état de droit et d'une société démocratique L'expérience partagée peut en effet contribuer à élever

collectivement les niveaux politique, économique, social et culturel de nos sociétés en crise.

## Stratégies

La vision de l'Afrique au XXI siècle que nous proposons ici, dont l'objectif général est la réalisation du bien-être des africains, commande deux sous-objectifs, à savoir . faire de l'Afrique un modèle de développement

Ces deux sous-objectifs exigent pour leur matérialisation, un certain nombre de moyens d'actions qui constituent, au regard de notre approche des questions stratégiques Nous n'avons à traiter que d'une seule à savoir de droit et une société démocratique

La question stratégique qui nous occupe se formulerait ainsi comment pouvoir un Etat de droit et accroître la participation populaire

Si cette question stratégique constitue bien l'un des moyens d'action indispensables à la réalisation de la vision de l'Afrique au XXI siècle, elle nécessite un certain nombre d'actions que nous convenons d'appeler options stratégiques Il s'agit des cinq options suivantes <sup>10</sup>

- consolider le processus démocratique en cours,
- développer l'éducation morale et civique des populations,
- promouvoir la transparence dans la gestion publique
- renforcer la politique de décentralisation,
- consolider l'unité nationale

### 1 - Consolider le processus démocratique en cours

Le processus démocratique en cours en Afrique depuis 5 ans s'articule autour de . l'assainissement des mœurs politiques, la construction d'un Etat de droit et la promotion de la culture démocratique

L'assainissement des mœurs politiques porte sur la moralisation de la vie publique d'une part, sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, d'autre part La construction d'un Etat de droit répond au souci d'avoir des gouvernants légitimés par la volonté d'instaurer l'équilibre entre les pouvoirs et de limiter l'arbitraire et les abus de pouvoir La promotion de la culture démocratique passe par l'apprentissage et l'assimilation des principes et valeurs démocratiques

### 2 - Développer l'éducation morale et civique des populations

La politique en Afrique est ballotée par de nombreux travers dont le tribalisme et le régionalisme C'est pourquoi il convient de donner à l'éducation morale et civique une place prioritaire dans la formation du

citoyen Ils doivent enfin renouer avec les valeurs morales telles que la vertu, le goût de l'effort et du travail bien fait, qui attestent de la grandeur d'un peuple ainsi que de sa capacité à se surpasser

### 3 - Promouvoir la transparence dans la gestion publique

La promotion de la transparence dans la gestion publique vise à améliorer l'efficacité de l'administration, en réhabilitant un certain nombre de principes et de valeurs tels que la compétence, le mérite, le dévouement, la discipline

### 4 - Renforcer la politique de décentralisation

Avec la fin de l'Etat providence, l'heure est venue de responsabiliser les autorités locales pour répondre aux besoins des populations rurales, en les associant de plus en plus à la résolution des problèmes qui les concernent L'Etat doit donc accorder une réelle autonomie aux collectivités locales, tout en leur apportant le soutien logistique, matériel et financier dont elle pourrait avoir besoin

### 5 - Consolider l'unité nationale

L'unité nationale doit être fondée sur l'égalité et le respect mutuel, la toance et l'interdépendance des différentes communautés, la lutte contre le tribalisme et la géopolitique

C'est pourquoi la démocratisation de la société, qui privilégie la loi du plus grand nombre, ne peut ignorer les droits des minorités L'identité culturelle de chaque communauté doit être reconnue et préservée en vue d'un enrichissement mutuel

## CONCLUSION

Ce sont ces grands axes stratégiques qui peuvent modifier fondamentalement la récurrence des régionalismes infra-étatiques, et la déintégration consécutive de l'Etat-Nati sont ces grands axes stratégiques qui sont autant de mythes redempteurs qui peuvent permettre le début d'une refondation des relations de l'Etat-Nation à l'état des nés c'est-à-dire à la société globale dans sa diversité ethnique.

<sup>1</sup> Ce schéma d'exposition est inspiré par la table ronde sur le lien social Cf Bolle de Bal, "À la recherche des liens perdus sans collier", Bulletin de l'Association internationale des sociologues de langue française, n° 4, 1987

<sup>2</sup> R et M Cornevin " Si à partir de de 1938 on peut parler d'un nationalisme «territorial» débutant en Sierra Leone, Gold Coast et Nigéria, il s'agissait avant 1937 d'un nationalisme «west african» tel qu'exposé par Nnamdi Azikiwé dans Renascent Africa, qui traite de la situation de la Sierra Leone, de Cape Coast, Gold Coast, et du Nigeria

---

Histoire de l'Afrique, des origines à la deuxième guerre mondiale, 4<sup>e</sup> ed  
Paris, Payot, 1964.

<sup>3</sup> Bogumil Jewsiewicki, Les Afriques politiques, Paris, La Decouverte, 1990, op cit, in Kafleche, Géo politique Africaine, juillet-sept 1991, p 27 & sq.

<sup>4</sup> C C Vidrovitch, op cit, p7

<sup>5</sup> Roger Buijtenhuijs, Les Afriques politiques, in J M Kafleche ,  
ibid.

<sup>6</sup> "Le drame du Rwanda-Urundi", Le Progressite, n° 110, 13-19 avril 1994

<sup>7</sup> Bolle de Bal, op cit, p 117

<sup>8</sup> Marcel Bolle De Bal, op cit, p 120

Cf également le même dans La tentation communautaire - Les paradoxes de la reliance et de la contre-culture, Bruxelles, 1985, Editions de l'Universite de Bruxelles

<sup>9</sup> C C Vidrovitch, Le Monde Diplomatique ibid Dans la mesure ou, constate l'auteur, les États sont confrontés, sauf exception, a trois cas de figure ils sont ou trop petits (Bénin, Guinée-Bissau, Malawi ), ou trop pauvres (Mali, Burkina-Faso ), ou soumis à des regimes autocratiques ce qui, entre autres causes, obère leurs possibilités de développement (Soudans, Zaïre) Dans pareil contexte "le retour à un paradis perdu «traditionnel» est un leurre et les ententes économiques condamnées eu égard précisément a ces distorsions politiques

<sup>10</sup> Gabon 2025 document 4 strategies

# INSTITUT PANAFRICAIN DE GÉOPOLITIQUE

Bibliothèque universitaire Droit, 11 Place Carnot 54042 Nancy Cedex Fax 83-53-11-09

## L'État multinational , *mondialisation*, ~~et~~ ~~le~~ *défi* *démocratique africain* au 21<sup>e</sup> siècle

par le Prof Mwayila TSHIYEMBÉ  
Docteur d'État en droit  
Docteur en science politique

Directeur

\* *texte préparé pour le colloque de Dakar du 22 au 29 mai 1996*

# I. L'ENJEU DU DÉBAT

## - le constat de l'échec

Que les indépendances africaines soient acquises par la **négociation** autour d'un tapis vert, ou par la **violence** à travers la guerre de libération, le bilan est globalement négatif aujourd'hui, près d'un demi-siècle après la **décolonisation** totale des anciennes possessions européennes d'Afrique

L'on doit à la vérité de reconnaître que le processus de décolonisation vient de se terminer d'une manière **paradoxe**, en privant l'**Afrique noire** et les **Africains** de la **capacité des peuples à se gouverner eux-mêmes**, en dépit de la proclamation formelle par les Nations Unies du **droit des peuples à l'autodétermination** d'une part, et de l'accès de nouveaux États à la souveraineté nationale et par conséquent à la qualité de **sujet de droit international** d'autre part

Autrement dit, tels les animaux malades de la peste, au sujet desquels La Fontaine écrivait, voici des lustres, que même si "ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés", les pays africains sont logés à la même enseigne, à quelques années seulement du deuxième millénaire

Partout, si ce ne l'est déjà, la débâcle politique, économique, sociale et culturelle de l'**État postcolonial** risque de faire basculer la société globale dans le néant, qui est le domaine par excellence de l'incompétence, de la médiocrité, de la violence, de l'irresponsabilité et de la **décadence** morale et matérielle Bref, l'état de nature au sens où l'entendait Hobbes

Si l'on a la lucidité et le courage d'appeler un chat, un chat, il importe de souligner que ce fiasco ne résulte pas d'une politique délibérée ou d'une volonté de nuire des héros de la lutte de libération nationale et autres 'Pères de l'indépendance'

Bien au contraire, ce chaos général est le fruit de la myopie politique et intellectuelle qui a téléguidé leur **mauvaise stratégie de construction de l'État et de la nation** A cela deux raisons principales -

Primo, au moment où prend corps le mot d'ordre de construction de l'État et de la nation en Afrique noire, les élites occidentales exportatrices, qu'elles soient de gauche ou de droite, sont aveuglées par la mystique du paradigme ethnologique de

**l'exceptionnalité africaine du vide**", fondée sur des fausses prémisses, voici belle lurette déjà

Au nom de ce paradigme, en effet, il est posé, sans le moindre début de preuve, que 'l'Afrique noire est une terre inconnue, occupée par des peuplades sauvages, sans culture, sans histoire, sans conscience, sans organisation politique et sans État'

Forts de ce postulat, ces théoriciens de la "stratégie du vide" et leurs émules essaimés dans toutes les disciplines des Sciences sociales et humaines et de droit s'empressent de jeter les bases de "**l'africanisme politique**"

Celui-ci crée son objet de recherche et s'octroie un pouvoir de dissuasion suffisamment grand sur les élites africaines, pour donner à voir dans l'exceptionnalité africaines du vide', les vertus de légitimation du modèle occidental de l'État et de la nation dont la construction devenait synonyme de modernité politique

Pourtant de cet alibi, les thuriféraires de la construction de l'État et de la nation en Afrique noire ont proclamé "urbi et orbi", que ladite construction n'aurait de sens que si elle était la copie conforme du modèle occidental

Si bien que tout écart avec celui-ci était considéré comme une malfaçon dont les dysfonctionnements devraient être systématiquement dénoncés, afin d'accréditer la thèse toute aussi fantaisiste de "l'incapacité congénitale des Nègres à s'ouvrir aux lumières gratuitement apportées par l'oeuvre philanthropique de l'Occident", que débitaient sans rechigner les champions de "la mission civilisatrice"

Secundo, exhibés par l'idéologie de décolonisation et la théorie politique dominante comme la condition sine qua non du développement, du bien-être moral et matériel et de l'exercice des droits de l'homme et des libertés publiques, le modèle occidental de l'État et de la nation est posé comme l'unique horizon de la modernité politique s'imposant à toutes les cultures et à toutes les civilisations

Si bien que lorsque les élites africaines importatrices adhèrent à ces ratiocinations africanistes et à la croisade qui les portent, la pseudo-science a déjà noyé l'esprit de ses hérauts. Non seulement il est impossible de recréer les conditions socio-historiques de l'avènement du modèle occidental de l'État et de la nation dans le contexte culturel de l'Afrique postcoloniale, mais qui plus est, l'État national et les institutions correspondantes ne sont ni des objets intemporels, ni a-historiques, ni des simples instruments de pouvoir dotés de la vertu de résoudre partout et en tout lieu des problèmes qui se posent aux gouvernements des hommes par d'autres

hommes

En d'autres termes, le modèle occidental de l'État et de la nation, y compris les institutions <sup>qu'il</sup> ~~qui le~~ véhicule reflète l'histoire et la culture des peuples et des sociétés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du nord qui les ont créés à l'image de leur propre projet de société et de leur propre vision du monde

En détachant ainsi ce modèle de son socle culturel, le **mimétisme** servile s'est limité à la fonction de **faire-valoir**, quitte à satisfaire la myopie politique des élites africaines par la prose paralysante du genre "*État socialiste, État marxiste-léniniste, République populaire, République démocratique, État unitaire laïc et social* etc", générant la mystification démocratique dont tout le monde prend la mesure aujourd'hui

Ce qui était vrai hier sous les lampions du parti unique, l'est encore davantage aujourd'hui sous le charme anesthésiant ~~du système néo-capitaliste~~ de la pseudo-démocratisation en cours en Afrique, sous la supervision du syndicat des bailleurs de fonds à la tête duquel se trouvent le FMI et la Banque mondiale, au nom d'un prisme réducteur et néolibéral de "*moins d'État*" et son pendant, *la déréglementation et la privatisation*"

#### - La nouvelle perspective

La sagesse populaire <sup>rappelle</sup> rappelle que "Un homme averti en vaut deux" La récurrence de ce thème de construction de l'État en Afrique, près de cinquante ans après son lancement, atteste fort bien que la prospérité qu'on lui promettait n'était que mensonge et reniement

Si les Africains veulent que pour la seconde fois, la problématique de construction de l'État et de la nation soit au coeur de la capacité des peuples africains à se gouverner eux-mêmes, il se doivent d'opérer une **révolution culturelle**

Celle-ci suppose que l'horizon de la modernité politique africaine ne soit ni le modèle occidental de l'État-nation, ni la mondialisation, qui sont les expressions vivantes de la **vision occidentale** du monde

En effet, en plaçant la vision occidentale du monde dans l'ordre des préalables, les élites africaines d'aujourd'hui ne feront qu'appuyer sur l'accélérateur de la décadence africaine dont nul esprit pensant ne nie la réalité aujourd'hui, aggravant ainsi la tragédie africaine

En revanche, la seule perspective historique africaine qui vaille la peine est celle qui

passer par la *reconquête de leur propre vision du monde*, quitte à la modeler en fonction de la compétition mondiale des autres visions du monde téléguidant peuples et États de la planète

Avant de devenir une bataille politique, pareille bataille doit d'abord être une bataille des idées, une bataille de décolonisation des Sciences sociales et humaines qui, au nom d'une pseudo-science, continuent à endormir les élites africaines

Il s'impose, alors, la nécessité d'un nouvel aiguillage épistémologique devant éclairer les lanternes des Africains afin qu'ils reconnaissent et assument d'abord leur propre passé et ensuite les influences d'autres civilisations, s'il y a lieu

Primo, ils doivent savoir que la capacité des peuples à se gouverner eux-mêmes dépend essentiellement de leur **génie créateur** tel qu'il est incarné par leur projet de société originel ou leur initiative historique qui, s'il est perdu, comme c'est le cas des peuples africains, à cause de plusieurs impérialismes externes tels que l'**islamisation** des flancs Est et Ouest du continent (9<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> siècle), la **traite négrière** (17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle), la **colonisation européenne** (1885-1960), la postcolonisation sinon le **néo-esclavagisme** des Nègres par les Nègres au moyen de l'État postcolonial (1960-1990), doit être reconquis pieds à pieds, morceau par morceau et restitué à ses auteurs

Secundo, pour mettre fin à la **stratégie d'errance** à laquelle ils ont été condamnés à végéter voici des siècles, comme l'ultime bouée de sauvetage à leur survie jusqu'à ce jour, ils doivent recouvrer leur qualité de **sujets historiques**, en réinventant de fond en comble le **modèle plural** de l'État, de **société civile** et de projet démocratique tel qu'il fut construit par les sociétés africaines précoloniales, à la lumière de l'**État multinational** d'Éthiopie, du Mali, du Ghana, du Songhaï, du Bénin, du Congo, de Monomopata, du Bungalow, de Nubie etc

Aujourd'hui, plus qu'hier, l'État fédérateur des nations ethniques réhabilitées, des langues, des religions, des terroirs, porteur d'un projet de démocratie politique, de démocratie économique, de démocratie sociale, de démocratie culturelle, adossé à une société civile plurielle, est la condition sine qua non de la nouvelle modernité africaine et non le modèle unitariste et nationaliste de type occidental

L'heure a sonné d'exhumer les **outils démocratiques** constitutifs et constituants de ce modèle plural de construction politique, de les soumettre à une **critique systématique** afin qu'aussi systématiquement que possible, il soit **rejeté** toutes les valeurs **rétrogades, avilissantes et barbares** de la civilisation négro-africaine

Ce n'est qu'à ce prix que les peuples africains réconciliés autant avec leur histoire qu'avec leur culture dans sa diversité, sauront quels sont les outils démocratiques indispensables à emprunter à la civilisation occidentale en vue d'optimiser les chances de réussite de leur destin collectif et individuel en tant qu'acteurs de leur propre histoire, au cours du deuxième millénaire qui se profile déjà à l'horizon

Soulignons, en passant, que l'État national est antinomique à l'État multinational et de ce fait, cette irréductibilité doit être considérée comme la ligne de démarcation des deux trajectoires historiques de construction politique séparant l'Europe de l'Afrique

Un tel défi dépasse, par la violence de sa rupture avec les idées reçues, le cadre de la pseudo-démocratisation en cours actuellement et de la réforme institutionnelle exigée des dirigeants africains désemparés, par le syndicat des bailleurs de fonds à la tête duquel se trouvent la Banque mondiale et le Fond Monétaire International, au nom d'un prisme réducteur de "moins d'État" et son pendant, "la déréglementation/privatisation" téléguidé par le néo-libéralisme

Pour ce faire, trois champs de refondation seront sommairement esquissés pour servir d'appui à cette modeste contribution, qui ne prétend pas à l'exhaustivité Il s'agit des champs de réinvention de la nouvelle société civile plurielle, du nouvel État multinational et du nouveau projet démocratique pluriel ou la démocratie intégrale

## II Les trois champs de refondation

### 1 Le champ de refondation de la nouvelle société civile plurale

L'heure du rendez-vous avec l'histoire a sonné pour que les peuples africains jettent les bases d'une nouvelle société civile plurale. A cette fin, quelques fondements socioculturels de la recomposition cette nouvelle société civile plurale reposent sur trois faisceaux de signification ci-dessous -

- **liberté ou responsabilité**
- **pluralité ou diversité**
- **identité collective et ethnicité**

#### **-liberté ou responsabilité**

Cette valeur fondatrice de toutes les vieilles civilisations connues à ce jour, fut posée il y a des siècles, par des sociétés africaines précoloniales, comme la pierre angulaire de toute vie en communauté. Sans sa pratique, il était pensé que la maîtrise du devenir collectif n'aurait pas de sens car point de liberté, point des hommes et des femmes libres, responsables de leurs actes, selon les buts qu'ils s'assignent soit individuellement soit collectivement.

En consacrant la liberté comme condition sine qua non de toute sociabilité et de toute volonté de vivre ensemble, en vue de forger un destin commun, les sociétés précoloniales ont créé les conditions réelles de la pratique de la responsabilité que les droits négro-africains traditionnels, connus sous le qualificatif des coutumes et traditions ont rendues opérationnelles au travers du principe de pluralisme juridique.

#### **- diversité ou pluralité**

S'il est une spécificité qui est irréductible aux sociétés africaines d'hier et d'aujourd'hui, c'est bel et bien la reconnaissance de la diversité des nations ou des peuples, des langues, des cultures, des terroirs etc.

Certes la colonisation européenne a détruit systématiquement les appareils de l'État multinational et balkanisé les nations et les territoires correspondants. Mais elle a créée de toutes pièces, une multiplicité d'entités politiques chevauchant une multitude des nationalités dont la superposition complexifie encore la situation d'antan.

Il va de soi que la volonté de vivre ensemble est liée au respect de l'autre, tel qu'il

est selon sa culture. Tel est le postulat qui a conduit à la création, par les sociétés plurales, du **droit à la différence**, pour utiliser le langage d'aujourd'hui.

Celui-ci est à la fois un **droit de l'homme** et un **droit des peuples** car il reconnaît à toute personne humaine et à toute nation ethnique, le droit de pratiquer sa langue, sa religion, sa culture, de revendiquer son appartenance national-ethnique et de la défendre s'il y a lieu.

### - identité collective et ethnicité

Qu'on l'accepte ou qu'on le déplore, le verdict des faits s'impose. Partout en Afrique noire d'hier et d'aujourd'hui, l'ethnicité constitue le sion de l'identité collective.

Cette réalité sociale incontournable souligne que l'Ethnie signifie la **nation** en tant qu'elle représente une **collectivité humaine plurale**, à caractère **politique** et **identitaire**, fondée par les individus et les groupes sociaux, à un moment historique donné de leur évolution, pour faire face aux défis qui se posaient à eux.

Autrement dit l'ethnie africaine répond parfaitement aux critères occidentaux de nation, définie <sup>objectivement</sup> comme communauté de langue, de religion, de race, de terroirs, soit <sup>subjectivement</sup> comme expression de la volonté de vivre ensemble pour forger une oeuvre de civilisation.

Dans cette optique, l'ethnie est à la fois le **producteur** de la construction de l'État multinational dans son architecture externe et le **produit** de la formation de l'État multinational dans son architecture interne.

Ce poids historique explique pourquoi, l'ethnie est le substrat de l'**identité collective** qui vaille en Afrique noire. Sa **réhabilitation** qui passe par la restitution de son caractère national est une **chance et un atout** pour l'Afrique noire, désormais engagée dans un processus de **reconquête** de l'initiative historique.

## 2 Le champ de refondation du nouvel État multinational

Pour saisir la signification des outils démocratiques traditionnels constituant la toile de fond du nouvel État multinational, force est de remonter à la source de la **sociologie de construction de l'État** en Afrique noire précoloniale, afin d'y découvrir quelques principes devant éclairer ce champ d'invention.

## 1) rejet de la logique unitariste et réhabilitation de la logique plurale de l'État

Du point de vue de la sociologie de construction de l'État, l'Afrique noire précoloniale et l'Europe ont suivi deux trajectoires historiques opposés

L'État plural précolonial est né à l'époque **postnationaliste**, en tant qu'**institution** chargée à la fois de défendre l'identité politique et nationale des peuples rassemblés et de créer les conditions de réalisation de leur bonheur moral et matériel

- **il est a-national**, car sa mission première n'est pas de créer sa propre **identité politique** qui serait opposable à celles **des nations** ou ethnies qui lui donnent corps et signification

- **il est multinational** ou **supranational**, car sa qualité essentielle est d'être le **fédérateur** des peuples, des langues, des religions, des cultures, des terroirs etc

- **il n'est pas la personnification juridique d'une seule nation**, selon la formule consacrée par la théorie juridique classique car produit du **politique**, il demeure exclusivement une unité politique et non une unité des caractères

- **son idéologie est l'humanisme** et non le **nationalisme**, qui est la philosophie d'action des ethnies, car il est **l'espace public mixte** où se réalisent toutes les personnes et toutes les nations sans aucune distinction de race, de religion, de langue, de terroirs, de culture etc

- **sa citoyenneté est à polarisation variable**, car en reconnaissant à chaque ethnie le droit à la **nationalité**, l'État multinational reconnaît simultanément à chaque citoyen, **le droit à la pluralité d'allégeance**.

Sur ce point, il se différencie de l'État national occidental qui érige en règle, l'affrontement dual avec le citoyen dépouillé de toute autre appartenance Ceci explique pourquoi, Le citoyen de l'État multinational est une **personne**, tissée de solidarités intermédiaires avec lesquelles l'État plural doit composer.

- **par sa nature**, l'État multinational peut être soit un **État fédéral**, soit un **État unitaire régionalisé** dont la spécificité réside dans l'absolu nécessité de coupler le fédéralisme territorial classique avec le fédéralisme multinational

- **il n'a pas qualité de clôturer l'espace de l'identité** et ignore autant l'existence de la frontière intérieure de cette clôture, fabriquée par l'État national

occidental que les instruments de nationalisation des esprits et du sol sur lequel ils résident, fabriqués par celui-ci, notamment la politique d'homogénéisation ou d'assimilation

## 2) la républicanisation du pouvoir traditionnel

A la différence de l'État-Nation européen qui a fondé sa légitimité sur la destruction de la **féodalité**, l'État postcolonial n'a pas connu pareil destin. Il n'a pu régler la conflictualité née de la présence, dans le même espace politique, de deux **pouvoirs fondés sur deux légitimités distinctes** : l'un de type africain et l'autre de type européen

Le premier s'appuie sur la **légitimité traditionnelle** tandis que le second revendique sans succès jusqu'à ce jour, la légitimité de type légal-rationnel

Après plus de trente ans de survie artificiellement garantie par la compétition Est-Ouest, l'État postcolonial se délite au moment où parallèlement les **ethnies** montent en puissance

Dans cette nouvelle configuration historique, **républicaniser le pouvoir traditionnel** veut dire, **réconcilier** ces deux pouvoirs, moyennant l'entrée de la République nouvelle dans la tradition d'une part et l'entrée de la tradition nouvelle dans la République d'autre part

Pour garantir la participation du pouvoir traditionnel à l'**entreprise démocratique** et à la nouvelle **gestion** de la chose publique, qui n'est plus l'apanage exclusif de l'**élite** formée à l'école occidentale il faut -

- consacrer par la loi, la reconnaissance du pouvoir traditionnel comme pouvoir légal et légitime et conférer une personnalité juridique à la chefferie
- exclure l'État des procédures de désignation du pouvoir traditionnel, désormais réglées selon les coutumes et traditions politiques de chaque communauté historique.
- créer un nouveau droit politique collectif ou droit des peuples se déclinant ainsi au principe classique d'un homme un vote correspondant à la logique individualiste, il y a lieu d'ajouter le principe "d' une communauté villageoise un vote" selon la logique communautariste

- affirmer par ailleurs que contrairement à l'apologie des droits individuels dans la philosophie juridique occidentale, les droits collectifs sont inséparables de la dimension sociale de l'homme et lui sont bénéfiques, à condition, bien entendu, qu'ils ne détruisent pas la personne humaine

- **adopter le principe d'égalité entre les individus et les nations ou ethnies devant la loi.**

- **créer un double collège** permettant aux **élus représentants les ethnies** de pourvoir les sièges attribués à celles-ci, dans toutes les assemblées élues tant au niveau local qu'au niveau étatique. A ce titre, le Sénat doit être lieu de la représentation **des ethnies** et non des **collectivités territoriales** dans le modèle occidental

- **L'intérêt pratique de la républicanisation du pouvoir traditionnel**

Il consiste à mettre hors état de nuire les politiciens véreux et antidémocratiques qui, n'ayant aucun mandat national-ethnique, commettent des forfaits dans la lutte pour le pouvoir et font porter un fardeau historique à leurs peuples, sans aucune autre forme de procès

Le cas du Rwanda illustre bien ce paradoxe, qu'il s'agisse de l'action des milices fanatiques d'origine hutu ou tutsi enivrés par la lutte pour le pouvoir. Désormais, seuls les élus représentant les ethnies devront parler en leur nom et les engager juridiquement

Dès lors, le **nouveau pacte démocratique** serait institué entre l'État <sup>multinational</sup> ~~plural~~ et les ethnies car, désormais, les **nations ou ethnies** renoncent à leur droit à l'autodétermination et recouvrent le statut des **communautés historiques**. En contrepartie, l'État multinational se porte garant de **leur intégrité et de leur sécurité**

#### 4) l'unité dans la diversité

Ce principe a été inventé par l'État multinational pour ériger deux règles l'une détermine la forme binaire de l'État et l'autre définit la double nature du pouvoir

**Selon la première règle**, l'État multinational est une construction politique combinatoire des caractéristiques de l'État unitaire et de l'État fédéral, si l'on se réfère à la typologie établie par la théorie politique classique. Cette réalité est confirmée par l'observation des anthropologues qui ont qualifié ce modèle de

construction politique d'État segmentaire

**Selon la seconde règle**, le pouvoir politique est **bicéphale**. Il est à la fois le pouvoir de l'**unité** (pouvoir d'État) et le pouvoir de la **diversité** (pouvoir local). Cette règle pose le principe de **l'irréductibilité et de l'autonomie de ces deux pouvoirs**.

**Trois conséquences** peuvent être tirées du principe de **l'unité dans la diversité**

- l'expérience négro-africaine de construction politique s'est déroulée en dehors du **centralisme inventé par l'État-Nation européen**

- l'**effectivité de l'autonomie** de ces deux pouvoirs n'a été rendue possible qu'à la suite d'attribution des compétences nécessaires à chaque pouvoir de proximité en vue de gérer au mieux de ses intérêts, ses propres affaires. Il s'agit de l'invention du **principe de subsidiarité** pour utiliser le langage d'aujourd'hui

- qu'il soit appelé province, région, canton, état fédéré, **tout pouvoir local** demeure un pouvoir local. D'où la querelle quasi-religieuse entre les **tenants de l'unitarisme et de fédéralisme**, qui opposent les adeptes de l'État-Nation est vide de sens dans la culture politique négro-africaine

Et le nouveau **pouvoir local** africain, devrait être incarné par **la province ou la région**, jouissant d'une autonomie et dotée de la personnalité juridique et non par la **commune** selon le modèle européen

### **5) concomitance du pluralisme politique et du pluralisme sociétal**

Tenter d'imposer le monolithisme de l'État national occidental en Afrique noire, où ont survécu des sociétés plures est un contresens historique. Une simple observation des faits sociaux exige qu'il y ait adéquation entre le pluralisme sociétal (social, économique, culturel) et le pluralisme politique

Il faut rappeler que, ce sont les théoriciens de l'école développementaliste et postdéveloppementaliste qui ont plébiscité le parti unique en Afrique noire, sous le prétexte qu'il était la voie obligée, dans des sociétés supposées éclatées et en proie à l'anarchie, de créer l'État-Nation

## 5) l'esprit de l'Arbre-à-palabre du débat d'idées à la fonction parlementaire

Conscientes de l'opacité naturellement liée au pouvoir, à cause de la **sacralité**, les sociétés plurales précoloniales firent **du débat d'idées** sur toutes les questions de vie ou de mort, **un impératif juridique**. Ils l'institutionnalisèrent sous forme de l'assemblée, désignée par le symbolique de **l'Arbre-à-palabre**.

Ses acteurs étaient des **représentants** des communautés villageoises, claniques, lignagères, ethniques etc **dûment désignés et mandatés**, en fonction de leur intégrité **intellectuelle et morale**

Cette assemblée avait pour fonctions de débattre et de proposer les lois (meyı) et les interdits (mikandu), en vue de la bonne marche de la société globale car tout le monde avait la certitude que "du choc des idées, jaillit la lumière", comme dit l'adage populaire

- Entre autres vertus, ce débat se déroulait dans la **tolérance absolue** des opinions contraires et en public, afin que "nul ne soit sensé ignorer la loi", comme dirent quelques siècles plus tard les contemporains

Dans le même élan, les sociétés précoloniales inventèrent également le principe de **faillibilité des majorités** Selon ce principe, les sociétés plurales avaient compris que les idées soutenues par une majorité de gens, ne se révélaient pas toujours être **les plus raisonnables et encore moins les plus justes** Par conséquent, la dissuasion par le nombre était rejetée au profit de la persuasion par le débat public et contradictoire Ce qui explique souvent le recours au **consensus** et non à l'**unanimité** qui était l'exception à la règle

Dans cet ordre d'idées, l'**opposition était associée** à la gestion de la chose publique en tant que **témoin** pour en **contrôler la gestion** et non point pour se **substituer à la majorité**. Dans cet esprit, il incombait à minorité le devoir de rappeler à l'ordre la majorité au cas où ses certitudes venaient à vaciller au contact des faits sociaux

**Deux principes peuvent** être tirés de cette leçon des choses -

-le principe de **contrôle de la majorité parlementaire par la minorité parlementaire**

-le principe de **Gagnant/Gagnant** organisant le partage proportionnellement

équitable des pouvoirs entre les différentes forces protagonistes là où ,comme au Rwanda et au Burundi, **l'affrontement bipolaire** entre deux nations ethniques ou deux communautés est rendue **irréversible** par l'opposition de la **majorité sociologique** contre la **minorité sociologique** que l'application pure et simple de l'arithmétique démocratique occidentale, c'est-à-dire le principe "d'un homme un vote" ne peut modifier

La leçon de l'histoire est que les conférences nationales souveraines et autres forums démocratiques, se sont inspirés de l'esprit de **l'Arbre-à-palabre**, en choisissant la **conférence, le débat, le dialogue** comme espace de fondation du **changement démocratique** et non le **champ de bataille ou la violence**, comme l'atteste la théorie de la révolution dans l'expérience européenne de l'Etat national

#### 6) **l'esprit du conseil des sages de l'indépendance du pouvoir judiciaire au contrôle de constitutionnalité des lois**

Les sociétés africaines précoloniales ont inventé le Conseil des Sages pour **éviter l'abus de pouvoir** et préserver, par-dessus tout, la cohésion sociale entre les gouvernants et les gouvernés

A cette fin, la **justice** est placée au cœur de cette entreprise **d'harmonisation sociale** car sans elle, il n'y a plus de **volonté de vivre ensemble**, la société étant devenue **un simple marché de coopération**

Pour garantir **l'impartialité de la justice**, un principe sacro-saint a été consacré, selon lequel, "**Tuyaya ku ba muanda, katuena tuya ku ba wetu**", c'est-à-dire, "**nous allons vers les faits et non vers la parenté**", selon la sagesse **bantoue et luba du Kasai(Zaire)**.

De même, **pour assurer l'indépendance de la justice**, les juges siégeant au conseil de sages devaient appartenir aux **lignages régnants**, excluant ainsi tout chantage du pouvoir, le **roi ou l'empereur** étant désormais, "**le Primus inter pares**".

Cette **précaution** témoigne de la **volonté des Anciens** de soumettre le **pouvoir judiciaire** à la même **légitimité populaire** que le pouvoir législatif et le pouvoir **exécutif**, pour parler le langage d'aujourd'hui

Cette leçon de l'histoire enseigne que, dans un nouvel État multinational démocratique, la légitimité des Anciens soit remplacée par la **légitimité démocratique**, se traduisant par **l'élection des juges du Conseil des Sages** au suffrage universel direct, à l'instar des **députés et du président de**

### **7) l'État multinational doit être un État de droit démocratique et de droit africain**

#### **- État de droit démocratique**

Contrairement aux idées reçues, l'expérience contemporaine a montré en Europe comme ailleurs dans le monde, qu'il existe des États dits de droit n'ayant rien à voir avec la démocratie

Pas conséquent, le fracas actuel des vendeurs d'illusion qui, voici à peine quelques années, soutenaient sans coup férir le parti unique et le népotisme, sous le prétexte fallacieux que "la démocratie était un luxe pour les Africains", mérite d'être regardé avec l'honneur qu'impose le mépris

En revanche, le défi démocratique africain consiste à créer un État de droit démocratique, établissant nettement la relation de cause à effet entre l'État de droit et le projet démocratique plural, c'est-à-dire la démocratie politique, la démocratie économique, la démocratie sociale et la démocratie culturelle

Ce nouveau concept de l'État de droit démocratique traduit la certitude que la personne humaine est primordiale et que l'État n'est légitime que s'il est ordonné à l'épanouissement de cette personne

Il s'agit d'assujettir le pouvoir à cette finalité et pour cela, de proclamer des droits de l'homme et des peuples que la hiérarchie des normes imposera effectivement au pouvoir

Sa spécificité est le contrôle de constitutionnalité de lois par un juge constitutionnel indépendant C'est dire que nous sommes dans l'optique de rupture avec la logique de l'État légal où la garantie des droits et libertés est confiée à la loi dont le juge est le serviteur

#### **- État de droit africain**

Le nouvel État multinational ne peut prospérer qu'à la condition que le contenu du droit qui le fonde soit conforme aux droits africains tels qu'ils sont exprimés par les coutumes et traditions séculaires enracinées dans la pratique juridique des peuples

du pays qu'il régente

Autrement dit, la coutume dont il est question ici, n'est pas à confondre avec l'ensemble plus ou moins systématisé de règles constituant une source de droit. Il s'agit d'une manière de penser l'organisation du monde et de la société et de déterminer les comportements qui assurent correctement la reproduction de cette société

Ce qui suppose l'invention **d'un droit africain**, fondé sur les coutumes et traditions juridiques négro-africaines, par-delà les emprunts faits aux droits étrangers et la mise en oeuvre **du principe du pluralisme juridique**, afin que la justice soit rendue selon les **droits africains et dans les langues des justiciables**

En effet, la pratique traditionnelle du droit rejoint la pratique de l'État postcolonial, car il y a coexistence entre le droit de l'État et d'autres systèmes de droits, supra ou infra-étatiques que choisissent les acteurs au gré des circonstances ou au mieux de leurs intérêts

### **3 Le champ de fondation du nouveau projet démocratique plural ou la démocratie intégrale**

- La démocratie ne se limite ni à l'**adoption**, ni à la **révision** de la **constitution**, ni au **partage des pouvoirs d'État**

- En tant que **projet de vie** ou **mode de vie**, elle doit trouver sa traduction dans les moeurs et se répercuter dans tous les domaines de la pratique sociale

- C'est pourquoi il y a lieu de parler de la **démocratie politique**, de la **démocratie économique**, de la **démocratie sociale** et de la **démocratie culturelle**

#### **1. la démocratie politique et la nouvelle citoyenneté politique**

Deux axes peuvent être explorés : le **fondement démocratique** et la **nouvelle conception de la démocratie**

- le **fondement démocratique**

Le fondement démocratique se résume dans le refus exprimé par des individus ou

par un groupe sociaux, de se soumettre aveuglément au pouvoir arbitraire et avilissant d'autres individus ou groupes. Ce refus peut aller jusqu'à l'affrontement mortel, dès lors que les victimes identifient ce pouvoir à une menace réelle ou potentielle à leur vie ou à leurs biens.

L'adoption du droit traditionnel des peuples à l'insurrection, par les nouvelles constitutions élaborées par les conférences nationales du Bénin (art 66 al 2), du Congo (préambule dernier al), et du Zaïre (art 7), confirme bien que ce fondement démocratique, est le patrimoine culturel commun de toutes les vieilles civilisations.

### - la nouvelle conception de la démocratie

Par-delà la citoyenneté politique à polarisation variable, comme indiqué ci-haut, dorénavant, la démocratie se définit comme le "moyen politique de sauvegarder la diversité et de faire vivre ensemble des individus, des groupes sociaux et des nations ethniques de plus en plus différents les uns des autres, dans une société qui doit fonctionner en tant qu'une unité".

Si bien que le pouvoir ne se confond ni avec la violence, ni avec l'obéissance. Même si l'usage de la violence et l'acquisition des consentements sont des instruments du pouvoir, ils n'en représentent le principe.

Le principe fondamental du pouvoir est **la liberté**. Sans liberté il n'y a pas de pouvoir entendu comme une action s'exerçant sur d'autres actions volontaires. Chemin faisant, toute relation de pouvoir en tant que gouvernement des hommes par d'autres hommes implique une stratégie de **lutte**, de **résistance** du dominé contre le dominant.

Pour ce faire, le principe traditionnel d'**identification** des gouvernants et des gouvernés doit être consacré comme le montre la sagesse bantoue en ces termes "Mukalenge wa bantu, bantu wa mukalenge", ce qui veut dire "Le Roi sujet du peuple et le peuple sujet du Roi" (selon les luba du Kasai/Zaïre). Sans cette alliance librement consentie, il n'y a pas de pouvoir qui vaille.

En revanche, pour souligner la soumission du Roi au peuple, la même sagesse rappelle que "Mukalenge, mupika wa bantu", pour dire littéralement que "Le Roi est l'esclave ou le serviteur de son peuple". Voilà qui tranche nettement avec la légende postcoloniale des rois nègres despotes, à l'image louffoque de J B Bokassa et d'Idi Amine Dada.

## **- la nouvelle fonction publique et efficacité des politiques publiques**

Pour échapper à la **médiocrité** de l'État postcolonial, l'État multinational doit créer une nouvelle image, un nouveau profil de la Fonction publique et du nouveau **fonctionnaire africain**, qu'il soit civil ou militaire (gendarme, policier, soldat)

En effet, bien que Max Weber ait vanté les mérites de la domination légale et rationnelle incarnée par la bureaucratie, l'histoire politique contemporaine a montré que partout dans le monde le monopole de la violence peut être arbitrairement exercé soit par ceux qui en n'ont la charge, soit par ceux qui en ont la légitimité

La bureaucratie civile et militaire a abusé maintes fois de ses pouvoirs, notamment par la corruption, la concussion, les coups d'État militaires contre le pouvoir légitimement installé etc

Pour ce faire, force est d'imaginer une nouvelle **ingénierie** fonctionnelle correspond au but social et tenant compte des moyens disponibles dans chaque pays Seul un tel réalisme donnerait l'occasion à chaque État multinational d'avoir une administration et une armée nouvelles et démocratiques de son époque, au service des citoyens et du public et assurant effectivement ~~la~~ la sécurité des nations ethniques, des personnes et des biens *il faut démocratiser l'armée*

## **2. - démocratie économique et citoyenneté économique**

La démocratie économique est une conception de la société plaçant l'homme au centre d'intérêt du système de production et de distribution des biens et services constitutifs de la richesse nationale Autrement dit, l'économie est au service de l'homme qui en est le tenant et l'aboutissant

Telle est la toile de fond de la conception négro-africaine de l'économie qui a donné un sens collectif aux structures et rapports de production désignés par le qualificatif "d'économie de subsistance" pour la distinguer de l'économie d'accumulation

Dans ce contexte, le terme "économie de subsistance" veut dire un système de production et de distribution des biens et services nécessaires à l'existence humaine, respectant le cadre de son environnement naturel immédiat

Celui-ci excluait par principe, toute idée de croissance pour la croissance ou de production pour la production. Croissance et production répondaient aux besoins réels de l'homme réel, car il était de notoriété publique de savoir qui produit quoi, pour qui et comment.

Rénové et adapté aux impératifs de la globalisation, le principe de l'économie au service de l'homme doit être au cœur de **l'entreprise de renaissance** de l'économie africaine, en maîtrisant les mutations de l'économie du nécessaire à l'économie de marché par le travail et non par les slogans. Sa mise en œuvre suppose des préalables suivants -

- élimination systématique des gaspillages
- la production en juste à temps
- l'esprit de vouloir bien faire du premier coup
- la nécessité de tirer des hommes et des femmes le meilleur d'eux-mêmes
- promouvoir la créativité à tous les niveaux de production sans exclusive
- encourager la polyvalence des tâches et responsabiliser chacun des acteurs
- promouvoir la solidarité comme réponse à la complexité
- viser la production de ce qui est toujours le meilleur, le plus adapté aux besoins
- respecter l'environnement, économiser le temps, l'énergie, l'argent etc
- réhabiliter le travail par une juste rémunération

Dans cet ordre d'idées, la citoyenneté économique est une qualité sous-jacente à l'idée que pour optimiser les capacités des sociétés et les investir dans la créativité et la distribution des biens services, chaque **citoyen doit jouir des droits économiques** reconnus à l'État par le droit international.

A cette fin, le citoyen peut mettre en valeur les ressources nationales à son profit personnel ou au profit de la collectivité, au moyen de l'exercice de la liberté d'entreprise et du droit de propriété. Dans tous les cas, il doit tirer profit de la distribution générale des richesses nationales faite par l'État.

Si bien que, selon nous, le développement se définirait comme 'l'expression morale et matérielle d'une société, à un moment historique donné de son évolution, lorsque la capacité de créativité de ses membres, dans tous les domaines de la pratique sociale, atteint un niveau de perfectionnement tel que la synergie ainsi créée, concourt à la dynamique du destin collectif'.

D'où l'affirmation de la complémentarité sinon de la causalité réciproque entre la liberté politique et la liberté économique d'une part et l'exigence de libération de toutes les forces créatrices des richesses matérielles et morales

**- L'économie de marché est une logique des champs de bataille**

Contrairement aux idées reçues, l'économie de marché répond à une **logique de guerre**. Sous le couvert des critères neutres tels que **la compétitivité, la globalisation, l'efficacité, la rigueur, la rentabilité, l'innovation, le dumping social etc.**; se déroule la guerre dopée par le patriotisme et l'inégalité des forces économiques dominant le marché mondial

Le but de cette guerre est que chaque pays se doit de créer chez lui, autant d'emplois et des revenus que ses voisins ou concurrents. Et à cette fin, les nouveaux chefs de guerre sont des entreprises et les nouveaux soldats les salariés

Chemin faisant, cette logique exclut toute **idée de générosité, d'amitié et d'aide**. Ne sont **considérés** que des **acteurs** dont on peut redouter l'agressivité appelée **concurrence** *politiquement*

D'où le **bannissement de la mendicité**, qu'elle soit l'acte isolé d'un **individu**, ou la politique **d'un gouvernement**. Ce qui rappelle la vieille maxime " Ils ne vivent que ceux qui luttent"

Autrement dit, **la renaissance de l'économie africaine** passe par le retour au **travail bien fait**. Désormais, le nouveau mot d'ordre africain doit être "**il faut produire plus et produire mieux car la consommation est devenue la clef de la richesse des nations**"

### **3 Démocratie sociale et citoyenneté sociale**

La démocratie sociale est une conception de la société prônant la recherche constante de l'adéquation entre la modernisation économique et la modernisation sociale. C'est dire qu'il faut réconcilier l'économique et le social

Dans cet esprit, il s'impose la nécessité de libérer les forces vives de la société, désormais reconnues dans **leur pluralité** afin que la société plurale nouvelle se prenne en charge elle-même, notamment par la liberté d'association et d'expression

La citoyenneté sociale est un **nouveau pacte démocratique**, reposant sur le principe de l'obligation faite à l'État d'attribuer effectivement aux citoyens des droits sociaux notamment le droit à l'éducation, à la santé, au logement, au travail, à l'environnement sain, à la sécurité sociale etc

Dès lors seront créées les conditions de mobilisation populaire autour de nouvelles politiques publiques touchant les secteurs vitaux tels que la santé, le logement, l'éducation, l'emploi, le cadre de vie des villes et des villages etc

#### **4 - démocratie culturelle et citoyenneté culturelle**

La **culture** est un système de **significations** participant à la fois, à la **pérennisation** et à l'**innovation de l'action sociale** Au lieu de peser seulement sur l'histoire, la culture est dans l'histoire en tant qu'action sociale, dépendant de ses enjeux internes et externes

La démocratie culturelle est une conception de la société fondée sur la consécration du principe du **pluralisme culturel** et du **dialogue des cultures** ( religions, langues, nations ethniques)

Dans ce contexte, la citoyenneté culturelle est la qualité attachée à la jouissance reconnue à chaque citoyen et à chaque nation ethnique du droit à la culture et son corollaire le droit à la différence

A cette fin, il faut libérer toutes **les cultures** et toutes **les forces culturelles** afin que l'émergence des professions stimulant les activités artistiques et intellectuelles ( danseur, peintre, sculpteur, littérateur, scientifique, technicien, chercheur etc) permettent aux hommes et aux femmes qui s'y adonnent d'en vivre en tant que travailleurs culturels

Somme toute, la théorie de l'État multinational ainsi auscultée unit en elle l'aptitude de conservation des acquis civilisationnels du passé négro-africain et la préparation aux transformations du futur, qu'imposent les mutations historiques de cette fin du vingtième siècle

Si bien qu'en postulant l'ancrage de la production de la nouvelle figure de l'État

multinational, de la nouvelle société civile plurale et du nouveau projet démocratique plural sur le socle culturel négro-africain, la nouvelle problématique de l'État ouvre la perspective de la renaissance de l'Afrique noire

Telle est notre **modeste** contribution à ce **débat d'idées** qui s'ouvre autant **pour une sociologie politique de l'Afrique**, selon le **plaidoyer** de Pierre-François Gonidec<sup>(7)</sup> que pour une **nouvelle problématique de l'État** en Afrique noire

---

(7) Pierre-François Gonidec, " Pour une sociologie politique de l'Afrique", in Le Mois en Afrique, n°251  
252 decembre-janvier 1987

**CONFERENCE DES INTELLECTUELS ET HOMMES  
DE CULTURE D'AFRIQUE**

---

**DAKAR 21 - 26 MAI 1996**

**RAPPORT GENERAL COMMISSION 3**

**THEME :**

**STRATEGIES : INVENTER NOTRE FUTUR**

Président

Pr. Ibrahima Fall

## **PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION N°3**

La Commission 3 a traité le thème « Stratégies Inventer notre Futur », sous la présidence du professeur Ibrahima Fall. Pour ce faire trois sous-commissions ont été mises en place pour traiter les thèmes suivants

- 1 - « La gestion des Ressources » (Sous-Commission I) présidée par M. Paulin Hountondj,
- 2 - « Problématique des Communautés Politiques et Economiques de l'Afrique » (Sous-Commission II) présidée par M. Ibrahima Fall,
- 3 - « Les conditions de la Maîtrise des Paramètres externes Rupture ou Coopération ? » (Sous-Commission III) présidée par M. Habib Ouane)

Les travaux des différentes Sous-Commissions ont permis de jeter un regard critique sur la situation de l'Afrique en cette fin de siècle. Le constat a été fait de l'existence d'une série de défis d'ordre culturel, démographique, politique et socio-économique auxquels notre continent se trouve confronté dans sa tentative de transformation structurelle et de développement. En dépit de sa forte dotation en ressources naturelles et énergétiques le continent Africain n'a à présent pas été en mesure de procéder aux changements de structure requis pour jeter les bases de son

développement et, ce faisant, atténuer la pauvreté et promouvoir un épanouissement multidimensionnel de ses populations

A la lumière de ce constat, les participants ont estimé que l'Afrique se trouve à la croisée des chemins car elle doit sécréter des innovations économiques, sociales, politiques et institutionnelles plus audacieuses pour prendre la place qui lui revient dans l'économie mondialisée. Pour ce faire, les Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique ont insisté sur l'impératif d'inventer le futur du continent, de lui créer une identité propre, pour fixer des objectifs autonomes et promouvoir des stratégies à la mesure des enjeux planétaires

Les trois Sous-Commissions ont abouti à des conclusions et recommandations qui ont convergé quant à la nécessité d'accélérer le processus d'intégration en Afrique en adoptant des approches nouvelles notamment un réaménagement spatial de l'économie faisant la part belle aux synergies à susciter dans le système productif

La maîtrise de la Science et la Technologie a aussi été mise en lumière comme objectif prioritaire. Pour ce faire, l'impératif de la promotion de l'éducation et de la formation a aussi fait l'objet d'un soutien unanime. Les participants ont aussi insisté sur la nécessité d'une réappropriation du processus de démocratisation en Afrique

## **I - GESTION DES RESSOURCES**

Le contexte international et le contexte interne de l'Afrique de la fin de ce siècle et surtout du XXI<sup>e</sup> siècle est marqué par le processus de mondialisation, la montée du libéralisme, la dictature économique du Nord, la compétitivité agressive, la lutte pour

le contrôle scientifique et technologique, la marginalisation du continent et la formation de grands ensembles économiques face à une Afrique angoissée, en crise et engagée dans un double processus de libéralisation politique et économique non maîtrisée

### **A- Quel développement pour l'Afrique au XXIe siècle ?**

A cet égard, les participants ont insisté sur la promotion d'un développement pour la maîtrise de la croissance démographique du continent, l'instauration d'une démocratisation de la société au sens de « socialisation du développement », la maîtrise de la Science et de la Technologie ainsi que de l'environnement et des ressources naturelles

La stratégie à adopter comporte les éléments suivants

1 - la Gestion saine des affaires publiques ,

2 - l'Intégration économique ;

3 - la Compétitivité internationale

- Les moyens et atouts effectifs ou potentialités que l'Afrique devrait maîtriser pour mener à bien cette stratégie sont les suivant

les moyens internes portent sur l'exploitation judicieuse des ressources humaines, naturelles du sol et du sous-sol, des ressources financières, ainsi que la réforme institutionnelle ,

- la nécessité de promouvoir d'un autre leadership, le leadership de développement, ainsi que l'insertion de la société civile dans le processus décisionnel ,

- et la promotion d'une révolution agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire en Afrique ,

Les moyens externes exigent les initiatives suivantes

- définir une stratégie autonome de développement mais aussi la gérer ,

- nécessité d'une capacité d'anticipation et de planification stratégique du futur ,

- définir les options pour la mobilisation des ressources,

- maîtriser le processus de l'insertion dans la mondialisation A cet égard les participants ont insisté sur la nécessité de combattre l'afro-pessimisme qui présente une image négative du futur de l'Afrique, en mettant l'accent sur l'exécution rapide du traité d'Abuja pour l'intégration totale des pays africains en l'an 2025, pour retrouver ainsi la voie de la croissance économique

- Le renforcement du secteur informel comme une voie viable de développement parce que c'est non seulement un filet de sécurité mais aussi un secteur générateur de ressources et qui échappe au contrôle extérieur

- Le traité de Marrekech portant création de l'Organisation Mondiale du Commerce est susceptible d'affecter le processus d'intégration de l'Afrique

La Commission a adopté les recommandations suivantes

1 L'Afrique devrait maîtriser le processus de son insertion non pas comme objet, mais plutôt comme sujet pensant son mode d'intégration dans la mondialisation C'est le sens d'une stratégie autonome de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle et qui exige un autre leadership, le leadership du développement

2 L'Afrique se doit de réagir et d'exploiter à bon escient son « stock » de ressources humaines, intellectuelles, morales et d'expertise La transformation de ce « stock » en flux actif nécessite un bilan sans complaisance et des actions immédiates de redressement du « générateur » de ce stock qu'est le système éducatif

3 L'Afrique doit promouvoir une pédagogie de la réussite consacrant ses spécificités en aménageant des aires d'ouverture sur le monde revalorisant l'homme et intégrant la dimension de l'entreprise, du défi et de l'innovation capable d'en faire un acteur du monde de demain et rompant définitivement avec les attitudes d'observateur et le spectateur passif

4 L'Adaptation du système éducatif africain aux réalités africaines tout en faisant preuve de réalisme et la promotion d'une collaboration des universitaires et des enseignants du primaire pour l'élaboration du système et du programme éducatifs

5 La création d'un réseau de recherche en pédagogie ainsi que d'un réseau de chercheurs en intégration de la Science et de la Technologie sans favoriser le plurilinguisme

6 La Commission recommande aussi l'interdiction des travaux de recherches fondamentales et opérationnelles contre le « couple pathogénique » SIDA - TUBERCULOSE Les travaux de recherche concernant le SIDA doivent être menés en réseau pluridisciplinaire La Commission préconise également la création d'un observatoire africain du couple SIDA - TUBERCULOSE

### **B - Les conditions de la maîtrise de la Science et de la Technologie**

La Science et la Technologie domineront d'une manière certaine le monde de demain Elles deviendront des instruments non seulement du pouvoir économique mais également du pouvoir politique

Quatre années avant l'avenement du 21e siècle et le IIIe millénaire, le Continent Africain reste loin de la maîtrise technologique, alors que tous les autres continents ont accompli des progrès importants dans ce sens Cet état de choses abouti à une marginalisation croissante du continent dans la formidable révolution scientifique et technologique qu'a connue le monde Les causes sont multiples et variées

Si au plan théorique les nouvelles approches évolutionnistes et institutionnalistes ont complètement bouleversé les anciennes visions du progrès et de l'innovation technologique, au plan empirique, l'accélération du progrès et de l'innovation technologique impose de nouvelles contraintes à l'Afrique, tout en comportant de nouvelles opportunités que le continent doit pouvoir saisir. Cela est possible car un examen attentif de la situation du continent en cette fin du XXème siècle révèle certes des contraintes, mais aussi des atouts auxquels on n'a pas prêté suffisamment d'attention et en particulier une capacité d'innovation importante

C'est à partir de ce constat que les stratégies appropriées doivent être élaborées pour relever les défis du siècle prochain. Il est important pour ce faire de traiter la véritable question notamment celle de la liaison culture locale et exigences de la maîtrise scientifique et technologique

La mise en œuvre de ces approches doit permettre de renforcer les acquis de pallier aux insuffisances et d'explorer des voies nouvelles. Deux niveaux d'intervention doivent mobiliser les énergies : l'homme et les institutions

En ce qui concerne l'homme, les systèmes éducatifs et de formation ont un rôle fondamental à jouer pour inculquer les nouvelles attitudes et les nouveaux savoirs qu'exige la maîtrise technologique. Pour ce qui est des institutions il s'agit de remédier à la léthargie de celles qui existent pour inculquer l'innovation comme mode de fonctionnement et d'en créer d'autres en phase avec l'impératif de la maîtrise technologique pour relever les défis du XXIe siècle

La Commission a proposé les recommandations suivantes relatives à la science et la Technologie

### **C- Au plan des grandes orientations**

1) Promouvoir une maîtrise technologique profondément enracinée dans le système culturel et social

2) Une action vigoureuse de réorientation en matière de modèle de consommation est nécessaire car la notion de modernité d'une devra avoir son sens et sa version Africaine et non pas reproduire aveuglément les modèles extérieurs

3) Nécessité d'une approche de pluralisme technologique susceptibles de faire de la diversité un atout et tenant compte des différentes contraintes et objectifs du continent

4- Au point de vue de l'approche, l'Afrique devra s'inspirer des modèles de maîtrise technologique, des Nouveaux Pays Industrialisés et définir une voie spécifique propre en tenant compte des marges de manœuvre qu'il faudra identifier d'une manière précise

### **Au plan de la mise en œuvre.**

1) Action au niveau des systèmes éducatifs et de l'homme

2) Inculquer la culture scientifique et technologique dès les premiers paliers de la formation

3) Inculquer une culture de créativité et s'éloigner de l'attitude frileuse par rapport à la science et la Technologie

**Au plan institutionnel promouvoir la création d'institutions pour s'atteler aux tâches suivantes :**

- la diffusion de données technologiques,
- la valorisation d'inventions,
- la protection des innovations « incrémentales »,
  
- la mobilisation des compétences africaines à l'extérieur,
  
- la constitution d'une banque de données africaine recensant les compétences disponibles  
et les demandes d'emplois
  
- Utiliser les moyens technologiques avancés tel qu'Internet pour faire un meilleur usage du potentiel humain africain non exploité
  
- La mise en place d'un mécanisme qui permette de maximiser la participation des communautés scientifiques expatriées aux efforts de développement du continent

- La réduction des dépenses militaires et de prestige en faveur de la promotion de la science

## **II - PROBLEMATIQUE DES COMMUNAUTÉS POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE L'AFRIQUE.**

La Sous-Commission 2 a traité ce thème qui s'articule autour de trois préoccupations

1- la longue marche de l'Afrique vers son intégration

2- Démocratie, intégration et développement

3- Pouvoir, ethnicité et démocratie

En ce qui concerne la question de l'intégration économique, la Commission a constaté que différentes initiatives ont été prises, notamment le Plan d'Action de Lagos, le Programme prioritaire de 1985 et le Programme des Nations Unies de 1986 ; et la création de la Communauté Economique Africaine (traité d'Abuja de 1991)

Mais, les nouvelles données internationales telles que le parachèvement de l'éclatement du bloc de l'Est, l'aboutissement des négociations de l'Uruguay avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce n'appellent-elles pas déjà sinon à une réévaluation du traité d'Abuja, du moins à un examen approfondi de leur impact sur ce traité

Différentes difficultés auxquelles l'Afrique est confrontée font réellement obstacle à l'intégration

L'Afrique a fait certes des progrès à travers les grands ensembles économiques tels que la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, la CEAC en Afrique Centrale mais ces ensembles ont également prouvé leurs limites

Si l'Afrique et les Africains sont animés par une réelle volonté de jouer un rôle significatif dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle, il est nécessaire de renforcer et d'élargir la coopération et l'intégration économiques tant à l'échelle des communautés économiques sous-régionales qu'au niveau du Continent dans le cadre de la Communauté économique panafricaine

Le traité instituant la Communauté Economique Africaine ratifié jusqu'alors par 39 pays pose un nouvel horizon vers lequel tout doit tendre. Les Institutions qu'il prévoit : Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement, Conseil des Ministres, Parlement Panafricain, Communauté Economique et Sociale, Cour de Justice constituent les jalons indispensables à la réalisation de l'objectif de marché commun continental

Pour ce qui est des Communautés régionales il convient de mettre en œuvre les recommandations suivantes

- renforcer et de réactiver les institutions et les activités de ces organisations pour en faire des instruments crédibles et des piliers de l'intégration économique , sur ce

plan, la multiplicité et la concurrence entre les organisations intergouvernementales africaines exigent une rationalisation urgente conformément aux priorités souscrites par les gouvernements ,

- informer et d'éduquer tous les acteurs socio-économiques, politiques, culturels qui prennent une part active dans le processus d'intégration économique au quotidien, notamment les populations frontalières, les commerçants, les forces de l'ordre et les agents des services douaniers et d'immigration et tous les ressortissants des pays concernés, au sujet de leurs droits et devoirs en tant que citoyens communautaires et en tant qu'agents, et au sujet de l'importance de leur participation active et loyale au processus d'intégration économique ,

- développer une politique systématique de production et de productivité, ainsi que de libre circulation des biens communautaires grâce à la création d'un réseau de transports et communications fiables et rapides ,

- la création d'organismes communs de communication, notamment une chaîne de télévision continentale,

- faciliter et encourager la circulation libre et sans entraves des citoyens communautaires,

- concevoir et mettre en œuvre des politiques, des programmes et projets nationaux d'intégration économique fondées sur une planification et une gestion rationnelles de tous les autres engagements internationaux de l'Etat à la lumière et compte dûment

- harmoniser davantage les politiques économiques et monétaires nationales des pays membres des Communautés économiques d'intégration ,

- encourager les jeunes, les femmes, les formations politiques et sociales, les écoles et universités à jouer un rôle moteur dans le processus d'intégration économique régionale

créer et encourager des partis et organisations sociales d'obédience panafricaine

En ce qui concerne la Communauté Economique Panafricaine, l'accent a été mis sur les exigences suivantes

1 - l'urgence de la ratification du traité d'Abuja par tous les 14 Etats africains qui ne l'ont pas encore fait ,

2- l'importance psychologique, politique et économique qui s'attache à ce que la première étape de mise en application du traité d'Abuja, à savoir le renforcement des Communautés économiques sous-régionales, soit couronnée de succès ,

3- la nécessité de populariser le traité d'Abuja au niveau des populations de la base et de promouvoir l'adhésion et le soutien actif des populations africaines ,

4- l'opportunité de faire évaluer périodiquement par les organisations comme la CEA, l'OUA, la CNUCED l'impact et les effets à court, moyen et long termes des événements et phénomènes internationaux notamment globalisation, et la

4- l'opportunité de faire évaluer périodiquement par les organisations comme la CEA, l'OUA, la CNUCED l'impact et les effets à court, moyen et long termes des événements et phénomène internationaux notamment globalisation, et la libéralisation des échanges consacrées par la création et le fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'application des dispositions du traité et des protocoles de la Communauté économique panafricaine, en vue de procéder aux ajustements nécessaires ;

5- le devoir des Etats africains de réajuster, planifier, harmoniser et coordonner les rôles respectifs de l'OUA, de la CEA et de leurs instances ministérielles de délibérations, ainsi que ceux de la BAD, du PNUD et autres programmes et institutions du système des Nations Unies comme la CNUCED dans la promotion et la réalisation de l'intégration économique continentale ,

6- l'obligation des intellectuels et des hommes et femmes de culture africains de se mobiliser à travers l'ensemble du continent et dans la diaspora pour jouer le rôle dynamique de conscience critique et catalytique dans les débats et les projets sur l'avenir de l'Afrique en général, pour promouvoir l'insertion harmonieuse de l'Afrique dans le monde du XXIe siècle en particulier

7- face à cet impératif il s'agit de réunir les conditions nécessaires au retour des intellectuels installés hors du continent pour favoriser leur participation à l'effort africain d'intégration et de développement

8 -Enfin les participants sont convenus qu'il y a lieu de promouvoir le dépassement des frontières dans la pratique des Etats Africains à travers la libre circulation des

personnes, le démantèlement des mesures et tracasseries administratives en vue de renforcer les synergies économiques et entrepreneuriales sous régionales et régionales

En ce qui concerne le thème **Démocratie, Ethnicité et Développement**

la Commission l'a conscrit sous les trois angles suivant

- 1- Du rôle de l'intellectuel
- 2- De la politique et du pouvoir
- 3- Ethnicité et intégration

A propos du rôle des intellectuels l'on a estimé qu'ils ont à répondre à la question de savoir comment résoudre la crise africaine et améliorer la place de l'Afrique au vingt et unième siècle (XXIe). Il incombe aux gens du savoir et de culture d'expliquer aux populations les fâcheuses conjonctures actuelles et de leur donner des raisons d'espérer. Aussi, la connaissance de l'histoire s'avérera nécessaire non pas pour résoudre des problèmes immédiats, mais plutôt pour bien apprécier le présent et offrir des options pour préparer le futur.

L'accent a été mis sur la nécessité d'un paradigme historique et sociologique, à savoir la jonction entre le savoir, le pouvoir, et l'avoir. Le développement dépend de l'harmonisation et de la complémentarité de ces trois notions capitales. A ce titre, l'on a souligné le rôle des forces armées dans le processus du développement et la démocratisation. Cette réflexion qui aide à rejeter la légitimité du pouvoir prétonien fait des citoyens en uniforme les défenseurs de l'ordre civil.

L'Afrique souffre de la triple crise du leadership, des institutions et de la société, ainsi que des méfaits de la personnalisation du pouvoir, c'est à dire la confusion entre l'Etat et la personne du détenteur du pouvoir

Le pouvoir au lieu d'être institutionnalisé tend à être personnalisé

Il s'agit donc de respecter la liberté de l'intellectuel de s'engager et de déterminer ses rapports avec l'élite politique. La solution à la crise requiert des relations de solidarité et de complémentarité entre le pouvoir et le savoir. La Commission a estimé qu'en dernier ressort tout dépend de la jonction entre le pouvoir, le savoir et l'avoir. Aussi, les Africains et les Intellectuels en particulier, doivent-ils refuser le pessimisme, attitude négative qui va à l'encontre du progrès et de la liberté et qui tue l'énergie constructive.

De façon pragmatique, il est suggéré de remédier aux luttes régionales ou ethniques qui menacent les pays africains. Et, il faut insister sur l'impératif des grands ensembles de l'intégration, pour amener l'Afrique à faire face à la concurrence internationale, à se développer dans la paix et à répondre aux aspirations de ses populations.

Pour réaliser ces aspirations, les intellectuels sont invités à expliquer que le pouvoir se distingue de l'usage de la force et une volonté commune est régie par un lien institutionnel reconnu. Le pouvoir est différent de la force, de la violence et de la domination de l'homme sur l'homme. L'un des devoirs des intellectuels consiste aussi à affirmer que le pouvoir procède de la décision et de la capacité d'agir collectivement et pour l'intérêt collectif.

La démocratie a pour but de tempérer l'ardeur de la volonté générale. Elle institue l'idée selon laquelle nul ne naît pour commander mais tous doivent obéir et agir ensemble en vue de l'intérêt public. La démocratie malgré ses limites, présente moins d'imperfection que les autres doctrines politiques. L'idéal démocratique bien compris vise à introduire en politique le règne de la raison et de la compassion qui sont deux éléments du comportement humain en général et des sages en particulier.

Le combat pour le développement et la démocratie doit favoriser la formation d'une classe moyenne large et laborieuse dont l'engagement politique sert d'armure à la stabilité. En Afrique où la grande majorité de la population vit de l'agriculture, la relation entre le développement économique et la démocratie saute aux yeux. Il serait donc de bonne politique de stimuler les secteurs agricoles par la modernisation des méthodes et des structures agraires, la construction d'un réseau routier opérationnel, le soutien des prix en vue d'accroître la productivité et la production.

La diversité ethnique est un phénomène naturel et universel, capable d'enrichir la société si l'on s'en sert à bon escient. Il interpelle donc les intellectuels et les leaders politiques qui sont appelés aussi à résister à la tentation de l'usage égoïste de l'ethnicité.

Le sentiment ethnique peut engendrer des passions dangereuses. Il se transforme en tribalisme dans un contexte marqué par le pluralisme et la compétition pour le savoir. Il est manipulé et exacerbé par certains leaders contre les autres qui sont d'origines différentes. L'expérience politique des trois dernières décennies en Afrique révèle les effets néfastes du tribalisme et de l'autocratie.

La centralisation des affaires dans les capitales porte préjudice aux ethnies, à l'Etat et à la Nation puisqu'elle se fait au détriment des libertés et des droits des collectivités. Il faut donc élaborer des constitutions qui mettent en application une nouvelle forme de fédéralisme où le gouvernement ne peut s'imposer de force aux organismes régionaux ni aux citoyens. Pour éviter l'autoritarisme, le nouveau fédéralisme sera basé sur le principe de l'équilibre du pouvoir entre l'autorité nationale et les autorités régionales.

Tout ceci revient à reconnaître que la démocratie, joyau de la capacité d'organisation sociale et de l'être humain, s'avère comme la voix du progrès et du salut pour ceux qui savent s'en servir à bon escient.

La relation entre le Pouvoir, le Savoir et l'Avoir d'une part, avec la crise du rôle de l'intellectuel d'autre part, a permis d'insister sur la problématique de la réappropriation culturelle de la démocratie en Afrique, ce qui pose le problème du rapport de la démocratie avec l'ethnie, avec l'Etat multinational et avec le développement ainsi que celui de la décentralisation, de la régionalisation et du fédéralisme comme modalité d'adaptation de la démocratie aux réalités africaines (au sein de l'Etat-nation).

L'harmonisation des constitutions et l'homogénéisation des organisations administratives aideraient beaucoup à l'objectif de réaliser l'intégration. L'accent a été mis sur la question des rapports ambivalents entre l'intangibilité des frontières et la problématique de l'intégration ainsi que sur le rôle de l'appropriation culturelle et sociale du développement et de l'intégration par les populations à la base, ce qui pose

le problème de l'information et de l'éducation, ainsi que celui de la participation active et démocratique

Le rôle de la jeunesse africaine comme facteur d'intégration à été évoqué Il est nécessaire de lui créer des pôles d'intérêt, la faire participer au mouvement de la jeunesse mondiale et de la culture universelle

Le Troisième thème traité par la Commission a porté sur « **Pouvoir, Ethnicité et Démocratie : Les défis culturels de l'Afrique pour le XXIe siècle** »

LA Commission a estimé que le rapport entre le Pouvoir, l'Ethnicité et la Démocratie implique des défis pour l'Afrique pour le XXIe siècle

L'on a estimé qu'au lieu d'étudier le pouvoir, l'ethnicité et la démocratie comme phénomènes particuliers il s'agit de dégager certaines grandes interrogations sur le futur de l'Afrique Cette approche du pouvoir de l'ethnicité et de la démocratie considérés comme défis culturels majeurs de l'Afrique pour le XXIe siècle, s'articule autour des cinq (5) points suivants

- 1- Les défis culturels de l'Afrique face au temps mondial de la récupération de l'histoire réelle à la révolution culturelle
- 2 - Le pouvoir, l'ethnicité et la démocratie comme modes d'insertion anodiques de l'Afrique dans le temps mondial

3- La révision des fonctions et la conception d'un nouveau type d'état et l'intégration africaine comme stratégie de réinsertion de l'Afrique dans la mondialité

4- La culture africaine, fondement d'un projet de société post- libérale

5- Le rôle des intellectuels dans l'invention d'une nouvelle historicité pour l'Afrique

Il a été proposé de s'arrêter sur la question de la révision des frontières et de la conception d'un type d'Etat et l'intégration africaine comme stratégie de réinsertion de l'Afrique dans la mondialité. A cet égard il a été question de promouvoir la révision des frontières coloniales dans le but de créer de nouveaux Etats viables politiquement et économiquement, parce que fondés sur les grandes aires culturelles et ethnolinguistiques dont le processus de construction stato-nationale a été court-circuité par le découpage colonial de l'Afrique. Il s'agit de renouer avec l'histoire réelle du continent en rompant avec toutes les séquelles de la colonisation.

Mais cette idée a été réalisée par la crise du concept d'Etat-Nation car celui-ci n'est pas une réalité en Afrique. L'Etat en Afrique est plutôt multinational et il est affaibli par des processus tels que

- le fédéralisme, le régionalisme et la perte de souveraineté résultant des conditionnalités des programmes d'ajustement structurel

Par rapport à la stratégie de l'intégration, deux thèses ont été évoquées par les intervenants

- La première thèse exige que l'intégration doit se faire par la monnaie, la seconde implique que l'intégration doit être faite par la production et par la monnaie, les deux allant de pair

La Commission a estimé qu'il y a lieu de partir des communautés de base pour construire l'intégration nationale. L'intégration par le bas donnerait son armature sociologique et culturelle à l'intégration politique et économique afin qu'elle soit pilotée par le sommet

### **III. CONDITIONS DE LA MAÎTRISE DES PARAMÈTRES EXTERNES : RUPTURE OU COOPERATION**

La Commission 3 qui a traité de ce thème a estimé que le préalable indispensable à la maîtrise de ces paramètres réside dans une remise en ordre interne, notamment la reconversion des mentalités, la maîtrise de l'environnement, le développement de l'entreprise, et de l'esprit d'entreprise pour faire face aux multiples défis inhérents à la mondialisation de l'économie internationale

Les politiques de libéralisation à l'échelle planétaire ont graduellement élargi l'espace économique effectivement utilisable par les producteurs et les investisseurs, encourageant ainsi un processus de mondialisation et d'unification des marchés

L'Afrique, en dépit de sa forte dotation en ressources naturelles n'a pas été en mesure de tirer profit des nouvelles opportunités créées par l'unification des marchés. Cet état de choses est imputable à des contraintes de nature structurelle notamment une dépendance excessive des exportations de produits primaires bruts, les effets

négatifs de l'endettement et les contraintes de l'offre de produits d'exportation, la faible productivité et la vétusté des installations industrielles

Le début du troisième millénaire sera une ère de compétition acharnée entre nations, de prééminence d'acteurs privés dans la gestion de l'économie mondiale, de codification croissante des règles du jeu en matière de commerce international et de raréfaction des flux financiers publics vers les pays en développement

La commission a estimé que dans l'économie mondialisée le degré de l'internationalisation des économies nationales aura un impact majeur sur leur développement

Les participants ont aussi estimé que les principaux ingrédients de la compétitivité des nations sont d'avantage technologique, la capacité d'attirer les flux financiers privés d'investissement et de participer aux réseaux mondiaux de production et de flux d'informations

Après un survol du phénomène de la marginalisation de l'Afrique, la commission a considéré que les principaux paramètres externes que notre continent devra maîtriser pour son insertion dans l'économie mondial sont les suivants : l'évolution du système commercial multilatéral, la primauté croissante des flux financiers privés au détriment des flux publics, les changements rapides en matière de technologies de l'information et la consolidation de blocs régionaux d'intégration dans l'économie mondiale

En vue de jeter les bases d'une maîtrise de ces paramètres externes la Commission a estimé que l'Afrique doit rompre avec « la logique du pacte colonial » qui lui a

assigné un rôle de fournisseurs de matières premières à l'état brut. Nous devons aussi apprendre à coopérer autrement sur la base d'un nouveau partenariat fondé sur les avantages mutuels.

Notre continent devra adopter une « stratégie du raccourci » en vue de brûler les étapes. Du point de vue des paramètres externes, l'accent a été mis sur les domaines d'action suivants :

### **1 - S'intégrer au système des échanges mondiaux .**

Atteindre cet Objectif suppose une maîtrise parfaite des nouvelles règles du jeu dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce. La tendance à une codification croissante des échanges mondiaux va rencherir les coûts financiers, humains, institutionnels et réglementaires inhérents à une adaptation au système commercial multilatéral en gestation.

En outre, eu égard à l'érosion des préférences africaines aux titres de la Convention de Lomé et du système des Préférences Généralisées, notre continent doit se préparer à améliorer sa compétitivité systémique fondée non pas sur des facteurs conjoncturels comme la hausse du cours des matières premières mais plutôt sur des avantages comparatifs de nature structurelle et technologique.

### **2 - Le Développement des Entreprises pour la Compétitivité**

LA Commission a mis l'accent sur l'impératif de la création d'un environnement propice au développement des secteurs privés et publics à travers une symbiose

systemique entre les pouvoirs publics et les entrepreneurs Il y a lieu de promouvoir le développement rapide de marchés financiers pour assurer la mobilisation de l'épargne intérieure Une telle démarche doit s'opérer non seulement au plan national mais aussi au plan sous-régional.

### 3 L'Inversion de la Tendence à la baisse des Investissements Directs Etrangers en Afrique

Les flux financiers privés vers l'Afrique représentent seulement 12% de l'ensemble des flux financiers vers notre continent Or l'on constate une baisse tendancielle des flux financiers publics vers le monde en développement La Commission a estimé que l'Afrique doit accroître ses performances pour attirer les flux financiers privés notamment les investissements directs étrangers et les investissements de portefeuille Pour surmonter les obstacles comme la taille du marché, la faible qualité de l'infrastructure physique et de télécommunications, la faible productivité de la main-d'œuvre, nos pouvoirs publics doivent réaménager l'espace économique à travers l'intégration régionale et sous-régionale A cet égard la Commission a proposé que l'Afrique développe sur une base sous-régionale des projets du type « Build - Operate- Transfer » (BOT) qui représente l'un des mécanismes actuels les plus sûrs d'accéder au financement privé pour renforcer les infrastructures physiques du continent.

Enfin, l'Afrique devra aussi saisir les nouvelles opportunités d'investissements provenant d'Asie et d'Amérique Latine A cet égard un recours systématique aux banques de données existantes au sein du G15 sera utile

#### 4 Relever les défis technologiques et informationnels Inhérents à la globalisation

La commission a estimé que notre continent doit faire de l'éducation la priorité des priorités à travers un programme ambitieux de renforcement des capacités technologiques et de formation pour assurer une maîtrise rapide des technologies de communication, la multiplication des banques de données Ceci implique la diffusion systématique de l'information dans les systèmes éducatifs, de la recherche et les milieux de l'entreprise

La commission a aussi proposé qu'à l'ère du commerce électronique, tous les Etats Africains doivent à moyen terme se relier au Réseau Mondial des pôles commerciaux (« Trade points ») créé pour la CNUCED afin d'intégrer à l'infrastructure globale de l'information en gestation le projet d'Université du Futur qui pourrait contribuer au développement des ressources humaines africaines qu'exige la mise en œuvre de la « stratégie du raccourcir » fondée sur une utilisation massive de l'information au sens large, la nouvelle matière première stratégique du troisième millénaire

#### 5 Pour une Revitalisation de la Coopération Interafricaine

La commission a estimé que les gouvernements africains doivent réagir au régionalisme croissant dans le monde à travers une action unitaire organisée à l'échelle continentale dans le domaine du développement Ceci implique une redéfinition partielle du rôle des trois principales institutions la BAD, l'OUA et la CEA sans pour autant remettre en question leurs rôles respectifs

L'OUA pourra mettre d'avantage l'accent sur un rôle d'autorité morale, politique et une action normative destinée à fixer des objectifs sociaux, éducationnels et en

matière de réduction concomitante des dépenses militaires dans les pays membres avec la mise en place de mécanismes de suivi périodiques La BAD pourra mettre l'accent sur le développement des infrastructures physiques du continent en jouant un rôle d'intermédiation financière auprès des sources de financement privées étrangères dans le cadre de projets du type « BOT » et de promotion des investissements directs

Enfin la CEA pourra mettre à profit ses capacités analytiques pour entreprendre une analyse des politiques susceptibles de permettre à l'Afrique de bénéficier d'une intégration « Choisie » plutôt que « subie » dans l'économie mondiale

En guise de conclusion, la commission a estimé que l'Afrique doit organiser une alliance stratégique entre le savoir, le pouvoir et l'avoir pour générer de nouvelles synergies créatrice de développement

Enfin la commission a estimé que l'Afrique doit inverser la tendance à l'exode des cerveaux qui représente un transfert inverse de technologie au profit des pays du Nord

Nous devons remédier rapidement au « déficit d'anticipation » qui a caractérisé notre continent depuis plusieurs décennies L'objectif de création d'une monnaie unique africaine revêt une importance particulière dans ce contexte

CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS AND SCHOLARS  
(DAKAR, 21-26 MAY 1996)

COMMISSION 2 . PROSPECTIVE ANALYSIS

CHAIRMAN PR IBRAHIMA FALL

RAPPORTEUR PR HAKIM BEN HAMMOUDA

Commission II examined and made a prospective analysis of the structural factors that will be influencing Africa's future at the dawn of the 21st Century

Communications, an important asset whose specific components are mentioned in the Sub-Commission Reports, sought to influence the major trends of the on-going evolutions and transformations which already account for the marginalization of Africa with the attendant aggravation of the economic crisis. In fact, ECA estimated Africa's average GDP growth rate for the 1990-1995 period at 1.3 %, which means that the income per capita decreased, according to the same estimates, at an annual rate of 1.38 % and that the African population is becoming poorer and poorer. These results are all the more mediocre as they contrast with the growth rates recorded in the rest of the Third World, estimated at 5.5 % in 1993, thereby generating an increase in per capita income by more than 3 %. This economic downturn, according to the ECA report, "emphasises that the structural weaknesses and extreme vulnerabilities that led to Africa's economic crisis still exist and that the governments and peoples of Africa might lose the decade of the 90s just as they lost that of the 80s unless they resolutely fight against the obstacles to economic growth"

The slowdown of growth and the deteriorating conditions governing access to international markets have reflected a decrease in African countries' export earnings. In 1993, the said export earnings were estimated at 73.3 billion dollars, which represented a decrease of about 0.2 % in relation to the estimate for 1992. At the same time, the value of imports increased slightly and in turn augmented the current account deficit of the African countries. As regards the continent's debt, the overall outstanding external debt increased by 2.4 % to reach 284.4 billion dollars in 1993.

During the same period, even though the debt service ratio decreased slightly, the debt-exports ratio went up. This situation was due to an increase in debt-service arrears owed by all the countries of Sub-Saharan Africa.

On the other hand, one witnessed the marginalization of Africa in terms of international trade and the flow of direct international investments

The various Sub-Commissions considered that the evolutions occurring at both international and domestic levels mainly account for the on-going marginalization process. If these trends are consolidated in the 21st Century, they could speed up the destruction and exclusion of Africa. The three Sub-Commissions examined the following three aspects .

-the on-going progress in the Information, Science and Technology sectors ,

- world economic trends ,

-responsibilities and internal developments in the States

Before developing these components, I would like to emphasize that my report is not meant to assess the impact of the debates and proposals. Moreover, it is possible for rapporteurs to be slightly subjective in their appreciation and presentation of the various proposals. I would therefore like to apologize in advance to Rapporteurs of the Sub-Commissions and to the speakers. I also count on their contribution to the enrichment of this general report in the course of the discussions.

#### 1 PROGRESS IN SCIENCE, TECHNOLOGY AND INFORMATION SECTORS IN THE 21ST CENTURY

After a few hesitations, the characteristics of the new technological system or order is becoming visible in terms of computerization, biotechnologies, new materials and new information technologies.

These new technologies will greatly modify economic realities and North-South relations, more particularly

As regards computerization, it will be recalled, first of all, that this process emerged in a context marked by the technological

achivements made by the Ford organization which generated a crisis of productivity in the developed countries

In this context, the application of micro-electronics and the computerization of production systems were considered as a solution to the crisis besetting Ford's technical system. The industrial activities were computerized in three directions. First, the production sector was computerized, with focus on management and design-related activities, thereafter, there occurred an increased integration of computerized functions within the same production sector and in different production sectors.

This development caused a decrease in the human workload of industrial activities and rendered the production systems more flexible, thereby reducing the comparative advantages enjoyed by African countries in terms of labour costs.

On the other hand, the movement of technological change also affected production processes of traditional materials made from minerals and metals. Thus, innovations in the alloy, polymer glass fibre and ceramic sectors, are being substituted for traditional metals.

The technological change also helped improve productivity of mining companies in the developed countries and this led to a considerable reduction of their production costs estimated in real terms at nearly 40 % in the United States in the 80s. This development prompted the mining companies to refocus their activities on sites in their countries of origin in so far as the productivity gains compensated for the low cost of Labour in Africa.

The development of new materials, productivity gains and recycling strategies resulted in an appreciable decrease in the demand for mineral products and a sharp fall in prevailing market rates in the 80s.

Besides the computerization process and the emergence of new materials, biotechnologies constituted another component of the technological paradigm in gestation. New products could be substituted for natural resources by means of biotechnologies. Thus, the cloning technology made it possible to produce tropical goods, various species of fruit trees, timber, paper pulp, etc, in the developed countries. Moreover, sugar beet and natural fibres are increasingly being substituted with synthetic products from research laboratories.

Finally, the on-going revolution in the information sector and the new communication technologies are only slightly developed in Africa, in spite of the advantages they could offer to African countries. In fact, for technical, financial and political reasons, few African countries are connected to the international information networks.

The phenomenon of technological change will greatly modify the economic realities and, more particularly, the configuration of North-South relations and that of the Third World, with the emergence of an Africa that is completely marginalized in international economic relations. Indeed it is noticed that, at all levels of economic activity, African countries are not only losing the comparative advantages they enjoyed but are also being marginalized in the world economic sector. Such tendencies definitively call into question theories propounded on "the new international division of labour" which, in the 70s, did count on the delocalization of labour-intensive industrial activities in underdeveloped countries as a means of enhancing the profitability of such activities and as an outlet for the development of Africa. Today, under the impact of technological innovations, there is more emphasis on themes concerning the loss of absolute advantages possessed by African countries and on the acquisition of new comparative advantages by developed countries.

These trends have been reinforced by the globalization of the economic structures.

## II ECONOMIC GLOBALIZATION AND EXCLUSION OF THE SOUTH

It will be recalled that, at the end of the 2nd World War, the world was structured around Nation-States that controlled economic activities and constituted the framework for the management of political affairs

In the developed countries, the Welfare State was based on a historic compromise between capital and labour with a rule linking increased productivity and wage increase, which accounted for the thirty glorious years. In the Eastern countries, one witnessed the development of the so-called socialist experiments

In Africa, the modernistic national movement set, as its first objective, efforts aimed at opposing the fragmentation of the colonial political territory and therefore called for an increased intervention of local communities in the modern territory. This opposition system was radicalized after the Second World War. All the liberation movements considered that access to political modernity-which the nationalistic political elites cherished so much as an alternative to a traditional political organization in crisis-was obligatorily contingent on political independence

Thus, the survival and reconstruction of the modern political environment became the major objectives pursued by nationalistic elites in the post-colonial period. These elites, who were influenced by the European traditional and modernistic ideal, considered that the pursuit of political modernization and the rationalization of economic structures hinged upon the adoption of the Nation-State as a form of political organization

However, as from the 70s, there occurred a rapid development of the economic globalization movement whose operational system transcended and definitively compromised the framework of the Nation-State, consequently, the main cause of the crisis besetting the international order lies in the contradiction between the rational environment as a territory for political management and the world environment as a framework for economic management

The said globalization is observed in the acceleration of the movement of goods intensification of capital flow and the emergence of firms that are increasingly internationalized and detached from their national bases

The globalization process is accompanied by an economy -funding movement In fact, since the productive investment is not profitable, the financial sector is becoming attractive to capital awaiting better investment conditions The mobility of such capital flows create a lot of uncertainties about national economies and compromises the effective regulation of the Nation-State

Finally, along with this marginalization five monopolies constituted

- the technological monopoly,
- the monopoly of financial movements
- the monopoly of access to natural resources
- the monopoly of means of communication
- the monopoly of arms of mass destruction

Africa now finds herself marginalized and totally helpless before the current technical, scientific and economic mutations

But the participants also pointed out the internal responsibilities in this marginalization, more particularly those relating to political and economic management in independent Africa

### III- LIMITATIONS AND EXPERIENCES OF MODERNIZATION

The modernist ideal which forged the nationalist consciousness and the praxis in the post-colonial State were influenced by classical positivist reason which has prevailed in Western thought ever since the XIXth century This deterministic ideal relied on the capacity of man availing himself of science and technology to change living conditions and exercise his control over a mechanical nature and a linear time This rationalist ideal was to influence the first nationalist elite born of the national liberation movements, and was the focus of the projects of

building the State-Nation in Africa The first project considered the State as the centre of its first attempt at political and economic modernization

Thus, after independence, the construction of the State-Nation became in all African countries the objective of the independent powers This type of social organization was to permit these countries to overcome the populations' various allegiances to unify them in a framework where the exercise and legitimation of power were founded on national bases On the other hand, in a context of asymmetrical international relations with two rival blocs during the Cold War, the building of States-Nations in the Third-World was not a matter of formal restructuring and institutionalization of independent spaces

Indeed, the building of the State-Nation in the South included an important political dimension in so far as the process was part of an attempt to make the Third-World autonomous and a determination to remain independent vis-à-vis the two blocs Thus, emerged the nationalist and modernizing Bandung State which set itself the objectives of renewing political structures and building up coherent economies capable of satisfying the basic needs of the populations

Now, this modernist project of the post-colonial State was deprived of its capacities of rationalizing the political order Indeed, directly called into question by important segments of the student and intellectual petty bourgeoisie, and more insidiously by the urban and rural populations, the post-colonial State quickly resorted to the traditional and patrimonial standard of power management based on a private appropriation of material resources and their distribution according to personal allegiances The modernist ideal of the State was thus questioned As the oppositions became stronger, the State more and more withdrew into its infra-statal social bases and reinforced its patrimonial character This crisis of the modern State was aggravated in the early 1980's by the economic crisis which reduced its capacities of action and at the same time broke up the

foundations of the social contract with the population. As a result, the formal submission of the latter became an open opposition that could disrupt the modern State's foundations. In this respect, there emerged in the early 1980's a civil society which sought to build up the autonomy of the society vis-à-vis the State. This crisis of the modern State and its questioning were exacerbated by the democratic conditionality imposed by international donors in the mid-1980's.

At the economic level the main limitations of the modernizing action of the State were as follows:

a- the crisis facing agriculture and farmers. Indeed, industrial development was achieved in these economies at the expense of agriculture, and their relative pricing system encouraged the transfer of surplus from agriculture to industry. This situation resulted in a reduction of the farmers' income and a large rural exodus towards the towns. Now, this shift of farmers from rural areas in the absence of significant improvements of productivity led to a reduction of agricultural production and increasing dependence upon the outside world in terms of food supply,

- the inadequate articulation between agriculture and industry did not permit any improvement of agricultural productivity and of the farmers' income. As a result, industry was to face a relatively narrow urban market, and enterprises were not able to use fully their productive capacities,

- the nature of industrial development which was limited to light industries which had a limited positive impact on the rest of the economy and did not permit the employment of the additional labour resulting from the rural exodus and the population growth,

- the industrial network being largely disorganized, the growth of the sector could not produce any positive effect at the external level and resulted in an increase of imports,

- an important recourse to the outside world for the import of technological input required for the industrial development which, for want of local capacity of control, entailed a strong technological dependence vis-à-vis Transnational Firms,
- a local banking system which, being mainly concerned with profit-making did not play any role in the funding of development. As a result, it was necessary to resort to external funding and more particularly to loans to obtain the financial means needed for industrial development;
- the role of Transnational Firms did not encourage the national integration of industrial activities through the import of all the goods required for production, and deprived the African countries of substantial financial means through the play of internal cession prices or profit repatriation

The combination of these contradictions resulted in a disfunctioning of the external balances and increasing resort to international loans. The effect of these constraints was all the more crucial as it coincided, at the international level, with the passage from international credit economy to international debt economy and the debt crisis. As a result, a serious crisis affected the African economy, entailing a reduction of investment and growth in the 80s. In the face of the debt crisis, these economies accelerated the rhythm of increasing exports and reduced their imports in order to obtain an excess of earnings needed for the payment of their debt. For some economies, this situation created negative net flows as from 1984.

Thus, this political and economic crisis caused the modern State to be strongly questioned and to gradually lose its legitimacy

The crisis and loss of legitimacy of the State-Nation in the mid 80s caused a new attempt at modernization partly prompted by the criticism levelled by the modernist elite at the State. According to this criticism, the failure of the attempt at modernization in Africa was due to the strong presence of the State in the

regulation of the political order and the management of the economy. This interference led to the development of a client system, repression at the political level, and the inefficiency of economic action. According to these critics, the crisis could best be coped with by a new attempt at modernity which would imply the State's withdrawal from the political and economic management. It was in this context that the nationalist modernist elite was eliminated and replaced by a new technocratic elite of managers. The latter who were to control the State apparatus gradually were supported by international institutions and donors. They were to play an important role in the management of Structural Adjustment Programmes.

Now, the observer of the situation that has prevailed in the post-colony since the mid-1990's can but notice the failure of the new modernity of the 1980's and the inability of its pair (democracy and the market) to propose an alternative to the State-Nation order in crisis. Indeed, from the political point of view, for some years, we have witnessed the suspension of the democratic interlude and the restoration of political authoritarianism with the blessing of donors invoking of the need of stability for the operation of the economy. On the other hand, the Structural Adjustment Programmes in most cases permitted a relative control of the large scale balances but failed to establish a new dynamics of growth linked with an insertion in the globalization movement.

Honourable Senior Minister of State,  
Honourable Chairmen of Commissions,  
Honourable Rapporteurs,  
Ladies and Gentlemen,

The participants in Commission II considered, in their prospective analysis, that, if the three trends I have just described were allowed to persist and become stronger during the XXIst Century, Africa's marginalization and impoverishment could only get worse. In this respect, it becomes vital to invent our future and reverse these trends. Three issues were examined by the participants and presented as a prerequisite for the emergence of a new trend.

- the crisis of the State-Nation and the need to imagine new spaces for the operation of the economic and political orders, more particularly in a wider opening to the regional spaces (panafricanism),
- the nature of the State to rebuild (a modern State), or invent a new view of the State,
- the nature of the economic project to be developed, and more especially the industrialization project

On the other hand, a number of recommendations were made

#### IV- RECOMMENDATIONS

##### 1 EDUCATION

a- In educational and training programmes, give absolute priority to the technical and technological quality taking into account the exploitation and upgrading of the African scientific and cultural heritage, and the promotion of the current and future technologies. In this connection, technical education and vocational training should prevail over general standard education

b- Specialize academic and research institutions in order to turn them into Excellence Centres and Poles in the following fields: computer science, electronics, mechanical engineering, social sciences, biotechnology, agricultural industry, management, research and exploitation of endogenous products in the field of health

##### 2 INFORMATION

- a - Socialize and democratize information through
  - implementing a voluntarist policy reducing the costs of access to and use of facilities for disseminating information in particular electricity and telephone,
  - using all modern media to make education and training accessible to all,

- promoting the establishment of observatories for technological watch

b -Reinforce panafrican institutions for information dissemination, such as the Panafrican News Agency (PANA), in order to supply data and interface banks among the various actors of research, knowledge, instruction/education, and know-how,

c - Create and consolidate the existing data bases in African regional institutions on technological information In this respect, the University of Future Africa could be a nodal point in the data base network

### 3 MARKETS

Considering the difficulties of access to external markets, African States must immediately apply agreements on the free movement of persons and goods, in order to create an African domestic market, if need be through the existing groupings, to the effect of promoting African integration

### 4 FUNDING .

African States must

a- create a fund to finance technological inventions and innovations, for the purpose of their industrial production and commercialization,

b- devote at least 2% of their GNP to research, and establish a continental fund with regional decentralizations because without research there can be no salvation for Africa,

c- create an incentive institutional environment through a tax exemption for enterprises producing or exploiting high technology equipments, as well as for research and information dissemination centres,

d- within the UN, create a tax on the trade of equipment for information dissemination (computers, electronics, expert systems ) in developed countries , this tax is to be put in a fund intended to finance the acquisition by African States of the equipments concerned, in order to facilitate the dissemination of information and knowledge

### 5 TECHNOLOGICAL INNOVATION

a - Africa's salvation and conquest of a place in the XXIst Century world depend on research and education. In view of the transversal character of research, African States must grant the national structures concerned with it the hierarchical responsibility, authority and resources needed for the fulfilment of their mission.

b - It is necessary to protect with all means the African phylogenetic resources.

c - The African States must help with all means all the brains and competences of the diaspora to come back to Africa and contribute to its development, they must in any case facilitate their insertion in the Continent's economic and social fabric, or their contribution to Africa's development.

d - Like OAU Cheikh Anta Diop Prize, the African States must create a Prize of the President of the Republic for Science, and technological innovations and inventions.

e - The African States must create interface spaces between research and the general public (technoparks) on the one hand, and between research and production structures (technopoles).

## 6 SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL COOPERATION

a - Provide efficient and effective support for African regional institutions operating in the scientific and technological fields.

b - Protect and support with all means African Scientific societies.

In conclusion, the African Intellectuals and Scholars meeting in Dakar, on May 21-25, 1996 state that with its many assets the African continent must envisage the future with optimism and self-confidence, and enter the XXIst Century without any complex whatsoever, as a respected partner fully playing its role in the concert of nations.

**CONFERENCE DES INTELLECTUELS ET  
HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE**

**DAKAR 21 - 26 MAI 1996**

---

**COMMISSION 2 : ANTICIPATIONS**

Président : Pr. Ibrahima Fall

Rapporteur : Pr. Hakim Ben HAMMOUDA

La Commission (2) anticipations a eu a examiner et a effectuer une analyse prospective des facteurs structurels qui vont influencer a l'aube du 21ème siecle l'avenir de l'Afrique Les communications, fort interessantes et dont la liste exacte est mentionnee dans les rapports de sous-commissions, ont cherche à saisir les principales tendances des evolutions et des transformations en cours qui expliquent deja la marginalisation de l'Afrique et l'aggravation de la crise economique En effet, sur la periode 1990-1995 la CEA estime la croissance moyenne du PIB a 1,3% ce qui signifie que le revenu par habitant a baisse selon les mêmes estimations a un rythme annuel de 1,38%, et que la population africaine s'enfoncé de plus en plus dans la pauvreté ces resultats sont d'autant plus médiocres qu'ils contrastent avec les rythmes de croissance enregistrés dans le reste du Tiers-Monde et estimés a 5,5% en 1993, ce qui a entraîné une progression du revenu par habitant de plus de 3% Cette regression économique « rappelle, selon le rapport de la CEA, avec force que les faiblesses structurelles et les vulnérabilités extrêmes qui ont été a l'origine de la crise économique africaine sont toujours là et qu'a moins de s'attaquer résolument aux principaux obstacles à la croissance, les gouvernements et peuples d'Afrique risquent de perdre la décennie des années 90 comme ils ont perdu celle des années 80 »

Le ralentissement de la croissance et la détérioration des conditions d'accès aux marchés internationaux se sont traduits par une baisse des recettes d'exportation des pays africains En effet, en 1993 ces recettes s'établissaient a 73,3 milliards de dollars soit une baisse d'environ 0,2% par rapport à 1992 En même temps la valeur des importations a légèrement progresse ce qui a entraîné un approfondissement du déficit de la balance courante des pays africains

Au niveau de la dette extérieure, l'encours global a augmenté en 1993 de 2,4% pour atteindre 284,4 milliards de dollars Ainsi le rapport de la dette extérieure au PIB est passé de 89,6% a 95,9% entre 1992 et 1993 Durant la même période, même si le ratio du service de la dette a légèrement baisse, le rapport de la dette aux exportations a progresse Cette situation s'est traduite par une progression des arriérés au titre du service de la dette pour l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne

D'autre part on assiste a une marginalisation de l'Afrique dans le commerce international et dans le mouvement des investissements directs internationaux

Les différentes sous-commissions considèrent que les évolutions en cours tant au niveau international qu'au niveau interne expliquent largement la marginalisation en cours. La consolidation de ces évolutions dans le 21<sup>e</sup> siècle risque d'accentuer la déperdition et la marginalisation de l'Afrique. Les trois sous-commissions ont examiné les trois questions suivantes

- les évolutions informationnelles, techniques et scientifiques en cours,
- l'évolution des structures de l'économie mondiale
- les responsabilités et les évolutions étatiques internes

Je tiens, avant de faire cette présentation, à préciser que ma communication ne peut rendre compte de la richesse des débats et des propositions. Par ailleurs, tout rapporteur ne peut échapper à une certaine subjectivité dans sa compréhension et le compte-rendu qu'il peut faire des différentes propositions. Je tiens donc par avance à m'excuser auprès des rapporteurs des sous-commissions et des intervenants et je compte sur eux pour enrichir ce rapport général dans la discussion.

## ***I - EVOLUTIONS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET INFORMATIONNELLES DANS LE 21<sup>ème</sup> SIECLE***

Après quelques hésitations, les contours du nouveau **système - ou ordre technologique** - semblent se dessiner autour de l'automatisation, les biotechnologies, les nouveaux matériaux et les nouvelles technologies de l'information.

Ces nouvelles technologies vont profondément modifier les réalités économiques et plus particulièrement les rapports Nord-Sud.

Concernant, l'automatisation, rappelons tout d'abord qu'elle s'est mise en place dans un contexte caractérisé par les limites techniques atteintes dès la fin des années 60 par l'organisation fordiste. Une crise de productivité s'en est suivie dans les pays développés.

Dans ce contexte, l'application de la micro-électronique et l'automatisation des systèmes de production ont été envisagées comme une réponse au système technique fordiste en crise. Cette automatisation des activités industrielles s'est faite dans trois directions. D'abord, on a assisté à la pénétration de l'automatisation dans la sphère de production, plus particulièrement la gestion et les activités de conception, ensuite à une intégration croissante des tâches automatisées à l'intérieur de la même sphère de production et dans des sphères de production différentes.

Ce développement se traduit par une réduction du contenu en travail humain des activités industrielles et a permis d'accroître la flexibilité des systèmes de production et par conséquent une diminution des avantages-comparatifs des pays africains liés aux coûts de main-d'œuvre.

Par ailleurs, le mouvement de changement technique a également touché les matériaux traditionnels d'origine minière et métallique dans leurs processus de production. Ainsi, les innovations dans le domaine des alliages, des polymères, des fibres de verre et des céramiques se substituent aux métaux traditionnels.

Le changement technique a également permis une amélioration de la productivité des entreprises minières dans les pays développés, ce qui a entraîné une forte réduction de leurs coûts de production estimée à près de 40% en termes réels aux États-Unis dans les années 80. Cette évolution a amené les entreprises minières à recentrer leurs activités sur les sites dans leurs pays d'origine dans la mesure où les gains de productivité compensaient les faibles coûts de main-d'œuvre en Afrique.

Le développement des nouveaux matériaux, les gains de productivité et les stratégies de recyclage ont eu comme conséquence une forte réduction de la demande des produits miniers, ce qui a entraîné une baisse importante des cours dans les années 80.

Parallèlement à l'automatisation et à l'émergence des nouveaux matériaux, les biotechnologies constituent une autre composante du paradigme technique en gestation. Ces biotechnologies ont permis la substitution des ressources naturelles par de nouveaux produits. Ainsi, la technique du clonage a rendu possible la production dans les pays développés, de produits tropicaux, de différentes sortes d'arbres fruitiers, du bois de

construction, de la pâte à papier. Par ailleurs, le sucre de betteraves, les fibres naturelles sont de plus en plus remplacés par des produits synthétiques provenant des laboratoires de recherche.

Enfin la révolution informationnelle en cours et les nouvelles technologies de la communication, en dépit des marges de manœuvre qu'elles peuvent offrir aux pays africains, sont très peu développées en Afrique. En effet peu de pays africains sont insérés aux réseaux internes d'information pour des raisons techniques et financières mais également pour des raisons politiques.

Le mouvement de changement technique va profondément modifier les réalités économiques, et plus particulièrement, la configuration des rapports Nord-Sud et la configuration du tiers-monde avec l'émergence d'une Afrique totalement marginalisée dans les relations économiques internationales. En effet, on constate à tous les niveaux d'activité économique une érosion des avantages comparatifs des pays africains et une marginalisation de ces pays dans l'économie mondiale. Ces évolutions remettent définitivement en cause les thèses de la « Nouvelle division internationale du travail », qui ont mis dans les années 70, sur les délocalisations dans les pays sous-développés des activités industrielles intensives en travail comme un moyen d'améliorer la rentabilité de ces activités, et comme une voie de développement de l'Afrique. Aujourd'hui, sous le poids des innovations technologiques, le débat s'oriente de plus en plus autour des thèmes de perte des avantages absolus des pays africains et une reconquête par les pays développés de nouveaux avantages comparatifs.

Ces évolutions ont été renforcées par la mondialisation des structures de l'économie.

## **II - MONDIALISATION DE L'ECONOMIE ET EXCLUSION DU SUD**

Rappelons qu'à la sortie de la 2ème guerre mondiale le monde était structuré autour d'États-nations qui assuraient la régulation des activités économiques et constituaient l'espace de gestion du politique.

Dans les pays développés le Welfare state était basé sur un compromis historique entre capital et travail avec une règle, qui explique les trente glorieuses, et qui liait

l'accroissement de la productivité et l'accroissement des salaires Dans les pays de l'Est on a assisté au développement des expériences dites socialistes

En Afrique, le mouvement national moderniste va se fixer comme premier objectif la contestation de la fragmentation de l'espace politique colonial et exiger une plus grande participation des populations locales à l'espace moderne Cette contestation va se radicaliser après la deuxième guerre mondiale L'ensemble des mouvements de libération vont considérer que l'accès à la modernité politique, envisagée de plus en plus par les élites politiques nationalistes comme une alternative à une organisation politique traditionnelle en crise, passe obligatoirement par l'indépendance politique

Ainsi, la survivance et la reconstruction de l'espace politique moderne deviennent les principaux objectifs des élites nationalistes dans la post-colonie Ces élites, influencées par l'idéal classique et modernisateur européen, considéraient que la poursuite du travail de modernisation politique et de rationalisation des structures économiques passaient par l'adoption du modèle de l'Etat-nation comme forme d'organisation politique

Or à partir des années 70, on va assister à un développement rapide du mouvement de mondialisation de l'économie et le fonctionnement va dépasser et remettre en cause définitivement le cadre de l'Etat-nation Ainsi la contradiction entre l'espace national comme espace de gestion du politique et l'espace mondial comme espace de fonctionnement de l'économie est au cœur de la crise actuelle de l'ordre international

Cette mondialisation s'observe dans l'accélération des mouvements de marchandises, l'approfondissement des mouvements de capitaux et l'émergence des firmes internationalisées de plus en plus détachées de leur base nationales

Cette mondialisation s'accompagne d'un mouvement de financiarisation de l'économie En effet, l'investissement productif étant peu rentable, la sphère financière devient attrayante pour les capitaux en quête de meilleures conditions de valorisation La mobilité de ces mouvements de capitaux fait peser de grandes incertitudes sur les économies nationales et rend la régulation étatique nationale peu efficace

Enfin ce mouvement de mondialisation s'accompagne de la constitution de cinq monopoles

- le monopole technologique,
- « des mouvements financiers,
- « de l'accès aux ressources naturelles,
- « des moyens de communication
- « de destruction massive

L'Afrique se trouve aujourd'hui marginalisé et totalement désarmé devant les mutations technique, scientifiques et économiques en cours

Mais les participants ont également insiste sur les responsabilités internes dans cette marginalisation Plus particulièrement celles liées a la gestion du politique et de l'economie dans l'Afrique independante

### **III - LIMITES EX EXPERIENCES DE MODERNISATION**

L'ideal moderniste qui a forgé la conscience nationaliste et la praxis dans la post-colonie a ete influence par la raison positiviste classique qui a dominé la pensée occidentale depuis le 19ème siècle Cet idéal déterministe se fiait à la capacité de l'homme arme de science et de technique à transformer ces conditions d'existence et à exercer sa maîtrise sur une nature automate et un temps lineaire Cet ideal rationaliste va marquer la première elite nationaliste issue du mouvement de liberation nationale, et sera centre du projet de construction de l'Etat-nation en Afrique Ce premier projet fera de l'Etat le centre de sa tentative de modernisation politique et économique

Ainsi, apres les independances, la construction de l'Etat-nation devient dans l'ensemble des pays africains l'objectif des pouvoirs indépendants Cette forme d'organisation de la societe devait permettre a ces pays de dépasser les appartenances et les allégeances multiples des populations pour les unifier dans un cadre ou l'exercice et la legitimisation du pouvoir s'effectuent sur des bases nationales Par ailleurs, dans un contexte de relations internationales assymétriques et de division du monde en deux camps durant la guerre froide, la construction des Etats-nations dans le Tiers-Monde ne sera pas une simple opération formelle de structuration et d'institutionnalisation des espaces indépendants En effet, la construction de l'Etat-nation dans le Sud renferme une dimension politique importante, dans la mesure où ce processus s'inscrit dans une démarche d'autonomisation

du Tiers-Monde, et d'une volonté d'indépendance par rapport aux deux blocs. Ainsi, prenait forme l'Etat de Bandung nationaliste et modernisateur qui s'est fixé comme objectif le renouvellement des structures politiques, et la construction d'économies cohérentes et capables de satisfaire les besoins fondamentaux des populations.

Or le projet moderniste de l'Etat post-colonial sera dépouillé de ses vertus de rationalisation de l'ordre politique. En effet, contesté d'une manière directe par des franges importantes de la petite bourgeoisie étudiante et intellectuelle, et d'une façon plus insidieuse par les populations urbaines et rurales, l'Etat post-colonial a rapidement renoué avec la norme traditionnelle et patrimoniale de gestion du pouvoir basée sur une appropriation privée des richesses matérielles, et leur distribution sur la base d'allégeances personnelles. Ainsi, l'idéal moderniste de l'Etat se trouve remis en question. Plus les oppositions se renforçaient, plus l'Etat se repliait sur ses bases sociales infra-étatiques, et consolidait son caractère patrimonial. Cette crise de l'Etat moderne a été accentuée au début des années 80 par la crise économique qui diminuait ses capacités d'intervention, et rompait à la même occasion les bases du pacte social passé avec les populations. Ainsi, leur soumission formelle se transforme en une opposition ouverte qui pouvait emporter les fondements de l'Etat moderne. Dans cette perspective, on a enregistré dès le début des années 80, l'émergence d'une société civile qui cherchait à construire l'autonomie de la société par rapport à l'Etat. Cette crise de l'Etat moderne et sa contestation se trouvent confortées par la conditionnalité démocratique imposée dès le milieu des années 80 par les bailleurs de fonds internationaux.

Au niveau économique les principales limites de l'action modernisatrice de l'Etat sont

- la crise de l'agriculture et de la paysannerie. En effet, le développement industriel s'est effectué dans ces économies aux dépens de l'agriculture, et le système de prix relatifs a favorisé un transfert du surplus de l'agriculture vers l'industrie. Cette situation s'est traduite par un affaiblissement du revenu paysan et un exode rural massif de la campagne vers la ville. Or ce départ des paysans en l'absence de progrès significatifs de la productivité, entraîne une baisse de la production agricole et une dépendance alimentaire de plus en plus importante vis-à-vis de l'extérieur,

- la faiblesse de l'articulation agriculture/industrie qui n'a pas entraîné une amélioration de la productivité agricole et du revenu paysan. Du coup, l'industrie s'est heurtée à un marché urbain relativement étroit et les entreprises n'ont pas pu utiliser leurs pleines capacités de production,

- la nature du développement industriel qui ne concernait que l'industrie légère qui avait très peu d'effets d'entraînement sur le reste de l'économie et n'a pas permis l'emploi de l'offre additionnelle de main-d'œuvre due à l'exode rural et à la croissance démographique,

- le tissu industriel étant fortement désarticulé, la croissance de ce secteur produit ses effets d'entraînement à l'extérieur et se traduit par une hausse des importations,

- un recours massif à l'étranger pour l'importation des actifs technologiques nécessaires au développement industriel qui, en l'absence d'une capacité locale de maîtrise, s'est traduit par une forte dépendance technologique vis-à-vis des Firmes Transnationales (FTN)

- un secteur bancaire local cantonné dans une logique de rentier qui n'a joué aucun rôle dans le financement du développement. D'où un recours massif au financement externe et plus particulièrement à l'endettement pour réunir les moyens nécessaires au développement industriel,

- le rôle des FTN qui n'a pas favorisé l'intégration nationale des activités industrielles à travers l'importation de tous les biens nécessaires à la production et a privé les pays africains de moyens financiers importants par le jeu des prix de cession interne ou le rapatriement des profits

L'ensemble de ces contradictions a entraîné le dysfonctionnement de l'équilibre externe et un recours de plus en plus massif à l'endettement international. L'action de ces contraintes était d'autant plus importante qu'elle coïncidait au niveau international par le passage de l'économie de crédit international à l'économie d'endettement international et l'éclatement de la crise de la dette. Cette conjoncture a entraîné une crise profonde des économies africaines qui s'est manifestée à travers une chute brutale de l'investissement et de la croissance dans les années 80. Confrontées à la crise de la dette, ces économies ont accéléré le rythme de progression de leurs exportations et diminué leurs importations pour

dégager un excédent nécessaire au remboursement de la dette. Cette situation s'est traduite pour certaines économies par l'apparition de flux nets négatifs à partir de 1984.

Ainsi, devant cette crise politique et économique, on assiste à une forte contestation de l'Etat moderne qui perd progressivement sa légitimité.

La crise de l'Etat-nation au début et au milieu des années 80 et sa délégitimation vont donner lieu à une nouvelle tentative de modernisation qui s'inspirera d'une partie des critiques adressées par l'élite moderniste à l'Etat. Cette critique considérera que l'échec de la tentative de modernisation en Afrique est le résultat de la forte présence de l'Etat dans la régulation de l'ordre politique et dans la gestion de l'économie. Cette intervention s'est traduite par le développement du clientélisme et de la répression au niveau politique et par l'inefficacité de l'action économique. Pour faire face à cette crise, les tenants de cette analyse proposaient un nouveau saut dans la modernité qui impliquerait un désengagement de l'Etat de la gestion du politique et de l'économie.

C'est dans ce contexte qu'on va enregistrer le déclassement de l'élite moderniste nationaliste au profit d'une nouvelle élite technocratique et gestionnaire. Cette nouvelle élite qui va progressivement dominer l'appareil d'Etat dispose de l'appui des institutions internationales et des bailleurs de fonds. Elle jouera un rôle important dans la gestion des programmes d'ajustement structurel.

Or, depuis le milieu des années 90, l'observateur de la post-colonie ne peut que constater l'échec de la nouvelle modernité des années 80 et de l'incapacité de son couple démocratie et marché, à proposer une alternative à l'ordre de l'Etat-nation en crise. En effet, du point de vue politique, on assiste depuis quelques années à la fermeture de l'intermède démocratique et à une restauration de l'autoritarisme politique avec la bénédiction des bailleurs de fonds au nom du maintien de la stabilité nécessaire au fonctionnement de l'économie. D'autre part, les programmes d'ajustement structurel se sont soldés dans la plupart des cas par une maîtrise relative des grands équilibres, et un échec dans la mise en place d'une nouvelle dynamique de croissance liée à une insertion dans le mouvement de mondialisation.

Monsieur le Ministre d'Etat,  
Messieurs les Presidents de Commission,  
Messieurs les Rapporteurs, Mesdames, Messieurs,

Les participants a la commission 2 ont considéré, dans le travail d'anticipations et de prospective auquel ils se sont livrés, que la poursuite et la consolidations des trois tendances que je viens d'exposer dans le 21ème siècle ne fera que renforcer la marginalisation et l'appauvrissement de l'Afrique. De ce point de vue l'invention de notre futur et le renversement de ces tendances deviennent vitaux. La mise en place de nouvelles tendances exigent de la part des participants une réflexion préalable sur trois questions

- la crise de l'Etat-nation et la nécessité d'imaginer de nouveaux espaces de fonctionnement de l'économie et du politique plus particulièrement dans une ouverture plus grande sur l'espace régional (panafricanisme) ,
- la nature de l'Etat a reconstruire Etat moderne ou inventer une nouvelle conception de l'Etat,
- la nature du projet économique à mettre en place et plus particulièrement le projet d'industrialisation

Par ailleurs une série de recommandations a été faite

#### **IV - RECOMMANDATIONS**

##### **1 - DE L'EDUCATION**

a) Donner, dans les programmes d'éducation et de formation, la priorité absolue au caractère technique et technologique qui prend en compte l'exploitation et la valorisation du patrimoine scientifique et culturel africain, et la promotion des technologies actuelles et à venir. A cet égard, l'enseignement technique et la formation professionnelle doivent prendre le pas sur l'enseignement classique général

L'Informatique, l'Electronique, la Mecanique, les Sciences sociales, la Biotechnologie, l'Agro-industrie, le Management, la Recherche et l'Exploitation des produits endogenes dans le domaine de la santé

## **2. DE L'INFORMATION**

### **a) Socialiser et democratiser l'information, en**

- Mettant en œuvre une politique volontariste d'abaissement des coûts d'accès et d'utilisation des équipements de diffusion de l'information, l'électricité et le téléphone notamment
- Utilisant tous les supports modernes de diffusion pour mettre l'éducation et la formation à la portée de tous
- Promouvoir la mise en œuvre d'observatoires, assurant un service de veille technologique

**b) Renforcer les institutions panafricaines de diffusion de l'information, telle l'Agence Panafricaine d'Information (PANA), en vue de leur permettre de servir de banques de données et d'interface entre les différents acteurs du jeu de la recherche, du savoir, du faire savoir et du savoir-faire**

**c) Créer et renforcer les bases de données existantes dans les institutions régionales africaines sur l'information technologique. A cet égard, l'Université du futur africain pourrait servir de point nodal dans le réseau des bases de données**

## **3 DES MARCHES**

Compte tenu des difficultés de pénétration des marchés extérieurs, les Etats africains doivent mettre en pratique immédiatement les accords sur la libre circulation des

personnes et des biens, pour créer un marché intérieur africain, au besoin à travers les regroupements existants, pour promouvoir l'intégration africaine

#### 4 - DU FINANCEMENT

Les Etats africains doivent

a) Créer un fonds de financement des inventions et innovations technologiques, en vue de leur production industrielle et de leur commercialisation

b) Il est indispensable de consacrer un minimum de 2% du PNB des Etats africains à la recherche et créer un fonds continental, avec des décentralisations régionales, car, hors de la recherche, point de salut pour l'Afrique

c) Créer un environnement institutionnel incitatif par une politique d'exonération aux entreprises de création et d'exploitation des équipements de haute technologique, ainsi qu'aux centres de recherche et de diffusion de l'information

d) Dans le cadre de l'Onu, créer une taxe sur le commerce des équipements de diffusion de l'information (informatique, l'électronique, systèmes experts, ) dans les pays développés, cette taxe devant être versée dans un fonds destiné à financer l'acquisition de ces équipements par les Etats africains, dans le but de faciliter la diffusion de l'information et du savoir

#### 5 DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

a) Le salut de l'Afrique et la conquête d'une place dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle résident dans la recherche et l'éducation. Compte tenu de la transversalité de la recherche, les Etats africains doivent conférer aux structures nationales qui en sont chargées, la responsabilité hiérarchique, l'autorité et les ressources indispensables à la conduite de leur mission

responsabilité hiérarchique, l'autorité et les ressources indispensables à la conduite de leur mission

b) Protéger, par tous les moyens, les ressources phylogénétiques africaines

c) Aider, par tous les moyens, tous les cerveaux et toutes les compétences de la diaspora, à retourner en Afrique pour contribuer au développement de celle-ci, et, dans tous les cas, faciliter leur insertion dans le tissu économique et social du Continent, ou leur contribution au développement de l'Afrique

d) À l'instar du prix Cheikh Anta Diop de l'OUA, les États africains doivent créer un Prix du Président de la République pour les sciences, les inventions et les innovations technologiques

e) Créer des espaces d'interface, d'une part, entre la recherche et le grand public (technoparc), d'autre part, entre la recherche et les structures de production (technopoles)

## **6. DE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE**

a) Soutenir efficacement et effectivement les institutions régionales africaines œuvrant dans les domaines scientifiques et technologiques

b) Protéger et soutenir, par tous les moyens, les associations scientifiques africaines

En conclusion, les Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique, réunis à Dakar, du 21 au 26 mai 1996, affirment qu'avec les multiples atouts dont il dispose, le Continent africain doit aborder l'avenir avec optimisme et confiance en lui-même, et s'engager sans complexe dans le XXI<sup>e</sup> siècle, en partenaire respecté, jouant pleinement son rôle dans le concert des nations

INTERNATIONAL CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS

THEME THE PLACE OF AFRICA IN THE TWENTY-FIRST  
CENTURY

TOPIC RACE RACISM DISCRIMINATION VIOLENCE AND THE  
CULTURE OF PEACE

AUTHOR DR ALIEU BADARA SAJA IYAI  
DAKAR, 21-26 MAY 1996

## INTRODUCTION

When ever I am asked to describe my self, I always assert whether rightly or wrongly that I am a human being first, an African second , a Gambian third and a Wollof of my ethnic identity last. When I reflect upon this self-conceptual definition of my 'being', and my own personal experiences of racial attitudes in my studies of race relations in multiracial societies, it becomes clear to me that human relations and in particular relations between individuals of different race groups are highly influenced by racially determined and culturally perceived notions of each other, demonstrating either "respect" or lack of "respect" for each other because of race or cultural factors. Respect in this context means people of account who have equal rights similar to those enjoyed by others and that these are respected.

The question of race and racism is a very controversial area of enquiry. The debate on race is usually characterized by emotive pronouncements generally taking the form of fixed positions that only tend to accentuate the general antagonism or reticent that surround the question of race and racism.

Until recently the question of race as an area of enquiry have been a monopoly of anthropologists, psychologists and physiologists. Through the early works of anthropologists such as Franz Boas and Margret Mead the question of race and ethnicity gradually gained popularity as legitimate areas of enquiry for other disciplines in the social sciences now gradually. Peace and Conflict Studies, and indeed should be for any study that seek to understand the dynamics of multi-racial and culturally pluralistic societies. Race and race conflict or ethnic conflicts are now so rampant all over the world that some social scientists contend that the issue of conflict to-day is a question of race. Such a statement might appear extreme but a closer analysis of global conflicts would show that most of these conflicts manifest characteristics of race or ethnicity. One may cite the Iran/Iraq war between the Arabs and the Farsi, the Iraq/Kuwait war, a war which was essentially between US/The West and Iraqi Arabs. Similarly the Vietnam War also took the form of a race war basically. The current war in Bosnia is an ethnic war. The war between Russia and Chechnya is a religio-ethnic war. The war in Rwanda is an ethnic war. The second world war was also characterized by racist attitudes and persecution of Jews as in Hitlers "final solution" on the question of the Jews in Europe. Indeed current world trends points to more ethnic conflicts. The trouble spots or rather the flash points are already visible. It is therefore

appropriate that the question of race, racism and ethnic conflicts particularly in this UN Year of Tolerance (1995) should be revisited

## 1 0 WHAT IS RACE

There are many people now who would argue that the term "race" no longer has any meaning because a pure race does not exist. Centuries of interbreeding has dispelled the idea of a pure race. There are others who would argue that on the contrary population groups can be defined according to racial characteristics.

The following are few definitions of race

### 1 1 The Cultural Definition Of Race

The term "race" sometimes is used to refer to groups who show distinctive cultural traits that is they identify with and may be identified as belonging to separate cultures. This is perhaps the most common use of the term. It is used in such senses as the Jewish race, the Arab race, the Scottish race, the English race, the African race etc. The weakness in this usage of the term is that there are more commonalities amongst some of these groups than differences, for example between the English, German and the Scot and between the Arab and the Jew that it renders such race group categorizations less meaningful. The distinction here therefore is basically cultural and is commonly used by social scientists with some degree of validity.

### 1 2 The Biological Definition Of Race

The biological definition of race refers to groups of people who are characterized by a common and distinctive gene-pool and some shared physical characteristics which differentiates them from other races. An individual's genotype is the total set of characteristics transmitted to the individual through its genetic structure, from his parents. The individual's phenotype is the sum of characteristics existing in the individual at any given time and it is the physiological and behavioral expression of the complex interaction between genetic and environmental factors.

### 1 3 The Social Definition Of Race

The term race is sometimes also used to refer to out-groups characterized by ethnic or cultural uniqueness and perceived biological traits. The coincidence between biological and cultural traits does not imply any causal relations between culture and biology or that cultural differences are due to differences in physical appearances.

### 2 0 What Is Racism

From the various definitions and usage of the term race by the various sciences, one is gradually introduced to the nature of racism, for it is the definitions of race from the scientific community that largely influence the attitudes of those who believe they belong to a superior race, or a master race as was in the case of Nazi Germany.

The roots of racism and ethnocentrism can be found within the cultural and psychological rubrics of human society. Indeed, racism and ethnocentrism are not social phenomena that belong to the contemporary age alone. They are as old as human history itself. For example, in ancient Egypt, the light-skinned people of lower Egypt called the dark-skinned people of upper Egypt the pale and degraded race of Avar, while the latter called the former the evil race of Ish. In the Babylonian Talmud and in the Old Testament, the curse on Ham was that his descendants shall turn dark and shall work the earth with their buttocks uncovered and shall be bonded into slavery. To many Europeans, the 'discovery' of the 'New World', inhabited by 'savages' who were hardly dressed, gave popularity to these beliefs. The word xenophobia is derived from the word Xenophon, a Greek philosopher who believed that only the Greeks possess 'virtue', a character required to be able to rule and govern. In the times of Aristotle, the Romans who overlorded most of Europe believed that they alone possess 'logos' while the rest of Europe, the Barbarians, possess 'doxa', meaning labor. Even during the Age of Enlightenment, eighteenth-century Europe, and the Age of Discovery, liberal philosophical doctrines regarded the non-white races as children of nature who need to be protected, in particular to be protected from themselves, to be Christianized, and civilized and brought into the fold of humanity. Such views borrowed largely from Darwinian theory of evolution and Malthusian theory on population and the survival of the fittest. Marxist theory holds that racism is a result of capitalism as expressed in the form of colonialism.

Racism may be defined as a belief system, upon which practices are based that treat groups or individuals on the basis of culturally or biologically perceived

differences to ascribe social status and values of privilege and discrimination on the basis of race or colour. Racism is said to exist when alleged differences are used to infer inferiority or superiority of one group over the other.

There are however different types and practices of racism. They range from individual racism to institutional racism, and from overt racism to covert forms of racism. There is also official racism and unofficial racism.

## 2.1 Individual Racism

Individual racism may be defined as consisting of personal attitudes, beliefs, and practices that are held by individuals about race and perceived differences of races, and the use of these as basis for personal and individual discrimination against others from a different race. This definition of individual racism implies that individual traits of racism may range on a continuum of the active racist on one end, the non-active or passive racist, to the non-racist. Along this continuum one finds the expressions of overt racism to covert racism amongst these individuals or no trace of racism at all. Individual racism sometimes is blatantly expressed in such statements like 'I don't like blacks' or 'I don't like whites' by individuals who do not hide their feelings about people of a different race. This is overt individual racism. An individual may also not support a law he/she considers discriminatory but may vehemently oppose a member of his/her family to marry some one from a different race. There may also be no opposition to such a union. In the case of the former the attitude may be termed as racist. In the case of the latter it is a non-racist attitude. Individual racism is a subjective and irrational behavior that contribute to conflict situations where ever it exist.

## 2.2 Institutional Racism

Institutional racism may be defined as those forms of laws, policies, institutions, legal systems and government systems that are deliberately designed to subjugate the peoples of other races and minority groups on the basis of the alleged superiority of the dominating group and the alleged inferiority of the subjugated groups. Such societal systems are hierarchically structured on the basis of race or ethnicity and discriminate against the dominated groups on the basis of colour. In many parts of the world today the old saying that 'If you are white stand in front, if you are brown stand aside and if you are black stand behind' still holds true. Some forms of institutional racism are namely Apartheid as practised by the former Apartheid regime in South Africa, which practised segregation of races (Group Areas Act), Pass laws and colour bar such as the Public Amenities laws, Job Reservation laws, Miscegenation laws etc. Other forms of institutional racism include assimilation.

and integration policies that are designed by the dominating group to assimilate the out-group into the dominating group's values and culture. Integration policies as practised in multi-racial societies are no different from assimilation policies since they seek to integrate the out-group into the dominant system which represent the world view of the dominant group. Such racist policies are the categories the Indians in America, the Maoris in New Zealand, the Africans in Brazil, the Aborigines of Australia have been calling on the United Nations and other world bodies to address in their respective countries in the last three decades without success.

### 3 0 Racism Colonialism/Neo-colonialism and The New International Order

Although racism is older than colonialism, the latter was the most decisive epoch in world history that ensured the near permanent antagonism that characterize race relations and racial violence to-day. This is a statement of fact. Colonialism and neo-colonialism in its contemporary form, or the New World Order are forms of vertically structured international political and economic systems into first world and third world, into powers with veto and non-veto at the United Nations, almost falling on racial lines, for no African Latin American or Asian state has such a power at the United Nations except China. This international system of trusteeship of other nations to the care of so-called world institutions such as the Security Council, IMF, the IDA/World Bank, and the IFC is one of the major injustices in current forms of international relations and indeed a major threat to harmonious race relations globally and to international peace, for the darker coloured races of the world and their states are under the dictates of these so-called international organisations and multi-national financial corporations, under the controls of Washington, London, Tokyo, Paris, and Bonn. In fact the political violence that is caused by economic and social stagnation in many African countries to-day such as Somalia, Senegal, Nigeria, South Africa, Algeria, Rwanda, Burundi, Sudan and in many post colonial countries in Africa have been the decisive result of the impact of colonialism with its legacy of divide and rule which has been masterly crafted into the ethnocentric environment of the state systems. This divisive nature of the political system in Africa into race, colour, tribe, clan and caste perpetuate both elite and ethnic violence.

The neo-colonial nature of international relations with its apartheid-like structures as manifested in international trade agreements such as GATT, EEC-ACP Lome Convention, NAFTA the nuclear non-proliferation treaty with its exclusive nuclear club and the racial character of these relations as structured between North and South have like colonialism further accentuate the near crisis in international race relations. Neo-colonialism determines the continuing relations between the former colonial authority and the post

independent state. It determines its economic, social, cultural, and political development or ensures its under-developed status. For Africa, neo-colonialism to-day has taken a stronger hold than in any period of the continent's history in the form of imposed Structural Adjustment Programs with their attendant conditionalities of 'democratization', of new political arrangements determined by the lending institutions under the control of the western powers.

These neo-colonial arrangements have resulted in serious structural imbalances at the world level. Currently while the industrialized west consumes some 80% of world energy resources, the third world south consumes some 20% and Africa some 2.5%. The balance of payments are constantly in favor of the North. Most countries in the South spend some 50% of their export earnings on debt-service charges. This is capital drained from the poorest countries in the world to the Northern Banks, while these nations continue to decline and degenerate into chaos, violence and misery as social sectors disintegrate resulting in political decay.

There is indeed a grave danger in the world where the poorest fifth of the earth's population finds that the richest fifth enjoy 150 times their incomes where the cost of one nuclear submarine could provide polio vaccines for millions of children in the poverty stricken South, where the 'wounded and 'disabled' nations are located, where unemployment, appalling standards of living, abject poverty, malnutrition, high infant mortality, limited access to education, high juvenile crime rates, drug addiction, war, violence, Aids and countless deaths are the order of the day and the scourge of the continent. This crime against humanity is created and perpetrated by no other than the imbalance and unjust system of the International Order in which less powerful nations are placed in a status of wardship, the 'wretched of the earth', the victims of structural violence and institutional racism.

The above scenario on the current International Order which perpetuates the domination of the North over the South, the industrialized west over the 'underdeveloped world', the Group of seven over the rest falls nothing short of a neo-colonial relations.

There are many social scientists to-day in particular scholars of democratic theory who argue that in the pluralistic democratic societies such as the advanced western countries ideology is dead (Daniel Bell), and has now been replaced by the politics of plurality of interest based on rational advocacy for the promotion of these diverse interests. Valid as this may appear, in reality these 'pluralistic democratic societies' with multi-racial populations still maintain beliefs and practices which are largely influenced by race as the point of reference. As a belief system which is prevalent in these multi-racial societies, racism in this sense falls under the definition of an ideology, just like fascism, liberalism, anarchism, and indeed even pluralism, for the latter is also a belief system. The conclusion therefore is that ideology is alive and becoming more prominent in determining political behavior and political action. This is very manifest in contemporary Europe and the US where the white supremacists neo-Nazi skin heads have attracted the youths and where right wing parties are gradually gaining political control.

The belief in racial superiority has led to attempts at cultural domination or cultural ethnocide. Indigenous cultures at best are regarded as 'exotic' and at worst as 'savage', and backward, destined for the darkrooms of metropolitan museums and to be preserved for the esthetic eye of the 'tourist' or the curiosity of the academic and the researchers. The realities of our world however strongly suggest that people come from different cultures, a fact commonly forgotten. The criteria for what constitute a superior or inferior culture are purely arbitrary and are based on value judgment. In the contact of cultures, the last three hundred years has seen the material dominance of western culture over all other cultures through the power of modern technology. Indeed western technology is so pervasive that it is rendering the world into a global village. In fact as early as the 1960s Herbert Marcuse wrote about 'One Dimensional Man', in which he expressed his concern about the emergent one dimensional consumer oriented society, where man is alienated from political authority. Recent information and communications technological developments such as the satellite communication systems and more recently the opening of the Information Super-Highway are new developments, which will contribute to either the unification of cultures or the domination of some cultures over the others. In some African quarters, there is a belief that this world belongs to the white man and the next world whether in reincarnation or in heaven may belong to them. Others argue that technological innovations such as media advertising has put humankind in a suspended reality in which every act of behavior is already determined by our clockwork oriented consumerist life styles. In this context culture is dead. There is no culture. Only modern technological culture exist for, so far, it alone can stand the test of time.

Nationalism is closely associated with the rise of the nation-states in Europe in the mid-nineteenth century. The 1848 Revolution in Europe, the decline of the Austro-Hungarian Empire, the unification of Germany under Bismarck and the unification of Italy all contributed to the rise of nationalism in Europe. By the late nineteenth century European nationalism had translated itself in to European Imperialism. Britain which was the dominant world power and with the largest colonial possession justified its colonial adventures in the following verse, 'we've got the ships and we've got the men and by jingo we will fight'. This supremacist attitude was what was termed as 'jingoism' at the height of British imperialism.

The rise of African nationalism in the colonial period was associated with the movements for political independence. Because of the racist nature of colonial systems, nationalism in Africa also took a racial tone. The influence of Black Power and Black Conscious on Black nationalism globally was a turning point in race relations in multi-racial societies. Black Power was translated to mean power to the black people over their destiny and black consciousness became translated into a movement for cultural awareness and cultural pride. The writings of Leopold Sedar Senghor, Aime Cesaire, David Diop, and Birago Diop are all part of the Negritude tradition of cultural protest and revolt against the alienation of the Negro from his culture. In this context Negritude, Black Power, Black Consciousness, form part of the ideology of race within black nationalism. Indeed colonialism and its attendant racism engendered racist reactions from blacks, shrouded under guise of cultural nationalism. Black Power and other black ideologies which are paraded by ideologues as justifiable reactions to white racism can be seen as black racist ideologies.

The new nationalism that is now emerging in many parts of the world show that racially or culturally defined groups in nation-states, are now demanding and asserting their cultural rights and identity in defiance of the control of the dominant culture. This is witnessed in the rise of fundamentalism which is nothing less than the use of religion as an ideology, to promote an alternative to the current western model of the state and of culture in the form of a theocracy.

This trend is evident in current extreme cultural nationalist movements such as Islamic, Judaic, and Christian fundamentalist movements. In the opinion of the late President Richard Nixon, the biggest threat to western civilization is

Islamic Fundamentalism Whether President Nixon was speaking from the position of cultural prejudice or whether he was speaking from a genuine position of fear is a matter of conjecture but what is significant is the fact that a new form of religio-cultural- ethnic nationalism is now one of the biggest threat to national peace in several countries and perhaps the biggest single threat to world peace as manifest in the Balkans, the former Soviet states of Armenia, Arzerbajan, Chesnia, and in Algeria, Sudan, Libya, Israel, Palestine, Iraq, Iran, and indeed as far as the Philippines Current world trends frightful points to the resurgence of religious wars reminiscent of the crusades The growing and daring acts of terrorist activities from extremist religious and cultural supremacist groups all over the world are manifestations of the desperate acts of violence that characterize the new nationalism we are witnessing, acts of terrorism and violence such as those which occurred at the World Trade Center in New York and the Federal Building in Oklahoma, the blowing of aircrafts and assassination of journalists, academics and peace scholars are the new politically motivated violent crimes aimed at 'soft targets'

#### 4 0 The culture of Peace

Recently, there has been a strong advocacy within the UN system and amongst the international community for a "culture of peace" Culture is a generic term that incorporate the traditions, values, customs, and beliefs It also includes the expressions of such culture in dances, paintings, religious rites and other symbolisms Culture is a system of values and knowledge of those values as the major determinant of that "cultural" group's behavior, and world view It is therefore a way of living that is determined by those known values, customs, and traditions

The term "peace" maybe defined as a condition of existence that could be measured according to the degree of presence or absence of conflict that may exist within a given community or amongst nations The term peace does not mean the absence of war It is the extent to which individuals, communities, and nations can resolve their differences to achieve and sustain a harmonious relations and co-existence that determines the degree of peace such individuals, communities and nations enjoy For such a condition to prevail, there must be recognition and practice of basic human rights which are enshrined in state and international laws, such as those contained in the Universal Declaration of Human Rights, the International Convention on Economic, Social, and Cultural Rights, the International Convention on Civil and Political Rights There are several other declarations, recommendations and other charters including the African Charter on Human and Peoples Rights, the Unesco Declaration on Race and Racial Prejudice and lately the Unesco Declaration on Education for Democracy Human Rights Peace Tolerance and Mutual Understanding, which

are all normative international instruments designed to promote the culture of peace amongst nations. So far the record shows that there is little recognition of these values as human rights are constantly being violated with impunity by the very signatories of these international instruments, thus creating doubt as to the ability of the UN system to achieve and sustain global peace or to create a culture of peace.

## 5 0 VIOLENCE AND NON-VIOLENCE

In May 1986 several renowned scientists from around the world, in cooperation with the Seville authorities and the Spanish National Commission for Unesco met in Seville to challenge a number of alleged biological findings that have been used in the past to justify violence and war. These theories claim that the human species is violent by nature, that nature itself has a violent character, that creation itself is violent, including the big bang, birth, life and death.

The Seville Statement contains five propositions. These are namely:

- a) that it is **SCIENTIFICALLY INCORRECT** to say that we inherited a tendency to make war from our animal ancestors. Although fighting occurs in all animal species, only a few cases of destructive intra-species fighting between organised groups have ever been recorded among naturally living species, and none of these involve the use of tools as weapons, except in the case of the human species, whose tools of warfare we have seen developed over time as products of culture,
- b) that it is **SCIENTIFICALLY INCORRECT** to say that war or any other violent behavior is genetically programmed into our nature. Although in rare pathologies genes may be associated with violent behavior, they are also affected by environmental and ecological factors,
- c) that it is **SCIENTIFICALLY INCORRECT** to say that in the course of human evolution there has been a selection for aggressive behavior more than for any other kinds of behavior,
- d) that it is **SCIENTIFICALLY INCORRECT** to say that humans have a "violent brain". While we do have neural apparatus to act violently, it is not automatically activated by internal or external stimuli. Such stimuli are filtered before they can be acted upon. How we act are the results of conditioning and socialization processes,

e) that it is SCIENTIFICALLY INCORRECT to say that war is caused by "instinct", or any single motivation, that biology does not condemn humanity to war

Despite these statements the culture of violence continue to dominate the headlines. There are many who believe on the principle of "the end justifies the means". Human societies often resort to violence to bring an end to oppression and violence, in what is sometimes call a "just war"

The philosophy of non-violence which traces its origins from Mahatma Gandhi and later popularized by Dr Martin Luther King Jr, during the Civil Rights movement, hold the view that violence and aggression should be met with non-violence and love. Both believed that the power of love and of love for the oppressor could over come the will of the oppressor. The culture of peace therefore is the culture of the non-violent person and that of the non-violent community.

## 6 0 CONCLUSIONS

What can we conclude from this alternative brief picture of our world of race, racism, conflict, prejudice, discrimination, and violence, a world with a supposed International Order which is heavily prejudiced against the non-white races or the non-dominant cultures, a world where "might" is still considered "right", a world which still hold on to the old discriminatory practice of "if you are white stand in front if you are brown stand aside and if you are black stand behind"? In my view, the world must address the problem of racism and racial inequality globally. This should include addressing the problem of the large disparity between the haves and the have-nots and the elimination of poverty the most important causal factor for human conflict, violence, and war, which sadly takes on racial dimensions.

## REFERENCES

- 1 Bennett, L Confrontation Black and White, Penguin, 1965
- 2 Carmichael, S and Hamilton C V Black Power, Penguin, 1969
- 3 Eysenck, H J Race Intelligence and Education, Sun Books, 1971
- 4 Gossett, T F Race, The History of an Idea in America, Southern University Press, 1963
- 5 Jensen, A R Environment, Heredity, and Intelligence, Harvard Print Series, no 2, 1969
- 6 Kay, F G The Shamful Trade, A S Barnes, 1967
- 7 King J C The Biology of Race, Harcourt, Brace and Jovanovich, 1971
- 8 Lacote M C The Story of the Grand Design, Unesco 1946-1993 Unesco, Paris, 1994
- 9 Mayor Federico, The New Page, Unesco, Paris, 1995
- 10 McConnochie Kieth, Realities of Race An Analysis of the concept of Race and Racism and their Relevance to Australian Society, Australia and New Zealand Book Company, Sydney, 1973
- 11 Montagu A The Idea of Race, University of Nebraska Press, 1965
- 12 O'Reilly K Racial Matters-The FBI Secret Files on Black Americans, 1960-1972, The Free Press, New York, 1989
- 13 Osborne R H (ed) The Biological and Social Meaning of Race, Australia and New Zealand Book Company, 1971
- 14 Rex J Race Relations in Sociological Theory, Weidenfeld and Nicolson, 1970
- 15 Rowley C D Out-Casts In Australian White Australia, Australia National University Press, Canberra,
- 16 Santiago Goveves, Violence Revisited, Unesco, Paris, 1994
- 17 Snyder, L L The Idea of Racialism, Van Nostrand, 1962

STATEMENT DELIVERED BY NADIM MICHEL KALIFE  
AT THE INTERNATIONAL CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS  
AND SCHOLARS ON "WHAT PLACE FOR AFRICA  
IN THE 21ST CENTURY WORLD ?"

Need for a genuine political will  
for the salutary economic union

Mr. Abdoulaye WADE's call invites the African intellectual to ponder over the causes of Africa's setback and the means whereby we can extricate ourselves from the clutches of this dawn of the 21st Century.

Soon after the independence era in Africa, the Nobel Laureate for Economics, Gunnar MYRDAL, portrayed Africa as the great winner of economic growth in the second half of the 20th Century. He thought that the countries of South-East Asia would suffer the economic handicap inherent in their conservative ancestral traditions while Africa, with its imbued western mentality, could better improve its immense natural resources. But that was not the case.

Our political leaders developed the habit of attributing our economic setbacks to deteriorating terms of trade. This observation is certainly true, however, it remains incomplete and static. It does not take account of the economic development process composed of dialectics between international environmental pressures and the domestic means of action. WADE's appeal to African intellectuals consists in nothing other than seeking to understand our past errors in order to adapt our future and avoid going any further. Through our national awareness of the evolution of our young nations that emerged from decolonization, we can restore hopes to our peoples who have been disillusioned with everything first, political independence and then monetary devaluation,

... because their policies did not improve their situation as their economies have been deteriorating for 25 years. It suffices to observe the rate of unemployment ever since we achieved our economic independence, to realize that our economic policies are not guaranteeing our peoples' well-being. At the same time, the economic marginalization of Africa and the political situation in the community of nations, make our continent the only one lagging behind the 4 others. Africa is the most heavily indebted continent whose sole prospect of recovery is primarily contingent upon the cancellation of its enormous and burdensome foreign debt, contracted with the connivance of its donors.

... economic institutions have been fastened out of the continent. But that found expression in Africa's entry into the international capitalist trade movements. Africa's political independence of the 1960s was not followed with an effective reformation of its institutions as initially intended, to give the continent a fresh start with adapted institutions in the context of complementarity with developed countries, instead of continuing to abide by the excruciating law that relegates Africa to the role of producer of raw materials and consumer of products manufactured in the West.

Africa's reports cannot materialize unless African governments have confidence in African intellectuals and offer the latter the means to reflect on the future of their respective countries. We should find solutions to our own problems, although with some external aid but we should not allow ourselves to be guided by such external aid, as pursued in a subjugating manner. In this context, we should be able to manage our own affairs, without contenting ourselves with past recriminations, by seeking to maximize our currently limited resources. However, this objective cannot be achieved unless we join forces and pool our resources through a vast regional market that would offer our business executives the assurance of finding adequate outlets for their products to enable them pay for their equipment and optimize their investments. This innovation would usher in a powerful process

for employment creation and income generation along with increased purchasing power, which would eventually make it possible to transform our regional entity into a respected partner in the community of nations. In this regard, it is difficult to consider how, after living on Marshall Plan generosity, Europe which was ruined by the Second World War, managed to become the world's first economic super power within 30 years, with the materialization of its economic union.

At any rate, one realizes that our political leaders do not seem to be in a hurry to accomplish the West African Economic and Monetary Union (W.A.E.M.U.) project since it took them 18 months to convene their first meeting ever since the signing of their historic decision on 17th January 1994 to set up the economic union, whereas the Monetary Union has existed since 1962. We have this exceptional advantage of the existence of our common currency, even without measuring its impact. What remains is a political will to open up our small markets and develop our young and infant industries until they become mature enough to promote an extraordinary private investment drive through which employment opportunities would be created throughout the CFA zone.

As long as the Common CFA Franc currency remained confined to its first destination bequeathed by the former colonial power and managed from the centre of the French Treasury for 4 countries divided among themselves and without any harmonized economic policy, and as long as it was pegged for 50 years at a fixed exchange parity with a hard currency of a country that had different economic structures, this common currency constituted a big handicap to the balanced growth of the member countries. That amply explains why African countries of the Franc Zone had a 40% decrease in their per capita income between 1986 and 1993 until the Balladur Government decided to effect the brutal 50% devaluation of the CFA Franc without accompanying this surgical operation with salutary internal measures since the dumbfounded African governments were not adequately informed of their responsibilities. The economic

... of the CTA region would have been different if our government had had confidence in our qualified intellectuals even since the independence era and if they had gone to the extent of managing our currency and, for that matter, our economic policy which depended on it. An essential African strategy would have been developed to adopt a growth mode better accepted to our realities. Such an initiative would also have forestalled the suicidal totalitarism imposed on Africa by the coffee, like the countries of South-East Asia which were also a totalitarist. Moreover, Africa's economy would not have been paralyzed and spurred by serious international

... of our degradation for our present and future status empowered us to surprise IMF and the World Bank by stubbornly declaring to them that, for 50 years already, African countries of the Third World have been enduring the rigorous imposed on the European countries by the Maastricht Agreements which the less fortunate among them could not bear. Alas, we did not see that ahead of time. This phenomenon has partly prevented us from taking part in the race for international competitiveness, thereby leaving the countries of South-East Asia alone in the arena, whereas we could have become the backbone of the continent of Europe by specializing in cheap products of labour-intensive manufacturing industries.

The error committed by our leaders in excluding our intellectuals from decision-making processes has made us the final losers as far as the international division of labour is concerned. We have been reduced to obeying the diktats of foreign bodies such as the Bretton Woods Institutions without making efforts to present them a trustworthy alternative plan with one accord. Africa is again colonized at the institutional level because our Finance Acts are dictated by IMF, as are our investment codes, customs or fiscal tariffs. What remains of our national sovereignty apart from the political machinations aimed at gaining political power through crafty or deceitful means, by diverting the youth from the republican ideals

involving service to our peoples? That is yet another serious threat to the political stability of the 2<sup>nd</sup> Century Africa and the new generations' sphere of activity

Once the Economic Union is realized, national economic policy will become the prime concern of our governments, a lot of work would be subject not only to common supranational decisions but also to the community court of Justice. This would facilitate the realization of the "Law-abiding State" long desired and anticipated by our peoples as well as our sponsors who might offer us increased and more useful aid

The Economic Union would help in putting an end to tensions by strengthening the national economies, conquering markets of other member countries of the Union and thus prevent citizens from tearing one another in the struggle to share the small national market. Moreover, the disadvantaged regions would receive community aid so that they measure up to the social standards common to the entire Union. Political solidarity would reinforce the national awareness of belonging to the same community. We would be urged to consider ourselves as "Africans" and not only as citizens of any given country artificially created by "conquistadors" of the late 19th Century European colonial expansionist movement who wandered over the countryside with their bouts of wars.

When we become aware of the vital concerns of our peoples through the socio-economic conditions imposed on the member countries, we will be able to extend medical insurance to all certified workers. This will eventually alleviate the predicaments facing our peoples with the excessive increase in the cost of drugs ever since the intervention of the devaluation exercise on 1<sup>st</sup> January 1994. Another result might be a kind of social pressure that workers of the informal sector could bring to bear on their employers so that the latter register them among national taxpayers and thus generate more inland revenue for their State. There will also be a

possibility of alleviating the excessively heavy taxation currently imposed on the formal sector which has been stifled under tax pressure since 1980. It is such a burden that has caused the sale of foreign investors to flee to more favourable territories in the South-East Asian countries. A new inland taxation system harmonized throughout the Union would further attract employment and income-generating enterprises. A new confidence in the Union's economic future would also herald an accelerated process of economic growth that would offer some job-satisfaction to our peoples who are now disillusioned not only with independence but also with the S.A.P. imposed by IMF for 18 years with consistent results.

Since our Trade Union constitutes the basis of our strength, with our own intellectuals helping to formulate our autonomous and self-activated economic policies, we will be in a position to protect our infant industries as was done for decades before us by USA, Japan, European countries and those of South-East Asia as well as the newly-industrialized countries. We could enter a 10-year moratorium from the World Trade Organization (WTO) to establish a Common External Tariff that could promote the development of our production enterprises which are still unable to cope with international competition. The moratorium can be negotiated if we constitute a united front vis-a-vis the international bodies swayed by the selfish attitudes of the most advanced countries. Our industrial fabric cannot survive and develop unless it maintains a genuine trade network among all branches of the Union's economy. This ideal calls for a concrete industrial policy integrating member countries in a context of structural solidarity, like the American "Trusts" or Japan's "Zaibatsu" which are able to procure everything through the agency of their affiliated members while guaranteeing outlets for the entire integrated group. Our Union should draw on these examples and adapt them to an African context with the help of our intellectuals whose efforts deserve to be promoted and encouraged.

The era of one-man power and that of exclusively political  
military councillors should give way to the present political  
power controlled by supreme constitutional institutions. Few  
of us get want to see the 21st Century Africa marginalized and  
trampled upon by the Super Powers, and in charge of controlling  
his own destiny.

In this regard, our political leaders should draw lessons from  
the setbacks suffered after 35 years of African independence,  
by paying attention to our intellectuals who are dedicated to  
the cause of African peoples without any careerist or  
nepotistic materialistic attitude.

We have to act quickly, for the 21st Century is only a few  
years at 4 years ahead!

Nadim M. A. A. Fe,  
Togolese Economist

BEST AVAILABLE COPY

## A STUDENT AND YOUTH FORUM

### FOR WHAT PURPOSE ?

The scope of the African Intellectuals and Students Conference is more than appropriate to lay the foundation for a symposium, indeed to form an active community with the Africa youth.

Such a meeting should permit the sons and daughters of Africa who would set aside "emigration" and "immigration" institutions, political and technological, and students and pupils who should put aside their "mother language" which develops outside of the power and control of them, to take a panoramic look at the emerging continent, confronting the continent, rising above partisan interests.

For the former group, this does not mean taking down from the pedestal, they should level any kind of philosophical dictatorship on the others. Such an approach, having proven a failure since long ago, no longer works. The youth of Africa do not seek for a guru and even less people to teach them how and what to think. They need to be listened to, understood and accepted as full fledged partners, in this great human adventure for which the Dakar Conference wants to be the starting point.

The Student and Youth Forum will be a privileged occasion for them to take the floor and offer their perspective on how they can fully assume the responsibilities that history will transfer to them. Thus observers will become actors, and their roles will be changed from the assisted to the builders.

For the entire 20th century, homo africanus has wandered  
 in the maze of harmful beliefs and peremptory but vague  
 knowledge. In a way, this has contributed to confining us to  
 an abyss of economic, scientific and technological  
 backwardness. For Africa, the third-millennium on the horizon  
 will not be like the preceding ones. Far from it, the African  
 continent finally become a part of the dynamics of multi-  
 faceted progress because it has really been taken in charge by  
 all of its active forces, the youth included.

In the course of this forum, twenty distinguished  
 personalities of Africa and the Diaspora duly selected by the  
 conference participants will be brought in a panel before  
 twenty or so students and pupils. The youths will be able to  
 ask them questions about their experiences, about what they  
 have written about Africa, or again, how they perceive the fate  
 of Africa in the 21st century.

One student each will be chosen from twenty Senegalese  
 schools. They will be given a brief bibliography and resume of  
 the works of the personalities to be interviewed.

*BEST AVAILABLE COPY*

CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS AND PEOPLE  
INVOLVED IN ARTS AND HUMANITIES

DAKAR MAY 21 - 26 1996

---

THEME

*The CASE FOR AFRICA'S  
INFORMATION TECHNOLOGY  
INFRASTRUCTURE*

\*\*\*\*\*

Modibo SOUMARE

---

## THE CASE FOR AFRICA'S INFORMATION TECHNOLOGY INFRASTRUCTURE

Over the past couple of years, the "Global Information Highway" and commercialization of information have been the subject of numerous business deals, books, television shows, radio programs, and other forums linking major world institutions such as consumers, government, and the diverse array of industries we find in the modern world. In the United States, in particular, most Washington D C stakeholders starting with President Clinton and Vice-President Gore will attest that the US information infrastructure is a top priority for the country.

Away from the decision making circles in large political and financial cities, as we move into the heartland of the world, the same level of interest and excitement about the global information highway is found almost everywhere with different intensity levels. Due to recent breakthroughs in computer science, interactive multimedia, and telecommunication networking, the majority of industrialized world, and some cutting-edge developing nations, understand that we are on the verge of becoming a more advanced "Global Information Society," where information technology becomes a strategic tool for socio-economic empowerment. As a result, business applications using wireless, two-way video conferencing and voice recognition technologies have already become common in government, business, and engineering. The proper planning, design, and deployment of various forms of information technologies has enabled improvements in productivity, sustained economic output, better paying jobs, the emergence of new products, services, industries, as well as, a new consumer trend toward electronic commerce.

One of the most successful examples of global advanced information technology network is the Internet, which was established with research funds from the US federal government in 1969. The Internet has now grown to become a worldwide computer network linking, mostly via telephone lines, over 30 million users allowing them to store, retrieve, transact, and communicate information in different forms. The Internet is being upgraded to include new products and services from local phone companies, long-distance carriers, cable/satellite television operators, computer and software makers, media and entertainment companies, and other industries. All of these businesses are consolidating their resources to create a global fiber optic network capable of delivering new types of products, services, and entertainment that will transform modern civilization.

## **EFFECTS OF AN INFORMATION INFRASTRUCTURE IN AFRICA**

There are currently many challenges facing the realization of a viable continent-wide information infrastructure for Africa. The problem domain is distributed amongst technical, legal, and socio-economic issues.

### ***Technical Implications***

Building an information infrastructure covering the African continent and linking to other parts of the world, when necessary, will be a difficult technical achievement with a magnitude similar to the continent's independence movement in the 60's. The technical difficulties are twofold: (1) the information highway must successfully integrate and transmit different types of media such as voice, data, video, image, and software, (2) consumers, and business organizations must have the appropriate skills and tools to perform their desired transactions.

The first issue is influenced by the current state of digital, laser, and fiber optic communication technologies. Compared to electrical or cellular signal mechanisms, fiber optic has better signal length, noise management, and bandwidth capabilities. The information infrastructure would require new major investments in fiber optic networking technologies. Telecommunication companies involved in Africa would have to take a leadership and partner together and enable, using build or buy analysis, a high-speed fiber optic, cable, and twisted wire wide area network (WAN) across the continent.

The second issue on the other hand, has a cultural and economic dimension. In a future information environment with many channels for marketing, teaching and informing, how can we prevent consumers from reaching information "overload?" On what socio-technical semantics, standards, languages and context would African citizens and institutions take advantage of a continental information network? To handle these difficult issues a new generation of user friendly, and context sensitive, information storage and retrieval systems would have to be developed or integrated from various electronic and software vendors around the world.

### ***Legal Implications***

Much like the technology aspects, there would be a wide array of legal implications associated with the development of an African information infrastructure. Most legal precedence in this area are being established with the current process of deregulation and privatization of most African countries. From this period on, the concept of universal consumer access to service would have to be established. Does every African citizen or business have the right to effective telecommunication services? Current trends seem to suggest that the consensus is a vibrant Yes!

Should African governments own and manage the information infrastructure on behalf of the country, or can they legally sell-off communication companies into pieces to the highest bidder? What will be the legal definition of fair competition between small local phone companies, large multinational companies, media entertainment companies, and other industries? In the midst of this potential explosion in the free flow of information, how will we define and enforce individual rights? On these issues again the jury is still out.

An interesting legal issue currently being discussed in the United States, relates to the right of the federal government to impose an encryption detection micro-chip in all computers connected to the Internet. Once installed on a computer, the encryption chip would enable the federal government to monitor and trace perpetrators of electronic crimes. This proposed legislation has caused an outcry among members of the Internet who view it as an infringement over their privacy rights. Public interest groups such as the Electronic Frontier Foundation have taken a firm opposition against the current bill.

### ***Socio-Economic Implications***

Investments in the information infrastructure are guaranteed to create long-term growth in education, employment, and overall economic activity. For example, we estimate that building a continental high speed fiber optic networking backbone will require over \$150 billion and generate more than 30 million good jobs over the next decade. Once the information infrastructure is rolled-out regionally and continentally, productivity gains and currency multiplier effects from accrued investments in global trade would enable consumers to earn and spend more, companies to sell and hire more, and sustained economic growth to take place.

Medical applications would have a very high potential. Patient data, medical research, how-to expert systems and other forms of medical support and diagnosis systems will help remote patients, doctors, and other health professionals located throughout the continent. The field of African medical delivery will be revolutionized by its new virtual transportability. During critical emergency situations such as large traffic accidents and epidemics, medical expertise and assistance will be given via phone, fiber optic, or wireless connection by doctors and medical specialists across the world. Research on viruses will be jointly performed by multiple laboratories and Universities around the world, therefore accelerating new vital discoveries.

In the field of education, new and improved types of educational experiences would be delivered to individuals, families, and businesses. For example, large number of schools and communities would exchange ideas through, electronic mail, file transfer, multicast video conferencing links. Through the link between the academic and the business spheres, the procurement and delivery of talents and jobs will be highly improved for all social groups.

### ***Next Steps***

The free flow of information around the African continent is likely to increase literacy and the overall living standards of citizens. Indeed, the potential effects of an African information infrastructure on business and overall social dynamics is real, however the commitment must consider the opportunities and manage the risks.

REPUBLIC OF SENEGAL

One People One Goal One Faith

-----  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
-----

INTERNATIONAL CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS AND SCHOLARS

## THEME

WHAT PLACE FOR AFRICA IN THE 21ST CENTURY WORLD ?  
THE ANSWER FROM AFRICAN INTELLECTUALS AND  
SCHOLARS

FOUNDATION STONE, INAUGURATION OF STELE AND MONUMENT  
OF THE UNIVERSITY OF FUTURE AFRICA  
SEBIKOTANE, 24TH MAY 1996

ADDRESS  
OF HIS EXCELLENCY Mr ABDOU DIOUF  
PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SENEGAL

In laying the Foundation Stone and, with the inauguration of the State and monument of the "Université du Futur Africain" (University of Future Africa) which we have decided to establish on this premises, I can assert that Africa has just launched, through the agency of its intellectuals and scholars, the permanent base where its prominent architects will be trained for the forthcoming Century through the agency of its intellectuals and scholars

Faced with the ever - declining standard of University education, as a result of several factors examined on many occasions, Africa, which does not want to lag behind the international community, has realized that its lateness is also due mainly to the fact that we have not always known how to utilize our intellectuals

This deplorable situation has been secreted by our history but the important thing is that the conference of Dakar has come to trigger off a collective awareness and an unflinching determination to make full use of all our human, intellectual and moral resources in future

A nation is built with its people It is in this context that Maître Abdoulaye WADE says

**"Show me your youth,  
I will tell you the type of people you will be"**

Since we want tomorrow's African people to be what we would have expected them to be, we will start by developing right now the youth needed in Africa

It is on the strenght of all use considerations that we have decided to establish the proposed University on this historic site where the first intellectual elite of Africa were trained This place is a symbol of Unity, solidarity and the common destiny of African peoples

This is the place where African intellectual elite will be trained for the 21st Century. Their training will be modelled on international standards since they can pursue the same courses concurrently with their counterparts in Europe or America through the use of Satellites and other communication techniques.

If they are provided with the same means and training, we are sure that they will find their feet in tomorrow's world which will be marked by competition. But even in competition it is the best parties who win. We are not against competition, we are only advocating that those engaged in it be equally armed.

That is why our duty which we are going to fulfill, is to equip our youth with the same arms, knowledge and training.

The University of Future Africa which we are going to establish here will be an African University and not a Senegalese institution. We hope that within five years of operation, some 10,000 students from all countries of the continent can learn together at university.

One of the lessons we have drawn from the academic experience since independence is that, creating numerous Universities with each one doing everything at the same time constitutes a mere dissipation of efforts which never enables any of them to achieve the best result.

One of the principal reasons is that none of our countries has adequate means to provide international-standard training for the ever growing youth population and promote high-level research in its University especially since such research entails the use of sophisticated and expensive equipment whose maintenance alone is beyond our capabilities.

Ladies and Gentlemen,

The State before you, which was a designed and produced by a youth, bears the messages we are conveying to the African youths who will come to train here

You must already have perceived the symbolic significance. The book is opened against the rising sun from which it will receive every morning the first permanent and unchanging rays. The reader turned towards the west symbolizes Africa's permanent appeal to its western partner to help in strengthening our co-operation and in building a community sustained by the spirit of solidarity.

This observation offers me the opportunity to make a passionate appeal to all countries, particularly those of the West and Asia, so that they participate, in their own respective ways, in the construction and operation of this temple of learning, designed to promote the continuous development of the African race and nurture those who will feature among the prominent builders of Africa.

Long live eternal Africa  
Long live co-operation among men  
May the material and spiritual well-being  
be accessible to all in a complex but one world

## A UNIVERSITY FOR 21ST CENTURY STUDENTS

A little historical calling to mind

In the old days of colonisation, all French west African colonies were organised in a federation. There was the west African federation with Dakar as the capital city, and French equatorial federation with Brazzaville as the capital city.

The teachers' training school (Ecole normale William Ponty) was given the name of William PONTY, a former general governor of French West Africa (AOF). That training school was located first in Goree island and had the highest education level.

Later, the school was moved to Sebikotane, 30 km far from Dakar.

A federal entrance examination was organised by Junior Primary Schools in every colonial capital city. That famous school trained all the outstanding political leaders who ruled Africa after independence.

The present universities in free fall are overcrowded by a rapid demographic growth, because everyone would like to send their children at the university to get diplomas. That is why African universities are all sinking down for a lack of credit and assistants must be engaged.

The falling of the teaching level started in the primary school, it increased in the secondary school and a deep repercussion was recorded at the university and nothing is done to stop it.

Necessity to prospect managers for 21st century

When we pay attention to the general evolution of humanity, we can realize that the African carriage is disconnecting the world train. That is why the Senior forecasted and proposed to anchor Africa to the European industrial centre in his famous book « A Destiny for Africa » 1989.

In next century, people who do not learn computer science will be illiterate like those who can neither read, nor write nowadays. It is quite essential to train Africans to be modern and skilled technicians for the future. They will fail if they follow the traditional

way of primary, secondary schools and university They should get ahead of schedule into the 21st century That is one of the bets made by Professor WADE, who decided to set up a university for African managers of the 21 st century

For that purpose

The University will welcome all Africans of the continent

10 000 students have been prospected within five years

Education in foreign languages will be computerised and connected to satellite network through out the famous world universities

The students will be able to attend lectures from sophisticated world universities

Professors and assistants will be engaged in Africa and developed countries

The immediate result will intend to stop students emigration towards foreign countries

The main advantages of the project consist in the following

The African students will have the same efficient and modern education as in any west world university without leaving their own countries

The managers educated in Africa will be retrained very often through correspondence course in university evening course This teaching system will increase the income of the university

Some students from developed countries will be attracted by the low expenses, the high level and the good quality of education given in African universities

INTERNATIONAL CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS AND SCHOLARS

DAKAR, 21-26 MAY 1996

-----

DRAFT RESOLUTION

PRESENTED BY

M AGBOBLI, TOGO

The International Conference of African Intellectuals and Scholars, convened in Dakar, Senegal, from 21st to 26th May 1996,

Considering industrialization as an essential factor of development,

Considering mechanization, computerization and automation as successive phases of the phenomenon of industrialization

Considering the globalization and regionalization process, the new geographic stage of industrialization

Considering that Africa cannot do without industrialization since it will otherwise remain permanently integrated into the national domain of the great industrial powers

Considering that industrialization cannot materialize without a general mobilization of the inherent precepts under the aegis of the responsible elites who are conversant with the industrial process

Considering the appeal made to Africa by the articles and declarations on 19th February 1996 by Mr Abdoulaye WADE, Senior Minister of State to the President of the Republic of Senegal

Admitting that authentic industrialization remains, more than ever, the one and unique road to true development  
Is convinced that Africa has no other option than to embark resolutely on industrialization to avoid being dominated and exploited forever

Recognizes that the industrial development is an epic enterprise that calls for long-term efforts and sacrifices supported under the aegis of Law-abiding States and under the effective supervision of clear-sighted elites

Decides that a following-up Committee of the International Conference of African Intellectuals and scholars, chaired by Mr Abdoulaye WADE, be mandated to find the best ways and means of mobilizing African scholars, particularly the intellectual, political and economic elites with a view to promoting and implementing a genuine industrialization strategy for African countries

**CONFERENCE DES INTELLECTUELS ET HOMMES  
DE CULTURE D'AFRIQUE**

---

**DAKAR 21 - 26 MAI 1996**

**RAPPORT GENERAL COMMISSION 3**

**THEME :**

**STRATEGIES : INVENTER NOTRE FUTUR**

Président : Pr. Ibrahima Fall

## **PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION N°3**

La Commission 3 a traité le thème « Stratégies Inventer notre Futur », sous la présidence du professeur Ibrahima Fall. Pour ce faire trois sous-commissions ont été mises en place pour traiter les thèmes suivants

1 - « La gestion des Ressources » (Sous-Commission I) présidée par M. Paulin Hountondj,

2 - « Problématique des Communautés Politiques et Economiques de l'Afrique » (Sous-Commission II présidée par M. Ibrahima Fall),

3 - « Les conditions de la Maîtrise des Paramètres externes Rupture ou Coopération ? » (Sous-Commission III présidée par M. Habib Ouane)

Les travaux des différentes Sous-Commissions ont permis de jeter un regard critique sur la situation de l'Afrique en cette fin de siècle. Le constat a été fait de l'existence d'une série de défis d'ordre culturel, démographique, politique et socio-économique auxquels notre continent se trouve confronté dans sa tentative de transformation structurelle et de développement. En dépit de sa forte dotation en ressources naturelles et énergétiques le continent Africain n'a à présent pas été en mesure de procéder aux changements de structure requis pour jeter les bases de son

développement et, ce faisant, atténuer la pauvreté et promouvoir un épanouissement multidimensionnel de ses populations

A la lumière de ce constat, les participants ont estimé que l'Afrique se trouve à la croisée des chemins car elle doit sécréter des innovations économiques, sociales, politiques et institutionnelles plus audacieuses pour prendre la place qui lui revient dans l'économie mondialisée. Pour ce faire, les Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique ont insisté sur l'impératif d'inventer le futur du continent, de lui créer une identité propre, pour fixer des objectifs autonomes et promouvoir des stratégies à la mesure des enjeux planétaires

Les trois Sous-Commissions ont abouti à des conclusions et recommandations qui ont convergé quant à la nécessité d'accélérer le processus d'intégration en Afrique en adoptant des approches nouvelles notamment un réaménagement spatial de l'économie faisant la part belle aux synergies à susciter dans le système productif

La maîtrise de la Science et la Technologie a aussi été mise en lumière comme objectif prioritaire. Pour ce faire, l'impératif de la promotion de l'éducation et de la formation a aussi fait l'objet d'un soutien unanime. Les participants ont aussi insisté sur la nécessité d'une réappropriation du processus de démocratisation en Afrique

## **I - GESTION DES RESSOURCES**

Le contexte international et le contexte interne de l'Afrique de la fin de ce siècle et surtout du XXI<sup>e</sup> siècle est marqué par le processus de mondialisation, la montée du libéralisme, la dictature économique du Nord, la compétitivité agressive, la lutte pour

le contrôle scientifique et technologique, la marginalisation du continent et la formation de grands ensembles économiques face à une Afrique angoissée, en crise et engagée dans un double processus de libéralisation politique et économique non maîtrisée

### **A- Quel développement pour l'Afrique au XXIe siècle ?**

A cet égard, les participants ont insisté sur la promotion d'un développement pour la maîtrise de la croissance démographique du continent, l'instauration d'une démocratisation de la société au sens de « socialisation du développement », la maîtrise de la Science et de la Technologie ainsi que de l'environnement et des ressources naturelles

La stratégie à adopter comporte les éléments suivants

1 - la Gestion saine des affaires publiques ,

2 - l'Intégration économique ,

3 - la Compétitivité internationale

- Les moyens et atouts effectifs ou potentialités que l'Afrique devrait maîtriser pour mener à bien cette stratégie sont les suivant

les moyens internes portent sur l'exploitation judicieuse des ressources humaines, naturelles du sol et du sous-sol, des ressources financières, ainsi que la réforme institutionnelle ,

- la nécessité de promouvoir d'un autre leadership, le leadership de développement, ainsi que l'insertion de la société civile dans le processus décisionnel ,

- et la promotion d'une révolution agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire en Afrique ,

Les moyens externes exigent les initiatives suivantes

- définir une stratégie autonome de développement mais aussi la gérer ,

- nécessité d'une capacité d'anticipation et de planification stratégique du futur ,

- définir les options pour la mobilisation des ressources,

- maîtriser le processus de l'insertion dans la mondialisation A cet égard les participants ont insisté sur la nécessité de combattre l'afro-pessimisme qui présente une image négative du futur de l'Afrique, en mettant l'accent sur l'exécution rapide du traité d'Abuja pour l'intégration totale des pays africains en l'an 2025, pour retrouver ainsi la voie de la croissance économique

- Le renforcement du secteur informel comme une voie viable de développement parce que c'est non seulement un filet de sécurité mais aussi un secteur générateur de ressources et qui échappe au contrôle extérieur

- Le traité de Marrekech portant création de l'Organisation Mondiale du Commerce est susceptible d'affecter le processus d'intégration de l'Afrique

La Commission a adopté les recommandations suivantes

1 L'Afrique devrait maîtriser le processus de son insertion non pas comme objet, mais plutôt comme sujet pensant son mode d'intégration dans la mondialisation C'est le sens d'une stratégie autonome de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle et qui exige un autre leadership, le leadership du développement

2 L'Afrique se doit de réagir et d'exploiter à bon escient son « stock » de ressources humaines, intellectuelles, morales et d'expertise La transformation de ce « stock » en flux actif nécessite un bilan sans complaisance et des actions immédiates de redressement du « générateur » de ce stock qu'est le système éducatif

3 L'Afrique doit promouvoir une pédagogie de la réussite consacrant ses spécificités en aménageant des aires d'ouverture sur le monde revalorisant l'homme et intégrant la dimension de l'entreprise, du défi et de l'innovation capable d'en faire un acteur du monde de demain et rompant définitivement avec les attitudes d'observateur et le spectateur passif

4 L'Adaptation du système éducatif africain aux réalités africaines tout en faisant preuve de réalisme et la promotion d'une collaboration des universitaires et des enseignants du primaire pour l'élaboration du système et du programme éducatifs

5 La création d'un réseau de recherche en pédagogie ainsi que d'un réseau de chercheurs en intégration de la Science et de la Technologie sans favoriser le plurilinguisme

6 La Commission recommande aussi l'interdiction des travaux de recherches fondamentales et opérationnelles contre le « couple pathogénique » SIDA - TUBERCULOSE Les travaux de recherche concernant le SIDA doivent être menés en réseau pluridisciplinaire La Commission préconise également la création d'un observatoire africain du couple SIDA - TUBERCULOSE

### **B - Les conditions de la maîtrise de la Science et de la Technologie**

La Science et la Technologie domineront d'une manière certaine le monde de demain Elles deviendront des instruments non seulement du pouvoir économique mais également du pouvoir politique

Quatre années avant l'avènement du 21<sup>e</sup> siècle et le III<sup>e</sup> millénaire, le Continent Africain reste loin de la maîtrise technologique, alors que tous les autres continents ont accompli des progrès importants dans ce sens Cet état de choses abouti à une marginalisation croissante du continent dans la formidable révolution scientifique et technologique qu'a connue le monde Les causes sont multiples et variées

Si au plan théorique les nouvelles approches évolutionnistes et institutionnalistes ont complètement bouleversé les anciennes visions du progrès et de l'innovation technologique, au plan empirique, l'accélération du progrès et de l'innovation technologique impose de nouvelles contraintes à l'Afrique, tout en comportant de nouvelles opportunités que le continent doit pouvoir saisir. Cela est possible car un examen attentif de la situation du continent en cette fin du XXème siècle révèle certes des contraintes, mais aussi des atouts auxquels on n'a pas prêté suffisamment d'attention et en particulier une capacité d'innovation importante.

C'est à partir de ce constat que les stratégies appropriées doivent être élaborées pour relever les défis du siècle prochain. Il est important pour ce faire de traiter la véritable question notamment celle de la liaison culture locale et exigences de la maîtrise scientifique et technologique.

La mise en œuvre de ces approches doit permettre de renforcer les acquis de pallier aux insuffisances et d'explorer des voies nouvelles. Deux niveaux d'intervention doivent mobiliser les énergies : l'homme et les institutions.

En ce qui concerne l'homme, les systèmes éducatifs et de formation ont un rôle fondamental à jouer pour inculquer les nouvelles attitudes et les nouveaux savoirs qu'exige la maîtrise technologique. Pour ce qui est des institutions il s'agit de remédier à la léthargie de celles qui existent pour inculquer l'innovation comme mode de fonctionnement et d'en créer d'autres en phase avec l'impératif de la maîtrise technologique pour relever les défis du XXIe siècle.

La Commission a proposé les recommandations suivantes relatives à la science et la Technologie

### **C- Au plan des grandes orientations**

1) Promouvoir une maîtrise technologique profondément enracinée dans le système culturel et social

2) Une action vigoureuse de réorientation en matière de modèle de consommation est nécessaire car la notion de modernité d'une devra avoir son sens et sa version Africaine et non pas reproduire aveuglément les modèles extérieurs

3) Nécessité d'une approche de pluralisme technologique susceptibles de faire de la diversité un atout et tenant compte des différentes contraintes et objectifs du continent

4- Au point de vue de l'approche, l'Afrique devra s'inspirer des modèles de maîtrise technologique, des Nouveaux Pays Industrialisés et définir une voie spécifique propre en tenant compte des marges de manœuvre qu'il faudra identifier d'une manière précise

### **Au plan de la mise en œuvre.**

1) Action au niveau des systèmes éducatifs et de l'homme

2) Inculquer la culture scientifique et technologique dès les premiers paliers de la formation

3) Inculquer une culture de créativité et s'éloigner de l'attitude frileuse par rapport à la science et la Technologie

**Au plan institutionnel promouvoir la création d'institutions pour s'atteler aux tâches suivantes :**

- la diffusion de données technologiques,
- la valorisation d'inventions,
- la protection des innovations « incrémentales »,
  
- la mobilisation des compétences africaines à l'extérieur,
  
- la constitution d'une banque de données africaine recensant les compétences disponibles  
et les demandes d'emplois
  
- Utiliser les moyens technologiques avancés tel qu'Internet pour faire un meilleur usage du potentiel humain africain non exploité
  
- La mise en place d'un mécanisme qui permette de maximiser la participation des communautés scientifiques expatriées aux efforts de développement du continent

- La réduction des dépenses militaires et de prestige en faveur de la promotion de la science

## **II - PROBLEMATIQUE DES COMMUNAUTES POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE L'AFRIQUE.**

La Sous-Commission 2 a traité ce thème qui s'articule autour de trois préoccupations

1- la longue marche de l'Afrique vers son intégration

2- Démocratie, intégration et développement

3- Pouvoir, ethnicité et démocratie

En ce qui concerne la question de l'intégration économique, la Commission a constaté que différentes initiatives ont été prises, notamment le Plan d'Action de Lagos, le Programme prioritaire de 1985 et le Programme des Nations Unies de 1986, et la création de la Communauté Economique Africaine (traité d'Abuja de 1991)

Mais, les nouvelles données internationales telles que le parachèvement de l'éclatement du bloc de l'Est, l'aboutissement des négociations de l'Uruguay avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce n'appellent-elles pas déjà sinon à une réévaluation du traité d'Abuja, du moins à un examen approfondi de leur impact sur ce traité

Différentes difficultés auxquelles l'Afrique est confrontée font réellement obstacle à l'intégration

L'Afrique a fait certes des progrès à travers les grands ensembles économiques tels que la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, la CEAC en Afrique Centrale mais ces ensembles ont également prouvé leurs limites

Si l'Afrique et les Africains sont animés par une réelle volonté de jouer un rôle significatif dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle, il est nécessaire de renforcer et d'élargir la coopération et l'intégration économiques tant à l'échelle des communautés économiques sous-régionales qu'au niveau du Continent dans le cadre de la Communauté économique panafricaine

Le traité instituant la Communauté Economique Africaine ratifié jusqu'alors par 39 pays pose un nouvel horizon vers lequel tout doit tendre. Les Institutions qu'il prévoit : Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement, Conseil des Ministres, Parlement Panafricain, Communauté Economique et Sociale, Cour de Justice constituent les jalons indispensables à la réalisation de l'objectif de marché commun continental

Pour ce qui est des Communautés régionales il convient de mettre en œuvre les recommandations suivantes

- renforcer et de réactiver les institutions et les activités de ces organisations pour en faire des instruments crédibles et des piliers de l'intégration économique, sur ce

plan, la multiplicité et la concurrence entre les organisations intergouvernementales africaines exigent une rationalisation urgente conformément aux priorités souscrites par les gouvernements ,

- informer et d'éduquer tous les acteurs socio-économiques, politiques, culturels qui prennent une part active dans le processus d'intégration économique au quotidien, notamment les populations frontalières, les commerçants, les forces de l'ordre et les agents des services douaniers et d'immigration et tous les ressortissants des pays concernés, au sujet de leurs droits et devoirs en tant que citoyens communautaires et en tant qu'agents, et au sujet de l'importance de leur participation active et loyale au processus d'intégration économique ,

- développer une politique systématique de production et de productivité, ainsi que de libre circulation des biens communautaires grâce à la création d'un réseau de transports et communications fiables et rapides ,

- la création d'organismes communs de communication, notamment une chaîne de télévision continentale,

- faciliter et encourager la circulation libre et sans entraves des citoyens communautaires,

- concevoir et mettre en œuvre des politiques, des programmes et projets nationaux d'intégration économique fondées sur une planification et une gestion rationnelles de tous les autres engagements internationaux de l'Etat à la lumière et compte dûment

- harmoniser davantage les politiques économiques et monétaires nationales des pays membres des Communautés économiques d'intégration ,

- encourager les jeunes, les femmes, les formations politiques et sociales, les écoles et universités à jouer un rôle moteur dans le processus d'intégration économique régionale

- créer et encourager des partis et organisations sociales d'obédience panafricaine

En ce qui concerne la Communauté Economique Panafricaine, l'accent a été mis sur les exigences suivantes

1 - l'urgence de la ratification du traité d'Abuja par tous les 14 Etats africains qui ne l'ont pas encore fait ,

2- l'importance psychologique, politique et économique qui s'attache à ce que la première étape de mise en application du traité d'Abuja, à savoir le renforcement des Communautés économiques sous-régionales, soit couronnée de succès ,

3- la nécessité de populariser le traité d'Abuja au niveau des populations de la base et de promouvoir l'adhésion et le soutien actif des populations africaines ,

4- l'opportunité de faire évaluer périodiquement par les organisations comme la CEA, l'OUA, la CNUCED l'impact et les effets à court, moyen et long termes des événements et phénomènes internationaux notamment globalisation, et la

4- l'opportunité de faire évaluer périodiquement par les organisations comme la CEA, l'OUA, la CNUCED l'impact et les effets à court, moyen et long termes des événements et phénomène internationaux notamment globalisation, et la libéralisation des échanges consacrées par la création et le fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'application des dispositions du traite et des protocoles de la Communauté économique panafricaine, en vue de procéder aux ajustements nécessaires ,

5- le devoir des Etats africains de réajuster, planifier, harmoniser et coordonner les rôles respectifs de l'OUA, de la CEA et de leurs instances ministérielles de délibérations, ainsi que ceux de la BAD, du PNUD et autres programmes et institutions du système des Nations Unies comme la CNUCED dans la promotion et la réalisation de l'intégration économique continentale ,

6- l'obligation des intellectuels et des hommes et femmes de culture africains de se mobiliser à travers l'ensemble du continent et dans la diaspora pour jouer le rôle dynamique de conscience critique et catalytique dans les débats et les projets sur l'avenir de l'Afrique en général, pour promouvoir l'insertion harmonieuse de l'Afrique dans le monde du XXIe siècle en particulier

7- face à cet impératif il s'agit de réunir les conditions nécessaires au retour des intellectuels installés hors du continent pour favoriser leur participation à l'effort africain d'intégration et de développement

8 -Enfin les participants sont convenus qu'il y a lieu de promouvoir le dépassement des frontières dans la pratique des Etats Africains à travers la libre circulation des

personnes, le démantèlement des mesures et tracasseries administratives en vue de renforcer les synergies économiques et entrepreneuriales sous régionales et régionales

En ce qui concerne le thème **Démocratie, Ethnicité et Développement**

la Commission l'a conscrit sous les trois angles suivant

- 1- Du rôle de l'intellectuel
- 2- De la politique et du pouvoir
- 3- Ethnicité et intégration

A propos du rôle des intellectuels l'on a estimé qu'ils ont à répondre à la question de savoir comment résoudre la crise africaine et améliorer la place de l'Afrique au vingt et unième siècle (XXIe) Il incombe aux gens du savoir et de culture d'expliquer aux populations les fâcheuses conjonctures actuelles et de leur donner des raisons d'espérer Aussi, la connaissance de l'histoire s'avérera nécessaire non pas pour résoudre des problèmes immédiats, mais plutôt pour bien apprécier le présent et offrir des options pour préparer le futur

L'accent a été mis sur la nécessité d'un paradigme historique et sociologique, à savoir la jonction entre le savoir, le pouvoir, et l'avoir Le développement dépend de l'harmonisation et de la complémentarité de ces trois notions capitales A ce titre, l'on a souligné le rôle des forces armées dans le processus du développement et la démocratisation Cette réflexion qui aide à rejeter la légitimité du pouvoir prétoire fait des citoyens en uniforme les défenseurs de l'ordre civil

L'Afrique souffre de la triple crise du leadership, des institutions et de la société, ainsi que des méfaits de la personnalisation du pouvoir, c'est à dire la confusion entre l'Etat et la personne du détenteur du pouvoir

Le pouvoir au lieu d'être institutionnalisé tend à être personnalisé

Il s'agit donc de respecter la liberté de l'intellectuel de s'engager et de déterminer ses rapports avec l'élite politique. La solution à la crise requiert des relations de solidarité et de complémentarité entre le pouvoir et le savoir. La Commission a estimé qu'en dernier ressort tout dépend de la jonction entre le pouvoir, le savoir et l'avoir. Aussi, les Africains et les Intellectuels en particulier, doivent-ils refuser le pessimisme, attitude négative qui va à l'encontre du progrès et de la liberté et qui tue l'énergie constructive.

De façon pragmatique, il est suggéré de remédier aux luttes régionales ou ethniques qui menacent les pays africains. Et, il faut insister sur l'impératif des grands ensembles de l'intégration, pour amener l'Afrique à faire face à la concurrence internationale, à se développer dans la paix et à répondre aux aspirations de ses populations.

Pour réaliser ces aspirations, les intellectuels sont invités à expliquer que le pouvoir se distingue de l'usage de la force et une volonté commune est régie par un lien institutionnel reconnu. Le pouvoir est différent de la force, de la violence et de la domination de l'homme sur l'homme. L'un des devoirs des intellectuels consiste aussi à affirmer que le pouvoir procède de la décision et de la capacité d'agir collectivement et pour l'intérêt collectif.

La démocratie a pour but de tempérer l'ardeur de la volonté générale. Elle institue l'idée selon laquelle nul ne naît pour commander mais tous doivent obéir et agir ensemble en vue de l'intérêt public. La démocratie malgré ses limites, présente moins d'imperfection que les autres doctrines politiques. L'idéal démocratique bien compris vise à introduire en politique le règne de la raison et de la compassion qui sont deux éléments du comportement humain en général et des sages en particulier.

Le combat pour le développement et la démocratie doit favoriser la formation d'une classe moyenne large et laborieuse dont l'engagement politique sert d'armure à la stabilité. En Afrique où la grande majorité de la population vit de l'agriculture, la relation entre le développement économique et la démocratie saute aux yeux. Il serait donc de bonne politique de stimuler les secteurs agricoles par la modernisation des méthodes et des structures agraires, la construction d'un réseau routier opérationnel, le soutien des prix en vue d'accroître la productivité et la production.

La diversité ethnique est un phénomène naturel et universel, capable d'enrichir la Société si l'on s'en sert à bon escient. Il interpelle donc les intellectuels et les leaders politiques qui sont appelés aussi à résister à la tentation de l'usage égoïste de l'ethnicité.

Le sentiment ethnique peut engendrer des passions dangereuses. Il se transforme en tribalisme dans un contexte marqué par le pluralisme et la compétition pour le savoir. Il est manipulé et exacerbé par certains leaders contre les autres qui sont d'origines différentes. L'expérience politique des trois dernières décennies en Afrique révèle les effets néfastes du tribalisme et de l'autocratie.

La centralisation des affaires dans les capitales porte préjudice aux ethnies, à l'Etat et à la Nation puisqu'elle se fait au détriment des libertés et des droits des collectivités. Il faut donc élaborer des constitutions qui mettent en application une nouvelle forme de fédéralisme où le gouvernement ne peut s'imposer de force aux organismes régionaux ni aux citoyens. Pour éviter l'autoritarisme, le nouveau fédéralisme sera basé sur le principe de l'équilibre du pouvoir entre l'autorité nationale et les autorités régionales.

Tout ceci revient à reconnaître que la démocratie, joyau de la capacité d'organisation sociale et de l'être humain, s'avère comme la voix du progrès et du salut pour ceux qui savent s'en servir à bon escient.

La relation entre le Pouvoir, le Savoir et l'Avoir d'une part, avec la crise du rôle de l'intellectuel d'autre part, a permis d'insister sur la problématique de la réappropriation culturelle de la démocratie en Afrique, ce qui pose le problème du rapport de la démocratie avec l'ethnie, avec l'Etat multinational et avec le développement ainsi que celui de la décentralisation, de la régionalisation et du fédéralisme comme modalité d'adaptation de la démocratie aux réalités africaines (au sein de l'Etat-nation).

L'harmonisation des constitutions et l'homogénéisation des organisations administratives aideraient beaucoup à l'objectif de réaliser l'intégration. L'accent a été mis sur la question des rapports ambivalents entre l'intangibilité des frontières et la problématique de l'intégration ainsi que sur le rôle de l'appropriation culturelle et sociale du développement et de l'intégration par les populations à la base, ce qui pose

le problème de l'information et de l'éducation, ainsi que celui de la participation active et démocratique

Le rôle de la jeunesse africaine comme facteur d'intégration à été évoqué Il est nécessaire de lui créer des pôles d'intérêt, la faire participer au mouvement de la jeunesse mondiale et de la culture universelle

Le Troisième thème traité par la Commission a porté sur « **Pouvoir, Ethnicité et Démocratie : Les défis culturels de l'Afrique pour le XXIe siècle** »

LA Commission a estimé que le rapport entre le Pouvoir, l'Ethnicité et la Démocratie implique des défis pour l'Afrique pour le XXIe siècle

L'on a estimé qu'au lieu d'étudier le pouvoir, l'ethnicité et la démocratie comme phénomènes particuliers il s'agit de dégager certaines grandes interrogations sur le futur de l'Afrique Cette approche du pouvoir de l'ethnicité et de la démocratie considérés comme défis culturels majeurs de l'Afrique pour le XXIe siècle, s'articule autour des cinq (5) points suivants

- 1- Les défis culturels de l'Afrique face au temps mondial de la récupération de l'histoire réelle à la révolution culturelle
- 2 - Le pouvoir, l'ethnicité et la démocratie comme modes d'insertion anodiques de l'Afrique dans le temps mondial

3- La révision des fonctions et la conception d'un nouveau type d'état et l'intégration africaine comme stratégie de réinsertion de l'Afrique dans la mondialité

4 - La culture africaine, fondement d'un projet de société post- libérale

5 - Le rôle des intellectuels dans l'invention d'une nouvelle historicité pour l'Afrique

Il a été proposé de s'arrêter sur la question de la révision des frontières et de la conception d'un type d'Etat et l'intégration africaine comme stratégie de réinsertion de l'Afrique dans la mondialité. A cet égard il a été question de promouvoir la révision des frontières coloniales dans le but de créer de nouveaux Etats viables politiquement et économiquement, parce que fondés sur les grandes aires culturelles et ethnolinguistiques dont le processus de construction stato-nationale a été court-circuité par le découpage colonial de l'Afrique. Il s'agit de renouer avec l'histoire réelle du continent en rompant avec toutes les séquelles de la colonisation.

Mais cette idée a été réalisée par la crise du concept d'Etat-Nation car celui-ci n'est pas une réalité en Afrique. L'Etat en Afrique est plutôt multinational et il est affaibli par des processus tels que

- le fédéralisme, le régionalisme et la perte de souveraineté résultant des conditionnalités des programmes d'ajustement structurel

Par rapport à la stratégie de l'intégration, deux thèses ont été évoquées par les intervenants

- La première thèse exige que l'intégration doit se faire par la monnaie, la seconde implique que l'intégration doit être faite par la production et par la monnaie, les deux allant de pair

La Commission a estimé qu'il y a lieu de partir des communautés de base pour construire l'intégration nationale. L'intégration par le bas donnerait son armature sociologique et culturelle à l'intégration politique et économique afin qu'elle soit pilotée par le sommet

### **III. CONDITIONS DE LA MAÎTRISE DES PARAMÈTRES EXTERNES : RUPTURE OU COOPERATION**

La Commission 3 qui traité de ce thème a estimé que le préalable indispensable à la maîtrise de ces paramètres réside dans une remise en ordre interne, notamment la reconversion des mentalités, la maîtrise de l'environnement, le développement de l'entreprise, et de l'esprit d'entreprise pour faire face aux multiples défis inhérents à la mondialisation de l'économie internationale

Les politiques de libéralisation à l'échelle planétaire ont graduellement élargi l'espace économique effectivement utilisable par les producteurs et les investisseurs, encourageant ainsi un processus de mondialisation et d'unification des marchés

L'Afrique, en défit de sa forte dotation en ressources naturelles n'a pas été en mesure de tirer profit des nouvelles opportunités créées par l'unification des marchés. Cet état de choses est imputable à des contraintes de nature structurelle notamment une dépendance excessive des exportation de produits primaires bruts, les effets

négatifs de l'endettement et les contraintes de l'offre de produits d'exportation, la faible productivité et la vétusté des installations industrielles

Le début du troisième millénaire sera une ère de compétition acharnée entre nations, de prééminence d'acteurs privés dans la gestion de l'économie mondiale, de codification croissante des règles du jeu en matière de commerce international et de raréfaction des flux financiers publics vers les pays en développement

La commission a estimé que dans l'économie mondialisée le degré de l'internationalisation des économies nationales aura un impact majeur sur leur développement

Les participants ont aussi estimé que les principaux ingrédients de la compétitivité des nations sont d'avantage technologique, la capacité d'attirer les flux financiers privés d'investissement et de participer aux réseaux mondiaux de production et de flux d'informations

Après un survol du phénomène de la marginalisation de l'Afrique, la commission a considéré que les principaux paramètres externes que notre continent devra maîtriser pour son insertion dans l'économie mondial sont les suivants : l'évolution du système commercial multilatéral, la primauté croissante des flux financiers privés au détriment des flux publics, les changements rapides en matière de technologies de l'information et la consolidation de blocs régionaux d'intégration dans l'économie mondiale

En vue de jeter les bases d'une maîtrise de ces paramètres externes la Commission a estimé que l'Afrique doit rompre avec « la logique du pacte colonial » qui lui a

assigné un rôle de fournisseurs de matières premières à l'état brut. Nous devons aussi apprendre à coopérer autrement sur la base d'un nouveau partenariat fondé sur les avantages mutuels.

Notre continent devra adopter une « stratégie du raccourci » en vue de brûler les étapes. Du point de vue des paramètres externes, l'accent a été mis sur les domaines d'action suivants :

### **1 - S'intégrer au système des échanges mondiaux .**

Atteindre cet Objectif suppose une maîtrise parfaite des nouvelles règles du jeu dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce. La tendance à une codification croissante des échanges mondiaux va renchérir les coûts financiers, humains, institutionnels et réglementaires inhérents à une adaptation au système commercial multilatéral en gestation.

En outre, eu égard à l'érosion des préférences africaines aux titres de la Convention de Lomé et du système des Préférences Généralisées, notre continent doit se préparer à améliorer sa compétitivité systémique fondée non pas sur des facteurs conjoncturels comme la hausse du cours des matières premières mais plutôt sur des avantages comparatifs de nature structurelle et technologique.

### **2 - Le Développement des Entreprises pour la Compétitivité**

La Commission a mis l'accent sur l'impératif de la création d'un environnement propice au développement des secteurs privés et publics à travers une symbiose

systémique entre les pouvoirs publics et les entrepreneurs Il y a lieu de promouvoir le développement rapide de marchés financiers pour assurer la mobilisation de l'épargne intérieure Une telle démarche doit s'opérer non seulement au plan national mais aussi au plan sous-régional

### 3 L'Inversion de la Tendence à la baisse des Investissements Directs Etrangers en Afrique

Les flux financiers privés vers l'Afrique représentent seulement 12% de l'ensemble des flux financiers vers notre continent Or l'on constate une baisse tendancielle des flux financiers publics vers le monde en développement La Commission a estimé que l'Afrique doit accroître ses performances pour attirer les flux financiers privés notamment les investissements directs étrangers et les investissements de portefeuille Pour surmonter les obstacles comme la taille du marché, la faible qualité de l'infrastructure physique et de télécommunications, la faible productivité de la main-d'œuvre, nos pouvoirs publics doivent réaménager l'espace économique à travers l'intégration régionale et sous-régionale A cet égard la Commission a proposé que l'Afrique développe sur une base sous-régionale des projets du type « Build - Operate- Transfer » (BOT) qui représente l'un des mécanismes actuels les plus sûrs d'accéder au financement privé pour renforcer les infrastructures physiques du continent

Enfin, l'Afrique devra aussi saisir les nouvelles opportunités d'investissements provenant d'Asie et d'Amérique Latine A cet égard un recours systématique aux banques de données existantes au sein du G15 sera utile

#### 4 Relever les défis technologiques et informationnels Inhérents à la globalisation

La commission a estimé que notre continent doit faire de l'éducation la priorité des priorités à travers un programme ambitieux de renforcement des capacités technologiques et de formation pour assurer une maîtrise rapide des technologies de communication, la multiplication des banques de données Ceci implique la diffusion systématique de l'information dans les systèmes éducatifs, de la recherche et les milieux de l'entreprise

La commission a aussi proposé qu'à l'ère du commerce électronique, tous les Etats Africains doivent à moyen terme se relier au Réseau Mondial des pôles commerciaux (« Trade points ») créé pour la CNUCED afin d'intégrer à l'infrastructure globale de l'information en gestation le projet d'Université du Futur, pourrait contribuer au développement des ressources humaines africaines qu'exige la mise en œuvre de la « stratégie du raccourcir » fondée sur une utilisation massive de l'information au sens large, la nouvelle matière première stratégique du troisième millénaire

#### 5 Pour une Revitalisation de la Coopération Interafricaine

La commission a estimé que les gouvernements africains doivent réagir au régionalisme croissant dans le monde à travers une action unitaire organisée à l'échelle continentale dans le domaine du développement Ceci implique une redéfinition partielle du rôle des trois principales institutions la BAD, l'OUA et la CEA sans pour autant remettre en question leurs rôles respectifs

L'OUA pourra mettre d'avantage l'accent sur un rôle d'autorité morale, politique et une action normative destinée à fixer des objectifs sociaux, éducationnels et en

matière de réduction concomitante des dépenses militaires dans les pays membres avec la mise en place de mécanismes de suivi périodiques La BAD pourra mettre l'accent sur le développement des infrastructures physiques du continent en jouant un rôle d'intermédiation financière auprès des sources de financement privées étrangères dans le cadre de projets du type « BOT » et de promotion des investissements directs

Enfin la CEA pourra mettre à profit ses capacités analytiques pour entreprendre une analyse des politiques susceptibles de permettre à l'Afrique de bénéficier d'une intégration « Choisie » plutôt que « subie » dans l'économie mondiale

En guise de conclusion, la commission a estimé que l'Afrique doit organiser une alliance stratégique entre le savoir, le pouvoir et l'avoir pour générer de nouvelles synergies créatrice de développement

Enfin la commission a estimé que l'Afrique doit inverser la tendance à l'exode des cerveaux qui représente un transfert inverse de technologie au profit des pays du Nord

Nous devons remédier rapidement au « déficit d'anticipation » qui a caractérisé notre continent depuis plusieurs décennies L'objectif de création d'une monnaie unique africaine revêt une importance particulière dans ce contexte

CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS AND SCHOLARS  
(DAKAR, 21-26 MAY 1996)

COMMISSION 2 PROSPECTIVE ANALYSIS

CHAIRMAN PR IBRAHIMA FALL

RAPPORTEUR PR HAKIM BEN HAMMOUDA

Commission II examined and made a prospective analysis of the structural factors that will be influencing Africa's future at the dawn of the 21st Century

Communications, an important asset whose specific components are mentioned in the Sub-Commission Reports, sought to influence the major trends of the on-going evolutions and transformations which already account for the marginalization of Africa with the attendant aggravation of the economic crisis. In fact, ECA estimated Africa's average GDP growth rate for the 1990-1995 period at 1.3 %, which means that the income per capita decreased, according to the same estimates, at an annual rate of 1.38 % and that the African population is becoming poorer and poorer. These results are all the more mediocre as they contrast with the growth rates recorded in the rest of the Third World, estimated at 5.5 % in 1993, thereby generating an increase in per capita income by more than 3 %. This economic downturn, according to the ECA report, "emphasises that the structural weaknesses and extreme vulnerabilities that led to Africa's economic crisis still exist and that the governments and peoples of Africa might lose the decade of the -90s just as they lost that of the 80s unless they resolutely fight against the obstacles to economic growth"

The slowdown of growth and the deteriorating conditions governing access to international markets have reflected a decrease in African countries' export earnings. In 1993, the said export earnings were estimated at 73.3 billion dollars, which represented a decrease of about 0.2 % in relation to the estimate for 1992. At the same time, the value of imports increased slightly and in turn augmented the current account deficit of the African countries. As regards the continent's debt, the overall outstanding external debt increased by 2.4 % to reach 284.4 billion dollars in 1993.

During the same period, even though the debt service ratio decreased slightly, the debt-exports ratio went up. This situation was due to an increase in debt-service arrears owed by all the countries of Sub-saharan Africa.

On the other hand, one witnessed the marginalization of Africa in terms of international trade and the flow of direct international investments

The various Sub-Commissions considered that the evolutions occurring at both international and domestic levels mainly account for the on-going marginalization process. If these trends are consolidated in the 21st Century, they could speed up the destruction and exclusion of Africa. The three Sub-Commissions examined the following three aspects

- the on-going progress in the Information, Science and Technology sectors ,
- world economic trends ,
- responsibilities and internal developments in the States

Before developing these components, I would like to emphasize that my report is not meant to assess the impact of the debates and proposals. Moreover, it is possible for rapporteurs to be slightly subjective in their appreciation and presentation of the various proposals. I would therefore like to apologize in advance to Rapporteurs of the Sub-Commissions and to the speakers. I also count on their contribution to the enrichment of this general report in the course of the discussions.

## 1 PROGRESS IN SCIENCE, TECHNOLOGY AND INFORMATION SECTORS IN THE 21ST CENTURY

After a few hesitations, the characteristics of the new technological system or order is becoming visible in terms of computerization, biotechnologies, new materials and new information technologies.

These new technologies will greatly modify economic realities and North-South relations, more particularly

As regards computerization, it will be recalled, first of all, that this process emerged in a context marked by the technological

achivements made by the Ford organization which generated a crisis of productivity in the developed countries

In this context, the application of micro-electronics and the computerization of production systems were considered as a solution to the crisis besetting Ford's technical system. The industrial activities were computerized in three directions. First, the production sector was computerized, with focus on management and design-related activities, thereafter, there occurred an increased integration of computerized functions within the same production sector and in different production sectors.

This development caused a decrease in the human workload of industrial activities and rendered the production systems more flexible, thereby reducing the comparative advantages enjoyed by African countries in terms of labour costs.

On the other hand, the movement of technological change also affected production processes of traditional materials made from minerals and metals. Thus, innovations in the alloy, polymer glass fibre and ceramic sectors are being substituted for traditional metals.

The technological change also helped improve productivity of mining companies in the developed countries and this led to a considerable reduction of their production costs estimated in real terms at nearly 40 % in the United States in the 80s. This development prompted the mining companies to refocus their activities on sites in their countries of origin in so far as the productivity gains compensated for the low cost of Labour in Africa.

The development of new materials, productivity gains and recycling strategies resulted in an appreciable decrease in the demand for mineral products and a sharp fall in prevailing market rates in the 80s.

Besides the computerization process and the emergence of new materials, biotechnologies constituted another component of the technological paradigm in gestation. New products could be substituted for natural resources by means of biotechnologies. Thus, the cloning technology made it possible to produce tropical goods, various species of fruit trees, timber, paper pulp, etc, in the developed countries. Moreover, sugar beet and natural fibres are increasingly being substituted with synthetic products from research laboratories.

Finally, the on-going revolution in the information sector and the new communication technologies are only slightly developed in Africa, in spite of the advantages they could offer to African countries. In fact, for technical, financial and political reasons, few African countries are connected to the international information networks.

The phenomenon of technological change will greatly modify the economic realities and, more particularly, the configuration of North-South relations and that of the Third World, with the emergence of an Africa that is completely marginalized in international economic relations. Indeed it is noticed that, at all levels of economic activity, African countries are not only losing the comparative advantages they enjoyed but are also being marginalized in the world economic sector. Such tendencies definitively call into question theories propounded on "the new international division of labour" which, in the 70s, did count on the delocalization of labour-intensive industrial activities in underdeveloped countries as a means of enhancing the profitability of such activities and as an outlet for the development of Africa. Today, under the impact of technological innovations, there is more emphasis on themes concerning the loss of absolute advantages possessed by African countries and on the acquisition of new comparative advantages by developed countries.

These trends have been reinforced by the globalization of the economic structures.

## II ECONOMIC GLOBALIZATION AND EXCLUSION OF THE SOUTH

It will be recalled that, at the end of the 2nd World War, the world was structured around Nation-States that controlled economic activities and constituted the framework for the management of political affairs

In the developed countries, the Welfare State was based on a historic compromise between capital and labour with a rule linking increased productivity and wage increase, which accounted for the thirty glorious years. In the Eastern countries, one witnessed the development of the so-called socialist experiments

In Africa, the modernistic national movement set, as its first objective, efforts aimed at opposing the fragmentation of the colonial political territory and therefore called for an increased intervention of local communities in the modern territory. This opposition system was radicalized after the Second World War. All the liberation movements considered that access to political modernity-which the nationalistic political elites cherished so much as an alternative to a traditional political organization in crisis-was obligatorily contingent on political independence

Thus, the survival and reconstruction of the modern political environment became the major objectives pursued by nationalistic elites in the post-colonial period. These elites, who were influenced by the European traditional and modernistic ideal, considered that the pursuit of political modernization and the rationalization of economic structures hinged upon the adoption of the Nation-State as a form of political organization

However, as from the 70s, there occurred a rapid development of the economic globalization movement whose operational system transcended and definitively compromised the framework of the Nation-State, consequently, the main cause of the crisis besetting the international order lies in the contradiction between the rational environment as a territory for political management and the world environment as a framework for economic management

The said globalization is observed in the acceleration of the movement of goods intensification of capital flow and the emergence of firms that are increasingly internationalized and detached from their national bases

The globalization process is accompanied by an economy -funding movement In fact, since the productive investment is not profitable, the financial sector is becoming attractive to capital awaiting better investment conditions The mobility of such capital flows create a lot of uncertainties about national economies and compromises the effective regulation of the Nation-State

Finally, along with this marginalization five monopolies constituted

- the technological monopoly,
- the monopoly of financial movements
- the monopoly of access to natural resources
- the monopoly of means of communication
- the monopoly of arms of mass destruction

Africa now finds herself marginalized and totally helpless before the current technical, scientific and economic mutations

But the participants also pointed out the internal responsibilities in this marginalization, more particularly those relating to political and economic management in independent Africa

### III- LIMITATIONS AND EXPERIENCES OF MODERNIZATION

The modernist ideal which forged the nationalist consciousness and the praxis in the post-colonial State were influenced by classical positivist reason which has prevailed in Western thought ever since the XIXth century This deterministic ideal relied on the capacity of man availing himself of science and technology to change living conditions and exercise his control over a mechanical nature and a linear time This rationalist ideal was to influence the first nationalist elite born of the national liberation movements, and was the focus of the projects of

building the State-Nation in Africa The first project considered the State as the centre of its first attempt at political and economic modernization

Thus, after independence, the construction of the State-Nation became in all African countries the objective of the independent powers This type of social organization was to permit these countries to overcome the populations' various allegiances to unify them in a framework where the exercise and legitimation of power were founded on national bases On the other hand, in a context of asymmetrical international relations with two rival blocs during the Cold War, the building of States-Nations in the Third-World was not a matter of formal restructuring and institutionalization of independent spaces

Indeed, the building of the State-Nation in the South included an important political dimension in so far as the process was part of an attempt to make the Third-World autonomous and a determination to remain independent vis-à-vis the two blocs Thus, emerged the nationalist and modernizing Bandung State which set itself the objectives of renewing political structures and building up coherent economies capable of satisfying the basic needs of the populations

Now, this modernist project of the post-colonial State was deprived of its capacities of rationalizing the political order Indeed, directly called into question by important segments of the student and intellectual petty bourgeoisie, and more insidiously by the urban and rural populations, the post-colonial State quickly resorted to the traditional and patrimonial standard of power management based on a private appropriation of material resources and their distribution according to personal allegiances The modernist ideal of the State was thus questioned As the oppositions became stronger, the State more and more withdrew into its infra-statal social bases and reinforced its patrimonial character This crisis of the modern State was aggravated in the early 1980's by the economic crisis which reduced its capacities of action and at the same time broke up the

foundations of the social contract with the population. As a result, the formal submission of the latter became an open opposition that could disrupt the modern State's foundations. In this respect, there emerged in the early 1980's a civil society which sought to build up the autonomy of the society vis-à-vis the State. This crisis of the modern State and its questioning were exacerbated by the democratic conditionality imposed by international donors in the mid-1980's.

At the economic level the main limitations of the modernizing action of the State were as follows:

a- the crisis facing agriculture and farmers. Indeed, industrial development was achieved in these economies at the expense of agriculture, and their relative pricing system encouraged the transfer of surplus from agriculture to industry. This situation resulted in a reduction of the farmers' income and a large rural exodus towards the towns. Now, this shift of farmers from rural areas in the absence of significant improvements of productivity led to a reduction of agricultural production and increasing dependence upon the outside world in terms of food supply,

- the inadequate articulation between agriculture and industry did not permit any improvement of agricultural productivity and of the farmers' income. As a result, industry was to face a relatively narrow urban market, and enterprises were not able to use fully their productive capacities,

- the nature of industrial development which was limited to light industries which had a limited positive impact on the rest of the economy and did not permit the employment of the additional labour resulting from the rural exodus and the population growth,

- the industrial network being largely disorganized, the growth of the sector could not produce any positive effect at the external level and resulted in an increase of imports,

- an important recourse to the outside world for the import of technological input required for the industrial development which, for want of local capacity of control, entailed a strong technological dependence vis-à-vis Transnational Firms,
- a local banking system which, being mainly concerned with profit-making did not play any role in the funding of development. As a result, it was necessary to resort to external funding and more particularly to loans to obtain the financial means needed for industrial development;
- the role of Transnational Firms did not encourage the national integration of industrial activities through the import of all the goods required for production, and deprived the African countries of substantial financial means through the play of internal cession prices or profit repatriation

The combination of these contradictions resulted in a disfunctioning of the external balances and increasing resort to international loans. The effect of these constraints was all the more crucial as it coincided, at the international level, with the passage from international credit economy to international debt economy and the debt crisis. As a result, a serious crisis affected the African economy, entailing a reduction of investment and growth in the 80s. In the face of the debt crisis, these economies accelerated the rhythm of increasing exports and reduced their imports in order to obtain an excess of earnings needed for the payment of their debt. For some economies, this situation created negative net flows as from 1984.

Thus, this political and economic crisis caused the modern State to be strongly questioned and to gradually lose its legitimacy.

The crisis and loss of legitimacy of the State-Nation in the mid 80s caused a new attempt at modernization partly prompted by the criticism levelled by the modernist elite at the State. According to this criticism, the failure of the attempt at modernization in Africa was due to the strong presence of the State in the

regulation of the political order and the management of the economy. This interference led to the development of a client system, repression at the political level, and the inefficiency of economic action. According to these critics, the crisis could best be coped with by a new attempt at modernity which would imply the State's withdrawal from the political and economic management. It was in this context that the nationalist modernist elite was eliminated and replaced by a new technocratic elite of managers. The latter who were to control the State apparatus gradually were supported by international institutions and donors. They were to play an important role in the management of Structural Adjustment Programmes.

Now, the observer of the situation that has prevailed in the post-colony since the mid-1990's can but notice the failure of the new modernity of the 1980's and the inability of its pair (democracy and the market) to propose an alternative to the State-Nation order in crisis. Indeed, from the political point of view, for some years we have witnessed the suspension of the democratic interlude and the restoration of political authoritarianism with the blessing of donors invoking of the need of stability for the operation of the economy. On the other hand, the Structural Adjustment Programmes in most cases permitted a relative control of the large scale balances but failed to establish a new dynamics of growth linked with an insertion in the globalization movement.

Honourable Senior Minister of State,  
Honourable Chairmen of Commissions,  
Honourable Rapporteurs,  
Ladies and Gentlemen,

The participants in Commission II considered, in their prospective analysis, that, if the three trends I have just described were allowed to persist and become stronger during the XXIst Century, Africa's marginalization and impoverishment could only get worse. In this respect, it becomes vital to invent our future and reverse these trends. Three issues were examined by the participants and presented as a prerequisite for the emergence of a new trend.

- the crisis of the State-Nation and the need to imagine new spaces for the operation of the economic and political orders, more particularly in a wider opening to the regional spaces (panafricanism),
- the nature of the State to rebuild (a modern State), or invent a new view of the State,
- the nature of the economic project to be developed, and more especially the industrialization project

On the other hand, a number of recommendations were made

#### IV- RECOMMENDATIONS

##### 1 EDUCATION

a- In educational and training programmes, give absolute priority to the technical and technological quality taking into account the exploitation and upgrading of the African scientific and cultural heritage, and the promotion of the current and future technologies. In this connection, technical education and vocational training should prevail over general standard education

b- Specialize academic and research institutions in order to turn them into Excellence Centres and Poles in the following fields: computer science, electronics, mechanical engineering, social sciences, biotechnology, agricultural industry, management, research and exploitation of endogenous products in the field of health

##### 2 INFORMATION

- a - Socialize and democratize information through
  - implementing a voluntarist policy reducing the costs of access to and use of facilities for disseminating information in particular electricity and telephone,
  - using all modern media to make education and training accessible to all,

- promoting the establishment of observatories for technological watch

b -Reinforce panafrican institutions for information dissemination, such as the Panafrican News Agency (PANA), in order to supply data and interface banks among the various actors of research, knowledge, instruction/education, and know-how,

c - Create and consolidate the existing data bases in African regional institutions on technological information In this respect, the University of Future Africa could be a nodal point in the data base network

### 3 MARKETS

Considering the difficulties of access to external markets, African States must immediately apply agreements on the free movement of persons and goods, in order to create an African domestic market, if need be through the existing groupings, to the effect of promoting African integration

### 4 FUNDING

African States must

a- create a fund to finance technological inventions and innovations, for the purpose of their industrial production and commercialization,

b- devote at least 2% of their GNP to research, and establish a continental fund with regional decentralizations because without research there can be no salvation for Africa;

c- create an incentive institutional environment through a tax exemption for enterprises producing or exploiting high technology equipments, as well as for research and information dissemination centres,

d- within the UN, create a tax on the trade of equipment for information dissemination (computers, electronics, expert systems ) in developed countries , this tax is to be put in a fund intended to finance the acquisition by African States of the equipments concerned, in order to facilitate the dissemination of information and knowledge

### 5 TECHNOLOGICAL INNOVATION

a - Africa's salvation and conquest of a place in the XXIst Century world depend on research and education. In view of the transversal character of research, African States must grant the national structures concerned with it the hierarchical responsibility, authority and resources needed for the fulfilment of their mission.

b - It is necessary to protect with all means the African phylogenetic resources.

c - The African States must help with all means all the brains and competences of the diaspora to come back to Africa and contribute to its development, they must in any case facilitate their insertion in the Continent's economic and social fabric, or their contribution to Africa's development.

d - Like OAU Cheikh Anta Diop Prize, the African States must create a Prize of the President of the Republic for Science, and technological innovations and inventions.

e - The African States must create interface spaces between research and the general public (technoparks) on the one hand, and between research and production structures (technopoles).

#### 6 SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL COOPERATION

a - Provide efficient and effective support for African regional institutions operating in the scientific and technological fields.

b - Protect and support with all means African Scientific societies.

In conclusion, the African Intellectuals and Scholars meeting in Dakar, on May 21-25, 1996 state that with its many assets the African continent must envisage the future with optimism and self-confidence, and enter the XXIst Century without any complex whatsoever, as a respected partner fully playing its role in the concert of nations.

## CONFERENCE DE DAKAR

### RAPPORT GENERAL

Reunie du 21 au 25 mai 1996, à l'invitation du gouvernement du Senegal, la Conference de Dakar s'est interrogée sur le theme « **Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXIe siecle la réponse des Intellectuels et des Hommes de Culture d'Afrique** »

Au cours de la séance solennelle d'ouverture presidee par M. Abdou Diouf, president de la République du Senegal, la Conference a entendu, successivement une allocution de M. Herbert VIIAZAKI, au nom des participants, un message du secrétaire general de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali, et un important discours d'ouverture prononcé par le chef de l'état sénégalais

Les travaux de la conférence places sous la présidence de Me Abdoulaye Wade, ministre d'Etat auprès du président de la République ont d'abord eu pour cadres/simultanes trois commissions chargees des themes suivants

**Commission n°1 Relations de l'Afrique avec le monde développé**  
**Histoire et Bilan**

**Commission n° 2 Anticipation**

**Commission n°3 Inventer notre futur**

Au sein de chaque commission, il a été procédé à des échanges de vues dans trois (3) sous commissions puis en séances plénières de commission à l'issue desquelles un rapport de commission a été établi

411

La conférence a ensuite tenu deux séances plénières pour examiner et adopter les rapports des commissions avant d'étudier et d'adopter le rapport général de la conférence

En sus du rapport général, la Conférence a également examiné et adopté une Déclaration de Dakar et un document de suivi de la Conférence comprenant deux volets : un volet institutionnel et un volet programmatique

Par ailleurs, la Conférence a adopté une motion de remerciement au gouvernement de la République du Sénégal

Enfin une cérémonie de pose de la première pierre de l'Université du Futur Africain et d'inauguration du monument de cette Université s'est tenue à Sébikotane sous la présidence de Monsieur le Président de la République en présence des autorités sénégalaises, du corps diplomatique, des participants à la Conférence et d'une importante foule de citoyens et citoyennes du Sénégal. L'Université du Futur Africain est une initiative du gouvernement sénégalais, et elle a pour site l'emplacement même de l'ancienne Ecole Normale William Ponty, qui a été le berceau de formation de plusieurs générations de cadres et intellectuels africains ressortissants des pays de l'Afrique Centrale et Occidentale

Le présent Rapport Général fait la synthèse des travaux de la conférence de Dakar

## **INTRODUCTION**

L'idée qui sous-tend l'organisation de la Conférence de Dakar renvoie à deux constats et à une interrogation

Le premier constat porte sur la situation de marginalisation de l'Afrique dans les relations économiques internationales et sur les risques d'aggravation de cette situation au cours du *XX<sup>e</sup>* siècle, si rien n'est fait pour inverser ces tendances d'isolement

Le deuxième constat établit un lien historique entre les relations inégales de l'Afrique avec le monde d'une part, et, d'autre part, l'arrimage du continent au monde occidental, c'est à dire avec la perte par l'Afrique du contrôle de son propre destin

Enfin l'interrogation interpelle les Intellectuels et les Hommes et Femmes de Culture d'Afrique sur la vision d'espoir qu'ils ont de la place de l'Afrique dans le monde du XXIe siècle et sur les stratégies qu'ils proposent pour la réalisation de cette vision d'espoir

Pour répondre à cette question, la Conférence a d'abord procédé à une évaluation historique des relations de l'Afrique avec le monde développé, puis cherché à dégager en parallèle les paramètres de l'évolution et de l'économie mondiale au XXIe siècle, avant de faire examiner les voies et moyens par lesquelles l'Afrique pourrait forger son insertion heureuse dans le monde du XXIe siècle sur la base d'une politique volontariste de gestion optimale de ses ressources dans le cadre d'une intégration économique continentale conduite en coopération ou en rupture avec la communauté internationale

## II- EVALUATION CRITIQUE DE L'HISTOIRE DES RAPPORTS INTERNATIONALES DE L'AFRIQUE

A l'heure où le monde s'apprête à entrer avec enthousiasme dans le prochain millénaire et où, plus que jamais auparavant, les effets conjugués de la Science, de la Technologie, de l'Information et des Transports et Communications ouvrent les portes d'un avenir collectif de mobilité, de nomadisme, d'autonomie, d'échanges et de consumérisme jamais égalé un avenir source d'espérance et d'optimisme, l'analyse présente et prospective de la situation politique, sociale, économique et culturelle de l'Afrique a conduit nombre d'experts à conclure que « l'Afrique » est un « continent perdu », et que son « *avenir le plus probable est tragique (parce que) ce sera la seule région de toute la planète entièrement exclue de l'abondance* »

Depuis quelques années, ces doutes d'experts ont sécrété un afro pessimisme qui est de plus en plus instrumentalisé par des forces politiques obscures, à des fins évidentes de déculpabilisation de puissances occidentales, historiques, responsables de la traite esclavagiste de la colonisation et de l'exploitation des peuples africains, cet pessimisme sert aussi de fondements et justifications à des relents racistes et xénophobes qui occultent une tentative délibérée de reconquête coloniale du continent. Il s'agit également de justification anticipées, de fermeture des frontières occidentales aux ressortissants africains. Ce nouveau racisme doit être d'autant plus dénoncé et combattu qu'à la faveur des difficultés socio-économiques africaines du moment, il peut induire des attitudes et sentiments de doute sur l'avenir de l'Afrique au niveau d'une partie même de la jeunesse, voire de l'élite africaine.

La Conférence de Dakar, en replaçant la situation actuelle de l'Afrique dans l'optique historique générale, relève et rappelle que, de l'Antiquité au XVI<sup>e</sup> siècle, aussi longtemps que le destin du continent était déterminé par les Peuples africains eux-mêmes et non par des forces et facteurs extérieurs, l'Afrique a apporté aux relations internationales et, plus généralement à la civilisation universelle, la marque de son génie propre et une contribution tant matérielle, technique qu'économique, ainsi qu'une influence dont toutes les filles et tous les fils d'Afrique ont tout lieu d'être fiers. Cela atteste, au-delà même de la fragilité des thèses pseudo-scientifiques des nouveaux théoriciens du racisme antinoir, de l'aptitude des Peuples africains à attaquer de front et à surmonter les difficultés actuelles, et qui sont, faut-il le rappeler, les conséquences directes d'un système d'échange inégal imposé, et dont les formes les plus spectaculaires ont été l'Exploitation, la traite esclavagiste, la colonisation et l'actuel Ordre économique international. Ces difficultés sont également les conséquences d'une gestion désastreuse des richesses du continent depuis les indépendances qui a conduit à un endettement excessif de l'Afrique et à d'autres pratiques qui ont ébranlé la confiance même de certains Africains dans leur propre capacité à relever le défi actuel de l'Afrique.

Cependant et malgré les effets de tant de siècles d'exploitation étrangère, les richesses économiques actuelles de l'Afrique, judicieusement exploitées dans l'intérêt principal des peuples africains, selon des méthodes et techniques appropriées, dans un contexte

d'intégration économique auto centrée qui prend en compte les insuffisances et échecs de politiques économiques volontaristes récentes, peuvent constituer d'importants facteurs de réalisation d'un futur commun à la mesure des légitimes espoirs des peuples africains

Outre la remise en cause méthodique des relations économiques internationales inégales que l'on continue d'imposer à l'Afrique, il importe, selon les Intellectuels et les Hommes et Femmes de Culture d'Afrique, de créer les conditions de la paix et de la stabilité socio-politiques au sein des Etats africains comme dans les relations inter étatiques

Après une analyse minutieuse des conséquences du découpage territorial du continent sur la paix et la stabilité en Afrique, les Intellectuels et Hommes et Femmes de Culture, tout en relevant l'impact ambivalent que les frontières héritées de la colonisation et leur contestation ont pu exercer sur le cours des événements pendant les trente cinq années d'indépendance ont insisté sur la nécessité d'une refondation de l'Etat africain post colonial sur les principes d'une démocratie dont les modalités d'application, pour être viables, doivent s'ancrer dans le patrimoine socio-culturel africain fait de respect des identités de participation, de responsabilisation, d'autonomie et de décentralisation, ainsi que de solidarité, ceci à tous les niveaux, plus particulièrement au niveau des populations à la base

### **III - EVALUATION CRITIQUE DES OBSTACLES ET DEFIS D'INSERTION DE L'AFRIQUE DANS L'ECONOMIE DU XXI<sup>e</sup> SIECLE**

Si la construction d'un futur viable de l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle relève fondamentalement d'une volonté politique des Africains, cette volonté politique doit procéder d'une claire conscience des obstacles et des atouts de l'Afrique à la lumière de l'état actuel des forces profondes qui structurent les relations internationales actuelles, ainsi que de l'évaluation prospective des principales tendances des évolutions et transformations en cours

Au nombre des facteurs bloquant du développement futur du continent, les participants ont relevé des causes de caractère principalement endogènes d'ordre culturel (décalage des

mentalités par rapport aux impératifs de l'environnement international), démographique (non maîtrise de la croissance démographique au regard de la situation économique), politique (inadaptation des institutions et des systèmes aux valeurs et aspirations démocratiques des peuples), sociaux (pauvreté, maladies, ignorance) et économiques (vétuste des installations industrielles, faible productivité, crise de l'agriculture, l'environnement économique) D'autres facteurs bloquants sont de caractère principalement exogènes et sont liés à la maîtrise des progrès des Sciences, des Technologies, de l'Information et à leur impact sur les structures économiques et commerciales sur les rapports internationaux à la lumière de la mondialisation et de ses effets sur la configuration des rapports Nord-Sud

A cet égard, après avoir relevé que les contours de l'ordre technologique mondial du début du XXI<sup>e</sup> siècle semblent se dessiner autour de l'automatisation, des biotechnologies, de l'information, les participants notent que ces nouvelles technologies vont profondément modifier les réalités économiques en général, et affecter davantage les rapports inégaux Nord-Sud. En particulier elles risquent de détériorer encore davantage les conditions d'accès des profits africains aux marchés internationaux. C'est ainsi que l'effet conjugué de ces technologies réduit déjà considérablement le contenu en travail humain des activités industrielles en même temps qu'il accroît, au contraire, la flexibilité des systèmes nouveaux de production, ce qui aura pour conséquence une diminution notable des avantages comparatifs liés aux coûts de main d'œuvre, de nombre de produits africains.

Cela affectera aussi la compétitivité des matériaux traditionnels d'origine minière et métallique face aux nouveaux matériaux et autres produits substitutifs de synthèse développés dans les pays industrialisés.

De même l'amélioration de la productivité des entreprises minières dans les pays développés, entraîne une réduction des coûts de production de près de 40%, affecte les avantages liés au faible coût de la main d'œuvre dans des pays du Tiers Monde en général, en Afrique en particulier.

Enfin l'émergence de biotechnologies rend possible la production dans les pays développés de produits nouveaux, substituts des ressources naturels tropicaux tels le bois de construction, la pâte à papier, le sucre de canne, les fibres textiles naturels, etc

Tout ceci entraîne une érosion des avantages comparatifs commerciaux pour les produits africains, en même temps qu'il remet en cause les thèses et politiques de décolonisation dans les pays en développement des activités industrielles intensives en travail

Parallèlement à cette évolution de perte de compétitivité, l'Afrique risque de se heurter de plus en plus à l'impact du phénomène de mondialisation de l'économie, à moins qu'elle n'anticipe en intégrant l'Etat nation africain en tant qu'espace de gestion du politique dans l'espace continental africain d'intégration économique, comme sous ensemble de l'espace mondial qui structure le fonctionnement désormais de l'économie. Cette mondialisation de l'économie s'accompagne de la constitution de monopoles des technologies, des mouvements financiers, de l'accès aux ressources naturelles et des moyens de communication

Face à ce relevé indicatif des obstacles et faiblesses qui expliquent, en partie, la marginalisation actuelle de l'Afrique dans l'économie mondiale et qui sont susceptibles d'aggraver à l'avenir ce phénomène alarmant, il devient vital pour le futur de l'Afrique de concevoir et d'appliquer avec détermination, ordre, discipline et flexibilité, une politique volontariste de renversement de ces tendances négatives et de réinsertion de l'Afrique dans le cœur de l'économie mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle, en qualité de partenaire égal parce que dynamique

#### **IV - INVENTER ET FORGER L'AVENIR DE L'AFRIQUE STRATEGIES DE SORTIE DE CRISE**

Pour jouer un rôle de partenaire égal avec les autres acteurs du monde du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Afrique doit mettre en œuvre et gérer des stratégies autonomes de développement tant globales que sectorielles

Dans ce cadre, un intérêt particulier doit être attaché à l'exploitation judicieuse de son stock de ressources humaines, notamment à travers

- le redressement et la rénovation du générateur » de ce stock, qu'est le système éducatif, en l'adaptant besoins et aux ambitions de l'Afrique, et en le dotant de moyens tant humains que financiers conséquents

- la promotion d'une pédagogie de la réussite et de l'excellence, enracinée dans les systèmes culturels africains et fondée sur le culte du défi et de l'innovation, et rompant avec les attitudes de consommation passive

- l'aménagement prioritaire de programmes d'éducation, de formation et de perfectionnement technique et technologique, prenant en compte la valorisation du patrimoine culturel et scientifique africain ainsi que l'impératif de maîtrise des technologies nouvelles ,

la création, la coordination et le soutien de structures d'enseignement et de recherche scientifiques de haut niveau, sous formes de pôles et centres d'excellence fonctionnant en synergie avec des structures similaires à travers notamment dans les nouveaux pays industrialisés, dans des domaines prioritaires tels l'information, l'électronique, le mécanique la biotechnologie, l'agro-industrie, la gestion, la santé, etc, ainsi que l'encouragement des associations scientifiques africaines ,

la création d'espaces d'interface entre la recherche et le grand public (technoparcs) et entre la recherche et les structures de production (technopôles) ,

le recours systématique aux supports modernes de diffusion de l'information pour mettre l'éducation et la formation à la portée de tous, et la liaison systématique entre les cultures locales et les exigences de la maîtrise scientifique et technologique ,

la promotion systématique de la culture scientifique et technologique et d'une culture de la créativité depuis les premiers paliers de la formation jusqu'au niveau le plus élevé de l'éducation, de la formation et de l'invention, y compris par l'institution de grands prix nationaux et continentaux pour les sciences, les inventions et innovations technologiques à l'instar du prix Cheikh Anta Diop créé par l'OUA ,

la valorisation et la protection des inventions et des innovations progressistes ,

la constitution de banques de données panafricaines des compétences, des opportunités, des réalisations et des défis scientifiques et technologiques dans les différents secteurs de développement de l'Afrique ,

la réduction du train politique de vie des gouvernements et des appareils d'Etat y compris l'appareil militaire, en faveur de la promotion de la science et de la technologie, notamment à travers la création d'un fonds panafricain, à hauteur de 2% du produit national brut, pour le financement des inventions et innovations technologiques en vue de leur production industrielle et de leur commercialisation ,

la protection des ressources phylogénétiques africaines

la lutte contre le couple sida tuberculose

Si elle veut relever avec succès le défi de son insertion, en partenaire égal et respecté, dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Afrique doit inscrire ses stratégies de levée de ses obstacles internes et de maîtrise des progrès et applications scientifiques, technologiques, d'information et de communications dans la tendance dominante de productivité renforcée, qui se traduit par l'émergence et la consolidation de blocs économiques et commerciaux de dimensions continentales qui, dans le cadre de la concurrence économique acharnée à l'échelle du monde, ont vocation à jouer les rôles d'acteurs principaux aux côtés et au détriment des Etats pris individuellement

Dans ce contexte, les intellectuels et les hommes et femmes de culture d'Afrique reaffirment l'intégration économique panafricaine comme une voie incontournable et urgente de développement de l'Afrique, de préparation et de renforcement de sa force d'intervention et de négociation dans les grandes décisions économiques qui modèleront la physionomie du monde du prochain millénaire. Tout en déplorant que des divergences et oppositions stériles n'aient pas permis, au cours de trente premières années d'indépendance politique, de mettre en œuvre d'une manière même institutionnelle la revendication pourtant fondamentale de l'unité économique du continent, ils accueillent avec fierté et espérance la conclusion du traité d'Abuja de 1991 créant la Communauté économique panafricaine et se rejouissent de son entrée en vigueur depuis 1995. Ils lancent un appel pressant aux Etats africains qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils ratifient rapidement ce traité.

A leur avis, l'intégration économique, outre ses effets bénéfiques sur la promotion de la croissance et du progrès social, peut également contribuer à transcender nombre d'obstacles au développement comme les tensions et conflits de caractère ethnique, religieux, racial ou régional qui affectent nombre de pays africains.

Par ailleurs, les participants à la conférence de Dakar considèrent que ce processus d'intégration, pour être menée de manière efficace et optimale, implique un ajustement urgent des rôles respectifs des trois principales institutions continentales, compte dûment tenu de leurs aptitudes et degrés d'efficacité réels, respectivement en matière politique, normative, sociale et culturelle pour l'OUA, dans le domaine du développement des infrastructures physiques du continent, d'une médiation financière pour le financement de projet « BOT », et de promotion des investissements directs, pour la BAD, d'analyse des politiques propres à favoriser une intégration choisie plutôt que subie, pour la CEA.

Dans ce contexte de la nécessité et de la priorité absolues de l'intégration économique de l'Afrique, les participants à la conférence de Dakar reaffirment l'importance et l'urgence qui s'attache au renforcement institutionnel et à l'efficacité opérationnelle des communautés

economiques regionales en tant que piliers et instruments incontournables pour la realisation de la Communaute economique panafricaine

Ils appellent aussi a des mesures rapides pour la realisation des infrastructures africaines de transports et communications, une anticipation de la libre circulation des personnes et des biens au sein de la Communauté continentale ainsi que pour la création dans les meilleurs délais d'un mecanisme monetaire africain endogène

Enfin les intellectuels et les femmes et hommes de culture d'Afrique souhaitent que les populations africaines en general, les acteurs socio-économiques, politiques et culturels en particulier, y compris les organisations de la société civile, les jeunes, les femmes, les écoles et universités les formations politiques, les populations frontalières, les operateurs économiques et les agents des services administratifs nationaux concernes par l'intégration économique au quotidien, soient informés et formes de leurs droits et devoirs au regard des enjeux et de la realisation de l'intégration économique comme facteur essentiel d'insertion harmonieuse de l'Afrique dans le monde du XXIe siècle

## **V - ROLE DES INTELLECTUELS**

Dans cette œuvre exhaltante d'invention et de réalisation d'un futur africain viable dans le monde du XXIe siècle, chaque Peuple africain et, en son sein, chaque composante sociale, économique et politique, chaque individu ou groupement doit assumer sa part de responsabilité dans la construction du développement continental, et pouvoir jouir des fruits de ce développement sur un pied d'égalité et dans le cadre d'une solidarité agissante C'est pourquoi les Intellectuels et les Hommes et Femmes de Cultures réunis à Dakar réaffirment solennellement le devoir de l'intelligensia africaine, en Afrique et dans la diaspora, de se mobiliser pour contribuer à assurer à l'Afrique une place convenable dans les relations internationales du prochain millénaire

A cet égard, la Conférence de Dakar lance un appel pressant aux gouvernements africains pour une politique résolue d'arrêt et de retournement de la tendance de l'exode des cerveaux africains qui représente un transfert inverse de technologie gravement préjudiciable au développement de l'Afrique dans la perspective du XXI<sup>e</sup> siècle

Rappelant enfin que la force du Savoir, qui est la caractéristique de l'intellectuel, doit également être jugée à l'aune des rapports réels qu'il entretient avec l'Avoir et avec le Pouvoir, les participants à la Conférence de Dakar relèvent qu'à la faveur des évolutions récentes, chacun des trois domaines de compétences s'est érigé en pouvoir propre, et dont les interactions déterminent en grande partie l'orientation et le contenu des forces profondes qui modelent le monde du futur. Ainsi l'Afrique doit-elle s'attacher à assurer la synergie de ces trois composantes de son paradigme social, afin d'opérer avec succès les raccourcis sans lesquels elle ne saurait rattraper son retard actuel, et pour avoir un développement qui lui assure une place de partenaire égal dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle

C'est pourquoi les Intellectuels et les Hommes et Femmes de Culture d'Afrique réaffirment leur détermination à continuer de mettre, de manière plus active et engagée, leurs capacités culturelles, scientifiques et technologiques au service de la promotion et du respect de l'identité culturelle, de la démocratie, du développement et de la justice sociale en Afrique, et de prendre une part plus active et directe dans la dynamique de recentrage du continent dans

le monde qui se construit, aux côtés et en coopération avec les forces politiques et sociales comme avec les forces économiques et financières, dans le seul intérêt supérieur des Peuples africains, afin d'inventer et de forger pour l'Afrique un avenir d'espoir dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle

Republic of Senegal  
One People - One God - One Faith

-----  
**PRESIDENCY OF THE REPUBLIC**  
-----

**THE SENIOR MINISTER OF STATE TO THE CABINET  
OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC**  
-----

**CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS  
AND PEOPLE INVOLVED IN ARTS AND HUMANITIES**  
-----

**TOPIC**

**What status for Africa in 21st century world /**  
The answer from African Intellectuals and People involved in Arts and Humanities  
-----

**APPEAL TO AFRICAN INTELLECTUALS  
AND PEOPLE INVOLVED IN ARTS AND HUMANITIES**  
-----

By  
**Maitre Abdoulaye WADE**  
Senior Minister of State  
of the President of Republic

**DAKAR, 21st-26th MAY 1996**

## APPEAL

As said in substance by a renowned economist and supporter of J. M. KEYNES' theory, if revolution basically consists in transforming or even destroying and replacing structures, then violent revolution is nothing but a mode of change characterised by its brutality and suddenness.

Indeed, the event that is taking place before us is indisputably a true revolution in the sense that we have been witnessing the disappearance of generally multiscalar structures simultaneously with the creation of structures that are not firmly established yet.

Some contemporary thinkers present the history of mankind to us as a succession on three waves, each of which springs from the preceding one.

And men are created in such a way that they are sometimes unaware that they are standing in a new wave and therefore behave as if they were still in the old one.

The era of recrimination is over and so are the condemnations of systems that have now gone down in history. Recrimination does not feed people. Therefore, we Africans deem it more expedient to organise ourselves and ensure our mastery of the rules of the game that govern the world, which implies, above all, their perfect knowledge.

The distinguished futuristic political experts referred to actually teach us that the important aspect of the third wave, which has already dawned and is to characterise the next century, consists in the development of mankind and their level of information, relations between individuals regardless of racial parameters, the state of development and the opposition between industrialised countries and agrarian developing countries as the traditional natural resources have to be exhausted or replaced with manufactured substitutes in the context of scientific advancement.

However, doing away with recrimination does not mean ignoring history. So true is that to make progress, people need moral forces that they draw from their past and cultural background. In some way, people have to stand steadily on their past to anticipate the future.

## I - THE GREAT TRENDS MARKING THE EVOLUTION OF THE AFRICAN CONTEXT

African's future comes within the future of mankind which is undergoing considerable mutations with the result that there will be no resemblance between tomorrow's world and the one drawing to a close

In this paper, we will not dwell on certain serious challenges to our progress which we will set aside for treatment by the conference - desertification the relationship between population and human resources illiteracy economic marginalisation, etc

So we can now illustrate certain axes of trends in the world evolution

1 - The industrial civilisation which lasted nearly two centuries in spite of some brief periods of protectionism, essentially consisted in the economy of nations as an entity of individuals in a free-enterprise and free trade system

In its second phase which began after the second world war\* the economy of nations was supplanted by international economy a higher form of liberal economy organized around supranational institutions - United Nations Organization the Bretton Woods agreement, Establishing IMF and the World Bank GATT and other international institutions enacting certain rules with which all nations have to comply

2 - A huge gap was created in 1971 with the detachment of the dollar from the gold standard that toppled over the international monetary system

The former colonies that had achieved independence for about ten years were weakened by the survival of neo-colonial structures whose constant drains on the economy were not compensated through bilateral aid which even though important, was not well understood by public opinion in the donor countries

3 - Upon the exhaustion of bilateral aid, the multilateral one emerged and soon imposed its law of adjustment on countries whose leaders are still unaware of the scope the inherent problems and the level of their responsibilities

4 - Vast economic communities are being established in several regions of the world sometimes with political projects in view e.g the European Union the North

American Free Trade Area, the Economic Community of Pacific Countries, the Euro-Asian Project of Bangladesh, etc

The type of integration is just beginning to emerge in Africa even though there is obviously no other way out

Political liberalism or tolerance and respect for republican freedoms exclusively credited with a few European peoples, is now assuming a planetary dimension that seems to be extending to all countries of the world. It is the era of the rule of law or the state of law, which, despite certain vicissitudes, is increasingly asserting itself as a universal norm

6 - Economic Liberalism first concerned only a few countries included in a network of international relations and some peoples who adapted to a GATT that tried to gradually alleviate the obstacles to international trade as it was aware of the reality. However, that process is now supervised by the world trade organization which is to establish an absolute free trade system in some 200 countries representing the world's five to six billion population

The smooth flow of capital and developments in trade will be the backbone of a market we can hardly imagine, perhaps in a world of superpower monopolies as a logical outcome of the liberalism if it is not controlled

7 - Added to the depreciation of frontiers is the depreciation of state which will be reduced to the minimum of structures to make room for autonomous regional entities directly managed by the populations. The future world will witness the era of grassroots democracy or one in which people will manage their own affairs through local authorities (communes) and indigenous regional institutions of each country

8 - With the progress in science, anything can be done anywhere and this will run definitively the theory of comparative advantages which will then be purposeless

9 - Satellites will perfectly clear up the world so that information and knowledge will be transmitted and diffused in real time

10 - With the domination of information technology a new breed of illiterates will emerge, namely, all those who cannot type on the keyboard, read on the screen, pass or decipher a message

They will be as illiterates as those who cannot read and write today

11 - There are a number of serious obstacles to Africa's progress which we have to overcome, especially AIDS, which is threatening even our own existence

12 - Nevertheless, Africa is indispensable to humanity on account of her various contributions and her vast potential in terms of human material and moral resources

## II - AFRICA HAS ALWAYS BEEN IMPELLED BY EXTERNAL WORLD

I spoke earlier on about drawing on our historical background. Yet throughout her history, Africa has always been influenced by external forces

### For instance

Right from the beginning of the international mercantile trade that preceded the era of industrialization our continent was initiated into the triangular trade with Europe and America which culminated in three centuries of slave trade

with the abolition of slave trade came colonization that marked a break with our traditional institutions which the colonizer endeavoured to wipe off by substituting them with those he had conceived for us

- political independence has somehow gave way to economic neo colonialism and then to bilateral co operation which is now expressed through multilateral co-operation

Now, to secure the basic requirements for its development the African state has to implement an adjustment plan enmeshed in a series of conditionalities that limit or even suppress its scope of freedom and capacity for decision making

The final outcome is that our relations with the developed countries are now marked by a permanent feature despite the changes in the nature and levels of our relations our fate has always been determined by external forces

6

### III - THANKS TO HER STOCK OF CULTURAL, INTELLECTUAL AND MORAL RESOURCES, AFRICA COULD FINALLY SHAPE HER OWN DESTINY THE RESPONSIBILITY OF AFRICAN INTELLECTUALS AND PEOPLE INVOLVED IN ARTS AND HUMANITIES

In an era marked by the triumph of political and economic liberalism and hence at a time heralding the era of liberty, an exceptional moment when Africa has succeeded in securing a wealth unprecedented in her history human resources of high intellectual standard, cultural and moral resources modern knowledge and know how the question remains whether we are now going to be shaped by external forces or whether we can shape our own future. By opting for what should be Africa's status in era 21st century world and formulating strategies to that effect

Only Intellectuals have an answer to this question it is because the answer is pre-eminently the result of a research embracing history and integration current data in all their political, economic, cultural and social dimensions

**1 -** On this basic, « **anticipation** » may be presented in the context of a scientific futurology deeply rooted in our past and present history but sustained by the strong will to reorientate the serious trends influencing our destiny in short the will to modify the course of history

#### **2 - Inventing our future**

Can we overcome the obstacles strewn before and which like AIDS continue to threaten our existence?

It is for this reason that African intellectuals are being urged to find an answer to the question yes or no, can we anticipate and shape our future?

In the light of the foregoing considerations African Intellectuals and People involved in Arts and Humanities, prominent personalities and thinkers within the continent and in the diaspora are invited to provide answers in the course of a Conference that will be held in Dakar from 21st to 26th may 1996

**Drafted in Dakar, on 19th February 1996**  
**Maître Abdoulaye WADE,**  
**Senior Minister of State to**  
**the President of Republic**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple Un But Une Foi

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LE MINISTRE D'ETAT  
AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Ref Doc 1

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES INTELLECTUELS ET  
HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE**

**THEME**

**Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ?**

La Réponse des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique

**APPEL AUX INTELLECTUELS ET HOMMES DE  
CULTURE**

Par

Maitre Abdoulaye WADE  
Ministre d'Etat  
aupres du President de la Republique

DAKAR, 21-26 MAI 1996

## APPEL

Si la révolution est essentiellement, comme l'a dit en substance une célèbre économiste dépositaire de la pensée de **J M KEYNES**, la transformation, voire la destruction, des structures et leur remplacement, la révolution violente n'est qu'un mode de changement qui se singularise par sa brutalité et sa soudaineté

Incontestablement, ce qui se déroule sous nos yeux est une véritable révolution en ce sens que nous assistons à la disparition de structures souvent pluriséculaires et que se créent des structures dont l'installation n'est même pas encore achevée

Des penseurs contemporains nous présentent l'histoire humaine comme une succession de trois vagues dont chacune prend naissance dans celle qui la précède. Et les hommes sont ainsi faits qu'il leur arrive de n'être même pas conscients du fait qu'ils ont les pieds dans une nouvelle vague mais se comportent comme s'ils étaient toujours dans l'ancienne

L'ère des récriminations est révolue et avec elle, les condamnations de systèmes qui n'appartiennent plus qu'à l'histoire. La récrimination ne nourrit pas son peuple. Aussi pour nous Africains, vaut-il mieux nous organiser et nous assurer la maîtrise des règles du jeu qui mènent le monde, ce qui implique avant tout leur parfaite connaissance

Les éminents politologues futuristes auxquels nous avons fait allusion nous affirment que ce qui sera important dans la troisième vague qui a déjà pris naissance et va caractériser le siècle prochain, c'est la formation des hommes et leur degré d'information, les rapports entre individus, plus que la race, plus que l'état de développement, plus que l'opposition pays industrialisés / pays agraires en développement, les ressources naturelles classiques devant être épuisées ou remplacées par des substituts fabriqués grâce au progrès scientifique

Mais bannir la récrimination n'implique pas la méconnaissance de l'histoire tant il est vrai que pour progresser, un peuple a besoin de forces morales qu'il puise dans son passé et sa culture. Il doit, en quelque sorte, s'adosser sur son passé pour regarder l'avenir

### **I. Les grandes tendances de l'évolution du contexte de l'Afrique**

L'avenir de l'Afrique s'inscrit dans l'avenir de l'humanité qui est en train de connaître des transformations majeures qui font que le monde de demain ne ressemblera à rien à celui qui s'achève

Nous n'aborderons pas dans cette présentation certains paramètres lourds de notre évolution et nous laisserons à la conférence le soin de les traiter : désertification, population dans ses rapports avec ses ressources humaines, analphabétisme, marginalisation économique, etc

Cela dit, nous pouvons illustrer certains axes de la tendance de l'évolution mondiale

1 - La civilisation industrielle qui a dure environ deux siècles a été, dans sa plus grande partie en dépit de brèves périodes de protectionnisme, **l'économie des nations** en tant que collectivité d'individus dans le régime de libre entreprise et de libre échange

Dans sa deuxième partie qui commence après la deuxième guerre mondiale, l'économie des nations a été supplantée par une forme évoluée d'économie libérale **l'économie internationale**, organisée autour d'institutions supranationales Organisation des Nations Unies, Accords de Bretton Woods créant le FMI et la Banque Mondiale, GATT et autres institutions internationales qui édictent des règles auxquelles toutes les nations doivent s'ajuster

2 - Une brèche béante est ouverte en 1971 avec le décrochage du dollar par rapport à l'or qui fait basculer le système monétaire international

Les anciennes colonies devenues indépendantes depuis une dizaine d'années sont fragilisées par la survivance de structures néo-coloniales dont les ponctions ne sont pas compensées par l'aide bilatérale pourtant importante mais mal comprise par l'opinion dans les pays donateurs

3 - Devant l'essoufflement de l'aide bilatérale, le multilatéral prend le relais et bientôt, impose sa loi de l'ajustement pour des pays dont les dirigeants n'ont pas toujours conscience de l'ampleur des problèmes et de l'étendue de leur responsabilité

4 - De vastes communautés économiques se constituent dans de nombreuses régions du monde avec parfois un projet politique l'Union Européenne, la zone de libre échange nord américaine, la Communauté Economique des pays riverains du Pacifique, le Projet Europe Asie de Bangkok, etc

Ce type d'intégration en est encore, en Afrique, à l'âge du balbutiement bien qu'il soit apparu très clairement qu'il n'y a pas d'autre issue

5 - Le libéralisme politique ou tolérance et respect des libertés républicaines que seuls quelques peuples d'Europe connaissaient prend maintenant une dimension planétaire et tend à s'étendre à tous les pays du monde C'est l'ère de la Primauté du droit ou de l'Etat de droit qui, malgré quelques vicissitudes, s'impose de plus en plus comme norme universelle

6 - Le libéralisme économique qui ne concernait que quelques pays insérés dans le réseau des relations internationales et quelques peuples qui s'accommodaient d'un GATT qui conscient de la réalité des barrières douanières, essayait de réduire étape par étape les obstacles au commerce international, est désormais sous la surveillance de l'Organisation Mondiale du Commerce qui va instaurer le libre échange absolu à quelques 200 pays représentant les cinq à six milliards d'êtres de la planète

La grande fluidité des capitaux et des courants d'échange sera l'épine dorsale d'un marché que nous pouvons à peine imaginer, monde probablement des monopoles supérieurs qui sont l'aboutissement logique du libéralisme si rien ne ralentit sa course

7 A la dévalorisation des frontières, s'ajoute la dévalorisation de l'Etat qui va se réduire au minimum de structures pour laisser place à des entités régionales autonomes directement gérées par les populations. Le monde futur sera l'ère de la démocratie par la base ou gestion par les populations de leurs propres affaires à travers les communes et les institutions régionales internes de chaque pays

8 Le progrès de la science va permettre de faire n'importe quoi, n'importe où, ruinant définitivement la théorie des avantages comparatifs devenue sans objet

9 Les satellites vont rendre le monde parfaitement transparent et l'information et la connaissance se diffuseront et se transmettront en temps réel

10 La domination de l'informatique créera de nouveaux analphabètes, à savoir tous ceux qui ne sauront pas taper sur un clavier, lire sur un écran, transmettre et décoder un message. Ils seront aussi analphabètes que ceux qui, aujourd'hui, ne savent pas écrire

11 Au progrès de l'Afrique s'opposent des obstacles lourds qu'il nous faudra bien lever, particulièrement, le sida qui menace même notre existence

12 L'Afrique, malgré tout, est indispensable à l'humanité par ses apports divers et par son immense potentiel de ressources humaines, matérielles et morales

## **II L'Afrique a toujours été déterminée de l'extérieur**

Je parlais de nous adosser sur notre histoire. Or, aussi loin que l'on remonte dans celle-ci, l'Afrique a toujours été déterminée de l'extérieur

Dès les débuts du commerce international mercantile prélude à l'industrialisation, notre continent est introduit dans le commerce triangulaire dont les deux pôles étaient l'Europe et l'Amérique, avec à la clé trois siècles d'esclavage

- L'esclavage aboli a été remplacé par la colonisation qui a marqué notre rupture avec nos institutions traditionnelles que le colonisateur s'est efforcé de réduire pour les remplacer par celles qu'il a conçues pour nous

L'indépendance politique s'est accommodée tant bien que mal du néocolonialisme économique, puis de la coopération bilatérale et, maintenant, de la coopération multilatérale

Désormais, pour disposer du minimum de moyens nécessaires à son développement, l'Etat africain est obligé d'accepter d'être placé sous ajustement assorti de multiples conditionnalités qui restreignent, voire suppriment, son espace de liberté et de décision

De sorte que, jusqu'ici, il y a une constante dans nos relations avec les pays développés en dépit des mutations dans la nature et les formes des relations qui nous lient, notre sort a toujours été déterminé de l'extérieur

### **III. Grâce à son stock de ressources culturelles, intellectuelles et morales, l'Afrique pourrait enfin se déterminer Responsabilité des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique**

Au moment du triomphe du libéralisme politique et du libéralisme économique, au moment donc où s'instaure l'ère de la liberté, moment exceptionnel où l'Afrique a réussi à bénéficier d'un stock sans précédent dans l'histoire, de ressources humaines de haute qualité intellectuelle, de ressources culturelles et morales, de connaissances modernes et d'expertise, la question est de savoir si, cette fois, nous allons attendre d'être « déterminés » de l'extérieur ou si nous pouvons anticiper notre devenir c'est à dire faire l'option de ce que doit être la place de l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle et élaborer les stratégies qui doivent nous y conduire

La réponse à une telle question ne peut venir que des intellectuels. Parce qu'elle est avant tout la résultante d'une oeuvre de réflexion embrassant l'histoire et intégrant les données actuelles dans toutes leurs dimensions politiques, économiques, culturelles et sociales

#### 1 L'anticipation

Sur cette base, l'anticipation peut donc se présenter comme une prospective scientifique solidement ancrée dans notre passé et dans notre présent, mais soutenue par la ferme volonté d'infléchir les paramètres lourds de notre destin, bref la volonté de modifier le cours de l'histoire

#### 2 Inventer notre futur

Oui ou non pouvons nous triompher des obstacles qui se dressent devant nous et d'abord ceux qui, comme le sida, menacent notre existence ?

C'est pourquoi les intellectuels africains sont sommés de répondre : oui ou non pouvons nous anticiper notre devenir, inventer notre futur ?

Voilà pourquoi les Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique, sommités et penseurs de notre continent et de la diaspora sont invités à fournir des réponses au cours d'une conférence qui se tiendra à Dakar, du 21 au 26 Mai 1996

Dakar, le 19 Février 1996  
**Maître Abdoulaye WADE**  
 Ministre d'Etat auprès du  
 Président de la République

REPUBLIQUE DU SENEGAL

===0-0-0===

CONFERENCE INTERNATIONALE DES INTELLECTUELS  
ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE

====0-0-0====

**POUR LE 21ème SIECLE AFRICAIN**

**UN HOMME NOUVEAU DOIT NAITRE**

**Par le Professeur José-Marie AFOUTOU**  
Biologiste de la Reproduction et du Développement Humains  
Université Cheikh Anta DIOP de DAKAR

====0-0-0====

## INTRODUCTION

Selon HEIDI et ALVIN TOFFLER, d'émitts politologues futuristes, le 21ème siècle sera caractérisé, entre autre, par la formation des hommes, leur degré d'information et les rapports entre individus etc. André MALRAUX a dit ' Le 21ème siècle sera spirituel ou ne sera pas. Plus près de nous et chez nous Leopold Sedar SENGHOR a répété sans cesse "l'homme est au commencement et à la fin du développement"

Pour notre part, non seulement nous prenons à notre compte ces trois avis mais nous pensons que si nos pays africains sont sous-développés, c'est que quelque part, le principal acteur du développement, l'**HOMME**, a failli à sa mission de gestionnaire parce qu'il s'est ignoré et sous-estime en tant que moteur et carburant du développement global, psycho-sociologique, socio-culturel et socio-économique du système vivant universel et principalement de l'humanité. Mao-Tse-Toun a eu à dire "seuls ceux qui ont fait une enquête ont droit à la parole". Les initiateurs et organisateurs de cette 'conférence internationale des Intellectuels et Hommes de culture d'Afrique'' pour réfléchir à "quelle place pour l'Afrique dans le monde du 21ème siècle" nous invite à une enquête pluridisciplinaire sur "hier, aujourd'hui, demain l'Afrique en développement". Je crains que des pans importants du savoir humain, notamment la biologie et l'éthique ne soit, encore une fois, omis. C'est pour cette raison que je suis retourné à l'école de la connaissance globale méta-matérialiste pour apprendre à rompre l'os, car il nous faut "la substance moelle". Nous y accédons en passant dans quelques classes essentielles que notre système éducatif a toujours sous-estimées. Ce sont

- 1 / La classe de Phylogénèse universelle
- 2 / La classe de Génétique
- 3/ La classe de Cytologie
- 4/ La classe d'Ontogénèse ou développement biologique humain
- 5/ La classe de Renaissance ou nous prenons conscience et apprenons à mettre en application "un système holistique d'Assurance Développement" dont les composants essentiels sont

le savoir, la conscience, la connaissance, l'esprit d'organisation et de méthode, l'humilité, l'Amour du prochain, le respect de l'intérêt général, l'intégration complémentaire et interdépendante, le travail la bonne gestion

## I - EN CLASSE DE PHYLOGENESE

Nous avons retenu

- Que les hommes constituent une espece animale singuliere l'ESPECE HOMO-SAPIENS-SAPIENS I SPI CL DES ETRES DOUBLEMENT SAGES

- Que cinq essences s'associent pour constituer la quintessence humaine qui permet a notre espece d'être au sommet de la pyramide des valeurs vivantes ce sont

- Notre materiel genetique
- Notre morphotype
- Notre systeme de production
- Notre systeme de reproduction
- Notre soi immunitaire nerveux et endocrinien

L'analyse de cette quintessence biologique humaine montre que l'homme, mieux que tous les êtres vivants est sublime architecture, sublime structure chimique, sublime operativite, ce qui est une exigence de grandeur Le peuple africain considere que notre grandeur est due a notre âme et a notre esprit qui traînent notre corps materiel sur leurs pas et a leur hauteur un corps sublime pour abriter un esprit sublime, le comportement et le langage sont expressions visibles de l'esprit le comportement est stigmate du developpement Seule une bonne connaissance du substratum materiel corporel du comportement nous permettra de comprendre les mecanismes internes du developpement global de l'homme, aussi bien son ontogenese que la psychogenese L'arbre developpement a un feuillage, un tronc et des racines Les deux premiers elements sont assez largement etudies, de nombreux exposes vont les envisager Je crains qu'on ne parle que tres peu des racines biologiques et spirituelles de notre espece, donc de nos comportements qui fondent et caracterisent notre niveau de developpement psycho-sociologique et socio-economique

---> La cosmogonie africaine reconnaît que l'homme est corps et esprit, ce qui malgre les apparences rationalistes est profondement ancre dans notre subconscient On le voit sur les divans et dans les lits d'hôpitaux Puisque tout a une origine, tout a un createur,, il y a un createur universel qui est definit comme etant existence et presence avant la creation Puisque nous sommes a son image, il est forcement matiere et esprit et a, avec l'univers, une relation d'Amour a la fois materiel et spirituel qui fait qu'il est en nous, que nous sommes en lui, que nous sommes ses superbes exteriorisations mondaines et il se sert de nous pour tout faire pour le mieux en se servant du meilleur et du pire

----> Au commencement etait le desordre puis l'Amour c'est-a-dire l'attraction universelle et la relativite l'integration ont transforme le desordre en ordre Puis ce fut l'organisation et la Methode Il y eut, des molecules serviles mais tres efficaces, les transcriptases reversees qui ont prepare l'arrivee du lieutenant materiel du createur l'ADN (Acide Desoxyribo-nucleique)

Avant l'ADN, il y eut l'ARN Ainsi eut lieu le mariage sublime de l'Empereur avec l'esclave, de l'ARN avec la Transcriptase reversee (TR)

"Il a fallu que l'empereur (ARN) epouse l'esclave (TR) pour que naisse le prince reformateur (ADN), l'ADN repond par la fabrication de tres nombreuses molecules d'ARN et de plus nombreuses diverses et variees molecules de proteines L'ADN est La plus importante des molecules organiques

Il y eut la reconnaissance avant la vie "Il a salaire de la reconnaissance c'est la vie" Le salaire de l'ingratitude c'est la mort" L'ADN est fils de l'ARN L'ADN est la seule molecule organique omnipresente dans la biosphere Chaque fois que l'ADN travaille, il fabrique sa mere (l'ARN) qui apparait comme etant une tres importante molecule organique le fils honore ses parents "Tres grands seront les grands quand les petits deviendront grands" Les grands, parents et maîtres qui empêchent leurs petits et eleves de grandir deviendront minuscules Ce sont la mine de rien, certains des principaux problemes comportementaux qui font le lit du sous-developpement

Enfin, nous avons appris que tous les êtres vivants significatifs descendront de l'activite genetique, de l'activite de l'ADN Tous les êtres vivants sont donc parents , ce qui devrait les obliger tous particulierement les êtres vivants les plus conscients, les plus sages les humains Nous

Enfin, de cette phylogenese, nous venons et nous avons appris que pendant notre parcours, nous avons ete petri par l'amour, l'ordre, le travail, la reconnaissance l'humilite, la coherence Nes de ces principes ethiques, nous ne pouvons pas les remercier, qui plus est, nous devons y descendre pour nous y ressourcer, pour notre parcours de developpement La phylogenese nous a dit

- "La vie est la chose qui est au-dessus de toutes choses"
- "Vous êtes au sommet de la pyramide des valeurs vivantes"
- "Vous devez pouvoir vous developper dans tous les domaines "

Que nous enseigne le materiel genetique, l'ADN qui est a la base de tout ce qui est vivant (c'est le bio-architecte universel ) ?

## II EN CLASSE DE GENETIQUE

- > La Genetique est la science de l'heredite et de la diversite
- > Le materiel genetique c'est l'ADN il lui faut de la securite et de l'efficacite
- > Pas de developpement sans production, paix et securite Ces exigences sont assurees par des Proteines Ainsi

- \* Les Proteines Histones (PH) et les Protamines assurent la resistance et la securite de l'ADN
- \* Les Proteines non histones (PNH) assurent l'activite de l'ADN, son operativite et son efficacite,

ADN + PH -----> Fibre nucleo-proteique (FNP)  
 FNP -----> CHROMATINE (pendant l'interphase)  
 chromatine -----> chromosomes (pendant la division cellulaire)

- \* L'ADN est a la fois un systeme electronique et informatique Il se subdivise en des unites fonctionnelles ou Genes
- \* 80 % des genes transportes par le materiel genetique humain sont inactives du fait d'une liaison etroite avec les PH et les Protamines Ces genes neutralises sont inactifs chez l'homme, ils constituent l'heterochromatine

\* Les 20 % restant sont des genes actifs ils constituent l'Euchromatine (20 % seulement de notre MG travaillent) Les travaux recents ont etabli que les genes de l'Heterochromatine sont vestigiaux et appartiennent a diverses especes inferieurs a HSS depuis les virus ----> chimpanzes Les genes de l'Euchromatine sont tous actifs chez l'homme, mais puisqu'il a quelques 300 varietes de cellules specialisees sans le corps humain chaque cellule contient tout le patrimoine genetique humain mais n'utilise pas tout C'est la rançon de la differenciation cellulaire et de l'integration

\* Les Proteines de protection (PH) et d'efficacite (PNH) sont fabriques avec des AA Si les conditions d'hygiene et d'alimentation sont mauvaises, les PH sont de mauvaise qualite, il y a fragilisation des chromosomes, ce qui favorise des cassures chromosomiques, des troubles de la reproduction, des malformations, des avortements precoces et repetes et fait que de nombreux hommes d'ici, d'ailleurs et de partout ont dans leur sang des proteines du type animal, des proteines bacteriennes et des proteines virales qui peuvent agir sur divers organes humains entraînant ainsi des troubles du comportement

Il y a parmi nous comme des animaux ce qui peut indirectement expliquer que les sociétés humaines soit d'une région géographique à l'autre et en fonction des événements, de véritables jungles. La lutte préventive contre la malnutrition prévient des troubles du comportement dont certains perturbent la conscience et éloignent des humains les grands moyens éthiques de développement que sont l'Amour, la cohérence etc

---->La vie de la cellule est cyclique, on parle de cycle cellulaire. Pendant ce cycle, sont passées en revue les propriétés du MG. Le MG a deux propriétés : il se fabrique (fonction homocatalytique) il fabrique les autres (fonction hétérocatalytique)

ADN ---->ARN ---->Protéines (transcription puis traduction  
génétiques)  
1 ADN ---->2 ADN (Réplication génétique)

En réalité

ADN ---->ARN ---->Protéines (le service des autres)

\* Ceux qui donnent reçoivent toujours  
1 ADN ---->2 ADN

L'ADN fabrique les autres. Les autres fabriquent l'ADN. Jamais l'ADN ne se fabrique. Ce sont ses produits qui se chargent de le fabriquer et pendant qu'ils le fabriquent il continue à les fabriquer.

---->l'ADN est un amoureux impatient

---->Humble et généreux, altruiste est l'ADN

Toute sa vie repose sur l'Amour, le don de soi, le service des autres. l'Humilité, l'ordre, le travail, la conscience

L'ADN est notre père matériel, si tel père, tel fils, nous devons être comme l'ADN

### III - EN CLASSE DE CYTOLOGIE

La cellule est la plus petite partie de la matière vivante pouvant être considérée séparément. Tout être vivant est constitué de cellules depuis les virus jusqu'aux hommes. La cellule est la brique vivante universelle (la B V U). Que nous apprend la cellule humaine ?

---->Elle nous apprend qu'elle est un système architecturale et cybernétique trinitaire qui associe de façon complémentaire et interdépendante trois constituants fondamentaux et essentiels grâce auxquels la cellule peut se régénérer en fabriquant tous les autres organites. Ce sont le Matériel Génétique (ADN), les membranes biologiques (constituant le système membranaire cellulaire) et les mitochondries (constituant le chondriome ou centre bio-énergétique)

---->Le MG (l'ADN) a tout d'un Empereur. Il en a la demeure (noyau), les moyens, les fonctions (ordonnateurs), les honneurs mais aussi les contraintes (car la grandeur a ses exigences)

---->Les membranes biologiques cellulaires ont tout d'un esclave et en assurent les corvées (synthèse, sécrétion, transport et livraison etc.)

---->Les mitochondries sont comme des griots car elles sont dans la cellule depositaires d'informations animatrices et fournisseuses d'énergie

La cellule humaine est le symbole vivant universel du mariage de l'Empereur (ADN) avec une esclave (membrane biologique) en présence de griots (mitochondries). Ce qui signifie que nous qui en sommes constitués, nous sommes à la fois Empereur, esclave et griot. La cellule est symbole d'Amour, de Noblesse, d'Humilité, de Travail, de Coherence. La cellule concilie le meilleur avec le pire (intégration) mais la cellule ne fait pas le meilleur et le pire. Elle ne fait pas quelque chose et son contraire (incohérence)

Ne de l'Amour, avec l'Amour, nous ne devons pas continuer à ignorer cette donnée fondamentale pour la vie, la cellule et notre espèce. Suivons la cellule meilleure école de Vie, d'Amour et de développement socio-économique et psycho-sociologique. Ce n'est pas un rêve de Professeur Nembus Cytologiste. Qui plus est, notons que dans notre corps, il y a 1 000 milliards de cellules par Kg de poids. Chaque cellule a, en miniature, tous les "organes" et toutes les "fonctions" d'un corps. Un corps humain moyen contient en cellules 16 000 fois la population de notre planète. Notre corps gère cette pléthore de cellules avec beaucoup de réussite. En effet, le moindre échec de la cellule aboutirait à la mort de la cellule voire de l'individu. La biologie humaine est plus performante et plus efficace que tous les systèmes politiques administratifs et économiques réunis qui gèrent nos sociétés humaines. Interrogez nos cellules et notre corps, ils nous livreront avec l'Amour et la Générosité qui les caractérisent les secrets de leur réussite. Ils s'appellent Amour, Ordre, Travail, Coherence, Intégration complémentaire et interdépendante, Humilité et Paix.

Cessons d'être étranger dans notre corps, cessons de mépriser ce bijou biologique qui nous sert sans repit

Il reste que la cellule humaine a une cousine c'est la cellule végétale chlorophyllienne. C'est le principal élément vivant qui débarrasse l'atmosphère de la terre du gaz carbonique surabondant (CO<sub>2</sub>) et l'enrichit en oxygène (O<sub>2</sub>) protégeant ainsi, par la même occasion la couche d'ozone et le système vivant terrestre. D'où la nécessité de protéger et de développer le gazon chlorophyllien terrestre condition écologique fondamentale pour la santé, l'autosuffisance alimentaire et le maintien en quantité et en qualité de la biosphère et surtout de l'humanité

#### IV - EN CLASSE D'ONTOGENESE OU DE DEVELOPPEMENT BIOLOGIQUE HUMAIN

----> Toute vie humaine commence, l'instant de la fécondation, par du sublime de la sublimation et de l'Amour. Deux gamètes, cellules rudimentaires (- 2 5 milliards d'années) s'unissent pour donner un oeuf, une cellule très évoluée (- 200 000 années)

----> Il faut s'y mettre à deux decapacitation, recapacitation. Amour ou coup de foudre non. L'intégration complémentaire et interdépendante de l'ovocyte et du spermatozoïde est la condition de démarrage d'une nouvelle vie

----> Segmentation, différenciation collaboration honnête des différentes familles de cellules spécialisées. Les familles biologiques, membres de l'alliance qui gouverne le corps humain se partagent équitablement les responsabilités et les moyens d'action

----> Avant de devenir fœtus humain, l'oeuf sera, pendant six à neuf semaines embryon, c'est-à-dire un vertébre. Les embryons de poissons, d'amphibiens, de reptiles, d'oiseaux, de mammifères et de singes n'ont rien à envier à l'embryon humain. C'est un signe d'humilité et d'Amour. C'est le contraire de la prétention et de l'égoïsme individuel ou d'état qui caractérisent toutes les sociétés humaines et particulièrement les sociétés africaines, empêchant ainsi une intégration économique et politique que nous savons tous essentielle pour notre développement

----> Le principal moteur de l'activation de la vie au moment de la fécondation c'est le spermatozoïde. C'est en réalité, dans la matérialité, notre vrai père, d'autant plus que les techniques de procréation médicalement assistée (PMA) permettent de faire des oeufs, des embryons et des fœtus sans rencontre physique des parents. Le spermatozoïde est le fruit d'une métamorphose améliorante qui comporte deux éléments

- \* Perte de matiere (25 a 45 %) symbole d'Humilite
- \* Reduction du desordre au profit de l'ordre

Ce qui aboutit a une cellule belle, bien structuree et seule cellule mobile efficacement

Ce qui nous enseigne que l'humilite et l'ordre sont essentiels au developpement. Un homme humble et ordonne c'est ce qu'il nous faut fabriquer en tant que procreateur c'est ce qu'il nous faut devenir au bout de ce processus de renaissance

**V - EN CLASSE DE DIETETIQUE** nous avons appris les consequences des mauvaises conditions d'hygiene et d'alimentation sur tout l'être humain

---->Le Kwashiokor endemique qui sevit depuis des decennies en Afrique est responsable

- \* des cellules nerveuses peu performantes faisant le lit des vices de comportements psycho-sociologiques et socio-economiques responsables du sous-developpement

- \* Des glandes peu performantes notamment un systeme endocrinien reproducteur a vieillissement precoce 30 a 70 % des couples steriles apres 5 ans de vie commune. Les comportements sexuels negatifs avec leur cortège de MST et MSI (maladies sexuellement induites) expliquent que les couples jeunes soient de plus en plus les plus touches par la sterilité (70 % des couples steriles sont des jeunes des hommes âgés de moins de 40 ans et des femmes âgées de moins de 30 ans)

- \* Un systeme de defense congenitalement faible il a comme une immuno-deficience congenitale que n'importe quelle maladie infectieuse peut aggraver ce qui explique que 70 % des sujets concernes par le SIDA soient en Afrique alors que chez nous, il n'y a pas plus de comportements a risques que dans les pays du Nord. Le SIDA est une des nombreuses consequences des mauvaises conditions d'hygiene et d'alimentation qui encadrent le developpement de l'homme des sa conception. Les carences proteiques et les parasitoses intestinales, endemiques en Afrique, font qu'ici, le systeme immunitaire et le systeme endocrinien sont considerablement faibles. Cette situation est aggravee par le paludisme les problemes de puericulture et le stress

**VI - EN CLASSE DE RENAISSANCE** nous avons appris que pour que naisse en Afrique un Homme nouveau, moteur de developpement, il faut

---->Que les jeunes et les adultes se transforment a l'ecole de la Sagesse Universelle et pan-humaine. Ecole d'Amour et de Connaissance dont nous venons de rendre compte des enseignements des differentes classes

---->Que la société encadre les futurs êtres humains en offrant aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux enfants, de meilleures conditions d'hygiène et d'alimentation, un environnement plus sain et un système éducatif formel et informel global prenant en compte toutes les ressources que la Science, la Culture les Traditions et les Religions mettent à leur disposition. Cependant, le dogmatisme le fanatisme, l'idolâtrie, le gouroutisme et le laïbinisme devront être inhibés au maximum dans le domaine des systèmes d'Information, d'Éducation et de Communication (IEC)

### CONCLUSION

Dans le monde du 21<sup>ème</sup> siècle, la place de l'Afrique ne dépendra pas seulement des solutions Économiques et Techniques que préconisent avec brio et légitimité les spécialistes, mais également et surtout de l'aptitude des Africains à travailler dès maintenant pour la reconnaissance de la ressource humaine africaine. Pour le 21<sup>ème</sup> siècle africain, un homme nouveau doit naître. Cette renaissance de la ressource humaine africaine nous semble impérative et sine qua non.

Elle reposera essentiellement sur une inculturation pan-humaniste et meta-matérialiste de notre peuple. Seule l'institution d'une nouvelle discipline scolaire que nous pouvons appeler HUMAINOLOGIE, à enseigner de la maternelle à l'Université sera apte à cette réforme salutaire.

Ce système éducatif formel et informel apprendra aux hommes l'HOMME à travers la phylogénèse universelle, le matériel génétique, la cellule, l'ontogénèse, l'écologie et d'autres informations essentielles qui seront tirées, cette fois-ci, non seulement des sciences techniques et lettres, mais également des Traditions, et Religions d'hier et d'aujourd'hui, d'ici, d'ailleurs et de partout qui constituent la Sagesse Universelle et la civilisation indivisible qui seule peut réaliser un développement cohérent de notre espèce. Nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus que seul le savoir le savoir-être et le savoir-faire conscients et consciencieux, c'est-à-dire la connaissance globale dite holistique conduira les hommes à la lumière qui permet de voir et faire dans la subtilité qui peut développer inéluctablement l'homme d'Afrique et de partout pour l'harmoniser avec son destin et faire de lui un HOMO vraiment Sapiens en espérant humblement qu'il sera un jour Sapiens Sapiens.

Ainsi, les africains vont voir et agir juste au profit du bon développement psychosociologique, socio-culturel et socio-économique d'un continent et d'un peuple dont le monde entier devrait attendre plus que des matières premières, mais de cette sagesse primale qui regarde dans le miroir humain universel et transfigure l'humanité par le don de soi, l'AMOUR du prochain et le respect de l'intérêt général.

**CONFERENCE DES INTELLECTUELS  
ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE**

DAKAR 21 26 MAI 1996

.....

THEME

**L'ECONOMIE MONDIALE AU XXIe Siècle**

.....

**Samir AMINE**

**COLLOQUE « QUELLE PLACE POUR L'AFRIQUE DANS LE MONDE  
DU XXI<sup>e</sup> SIECLE ? »**

(22 - 27 mai 1996)

**COMMISSION 2 - SOUS COMMISSION 2**

**L'economie mondiale au XXI<sup>e</sup> siecle**

Je traiterai brievement, dans cette communication, trois ensembles de problemes qui, a mon avis, commandent le debat sur les tendances spontanees du svsteme et les differentes alternatives a celles-ci

1°) l'epuisement des modeles de developpement de l'apres guerre (1945 - 1990),

2°) le chaos cree par cet epuisement et les politiques de « gestion de la crise » dominantes a l'heure actuelle (avec leur consequence la marginalisation de l'Afrique)

3°) les tendances naturelles du systeme, qui vont dans le sens d'une nouvelle polarisation mondiale (accentuant la marginalisation de l'Afrique) , les differents scenarios possibles pour le XXI<sup>e</sup> siecle , et l'alternative d'une « autre mondialisation »

**I**

**L'epuisement des modeles developpementalistes de l'apres guerre**

1 Pendant les trois premieres decennies de l'apres seconde guerre mondiale le developpement avait ete la preoccupation majeure de tous regimes et les succes enregistres non negligables Ces succes reposaient sur l'efficacite des trois projets en vigueur a l'epoque (i) le projet de Welfare State en Occident developpe, (ii) celui du sovietisme a l'Est , (iii) celui de la modernisation acceleree du tiers monde Tous ces projets avaient en commun qu'ils operaient dans le cadre d'economies nationales autocentrees ou s'assignaient l'objectif de les construire (pour les pays de l'Est et du Sud) Ils differaient par la conception de leur rapport a l'economie mondiale conception ouverte pour les pays de l'Ouest developpe, ouverture « negociee » pour les pays du Sud, quasi autarcie pour les pays de l'Est Ils differaient egalement par la nature des hegemonies sociales promouvant le developpement en question Mais cette diversite ne doit pas faire oublier la similitude profonde des objectifs finals le bien être materiel par le developpement le renforcement de la position de la Nation dans le monde

La generalisation de la croissance etait le produit commun d'une evolution politique favorable aux nations « pauvres » et aux classes populaires d'une maniere generale au detriment de la logique unilaterale de la rentabilite du capital, une evolution produite par la defaite du fascisme En Occident celle-ci avait cree un rapport de forces considerablement plus favorable aux classes ouvrieres qu'il ne l'avait jamais ete dans l'histoire anterieure Ce rapport nouveau

constitue la cle qui permet de comprendre ce qu'on a appele le « Welfare State », le compromis historique capital-travail. La victoire de l'Union Sovietique et la revolution chinoise ont egalement cree des conditions internes et internationales stimulant le developpement des pays de l'Est et, par contrecoup, de ceux de l'Ouest (en obligeant precisement le capital a s'ajuster au compromis historique social democrate). Le debat sur la nature sociale de ce developpement - socialiste ou non - et ses contradictions internes a l'origine de son effondrement, ne doit pas faire oublier l'effet stimulant que la competition politique Ouest-Est a eu. Simultanement la montee des mouvements de liberation dans le tiers monde - la liquidation de la colonisation - et la capacite des regimes issus de leurs victoires de mobiliser a leur profit les conflits Est-Ouest ont favorise la croissance des economies du Sud prodigieuse par beaucoup de ses aspects.

Pour ce qui concerne les pays du tiers monde, il s'agissait de rien de moins que de « rattraper », c'est a dire de gommer les effets historiques de la polarisation mondiale. Certes l'inegalite dans le developpement des societes humaines marque toute l'histoire connue depuis la plus haute antiquite. Mais c'est seulement a l'epoque moderne que la polarisation devient le produit immanent de l'expansion mondiale d'un systeme qui a, pour la premiere fois dans l'histoire, integre dans une même logique economique l'ensemble des peuples de la planete.

La polarisation moderne a revêtu des formes successives, en rapport avec l'evolution du systeme. La modalite qu'on pourrait qualifier de « classique » s'organise a partir de la revolution industrielle qui definit desormais les formes centrales du capitalisme, tandis que les peripheries (progressivement toute l'Asie - Japon excepte - et l'Afrique, qui s'ajoutent a l'Amerique latine) restent rurales, non industrialisees, et de ce fait, specialisees du point de vue de leur participation a la division mondiale du travail dans les productions agricoles et minerales. Ce trait majeur de la polarisation s'accompagne d'une seconde caracteristique du systeme, non moins importante : la cristallisation des systemes industriels centraux comme des systemes nationaux autocentres, construits parallelement a l'edification de l'Etat national. Pris ensemble, ces deux caracteristiques rendent compte des dimensions dominantes de l'ideologie de la liberation nationale constituee en reponse au defi de la polarisation : (i) l'aspiration a l'industrialisation synonyme de progres liberatoire et moyen du « rattrapage », (ii) l'aspiration a la construction d'Etats nationaux a l'instar des modeles centraux. L'ideologie de la modernisation est definie par ce contenu essentiel de la conception de la modernite.

L'expansion de l'apres guerre a donc ete produite par l'ajustement des strategies du capital aux conditions sociales que les forces democratiques et populaires lui imposaient, le contraire exactement des politiques dites d'ajustement de notre epoque<sup>1</sup>.

2 La periode de l'apres guerre (1945 - 1990) est celle de l'erosion progressive des deux caracteres definis plus haut. Elle est en effet celle de l'industrialisation des peripheries - inegales certes mais facteur dominant que le mouvement de liberation nationale s'emploie a accelerer. Elle est simultanement celle du demantelement progressif des systemes productifs nationaux autocentres centraux et de leur recomposition en tant qu'elements constitutifs d'un systeme productif mondial integre. Cette double erosion est la manifestation nouvelle de l'approfondissement de la mondialisation. Celle-ci a progressivement rongé l'efficacite des gestions de la modernisation par l'Etat national en même temps qu'apparaissaient des dimensions nouvelles du probleme, mondiales d'emblee (le defi de l'environnement a l'echelle planetaire). Le systeme mondial est alors entre dans une phase de crise structurelle a partir de 1968-1971, crise dont il n'est pas sorti, s'exprimant par le retour massif et tenace du chômage en Occident accompagnant l'affaiblissement de la croissance et l'erosion du Welfare State, l'effondrement des regimes du sovietisme, de graves involutions dans certaines regions du tiers monde generalement accompagnees par un endettement exterieur insupportable.

Ainsi ont été recréées des conditions favorables à la mise en œuvre de la logique unilatérale du capital. Or cette logique ne crée pas par elle-même la croissance, encore moins le développement (une croissance forte accompagnée du plein emploi et de l'amélioration de la répartition du revenu en faveur des classes populaires). Fondée sur la recherche exclusive du meilleur rendement financier à court terme du capital, elle tend au contraire à générer une répartition inégale, aux échelles sociales et internationales, qui entraîne dans une spirale stagnationniste.

Le troisième moment du cycle de l'après-guerre est celui de l'effondrement des trois piliers sur lequel l'ordre interne et mondial reposait.

La crise s'ouvre d'abord en Occident capitaliste, remet en question le mythe de la croissance indéfinie (1968 marque sur ce plan le tournant décisif). À son tour le durcissement des rapports « Nord-Sud » qui accompagne la crise de l'accumulation capitaliste accélère l'érosion des illusions du développementalisme dans le tiers monde. Les régimes radicaux s'effondrent les uns après les autres, ouvrant la voie aux politiques réactionnaires dites « d'ajustement structurel » imposées par l'Occident au cours des années 80. Bien entendu, cet effondrement n'est pas le produit d'une agression extérieure qui aurait tué un corps sain, mais le résultat de la conjugaison des limites mêmes du projet de Bandung et des contradictions internes dont il a suscité le développement d'une part, et de la nouvelle agression extérieure qui accompagne le renversement de la conjoncture.

3 L'histoire n'a jamais de fin. Le cycle de l'après-guerre, clos, peut toujours donc être regardé, comme tout moment, comme une « transition » entre ce qui l'a précédé et ce qui le suit.

Au sortir de la seconde guerre mondiale le capitalisme réellement existant comme système mondial présentait encore deux caractères fondamentaux hérités de son façonnement historique :

- les États nationaux bourgeois historiquement construits comme tels constituaient le cadre politique et social de gestion d'économies capitalistes nationales (des systèmes productifs nationaux, largement contrôlés et dirigés par le capital national), en compétition agressive les uns avec les autres. Ces États constituaient ensemble les centres du système mondial.
- la polarisation centres/périphéries avait revêtu, depuis que les centres avaient fait leur révolution industrielle les uns après les autres au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la forme d'un contraste presque absolu entre l'industrialisation des centres et l'absence d'industrie dans les périphéries.

Or, au cours du cycle de l'après-guerre ces deux caractères sont progressivement érodés :

- les périphéries, après avoir reconquis leur indépendance politique, entrent dans l'ère de l'industrialisation, bien que d'une manière inégale, au point que l'homogénéité apparente produite jusque-là par l'absence commune d'industries cède la place à une différenciation croissante entre un « tiers monde » semi-industrialisé et un « quart monde » qui n'a pas amorcé sa révolution industrielle,
- l'interpénétration des capitaux à l'échelle de l'ensemble des centres a fait éclater les systèmes productifs nationaux et amorcé leur recombinaison comme segments d'un système productif mondialisé.

Le cycle de l'après-guerre peut donc être regardé aujourd'hui comme le moment de la transition de l'ancien système au nouveau. Mais alors se pose la question de la qualification de ce nouveau système, de l'identification de ses caractères essentiels, de ses contradictions, du système de leur régulation, des tendances motrices de la dynamique de son développement. Entre autre autour des deux caractères essentiels nouveaux dégagés dans les lignes qui précèdent, se articulent les défis principaux auxquels l'analyse théorique et la pratique sociale et politique sont confrontées.

a) l'industrialisation dans le tiers monde amorce-t-elle une expansion géographique du capitalisme qui estompe progressivement la polarisation centres/périphéries ? Ou bien la polarisation est appelée à se reproduire en revêtant des formes nouvelles ? Et alors lesquelles ?

b) la « quart mondialisation » des régions du tiers monde qui ne sont pas entrées dans l'industrialisation est-elle, dans ces conditions, à son tour, un simple retard dans l'expansion homogénéisante du capitalisme à l'échelle mondiale, retard largement dû à des facteurs internes particuliers aux sociétés considérées ? Ou bien celle-ci exprime les lois profondes par lesquelles la polarisation différencie les périphéries et marginalisent certaines d'entre elles ?

c) l'érosion de l'efficacité de l'Etat national impose-t-elle un autre système de gestion politique du système capitaliste aux échelles nationale et mondiale ? Est-on sur la voie de la construction d'un tel système ? Et quels seraient ses caractères et lois de fonctionnement ?

4 Les réponses aux questions soulevées ici combinent nécessairement l'analyse des lois qui commandent l'accumulation du capital et celle des réponses politiques et idéologiques des composantes des sociétés aux défis que la logique de l'expansion du capitalisme représente pour elles. Il en résulte que l'avenir est toujours incertain, puisque l'évolution du capitalisme réellement existant est contraint à son tour de se moduler selon les solutions politiques des luttes occasionnées par le conflit des intérêts sociaux.

Je me contenterai ici de rappeler brièvement les éléments de réponse que j'ai avancés au cours des dernières années.

a) L'industrialisation du tiers monde ne mettra pas un terme à la polarisation, à mon avis inhérente au capitalisme mondial réellement existant, mais en transférera les mécanismes et les formes à d'autres plans, commandés par les monopoles financiers, technologiques, culturels et militaires dont bénéficient les centres. L'industrialisation ne reproduira pas ici une évolution sociale à l'image de celle de l'Occident développé. Ici le fordisme est venu après que la société eût été transformée au cours d'une longue préparation par la grande industrie mécanique, soutenue par une révolution agricole continue, opérant dans une ambiance favorable grâce au débouché que l'émigration vers les Amériques offrait à la pression entraînée par l'explosion démographique européenne et aux conquêtes coloniales procurant des matières premières à bon marché. Le fordisme est donc venu conforter le compromis historique capital/travail, facilité par la réduction de l'armée de réserve dans les centres. Dans le tiers monde en voie d'industrialisation par contre aucune de ces conditions favorables n'existe pour éviter que l'expansion capitaliste n'y prenne des formes sauvages. La coexistence ici d'une armée active en croissance rapide et d'une armée de réserve toujours abondante rend le conflit social aigu et potentiellement révolutionnaire.

b) Dans le quart monde exclu de l'industrialisation à cette étape, le système social prend des allures caricaturales extrêmes, la grande majorité étant constituée par l'armée de réserve qui rassemble ici les pauvres marginalisés et ces masses paysannes exclues de toute révolution agricole. Face à ces classes populaires, les minorités exerçant le pouvoir sont incapables d'affirmer une quelconque légitimité historique. La faiblesse des luttes sociales conduites sur le terrain de la production et du pouvoir qui résulte de cette marginalisation, transfère les conflits au plan de la manifestation culturelle, toujours donc symptôme de crise et non réponse réelle à son défi.

c) En Occident développé le conflit entre la logique de l'interpénétration du capital érodant l'efficacité de l'Etat national comme cadre de gestion des compromis sociaux historiques et la permanence de systèmes politiques et idéologiques fondés sur les réalités nationales ne trouvera pas de réponse satisfaisante avant longtemps. Ni l'hégémonie des Etats Unis, appelée à n'être guère opérante qu'au plan militaire, ni la construction européenne telle qu'elle est conçue (un « supermarché » sans l'accompagnement d'une politique sociale progressiste, qui exigerait un

pouvoir politique federal reel) et telle qu'elle opere dans une conjoncture marquee par l'aggravation des inegalites intra-europeennes (la domination allemande) n'offrent de reponses a la hauteur de defis, ni les projets de regionalisation des responsabilites par attelage des diverses regions du Sud et de l'Est a chacun des trois centres constituant le Nord (Ouest) developpe

d) Dans l'immediat, l'effondrement des systemes sovietiques est appele a elargir la sphere d'expansion du capitalisme peripherique. Aucune condition n'existe ici pour permettre la cristallisation de reponses social democrates a l'instar des modeles occidentaux

e) Les conflits politiques et ideologiques et l'expression de projets alternatifs progressistes ont ete handicapes au cours du cycle de l'apres guerre par des limites historiques des trois ideologies dominantes decrites plus haut : la social-democratie a l'Ouest, le sovietisme a l'Est, l'ideologie de la liberation nationale au Sud. certes, des amorces de depassements de ces visions de la gauche a l'echelle mondiale se sont manifestees au cours de ce passe proche

5 L'accumulation de ces transformations debouche donc sur l'effondrement des equilibres caracteristiques du systeme mondial de l'apres guerre. Elle ne conduit pas d'elle meme a un nouvel ordre mondial mais a un « desordre mondial ». Le chaos qui marque notre moment provient du triple echec du systeme

(i) qui n'a pas developpe des formes nouvelles d'organisation politique et sociale transgressant l'Etat national,

(ii) qui n'a pas defini des systemes de rapports economiques et politiques adequats conciliant l'essor de l'industrialisation des nouvelles peripheries d'Asie et d'Amérique latine competitives sur le marche mondial et la poursuite d'une croissance globale,

(iii) qui n'a pas defini de rapports avec les peripheries d'Afrique non engagees dans une industrialisation competitive autres que des rapports d'exclusion

## II

### La gestion de la crise et « l'ajustement structurel »

1 La societe contemporaine est certainement en crise, si l'on convient d'appeler crise les situations dans lesquelles les attentes de la majorite ne peuvent être satisfaites par la logique de fonctionnement du systeme. Les peuples veulent le plein emploi, l'amélioration des services sociaux, la perspective de mobilite sociale etc., d'evidence. La logique de la gestion de la crise produit le chômage, la pauperisation et la marginalisation. Les nations veulent l'indépendance et la dignite. La logique de la mondialisation telle qu'elle est pratiquée produit l'inverse. Les Etats perdent de ce fait leur legitimite, ayant renonce a reguler les rapports sociaux en faveur des classes populaires et a intervenir dans le camp international en faveur de la defense des interets nationaux. La democratie occidentale, le sovietisme, le national-populisme du tiers monde sont en crise ou ont même disparu de la scene

La crise s'exprime par le fait que les profits tires de la production ne trouvent pas de debouches suffisants (dans la structure donnee de la répartition du revenu) dans des investissements rentables financièrement susceptibles de developper les capacites de production. La gestion de la crise consiste alors a trouver « d'autres debouches » a cet excédant de capitaux flottants, de maniere a eviter leur devalorisation massive et brutale, comme cela s'etait produit dans les annees 1930. Prenant conscience de ce danger majeur les pouvoirs dominants se sont

engagés à partir de 1980 dans des politiques systématiques de gestion de la crise - parfaitement rationnelles de ce point de vue

2 La gestion économique de la crise est d'abord évidemment le fait des gouvernements qui agissent sur le plan interne, propre à leur Etat, d'une manière qui vise systématiquement à « dereguler » comme ils qualifient eux mêmes leur option affaiblir les « rigidités » syndicales, les démanteler si possible, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur etc. La recette est la même pour tous et sa légitimation fondée sur la même dogmatique vague à outrance la libéralisation « libérerait » un potentiel d'initiative « brimé par l'interventionisme » et remettrait la machine économique sur les rails de la croissance. Bien entendu le fait que la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale « déflationniste » de stagnation et s'avère ingérable au plan mondial, multipliant les conflits qu'elle ne peut pas régler, est gommé au bénéfice de la répétition incantatoire que le libéralisme préparerait un développement (à venir) dit « sain ». Sur la base de quels critères jugera-t-on ce caractère ? Nul ne le sait. Simultanément la légitimation des choix est renforcée par quelques propositions politiques et idéologiques elles mêmes aussi vagues - et fausses - que les propositions avancées sur le terrain du mécanisme économique. La libéralisation économique est traitée comme si elle était synonyme de démocratie politique et toute critique qu'on lui adresse est qualifiée d'irrecevable au nom de la défense de la démocratie. Les mérites de la libéralisation économique sont vantés au nom du principe de la « transparence », l'Etat étant considéré a priori comme le lieu de l'opacité (on ignore donc que l'Etat démocratique devrait tendre à créer les meilleures conditions de transparence) tandis que l'opacité - réelle - du privé, protégée par le « secret des affaires » ne fait pas l'objet de la moindre mention. La réalité sociale et économique - les oligopoles, les rapports privés/publics, la corruption - n'est pas l'objet d'analyses scientifiques. Rarement a-t-on vu un discours idéologique pur et simple, aussi extrême qu'une dogmatique fondamentaliste peut l'être, être sans cesse proposé - par les médias, les discours dominants etc - comme une évidence établie.

La mondialisation exige que la gestion de la crise opère à ce niveau. Cette gestion doit faire face à l'excédent gigantesque de capitaux flottants que génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit immédiat. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du tiers monde, les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par la même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de capitaux. On se fera une idée de l'énormité de la grandeur de cet excédent en rapprochant deux chiffres : celui du commerce mondial, qui est de l'ordre de 3 000 milliards de dollars par an et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, qui est de l'ordre de 80 à 100 000 milliards, soit trente fois plus important.

Dans le cadre de cette politique de gestion de la crise les institutions internationales sont instrumentalisées pour servir notamment à contrôler les rapports Ouest-Sud et les nouveaux rapports Ouest-Est. Nous renvoyons ici aux développements proposés à cet effet, concernant les fonctions du FMI et de la Banque Mondiale (imposer la libéralisation, gérer le flottement des monnaies soumettre les économies du tiers monde et de l'Est à l'imperatif absolu du service de la dette) comme à celles du GATT qui, masque derrière le discours libre échangiste d'usage, s'emploie en fait à protéger les marchés contrôlés par les oligopoles transnationaux dominants. Le G7 tente de coordonner l'ensemble de ces politiques de gestion de la crise, sans toutefois parvenir à s'attaquer ni aux problèmes de fond dont la solution s'impose pour sortir de la crise, ni aux conflits d'intérêts entre les partenaires principaux qui le constituent.

Les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) imposés dans ce cadre ne sont donc pas du tout ce que leur nom voudrait suggérer. Il ne s'agit pas de transformer les structures d'une manière qui permettrait éventuellement par la suite un nouvel essor général et l'expansion des marchés. Il ne s'agit que d'adaptations conjoncturelles soumises aux logiques à court terme de gestion de la crise, en particulier aux exigences de la garantie de la rentabilité financière des capitaux en excédant (en particulier le service de la dette).

3 La priorité donnée aux exigences de gestion de la crise générale elle-même par le triomphe sans rival de la loi du profit ne rapproche pas de la solution de celle-ci, au contraire elle nous en éloigne chaque jour un peu plus. La crise s'est ouverte il y a près de vingt-cinq ans, lorsque, dès la fin des années 1960 et aux débuts des années 1970 (avant même le premier « choc pétrolier » de 1973), les niveaux de l'investissement productif se sont effondrés, faisant apparaître un excédent de capitaux flottants qui n'a fait que grandir depuis. Or, en dépit de la ténacité de cette stagnation, les pouvoirs successifs en place continuent à parler de « recession » et de « reprise », c'est-à-dire à utiliser le langage de la conjoncture alors qu'il s'agit de déséquilibres structurels fondamentaux produits par le libéralisme triomphant, qu'on ne remet pas en question.

La solution à la crise impliquerait par contre la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est-à-dire un autre projet social que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité. La crise ne trouve de solution que si donc, et lorsque, les forces sociales « anti-systémiques », imposent au capital des contraintes extérieures à sa logique propre.

4 La catastrophe sociale frappe toutes les régions du monde. Dans les centres développés elle se manifeste par une installation durable dans le chômage permanent, dans les périphéries par le blocage de la croissance, l'aggravation de la misère et des régressions tragiques. Au plan global la priorité à la gestion de la crise sacrifie allégrement les efforts qu'il faudrait rationnellement déployer si l'on veut réellement sauvegarder l'avenir de l'environnement à l'échelle planétaire.

L'idéologie et le discours dominants présentent tous ces « sacrifices » comme s'ils devaient n'être que temporaires, mais nécessaires pour reconstruire des structures efficaces permettant le redémarrage du développement. En fait la soumission unilatérale à la loi du profit enferme dans une spirale déflationniste qui ne trouve pas de terme par elle-même. Le retournement, quand il a lieu, est toujours le produit d'un « choc externe » c'est-à-dire extérieur à la logique économique unilatérale du profit.

On ne sortira donc pas de la crise par la poursuite des stratégies du « libéralisme sans frontières ». Il s'agit là d'une utopie, tenace dans l'histoire du capitalisme, parce qu'elle exprime d'une manière extrême le noyau dur de la vision idéologique d'un « capitalisme pur », réduit aux lois de l'accumulation commandée unilatéralement par la stricte logique du capital.

Ce « libéralisme total » n'a jamais existé et les moments pendant lesquels les conditions politiques ont permis de tenter de le mettre en œuvre ont toujours été brefs. Car il a produit nécessairement son contraire, c'est-à-dire des réactions politiques qui, en y mettant un terme, ont modifié les rapports politiques et sociaux et créé les conditions d'une nouvelle étape d'expansion ou de guerres<sup>1</sup>. Les idéologues du libéralisme sont viscéralement incapables de comprendre ce fait que l'expansion était toujours associée à des pratiques limitant le projet total du libéralisme théorique, non par hasard mais par nécessité. C'est pourquoi ces idéologues « condamnent » toujours l'histoire, les États, les élites dirigeantes, les peuples, parce qu'ils refusent de se plier aux exigences de la « loi économique » de ce capitalisme imaginaire qui n'existe que dans les livres des économistes conventionnels.

Les tentatives de mise en oeuvre du projet utopique du libéralisme produisent toujours - on le voit déjà - les réactions politiques qui le rejettent. Mais ces réactions sont rarement, dans l'immediat, l'expression d'un contreprojet systematique, coherent et potentiellement efficace pour sortir de la crise. Dans un premier temps elles sont presque toujours spontanées, partielles, contradictoires et même conflictuelles. Aujourd'hui, dans un systeme global caracterise par une mondialisation approfondie, ces réactions trouvent leur legitimisation dans le renouveau du discours du nationalisme, qui glisse aisement au chauvinisme, agressif chez ceux en position de force relative defensif chez les faibles.

La pratique du nationalisme n'est pas necessairement inefficace, comme le pretend le discours liberal theorique. Si l'Asie a échappé jusqu'ici à la crise generale, que la croissance forte s'est poursuivie au Japon jusqu'à ces dernières années, comme en Corée et à Taïwan, qu'elle s'accélère en Chine, qu'elle se maintient, même à des taux plus modestes en Asie du Sud-Est et en Inde, comment peut-on expliquer cette « exception » ? Sans doute y a-t-il à cela des raisons multiples et complexes, operant d'ailleurs differemment d'un pays à l'autre de cette grosse moitié de l'humanité. On a évoqué à ce sujet toutes les explications possibles et imaginables, y compris celles faisant une place de choix aux structures culturelles, réelles ou imaginaires. Nous attirons simplement l'attention sur le fait que tous les pays en question ont mis en oeuvre des politiques fortement marquées par le nationalisme. Ils n'ont pas fait comme l'Europe de la CEE et les États Unis, l'Amérique latine et l'Afrique, c'est à dire plus ou moins mis en oeuvre les recettes du libéralisme. Ils ont plutôt fait le contraire, que ce soit dans un cadre de capitalisme avancé (le Japon), en construction rapide (la Corée) ou dans celui du socialisme dit de marché dans la Chine de Deng Xiaoping, ou dans le cadre plus intégré d'économies du tiers monde capitaliste (Asie du Sud-Est, Inde). Pour quelles raisons ces pays ont-ils été capables de faire ce choix et de l'imposer ? Il y a à cette occasion des réponses qui doivent être necessairement complexes, associant les préoccupations géostratégiques des États Unis (et le soutien exceptionnel dont ont bénéficié le Japon, la Corée, Taïwan et l'Asie du Sud-Est, en échange de leur association à la croisade anticommuniste ouvrant un espace de tolérance au nationalisme refusé ailleurs), la taille exceptionnelle des pays continent (la Chine et l'Inde) dans lesquels l'expansion du marché interieur demeure toujours une option de repli efficace dans l'hypothèse de difficultés d'exportation (mais d'autres pays géants comme le Brésil ou la Russie nouvelle ne paraissent pas vouloir, ou être capables, de mobiliser cet avantage à leur profit) et évidemment les particularités de la structure sociale (si la Chine fait mieux que l'Inde c'est bien parce que le maoïsme y a opéré des transformations gigantesques qui constituent le socle sur lequel repose l'essor en cours) et d'autres raisons peut-être (historiques et/ou culturelles ?). On remarquera également qu'aucun pays de la région - en dehors de l'Inde dans une petite mesure - n'est particulièrement respectueux de la démocratie. Celle du Japon s'apparente plus au système du parti unique qu'au modèle pluripartite occidental, et tous les régimes de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont « autoritaires » pour le moins qu'on puisse dire.

Cela étant les pratiques du nationalisme en question sont-elles capables de protéger indéfiniment la région ? Il est difficile de répondre à cette question. Le Japon paraît désormais menacé comme peut-être les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, l'Inde est entrée dans une crise politique qui menace la stabilité de ses performances économiques. La Chine demeure une exception potentielle si elle sait éviter que ses provinces du Sud, attirées par un modèle « coreano-taïwanais-Hongkongais » ne menacent l'unité du pays (le choix alternatif étant d'articuler l'essor de ces provinces à l'ouverture du marché interieur). Par ailleurs l'interpenetration croissante de l'ensemble des économies de la région donne à celle-ci une autonomie relative par rapport au « reste du monde » qui constitue un atout favorable à la poursuite du « miracle asiatique ».

Mais si le nationalisme en Asie a donné des résultats positifs en termes de croissance économique (mais ni de justice sociale, ni de démocratisation), cela n'est pas le cas ailleurs dans le monde frappé par la crise

En Amérique latine, dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne le nationalisme pratiqué par les régimes populistes du *desarrolismo* et de l'ère de Bandung, appartient désormais au passé. Son recul n'a pas ouvert la voie à un progrès capable de le dépasser, mais au contraire à des involutions graves. On peut lire la montée de « l'ethnicisme à l'assaut des nations » (ici comme en Europe orientale et dans l'ex URSS) et celle des illusions du fondamentalisme dit religieux (principalement islamique, mais également hindouiste) comme des manifestations de cette régression. Loin d'ouvrir la voie à une démocratisation des États et des sociétés, et à un renouveau sain de nationalisme et de coopération régionale, ces involutions relèvent d'une espèce de « neo-fascisme de pays faibles ». En Europe même le retour du nationalisme en réaction au projet européen libéral, n'est pas à exclure.

Les pouvoirs en place, aux États-Unis, en Europe, dans l'ex-Est européen et soviétique, en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient, sont avant tout préoccupés de « gérer la crise politique » produite par la crise économique. Mais tout comme la gestion économique de la crise n'est pas la solution à celle-ci, sa gestion politique ne vaut pas mieux.

Cette gestion politique est fondée sur des pratiques cyniques de « *real-politik* » à courte vue, manipulant les nationalismes, culturalismes, racismes et ethnicismes à relents fascistes. À l'égard de l'Europe de l'Est, de l'Amérique latine, de l'Afrique et du Moyen-Orient, ces politiques consistent en fait à jeter de l'huile sur le feu, dans l'espoir de tirer un profit immédiat de l'affaiblissement des pouvoirs dans ces régions, réduisant par la même les chances d'une renaissance des sociétés en question.

Loin de conforter le discours dominant qui prétend que la « démocratisation serait en marche », la gestion économique et politique de la crise renforce partout le danger de régressions antidémocratiques. Le libéralisme risque de générer le fascisme, comme Karl Polanyi l'avait analysé dans « *La Grande Transformation* » (1944), invitant ses contemporains à comprendre que la victoire antifasciste mettant un terme à la poursuite de l'utopie libérale qui avait caractérisé l'après-première guerre mondiale créait les conditions d'une expansion nouvelle. Cette leçon, oubliée aujourd'hui, doit être rappelée avec force. On ne sortira de la crise et des risques de régressions qu'en rompant catégoriquement avec la logique du neo-libéralisme mondialisé.

Dans les pays de la périphérie, placés dans ce que P.G. Casanova décrit, à juste titre, comme un « colonialisme global », le neo-fascisme prend des formes d'autant plus brutales qu'il opère dans des sociétés affaiblies et désespérées. Épurations ethniques et émiettement sans fin des États, dictatures terroristes exercées au nom de la religion sont ici les formes, déjà visibles, de cette gestion par des pouvoirs incapables de remettre en cause la soumission de leur société à une insertion dans la mondialisation qui est à l'origine de leur drame. Ces pratiques peuvent perpétuer l'apparence du maintien de « l'ordre » favorable à l'exploitation des peuples par le grand capital mondialisé dominant, et à ce titre, être soutenues de l'extérieur.

## III

### Les formes nouvelles de la polarisation mondiale Tendances du systeme et alternatives

1 Le debat doit, selon moi, s'ouvrir par la discussion approfondie de ce qu'il y a de nouveau dans le systeme mondial produit par l'erosion du systeme anterieur. Sur ce terrain je repete que les elements nouveaux sont dans mon esprit, au nombre de deux

(i) l'erosion de l'Etat national autocentre et la disparition qu'elle entraine de la concomitance entre l'espace de la reproduction de l'accumulation et celui de sa gestion politique et sociale qui a ete jusqu'ici defini precisement par les frontieres de cet Etat national autocentre,

(ii) l'erosion du contraste centres = regions industrialisees/peripheries = regions non industrialisees et l'emergence de dimensions nouvelles de la polarisation

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est definie par le niveau de la capacite competitive de ses productions sur le marche mondial. La reconnaissance de ce truisme n'implique en aucune maniere qu'on partage le point de vue banalise de la vulgate economiste dominante, a savoir que cette position est conquise par la mise en oeuvre de politiques economiques « rationnelles », dont la rationalite est precisement mesuree a l'aune de sa soumission aux pretendues « lois objectives du marche ». Tout a fait a l'oppose de ces billevesees admises comme allant de soi, je pretends que la « competitivite » en question est le produit complexe d'un ensemble de conditions operant dans le champ d'ensemble de la realite - economique, politique et sociale - et que dans ce combat inegal les centres mettent en oeuvre ce que j'appelle leurs « cinq monopoles » articulants l'efficacite de leurs actions. Ces cinq monopoles interpellent donc la theorie sociale dans sa totalite, et sont, a mon avis

(i) les monopoles dont beneficent les centres contemporains dans le domaine de la technologie, des monopoles qui exigent des depenses gigantesques, que seul l'Etat - le grand et riche Etat - peut envisager de soutenir. Sans ce soutien - que le discours liberal passe toujours sous silence -, et singulierement le soutien aux depenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient etre maintenus

(ii) les monopoles operant dans le domaine du controle des flux financiers d'envergure mondiale. La liberalisation de l'implantation des institutions financieres majeures operant sur le marche financier mondial a donne a ces monopoles une efficacite sans precedent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'epargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace - generalement national - commande par ses institutions financieres. Aujourd'hui il n'en est plus de meme. Cette epargne est centralisee par l'intervention d'institutions financieres dont le champ d'operation est desormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus mondialise du capital. Il reste que ce privilege est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financiere. Cette logique pourrait etre remise en cause par une simple decision politique de deconnexion, fut-elle limitee au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialise operent, il faut le savoir, dans des cadres defines par un systeme monetaire mondial que j'estime desormais caduc. Ce systeme est fonde sur le dogme de la libre appreciation de la valeur des devises par le marche (conformement a une theorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la reference au dollar comme monnaie universelle de facto. La premiere de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une maniere satisfaisante que si les conditions de la competitivite internationale produisent un excedent structurel d'exportations du pays dont la devise remplit cette fonction,

assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres C'était le cas au XIX<sup>e</sup> siècle de la Grande Bretagne ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunt qu'ils imposent aux autres Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon (ceux de l'Allemagne ayant disparu après l'unification) étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige Dans ces conditions la mondialisation financière loin de s'imposer « naturellement », est au contraire d'une fragilité extrême A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement

(iii) les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme - qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus - ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres

(iv) les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même

(v) enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ces productions tandis qu'elles surevaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphérie et les réduisent au statut d'activités de sous-traitance La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses formes d'avenir

2 En contrepoint du discours idéologique dominant, je soutiens que la « mondialisation par le marché est une utopie réactionnaire contre laquelle on doit développer théoriquement et pratiquement l'alternative du projet humaniste d'une mondialisation s'inscrivant dans une perspective nouvelle

La réalisation d'un tel projet implique la construction d'un système politique mondial non pas « au service » du marché mondial mais définissant le cadre d'opération de celui-ci comme l'Etat national a représenté historiquement non pas le champ de déploiement du marché national mais le cadre social de ce déploiement Un système politique mondial aurait donc des responsabilités majeures dans chacun des quatre domaines suivants

(i) l'organisation d'un désarmement global aux niveaux appropriés, libérant l'humanité de la menace d'holocaustes nucléaires et autres

(ii) l'organisation d'un accès équitable, de moins en moins inégal, à l'usage des ressources de la planète, et la mise en place de systèmes mondiaux de décision dans ce domaine, y compris une tarification des ressources qui impose la réduction du gaspillage et la répartition de la

valeur et de la rente allouée à ces ressources, amorçant par là même les éléments d'un système fiscal mondialisé

(iii) la négociation de rapports économiques souples ouverts mais contrôlés, entre les grandes régions du monde, inégalement développées, réduisant progressivement les monopoles technologiques et financiers des centres. Cela implique bien entendu la liquidation des institutions chargées actuellement de la gestion du marché mondial (Banque Mondiale, FMI, GATT etc.) et la création d'autres systèmes de gestion de l'économie mondiale

(iv) l'organisation de négociations permettant une gestion correcte du conflit dialectique mondial/national dans les domaines de la communication, de la culture et de la politique. Cette gestion implique la création d'institutions politiques permettant la représentation des intérêts sociaux opérant à l'échelle mondiale, en quelque sorte l'amorce d'un « Parlement mondial » dépassant le concept des institutions inter-Etats en vigueur jusqu'ici

3 Il est plus qu'évident que les tendances du monde actuel ne vont pas dans le sens indiqué ci-dessus et que les objectifs du projet humaniste évoqué ne constituent pas les enjeux des conflits en cours. Je ne suis pas étonné, et serais même surpris qu'il en fût autrement. L'érosion du système ancien de la mondialisation ne préparait pas par elle-même son propre dépassement mais ne pouvait déboucher dans l'immediat que sur le chaos. Les forces dominantes inscrivent leur action dans ce chaos, cherchant seulement à tirer la couverture pour leur bénéfice à court terme, aggravant par là même le chaos. Leur tentative de légitimer leurs choix par l'idéologie plate du marché « autoregulateur », par l'affirmation « qu'il n'y a pas d'alternative », ou par le cynisme pur et simple, n'est pas la solution du problème mais fait partie du problème à résoudre. Les réponses immédiates des peuples à la dégradation de leurs conditions ne sont pas davantage nécessairement positives, dans le désarroi des réponses illusoire, comme les repliements fondamentalistes ou chauvins peuvent mobiliser des forces importantes. Il appartient à la gauche - c'est sa vocation historique - de construire en théorie et en pratique les conditions de la réponse humaniste au défi. À défaut et jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, des involutions régressives - et criminelles - restent à l'ordre du jour du plus probable.

Les difficultés auxquelles le projet européen est aujourd'hui confronté constituent une belle illustration de l'impasse de la « mondialisation par le marché ». Or ces difficultés, qui, dans l'enthousiasme que le projet avait suscité, n'avaient pas été imaginées, étaient parfaitement prévisibles et ont été prévues depuis longtemps par ceux qui, comme moi, n'ont jamais cru que le marché commun créerait par lui-même l'Europe. Nous disions donc qu'un projet aussi ambitieux que celui-ci ne pouvait être porté que par une gauche européenne capable d'inscrire la construction du marché unifié dans un projet social et culturel progressiste, sans lequel elle resterait fragile et même réversible au moindre accident sérieux. Il fallait donc que les gauches européennes imposent que chaque étape de l'intégration des marchés soit accompagnée d'une double série de mesures, d'une part assurant que le bénéfice de l'opération revienne aux travailleurs, renforçant par là même leur pouvoir social et leur unité, et d'autre part amorçant la construction d'un système politique transgressant les États nationaux qui est la forme politique nécessaire pour une gestion efficace du marché élargi. Il n'en a rien été. Le projet européen a été porté par la droite, réduit à sa dimension mercantile, tandis que les gauches ralliaient, tôt ou tardivement selon le cas, le modèle proposé sans imposer leurs conditions. Le résultat est là devant nos yeux : le retournement de la conjoncture mondiale a mis les partenaires européens en position d'adversaires qui ne peuvent imaginer soulager leurs difficultés propres (notamment le chômage) qu'au détriment les uns des autres et encore sans disposer des instruments efficaces pour pouvoir le faire. Démunis de moyens capables d'encadrer les logiques immédiates du marché, ils seront de plus en plus tentés par des repliements involutifs. La volonté de les éviter, proclamée peut-être même très sincèrement par des

hommes politiques importants chez les deux partenaires allemand et français a droite et a gauche ne releve dans ces conditions que de la methode incantatoire

Or les difficultes de la « petite Europe » (de la CEE) eclatent au même moment ou la grande Europe donne au defi des dimensions nouvelles L'occasion s'offrait de repenser a gauche le projet europeen dans son ensemble et d'amorcer la construction d'une grande Europe economique et politique (« confederale ») ancree a gauche par la reconstruction de l unite des forces du travail a cette echelle On a laisse passer l'occasion et, au contraire, on a soutenu les forces de droite pressees de tirer profit de l'effondrement du systeme sovietique par la substitution a celui-ci d'un systeme capitaliste sauvage Il est evident que ce projet de « latino americanisation » de l'Europe de l'Est ne peut qu'affaiblir les chances de la recomposition d'un projet europeen ancre a gauche, et que ce projet ne peut qu'accentuer les disequilibres au sein de l'Europe des Quinze au benefice du seul partenaire capable de capitaliser cette evolution a son profit l'Allemagne reunifiee

La crise du projet europeen constitue un des defis majeurs auquel la construction d'une nouvelle mondialisation est confrontee Mais l'Europe n'est certainement pas le lieu exclusif de manifestations involutives, reponses inadequates et tragiques au defi de la construction d'un systeme mondial renouvele A travers tout l'ancien tiers monde, singulierement dans ses regions marginalisees par l'effondrement de la mondialisation ancienne (dans les aires islamique arabe et africaine), mais aussi dans le nouveau tiers-monde de l'Est (comme on le voit dans l'ex-URSS et l'ex Yougoslavie), les involutions autodestructives l'emportent de loin sur l'amorce - inexistante jusqu'ici - de reponses a la hauteur du defi

4 L'analyse qui pretend vouloir être realiste imagine donc, a partir des configurations actuelles des forces en conflit, les differents scenarios possibles J'en examinerai quelques uns pour montrer que tous ces scenarios restent en deça des exigences de la construction d'un ordre mondial stable et acceptable, et que par consequent ils ne permettent pas de sortir du chaos

La question europeenne est au centre de l'imaginaire concernant l'avenir de la mondialisation Le projet europeen en panne, menace de desintegration, les forces qui sont attachees a l'idee europeenne pourraient croire utile et possible leur repliement sur ce qui paraît être le « second best », c'est a dire l'Europe allemande Fondee sur l'expansion allemande dans une Europe de l'Est latino americainisee (poursuivant donc la tradition de Bismark a Hitler), ce projet ne tolererait l'association de la France, de l'Italie et de l'Espagne que dans la mesure ou celle-ci ne gêne pas l'action de l'Allemagne Il y a tout lieu de penser que, dans cette hypothese, le vaisseau de la Grande Bretagne naviguerait au large des côtes americaines, prenant ses distances a l'egard de l'Europe « continentale » Nous sommes bel et bien engages sur ces rails et on a même deja trouve une legitimisation a ce choix, par la priorite qu'on croit devoir donner dans ce modele de la construction europeenne a une « gestion monetaire neutre » (un concept technocratique fonde sur l'ignorance du sens politique de la gestion de la monnaie), confiee a la Bundesbank evidemment ! Je ne crois pas que cette caricature du projet europeen d'origine puisse être veritablement stable, car a la longue ni la Russie, ni la France n'accepteront l'erosion de leurs positions qu'il implique

De surcroit le scenario soit de l'Allemagne faisant cavalier seul, soit de l'Europe allemande, ne remettrait pas en cause les fonctions privilegiees des Etats Unis Car il est plus qu'evident que dans aucun des domaines definissant les cinq monopoles dont j'ai signale le rôle decisif ce projet ne serait equipe pour faire face aux positions americaines L'Europe allemande est contrainte ici de rester dans le sillage americain

A partir de là on passe graduellement aux caractères du second scénario, celui d'une seconde édition de « l'hégémonie américaine », faute d'alternative. Ce scénario lui-même admet beaucoup de variantes, dont la plus probable comporterait un certain degré de « partage du fardeau » associé à une régionalisation néo-impérialiste, attribuant l'Amérique latine au char américain, l'Afrique au char germano-européen (les miettes pour la France) - mais pas la région du Golfe pétrolier et le « marché commun du Moyen-Orient », qui restent le domaine des États-Unis, présents directement par l'occupation militaire du Golfe et indirectement par leur alliance israélienne - et, par symétrie pourrait-on dire, octroyant l'Asie du Sud-Est à l'expansion nipponne. Mais ce partage n'implique pas d'égalité entre les trois centres considérés, les États-Unis restent dans ce cadre privilégiés. Là encore je ne crois pas que des options néo-impérialistes de ce genre garantissent la stabilité du système. Elles seront remises en question ici et là par la révolte de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique.

Notre attention doit donc se porter sur l'Asie, largement à l'écart du conflit euro-américain. On a souvent fait observer que, dans la crise globale actuelle, l'Asie faisait figure d'exception enregistrant tant au Japon qu'en Chine communiste, en Corée et à un degré moindre dans quelques pays d'Asie du Sud-Est (Singapour, la Thaïlande et la Malaisie) et même en Inde, des succès incontestables, en termes de croissance et d'efficacité (mesurée par la compétitivité sur le marché mondial). De là conclure que la prochaine hégémonie reviendrait à l'Asie, il n'y a qu'un pas qu'on franchit souvent trop vite. Car l'Asie dans ce concept globalisant, c'est plus de la moitié de la population du monde. Celle-ci est répartie en nations distinctes. Au concept flou d'hégémonie on pourrait substituer celui de l'Asie devenant la région principale de l'accumulation capitaliste. Encore faudrait-il préciser comment fonctionnerait cette accumulation, comment elle articulerait les différentes nations de la région entre elles et avec le reste du monde. Ici les variantes prennent tout leur sens. La plus commune à imaginer - la domination de l'impérialisme nippon sur la région - est, à mon avis, la moins plausible. La vulnérabilité du Japon reste un handicap trop souvent sous-estimé par les admirateurs de ses succès récents. Et c'est pour y palier que le Japon reste dans le sillage des États-Unis. La probabilité que la Chine, et même la Corée, acceptent de lui être subalternées est elle-même sans fondement sérieux. Dans ces conditions la gestion de l'équilibre interasiatique appellera l'intervention d'autres puissances extérieures à la région et ici encore seuls les États-Unis sont candidats à ce rôle, qui prolongerait leur primauté sur la scène mondiale.

Il reste que dans tous les cas le renforcement des positions des pays d'Asie dans le système mondial - en premier lieu la Chine - bénéficie d'une haute probabilité. Comment les États-Unis réagiront-ils à cette évolution ? À mon avis toute la stratégie des alliances mondiales des uns et des autres tournera autour de cette question. Car il va de soi presque que le développement de la Chine remettrait bel et bien en question tous les équilibres globaux. Et c'est pourquoi ce développement sera finalement ressenti aux États-Unis comme une « menace ». Aussi à mon avis, les grands conflits de l'avenir opposeront Américains et Chinois. Quelle sera l'attitude de l'Europe dans ce conflit ? Difficile à dire aujourd'hui.

5 Les différents scénarios possibles que les évolutions en cours pourraient dessiner s'inscrivent tous dans des perspectives qui ne remettent pas en cause la polarisation « Nord-Sud ». La logique qui commande le système capitaliste perpétue la polarisation centres/périphéries en renouvelant ses modes d'opération, appelés à être fondés dans l'avenir sur les cinq monopoles autour desquels j'ai construit mon raisonnement.

On observera qu'il n'y aurait rien de bien neuf dans cette perspective, la polarisation faisant partie presque de l'ordre naturel des choses. Je ne conclus pas sur cette note parce que précisément ce qui a changé au cours des cinq derniers siècles réside précisément ici : les peuples périphérisés par l'expansion capitaliste mondiale, qui ont semblé accepter leur sort pendant

longtemps, ne l'acceptent plus depuis une cinquantaine d'années et l'accepteront de moins en moins à l'avenir. L'aspect positif de l'universalisation que le capitalisme a inauguré - et que dans la version tronquée qu'il engendre il n'est pas capable de dépasser - est le ver dans le fruit. Ce qui a été amorcé avec les révolutions russe et chinoise - le projet d'aller au-delà de ce système à partir des révoltes des peuples de la périphérie - se poursuivra sous de nouvelles formes. La raison ultime de l'instabilité des « systèmes mondiaux » en construction trouve ici sa cause essentielle. Bien entendu ces conflits qui occuperont le devant de la scène dans l'avenir seront de portées inégales comme dans le passé. Mon intuition me conduit à donner aux conflits qui opposeront les peuples de l'Asie au système dominant une place déterminante dans le déroulement de l'histoire à venir. Cela n'exclut pas la participation des autres à cette révolte généralisée contre la polarisation comme cela n'exclut pas des avancées et des transformations à partir des centres mêmes du système. Je me suis exprimé ailleurs sur cet aspect de la problématique de la transformation socialiste du monde et n'y reviendrai pas. Comme cela n'exclut pas les échecs fussent-ils dramatiques, de peuples qui s'enfermeraient dans le refus d'une perspective universaliste. Je l'ai également dit ailleurs.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation inauguré par l'expansion capitaliste, ce projet « idéaliste » à l'extrême tel qu'il a pu paraître au lecteur de ce texte, n'est donc pas « utopique ». Il est au contraire le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans son sens devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes dans toutes les régions du monde, capables d'en imposer la logique.

Aller dans ce sens, c'est pour moi renouveler la perspective d'un socialisme mondial. En préparer les conditions, c'est d'abord recomposer les forces idéologiques et politiques capables de combattre les cinq monopoles par lesquels se reproduit la polarisation capitaliste et imposer par ce combat, un « ajustement mutuel » en lieu et place de l'ajustement unilatéral préconisé par la logique capitaliste.

Sur le front idéologique et culturel ce combat impose qu'on reprenne des débats qui me paraissent fondamentaux : (i) la dialectique de l'universel et du particulier, (ii) le rapport de la démocratie politique et du progrès social, (iii) la dialectique de l'efficacité dite économique (et des moyens à travers lesquels elle peut s'exprimer - le « marché ») et des valeurs d'égalité et de fraternité, (iv) la définition de l'objectif socialiste mondial à la lumière des réflexions précédentes.

Sur le front de la politique mondiale il impose qu'on fasse avancer des formes d'organisation du système mondial plus authentiquement démocratiques et par là même capables de reorganiser les rapports économiques sur des bases de moins en moins inégales. Dans ce cadre la reorganisation du système global à partir de la constitution de grandes régions rassemblant les morceaux épars des périphéries actuelles me paraît devoir bénéficier de la plus haute priorité. La constitution des régions latino-américaine, arabe, africaine, sud asiatique, aux côtes de la Chine et de l'Inde (les seuls pays continents de notre planète), trouve ici sa place. Je propose que cet objectif constitue la priorité première d'un agenda renouvelé du « Mouvement des non alignés ». Ces régionalisations n'en excluent pas d'autres, comme celle de l'Europe ou de l'ex URSS. La raison de cette exigence est simple : les cinq monopoles en question dans notre analyse ne peuvent être combattus efficacement qu'à cette échelle. À partir de là, la constitution d'un système économique et financier réellement mondial, comportant ses étages propres (nationaux, régionaux, mondiaux) deviendrait possible à son tour.

Bien entendu la transformation du monde commence toujours par le développement des combats à sa base. Sans l'amorce de la transformation des systèmes idéologiques, politiques et sociaux dans leurs bases nationales le discours sur la mondialisation et la polarisation restera celui d'analystes opérant post mortem.

CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS AND PEOPLE  
INVOLVED IN ARTS AND HUMANITIES

DAKAR MAY 21 to 1996

THEME .

*NOTES*  
*CONCERNING DESIGN ISSUES*

\*\*\*\*\*

Modibo SOUMARE

## 1 Background

Due to the introduction of the computers and other machinery in modern society, the notion of the rational thinking has been established as a major facet of the human condition. The rapid proliferation of various machinery around the world has caused the availability of different orders of artifacts. Natural artifacts types include hammers, wheels, arrows, and other objects and shapes naturally found in our environment. These artifacts do not automate productive processes, however, in early civilization helped accelerate certain productive processes including hunting, building huts, fishing, and other primitive activities. Mechanical artifacts include engines, clocks, and Turin machines which helped automate certain activities. Unlike natural artifacts, mechanical artifacts have a certain extend of control based on their domain of application. A mechanical artifact automates the knowledge of the its designer, but does not have the ability to take replicate, and emulate the knowledge inherent in its design. Complex artifacts, on the other hand, have the ability to replicate, preempt, and emulate knowledge. What distinguishes complex artifacts, from the other static forms discussed above, is their ability to informate and continuously change the context in which they are applied.

Design provides the epistemological foundation and framework for the creation adaptation, and use of complex artifacts. Given the magnitude of the potential benefits and risks associated with the use of complex artifact, we have come to realize that design is the only lever through which society may leverage technology. The issues associated with how we approach the design process are very critical. The following paper outlines the basic design themes, their benefits and risks. Finally to conclude, we propose an effective approach for building complex artifacts.

## NOTES CONCERNING DESIGN ISSUES

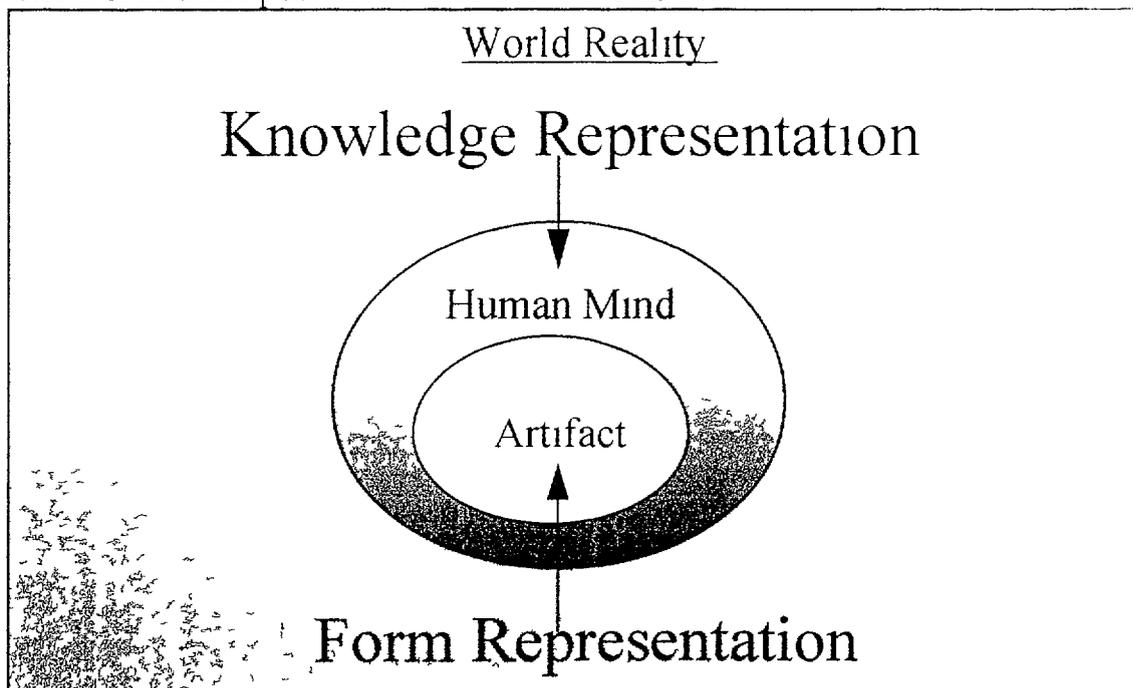
### TABLE OF CONTENTS

1 BACKGROUND	2
2 PREMODERNIST DESIGN	3
3 MODERNIST DESIGN	4
4 MECHANIST/COMPUTATIONALIST/REPRESENTATIONALIST DESIGN	5
5 HERMENEUTIC DESIGN	6
6 NOTES ON THE SYNTHESIS OF FORMS	7
7 ARTIFACTS IN THE AGE OF INFORMATION TECHNOLOGY	8
8 MODERN ARTIFACTS	9
CONCLUSION	10

## 2 Premodernist Design

Premodern philosopher and scientists believed that "knowledge is identity with form". This implies that there is no rational or spiritual knowledge outside the realm of human existence. The arguments of premodernist properly emphasize the human mental capabilities as spiritual in essence despite their material incarnations (i.e. tools). Despite the proliferation of machines and tools, the spiritual and mental powers of human beings cannot be modeled or replicated. For example, we often conceive television sets as extensions of mind, allowing us to see and feel events taking place oceans away. On the same token, if we believe in emotions, we are likely to feel them and describe them in a fairly consistent manner. In these situations, belief and faith are higher levels of internal reality construction, so powerful that they cannot be represented externally in a physical way. The premodernist philosophers provide us with a lot of insights on human knowledge and its mythical internal manifestation.

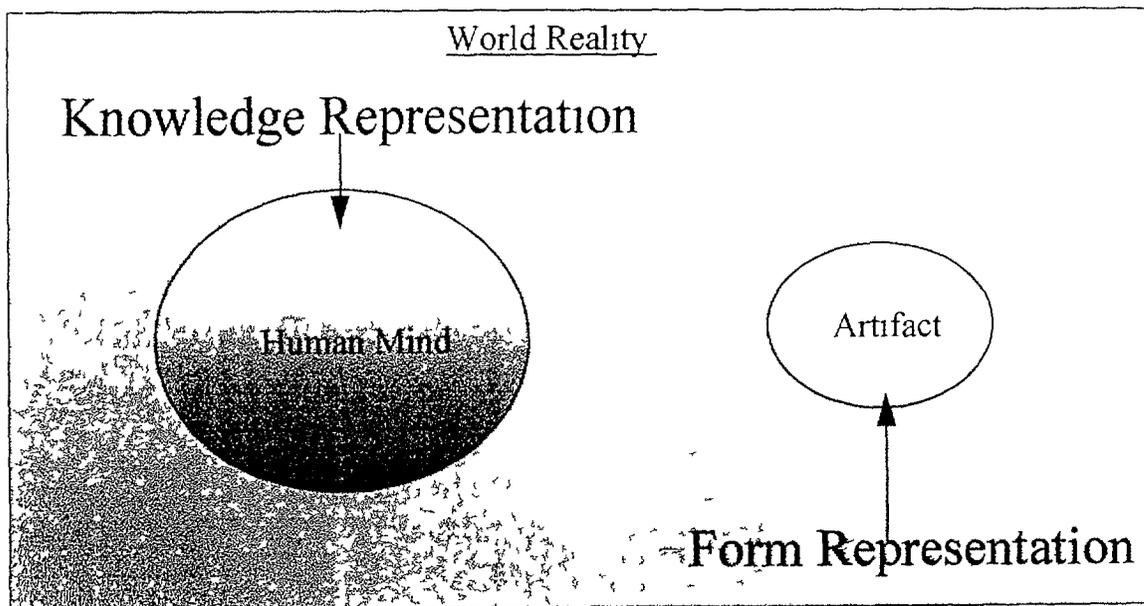
However, premodernist insights are somewhat useless for the modern designer who's mode of operation mainly entails the development of reliable and smart physical forms. Assuming that the realm of knowledge is limited to the human mind and cannot be replicated has been proven untrue. There are many examples of functional systems which embody the knowledge necessary to time control, fix, and trigger natural events. Expert systems, information machines, complex accounting general ledger systems represent a few examples. Premodernist fail to provide a visionary view of where the representational dynamism of knowledge would cause humans and society to be transformed. In other words these postulate are correct but static.



### 3 Modernist Design

The modernists view of dualism between knowledge and form reflects more accurately the human reality. Modernists give validity to the fact that intelligence may be programmed in various forms. Their approach sees a separation between mind and material. The mind is a mechanism to shape, access, and direct the physical forms that surround us. Taking this analysis further it becomes obvious that from a logical standpoint, the things processes taking place in our mind can be captured rationally, and imbedded in specific forms. The way in which our mind represents the world provide the methods by which we may shape it. The process of developing programs is a perfect example of the programmer's mental representations being manifested in a physical form that may be reused and replicated.

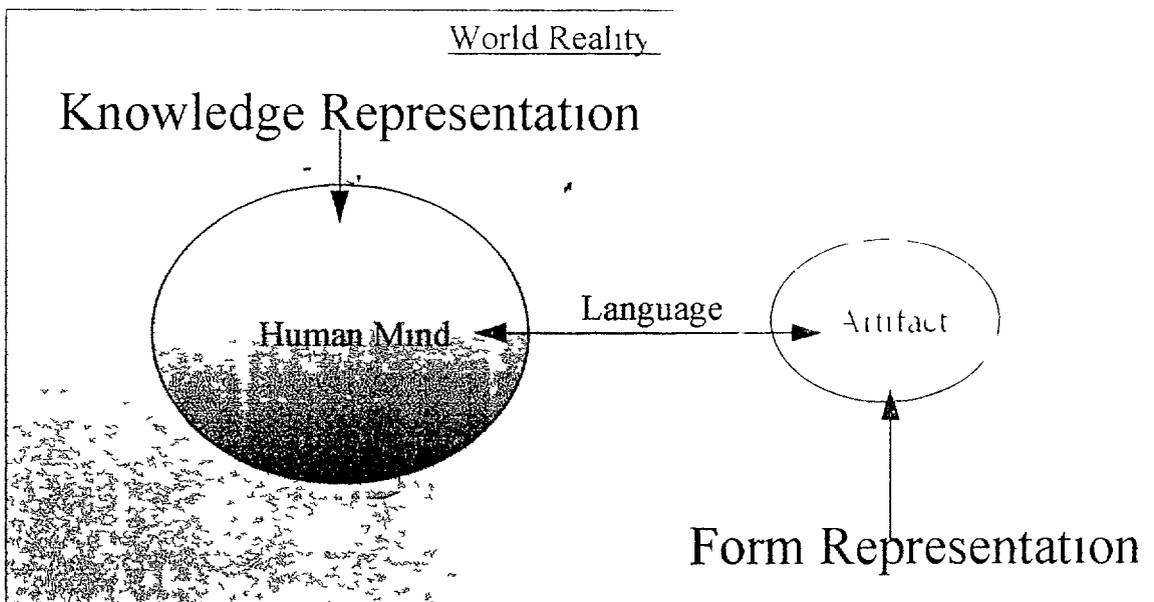
However, there are many examples which may lead one to question the validity of the Modernist school of thoughts. One such example relates to the fact that as humans, we often deal with an overcome situations without any prior exposure to them. Breathing by a new born is not a learned process. It is doubtful that a new born has a mental representation of how and why his/her body needs oxygen on regular intervals. At a basic level, the modernists view is a simplification of human thought processes, focusing exclusively on the representations we learn and index in short term memory for rapid cognition. This model of knowing discounts the innate and intuitive abilities which guide us more than any other mental force.



#### 4 Mechanist/Computationalist/Representationalist Design

These schools of thoughts fall within the same simplification syndrome found amongst modernists. The exception is the fact that they accept the narrowness of their scope and focus their on how machinery may be rationalized. For this school of thoughts, given an appropriate language and a set of rules to manipulate them, any intelligent form can be created. The introduction of language as a technology driver, links humans and their culture to the viability and effects of the forms created.

As a critique for these schools of thoughts, we would emphasize their reliance on logic as a limited way of representing the world, and our language. The semantics associated with the world culture is translated with high fidelity by our language. However, another translation to logic causes a loss in meaning because must be deterministic and complete. Logic is clearly a tedious way of trying to document the world. It does not make use of allegories, metaphors, esthetics, and ethics. A logical algorithm that is not fully proven is not absolute truth and therefore cannot be relied upon in every situation. Moreover, logical representation fail to describe complex systems such as chaos, and emotions. Natural language provides for a far better specification in developing complex information systems.



## 5 Hermeneutic Design

The hermeneutic view of information system design reflects a less constructivist view of the world. According to this school of thoughts, the meaning of information must be seen from the perspective of "Being and Time" experienced by human being. As such, there is no absolute meaning to information, or our awareness and representations of the external world. Given the dynamic nature of life, rationalism must give place to ecological design.

Unlike the rational approach to I/T, an ecological development process relies primarily on contextual learning and social interaction. The ecological approach is socially driven by different roles assumed by individuals who are continuously communicating, exploring, designing, and building solutions. In this design approach, the artifacts of life are relegated to natural material forms without preemptive intrinsic knowledge. Ecological design therefore relies mainly on sociology as a mean to understand a given problem domain. To build solutions, one must live through the process and understand the opportunities and threats. The ecological approach is very unpredictable. It faces a paradox because it runs the risks of generating very large amounts of information, being caught in process paralysis, or cause unforeseen results.

The various designers involved in the development of I/T solutions must learn how to integrate their different cultures, language, principles, and objectives. However as we know politics takes time to mature. In highly mission critical system, such as NASA space launches, iterative and ecological approaches represent the best methods. To minimize communication breakdowns, modern ecological design uses new innovations such as video conferencing, story telling, joint application design, team building, and other social discovery schemes.

The role and value of design in the software development process will likely be debated for many more decades to come. From our current perspective, the first anthropological challenge is a matter of definition and clarity. The meaning and role of design artifacts must be understood and accessible by all stakeholders involved in the creation, financing, development, and use of I/T products and services. By integrating the artifacts of life in our ecological design context, we stand a great chance to improve the quality of the systems we design.

## 6 Notes on the Synthesis of Forms

As explained by hermeneutics, the dynamic nature of life makes it difficult for designers to develop forms that fit their context. The realization that any context is perpetually changing prompts us to question Alexander's contention that we must develop forms that fit their context. It would seem that a better approach would consider creating biological forms which are dynamically adjusted by the state changes in the context. Some objection to this approach may be based on human inability to understand all factors affecting a context. However, this objection assumes that humans must be in control.

Another point made by Alexander pertains to the fact that the motivation for doing design is based on our cognitive limitations. This view, in essence, portrays the design process as a mechanical effort. Relying on pure intuition when creating forms seems to be the most natural for human beings. This tendency, however, does not seem to disturb unselfconscious cultures. The best designers are those who know how to translate their intuitive insights into rational design specifications. The main motivation for design is threefold: (1) specification of knowledge, (2) testing of knowledge, (3) replication of knowledge.

Often times designers cannot avoid reverting to intellectual reductionism. The design process seems to never end. The true test of knowledge in design is measured in the impact (pragmatics) of the forms we create. Once we have a clear understanding of the pragmatics, we can proceed with the design process.

## 7 Artifacts in the Age of Information Technology

As the world market economies are increasingly relying on information technology, new comprehensive and rational methods to automate and informate economic productivity have become very important. The reality leads one to see that modern society has become more addicted to information technology forms and the competitive advantages they provide. The basic impetus behind this trend toward a new social computing environment, as inspired in other branches of science, aims at improving on processing efficiencies gained through automation, as well as the procurement and execution of alternative strategies to improve our condition of living. Given these trends today, one of the most basic assumptions in traditional computer science proposes a structural and phased definition of the information technology context, by a trained professional, and its translation in collections of hardware/software artifacts (tools, methods, deliverables, etc) which in essence enable the solution being provided. Moreover, modern artifacts, frameworks, and solutions can be easily and precisely reassembled and applied to a different context.

## 8 Modern Artifacts

A collection of artifact must not be assumed as a representation of perfect knowledge of a given problem domain. Artifacts enable us to focus on manipulating of the world to create knowledge and forms that deliver intrinsic value. In most information technology applications, teams of developers and domain experts will use artifact as a mean of communication, design specification development, measurement, and decision making. In this context, the investments in artifacts are used to provide models of a reliable solutions which when applied properly will possible solve a specific socio-economic problem.

Given the complexity and large investments involved in today's mission critical information technology application, a rich array of "solution providers" have emerged in the commercial market. However, despite remarkable profit margins, many I/T vendors have not effectively proved the true capabilities associated with their solutions. In many cases I/T managers have invested large amounts of their budgets maintaining large monolithic systems. There must be a communication disconnect between I/T managers and software artifact vendors. Using marketing gimmicks, many artifacts are being presented in the market as actual solutions that will guaranty fast project schedules, quicker learning curve, bug-free code, and better overall solutions (killer-Application). However, all these promises must be taken in the context of it I, I user's problem domain (Gestalt), and their skills and interests (Insight). Overall balanced skepticism must be taken toward current software artifacts.

When properly applied, I/T artifacts represent some of the most powerful tools we use as human beings. Through our daily lives, as we exercise our mental processes, we always use artifacts found in the physical world. Pen and pencils are very popular artifacts, especially to writers. An object or collection we can think of is used consciously or unconsciously as artifacts. they help us model, communicate, and view our thoughts and the world. This means that the various objects we use are borrowed, sometimes slightly adjusted, from the natural world which is the foundation of our inspiration and creativity.

## 9 Conclusion

The different schools of thoughts analyzed and discussed during this course have established the foundation and motivation to further develop and manage the complex information technology forms we need. The meaning and role of design will be critical, yet in perpetual state of flux, as human reality construction leads us to more 'never before traveled roads'.

CONFERENCE OF AFRICAN INTELLECTUALS AND PEOPLE  
INVOLVED IN ARTS AND HUMANITIES

DAKAR MAY 21 - 26 1990

THEME

*INTERNET / INTRANET BUSINESS  
DESCRIPTION TABLE OF CONTENTS*

\*\*\*\*\*

Modibo SOUMARE

## Internet/Intranet Business Description Table Of Contents

1 1 INTERNET/INTRANET MARKET SCOPE	2
1 2 UNDERSTANDING THE INTERNET	3
1 3 WEB MULTIMEDIA CONVERGENCE	4
<b>2 INTERNET BUSINESS SERVICES</b>	<b>6</b>
2 1 ONLINE STOREFRONTS	6
2 2 PRESENCE SITES	6
2 3 FEE-BASED CONFIDENTIAL SITES	6
2 4 MALL SITES	7
2 5 INCENTIVE SITES	7
2 6 SEARCH AGENT SITES	7
<b>3 INTERNET BUSINESS PRODUCTS</b>	<b>8</b>
3 1 BROWSER	8
3 2 SECURITY	8
3 3 DEVELOPMENT ENVIRONMENT	8
3 4 SERVER	8
<b>4 CONCLUSION</b>	<b>9</b>

## *1.1 Internet/Intranet Market Scope*

The following are important market descriptors pertaining to the Internet/Intranet market. Each descriptor is subject to changes and therefore should be updated periodically with more current measurements.

- ¥ **Number of Users** Ñ There are many conflicting measures on the actual number of Internet/Intranet users being presented in the general media. The range of the survey results vary from 9 million to 29 million users world wide. Based on a recent survey by Graphic, Visualization, and Usability Center (GVUC Nov 1995), an estimated 12 million users have Internet accounts, with 1.5 million new users joining on a monthly basis. This market size growth has been particularly fuelled by the popularity of the World Wide Web (Web) compared to other Internet/Intranet services such as E-Mail, FTP, NewsNet, and Telenet.
- ¥ **Market Size** Ñ The Internet/Intranet industry, yet to be added as a standard industry SIC number, has a current market value of \$4.925 Billion (Zona Research 4/11/96). By the turn of the century the projected gross market value for this industry will reach \$40 billion. Given the growing opportunities for gaining profits and minimizing costs when using the Web, it is no wonder that tens of thousands of businesses are developing and marketing various Internet/Intranet products and services to U.S. households at home and businesses at work.
- ¥ **Number of Servers** Ñ As of July 1995, there were 6.64 million Internet servers on the Network. Of these 6.64 million servers, 1.74 million are .com domains, 1.41 million are .edu domains, 30 million are .net, 27 million are .gov, 22 million are .mil and 20 million are .org domains.
- ¥ **Domain Growth** Ñ Growth in .com and .edu domains are quickly outpacing others. Of the total number of domains, 2.37 million are international servers representing 150 countries. It must be noted that over 70% of the new connections are commercial (Forrester Research 23/12/95).
- ¥ **User Profile** Ñ On the user front, a representative survey of Internet usage by GVUC revealed an upscale profile for current Internet visitors. The average age is 35 years, 91% have at least some college education or better, the median income is between \$50,000 and \$60,000, with an average household income of \$69,000. Internet visitors also tend to be employed in professional and computer-related occupations.

## *1.2 Understanding the Internet*

The World Wide Web (WWW) is the fastest growing service available through the Internet medium. The Web is a distributed hypermedia environment which allows media resources to be located anywhere on servers around the world. Web servers are interconnected to allow a user to query and update media resources and services located on different servers just by clicking on hyperlink objects.

To improve access and navigation of the various media products available on the Web, user friendly graphical applications (browsers) have been developed and marketed to businesses and consumers. The present and future popularity of the WWW as a commercial medium is largely due to its ease of use and potential for providing an efficient channel for integrating popular technologies, boost productivity, advertising, marketing, and distribution of certain products and services.

There are two categories of sites on the World Wide Web: Web Destination Sites and Web Traffic Control Sites.

- ¥ **Web Destination sites** contain various products and services of value to Internet users. They include Storefront sites, Presence sites, Content sites, FTP sites, Telnet sites, NewsNet sites.
- ¥ **Web Traffic Control sites** serve the purpose of directing users to their desired destinations. They include Mall sites, Incentive sites, Search Agents sites.

### 1.3 Web Multimedia Convergence

Within the U S , and other parts of the world, the Web has quickly become the interactive multimedia network of record. Traditionally, interactive multimedia had been provided on CD-ROM, except for a few interactive TV pilot projects such as the Mbone network in Atlanta. However over the past couple of years, the Web has grown to extend CD-ROM applications, telephone hook-ups, video on demand, teleconferencing, and mobile computing applications.

Most Web users do not have fast enough connections to the Internet to efficiently work with large multimedia resources without major transmission delays. Thus for large data sets and files, CD-ROMs are often preferable to accessing Web servers. However for now, CD-ROMs cannot be changed once they are pressed, and are hard to share with multiple users at once. Web servers are ideal systems for sharing and linking small bits of changing information with large audiences.

The following table shows the relative effectiveness for multimedia applications provided by current and emerging wide area communication technologies.

#### Wide Area Communication Generations

Generation (K-baud/sec)	Speed	Technology	Application
Narrowband (today)	14.4-28.8	Modem	Great Text, OK Pictures
Midband (1-2 yrs +)	100-400	ISDN, PC cable, Modem	Great Pictures, OK Videos
Broadband (2+ yrs +)	1500+	ATM	Great Video

Several other factors pertain to effective multimedia access in this Web world.

- ¥ **Intermixing CD ROM and Web** Ñ Today, a number of new technologies are emerging by linking CD-ROMs to the Web so that a user can access multimedia files on their local CD-ROM drive and then link to related current information on a Web server. Another integration of CD-ROMs and the Internet involves using a local CD-ROM as a local library of images and sounds that are controlled by a remote Internet site. This type of integration enables real-time multi-user virtual reality, computer based training, and games with reduced transmission delays.
- ¥ **Emerging Interactive Multimedia Technologies** Ñ There are other emerging interactive multimedia services being developed such as the Mbone (a fast video multicasting network), CU (another video multicasting network), the Internet Phone (enables telephone calls to be placed over the Internet), Real Audio (provides faster audio over the Internet), Worlds Chat (real time virtual reality entertainment over the Internet). Satellite based interactive TV is also being developed with feedback mechanism over the Internet. All these technologies are designed to provide for on-line audio, video, and conferencing features.

¥ **Interactive TV** Ñ Currently, viewers of interactive TVs cannot create their own shows. In the best case, viewers of interactive TV integrated over the Internet would be able to have some control over the plot of shows they watch and create. For example, viewers of interactive TV may make choices and provide feedback via the Internet. They might even be able to create Web sites that link to Interactive TV shows.

In summary, the Internet is forming as the central backbone for multimedia convergence. It provides for an infrastructure which unifies current and emerging media objects into a coherent whole.

## **2 Internet Business Services**

This section of the business description presents the various services available through the Internet. What the services are, and how they can be used is critical for any company attempting to become an access provider, a content provider, a content host, a training service, and/or a consulting service.

### ***2.1 Online Storefronts***

These Web sites offer direct sales using electronic catalogs, live graphics, or other more advanced media. The number of products presently being sold on a Storefront range from one to many. Consumers order goods via fillout forms, 800 numbers, credit card registrations, or e-mail. Online storefronts cover a wide variety of offerings such as Flower Shopping, Banking, Hotel/Travel reservation, Book ordering, etc. Storefronts combine elements of direct marketing with Online browsing and transaction processing.

### ***2.2 Presence Sites***

A presence site, often referred to as a homepage, provides a virtual presence for a firm and its offerings. It may also serve to signal to current and prospective customers and competitors that the firm is on the cutting edge of technology.

There are three types of Internet Presence sites: Flat Ads, Images, Information. These sites could easily appear in a newspaper or magazine, though an electronic flat ad is less sophisticated than its paper counterparts.

Information about the product, if any, is provided in the context in which the product is consumed, or has meaning to the consumer. One objective of such sites is to build a relationship with the consumer even before the need to purchase the product or service arises. This category will evolve to include hypermedia, particularly as Web browsers and programming languages like Java integrate real-time audio, video, and other media.

### ***2.3 Fee-Based Content Sites***

In Fee-Based content sites, the provider supplies content which the consumer pays to access. Fee-based content sites are expected to proliferate as secure payment mechanisms are implemented. To date, however, the model has met with only limited success, perhaps because consumers may be unwilling to pay for content delivered in this manner. A recent trend is toward information brokering, and usage based pricing where visitors are able to access news summaries at no charge, but incur a small fee for the full text of a story.

#### *2.4 Mall Sites*

The Mall site typically constitutes a collection of Online storefronts, each of which may contain many different categories of goods for sale. The provider charges rent in exchange for the real-estate and may offer a variety of services to the Storefront.

#### *2.5 Incentive Sites*

The Incentive Site represents a unique form of advertising that attracts a potential customer to a site. The objective is to pull the user to the commercial site behind it, therefore helping marketers generate traffic to their Web sites. The content may be transitory in nature and may appear to serve as a public service announcement or offer incentives. From the context of Web traffic control, Incentive Sites serve the same function as Malls.

#### *2.6 Search Agent Sites*

The purpose of Search Agent sites is to identify other Web sites through keyword search of a database that extends throughout the Web. Software agents are used to generate and/or assist the search through the database. A recent trend in such sites is the emergence of fee-based or advertiser-sponsored search agents.

### **3 Internet Business Products**

What are the products used for developing and deploying client server Internet compliant application? This section of the business description presents the various products available for developing and managing Web clients and servers

#### ***3 1 Browser***

Browsers are point-and-click navigation tools for the Internet and Intranets. These tools provide for file transfer, secured e-mail, threaded discussion groups and other interactive multimedia functions

#### ***3 2 Security***

Security products provide for software and/or hardware based protection layers, individual physical network connection and protocol, and alarm to alert system administrators when an attempted security break occur

#### ***3 3 Development Environment***

Development environments provide for a visual development tools for authoring, deploying, and maintaining interactive Web applications. To date the industry has been fairly well served by the current class of single user HTML editors. Next generation tools providing graphical development and multi-user development with versioning, are beginning to emerge

#### ***3 4 Server***

Secure server with support for S-HTML and secure socket layer (SSL). Support HTML authoring tools, data search engines, SQL gateways, and proxy servers

## 4 Conclusion

As of October 9 1995 a significant number of the 80,000-plus Web servers on the Internet represent commercial sites. Nearly 14,000 firms were listed in Open Market's (1995) "Commercial Services on the Net" directory and in the Yahoo Business and Economic directory, there were 23,540 entries under "Companies."

As a commercial medium the Web offers a number of important benefits which can be examined at both the customer (demand) and business (supply) levels. The customer benefits arise from the availability of information, provision of search mechanisms, and Online product trial all of which can lead to reduced uncertainty in the purchase decision. One important consumer benefit associated with marketing on the Web is the access to greater amounts of dynamic information to support queries for consumer decision making. Surveys of Web users have found that gathering purchase related information was the most preferred Web commerce activity.

Further, the interactive nature of the Web and the hypertext environment allow for deep, nonlinear searches initiated and controlled by customers. Marketing communications on the Web are more consumer driven than those provided by traditional media. In addition, recreational uses of the medium manifested in the form of non-directed searches, can be an important benefit to consumers intrinsically motivated to use the medium.

**CONFERENCE DES INTELLECTUELS  
ET HOMMES DE CULTURE D'AFRIQUE**

DAKAR 21-26 MAI 1996

---

**THEME :**

**RELATIONS EURO-AFRICAINES  
DANS UN SOCIALISME MONDIAL DU  
XXI<sup>e</sup> siècle**

---

**Bernard Founou  
TCHUIGOUA**

RELATIONS EURO-AFRICAINES DANS  
UN SOCIALISME MONDIAL DU XXI<sup>e</sup> SIECLE

Bernard FOUNOU-TCHUIGOUA

## RELATIONS EURO-AFRICAINES DANS UN SOCIALISME MONDIAL DU XXI<sup>e</sup> SIECLE

L'Afrique etait inserree dans le systeme mondial de l'apres deuxieme guerre mondiale comme quart-monde defini par a) une economie de faible productivite dans l'agriculture et les services une industrialisation par substitution d'importation entree precocement en crise , le tout entrainant le maintien de la specialisation agro-miniere dans le commerce exterieur , b) une pauperisation massive et croissante lisible dans le gonflement du secteur dit informel , c) des regimes politiques repressifs d) une question nationale generalement non resolue C'est cette modalite d'insertion qui est en crise La permanence de cette crise traduit l'incapacite de l'ajustement economique, social et politique neo liberal qui dure depuis bientot deux decennies, de repousser les limites des strategies de " modernisation " qui en avait conduit a cette situation Les resultats catastrophiques des fameux PAS (Programme d'Ajustement Structurel) etaient previsibles sinon pievus par les forces dominantes des centres Aussi la principale interrogation porte sur les facteurs qui les ont poussees a imposer ces programmes Nous soutenons que ces forces ont eu recours deliberelement au neo-liberalisme pour bloquer la " nouvelle accumulation primitive " ou " nouvelle industrialisation " amorcee dans le tiers monde apres la deuxieme guerre mondiale , et dans ce cadre, leur objectif est de recompradoniser les etats cristallisateurs du projet de bandoung au risque de plonger l'accumulation mondiale dans une crise durable La mythologie du marche auto-regulateur entrainant la demociatie liberale et " la croissance durable " legitime cet objectif Nous proposons de lui substituer un projet realiste fonde sur un socialisme mondial repense dans lequel l'Europe et l'Afrique seraient liees par des relations enfin non polarisantes

### **I L'objectif principal de la mondialisation economique neo-liberale le controle ou le blocage de l'industrialisation autocentree au Sud**

Nous voudrions montrer ici comment la logique du marche auto-regulateur occulte des problemes essentiels au niveau theorique et comment la reorganisation neo-liberale de l'economie mondiale a ete conque pour bloquer l'industrialisation sous le tiers monde

#### **I 1 La theorie de la logique du marche auto-regulateur occulte l'essentiel**

a) La logique du marche ou du capital livre a lui-meme n'est que celle de la maximation du profit de la firme La theorie neo-liberale soutient que si l'Etat se contente d'exercer les fonctions qu'Adam Smith lui a reconnues, les marches mondialises (a l'exception de celui du travail !) s'auto-

regulent " a long terme " au travers de cycles d'ajustement et conduisent a une elevation infinie du produit et du revenu par habitant etant entendu que le coût de reconstitution du patrimoine naturel et la pollution ne sont pas deduits du produit et du revenu. Dans cette these les phases de crise et de croissance stable et durable alternent a la maniere des cycles biologiques ou astronomiques, selon des lois internes a " l'economie marchande "

La critique economiciste de cette these est centree sur le fait que dans la realite, les conditions de la concurrence pure et parfaite ( qui n'operait que le mode de production petit marchand) ne sont pas remplies. Par contre le recours a l'approche globale permet de mettre en evidence trois logiques non marchandes que le capitalisme produit et qui montrent les limites de la domination de la logique marchande dans la reproduction du capital

b) La logique de la revendication nationaliste en reponse a la polarisation

La logique marchande ne peut pas expliquer la polarisation Nord-Sud. Les theories de l'echange inegal et des transferts financiers provoques par la perequation du taux de profit a l'echelle mondiale ne revele pas l'essentiel. C'est une analyse globale centree sur les alliances de classes et prenant en consideration les dimensions externes et notamment geo-politiques, qui a permis a S. Amin de montrer que le capitalisme est polarisant des le debut dans la mesure ou il oppose des centres ou l'accumulation primitive est achevee a des peripheries ou la destructure/restructuration sociale et les alliances sociales qui en resultent, soumettent " spontanement " l'accumulation interne aux exigences des centres

La polarisation suscite le developpement des mouvements nationalistes radicaux qui mettent au centre de leurs revendications le droit d'imiter les pays centraux sur le plan economique et technologique (mais en general pas sur les plans politique et culturel). Pour ces mouvements, se soumettre a la logique de la transnationalisation (logique marchande) et laisser le capital determiner des grandes orientations de l'orientation economique d'investissement, c'est renoncer a la realisation de l'accumulation primitive achevee et donc amener plus que remettre en question la polarisation. Ils craignent que la bourgeoisie privee nationale soit incapable de sortir de la compradorisation

Depuis 1880, une politique d'accumulation primitive achevee dans un pays ou une region doit franchir des obstacles que n'avaient pas connus ceux qui l'avaient precede sur cette voie. Le pouvoir doit etre en mesure de soumettre la logique du capital pur a celle de l'accumulation autocentree. En effet, laisse a la logique du marche, le capitalisme est plutot speculateur et non pas entrepreneur par nature comme l'avait suppose les economistes classiques, Marx et Shumpeter. Il est a la recherche d'un

surplus monétarise et pas nécessairement d'une activité productive. Cette observation s'étend au secteur public lorsque l'Etat élimine le marché par une planification bureaucratique au lieu de le soumettre à l'imperatif de la constitution d'un système économique cohérent et dynamique. En effet, déterminer les secteurs prioritaires et les proportions respectées entre différents secteurs dépend d'un mélange d'intuitions et de connaissances, mais surtout de la capacité de l'administration à développer des rapports de synergie avec les entreprises publiques et privées, dans tous les cas la maîtrise de la balance des paiements s'avère indispensable. Et elle est d'autant mieux assurée que dans les politiques de la collecte et de la canalisation des fonds d'investissements, l'Etat privilégie l'intermédiation bancaire (modèle allemand et japonais) par rapport à l'intermédiation boursière (modèle anglo-saxon).

### c) Esquisses de réponse à la surexploitation de la terre et à la pollution

La logique du marché ou du capital pur conduit inévitablement à la surexploitation de la nature. Marx l'établit clairement dans "le capital", même s'il n'en a pas tiré les implications sur la théorie de la valeur-travail. Mais sans doute l'essentiel n'est pas là, car chez lui la théorie de la valeur sert plutôt à organiser la critique du système capitaliste qu'à proposer des solutions politiques et idéologiques pour le sauver. Aussi la mesure du produit net n'a pas la même importance que chez les néo-classiques. Marx était d'ailleurs plus préoccupé par les puissances au lieu de travail et les conditions du logement qui affectent directement la santé et le bien-être du travailleur que par la détérioration de l'environnement et de la pollution *per se*. Ces aspects ne devraient jamais être négligés dans le débat écologique. C'est pourquoi que la pensée et les mouvements écologistes progressistes mettent l'accent sur la nécessité et l'urgence d'instaurer un système des prix mondiaux qui contiennent des rentes affectées à l'amélioration de l'environnement qui est en même temps un moyen de production des paysans, des pêcheurs et des éleveurs.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le néo-libéralisme propose sa "théorie" de l'ajustement cycle que ou de la spécialisation internationale et se tait sur les risques de pollution les plus importants. Il prétend qu'à "long terme" un cycle d'investissements rentables dans la dépollution s'imposera. N'estime-t-on pas que déjà en Allemagne, le quart du PIB sert à lutter contre les effets de la pollution, et cela en recourant au service des entreprises rentables ? Le même schéma de pensée permet de légitimer le commerce international des déchets toxiques en direction du Sud et d'y localiser les industries polluantes sous prétexte que le taux de pollution est moins élevé que dans les centres. En fait le néo-libéralisme occulte deux faits majeurs (1) A long terme l'interdépendance est irréversible, un modèle alternatif de développement mondial s'impose, car il est clairement établi maintenant que notre planète ne peut pas supporter des économies produisant et rejetant autant de produits et de déchets par tête que les pays du G7 (11) Les forces dominantes s'y opposent. La position négative des

Etats Unis au "Sommet de la Terre" a Rio en 1992 en est la traduction. Le silence néo-libéral porte sur un aspect crucial des risques de pollution : la fabrication et le stockage des armes nucléaires. Il est vrai que dans ce domaine la théorie du marché auto-régulateur n'est pas applicable.

d) Le désarroi devant la logique de la surexploitation de la force de travail

Marx avait montré que la logique du capital peut faire coexister toujours une fraction active du prolétariat avec une armée de réserve. Il avait montré que la logique du marché engendre la paupérisation relative et absolue. Pour lui, la paupérisation n'est pas résorbable sous le capitalisme. Pour certains, les prédictions de Marx auraient été démenties par l'Etat Providence des pays développés après la deuxième guerre mondiale. Par contre, dans l'analyse qui intègre les centres et les périphéries dans un même système logique, Marx a raison. La paupérisation se développe pratiquement dans toutes les périphéries et s'accroît avec le retour en force de la logique du marché auto-régulateur qui n'a rien à proposer, sinon la baisse des salaires de "l'armée active" pour éviter que le capital se délocalise vers les pays sans impôts et sans législation du travail. La paupérisation au milieu de l'abondance se heurte aux aspirations à la justice sociale et à l'équité qui sont présentes dans toutes les sociétés, même si elles n'ont trouvé leurs théoriciens qu'avec le développement des sciences sociales au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe. Les théoriciens socialistes, notamment marxistes, ont montré que la construction d'un monde sans pauvreté et sans exclusion était nécessaire et possible. Les progressistes ont cru, au moins pendant un certain temps, que les révolutions bolchevique et maoïste ouvraient la voie à la transition au communisme.

L'échec ne signifie pas que la logique du marché est la solution. Ce qui est important de remarquer, c'est que l'affaiblissement du mouvement socialiste est un facteur aggravant de la crise de l'accumulation en Occident. Or, les bourgeoisies comptent de plus en plus sur la dépolitisation pour perpétuer la paupérisation. Elles proposent au Sud une démocratisation déstabilisante pour les pays qui peuvent menacer leurs intérêts et stabilisante pour les "amis". Pour réaliser cet objectif, il est prêt à mettre à contribution le maximum de forces obscurantistes, comme les "fondamentalismes" religieux ou "ethniques", et à lutter contre les forces progressistes. Aujourd'hui, celles-ci sont dans un certain désarroi.

e) La démocratie politique : crise au Nord, incertitudes, quant à son instauration au Sud

Les tentatives de théorisation des rapports entre l'économie capitaliste (économie du marché) et les régimes politiques n'ont pas donné des résultats concluants. Tout au plus, l'histoire permet de dire que la résistance à l'oppression et à la domination, et l'aspiration à la participation politique - qui

remontent aux premières sociétés étatiques - ont été définitivement victorieuses depuis les proclamations de la République des États Unis et surtout de la révolution française. Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale l'essentiel du débat portait sur les franchises électorales et exprimait la crainte des classes dominantes de voir le suffrage universel amener au pouvoir des majorités anti capitalistes. Même la conception de la société civile était très restrictive.

La consolidation de la démocratie politique en Europe Occidentale remonte véritablement à la formation de l'État providence que les travailleurs ont imposé contre l'augmentation du niveau de vie et la diminution du temps de travail. Ils avaient alors en majorité renoncé au projet socialiste au sens de l'époque. Cette démocratie avait donc perdu sa dimension potentiellement révolutionnaire.

Aujourd'hui la crise du Welfare State en Europe entraîne celle de la démocratie, qu'elle fait évoluer vers le modèle américain caractérisé par l'exclusion des pauvres de la vie politique. La dépolitisation réduit le taux de participation effective à la vie politique - y compris aux élections - tandis que les médias se chargent d'une part de diaboliser le tiers monde qui menacerait la sécurité de l'Occident (fondamentalisme musulman, production de la drogue), et serait responsable du démantèlement du Welfare State (dumping social, immigration "clandestine") d'autre part de légitimer les décisions que leurs gouvernements prennent contre le Sud.

Dans la périphérie en voie d'industrialisation, les classes dirigeantes prétendent que la démocratie met en danger les positions de la "nation" sur le marché mondial, elles utilisent contre les forces du socialisme le potentiel de répression moderne que leur confère l'industrie, mais lorsque les luttes sociales imposent la démocratie libérale, la base matérielle de son exercice permet des concessions effectives (Taïwan, Corée du Sud). Dans le quart monde en général, l'heure est à "l'ouverture démocratique", le faible niveau d'industrialisation rendant très fragile les alliances politiques. En Afrique l'importance que prend l'ouverture démocratique et la mobilisation populaire qu'elle entraîne s'expliquent en grande partie par la faiblesse des bourgeoisies locales. Le bas niveau de l'industrialisation ne permet pas une cristallisation des classes dirigeantes qui transcende les clivages ethniques, religieux ou régionaux. De plus la crise entraîne la diminution drastique du surplus disponible pour le renforcement des appareils d'État et le développement social. Il en résulte que "l'ouverture démocratique" n'élimine pas le clientélisme et qu'elle peut conduire aussi bien à l'anarchie et au monopole du pouvoir par une "ethnie" numériquement dominante qu'à une sorte de consensus entre les "partis politiques" pour garantir le statu quo économique et social. Prétendre qu'une démocratie sans contenu social fort est un facteur de croissance et de développement en Afrique, ne renvoie ni à aucune expérience historique convaincante pour garantir le statu quo économique et social. Pour la gauche africaine qui s'exprime dans le cadre du Forum du Tiers Monde, comme nous le

verrons dans la partie consacrée à l'Afrique, la démocratisation de nos sociétés - et pas seulement des régimes politiques - est inséparable du développement autocentre et de la perspective socialiste dans un système mondial socialiste

Au total donc c'est par le socialisme que les crises seront surmontées. Nous verrons plus loin les difficultés que soulève aujourd'hui sa définition. Il importe ici de rappeler seulement que la logique de l'exigence socialiste est inhérente au capitalisme et qu'elle y opère par des mouvements qui se fixent des objectifs progressistes : partis politiques, syndicats, mouvements féministes, écologistes etc.

C'est à la lumière du cadre théorique ainsi esquissé que nous allons re-examiner les enjeux économiques Nord-Sud, tels qu'ils apparaissent notamment aux classes dirigeantes des centres devant la montée des "dragons", des "tigres asiatiques" et des "puissances pétrolières".

## 1.2 Les enjeux économiques Nord-Sud des années 1970

Si les logiques du Welfare State et du développement économique autocentre dominèrent les années 1950 à 1970, depuis lors les forces dominantes du centre imposent la logique du marché pur aux économies surendettées du Sud.

a) A la fin des années 1960, les bourgeoisies dominantes avaient perdu leur pouvoir de régulation économique et sociale et étaient confrontées à la "nouvelle industrialisation" du Sud.

Les grandes firmes transnationales devenaient les acteurs principaux du jeu économique international et faisaient éclater le système monétaire centré sur le dollar et le change fixe. Elles enlevaient ainsi à l'Etat central la capacité de régulation dont il s'était doté depuis l'époque mercantiliste de gérer des intérêts conflictuels. Mais plus important, elles accentuaient la tendance à la surproduction du fait de l'affaiblissement du mouvement socialiste politique et syndical qui restait national. Fallait-il alors laisser cette contradiction se développer et donc déclencher la crise économique ?

Les forces dominantes pensaient pouvoir contrôler étroitement après la deuxième guerre mondiale l'industrialisation du Sud, c'est à dire en dernière analyse empêcher la cristallisation du mouvement national et socialiste. Mais certains grands pays passaient d'une industrialisation fondée sur l'approfondissement et l'élargissement du marché interne par étapes à une intégration compétitive dans le nouveau système productif mondial.

Les bourgeoisies de l'ensemble du tiers monde croient à la possibilité d'un nouvel ordre économique international (NOI) dans lequel les règles de l'exploitation et de la commercialisation des produits de base, la reorganisation du système monétaire et financier international, l'ouverture sans réciprocité des marchés des centres, la circulation de l'information scientifique et technologique seraient mises au service de la révolution économique au Sud. Leur optimisme était justifié par le succès de la décision des pays membres de l'OPEP d'augmenter unilatéralement la rente pétrolière et par la perspective pour certains pays d'Amérique latine et d'Asie de sortir de la crise de l'industrie par substitution d'importation par l'intégration compétitive dans le système productif mondial.

b) Ces revendications furent rejetées en bloc par les alliances dominantes. Elles opposèrent au schéma d'un keynésianisme mondial - sans Etat correspondant - le projet de mondialisation néolibérale. Nous le définissons comme l'ensemble des doctrines economicistes et des pratiques conservatrices par lesquelles les forces dominantes du capitalisme central tentent depuis les années 1970 de recompradoriser les Etats du tiers monde pour maintenir la polarisation. Leur cible principale est le nationalisme économique efficace qui se cristallise dans une classe capable d'orchestrer une révolution économique. Le surendettement et "l'aide" sont leurs principales armes et les institutions financières multinationales et nationales leurs agents d'exécution les plus visibles.

Les réponses des pays du Sud ont varié en fonction du degré de vulnérabilité des Etats et des classes dirigeantes, défini par les niveaux et les structures de l'industrie et de la dette.

## II Diversité des réponses au projet du blocage de l'industrialisation au Sud

II 1 Dans le cadre du projet développementaliste dit aussi de Bandoung, la volonté de surmonter les frustrations du pacte colonial s'étaient exprimées partout dans le tiers monde par la place accordée à l'industrialisation dans tous les "plans de développement" jusqu'à la crise de l'endettement au début des années 1980, et cela même si les écarts entre les objectifs et les réalisations étaient parfois très grands et réduisaient la "planification à des rites" de légitimation du pouvoir. Même en Afrique Noire (Afrique du Sud non comprise), le taux d'expansion moyen de l'industrie manufacturière avait été de 4,3 % l'an dans la décennie 1970, - qui fut pourtant marquée par la sécheresse - soit un taux comparable à celui de l'Asie du Sud (4,3 %), quoique inférieur à celui de l'Amérique latine (6,2 %), et très loin derrière celui de l'Asie de l'Est (11,3 %).

Tandis que l'Asie du Pacifique s'en tient au projet d'industrialisation de Bandoung et s'auto-adjuste à la mondialisation économique, l'Afrique regresse depuis qu'elle est soumise aux Programmes d'ajustement néolibéraux (P A S). De 1980 à 1993, le taux d'expansion du secteur manufacturier n'a été

que de 0,9 % en Afrique subsaharienne contre 6,3 % en Asie du Sud (Inde 6,3 %) et de 10,6 % en Asie de l'Est (Chine 11,3 %). Une analyse comparative même succincte nous permet de mieux cerner les contours de la crise africaine.

## II.2 Les principaux facteurs de l'auto-ajustement asiatique

En Asie de l'Est et du Sud-Est et même au Sud, les classes dirigeantes s'en tiennent au projet de Bandung ou de développement autocentre capitaliste dans l'interdépendance renouvelée. Cinq séries de facteurs sont à la base de ce succès :

a) Elles ne souffrent pas de complexes à l'égard de l'Occident. La mémoire collective rappelle par exemple que la civilisation et l'Etat chinois sont parmi les plus anciens du monde, que le Japon a su échapper à la domination capitaliste et sacrifier sa société féodale pour sauver son identité et son indépendance, que le Viet Nam a remporté des grandes victoires militaires sur les corps expéditionnaires français et américains, que la Corée et Taiwan ont su tirer avantages de leurs positions stratégiques par rapport aux Etats Unis pour devenir de nouveaux pays industriels etc.

b) La région recèle un potentiel exceptionnel d'expansion des marchés. La région abrite plus de la moitié de la population mondiale, trois des pays les plus peuplés du monde, et cinq de plus de 100 millions d'habitants. La densité au km<sup>2</sup> est parmi les plus élevées du monde.

c) Tous les pays de la région ont largement accès à la mer ou même sont des îles ou des archipels. Cela réduit considérablement les coûts de transports et des échanges internationaux.

d) Les conditions externes et internes restent favorables à l'industrialisation.

Sous la direction du parti communiste chinois qui applique, soutient-il, le socialisme de marché, la Chine populaire a recours à l'investissement direct des grandes puissances, de Taiwan et de la diaspora chinoise pour accélérer la croissance économique et augmenter la capacité technologique.

Pour garder leur influence militaire et économique dans le Pacifique, les Etats Unis doivent continuer à soutenir l'industrialisation de la Corée du Sud, de Taiwan et de l'Indonésie voire du Viet Nam, pour contenir les ambitions chinoises.

Le Japon qui a les mêmes intérêts que les Etats Unis ne peut garantir son approvisionnement en produits de base et trouver des débouchés à ses excédents en capitaux qu'en soutenant le mouvement d'industrialisation dans la région

Au plan interne tous les pays bénéficient de la stabilité du pouvoir la revendication démocratique ayant été étouffée en Chine et en Indonésie, les deux principaux pays de la région

e) Ayant réalisé avant la mondialisation néo-libérale des réformes agricoles et sociales indispensables à la croissance et l'industrialisation les Etats de ces régions ont su éviter le piège du surendettement Ils ont pu ainsi échapper aux Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) imposés et néanmoins s'auto-ajuster sans se soumettre aux "conditionnalités" économiques et politiques Cette capacité de mener dans l'autonomie des réformes de grande envergure est à la base du "miracle asiatique" et non pas la soumission aux lois du marché comme l'a soutenu la Banque Mondiale pendant longtemps dans sa campagne contre l'industrialisation en Afrique et dans le monde arabe

L'Afrique est terre d'élection du projet néo-libéral Il y a été imposé dans sa totalité et produit les effets désastreux prévus Les peuples de tous les pays démographiquement importants sont dans l'impossibilité de se doter de pouvoir et d'administration qui orchestrent la révolution économique et les réformes sociales appropriées Le succès du projet néo-libéral de bloquer le développement africain a des racines historiques

En Europe atlantique mercantiliste en effet, les relations extérieures, du "commerce triangulaire" notamment, servaient à consolider les Etats nationaux nés de la décomposition de la féodalité et de l'affranchissement de la tutelle du Pape La centralisation des pouvoirs était accompagnée de la constitution de bureaucraties instrumentalisées dans le développement économique autocentré et d'un système de défense fondé sur des fabriques d'armes à feu et la marine En Afrique Noire, l'insertion dans le "commerce triangulaire" par la traite des esclaves, prédatrice par nature, ne favorisait pas la formation d'Etats-nationaux, mais l'ethnisation culturelle et la lignagisation des rapports politiques et économiques

En Afrique du Nord, les classes dirigeantes se soumettaient aux traités inégaux imposés par l'Europe à l'Empire Ottoman (les fameuses capitulations), entretenaient la nostalgie des siècles de splendeur et le rêve de l'unité de la Oumma islamique pendant que l'Europe jetait les bases de la laïcité de l'Etat Celle-ci allait permettre le développement de la démocratie libérale

Lorsque l'Europe s'industrialisa et se dota de bourgeoisies nationales elle plaça l'Afrique dans l'impossibilité de l'imiter. La traite négrière se poursuivit, la colonisation paracheva la destruction des sociétés. La volonté de l'Europe industrielle d'anéantir l'Afrique se lit dans les décisions de la Conférence de Berlin qui montrent clairement que si l'Africain est reconnu comme un être humain, il n'a pas droit à un État national. C'est cette conception qui légitime l'assassinat culturel matérialisé par un découpage en territoires - selon un schéma absurde du point de vue de l'industrialisation. Ainsi l'ironie du sort a voulu que le dépeçage de l'Afrique suive les luttes qui ont abouti à la formation d'États nationaux italiens et allemands, deux processus historiques qui ont changé sans doute l'histoire de l'Europe et du coup de l'Afrique aussi. C'est donc un truisme de dire que l'économie de mise en valeur coloniale, fondée sur la surexploitation des personnes et des ressources naturelles et régie par le pacte colonial, n'admettait pas la formation de bourgeoisies industrielles locales. L'État central et l'administration locale veillaient au contrôle direct des activités industrielles par le capital et les capitalistes d'origine métropolitaines. C'est pourquoi des embryons de bourgeoisie industrielles ou agricoles ne s'étaient formés que dans les colonies de peuplement (Maghreb, Afrique du Sud, Zimbabwe).

Dans ces conditions, les projets de développement autocentrique des mouvements de libération radicaux sous-estimaient l'importance des dimensions politiques, géo-stratégiques, géo-économiques et démographique.

a) Ils étaient en effet portés par des fractions de la petite bourgeoisie qui n'était même pas très impliquée dans l'administration des territoires : membres des professions libérales, enseignants du premier et second degré, etc. Ils étaient volontaristes et populistes par essence. La balkanisation du continent est également un facteur défavorable au projet d'industrialisation autocentrique. En effet même si elle a doublé depuis 1960, la population de l'Afrique reste inférieure à celle de l'Inde. Plus de vingt pays sur cinquante-trois ont moins de 10 millions d'habitants et six moins d'un million. Le continent ne compte que trois pays de plus de cinquante millions d'habitants (alors que le Viet Nam en a 78) et un seul sans doute de plus de 100 millions. Ajoutons que quatorze pays sont totalement enclavés : que le Zaïre dont dépend le sort de l'Afrique centrale, n'accède à la mer que par un petit couloir et que l'Éthiopie est enclavée depuis l'indépendance de l'Érythrée.

b) Par contre le projet néo-colonial de ne nouer des alliances stratégiques qu'avec des couches dirigeantes et des États compradores ne nécessitait pas de bouleversements sociaux, puisqu'il excluait une industrialisation volontariste. L'Occident a eu recours à la force pour défaire ses adversaires. À cet égard rappelons que les États-Unis ont contribué à la "décolonisation" dans la mesure où ils étaient persuadés que les puissances coloniales européennes n'avaient pas les moyens d'imposer le projet néo-

colonial face à la montée du radicalisme nationaliste mondial soutenu par l'URSS devenue puissance militaire mondiale. De plus, il s'agissait, et il s'agit toujours, d'exercer le contrôle absolu sur les ressources pétrolières du Moyen Orient et minières de l'Afrique. Autrement dit, l'industrialisation de l'Afrique du Nord (notamment de l'Égypte) et de l'Éthiopie est ressentie comme une menace à la sécurité de l'approvisionnement des centres en pétrole. De même l'émergence d'une puissance industrielle en Afrique Noire saperait les bases de l'idéologie raciste anti-noire en Occident. Ces raisons expliquent l'unanimité sans débat sur le maintien du continent dans la soumission et la pauvreté par le soutien sans faille aux néo-coloniaux. Elles fondent les relations ACP-Union Européenne.

**II 2 2** La strate inférieure qui forme le quart monde stricto-sensu regroupe presque toutes les autres économies du continent. Leur système productif est caractérisé par une absence de tissu industriel et souvent par une agriculture si extensive et à productivité du travail si faible par un surplus si limité, qu'avec une population à 70 % agricole, le recours à l'aide alimentaire reste une donnée essentielle de leurs relations avec les centres, même pour un pays comme le Kenya.

Dans la plupart de ces pays le projet néo-libéral est mis en œuvre directement sous la supervision d'agents du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Les agences bilatérales agissant plus discrètement. Certaines économies sont totalement désorganisées par la vitesse des "réformes" qui font complètement abstraction de la notion de vie humaine. C'est ainsi que les "Nouvelles Politiques Agricoles" (NPA) exigent qu'en quelques années on crée les conditions d'ailleurs mythiques - du capitalisme pur dans l'agriculture (libéralisation des importations et désengagement de l'État), alors que les États Unis et l'Union Européenne ont exclu l'agriculture des accords du GATT pendant quarante ans. Le néo-libéralisme prépare ainsi les famines futures et au-delà la déliquescence des États et des sociétés. Illustrons par le cas du Rwanda. En 1993, donc un an avant que n'éclate de manière dramatique le processus de décadence, la production agricole était en valeur au même niveau qu'en 1980, alors que la population avait augmenté de 2,9 %. Parallèlement la valeur de la dette passait de 13,6 % à 28,8 % du PIB et de 209 % à 362 % des exportations. L'excédent de la consommation sur la production augmentait de 3 % en 1970 à 9 % en 1990 tandis que les exportations tombaient de 12 % à 7 % du PIB. Quelles alternatives à un pouvoir génocidaire pouvait mobiliser la majorité de la population Hutu dans ces conditions ? De quelle marge le nouveau pouvoir bénéficie-t-il pour définir une démocratie appropriée à la situation si le poids négatif de l'extérieur est si lourd et l'économie si fragile ?

**II 2 3** Quelques sept pays, que nous appelons semi-industriels s'étaient détachés avec en tête l'Afrique du Sud. C'est le seul pays du continent qui dispose d'une base industrielle diversifiée.

comparable a celle des grands pays d'Amérique latine. Sans doute parce qu'il a été moins victime du neo-libéralisme que d'autres. Il avait produit 50 % de la valeur manufacturière continentale en 1990 contre 40 % vingt ans plus tôt. Dans une sorte d'économie de guerre immanente à l'apartheid, ce pays a été en mesure de fabriquer la bombe atomique et d'autres armes sophistiquées adaptées aux conflits armés de "faible intensité". Mais il a été incapable de franchir le seuil de la compétitivité à cause de l'impossibilité d'élargir la demande interne et sous régionale. Les autres pays semi-industriels quatre en Afrique du Nord (dans l'ordre décroissant de l'intensité du tissu industriel, l'Algérie et l'Égypte, la Tunisie et le Maroc) et deux en Afrique subsaharienne (le Zimbabwe et l'île Maurice), suivent de très loin.

C'est en Algérie que la résistance au projet neo-libéral de dé-industrialisation s'est avérée la plus tenace, sans doute à cause de la longue lutte de libération armée qui avait porté au pouvoir des forces sociales décidées à appliquer un grand programme d'industrialisation autocentrée. Mais elles avaient malheureusement trop compté sur la rente pétrolière pour financer l'importation des équipements, des technologies, des biens intermédiaires et surtout des produits alimentaires de base. Elles s'étaient ainsi dispensées d'une politique de développement agricole systématique et n'avaient pas cherché de débouchés extérieurs - pour leurs industries. C'est le surendettement induit par le modèle lui-même qui a contraint le pouvoir à renoncer à l'autostructuration, au profit de l'ajustement décidé par les forces de déstabilisation extérieures et intérieures, articulées sur l'intégrisme.

En Égypte, de même que la victoire de 1956 sur les forces opposées à la nationalisation du Canal de Suez avait renforcé le nationalisme économique et permis de jeter les bases de l'industrialisation, de même la défaite de 1967 marqua le début de l'offensive victorieuse de la récompradorisation neo-libérale.

En Tunisie, la lutte entre le courant populiste et le courant conservateur qui s'aiguissait après l'accession de l'Algérie à l'indépendance suivie du mouvement autogestionnaire, se termina par la victoire du deuxième courant. Depuis lors, tournant le dos aux préoccupations d'une industrialisation dans le cadre du Maghreb uni, la classe dirigeante joue la carte du tourisme et de la relocalisation liée à une main d'œuvre bon marché. Le conservatisme social - plus que politique - est un frein à l'industrialisation du Maroc. Le Zimbabwe a hérité de l'État blanc d'une industrialisation protégée à l'extrême dans un pays qui de surcroît n'a pas d'accès direct à la mer.

L'île Maurice est peut-être le pays africain qui échappe nettement au blocage de l'industrialisation au prix de la transformation de l'île en zone franche industrielle. De ce point de vue c'est le pays qui certainement bénéficie le mieux des opportunités qu'offre la convention de Lomé.

Mais d'une part le modele n'est pas generalisable et d'autre part, sa durabilite est indissociable d'une integration regionale dans laquelle l'Ile ne peut pas jouer de rôle moteur

Nous ne tirons pas de cette presentation comparative la conclusion que l'Afrique devrait imiter le "modele asiatique" d'industrialisation pour participer activement a la construction d'une mondialisation alternative a celle qu'impose le neo-liberalisme. Ce modele n'est pas interessant a cause de l'autoritarisme qui bloque au nom de la competitivite l'expression des forces du socialisme et de la democratisation des societes, mais les Africains doivent l'etudier. Une voie africaine de la transition a un systeme mondial construit sur des principes de solidarite au sein de l'espece humaine, doit etre exploree

### III Socialiser le developpement dans un espace Euro-africain a construire

Le capitalisme tel qu'il fonctionne en Afrique depuis l'epoque mercantiliste, marginalise l'Afrique, refuse a ses peuples la dignite identitaire et les pauperise tout en les rendant responsables de la deterioration de l'environnement. Pour K. Mbaya, la socialisation du developpement est desormais une necessite. Ce point de vue est partage aussi bien par H. Marais et son equipe que par A. Fadahunsi. Mais qu'est-ce qu'etre socialiste et qu'est ce que le socialisme aujourd'hui ? Comment envisager une mondialisation socialiste conçue comme le resultat du developpement interne a chaque composante (grande region ou grand pays) d'un systeme mondial unique et non plus seulement, ni meme principalement comme la confrontation entre "camp capitaliste" et "camp socialiste" ?

Je ne m'attarderai ici que sur quelques interrogations concernant un socialisme au XXIe siecle et sur les relations de l'Afrique avec l'Europe dans la construction d'un monde multipolaire

#### III 1 Theses sur le socialisme au-dela du sovietisme

Il n'y a jamais eu une definition du socialisme acceptee par tous les courants de pensee qui s'en reclament. Nous nous limitons, ici, a une formulation tres synthetisee des conclusions auxquelles nous sommes arrive en tant que membre de ce courant. Certaines etaient acquises avant l'effondrement du systeme sovietique. Dans la tradition marxienne, le socialisme est un stade post-capitaliste de l'evolution des societes, stade qualitativement superieur au capitalisme dans tous les domaines essentiels tant au plan interne qu'a celui des relations entre les societes

a) Pour nous, le communisme n'est que le concept du socialisme et non pas un stade superieur. C'est un "mode de production" sans classes, qualitativement superieur au "mode de production

capitaliste" meme lorsque ce dernier a ameliore substantiellement les conditions de vie materielles des peuples et permis la democratie politique Pas plus que le "mode de production capitaliste" ne s'est substitue au capitalisme reel "le communisme ne se substituera au socialisme comme proces historique"

b) Dans le socialisme la democratie parlementaire doit être accompagnee d'autres formules qui entrent dans le grand projet de democratisation des societes Sur le plan culturel et ideologique, le socialisme est incompatible avec la "pensee unique" et son corollaire le parti unique Il faut en effet admettre que les divergences et même les oppositions ideologiques sont aussi vieilles que l'humanite et ont precede sans doute la formation des classes sociales Il y a eu des l'origine, il y a environ trente cinq millenaires, des visions contradictoires sur la "societe ideale" Leur expression ecrite datee est plus recente bien entendu, mais elle n'a pas elimine les formes qui ne laissent ni des traces ecrites ni des reperes dans les memoires collectives Ces oppositions ne prendront pas fin sous le socialisme Meme la critique capitaliste et bureaucratique continuera certainement a s'exprimer mais dans un cadre general domine par la logique du socialisme dans la democratie

c) Les aspirations et les luttes pour le socialisme sont permanentes dans toutes les formations capitalistes independemment de leur niveau de developpement economique Mais pour que la transition reussisse, il faut que les forces socialistes imposent la dominance de leur logique dans les centres et mettent fin a la polarisation Nord-Sud

d) Les theses du socialisme dans un seul pays ou du socialisme commençant par le "maillon techniquement et economiquement faible" sont remises en question par l'evolution historique Les pays qui se sont deconnectes du capitalisme developpe fonde sur la propriete privee des moyens de production, ont certes realise des transformations sociales qui ont limite ou meme elimine la pauvreté absolue mais ils n'ont pas jete les bases politiques et culturelles du socialisme Aujourd'hui la plupart sont contraints de remettre en question les acquis sociaux sans certitude d'echapper a la compradorisation qui accompagnerait necessairement la crise economique permanente, comme dans le tiers monde

e) Les techniques leninistes et maoistes d'acces au pouvoir soit egalement en question L'election libre des dirigeants est devenue une donnee incontournable Les alliances entre mouvements socialistes, democrates et nationalistes doivent gagner les elections contre les alliances compradoras pour qui "l'ouverture democratique" n'est qu'un instrument de gestion de la crise Ces alliances doivent donner un contenu economique et social a leur programme et non pas seulement denoncer l'autocratie et la corruption des gouvernants

f) Mais sur quelles base sociale s'appuyer en Afrique aujourd'hui ? La fraction des couches populaires integrees par des emplois stables convenablement remuneres tend a disparaitre tandis que le volume des groupes sociaux marginalises voire exclus du systeme de production et de la consommation, augmente d'autant plus rapidement que le " secteur informel " est sature. Dans les couches populaires, le socialisme va être de plus en plus en concurrence avec les integristes ethniques et religieux dont les dirigeants denoncent - ou soutiennent selon les cas - les alliances compradorics. L'objectif de ces mouvements passeistes en apparence est en effet de remplacer l'autoritarisme ordinaire par des formes d'organisation socio-politique les plus barbares qui soient. Pour eux l'oppression de la femme est naturelle. La femme n'est-elle pas gardienne des " valeurs " religieuses et identitaires par excellence ? Ces mouvements ne visent ni a orchestrer la revolution economique ni a faire progresser les forces du socialisme et de la democratie.

**III 2** Pour des relations euro-africaines non polarisantes. Est-il utopique de penser que l'inflexion des relations euro-africaines dans un sens favorable a la reduction de la polarisation est possible ?

a) Avant comme depuis la mondialisation economique neo-liberale les relations euro-africaines sont caracterisees par la soumission unilaterale de l'Afrique aux decisions europeennes (et americaines) dans les domaines economique, culturel et politique independamment des limites de l'Europe et des alliances dirigeantes. Dans l'Union Europeenne ces relations sont definies par les deux principales puissances coloniales et l'Allemagne qui est tourne plus vers l'Est que vers l'Afrique. L'hegemonie acceptee des Etats Unis et les interets neo-coloniaux maintiennent l'Afrique dans la specialisation agro-miniere.

Une redefinition des relations euro africaines doit etre fondee sur la constitution d'un "espace euro-africain" autonome par rapport aux Etats Unis et au Japon.

La formation de grandes federations politiques en Afrique et dans le monde arabe est necessaire a la construction d'un espace euro-africain qui accorde la priorite a l'industrialisation autцентриee. Comme celle-ci doit se situer dans la perspective socialiste, elle evitera le dumping social et ecologique que les centres semblent redouter dans une industrialisation qui obéit à la logique de " l'accumulation primitive ", telle que Marx la definit. Cette construction se situe donc necessairement au-dela de la conception neo-liberale des rapports Nord-Sud.

La fragilité des classes dirigeantes africaines les empêche de lancer un vrai débat sur la construction de cet espace. Elles accordent une importance démesurée aux clivages entre "anglophones", "francophones", "lusophones", "arabophones" ou entre "révolutionnaires et modérés". Dans les "négociations" et le fonctionnement des relations avec la CEE, les bourgeoisies acceptent de prendre pour concept central celui de "l'aide". Le surendettement les contraint à donner la priorité à l'application des directives néo-libérales.

Pour l'Afrique, l'au-delà de l'ordre/désordre néo-libéral - synonyme sur le continent de néo-libéralisme - commence avec la fin de la crise de l'endettement et la mise en place d'un nouveau système monétaire et financier international (SMF). Cette crise et l'absence d'un nouveau système monétaire qui reconnaisse le droit au développement constituent des obstacles majeurs à l'instauration et à la consolidation de pouvoirs industrialisants soucieux de justice sociale et respectueux des droits humains et des principes de la démocratisation des sociétés (et pas seulement de la sphère politique). C'est pourquoi l'orchestration d'une campagne réelle pour la suppression de la dette est inséparable d'une campagne plus vaste dirigée contre les "institutions de Bretton Woods" en tant qu'instruments des centres qui se substituent aux États africains pour gérer les économies sans courir de risque financier ou politique. Les forces progressistes européennes doivent s'atteler à cette tâche tout en la situant dans la perspective socialiste d'une économie mondiale égalitariste dans son principe.

Ces propositions sont-elles utopiques ? Les États-Unis sont le bastion du néo-libéralisme, l'Asie de l'Est résiste au néo-libéralisme de style anglo-américain mais l'autoritarisme y étouffe les forces du socialisme. Par contre, l'Europe recèle un potentiel d'évolution socialiste important parce que la résistance anti-néo-libérale intègre la dimension sociale et que le marxisme y fait partie de la culture et de l'histoire. Ce potentiel peut devenir facteur d'évolution socialiste à l'échelle mondiale à la condition que l'unité européenne se réalise contre le néo-libéralisme économique et qu'elle affirme son autonomie stratégique.

L'Afrique a besoin de cette Europe dans laquelle la gauche gagnée à la théorie de la mondialisation socialiste, detiendrait le pouvoir ou bien serait en mesure d'exercer une influence décisive sur les relations avec l'Afrique et le tiers monde. Actuellement, cette gauche comporte trois composantes. La première électoralement majoritaire (à gauche) est social-démocrate, elle pense et agit dans le cadre des relations Nord-Sud en termes identiques à ceux de la droite. La deuxième est formée du courant communiste "classique". Jadis très liée à l'URSS, elle avait soutenu les luttes pour l'indépendance, mais comme elle intègre la théorie de la polarisation dans son analyse politique, elle a rencontré des difficultés à articuler une alliance avec les forces nationalistes après l'accession des pays à l'indépendance. Il faut reconnaître que la tâche était compliquée par le caractère très répressif des

regimes populistes africains a l'egard des partis socialistes et communistes en accord general avec l'URSS ou la Chine selon le cas. La troisieme composante est formee des centres et organisations de recherches, de reflexions et d'actions qui tiennent compte de la polarisation dans leurs analyses. La plupart ont accompli un travail considerable par exemple dans l'organisation des campagnes contre la dette du tiers monde, le FMI et l'ensemble des Institutions de Bretton Woods.

L'approfondissement de la crise entrainera la gauche dans son ensemble a s'approprier cette approche. C'est alors que la gauche europeenne redeviendra puissante et inscrira son action autant contre l'imperialisme que contre le capitalisme sauvage en Europe. Elle comprendra que la securite de l'Europe en approvisionnements doit reposer sur des rapports negocies avec le Monde arabe et l'Afrique. C'est dans ce cadre que son discours ecologique aura une portee politique reelle. De son cote les gauches arabes et africaines qui font avancer la reflexion theorique sur ces rapports devraient trouver un ancrage social et politique plus solide en influençant les negociations.

Bien entendu la sous-regionalisation est indispensable aux changements des rapports avec l'Europe et le reste du monde. Le pan-africanisme doit en rester la philosophie, mais sur le plan operationnel, la priorite doit aller a la cooperation sous regionale de proximite qui prepare l'union politique. C'est la seule alternative possible a l'insertion passive dans le systeme mondial. Comme le regionalisme anime par l'esprit pan-africaniste comporte une dimension volontariste incompatible avec la soumission au marche " auto-regulateur ", il suppose des le depart des structures supra-nationales dotees de pouvoirs de regulation et de negociation internationales qui soient a la hauteur des enjeux.

## BIBLIOGRAPHIE

AMIN Samir L'Empire du chaos la nouvelle mondialisation capitaliste L'Harmattan 1991 Paris

AMIN Samir Les enjeux strategiques en Mediterranee L'Harmattan 1992, Paris

AMIN Samir (sous la direction de ) Mondialisation et accumulation, L'Harmattan 1993 Paris

AMIN Samir BEN HAMMOUDA Hakim, FOUNOU TCHUIGOUA Bernard Afrique et Monde arabe (echec de l'insertion internationale) L'Harmattan 1995, Paris

AMIN Samir, L'Eurocentrisme critique d'une ideologie, Anthropos 1988, Paris

AMIN Samir, La desertification du Sahel une responsabilite mondiale, Alternatives Sud 1995 p

AIT AMARA Hamid et FOUNOU TCHUIGOUA Bernard (sous la direction de ), L'agriculture africaine en crise dans ses rapports avec l'Etat, l'industrialisation et la paysannerie (Preface de S Amin), L'Harmattan 1989 Paris

AMIN Samir, La deconnexion, La Decouverte 1986, Paris

ANYANG NYONG'O Peter (ed), Popular struggles for democracy in Africa, ZED 1987, London

CAPRON Michel (sous la direction de ), L'Europe face a son Sud les relations avec les mondes arabe et africain (Preface de S Amin), L'Harmattan 1991, Paris

FOUNOU TCHUIGOUA Bernard, Fondements de l'economie de traite au Senegal (Preface de S Amin), Silex 1981, Paris

FOUNOU TCHUIGOUA Bernard, L'Occident et la formation d'un potentiel economique et democratisation dans le tiers monde, Alternatives Sud, 1994

GAKOU Mamadou Lamine, Crise de l'agriculture africaine, Silex 1984, Paris

GHALIOUNE Burhan Le malaise arabe les racines historiques, L'Harmattan 1990, Paris

HOUTARI François Développement, environnement et rapports sociaux, Alternatives Sud Vol II 1995

MANDAZA Ibbo, AMIN Sami, CHITTALA Derrick (ed) S A D C prospects for disengagement and development in Southern Africa Zed 1987, London

A M OUAMRUL Alain Industrialisation du tiers monde et mondialisation synthèse des essais théoriques, Alternatives Sud, 1994

PAKDAMAN Nasser Crise de l'économie de développement ? in Coquery Vidrovitch Catherine et HEMCRY Daniel

PIEL Jean (eds), Pour une histoire du développement Etats Sociétés Développement, L'Harmattan Paris 1988

LIND Michael, the next american nation the feel press, New York 1995

GITLIN Toocl, La droite américaine manipule le sentiment national, le Monde Diplomatique, Novembre 1995